

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA PARTICIPATION DES FEMMES À LA VIE POLITIQUE AU BURKINA
(1957 - 2009)

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR
PALINGWINDÉ INÈS ZOÉ LYDIA ROUAMBA

JUIN 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

DÉDICACE

À feu mon père Ferdinand Rouamba pour m'avoir transmis la passion du travail, le goût de la persévérance et pour s'être opposé très tôt à l'excision des filles.

A feux mes grands-mères Sidibé Simporé et Yempoaka Ouédraogo, exemples de femmes battantes ainsi que ma tante Mitiba Rouamba qui m'a fait prendre très tôt conscience comment le mariage-institution était important dans la vie d'une femme au Burkina.

À toutes les femmes et les hommes qui ont lutté et qui luttent, parfois au prix de leur vie, pour une égalité entre femmes et hommes.

AVANT-PROPOS

Il est généralement admis que les sociétés traditionnelles en général et celles africaines en particulier sont plus contraignantes que celles dites modernes ou occidentales. Différents interdits et contraintes y frappent tous les individus de la société quels que soient leur âge, leur sexe, leur religion, etc. Ces interdits/contraintes frappent toutefois plus les femmes que les hommes et surtout, les femmes ne semblent exister que par l'homme, que ce soit leur père, leur frère, leur mari et même leur fils. Ainsi, ayant en 1999 obtenu une bourse de la coopération suisse au développement pour préparer un Diplôme d'Études Supérieures en développement¹, j'étais, il est vrai, très préoccupée de quitter ma famille, surtout ma première fille qui n'était âgée que de deux ans, mais, d'un autre côté, j'étais ravie de partir pour une société où, en tant que femme, j'aurais une plus grande reconnaissance sociale. Je suis arrivée très enthousiaste à Genève, en Suisse. Effectivement, je voyais, dans la rue, des hommes pousser des enfants. J'ai rendu visite à des familles où l'homme et la femme indistinctement assuraient les tâches ménagères ; les hommes dans l'espace public étaient très galants, ils me laissaient passer pour monter dans le bus, dans l'ascenseur, etc.

Ce grand enthousiasme allait cependant tomber peu à peu et m'amener à me poser beaucoup de questions. Ma première surprise a été de savoir que les femmes n'ont eu le droit de vote en Suisse qu'en 1971² (après le Burkina, 1956, 1957 ou 1958 selon

¹ L'équivalent de la Maîtrise au Québec et du Diplôme d'Études Approfondies (DEA) dans l'ancien système français.

² La Suisse a été le dernier pays européen à accorder le droit de vote aux femmes.

les sources)³, soit depuis à peine 39 ans, c'est à dire après ma naissance. Une fois également, à la recherche d'une place dans une crèche pour ma première fille – car je prospectais les possibilités de l'avoir avec moi – le premier responsable d'une garderie écarquilla les yeux quand il se rendit compte que j'étais mariée, alors que ma fille ne portait pas le même nom que moi. Je lui fis remarquer gentiment qu'en fait l'enfant porte le nom de son père (qui est bien sûr différent du mien). Il est clair que ce gentil monsieur se demandait pourquoi je ne me suis pas présentée sous le nom de mon mari, m'amenant à prendre conscience que le droit à sa propre identité pour les femmes n'était pas si évident que cela en Suisse. J'ai également eu la chance de participer à des fêtes où j'ai constaté que les hommes étaient assis comme des seigneurs pendant que les femmes servaient les invité-e-s. Ces faits m'ont amenée à mettre un bémol sur ma première image de l'homme occidental assumant également les tâches ménagères dans le couple ; « ce n'était donc pas un phénomène aussi général que je le pensais ». J'ai donc commencé à réaliser que bien que les femmes au niveau de l'Europe aient beaucoup d'avantages sociaux et économiques, (allègement de leur charge de travail par les nouvelles technologies, structures de recours accessibles en cas de violence, de divorce, etc.), au niveau de la représentation que la société a d'elles, de leur statut dans la société, il n'y avait pourtant guère – ou peu – de différences avec les sociétés africaines ; la culture occidentale a même retiré certains acquis d'autonomie aux femmes africaines, puisque dans la société traditionnelle, celles-ci ne perdaient pas leur nom au profit de celui de leur mari. J'ai pris grandement conscience que les différents avantages dont les femmes occidentales bénéficiaient ont été acquis au prix de luttes des féministes et que le chemin était encore long à parcourir pour que l'égalité de droits devienne une égalité de fait.

³ Le 23 juin 1956, une Loi-cadre fut élaborée par Paris en concertation avec un député africain, Félix Houphouët Boigny. Celle-ci avait pour objectif de permettre à Paris de réaliser des réformes politiques et administratives dans ses colonies en attendant la révision de la Constitution de la IV^{ème} République votée en 1946. La Loi-cadre instituait le suffrage universel direct dans les colonies. Le décret d'application n'est toutefois intervenu selon Roger Bila Kaboré 2002 (p. 34), qu'en début d'année 1957. Manon Tremblay 2008 (p. 29), elle, retient la date de 1958.

Mais pourquoi la situation peu enviable des femmes africaines et particulièrement de celles du Burkina sur de nombreux plans, me suis-je toujours demandée ?⁴ Les femmes n'y luttent-elles pas ou pas suffisamment pour un changement de mentalités ? Attendent-elles toujours de bénéficier des retombées des luttes des femmes occidentales ?

Femmes burkinabé et luttes politiques devenait ainsi, plus qu'avant, un sujet d'un grand intérêt pour moi que je souhaitais approfondir si je parvenais à préparer un doctorat. Préparer un doctorat a toujours été, en effet, l'un de mes combats depuis l'obtention de ma maîtrise de sociologie à l'âge de 22 ans en janvier 1991. Je commençais à désespérer étant donné l'impossibilité de le faire sur place au Burkina⁵ ! Mais là, depuis septembre 2005 j'y suis, étudiante inscrite en sociologie à temps plein à l'Université du Québec à Montréal, grâce à une bourse du Programme Canadien de la francophonie ! L'idée aussi est toujours là (femmes burkinabé et politique). Mais sous quel angle l'appréhender ?

Je suis d'abord partie d'une approche historique, un peu comme un devoir de mémoire, pour repérer des figures féminines burkinabé qui ont lutté pour la cause des femmes aux grands moments de l'histoire politique du pays. Après des lectures et un pré-terrain, j'ai opté de travailler avec et sur mes contemporaines. Élément important à souligner, au fur et à mesure que j'avancais dans la rédaction de cette thèse, je réalisais que mon histoire personnelle inspirait ma démarche et ma méthode d'écriture. Les élections présidentielles françaises de 2007 (Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy) et américaines (Hillary Clinton et Barack Obama) de 2008 ont également

⁴ Il s'agit de la situation présente faite d'une synthèse de plusieurs systèmes d'exploitation, en l'occurrence du capitalisme, du sexisme et du racisme. Plusieurs auteurs-es, nous le verrons, défendent la thèse d'une meilleure condition des femmes africaines dans les sociétés précoloniales que dans celles postcoloniales.

⁵ L'Université de Ouagadougou au Burkina a ouvert un troisième cycle de sociologie depuis octobre 2008.

constitué une source d'inspiration en matière de rapports de sexe dans la conquête du pouvoir politique.

Plusieurs personnes m'ont accompagnée dans cette démarche doctorale.

Je remercie chaleureusement ma directrice de thèse, madame Francine Descarries, professeure au département de sociologie de l'université du Québec à Montréal (UQAM) pour sa disponibilité, sa bonne écoute et la qualité de son encadrement. Merci également à monsieur Pierre Doray et madame Chantal Rondeau, professeur-e-s au département de sociologie et de sciences politiques de l'UQAM pour les échanges autour de la méthodologie ; madame Francine Rivest, assistante de gestion du programme d'études avancées en sociologie pour sa contribution.

Je voudrais également témoigner ma reconnaissance à toutes les femmes politiques (ambassadeures, ministres, gouverneures, députées, mairesses, conseillères, militantes de base de partis politiques) qui ont accepté s'ouvrir à moi pour me raconter un pan de leurs vies ainsi qu'aux personnes ressources et aux époux qui m'ont accordé du temps. Leur contribution est à la base de ce travail.

Ma gratitude à mesdames Fatoumata Badini-Kinda, Ernestine Sanogo, Habibou Kouanda, Fati Ouédraogo, Fenneke Reyseo et messieurs Antoine Raogo Sawadogo, Fernand Sanou, Ram Christophe Sawadogo, Alkassoum Maïga, Laurent Monnier, feu Yacouba Ouédraogo et Jean-Pierre Jacob qui m'ont soutenue dans la recherche d'une inscription au doctorat et d'une bourse d'études.

Ma reconnaissance à madame Fatoumata Diendéré-Diallo, responsable chargée des femmes du Congrès pour la Démocratie et le Progrès pour avoir facilité mes contacts avec des femmes ministres.

Merci également à mesdames Hadizata Karantao, Mariam Fofana-Sirima, Emma Zobilma, Djeneba Sérémé, Abiba Nadié-Diakité, et messieurs Talata Eugène

Dondassé, Achille Tapsoba, Basile Guissou, Luther Yaméogo, Augustin Loada, André Bakiono, Dassablaga Sawadogo pour la mise à disposition et don de documents ; à Nathalie Jaclike pour la lecture d'une partie du manuscrit ; à Éliane Kompaoré pour sa contribution à sa mise en forme.

Plusieurs personnes de mon entourage m'ont apporté affection, soutien, chaleur humaine et encouragements. Merci à mes oncles Séraphin Rouamba et feu Issa Bikienga ainsi qu'à monsieur Jules Nonguierna pour leurs encouragements ; à ma mère Madeleine Rouamba-Ouédraogo et à mes sœurs pour avoir pris soin et entouré d'amour mes enfants ; à mon époux Patrice Tapsoba pour sa patience et son ouverture d'esprit ; à ma belle-famille ; à sœur Georgette Barro et à madame Henriette Toé pour leur affection. Mes enfants Dagnanewendé Nelly Karen, Pegwendé Mandy Lauren et Maelle Fanny Wendkuuni (à travers ses mouvements dans mon ventre) Tapsoba m'ont donné, dans mes moments de grand découragement, la force de continuer.

Plusieurs autres m'ont témoignée de leur amitié durant ce séjour doctoral, qu'elles en soient toutes remerciées. Un merci spécial à Simon Godin-Bilodeau et Béatrice Nikiéma pour les échanges fructueux ; à Aminata Tiendrébéogo, Abzèta Nikiéma, Daniel Kabahizi Mboneko, Ami Alabi, Yahaya Salma, Ousmane Ilboudo et son épouse Kadidiatou Ouédraogo, madame Lucie Coulibaly-Tapsoba, Françoise Djabi-Tani, Irène Tapsoba, Moustapha Kassa et Justin Kouraogo qui m'ont assistée au cours de ma grossesse. Merci à mesdames Sylvie Deslandes, Manon Dépatie et Thérèse Essiambre du département de sociologie de l'UQAM en qui ma fille Maëlle a trouvé des tantes.

Enfin, merci au programme canadien des bourses de la francophonie pour l'octroi d'une bourse et pour l'encadrement.

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE	v
AVANT-PROPOS	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	xxiii
LISTE DES FIGURES.....	xxv
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	xxvii
RÉSUMÉ	xxxi
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
PARTIE I	
LE CADRE DE L'ÉTUDE	
INTRODUCTION DE LA PARTIE I	11
CHAPITRE I	
DONNÉES GÉNÉRALES SUR LE BURKINA	13
1.1 Données physiques.....	13
1.2 Données socio-économiques.....	15
1.3 La condition des femmes	17
1.4 Le pouvoir traditionnel et les femmes.....	30
CHAPITRE II	
HISTOIRE POLITICO-ADMINISTRATIVE ET LES PRINCIPAUX	
DISPOSITIFS DE LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE	39
2.1 Histoire politique et administrative.....	40
2.2 Les textes fondamentaux.....	45

2.2.1 La Constitution	45
2.2.2 Le Code électoral.....	47
2.3 L'affaire norbert zongo et la mise en place de structures d'apaisement	48
2.4 Les principales institutions	53
2.4.1 La Commission Nationale Indépendante.....	53
2.4.2 Journée du souvenir, de promotion des droits humains et de la démocratie	55
2.4.3 Les autres organes consultatifs	56
2.5 La restauration du multipartisme.....	57
2.6 Du contre- pouvoir	60
2.6.1 L'opposition.....	60
2.6.2 La société civile	65
2.7 Le mode de scrutin : Entre intérêts du parti majoritaire et la nécessité d'une présence de l'opposition	68
CONCLUSION DE LA PARTIE I	73
PARTIE II	
LE PROBLÈME, LES INTENTIONS DE RECHERCHE ET LE MODÈLE D'ANALYSE	
INTRODUCTION DE LA PARTIE II.....	79
CHAPITRE III	
SITUATION POLITIQUE DES FEMMES	81
3.1 La situation politique des femmes au burkina.....	81
3.1.1 Les femmes dans les gouvernements de 1957 à décembre 2009 : augmentation timide et prédominance de profils en lettres et sciences humaines.....	81
3.1.2 Les femmes dans les fonctions électives (législatif et municipal) : Augmentation en nombre absolu par le jeu de suppléances	88

3.1.3 Des femmes mieux positionnées dans les petits partis, mais sous valorisées partout	93
3.1.4 Des femmes politiques plus formées que leurs homologues masculins	96
3.1.5 La révolution d'août 1983 et les femmes	99
3.1.6 Récapitulatif des grands moments dans le comportement politique des femmes burkinabé	104
3.2 La question et les intentions de la recherche	105
3.2.1 La délimitation du sujet : toute une recherche en soi !	105
3.2.2 La question de recherche et l'objectif général	106
3.2.3 Les objectifs spécifiques	108
CHAPITRE IV	
LA PARTICIPATION DES FEMMES À LA POLITIQUE : L'APPORT DE LA LITTÉRATURE	111
4.1 Matriarcat, sociétés « matristes » : un mythe	111
4.2 Les contraintes et obstacles à la participation politique des femmes	114
4.2.1 Le facteur physiologique	114
4.2.2 Le facteur sociologique : Les barrières socioculturelles	116
4.2.3 Le facteur historique : la colonisation et les religions dites révélées	119
4.2.4 Les contraintes économiques	123
4.2.5 Le facteur politique : Les contraintes institutionnelles	125
4.3 La politique au féminin	132
4.3.1 Le profil des femmes en politique	132
4.3.2 Le rapport au pouvoir des femmes	134
4.3.3 Le comportement électoral des femmes	137

Conclusion du chapitre	139
CHAPITRE V	
LE CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL AINSI QUE LA DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	143
5.1 Le cadre théorique et conceptuel	143
5.1.1 Pouvoir et politique	143
5.1.1.1 Qu'est-ce que le pouvoir ?	143
5.1.1.2 Qu'est-ce que la politique et le politique ? Qu'est-ce qui est politique ?	145
5.1.2 La division sociale des sexes : théories et stratégies des principaux courants de pensée occidentale	147
5.1.2.1 Qu'est-ce que la division sociale des sexes ?	147
5.1.2.2 La reproduction sociale	149
5.1.2.3 Théories et stratégies des principaux courants de pensée occidentale	150
5.1.3 Les féminismes dissidents	154
5.1.3.1 Les premières scissions au sein du féminisme occidental	154
5.1.3.2 Le féminisme postcolonial	156
5.1.3.3 Le féminisme africain	158
5.1.4 Nouvelles perspectives féministes	162
5.1.5 L'influence des théories féministes sur les approches Femmes et Développement	163
5.2 Hypothèses	167
5.3 La démarche méthodologique	168
5.3.1 L'échantillonnage	168
5.3.2 La collecte des données	175

5.3.2.1 L'exploitation documentaire	175
5.3.2.2 Les enquêtes sur le terrain.....	176
5.3.3 Le traitement et l'analyse des données.....	181
5.3.4 La validité de la méthodologie et les problèmes déontologiques	184
CONCLUSION DE LA PARTIE II.....	189
PARTIE III	
PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS	
INTRODUCTION DE LA PARTIE III.....	195
CHAPITRE VI	
LES FACTEURS CATALYSEURS ET LES BARRIÈRES À L'ACCÈS	
AU POUVOIR PAR LES FEMMES	
6.1 Les facteurs catalyseurs à l'accès et à l'exercice du pouvoir par les femmes	200
6.1.1. Les facteurs liés aux attitudes et aux capacités personnelles des femmes politiques	200
6.1.1.1 Une forte personnalité : un atout important	200
6.1.1.2 Les expériences acquises au cours du parcours scolaire ou universitaire et hors cadre universitaire	205
6.1.1.3 Tenir tête aux caciques du pouvoir	207
6.1.1.4 De grandes motivations.....	210
6.1.1.4a La promotion du développement de son milieu d'appartenance	212
6.1.1.4b La volonté d'influencer le niveau décisionnel et d'être visible	214
6.1.1.4c Servir de modèles et s'identifier à des modèles de femmes politiques	215
6.1.1.4d Protéger ses intérêts.....	216

6.1.2 Les facteurs liés au cadre familial et social	222
6.1.2.1 Le soutien de l'époux ainsi que sa position politique et/ou économique.....	222
6.1.2.2 La position et le soutien de sa famille d'origine.....	227
6.1.2.3 Les liens personnels avec un responsable de parti ou un cacique du pouvoir.	228
6.1.2.4 L'importance du statut maternel.....	231
6.1.3 La volonté et les mécanismes politiques	233
6.1.3.1 L'information préalable de l'époux par la hiérarchie.....	233
6.1.3.2 L'imposition d'un quota de candidatures féminines	234
6.1.3.3 La militance dans le parti au pouvoir	241
6.1.4 En résumé : Trois trajectoires-types d'accès au pouvoir.....	247
6.2 Les principales contraintes et barrières des femmes dans l'accès et l'exercice du pouvoir politique.....	250
6.2.1 Les facteurs reliés aux compétences et aux ressources des femmes	250
6.2.1.1 L'analphabetisme ou un niveau de formation trop faible.....	250
6.2.1.2 L'insuffisance de ressources financières	252
6.2.2 Les facteurs liés aux pesanteurs socioculturelles	255
6.2.2.1 La loi sociale fondamentale de la préséance de l'homme sur la femme	255
6.2.2.2 Les conflits d'intérêts entre familles d'origine et familles d'alliance	256
6.2.2.3 Une pression plus grande à la soumission à l'époux	259
6.2.2.4 Des femmes géographiquement célibataires !.....	262
6.2.2.5 Les enfants en bas âge : une contrainte mineure	263

6.2.2.6 La plus grande fermeture des sociétés centralisées et des politiciens intellectuels à la participation politique des femmes.....	266
6.2.2.7 L'ethnicité	270
6.2.2.8 La non reconnaissance du mérite des femmes et l'insuffisance ou l'absence de formations adéquates	272
6.2.2.9 Le manque de solidarité entre femmes	275
6.2.2.10 Le harcèlement en tout genre mais surtout sexuel	279
6.2.3 Les contraintes institutionnelles et situationnelles	282
6.2.3.1 Le refus des candidatures indépendantes au niveau local.....	282
6.2.3.2 L'éloignement des chefs lieux de communes des résidences principales des femmes	284
Conclusion du chapitre.....	285
CHAPITRE VII	
LES REPRÉSENTATIONS ET LES STRATÉGIES DES FEMMES	
POLITIQUES AU BURKINA.....	289
7.1 Des représentations	289
7.1.1 Le pouvoir politique selon les femmes	289
7.1.2 L'égalité entre hommes et femmes, c'est l'égalité de droits et de chances, c'est la complémentarité !	291
7.1.3 Le genre à la place du féminisme !	297
7.1.4 L'Occident a à apprendre de l'Afrique; : nos actions doivent être endogènes.....	303
7.2. Des stratégies ou comment-on arrive à la politique.....	307
7.2.1 La vie associative, un instrument efficace pour l'apprentissage et la survie politique. La présence aux grands événements sociaux, une stratégie électorale.....	307
7.2.2 Des campagnes électorales basées sur des discours réalistes et réalisables !.....	309

7.2.3 Rencontrer certaines valeurs.....	312
7.2.4 Nous représentons tous les Burkinabé et non les femmes.....	315
7.2.5 Prendre la parole à travers la société civile	318
7.2.6 La foi, un fortifiant, la pratique religieuse, une obligation sociale.....	321
7.2.7 L'attachement au métier politique.....	322
Conclusion du chapitre	324
CHAPITRE VIII	
DES PISTES POUR UN RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION	
DES FEMMES AU BURKINA	
8.1 Renforcement de dispositifs existants	330
8.1.1 Renforcement de l'éducation des filles et des femmes au niveau supérieur	331
8.1.2 Renforcement du pouvoir économique des femmes.....	335
8.1.3 Application effective du principe de quotas et son élargissement aux fonctions nominatives.....	338
8.1.4 Arrimage de l'action des organisations non gouvernementales féminines à celle des élues.....	342
8.2 Développement de nouveaux mécanismes	345
8.2.1 Formation politique et civique soutenue de la population.....	346
8.2.2 Établissement d'une reconnaissance officielle des femmes et des hommes politiques qui œuvrent pour l'égalité des sexes	349
8.2.3 Oser toucher le sensible, le tabou pour changer les mentalités !.....	350
8.2.4 L'acceptation de candidatures indépendantes et le traitement spécifique des questions des femmes	355
CONCLUSION DE LA PARTIE III.....	357
CONCLUSION GÉNÉRALE	359

APPENDICE A	
NOMBRE DE FEMMES DANS LES GOUVERNEMENTS DE 1957 À DÉCEMBRE 2009	371
APPENDICE B	
FEMMES MINISTRES DE 1958 À DÉCEMBRE 2009	373
APPENDICE C	
LISTE DES FEMMES DÉPUTÉES DE 1959 À DÉCEMBRE 2009	377
APPENDICE D	
LISTE DES FEMMES DÉPUTÉES PAR LÉGISLATURE DE 1992 À DÉCEMBRE 2009 (PRISE EN COMPTE DE TOUTES LES FEMMES QUI ONT ÉTÉ PARLEMENTAIRES)	379
APPENDICE E	
MAIRESSES SOUS LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE	383
APPENDICE F	
RÉCAPITULATIF DE L'HISTOIRE DE LA CITOYENNETÉ POLITIQUE DES FEMMES BURKINABÉ	385
APPENDICE G	
LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES	389
APPENDICE H	
PHOTO DES MAIRESSES PRIMÉES EN 2009 EN COMPAGNIE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF DU CENTRE POUR LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE	393
APPENDICE I	
CARTE DU BURKINA AVEC LES NOMS DES VILLES OÙ SE SONT DÉROULÉES LES ENQUÊTES DE TERRAIN	395
BIBLIOGRAPHIE	397

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1-1 : Pourcentage des femmes à différents instances de pouvoir au 31 août 2009	20
Tableau 2-1 : Résultats des élections législatives de 2007, avec des résultats partiels de 2002 et de 1997	59
Tableau 3-1 : Nombre de mandats ministériels par sexe de 1957 à décembre 2009	82
Tableau 3-2 : Taux de participation des femmes au gouvernement sous les différents régimes de 1957 à 2009	84
Tableau 3-3 : Femmes ayant été membres du gouvernement avec le plus grand nombre de mandats de 1957 à 2009.....	86
Tableau 3-4 : Nombre de femmes dans les législatures depuis 1959.....	89
Tableau 3-5 : Commissions parlementaires 2009-2010.....	92
Tableau 3-6 : Nombre de candidates et leur classement par Parti sur les listes nationales législatives de 2007	94
Tableau 3-7 : Femmes membres du Bureau National Politique du CDP mis en place en juillet 2009.....	96
Tableau 3-8 : Niveau d'instruction des femmes députées de la quatrième législature, en mars 2009.....	98
Tableau 3-9 : Niveau d'instruction des mairesses.....	98

Tableau 5-1 : Députées sous la quatrième République qui ont été interviewées (Sur la base des listes validées en fin de législature pour les trois premières législatures et en date de mai 2008 pour la quatrième législature)	171
Tableau 5-2 : Mairessees sous la quatrième République qui ont été interviewées (Liste à la date de janvier 2009)	173
Tableau 5-3 : Catégories et sous catégories d'analyse	183
Tableau 6-1 : Répartition des femmes politiques interviewées, selon le niveau d'instruction	197
Tableau 6-2 : Répartition des femmes politiques interviewées, selon la situation matrimoniale	198
Tableau 6-3 : Répartition des femmes politiques interviewées, selon l'âge en 2007	198
Tableau 6-4 : Communes ou arrondissements du Burkina avec à leur tête unemairesse	268
Tableau A-1 : Nombre de femmes dans les gouvernements de 1957 à décembre 2009.....	371
Tableau A-2 : Femmes ministres de 1958 à décembre 2009	373
Tableau A-3 : Liste des femmes députées de 1959 à décembre 2009	377
Tableau A-4 : Liste des femmes députées par législature de 1992 à décembre 2009.....	379
Tableau A-5 : Mairessees sous la quatrième république	383
Tableau A-6 : Liste des personnes interviewées.....	389

LISTE DES FIGURES

Figure 1-1 : Yennenga, fondatrice d'empire.....	33
Figure 2-1 : La carte administrative du Burkina Faso.....	44
Figure 5-1 La femme, cuisinière, toujours au service de l'homme qui qu'il soit.....	148
Figure 6-1 : L'indispensable contrôle des va-et-vient des femmes par leurs époux intériorisé par les femmes.....	227
Figure 6-2 : La femme désemparée dans un système instauré en faveur du sexe masculin	261
Figure 7-1 : A quand l'émancipation des femmes ?	297
Figure A-1 : Récapitulatif de l'histoire de la citoyenneté politique des femmes burkinabé	385
Figure A-2 : Photo des mairesses primées en 2009 en compagnie du directeur exécutif du centre pour la gouvernance démocratique	393
Figure A-3 : Carte du burkina avec les noms des villes où se sont déroulées les enquêtes de terrain.....	395

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACAT	:	Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture et des exécutions capitales
ACP	:	Alliance des Citoyens Patriotes
ADF	:	Alliance pour la Démocratie du Faso
ADF/RDA	:	Alliance pour la Démocratie et la Fédération /Rassemblement Démocratique Africain
AMBF	:	Association des Municipalités du Burkina
APL	:	Alliance pour le Progrès et la Liberté
BEPC	:	Brevet d'Études du Premier Cycle
CAP	:	Certificat d'Aptitude Professionnelle
CECI	:	Centre Canadien d'Étude et de Coopération Internationale
CENI	:	Commission Électorale Nationale Indépendante
CEPE	:	Certificat d'Études Primaires Élémentaires
CBDF	:	Coalition Burkinabé des droits de la femme (CBDF)
CDP	:	Congrès pour la Démocratie et le Progrès
CFA	:	Communauté Financière Africaine
CMRPN	:	Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National
CNR	:	Conseil National de la Révolution
CNRST	:	Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique

CSP	:	Conseil du Salut du Peuple
CFD	:	Convention des Forces Démocratiques du Burkina
DAWN	:	Development Alternatives with Women for a New Era
DEA	:	Diplôme d'Études Approfondies
DEUG	:	Diplôme d'Études Universitaires Générales
DESS	:	Diplôme d'Études Supérieures Spécialisées
ENAM	:	École Nationale d'Administration et de Magistrature
FED	:	Femmes Et Développement
GED	:	Genre Et Développement
IFED	:	Intégration des Femmes dans le Développement
J et D	:	Justice et Démocratie
MATD	:	Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation
MPS	:	Mouvement du Peuple pour le Socialisme/ Parti fédéral
NDI	:	National Democratic Institute for international affairs
PAI	:	Parti Africain pour l'Indépendance
PARIS	:	Parti Républicain pour l'Intégration et la Solidarité
PCPF	:	Parti pour la Concorde et le Progrès du Faso
PDCI/RDA	:	Parti Démocratique de Côte-d'Ivoire/ Rassemblement Démocratique Africain
PDP/PS	:	Parti pour la démocratie et le Progrès/Parti socialiste
PDS	:	Parti pour la Démocratie et le Socialisme
PEDB	:	Parti Écologiste pour le Développement du Burkina

PIB	:	Produit Intérieur Brut
PRN	:	Parti de la Renaissance Nationale (PRN)
RDB	:	Rassemblement pour le Développement du Burkina
RDEB	:	Rassemblement des Écologistes du Burkina
RPC	:	Rassemblement Populaire des Citoyens
UDPS	:	Union pour la Démocratie et le Progrès Social
UNDD	:	Union Nationale pour la Démocratie et le Développement
UNDP	:	United Nations Development Programme
UNIFEM	:	Fonds des Nations Unies pour la Femme
UNIR/MS	:	Union pour la Renaissance/ Mouvement Sankariste
UNFPA	:	United Nations Population Fund
UPR	:	Union pour la République
UPS	:	Union des Partis Sankaristes
WILDAF/ FEDDAF	:	Woman in Law and Development in Africa/ Femmes, Droit et Développement en Afrique

RÉSUMÉ

La citoyenneté politique a été concédée aux femmes burkinabé dès 1956 avec l'adoption de la loi-cadre qui instaurait le suffrage universel dans les colonies françaises⁶. Dans les faits, le Burkina Faso accueillera sa première femme nommée ministre en 1958. Ensuite, ce n'est qu'en 1976, seize ans après l'indépendance de 1960 et au lendemain de l'Année internationale de la femme, qu'une femme sera à nouveau membre de l'équipe gouvernementale du pays, à titre de secrétaire d'État aux affaires sociales.

Aujourd'hui encore, les femmes sont peu représentées dans les différentes branches du pouvoir (exécutive, législative, municipale) ainsi que dans les hauts postes de l'administration publique. L'ordre politique s'inscrit dans l'ordre social où malgré leur importance numérique (plus de 52 % de la population) et leur contribution au développement du pays, elles sont peu présentes dans les sphères décisionnelles. Plusieurs facteurs liés à l'environnement social, culturel, économique et politique expliquent cet état de fait.

Cette recherche examine *comment la division sociale des sexes et son corollaire, la division sexuelle du travail opèrent dans l'univers politique du Burkina (articulation ordre social et ordre politique)*. Nous posons comme hypothèses d'une part, qu'il y a un lien explicatif entre les rôles dévolus aux femmes par la société au Burkina et le fait qu'elles sont très peu représentées dans le champ politique, et d'autre part, nous envisageons que plus les femmes peuvent compter sur le soutien de leur époux, plus leur longévité et leur visibilité politiques seront grandes et inversement. Concrètement, notre recherche dégage d'abord, à partir des itinéraires de 45 femmes politiques, les facteurs catalyseurs et les contraintes qui encadrent la participation politique des femmes, puis nous nous penchons sur le rapport qu'elles entretiennent avec le pouvoir et le féminisme. Il ressort que la Révolution a été l'évènement le plus déterminant, en imposant la présence de femmes dans des postes et des milieux traditionnellement masculins, et par voie de conséquence, en créant de nouvelles représentations des femmes dans la société.

⁶ Les premiers décrets d'application sont toutefois intervenus au début de 1957 (Kaboré 2002 : 34).

D'un point de vue individuel, si la compétence technique est un atout essentiel pour accéder aux plus hautes fonctions de l'État burkinabé, cette compétence doit, toutefois, être soutenue par les autres éléments que sont, notamment, les liens familiaux ou personnels avec les caciques du pouvoir. Les femmes burkinabé prennent en effet progressivement leur place sur l'échiquier politique burkinabé, mais cela davantage au gré des places que les hommes veulent bien leur laisser, soit pour rompre avec des pratiques traditionnelles machistes ou pour s'inscrire dans un courant mondial d'émancipation démocratique, que par le fait d'un contrepouvoir féminin qui serait en train de s'implanter. Les normes machistes restent, en effet, fortes, et leurs effets se conjuguent avec un niveau d'alphabétisation et d'instruction des femmes plus bas que celui des hommes ainsi qu'une situation économique qui leur est défavorable.

Recherchant un équilibre entre hommes et femmes, les femmes politiques burkinabé insistent sur la complémentarité des sexes et recherchent une « égalité dans la différence ». Cette posture les amène à prendre leurs distances par rapport au féminisme à l'occidental assimilé par certaines à une guerre des sexes. Selon elles, l'approche *genre* qui n'est pas centrée uniquement sur les femmes, mais prend en considération la construction sociale des rapports de sexes, donc également les hommes, apparaît participer à une culture de dialogue entre les sexes. Cette approche suscite l'adhésion de différents acteurs, incluant les responsables politiques, des organisations de la société civile et les bailleurs de fonds.

Plusieurs actions susceptibles de générer une meilleure représentation et participation des femmes en politique ont été proposées, parmi lesquelles, la création d'un fonds pour le financement de leurs activités politiques, l'élargissement de la politique de quotas aux fonctions nominatives ainsi que l'introduction du thème des relations équitables et égalitaires entre conjoints dans le cursus scolaire des collèges et des lycées.

Mots clés : Burkina Faso, femmes politiques, pouvoir politique, participation politique.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Je ne comprendrais pas qu'une personne puisse me demander des comptes parce j'aurais tué ma femme. Est-ce cette personne qui me l'a donnée en mariage ? (Un jeune homme discutant avec d'autres jeunes hommes au marché de Boromo, ville moyenne du Burkina le 25 mai 2005)

Le poids des traditions séculaires de notre société [burkinabé] voue la femme au rang de bête de somme. Tous les fléaux de la société néocoloniale, la femme les subit doublement. Premièrement, elle connaît les mêmes souffrances que l'homme. Deuxièmement, elle subit de la part de l'homme d'autres souffrances. [...] La révolution, en changeant l'ordre social qui opprime la femme, crée les conditions pour son émancipation véritable.

(Thomas Sankara⁷, 2001b: 27)

Si l'expérience humaine est faite de luttes et de conflits, c'est au XVIII^e siècle, avec l'avènement du Siècle des lumières en Europe que l'ordre social monarchique et la hiérarchie religieuse furent remises en question. Ce siècle a été le prélude à des luttes révolutionnaires pour l'acquisition du statut de citoyen avec les droits y afférents, en principe pour tous les membres des sociétés concernées. Mais, dans ces différentes luttes, les femmes ont souvent été laissées pour compte comme ce fut le cas dans la Révolution française de 1789 où leurs problèmes spécifiques n'ont pas été pris en compte et où leurs droits ont été restreints. Ainsi, Olympe de Gouges lançait en 1791 « Ô femmes ! Femmes, quand cesserez-vous d'être aveugles ? Quels sont les

⁷ Thomas Sankara fut le chef de file de la révolution burkinabé. Il devint président à l'âge de 33 ans et dirigea le pays du 4 août 1983 au 15 octobre 1997, date à laquelle, il fut assassiné, mettant du même coup, fin à la révolution.

avantages que vous avez recueillis dans la Révolution ? Un mépris plus marqué, un dédain plus signalé » (De Gouges, [1791] 1989 : 54).

Il faut dire qu'à toutes les époques, des voix de femmes se sont élevées et, comme le fait remarquer Castells (1999), ont dénoncé l'ordre inégalitaire qui présidait à l'organisation de leur vie. Elles ont aussi travaillé à occuper peu à peu une place dans l'espace politique global. Pensons, en Afrique même, aux militantes ivoiriennes du PDCI-RDA qui ont marché sur la prison de Grand Bassan en 1949 pour faire libérer les hiérarques de leur parti, ainsi qu'aux militantes ghanéennes du Convention People Party qui ont aussi marché sur la maison d'arrêt de James Fort d'Accra après l'arrestation le 22 Janvier 1950 de Kwame N'Krumah et, à Célestine Ouezzin-Coulibaly et Aoua Keita, premières femmes d'Afrique francophone élues à l'Assemblée constituante de leurs pays, respectivement en 1958 au Burkina Faso et en 1959 au Mali (Badini-Folame, 2003 et Coquery-Vidrovitch, 1994 ; Kaboré, 2002). Plus proches de nous, certaines ont tenté une candidature à la magistrature suprême telles Déborah Nazi Boni -fille d'un ancien Président de l'Assemblée Nationale- en 1998⁸ au Burkina, Marième Ly Wane en 2000 au Sénégal et Esther Kamatari⁹ en 2005 au Burundi. Quelques-unes ont été candidates à des élections présidentielles, notamment Marie-Élise Gbédo, en 2001, et en 2006, au Bénin, Marie-Thérèse Mlandu Mpolo, en 2006, au Congo et Sidibé Aminata Diallo, en 2007, au Mali. La victoire est survenue avec Ellen Johnson-Sirleaf, première femme africaine à être parvenue à l'investiture suprême, en novembre 2005, au Libéria. Elisabeth Domitien, Sylvie Kinigi, Agathe Uwilingiyimana, Madior Boye et Luisa Diego, elles, ont été nommées respectivement premières ministres en 1975-1976 en République centrafricaine, 1993-1994 au Burundi, 1993-1994 au Rwanda, 2001-2002 au Sénégal

⁸ Cette tentative a été qualifiée de romanesque par nombre de personnes observatrices de la scène politique nationale. Feu Deborah Nazi Boni a, en effet, annoncé sa candidature sans plus.

⁹ Nièce du roi Mwambutusa IV, elle est réfugiée en France depuis 1970 où elle préside l'Association des Burundais de France (Jeune Afrique no 2356 du 5 au 11 mars 2006 : 42).

et en 2004 au Mozambique. L'action de plusieurs autres africaines a été consacrée sur le plan international. C'est le cas de Godeliève Mukasari du Rwanda qui a reçu le prix John-Humphrey pour la liberté en juillet 2004 et de la Kényane Wangari Maathai, première Africaine à recevoir le prix Nobel de la paix en 2004. Malgré ces bonds qualitatifs, la participation des femmes africaines à la vie politique reste faible, sinon marginale.

Au Burkina Faso, la représentation des femmes reste limitée dans l'administration publique (CBDF 2004), dans le gouvernement (Tiendrebéogo-Kaboret, 2002 ; Compaoré, 2002 ; Badini-Folame, 2003 ; M. Ilboudo, 2006.), dans le parlement et les postes de direction des partis politiques (CGD, 2005 et sans date) ainsi que dans les organisations internationales. Ces informations, confirmées par des données recueillies sur le terrain, des observations et des témoignages, sont autant d'illustrations de la division/hiérarchie des sexes qui encadre le monde politique burkinabé et alimente une forte résistance à la participation des femmes. En effet, plusieurs observateurs et observatrices de la vie politique burkinabé ont affirmé que les hommes encore plus que les femmes, surtout parmi les analphabètes ou les peu scolarisés, sont opposés aux candidatures féminines en politique. Un tel constat est au cœur de l'étude du Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD, sans date : 11-12). L'étude ajoute que, même dans le cas des personnes favorables aux candidatures de femmes, ces dernières considèrent les tâches domestiques comme une responsabilité féminine. Qui plus est, si pour certains hommes, le principe de la participation politique des femmes ne pose pas problème, il convient de remarquer que généralement, cette ouverture s'applique aux femmes des autres et non à la ou aux leurs. Notre propre travail de terrain nous aura malheureusement révélé que le machisme n'est pas, contrairement à ce que l'on laisse souvent entendre, moins présent parmi les hommes instruits. L'hydre du machisme y prend des galons en autant que la parole des personnes qui le portent est légitimée par leur niveau d'instruction.

De telles résistances expliquent sans doute pourquoi, les femmes politiques burkinabé, hors le fait qu'elles sont fort peu nombreuses -elles ne comptent, en 2005, que pour 9,13 % des effectifs des cinq grands partis selon le CGD (2005 : 16)-, sont mal positionnées sur les listes des partis politiques, même si certains progrès peuvent être observés. Aux législatives de 2002, elles étaient 319 candidates sur un total de 2408 candidats et candidates à être en première ou deuxième position sur les listes électorales, soit 13, 25 %. Par comparaison, elles étaient en 1992 et 1997 respectivement 4,13 % et 9,5 % (CBDF, sans date : 13). La résistance de ténors récalcitrants à abandonner leurs avantages au profit de femmes constitue sans aucun doute un facteur explicatif de cette situation. Ceux-ci défendent leur position en se servant notamment d'un argumentaire fondé sur la situation qu'ils contribuent eux-mêmes à reproduire, à savoir le peu de culture politique des femmes burkinabé. Toutefois pour permettre aux femmes de surmonter un tel handicap, plusieurs organisations non gouvernementales travaillent à les outiller pour le métier politique afin d'augmenter leur participation dans l'arène de la prise de décision du pays. Le forum national sur la *participation et la représentativité des femmes en politique au Burkina* qui a été tenu les 6 et 7 juin 2006 ainsi que les nombreuses formations organisées par le NDI-Burkina participent de ces actions. Des campagnes de sensibilisation à l'endroit des autorités politiques dont celles coutumières (*mogho-naba*) ont aussi été menées. Enfin, conformément à la plate-forme de la conférence de Beijing (1995) et, à l'exemple de ce qui se passe en France notamment, un projet de loi proposant l'établissement d'un quota de 30 % de femmes dans les fonctions électives, au gouvernement et dans l'administration publique a été élaboré en 2006 par le *caucus genre* de l'Assemblée Nationale mis en place par l'arrêté 2005/042/AN/PRES/du 13 octobre 2005. Ce projet de loi a été examiné par la commission ad hoc mise en place par arrêté n° 2008/AN/PRES du 26 mars 2008. Celle-ci a procédé à des réaménagements du projet initial, mais a tout de même retenu la prescription du quota de 30 % pour les fonctions électives et prévu des sanctions dissuasives et incitatives selon le comportement des partis politiques à l'égard de

cette loi. Le projet de loi a été adopté par le Parlement le jeudi 16 avril 2009. Une « politique genre » a aussi été élaborée par le ministère de la promotion féminine et adoptée le 8 juillet 2009. L'approche genre, vision féministe du développement, qui met à nu la construction des rapports sociaux de sexe connaît, au Burkina Faso, une forte adhésion en raison de la pression des bailleurs de fonds, mais surtout parce qu'elle prône une lutte dans *la mixité*, les femmes aux côtés des hommes. Il serait, en effet, difficile, voire illusoire de trouver, aujourd'hui en Afrique, un financement pour un projet qui ne prenne pas en *compte la dimension du genre* !

Il convient de souligner que l'exclusion des femmes de la scène politique a été expliquée au fil des siècles par nombre d'auteur-e-s. Ainsi, philosophes et clercs ont longtemps légitimé cette situation par des arguments *essentialistes* en lien avec la *nature des femmes*, c'est-à-dire par des facteurs d'ordre psychologique ou physiologique (Aristote ; Freud, [1925] 1975 ; Rousseau, [1762] 1995 ; Tönnies, [1887] 1977 ; Lacan [1958] 1987 etc.). Ces explications naturalistes et justificatives ont été déconstruites par les féministes au cours des dernières décennies. Pour ces auteures, la place en arrière-plan des femmes en politique est liée à la division sociale des sexes et aux traditions qui perdurent et non à leur valeur intrinsèque. Les théories de la reproduction sociale et de la socialisation sont évoquées pour expliquer l'absence chez les femmes de prédispositions ou d'aptitudes pour occuper des espaces de pouvoir. Parmi ces auteures, une première catégorie ne remet pas en cause l'ordre social établi mais pose le problème en termes de socialisation différenciée, d'accès inégal aux ressources ou au manque d'infrastructures pour faire face aux activités liées à la reproduction (Beauvoir, [1949] 2001 ; Friedan, 1964 ; Michel, 1980 ; Perrot 1996). Une deuxième catégorie considère qu'il s'agit d'un système de domination, notamment, l'œuvre du *patriarcat* et pose le problème en terme de rapports de pouvoir et d'exclusion (Firestone, 1970 ; Atkinson, 1975 ; Descarries, 1983, Saint. Jean, 1983 ; Matthieu 1991 ; Delphy, 1998). Une troisième catégorie d'auteures, tout en reconnaissant la domination masculine, entrevoit la participation politique des

femmes sur la base de leur différence et de leur pouvoir-savoir (Collin 1985, 1991 ; Irigaray, 1977). Enfin, d'autres auteurs-es adoptent, selon Bigo (2004), une approche réflexive et s'arrêtent aux difficultés de l'exercice du pouvoir pour les femmes (Payette, 1982 ; M. Ilboudo, 2006).

Dans le cas du Burkina, les études menées sont largement d'ordre factuel et tentent d'appréhender et de comprendre la situation des femmes et la participation des femmes à la vie politique burkinabé (Yaméogo, 1996 ; Sankara, 2001 ; Badini-Folame, 2003 : 1108-1110 ; NDI/Sida, 2005 : 5-6 ; CGD, 2005 ; M. Ilboudo 2006 ; Zakane, 2006 : 10-11 ; I. Ouédraogo 2006 ; Vokouma 2006, Tiendrébéogo-Kaboret, sans date, etc.). Pour les articles, nous avons par exemple, celui de Bongnessan Arsène Yé (2003) sur « L'évolution des parlements au Burkina Faso des origines à nos jours » ; de Denise Badini-Folame (2003) sur « La représentativité féminine dans les gouvernements du Burkina Faso de 1985 à 1991 » ; et de Nestorine Compaoré sur « Le recrutement des femmes pour les élections législatives au Burkina Faso ». Pour les études et rapports, mentionnons l'étude sur *La participation politique des femmes au Burkina Faso* commanditée et publiée par le Centre pour la Gouvernance Démocratique (2005) ; le rapport du forum sur *Le rôle et la participation des femmes à la vie politique* publié par le National Democratic Institute For international affairs/Burkina (NDI/Burkina, 2005) ; la communication de Alice Tiendrébéogo-Kaboret (sans date) titrée *Représentation et participation des femmes en politique : état des lieux et problématique ou enjeux*, etc.

Ces travaux, tous très intéressants, dénoncent d'une même voix l'insuffisante représentativité des femmes en politique au Burkina Faso et en brossent les facteurs explicatifs (barrières socioculturelles, économiques, liées aux pratiques politiques). Plusieurs pointent les aspects normatifs portés par les représentations genrées des rôles de sexe, mais aucun, à notre connaissance, n'étend l'analyse sous l'angle de la dynamique asymétrique des rapports sociaux de sexe. Et c'est là l'originalité du

présent travail : voir *comment la division sociale des sexes et son corollaire, la division sexuelle du travail opèrent dans l'univers politique du Burkina (articulation ordre social et ordre politique)* et, sur la base de cette analyse, proposer des stratégies et des actions susceptibles de générer une meilleure représentation et participation des femmes en politique. Tel est notre objectif global ! Ainsi, reconnaissant d'entrée de jeu l'existence déterminante de facteurs socioculturels, religieux, politiques et économiques dans la construction du rapport des femmes à l'espace politique, la question qui traverse la présente recherche est de savoir *comment la division sociale des sexes se traduit et se reproduit dans l'univers politique du Burkina Faso*. Nous voulons mieux comprendre pourquoi la situation demeure ainsi au Burkina et quelles sont les conditions et conjonctures qui permettent à certaines Burkinabé de briser les barrières à l'entrée du métier politique. Nous nous demanderons également quel impact peut avoir leur présence dans le champ public et si, en retour, leur participation dans la sphère politique, entraîne chez elles une nouvelle représentation des rapports de pouvoir et du rôle que peuvent jouer les femmes en politique.

Cette recherche vient à point nommé, à un moment où nombre de pays africains, dont le Burkina Faso, expérimentent la démocratie. Elle comprend trois parties subdivisées en huit chapitres. Dans la première, le chapitre initial présente les principales caractéristiques tant physiques, sociodémographiques, économiques, administratives qu'institutionnelles du Burkina, ainsi que la situation des femmes dans ce pays. Le deuxième chapitre expose brièvement l'histoire politique et la structure administrative du pays et donne les principaux dispositifs de la quatrième République qui est en place depuis 1991. Dans la deuxième partie, le chapitre trois expose la situation politique des femmes au Burkina ainsi que nos intentions de recherche. Le chapitre quatre offre une revue de la littérature sur *femmes et politique*. Après avoir fait état de la polysémie du terme de politique et questionné le mythe du matriarcat, le chapitre rend compte des facteurs invoqués dans la littérature pour expliquer l'absence ou la sous-représentation des femmes en politique et leur comportement électoral. Les

principaux courants de la pensée féministe sur le rapport des femmes au pouvoir sont mis en débat au chapitre cinq. Le chapitre se termine sur la présentation des hypothèses de recherche et de notre démarche méthodologique. Enfin, la troisième partie est consacrée à l'analyse des résultats de notre enquête terrain. Au chapitre six, sont dégagés les facteurs catalyseurs ainsi que les barrières et contraintes auxquelles sont confrontées les femmes qui veulent faire ou qui ont fait le saut dans l'arène électorale au Burkina. Le chapitre sept porte sur les représentations et les stratégies des femmes politiques interviewées, en particulier sur leur définition de la politique, leurs trajectoires et expériences dans cet univers ainsi que sur les stratégies qu'elles développent pour s'y maintenir. Enfin, le chapitre huit ouvre sur des suggestions de pistes à explorer pour favoriser une meilleure participation des femmes à la vie politique, et tout particulièrement au Burkina.

PARTIE I

LE CADRE DE L'ÉTUDE

INTRODUCTION DE LA PARTIE I

Cette première partie présente les principales caractéristiques tant physiques, sociodémographiques, économiques, administratives qu'institutionnelles du cadre de l'étude. Elle éclaire sur les grands moments politiques du pays et sur les principaux dispositifs de la quatrième République en place depuis 1991. Ancienne colonie française, le Burkina a, depuis son indépendance acquise le 5 août 1960, connu six régimes d'exception et quatre régimes constitutionnels¹⁰ dont le quatrième est en marche depuis le 2 juin 1991, date d'adoption d'une nouvelle Constitution qui a été promulguée le 11 juin 1991. Ce nouveau départ promettait une égale participation des individus à la gestion des affaires publiques, mais la réalité du terrain révèle, comme nous le verrons dans la partie II, que cet objectif est loin d'être atteint, du moins eu égard à la participation politique des femmes.

¹⁰ Pour les régimes constitutionnels (1960-1966, 1970-1974, 1977-1980, 1991 à nos jours) et les régimes d'exception (1966-1970, 1974-1977, 1980-1982, 1982-1983, 1983-1987, 1987-1991).

CHAPITRE I

DONNÉES GÉNÉRALES SUR LE BURKINA

1.1 Données physiques¹¹

Situé en Afrique de l'ouest, le Burkina Faso, anciennement Haute Volta a une superficie de 274 200 km². Six pays sont ses voisins immédiats : le Mali et le Niger au nord, le Niger à l'est, la Côte -d'Ivoire, le Ghana, le Togo au sud le Bénin et le Mali à l'Ouest. C'est un pays plat avec une altitude moyenne qui ne dépasse pas 400 mètres. Le Sud-ouest, formé d'un massif gréseux est la région la plus élevée et la plus accidentée. La plus haute montagne, le mont Tenakourou culmine à 749 mètres. Pays sahélien enclavé sans accès sur la mer (à plus de 500 km au nord du golf de Guinée), le Burkina fait partie de la zone soudanienne de climat tropical caractérisé par deux saisons : une saison sèche qui s'étend d'octobre à mars, avec avril comme mois charnière et une saison des pluies de mai à septembre. La première saison se caractérise par des vents secs d'harmattan et la seconde par des vents plus humides. Trois zones climatiques doivent être distinguées. Du nord au sud, la zone sahélienne caractérisée par des moyennes annuelles de moins 600 mm de pluviométrie et 38 jours de pluie ; la zone soudanienne, 750 mm et 43 jours ; la zone soudano-guinéenne, plus de 900 mm et 74 jours.

¹¹ Les données sur le milieu physique – relief, climat, végétation-flore et faune - ont été principalement obtenues sur le site web de la Primature, page consultée le 27 décembre 2006.

Notons que les effets du réchauffement climatique se font de plus en plus sentir avec un désert qui avance et des amplitudes thermiques très fortes, 14°C en janvier et 42,5 °C en avril. Ainsi, sur le plan de la végétation et de la flore, le pays peut être découpé en quatre secteurs du nord au sud : la zone sahélienne, zone strict du Sahel avec une végétation de type steppe à arbrisseaux, arbustes et arbres et une pluviométrie inférieure à 600 mm pour une saison sèche qui dure plus de huit mois ; le secteur sahélo-soudanien caractérisé par une végétation dominée par des espèces sahéliennes, une pluviométrie variant de 600 à 750 mm et une saison sèche allant de sept à huit mois ; le secteur soudanien ou secteur de la grande savane parsemée de forêts claires et de forêts galeries ; le secteur soudano-guinéen enfin, avec une domination d'espèces végétales de savane au nord et guinéennes au sud. Les précipitations varient de 1000 à 1400 mm et la saison sèche dure 4 à 5 mois.

Sur le plan faunique, les ressources se composent d'une trentaine d'espèces de grands mammifères, d'une riche avifaune et de nombreux reptiles. Le pays dispose de plusieurs parcs, ranchs et zones de chasse. Les parcs forestiers nationaux les plus connus sont les parcs Tambi Kaboré de Pô, Arly-Madjoari, des deux balés, la mare aux hippopotames et la mare d'oursi.

Trois principaux cours d'eau traversent le pays : Le Mouhoun, le Nakambé et le Nazinon qui étaient respectivement appelés Volta noire, Volta blanche et Volta rouge, cours d'eau auxquels le nom Haute-Volta était associé. Ces cours d'eau dont seul le Mouhoun est pérenne, se rejoignent au Ghana et forment le lac Volta. Des rivières, des bassins fermés et des barrages complètent les réserves d'eau du pays. Les principales sont les lacs de Tingrela, de Bam, de Dem, les mares d'Oursi, de Béli, de Sabou, de Markoye et les barrages de la Kompienga, de Ziga, de Bagré, etc. L'exploitation des eaux souterraines et la conservation des eaux de surface s'avèrent souvent difficiles faisant de la maîtrise d'eau un des défis majeurs auxquels le pays est confronté.

1.2 Données socio-économiques

Le Burkina est l'un des pays les plus pauvres au monde. Sa population était estimée en 2008 à 14 017 262 dont 6 768 739 hommes et 7 248 523 femmes, soit 93 hommes pour 100 femmes (51, 7 %) de femmes (INSD 2008 : 21). Une soixantaine d'ethnies sont recensées sur le territoire dont les *Moose* (53 %), les *Peuls* (7,8 %), les *Gourmantché* (7 %), les *Gourounsi* (6 %), les *Bissa* (3 %), les *Lobis* (2,5 %), les *Samo* (2 %), les *Markas* (1,7 %), les *Bobo* (1,6 %).¹² Les religions dominantes sont l'animisme (44.8 %), l'islam (43 %), le christianisme (12.2 %). Trois langues ont statut de langues nationales en raison de l'importance du nombre de locuteurs: le *moore*, le *Dioula* et le *fulfulde*, respectivement langue des *Moose*, des *Bobo-Dioula* et des *Peuls*. Le français est la langue officielle. L'anglais est enseigné dans les lycées et les collèges et dans certaines facultés universitaires, l'allemand dans des programmes littéraires et l'arabe dans les écoles coraniques.

Sur le plan économique, le Burkina Faso était en 1992 classé parmi les pays les moins endettés par la Banque Mondiale¹³. Ce classement reflète une volonté politique qui avait refusé les diktats des institutions de Breton Wood. En effet, le pays a, sous la révolution et même quatre ans après, soit d'août 1983 au 13 mars 1991, refusé le programme d'ajustement structurel (PAS). Ainsi, le peuple s'est vu imposer -sous la Révolution- des sacrifices, notamment des ponctions sur les salaires aux fins de réaliser les objectifs de développement. C'est toutefois pendant cette période que le pays a marqué les plus importants taux de croissance économique. A la fin de la révolution en 1987, et surtout depuis 1990, le pays a renoué avec le libéralisme économique. Il a signé le Programme d'Ajustement Structurel le 13 mars 1991 dans une perspective de rétablissement des équilibres macro-économiques et financiers et

¹² Données obtenues sur <http://www.tlfq.ulaval.ca/AXL/AFRIQUE/burkina.htm>. Données mises à jour le 3 mai 2006.

¹³ World Bank, *World debt tables 1992-1993: External Finance for developing countries*, p.130.

d'enrayement de la pauvreté. Malgré ce fait, les indicateurs socio-économiques restent plus que préoccupants. La population sombre massivement dans la pauvreté. Le niveau de croissance en 1990 (3,3 %) était identique à celui de 1981 (3,2 %) (MED, 2004 : 1). « L'économie aura stagné pendant deux décennies compte tenu de sa faible capacité à répondre avec promptitude et vigueur aux chocs extérieurs en raison même de certaines contraintes et limites intrinsèques » (MED, 2004 : 1). La proportion de pauvres est passée de 45,3 % en 1998 à 46,4 % en 2003, soit une augmentation de 1,1 point en six ans (MED, 2004 : 1). Le phénomène de pauvreté marque profondément le milieu rural où vit encore 80 % de la population mais son incidence est aussi très forte en milieu urbain et y a pratiquement doublé entre 1994 et 2003, passant de 10,4 % à 19,9 %. Et la situation n'est pas en voie de s'améliorer. L'indicateur de développement humain durable était de 0,257 en 1975, 0,280 en 1980, 0,305 en 1985, 0,321 en 1990, 0,337 en 1995, 0,353 en 2000 et 0,370 en 2005 (PNUD, 2007 : 237)¹⁴. Ce dernier IDH classait en 2007, le Burkina 176^{ème} sur 177 pays, ce qui correspondait à une espérance de vie à la naissance de 52,9 ans pour les femmes et de 49,8 ans pour les hommes (PNUD, 2007 : 329). Le processus de développement reste fortement axé sur trois éléments principaux : l'émigration vers les pays voisins -quoique perturbée par la crise ivoirienne- qui assure des ressources financières importantes ; l'exportation de bétails vers les pays limitrophes ; le développement de cultures de rente, en particulier, le coton et l'arachide (Lachaud, 2003 : 2). En 2004, le PIB par habitant en 2004 était de 348 dollars US. La part du secteur primaire y était de 31 %, celui du secondaire de 20 % et le tertiaire de 48 % (Bost et al, 2006). L'économie burkinabé « est toujours morose » (Boilley, 2006 : 105), « l'industrie embryonnaire » (Lejeal, 2002 : 238-241) justifiant en partie son

¹⁴ Il importe de préciser que le PNUD recommande de ne pas comparer les IDH figurant dans les différents *Rapports mondiaux sur le développement humain* en raison entre autres, des améliorations méthodologiques permanentes.

classement de 176^{ème} sur 177 pays en 2007 et 177 sur 182 pays en 2009 par le PNUD (PNUD, 2007 et 2009).

1.3 La condition des femmes

Un enfant est né.

Est-ce une « étrangère » ou un mâle qui va assurer la continuité de la famille ? Toutes les sociétés au Burkina font cette distinction de statut entre les fillettes et les garçons et les socialisent de manière très différente. La socialisation est sexuée et vise à préparer les fillettes à se mettre au service des hommes en tant qu'épouses et mères. On leur apprend essentiellement, ainsi que le relève WILDAF/FeDDAF-Burkina (2002a : 7) « **à reconnaître et à accepter la supériorité des hommes**¹⁵ » puisque dans la vie conjugale et dans la vie communautaire, il est socialement reconnu que « la femme n'a pas droit à la parole. Et si elle a ce droit, elle doit parler à voix basse, les yeux fermés. Elle ne participe pas aux décisions qui l'affectent [...] Si les hommes font appel à une femme, elle doit s'accroupir pour les écouter » sous peine d'être qualifiée de mal éduquée dans nombre de sociétés traditionnelles (WILDAF/FeDDAF-Burkina (2002a : 7). Ces différences de statut et de position, donc de droits et de devoirs expliquent qu'au Burkina, comme dans différents autres pays, mis à part l'espérance de vie à la naissance, les statistiques relatives aux femmes sont rarement à leur avantage. Filles et femmes sont confrontées à de multiples barrières socioculturelles et économiques.

Sur le plan juridique, le Burkina a ratifié un certain nombre d'instruments régionaux et internationaux dont la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) le 28 novembre 1984, et de son protocole facultatif le 19 mai 2005 ainsi que la convention des Nations Unies de 1952

¹⁵ C'est nous qui soulignons.

sur les droits politiques de la femme en 1998, etc. Un comité national de lutte contre les discriminations (CONALDIS) a même été mis sur pied depuis le 20 septembre 1993 pour suivre l'application des textes en faveur des femmes et faire rapport aux Nations Unies. On note ainsi, au niveau national, une volonté de consécration de l'égalité des droits entre hommes et femmes. On reconnaît aux femmes, comme aux hommes, une capacité juridique pleine et entière qui leur permet d'accomplir seules des actes de la vie civile tel que s'acheter un bien immobilier. Un certain cadre juridique a en effet été mis en place pour supprimer les inégalités structurelles entre les sexes et protéger les droits des femmes. La Constitution, texte de droit le plus important met les femmes sur le même pied d'égalité que les hommes. Elles sont, au même titre que ces derniers, électrices et éligibles et ont les mêmes droits pour former un parti politique ou en être membres. Le code des personnes et de la famille (CPF) adopté le 16 novembre 1989 et entré en vigueur le 4 août 1990 corrige également un certain nombre d'injustices à l'égard des femmes et des petites filles. Entre autres, le mariage forcé est interdit ; le droit d'exercer une activité professionnelle sans une autorisation préalable de son époux est accordé aux femmes ; la notion de puissance paternelle est remplacée par celle d'autorité parentale exercée par les deux époux ; les enfants sont reconnus égaux en droits quel que soit leur sexe, etc. Dans la même foulée, le code du travail prévoit l'égalité salariale. Dans la fonction publique, c'est à « niveaux égaux, salaires égaux ». Le code pénal, entre autres, réprime l'abandon de la femme enceinte ; le viol et les mutilations génitales féminines sont interdites par la loi n°043/96/ADP du 13 novembre 1996. Une journée, le 18 mai de chaque année, a même été institutionnalisée comme journée nationale de lutte contre la pratique de l'excision. Cette action ainsi que les différentes autres entreprises pour contrer cette pratique qui porte atteinte à l'intégrité physique de la femme entraînent des changements encourageants. L'UNICEF/Burkina (2007) constate à cet effet une réduction du nombre d'excisions pratiquées au cours des dernières années, soit entre

1996 et 2005, Cette réduction est de l'ordre de 6,5 % pour les fillettes de 0 à 4 ans ; de 16,3 % pour celles de 5 à 10 ans et de 43,6 % pour les filles de 11 à 20 ans¹⁶. Mais, malgré ces résultats encourageants, la tradition de l'excision perdure et une majorité de femmes au Burkina Faso accepte nombre d'abus afin de préserver leur statut de femmes mariées. L'extrait ci-après de l'article de Armel Ilboudo (2006) corrobore les témoignages de femmes d'un village du Burkina, *Donse*, qui nous ont confié que des filles dudit village ont été répudiées par leur mari parce qu'elles n'étaient pas excisées :

La femme de 29 ans se serait volontairement présentée chez l'exciseuse, avec une lame et 3000 F CFA, pour solliciter ses services. Interrogée sur les mobiles de ses agissements, la jeune femme a confié qu'elle est à son quatrième mari, les autres l'ayant chassée pour n'avoir pas été excisée. C'est donc pour ne pas perdre l'actuel mari qu'elle dit avoir agi pour protéger son foyer (A. Ilboudo, 2006).

Ainsi, malgré les avancées dans la définition d'un cadre juridique de protection des droits des femmes, la problématique de la jouissance de ces droits au quotidien reste entière.

Sur le plan politique, et comme nous le verrons dans le troisième chapitre, les femmes burkinabé restent à la périphérie du pouvoir (WILDAF/FeDDAF-Burkina, 2004 ; CGD, 2005 ; M. Ilboudo 2006, etc.). Le tableau 1-1 fait état de la présence des femmes dans différentes instances de pouvoir.

¹⁶ UNICEF/Burkina. 2007. « Mutilations génitales féminines ». http://www.unicef.org/bfa/french/protection_1143.html, page consultée le 6 juillet 2008.

Tableau 1-1
Pourcentage des femmes à différents instances de pouvoir au 31 août 2009

Fonctions	Femmes	Hommes	Total	(%) femmes
Ministres	7	27	34	20,5
Ambassadeurs-es	5	17	22	22,7
Gouverneurs-es	3	11	14	21,4
Haut-Commissaires	4	41	45	8,8
Procureurs-es	1	17	18	5,5
Députés-es	17	94	111	15,3
Maires-ses	22	337	359 ¹⁷	6,1
Conseillers-es	6400	11516	17916	35,7

Source : Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Association des Municipalités du Burkina et Ki (2007)

De 1960 jusqu'en juin 2007, soit en 47 ans d'indépendance, le nombre de femmes ministres dans les différents gouvernements, par exemple, n'avait jamais dépassé 5, soit un maximum de 20 %. Il a atteint 7, en septembre 2008. Sauf quelques exceptions où les ministères de la Fonction publique, du Budget et des Finances ont été confiés à des femmes, les femmes politiques au Burkina sont souvent confinées dans des portefeuilles à sensibilité féminine que sont l'éducation, l'alphabétisation et l'action sociale. Un point positif : la représentation sociale des femmes politiques évolue lentement mais positivement puisque leur accession à des postes politiques importants est vue comme une réussite sociale. Ce phénomène est également observé dans d'autres pays africains tels le Sénégal (Ba et Diop, 2005 : 174). La faible présence des femmes dans les instances décisionnelles est très perceptible dans le domaine de l'emploi. Une étude sur leur situation dans l'administration publique et privée du Burkina Faso menée par la Coalition burkinabé pour les droits des femmes

¹⁷ Avec la communalisation intégrale du pays, on dénombre 49 communes urbaines et 302 communes rurales. Deux des communes urbaines (celle de Ouagadougou la capitale et de Bobo-Dioulasso, la capitale économique) ont un statut particulier et renferment en leur sein respectivement 5 et 3 arrondissements. Les arrondissements ne jouissent pas de toutes les capacités, notamment celle liée à l'autonomie financière. Ils n'ont pas, de ce fait, la pleine capacité juridique d'une commune. Il existe donc au total 351 communes et 8 arrondissements, soit 359 maires et mairesses. Pour la liste complète des communes et arrondissements, voir le document de Jean Martin KI *État des lieux de la décentralisation au Burkina Faso*. Laboratoire Citoyennetés (ACE/RECIT), Ouagadougou, 2007.

(CBDF, 2004 : 9 et 53) en 2004 a révélé que le pourcentage des femmes dans l'administration publique était de 24,19 %, et qu'elles étaient largement employées dans les secteurs de la santé et de l'éducation ainsi que dans les catégories d'exécution.

Sur le plan éducatif, la Constitution à l'article 27 stipule que tout citoyen a droit à l'éducation. Cette disposition est confortée par la Loi d'orientation de l'éducation adoptée le 9 mai 1996, qui exprime à l'article 2 que toute personne citoyenne a droit à l'éducation sans discrimination de sexe, d'origine, de race ou de religion. Cette reconnaissance de l'égalité de droits et de chances entre les deux sexes a donné lieu à plusieurs actions pour améliorer le niveau d'instruction et d'alphabétisation des filles et des femmes. Ainsi en 1994, un plan d'action 1994-2000 a été adopté et une Direction de la Promotion de l'Éducation des filles a été mise en place. Un Plan décennal de développement de l'éducation de base (PDDEB) a aussi été officiellement lancé le 14 septembre 2002. Soutenu à coup de milliards¹⁸ par des partenaires financiers (Belgique, Canada,...) le gouvernement ambitionnait de porter le taux de scolarisation à 70 % en 2009 et de réduire les disparités entre genres. D'autres mesures, telles l'octroi de bourses aux filles et la suppression des stéréotypes sexistes dans les manuels scolaires, ont été prises. Toutes ces actions du gouvernement sont, en partie, le fruit de lobby d'institutions internationales telles l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Centre International pour l'Éducation des Filles et des Femmes en Afrique (CIEFFA) et de bailleurs de fonds. Malgré ces initiatives, les filles et les femmes sont toujours à la

¹⁸ Le coût global du PDDEB est estimé à 235 milliards de F CFA environ. Il est prévu la construction et l'équipement d'environ 20130 nouvelles salles de classe, de plus de 4000 centres permanents d'alphabétisation et de formation, et de 3000 centres d'éducation de base non-formelle; le recrutement de plus de 1000 maîtres par an, etc. (Présidence du Faso, « Dossier : Le Plan décennal de développement de l'éducation de base (PDDEB) », 3 avril 2003. Site web de la présidence consulté le 6 juillet 2008.

traîne en matière d'éducation. En 2004, le taux d'alphabétisation des adultes de plus de 15 ans dans toutes les langues confondues était estimé à 15,2 % pour les femmes et 29,4 % pour les hommes ; le taux brut de scolarisation, tous niveaux confondus (primaire, secondaire, supérieur), lui, était de 23 % pour les femmes et de 30 % pour les hommes (PNUD, 2006). En 2008, le taux d'alphabétisation était estimé à 16,6 % pour les femmes et 31,4 % pour les hommes tandis que la moyenne du taux de scolarisation des trois niveaux atteignait 25 % pour les femmes et 33 % pour les hommes, ce qui révèle une légère amélioration de la situation (PNUD, 2007).

Sur le plan économique, les femmes, du fait de leur faible niveau d'instruction, des pesanteurs socioculturelles et de la division sexuelle du travail, restent le groupe le plus frappé par la pauvreté et l'exclusion sociale. C'est l'une des grandes conclusions auxquelles a abouti l'étude sur *Le profil de pauvreté au Burkina* (INSD, 1996 : 60) : le niveau de vie le plus bas compte 51,7 % de femmes contre 48,3 %. Les femmes sont surtout actives dans les secteurs agricole et informel. En 2004, le revenu moyen estimé était de 930\$ US pour les femmes et de 1 405 \$ US pour les hommes ; le salaire moyen des femmes représentant donc 66 % du salaire des hommes (PNUD, 2006 : 370). Quatre ans plus tard, en 2008, la situation demeure inchangée : le salaire des femmes représente toujours les deux tiers de celui des hommes (PNUD, 2007). Le PNUD classait le Burkina, en ce qui concerne l'Indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH)¹⁹, 138ème sur 177 pays (pour une valeur de 0,311) en 2005 et 154 sur 177 pays (valeur de 0,364) en 2007 (PNUD, 2005 et 2007 : 329). Le

¹⁹ L'indicateur sexospécifique de développement humain a été créé en 1995 par le PNUD pour tenir compte des différences hommes/femmes. L'indice sexospécifique de développement humain (ISDH) corrige le niveau de l'Indicateur du Développement Humain (IDH) de façon à refléter les inégalités sociologiques entre femmes et hommes sous les aspects suivants : a) Longévité et santé, exprimée par l'espérance de vie à la naissance; b) Instruction et accès au savoir, exprimés par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation, tous niveaux confondus; c) Possibilité de bénéficier d'un niveau de vie décent, exprimée par le revenu estimé du travail (en PPA). Plus les disparités entre les sexes sont marquées dans un pays, plus l'écart entre IDSH et l'ISDH se trouve prononcé. (Explication tirée des différents *Rapports mondiaux sur le développement humain* du PNUD)

pays a donc, du point de vue du classement mondial, reculé en matière de promotion des femmes.

Grâce à des projets de développement à volets féminins, à l'intervention d'ONG nationales et internationales et aux fonds (FAARF²⁰) mis en place à leur intention, des femmes burkinabé ont pu et continuent cependant d'accéder à des crédits aux fins de réaliser des activités génératrices de revenus. Rouamba (2001) montre que, grâce à l'encadrement de projets Karité²¹, des femmes -peu nombreuses cependant- ont pu nouer des relations commerciales qui leur assuraient la mise en marché régulière de leur beurre de karité. Une intervention comme celle-là et d'autres du même ordre permettent aux femmes d'acquérir une certaine indépendance économique et contribuent quelquefois, selon certains témoignages, à augmenter leur pouvoir de négociation dans le foyer.

Si les femmes se battent pour assurer de bonnes conditions de vie à leur famille, leur contribution économique à l'entretien du foyer n'est cependant pas toujours valorisée, voire reconnue. Au Burkina, la « valeur » d'une femme ne se mesure pas à la taille de son porte-monnaie, mais en fonction de son statut de mère et d'épouse. Ce qui explique vraisemblablement pourquoi la stratégie de bon nombre de femmes est de satisfaire leurs besoins « dans la discrétion [...], c'est-à-dire sans perturber l'équilibre social existant [qui fait de l'homme le pourvoyeur de la famille] » (Mottin-Sylla, 1991 : 7). Par adhésion au modèle normatif des rôles de sexe, un grand nombre d'hommes refusent que leurs épouses exercent des activités à l'extérieur du foyer. D'une part, ils refusent qu'elles entrent en contact avec d'autres hommes et, d'autre

²⁰ Fonds pour les Activités Rémunératrices des Femmes créé en 1990.

²¹ Il s'agit notamment du projet Femmes et Filière Karité (PFFK) et du projet d'Appui à la commercialisation du Karité (PACK) qui ont été financés par le Fonds des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM) sur contribution du gouvernement Luxembourgeois et mis en œuvre par le Centre Canadien d'Études et de Coopération internationale (CECI). Ces deux projets ont pris fin respectivement en 2000 et en 2002.

part, ils craignent que leur indépendance économique les rende insoumises. La menace d'insubordination préoccupe les hommes de façon obsessionnelle selon Lecarme-Frassy (2000 : 179). La liberté de mouvement des femmes est donc très limitée. Certaines personnes précisent qu'elle serait encore plus limitée dans les ménages monogames que dans les foyers polygames. Notons, au passage, que la polygamie est encore largement pratiquée par les musulmans et en milieu rural au Burkina. Selon certaines auteures et certains auteurs, elle serait même quelquefois souhaitée par des épouses qui croulent sous les tâches écrasantes des travaux champêtres, des soins aux enfants et aux membres malades et invalides de la communauté (Boserup, 1970 : 46-51 ; D.B. Sanou, 1994 : 41) comme le témoigne le propos d'une femme paysanne de 38 ans dans *la parole aux négresses* de Awa Thiam (23 repris par Volet, 1993 : 158) :

J'ai d'ailleurs vivement souhaité que mon mari épouse une deuxième femme car je n'en pouvais plus, avec mes multiples enfants, de m'occuper non seulement du foyer mais aussi des champs. [...] Aujourd'hui ce qui nous déplaît fort et que nous reprochons à notre mari, c'est qu'il dépense beaucoup d'argent à l'extérieur.

Ce témoignage révèle à quel point les femmes, dans ce type de ménage, sont instrumentalisées en tant que génitrices, et à quel point la satisfaction des besoins des enfants repose bien plus sur leurs épaules que sur celles de l'homme père qui, quelquefois, connaît à peine ses enfants. Cela laisse également entrevoir que l'augmentation des revenus du chef de famille n'induit pas automatiquement une amélioration des conditions de vie du groupe familial (Ki-Zerbo, 1975 : 21 ; Droy, 1990 : 162- 163 ; Bosch, 1985 : 31). Nombre de familles sont dans des situations précaires malgré l'occupation d'un travail relativement décent par le père. La précarité n'est pas seulement financière, mais elle est aussi sociale, car les femmes ne sont pas à l'abri de répudiations abusives ; l'instabilité conjugale étant réelle tant dans les ménages monogames que polygames.

Sur le plan sanitaire, la population burkinabé en général et les femmes en particulier ont de plus en plus accès aux soins modernes en raison du développement des infrastructures. Le taux global de consultation était en 1998 de 2,8 % chez les hommes et de 3,1 % chez les femmes. Il est passé à 4,0 % et 4,4 % respectivement en 2003. Les disparités sont néanmoins très grandes selon le milieu. Pour la population féminine, le taux était, en 2003, de 4,0 % en milieu rural et de 6,16 % en milieu urbain (INSD, 2003). Par ailleurs, le taux de mortalité maternelle reste élevé, et se situe à 1000 décès pour 100000 naissances vivantes en 2000 contre 6, 7 et 17 décès respectivement pour le Canada, la Suisse et la France (PNUD, 2006). Le pourcentage des accouchements assistés par un personnel de santé qualifié est passé de 33,5 % en 2004 à 42,9 % en 2006 (MES/DEP, 2007 : 9). Le sida, l'un des plus grands fléaux de l'Afrique subsaharienne continue de faire de plus en plus de ravages dans la population féminine. « La femme en tant que productrice, partenaire, mère et soignante porte le plus grand fardeau lorsque le VIH-SIDA s'introduit dans une famille » (PNUD-Burkina, 2001 : 117). Konaté et *al* (1994) montrent que ce sont les jeunes femmes qui sont particulièrement touchées. Cela est confirmé dans le cadre stratégique de lutte contre le VIH-SIDA 2001-2005 (CSLS) où il est révélé que les taux d'infection des jeunes filles de 13 à 24 ans sont de l'ordre de 5 à 8 fois supérieurs à ceux des garçons de la même tranche d'âge (CSLS, 2001 : 11). Un nouveau cadre stratégique de lutte contre cette maladie a été adopté le 27 juillet 2007 pour la période 2006-2010. Globalement, la situation sanitaire des femmes est plus précaire que celle des hommes en raison, entre autres, d'interdits sociaux qui limitent leur alimentation, de la plus grande faiblesse de leurs revenus et du fait que nombre d'entre elles ont besoin, en milieu rural surtout, de l'autorisation de leur mari pour se faire soigner (Gansoré, 2001 : 47).

En résumé, les différents plaidoyers et les différentes actions entreprises dans le but d'améliorer la situation des femmes au Burkina, ainsi que leur participation à la vie publique ont favorisé un bond qualitatif pour une élite féminine, mais celui-ci cache

la réalité du vécu quotidien des femmes en général. WILDAF/FeDDAF-Burkina (2004 : 7) résume bien la situation :

Dans la vie privée, l'homme est le chef de famille. La cellule familiale est la structure la plus conservatrice et la plus oppressive pour les femmes. [...] La femme est considérée comme un être inférieur que le chef de famille peut à tout moment et au besoin par son droit de correction ramener sur le droit chemin. C'est une éternelle mineure qui ne peut rien décider d'elle-même. Elle est considérée comme la propriété de la famille.

C'est ce mode de représentation des femmes et de leur rôle dans la société qui est transposé dans la vie publique. Il n'est pas rare que le petit personnel de maison - gardiens, cuisiniers, garçons de ménage - rechigne à être sous l'autorité d'une femme. « Une femme avec un sexe mouillé ne me parle pas ainsi ! » disait un tailleur en retard de 5 mois de loyer à sa propriétaire. Ces représentations sont en outre maintenues et renforcées par les religions dites révélées (judaïsme, christianisme, islam). A l'université de Ouagadougou, le nombre de jeunes femmes voilées ne cesse d'augmenter. Si nous pouvons interpréter ce phénomène par l'accès croissant des filles à l'éducation supérieure, il projette en retour dans la société, l'enfermement des femmes et les limites de leur sphère d'activités. En 2004, une étudiante voilée, interrogée sur le statut matrimonial sous lequel elle aimerait se marier répond sans hésiter, polygamie. Elle justifie ce choix éclairé (Sic) par le fait que l'homme, de par sa constitution physique, a besoin d'avoir des rapports sexuels très fréquents et elle n'aimerait pas, de ce fait, le brimer dans ses moments d'indisposition (maladies, menstruations, voyage...). On le voit bien, le caractère irrépressible du besoin sexuel masculin est chanté dans toutes les sociétés, et du même coup intériorisé, des plus traditionnelles aux plus modernes, venant renforcer le pouvoir des hommes sur la vie intime et publique des femmes !

La question du voile est une question très sensible instrumentalisée par l'Occident et l'Orient dans leurs luttes de positionnement dans la géopolitique mondiale (Benelli,

Hertz et *al*, 2006 : 9). Selon nous, l'enjeu majeur n'est pas dans le fait de couvrir ou non les femmes, mais dans la signification symbolique que cet usage transmet et l'impact que cette coutume ou obligation a sur leur accès à la sphère publique. Si couvertes **partiellement** (pas au niveau du visage, reflet de la personnalité), les femmes ont néanmoins accès à l'éducation, au marché du travail, au pouvoir politique à égalité avec les hommes ; si elles ont une liberté de mouvement, le voile peut alors être considéré comme un simple outil identitaire ou religieux « passif ».²² Malheureusement, l'observation de la vie quotidienne au Burkina révèle également une autre réalité, à savoir que des femmes voilées ont un espace restreint de liberté de mouvement dans les lieux publics où on les retrouve souvent accompagnées par un membre de sexe masculin de leur famille, mari, frère, etc. ; mari qui, très souvent refuse même qu'un homme les examine quand elles sont malades ou encore prenne leurs mesures pour la confection de vêtements ! Il va sans dire que la non mixité prônée par les Islamistes intégristes -tout comme le recours à la Charia comme code de conduite- constitue une entrave permanente à la contribution des femmes au développement du Burkina et à la mise en service de leurs compétences et qualités.

La religion musulmane, tout comme la religion chrétienne (catholique et protestante) consacre dans ses enseignements l'infériorité de la femme, en proclamant que l'homme doit protection à sa femme et cette dernière, soumission à son mari. Partout dans le pays, en diverses circonstances, les propos du genre « même chez Dieu, la

²² Ailleurs, en Afghanistan notamment, les femmes, malgré la chute des talibans, sont toujours l'objet de toutes sortes de violences lorsqu'elles s'aventurent dans la sphère publique. En rappel, les Talibans avaient interdit l'éducation des jeunes filles et des femmes quand ils étaient au pouvoir. Le 13 novembre 2008 par exemple, le monde a découvert avec stupeur sur l'écran de télévision de France 2 des images de jeunes lycéennes vitriolées. Elles ont été une quinzaine à être aspergées d'acide sur la route du lycée malgré le fait qu'elles portaient la burka. Trois d'entre elles nous avait-on précisé étaient dans un état grave.

Le port du *niqab* (voile intégral) par les femmes fait débat à l'intérieur du monde musulman. En 2009, l'Egypte par exemple, un pays à population majorité musulmane a interdit le port du *niqab* à l'université en argumentant que ce dernier relève de la tradition et non de la religion.

femme est inférieure » sont récurrents au sein de la population burkinabé où la religion est le référent essentiel des hommes comme des femmes (Taylor, 2002 : 51).

Nous avons été particulièrement choquée lorsque, dans le cadre d'un colloque sur le thème « Gestion communale et citoyenneté en Afrique : quelles articulations entre Agir politique et recherche scientifique », organisé, en février 2005, à Ouagadougou par l'Association Construisons Ensemble/Laboratoire Citoyennetés en Transformation (ACE/RECIT), un prêtre, invité en tant que personnalité religieuse/personne ressource, somma les femmes de taire leurs revendications parce qu'« au village, ça toujours été comme ça », en citant l'exemple de sa petite sœur à qui incombait les tâches domestiques et qui devait soumission à tous les membres de la famille.

Enfin, il convient de noter que la cohabitation de la loi moderne avec celle traditionnelle, voire leur télescopage peuvent être contraignantes pour les femmes.

A titre d'exemple, nous pouvons noter avec Monique Ilboudo (2006 : 101) que la reconnaissance de l'égalité est loin d'être absolue dans le Code des Personnes et de la Famille. On note, par exemple que cet instrument juridique consacre « l'usage introduit par le colonisateur français en vertu duquel la femme mariée porte dans la vie courante le nom de son mari » alors que dans les sociétés traditionnelles, la femme conservait son nom et son identité d'origine. Ilboudo précise que cet usage n'a pas de base légale en droit français, mais s'explique surtout par une volonté d'asseoir la suprématie de l'homme dans la famille. Ce fait avait déjà été relevé par WIIDAF/FeDDAF Burkina (2002b : 17) comme non-conforme à l'article 16.g de la CEDEF qui prévoit un droit égal des époux pour le choix du nom de famille. Dans la même foulée, N'Gabo (1991 : 211) dit qu'« [o]bliger la femme à porter le nom de son mari, c'est entrer dans l'avenir à reculons puisque la pratique ancienne connaissait la liberté à la femme alors que les dispositions nouvelles l'en privent. Ici, il n'y a même pas maintien des acquis, il y a plutôt recul, régression ». En fait, il

convient de préciser que le code des personnes et de la famille dit que « [l]a femme mariée conserve son nom de jeune fille et peut en faire usage dans tous les actes de la vie civile. Toutefois, si elle le désire, la femme mariée peut faire usage du nom de son mari » (UFB, sans date : 19). Même échos dans le document de WILDAF-FeDDAF/Burkina (2002a : 19) où il est écrit :

Le droit pour la femme de faire usage du nom de son mari (**article 41) [du CPF]**. La femme mariée conserve son nom de jeune fille mais elle a le droit de porter selon les usages, le nom de son mari. En cas de divorce, elle perd l'usage de ce nom. Toutefois elle peut être autorisée par le juge à conserver le nom du mari si elle prouve qu'elle-même ou les enfants y ont un intérêt (**article 43**).

Cependant, en dépit de l'ouverture prévue à la loi, dans la pratique de célébration des mariages au Burkina, l'usage du nom de l'époux n'est jamais laissé au choix de la femme, mais apparaît bien comme la norme à laquelle nulle ne saurait se soustraire !

En outre, en raison des pratiques qu'instaure l'adoption obligatoire du nom du mari, les femmes ne peuvent plus, comme c'était le cas dans les sociétés matrilineaires, transmettre leur nom à leur progéniture ; il y a donc de ce point de vue, fait observer Ouoba (2001 : 83), recul par rapport au droit traditionnel.

Pour conclure, nous pouvons dire avec Monique Ilboudo (2006 : 15) que la situation des femmes au Burkina est faite de droits et de non-droits. L'égalité de droits et de chances entre femmes et hommes se prête au Burkina « à une lecture ambivalente selon que l'on se place sur le terrain formel ou concret. Cette situation traduit l'expression du choix d'un ordre juridique exigé par l'adhésion à de nouvelles valeurs morales, politiques, économiques... mais limité par la survivance des systèmes traditionnels souvent dévoyés ou détournés de leur sens premier, de pratiques hybrides fondées sur l'entre-deux cultures mal assimilé... » (Monique Ilboudo (2006 : 15). Un certain nombre de droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels sont certes reconnus à la femme mais l'enjeu demeure celui de l'éducation à

ces droits afin qu'ils ne restent pas lettres mortes. Et c'est là une des missions que se donne le ministère de la promotion de la femme créé le 10 juin 1997, – dans la foulée des recommandations de la Conférence mondiale de Pékin sur les femmes en 1995–, mission dont les effets tardent toutefois à se manifester.

1.4 Le pouvoir traditionnel et les femmes

Nombre d'auteurs-es (Boserup, 1970 ; Kniebieller et Goutalier, 1985 ; Brugailière, 1987 ; Pala et Ly, 1997 ; Goerg, 1997 ; Hugon, 1997) affirment que les femmes dans la société africaine précoloniale avaient une meilleure position sociale et économique et que celle-ci s'est dégradée en raison de facteurs extérieurs dont la colonisation et les religions dites révélées. Sophie Dulucq (1997 : 2-3) résumant l'impressionnant travail de Coquery-Vidrovitch, *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIXe au XX siècle* avance que :

Avec la colonisation, les conditions des femmes [se sont aggravées]. Aux conceptions dévalorisantes de bien des sociétés africaines se superposa l'idéologie patriarcale des colonisateurs européens. Les modifications des circuits économiques, l'imposition d'un droit foncier et d'une fiscalité à l'occidentale, la valorisation du travail masculin, [...] les migrations de travail des hommes, la diffusion de la patrilinéarité dans la législation coloniale, l'idéologie missionnaire, tout cela concourait à alourdir le labeur des femmes et à les assujettir aux hommes.

L'assujettissement des femmes par le fait colonial est également dénoncé par N'dri Thérèse Assié-Lumumba (1996) qui démontre que dans la société baoulé en Côte-d'Ivoire – société matrilineaire- la femme avait un pouvoir plus grand. Selon elle, c'est la colonisation qui constitue le point de départ²³ de la marginalisation des

²³ Assié-Lumumba (1996 : 150) dit qu'avec l'administration coloniale, « [l]e symbole et les réalités de l'homme présenté comme le maître, et la femme dépendante de lui, ont commencé à imprégner les mentalités ». A la page 151, elle dit également que « l'école de type européen [...] portait en elle le principal germe de la domination future des hommes [...] ».

femmes baoulé dans le champ politique et qui, de façon globale a contribué « à faire basculer la femme africaine » (131).

Mais, s'il est vrai que les femmes étaient plus valorisées socialement dans certaines sociétés précoloniales qu'elles ne le sont dans les sociétés coloniales et postcoloniales, leur *rôle politique* demeurait néanmoins second, invisible dans la soixantaine d'ethnies du Burkina. L'exemple de la société *moaga*, ethnie majoritaire est illustratif à cet égard. Cette société fait partie du grand groupe de sociétés dites sociétés à pouvoir centralisé²⁴, très hiérarchisé (Gourmantché, Kel tamasheq...) où l'on a un grand chef, assisté de ministres et de chefs de quartiers. Ce type de chefferie issu de conquête est dit « féodal » par J. J. Villandre cité par Savonnet-Guyot (1985 : 29). Le pouvoir, *naam*, ne tient ni de l'âge, ni de l'antériorité de l'occupation spatiale ni d'une quelconque compétence mais, vient de *Wende*, Dieu unique qui maîtrise le cosmos. Le pouvoir est toujours exercé - exception faite du canton de *Donse* - par un membre de sexe masculin parmi les *nakomse*, c'est-à-dire les enfants de chefs, soit la classe des nobles. Les femmes sont exclues de l'exercice du pouvoir officiel. C'est uniquement lors de l'inter règne que la fille aînée du chef défunt, la *wemba*, peut exercer le pouvoir chez les *Moose*. A la disparition du chef, elle porte les habits de son défunt père et occupe la chaise royale. C'est un moment où elle est courtisée par les notables du village. Elle jouit aussi de la faculté de solliciter et d'obtenir inmanquablement le pardon d'un chef en faveur d'une personne (Conombo, 1989 : 28 ; Rouamba, 1990 : 40). Mais là s'arrête son pouvoir politique !

Pourtant, trois grands faits historiques témoignent des capacités politiques des femmes. Le premier fait est qu'une femme très vaillante et très courageuse, la princesse Yennenga est à l'origine de la fondation de l'empire de cette ethnie. Un

²⁴ Pour faciliter l'analyse, les systèmes politiques africains ont été rattachés à deux grands types de sociétés. Les sociétés à États organisées avec un gouvernement central et d'autre part, les sociétés dont l'organisation politique tourne autour de la communauté (Voir par exemple, M. Fortes et Evans-Pritchard, E.E 1948, p. 5 et suivant auxquels se réfère Annie Lebeuf, 1960 : 93).

hommage a été rendu à cette figure identitaire féminine nationale, notamment par la construction d'un monument, alors que le prix du Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou (FESPACO) porte son nom. Le deuxième est que, le *tinse*, fête nationale *moaga*, commémore les funérailles de Poug Toenga, reine-mère de naba Oubri, fondateur du royaume de Ouagadougou²⁵ (Conombo, 1989 : 27). Enfin, le canton traditionnel de *Donse* a été dirigé jusqu'à 1971 (date du décès de la *wemba* Lougnoaga) par des *Wemba*²⁶, premières filles de chefs. C'est le seul canton en pays *moaga* qui a été dirigé par des femmes. Aujourd'hui, la gestion symbolique du trône est assurée par les descendants des *Wemba* appelés des *Wemdaba*. Quelques autres noms de femmes ont été retenus par la tradition *moaga*, mais ce sont toujours des mères, des sœurs, de femmes de chefs, d'hommes illustres. C'est le cas de Pabré, fille de naba Nassibiri du royaume *moaga* de Ouagadougou et sœur de naba Yadéga, fondateur du royaume *moaga* de Yatenga (Sorel et Pierron Gomis, 2004 : 75-80). Ces différents faits n'ont cependant pas eu d'incidence positive durable sur le statut sociopolitique des femmes de cette ethnie ; Yennenga reste un mythe (M. Ilboudo, 2006 : 131, voir encadré). Dans la même veine, Basile Guissou dans sa thèse de doctorat dit ne pas comprendre cette situation paradoxale où une femme a été à

²⁵ Le royaume de Ouagadougou est l'un des quatre royaumes du pays *moaga*.

²⁶ On parle de *Wemba* quand le *Kurita* est une fille. Le *Kurita* est un fils ou une fille d'un chef décédé. Selon une tradition, la première *wemba* fut la fille aînée d'un moogho naaba qui, à la mort de son père ne pouvant exercer le commandement proprement dit, fut investie du pouvoir d'intercession conforme à la position dans laquelle, les femmes sont maintenues en société (Rouamba, 1990 : 40).

Dans le canton de *Donse* cependant, plus précisément dans le village de *Gueye*, la *wemba* régnait en chef avec des serviteurs. Selon la tradition, la *wemba* y a été installée pour pacifier la zone car les populations se livraient des guerres et des pillages sans merci. Le trône reste vacant depuis 1971, date du décès de la *wemba* Lougnoaga. Cette vacance s'explique, selon ses descendants que nous avons rencontrés le 23 février 2009 à *Gueye*, essentiellement par des raisons financières. Il faut mobiliser beaucoup d'argent (plus de 500.000FCFA voire au moins un million) pour rétablir cette chefferie sans vraiment d'avantages y afférents. Une fille bien nantie aurait voulu travailler à cela mais a malheureusement eu la vie courte.

l'origine de la création de l'empire *moaga*, alors que les femmes s'y trouvent effacées (Guissou : 2001 : 178).

Yennenga, fondatrice d'empire

La légende de la fondation de l'empire des Mosse fait intervenir une femme : Yennenga. Cette princesse, fille unique du roi de Gambaga (dans l'actuel Ghana), s'était lassée du célibat que lui imposait son père, dont elle était la meilleure cavalière et guerrière. Elle tenta de le signifier à son père, par des signes. Elle sema notamment du gombo, et s'abstint d'en récolter le fruit lorsque celui-ci vint à maturité. Lorsque son père l'interpella là-dessus, elle en profita pour lui demander pourquoi elle-même, ayant depuis belle lurette atteint l'âge du mariage, n'était toujours pas mariée. Son père resta sourd à sa revendication. Un jour, elle s'enfuit sur son étalon Ouédraogo. Au bout d'une course effrénée dans la savane, elle rencontra Rialé, un chasseur dont elle tomba amoureuse. Elle resta auprès de lui et ils eurent un fils qu'ils nommèrent Ouédraogo en souvenir de l'étalon de Yennenga. Ouédraogo est le fondateur du royaume des Mosse.

Aujourd'hui, Yennenga est une héroïne considérée comme l'image de la rébellion féminine, mais cela est sans conséquence sur la situation réelle des femmes de cette ethnie. Yennenga reste un mythe inaccessible pour les autres femmes mosse invitées à plus de docilité. Tout comme il n'y a qu'une Sainte Vierge conçue sans péché, il n'y a qu'une Yennenga, guerrière, rebelle, qui enfante par amour et hors mariage tout en restant respectable.

Source : Monique Ilboudo. 2006. « Le politique, un bastion bien gardé ». dans *Droit de cité : Être femme au Burkina*, p.131.

Figure 1-1 Yennenga, fondatrice d'empire

Le deuxième groupe concerne les sociétés à pouvoir décentralisé, désignées par certains auteurs comme des « sociétés sans État », des sociétés « acéphales » (Djan, Lobi, Birifors, Dagari, gourounsi, etc. La chefferie, basée sur la première occupation de la terre, est qualifiée de « patriarcale » par J. J. Villandre (cité par Savonnet-Guyot, 1985 : 29). Dans ces sociétés, le territoire politique se limite au village et le chef est le doyen de la communauté. Le village est en général dirigé par un conseil d'anciens (Lebeuf 1960 : 93-94). Maurice Duval dans *Un totalitarisme sans État* (1985) montre comment, dans ces sociétés – plus précisément chez les *Nuni* de Boyounou –, le contrôle de la parole et même de la pensée par la soumission aux divinités était une forme de domination et de répression sociale. Les femmes y disposaient d'une manière générale de plus d'espaces de manœuvre. Elles étaient autorisées, chez les *Nuni*, à avoir un confident, *un bolo*²⁷, qui pouvait être aussi leur

²⁷ Duval précise que la femme *Nuni* est libre d'avoir son *bolo* jusqu'au moment où elle se fait surprendre par son mari. Elle et son *bolo* sont alors souvent frappés.

amant (Duval, 1985 : 66). Le pouvoir politique reste toutefois aux mains des hommes.

De manière générale, la tradition retient, en matière de pouvoir politique, surtout des faits de trahison de la part des femmes. Les principaux mythes sont généralement insultants, dévalorisants à l'égard du comportement social des femmes (Sen, Grown et Dawn, 1992 : 33 ; Droy, 1990 : 17 ; Lallemand, 1995 : 268-270 ; Ba Konaré, 2000 : 172). Cela met en lumière la crainte permanente des chefs traditionnels que les femmes soit instrumentalisées par l'ennemi. La légende de fondation des royaumes moosé du Burkina, par exemple, mentionne comment Yadéga petit fils d'Oubri – le fondateur du royaume d'oubritenga devenu Ouagadougou – a été évincé du trône d'Oubritenga par son frère jumeau Koumdoumyé, mais a pu fonder par la suite le royaume du Yatenga grâce à l'aide de sa sœur Pabré. Pabré aurait dérobé à Koumdoumyé les insignes du pouvoir de la dynastie d'Oubri au profit de Yadéga. Cette peur des femmes continue d'être présente dans le pouvoir moderne, rappelle Godineau (2004 : 266-268) avec une vision de ces dernières comme génératrices de chaos ou rivales.

L'exclusion sociale publique des femmes dans les sociétés précoloniales burkinabé était également perceptible sur le plan juridique. Les femmes Moose et des autres ethnies n'assumaient et n'assument pas de fonctions juridiques traditionnelles visibles. Au mieux, elles suivent les procès à l'intérieur de cases proches des « prétoires », ce qui leur permet, après les audiences, de donner des conseils au chef. Ce dernier fait révèle que des maîtresses royales exerçaient un pouvoir officieux, mais que, sociologiquement, elles ne sont pas des sujets politiques. Certaines personnes expliquent l'exclusion publique des femmes du judiciaire par leur grande sensibilité qui pourrait les amener à être partiales. On voit ainsi comment le psychologisme est utilisé pour justifier l'exclusion des femmes des lieux de pouvoir ainsi que de l'exercice de la justice. Mais ne s'agit-il pas comme se demande

Monique Ilboudo (2006 : 129) « d'une pure flagonerie destinée à les éloigner davantage d'un cercle prestigieux ». Partout, l'organisation socio-politique fait prévaloir les hommes sur les femmes. Le statut d'étrangère des femmes est conforté par la résidence qui est virilocale²⁸ dans toutes les sociétés, exceptée chez les Bella au nord du pays (Rouamba et Heerink, 1995 ; M. Ilboudo, 2006). On ne saurait confier une responsabilité à une étrangère, à une personne qui peut quitter à tout moment le village (Richter, 1993 ; Kinda, 1995). Le statut d'étrangère est exploité pour exclure les femmes de la gestion des affaires publiques. Il les somme en outre, de se soumettre à tous les membres du clan de leur mari comme le témoignent les propos suivants :

Tu sais, la femme reste la femme ! Étant donné que c'est l'homme qui épouse la femme, qui l'a amenée chez lui, que la femme a quitté sa famille pour aller chez l'homme, dans la cour de l'homme, elle lui doit obéissance car, comme on le dit, même si la femme est de grande taille, elle n'est pas chef de famille ! (Noaga, Alizèta et Nongdo, *Kaatinga*, le 19 juillet 2006).

Toi vraiment ! [Tu es drôle !] Comment veux-tu qu'une femme prenne part aux décisions concernant le village, soit impliquée dans des histoires de lignage ! [elle est étrangère !] (Pierre Simporé, *Kaatinga*, le 19 juillet 2006).

Il y a donc un quasi monopole du pouvoir politique par les hommes dans les sociétés traditionnelles burkinabé. Il nous est par conséquent difficile, pour ce qui est de ce pays, d'adhérer à des thèses d'auteur-e-s tel-le-s Vivienne Taylor (2002 : 36) qui affirme que « les organisations politiques [précoloniales] connaissaient [...] un équilibre entre les sexes dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, ainsi que la participation des femmes dans le processus politique ». Nous mettrons aussi un

²⁸ C'est l'homme qui accueille la femme. Le lieu de résidence est dans le village de l'époux.

bémol à la position de Séraphine Ouédraogo (2000 : 164)²⁹ à savoir qu'il n'y aurait jamais eu au Burkina Faso une volonté délibérée d'écarter les femmes du pouvoir. Selon elle, la forme de participation des femmes au pouvoir qui a prévalu au Burkina avant l'indépendance est la « participation-conseil » où par exemple « des hommes se référaient à leurs épouses terrées dans les cases loin de l'arbre à palabres pour s'informer et recueillir des suggestions avant de revenir trancher certaines questions pendantes devant le collège de sages réunis pour délibérer ». Des hommes politiques se font les défenseurs de cette position tel Basile Guissou, directeur général du Centre de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) qui fut deux fois ministre. Selon son témoignage, le pouvoir révolutionnaire a éprouvé de nombreuses difficultés pour recruter des femmes ministres. Mais l'auto-sélection n'est-elle pas un mécanisme par excellence de discrimination ? Celle-ci, tout comme l'autodénigrement, ne résulte-elle pas des pratiques de socialisation, d'éducation ou des représentations sociales dominantes de la division sociale des sexes ? Et s'agissant de la soi-disant « participation-conseil » pourquoi les femmes ne peuvent-elles pas exprimer leurs idées elles-mêmes même si ce n'est que pour faire des suggestions ? Pourquoi doivent-elles toujours passer par un homme ?

Un tel pouvoir s'il existait est difficile à démontrer car reposant sur la volonté d'autrui, l'homme époux.

Selon un autre témoignage, une des ministres issue d'une famille royale s'est d'abord référée au dépositaire du pouvoir traditionnel (son cousin) et, celui-ci en homme avisé lui a donné son accord³⁰ ; la politique de la chaise vide pouvait éroder

²⁹ Séraphine Ouédraogo est mairesse de l'arrondissement de Boulmiougou dans la commune de Ouagadougou depuis 1995, vice-présidente de l'Association des Maires du Burkina Faso et chargée de la question de la femme et de la jeunesse dans cette structure.

³⁰ Nous avons rencontré ce chef traditionnel qui n'a ni confirmé ni infirmé cette information. La femme politique concernée, malade, n'a pas pu nous recevoir.

considérablement le pouvoir coutumier. Ce dernier point montre que le pouvoir traditionnel a pu préserver une certaine légitimité aux côtés de celui moderne³¹. Quoiqu'il en soit, la modernité a provoqué une restructuration et une redistribution du pouvoir politique et économique qui a donné naissance à d'autres classes politiques dont les deux principales étaient en 1989, selon Fernand Sanou (1989) la bureaucratie et la paysannerie auxquelles, il convient d'ajouter aujourd'hui, la classe commerçante. De par son pouvoir économique, cette dernière classe pèse sur l'échiquier politique, alors que la domination de la classe bureaucratique s'effrite en faveur d'acteurs économiques qui téléguident désormais le pouvoir. Ce sont les entrepreneurs des partis politiques (Max Weber, 1969 : 54, version numérique). Il reste à voir si les femmes aussi constituent ou pourraient constituer une force importante dans la politique nationale du pays.

³¹ La chefferie traditionnelle continue de gouverner à travers ses fils, des membres de sa famille. Ses dépositaires réclament d'ailleurs un statut constitutionnel. Voir pour cela l'article de Amidou Ouédraogo, « Chefs coutumiers du Ganzourgou, un front pour un statut constitutionnel », *L'Observateur Paalga* du 11 mai 2010.

CHAPITRE II

HISTOIRE POLITICO-ADMINISTRATIVE ET LES PRINCIPAUX DISPOSITIFS DE LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE

Après une dizaine d'années de régime d'exception, le Burkina est revenu à une vie constitutionnelle en 1991 avec l'adoption par référendum d'une nouvelle constitution le 2 juin de cette année. La constitution a été depuis lors révisée trois fois sous diverses pressions. Il semble donc que le Burkina a adhéré au discours de La Baule que François Mitterrand a prononcé, le 20 juin 1990, lors de la cérémonie d'ouverture du 16^{ème} Sommet des Chefs d'État de France et d'Afrique. L'ex-président français a, en effet, dit à cette occasion, qu' « [i]l n'y a pas de développement sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans développement ». Que ce discours ait eu ou non un impact sur le nouveau choix politique opéré le 2 juin 1991³², le pays s'est officiellement engagé à la construction d'une démocratie, en principe, basée sur la justice, la laïcité et les libertés, ainsi que sur l'implication de tous et de toutes à la gestion des affaires du pays. La devise du pays qui était sous la révolution « La Patrie ou la Mort, nous vaincrons ! » a été changée en « Unité, Progrès, Justice ».

³² Selon Roger Bila Kaboré (2002 : 245) Blaise Compaoré a initié de son propre chef la marche vers l'État de droit. Déjà dans son discours au peuple le 31 décembre 1988, il invitait le peuple à réfléchir « sur la question de l'édification d'un état de démocratie populaire... » (Kaboré, 2002 : 233). Ensuite, le parti présidentiel, l'Organisation pour la Démocratie Populaire Mouvement du Travail (ODP/MT) fut créé le 15 avril 1989. Le Congrès qui eu lieu du 1^{er} au 4 mars 1990 à Ouagadougou, lui, a dissous plusieurs structures populaires.

2.1 Histoire politique et administrative

Le Burkina Faso, anciennement Haute-Volta est une ancienne colonie française créée en 1919. Colonie jugée peu viable et peu rentable économiquement par Paris, elle fut partagée en 1932 entre ses voisins coloniaux (Côte-d'Ivoire, Mali, Niger) pour lesquels elle servit de réservoir de main-d'œuvre. Le pays sera reconstitué en 1947 dans ses frontières de 1919 sous la pression du Mogho naba Saaga, empereur des *Moose* qui voulait instaurer une monarchie institutionnelle. Il faudra attendre le 11 décembre 1958 pour que le Burkina Faso devienne une république autonome au sein de la communauté franco-africaine sous la direction du président Maurice Yaméogo. Le Burkina obtient l'indépendance le 5 août 1960 ayant toujours à sa tête, Maurice Yaméogo qui dirigera le pays de 1960 à 1966. Le Président Maurice Yaméogo n'a pas fait bon ménage avec la chefferie traditionnelle, notamment avec naba Kougri, empereur des *Moose* qui fut accusé d'avoir voulu perpétrer un coup d'État monarchique contre la République le 22 novembre 1958 ³³(Savonnet-Guyot, 1986 : 141 ; Kaboré, 2002 : 52). Son régime n'a pas non plus réussi à générer l'essor économique et social qui était espéré avec l'Indépendance. Des grèves et des manifestations de rue emportent le Régime du Président Yaméogo le 3 janvier 1966. « Ce jour là [...] une poignée de femmes firent trembler les pylônes qui soutenaient la société voltaïque » (Kéré, 2003 : 1053). L'une d'entre elles, Jacqueline Ki-Zerbo, épouse de l'opposant politique et historien Joseph Ki-Zerbo, alors première directrice africaine du Cours normal de jeunes filles de Ouagadougou, prit part activement au mouvement de contestation et fut arrêtée par le gouvernement. Elle fut libérée sous la pression des élèves (Kéré, 2003 : 1058-1072).

Le Président Yaméogo fut remplacé par le lieutenant Sangoulé Lamizana (1966-1980) qui gouverna sous deux régimes républicains et un régime d'exception en

³³ Selon le document de Savonnet, le 17 octobre 1958

1974. Lamizana sera renversé le 25 novembre 1980 par un coup d'État, dans l'ensemble, bien accueilli par la population. Le Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National (C.M.R.P.N) prend les rênes du pouvoir avec comme Président, le Colonel Saye Zerbo et suspend la Constitution. Mais très vite, l'euphorie fera place à la déception tant les libertés publiques sont bousculées. Une coalition hétérogène de militaires conservateurs et radicaux profite de l'impopularité du régime pour organiser un coup d'État le 7 novembre 1982 et mettent en place le Conseil du Salut du Peuple (CSP). Le médecin-commandant Jean-Baptiste devient Président. Il dirigera le pays moins d'un an, du 7 novembre 1982 au 4 août 1983. Le CSP traversera deux périodes bien distinctes en raison de querelles entre les ailes radicale et conservatrice : le CSP 1, du 7 novembre au 17 mai 1983, date de l'arrestation de Thomas Sankara, alors Premier ministre et qui fut triomphalement libéré par une partie de l'armée sous la direction de Blaise Compaoré ; et le CSP 2, plus conservateur, qui, du 17 mai au 4 août, se fait le promoteur des stratégies libérales. Un coup d'état révolutionnaire, le 4 août 1983, mènera à la proclamation de la République Démocratique et Populaire (RDP) et la nomination de Thomas Sankara, personnage charismatique, à la tête du Conseil National de la Révolution (CNR). Le CNR générera un bouleversement dans les équilibres politiques traditionnels ». En effet, depuis l'indépendance, le pouvoir politique avait été monopolisé par une alliance regroupant les milieux urbains salariés, la chefferie coutumière, très puissante en pays mossi notamment, les hiérarchies religieuses (chrétiennes et musulmanes) et les élites politico-administratives modernes » (International IDEA, 1998 : 18). Le pouvoir révolutionnaire ambitionne de transférer le pouvoir aux masses paysannes et crée, pour ce faire, les Comités de Défense de la Révolution (CDR) sur tout le territoire national (Otayek et *al*, 1996 : 10-15). Le nom du pays, anciennement Haute Volta devient Burkina Faso et la devise, « La Patrie ou la Mort, nous vaincrons ! ». Le pouvoir révolutionnaire a mis à rude épreuve les rapports de maître à esclave dans la société tamasheq dans le nord du pays en supprimant l'impôt de capitation qui avait été instauré par le colonisateur et qui était

toujours collecté avec les indépendances, etc. Autoritaire, mais innovateur (DGEP 2001 et *al* : 17), le CRN enregistrera de bons résultats sur les plans social et économique, alors qu'il créera de nombreuses tensions sociales en raison d'atteintes au pouvoir d'achat et à la liberté d'expression, de licenciements massifs, d'assassinats politiques, etc. (Sandwidi, 1996 ; Meunier, 1998 : 147 ; International IDEA, 1998 : 20 ; CGD 2007 : 17). La révolution a, en effet, été conduite sur la base d'une représentation manichéenne de la société avec d'un côté *le peuple* et de l'autre, *les ennemis du peuple* si bien que, comme le dit M. Ilboudo (2006 : 14) le « pire et le meilleur se côtoyèrent durant ces années révolutionnaires. Ce sont ses dérives liberticides qui ont précipité la fin de la Révolution d'août 1983 ». Le dénouement fut tragique et mena, le 15 octobre 1987, à l'assassinat de Thomas Sankara et d'une dizaine de ses proches collaborateurs. Ce coup d'État mit fin à l'expérience révolutionnaire. Blaise Compaoré accède au pouvoir et met en place un régime d'exception, le Front populaire (FR), de 1987 à 1991. Il est élu en 1991, suite aux élections présidentielles organisées, après l'adoption par référendum d'une nouvelle constitution le 2 juin 1991.

Ainsi, de 1960 à 1991, date de l'adoption de la nouvelle constitution, le pays a connu une vie politique mouvementée : trois régimes constitutionnels et sept régimes d'exception dont une révolution qui a duré du 4 août 1983 au 15 octobre 1987. Notons que Blaise Compaoré totalise en 2010, 23 ans de règne. Les clauses de la constitution de 1991 prévoyaient que le président du Burkina Faso soit élu au suffrage universel direct pour un mandat de sept ans renouvelable une fois. Mais, élu en 1991, Blaise Compaoré fit modifier la Constitution, une première fois en 1997 et une seconde fois en 2000 afin d'avoir le droit de se succéder à lui-même. Il est réélu en 1998 et en novembre 2005 et assume les fonctions de chef du pouvoir exécutif. Les structures du pouvoir burkinabé se déclinent comme suit : le parlement est

composé d'une chambre unique : l'Assemblée Nationale³⁴ qui détient le pouvoir législatif. Depuis 2002, les députées et les députés sont élus-es au suffrage universel direct et à la représentation proportionnelle pour un mandat de cinq ans. Des élections législatives ont eu lieu en 1992, en 1997, en mai 2002 et en mai 2007 ; au niveau municipal local en 1995, en 2000 et en 2006. Le pouvoir judiciaire est exercé par la cour Suprême. Suivant ordonnance du 19 novembre 2002, ladite cour est subdivisée en quatre structures : le Conseil constitutionnel, la Cour de cassation, le Conseil d'État et la Cour des comptes. Le Conseil Économique et Social (CES) et le Médiateur du Faso (fonction au dessus de ministre) complètent les grandes institutions démocratiques et républicaines du pays. Les trois pouvoirs exécutif, judiciaire et législatif sont, comme dans toute démocratie, en principe, séparés.

Sur le plan de l'administration du territoire, la Révolution a instauré une nouvelle structuration avec la délimitation de trente provinces en 1983, subdivision portée à 45 en 1996. Dans les villes, les quartiers traditionnels font place aux secteurs. La Constitution du 2 juin 1991, réorganise le territoire national en collectivités territoriales. Reflétant le souci de décentraliser le pouvoir de l'État central, cinq textes de lois ont redéfini en juin 1993, l'organisation du territoire en *collectivités territoriales* (provinces, communes), et en *circonscriptions administratives* (provinces, départements, villages), les provinces représentant le milieu intermédiaire entre l'État et la collectivité de base constituée par la commune. En décembre 2004, un Code Général des Collectivités Territoriales a été adopté, étendant la décentralisation à l'ensemble du territoire. Les collectivités se voient dotées d'une personnalité juridique, morale et d'une autonomie financière. Toujours en 2004, pour favoriser la décentralisation, les 45 provinces sont regroupées en 13 régions. Chaque région est dirigée par une ou un gouverneur-e, chaque province par une ou un haut-

³⁴ Depuis juin 1997 (date du début de la 2^{ème} législature sous la quatrième République), l'Assemblée Nationale compte 111 parlementaires.

permettant l'élaboration, à hauteur d'au moins quinze millions de francs CFA, soit 37 500³⁵ dollars canadiens, d'un budget annuel équilibré en recettes et en dépenses. La commune rurale, elle, se caractérise par une population résidente d'au moins cinq mille habitants et un budget équilibré en recettes et en dépenses d'au moins cinq millions de francs CFA (12.500 dollars canadiens), mais inférieur à 15 millions de francs CFA (Articles 6 et 12). Les deux types de communes ont l'obligation d'assurer, au bout des trois premiers exercices consécutifs, un recouvrement d'au moins 75. % de leur budget, sous peine d'être supprimées. La tutelle administrative des collectivités locales est assurée par le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD) et la tutelle financière par le ministère des Finances et du Budget (MFB). Le transfert des compétences et des ressources de l'État vers les collectivités territoriales est réalisé de manière progressive. Notons que la mise en œuvre de la décentralisation est perçue comme l'axe fondamental d'impulsion du développement et de la démocratie qui consacre « le droit des collectivités territoriales ou collectivités locales à s'administrer librement et à gérer des affaires propres en vue de promouvoir le développement à la base et de renforcer la gouvernance locale »³⁶.

2.2 Les textes fondamentaux

2.2.1 La Constitution

Adoptée par référendum, le 2 juin 1991, la Constitution garantit l'égalité de droits entre hommes et femmes en son article 1. Il y est clairement fait mention que les discriminations fondées sur le sexe sont prohibées. L'article 12 garantit le droit pour tout Burkinabé de participer à la gestion des affaires de l'État. Femmes comme

³⁵ Nous avons fait le calcul sur la base de un dollar canadien égale à 400 francs CFA

³⁶ Article 2 de la loi n°040/98/AN portant orientation de la décentralisation au Burkina Faso. Textes d'orientation de la Décentralisation, 1999.

hommes sont « électeurs et éligibles dans les conditions prévues par la loi ». L'article 19, quant à lui promulgue que « le droit du travail est reconnu et est égal pour tous. Il est interdit de faire des discriminations en matière d'emploi et de rémunération en se fondant notamment sur le sexe, la couleur, l'origine sociale, l'ethnie ou l'opinion politique ». En dix huit-ans d'existence, la Constitution a été modifiée trois fois. Une première fois par la loi 002/97/ADP du 27 janvier 1997 qui a levé la disposition limitant à deux le nombre de mandats du Président. La deuxième modification est intervenue par la loi 003 -2000/AN du 11 avril 2000 qui a restauré la limitation du nombre de mandats et a ramené la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans. La troisième modification intervient avec la loi 001 -2002/AN du 22 janvier 2002 et entérine la suppression de la deuxième chambre du Parlement, la Chambre des représentants.

Le principal enjeu de ces révisions constitutionnelles a été l'article 37 concernant la durée du mandat du Président du Faso. Son adoption par ailleurs a été facilitée par le fait que le Parti présidentiel a toujours eu la majorité parlementaire. C'est donc la voie parlementaire qui a été utilisée à chaque fois pour modifier la Constitution plutôt que la voie référendaire. Clément Boursin, chargé de mission pour l'Afrique/ Pôles actions de l'ONG, *Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture et des exécutions capitales* (ACAT/France) explique bien les révisions opérées, quand il dit que « par un subtil jeu de levée de la limitation du nombre de mandats en 1997, puis de restauration de cette limite en 2000, Blaise Compaoré est au pouvoir depuis son coup d'État de 1987 »³⁷. Il est, en effet, considéré que la limitation du cumul des mandats prend effet à partir de la date de modification de la constitution, soit à partir de l'an 2000. Blaise Compaoré a pu donc être candidat en 2005 et peut encore se présenter en 2010. Le nouvel article 37 dit que le Président « est élu pour cinq ans au

³⁷ http://www.acat.asso.fr/courrier/annee_2006/Courrier_261/constitutions_261.htm, page consultée le 14 février 2007.

suffrage universel, direct, égal et secret. Il est rééligible une fois ». Les conditions d'éligibilité ont aussi connu un assouplissement. Il est stipulé que « [t]out candidat aux fonctions de Président du Faso doit être Burkinabè de naissance et né de parents eux-mêmes Burkinabè ». Il n'est plus exigé que les parents de la personne candidate soient Burkinabé de *naissance* comme il était stipulé dans une précédente version (Mission d'observation de l'élection présidentielle, 2005 : 3).

2.2.2 Le Code électoral

Plusieurs textes ont été élaborés pour établir la législation électorale. L'un des premiers textes importants a été la loi 21-98/An du 7 mai 1998 portant sur le Code électoral qui a été publié dans le journal officiel du Faso, no2, 1998. Cette loi crée la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), en lieu et place de la Commission Nationale d'Organisation des Élections (CNOE). Elle détermine aussi les dispositions communes et spécifiques aux différents types d'élections (présidentielles, législatives et municipales), aux différents postes (conseillers-es au niveau provincial et municipal) et précise les modalités pratiques des opérations de vote et de l'établissement des listes à la proclamation des résultats. Cette première mouture du code électoral a fait l'objet de nombreuses contestations, remettant notamment en cause l'indépendance réelle de la CENI dans le contexte social très tendu qui suit l'assassinat du journaliste Norbert Zongo sur lequel nous reviendons plus loin.

De fortes pressions de la société civile et des partis politiques ont amené le gouvernement à consentir, en 2001, à une relecture intégrale du code de 1998. Cette relecture a donné lieu à l'implantation d'un Code électoral plus consensuel, sanctionné par la loi n°014-2001 du 03 juillet 2001³⁸. Ce nouveau Code reflète, d'une part, les propositions formulées par les Commissions de réformes politiques qui ont

³⁸ *Journal Officiel Spécial* no 2 du 16 août 2001.

été mises en place, conformément aux recommandations du collège des sages et, d'autre part, les résultats de concertations menées auprès d'acteurs politiques (26 sur 34 qui étaient légalement reconnus)³⁹ et d'organisations de la société civile (Organisations de droit de l'homme et non gouvernementales). La loi du 3 juillet devait garantir des élections libres, fiables, transparentes et régulières. Elle a introduit le bulletin unique afin d'enrayer ou de minimiser les fraudes. Ce code dit consensuel connaîtra cependant, à son tour, plusieurs modifications, respectivement par la loi n°02-2002/AN du 23 janvier 2002, la loi n°013-2004 du 27 avril 2004 et la loi n°024-2005 du 25 mai 2005 et enfin la loi no 019-2009 du 07 mai 2009. Les derniers changements majeurs apportés au code électoral en 2009 concernent, entre autres, la composition et les responsabilités de la CENI, le parrainage et le relèvement de la caution pour les personnes candidates à l'élection présidentielle, le statut du chef de file de l'opposition et la représentativité des deux sexes sur les listes électorales. Pour la fonction de la magistrature suprême, la caution à verser au trésor public passe de trois millions en 1998 et cinq millions en 2002 à 10 millions pour 2010 ; toute candidate et tout candidat doit être également être parrainé-e par cinquante personnes élues, députées et, ou conseillères municipales réparties dans au moins sept des treize régions du pays. Le chef de l'opposition ne peut plus faire partie du gouvernement et un principe d'un quota d'au moins 30 % de l'un ou l'autre sexe sur les listes de candidature aux élections législatives et municipales a été adopté en avril 2009 mais, un an après, soit en avril 2010, le décret d'application n'était toujours pas intervenu.

2.3 L'affaire norbert zongo et la mise en place de structures d'apaisement

Le dimanche 13 décembre 1998, un drame survint à Sapouy, ville située à une centaine de km au sud de Ouagadougou, la capitale. Ce jour-là, un journaliste burkinabé de combat et d'investigation, directeur de publication de l'hebdomadaire

³⁹ Quatorze partis d'opposition, le groupe 14 (G14) n'a pas pris part aux travaux de relecture (source : CENI).

L'Indépendant Norbert ZONGO, son frère, son chauffeur et un de ses amis sont assassinés et leurs corps brûlés. Norbert Zongo était très critique à l'égard du pouvoir en place et cette disparition crée un tel émoi au sein de la population qu'il s'ensuit une crise sociale et politique sans précédent. Des élèves et des étudiants manifestent dans les rues dès le 15 décembre. *Un collectif des Organisations de masse, de partis politiques et de la Société civile*, composé du Mouvement burkinabé des droits de l'homme et des peuples (MBDHP), de la puissante Confédération générale du travail-Burkina (CGT-B), de partis politiques d'opposition, de représentants de la profession journalistique et de diverses autres organisations s'organise. Ce collectif réclame une enquête sur les circonstances de la mort du journaliste et engage un bras de fer contre le régime, bras de fer ponctué de manifestations et de grèves dans les écoles et les ministères. Les femmes des structures membres dudit collectif organisent, le 10 avril 1999, une procession qui réunit des milliers de femmes sur le parvis de l'Assemblée nationale⁴⁰. Le gouvernement burkinabé est contraint d'accepter la création d'une Commission indépendante chargée d'établir les circonstances et les raisons de la mort du journaliste. Cette Commission d'enquête Indépendante (CEI) comprend onze membres, dont le Président de l'ONG Reporters sans Frontières (RSF), un représentant du Groupe d'études et de recherches sur la démocratie et le développement économique et social-Burkina (GERDRES-Burkina) et un représentant de la Ligue de Défense de la Liberté de la Presse (LDLP). Le rapport de la CEI, rendu public le 06 mai 1999 est explicite et sans ambages. Il s'agit d'un acte criminel et non d'un accident:

- Norbert ZONGO et ses compagnons ont été assassinés par plusieurs personnes (au moins trois). Ils ont été abattus au moyen d'un revolver 38 spécial et de fusils calibre 12 semi-automatique dont l'un de marque Valtro.

⁴⁰ Voir à ce sujet le collectif Infos no 8 annexé à l'article de Jean Ouédraogo titré « Burkina Faso. Autour de l'Affaire Zongo » dans *Politique Africaine*, p.163-184. Selon Roger Kaboré (2002 : 291), cette procession a été organisée le 10 février 1999.

- Concernant les mobiles de ce quadruple meurtre, la Commission d'Enquête Indépendante pense qu'il faut les chercher du côté des enquêtes menées depuis des années par le journaliste, et notamment sur ses récentes investigations concernant la mort de David OUEDRAOGO, le chauffeur de François COMPAORE [petit frère du Président Blaise Compaoré], conseiller à la Présidence.

- Norbert ZONGO a été assassiné pour des motifs purement politiques parce qu'il pratiquait un journalisme engagé d'investigation. Il défendait un idéal démocratique et avait pris l'engagement, avec son journal, de lutter pour le respect des droits de l'homme et la justice, et contre la mauvaise gestion de la chose publique et l'impunité (Reporters Sans Frontières, 2006).

La publication de ces résultats, loin de favoriser un retour au calme, déclenche davantage de troubles. Le climat social est tendu et lourd de méfiance et de suspicion. Des femmes, proches du pouvoir, organisent une « contre »-marche pour soutenir le Président Blaise Compaoré.⁴¹ Face à cette situation, le Président du Faso s'adresse à la nation le 21 mai 1999 et fait part de son analyse de la situation et des mesures qu'il entend appliquer pour sortir de la crise. Parmi celles-ci, la création d'un collège de sages, composé des anciens chefs d'État, des notabilités religieuses et coutumières et de personnes ressources, dont le mandat sera de travailler à la réconciliation des protagonistes de la scène politique nationale. Faisant suite à son message, le Président institue le Collège de Sages par le décret n°99-158/PRES du 1er juin 1999. La nomination des membres intervient le 10 juin 1999. Deux femmes sont parmi les 16 membres nommés au collège : Henriette Barry, psychologue, alors enseignante à l'Université de Ouagadougou et Winkoun Pauline Hien-Somé alors membre de l'ONG RECIF⁴². Le collège des sages a adopté son rapport le 30 juillet 1999.

⁴¹ Cette marche a été organisée sous l'égide de femmes leaders du Parti présidentiel de l'époque (ODP/MT), notamment de Marie-madeleine Ouédraogo-Compaoré qui était mairesse de la commune de Baskuy, de Fatimata Diendéré-Diallo et Fatimata Legma-Zyetenga, etc.

⁴² Winkoun Pauline Hien-Somé a été ministre des Affaires sociales en 1982 et occupera plusieurs autres hautes fonctions politiques par la suite : Haut Commissaire de province, gouverneure de la

Plusieurs propositions y sont formulées dont la limitation du mandat présidentiel à deux termes consécutifs ; la relecture du code électoral afin de favoriser une représentation plus équitable des petits partis et de rendre possibles les candidatures individuelles ; la modification du statut de l'opposition ainsi que la mise en place d'un gouvernement d'Union nationale⁴³. Le Président de la République et le gouvernement ont procédé à l'application de certaines propositions, notamment celles concernant la révision du code électoral visant à limiter le mandat présidentiel et à permettre la participation de l'opposition au gouvernement.

Le collège des sages a aussi fait une recommandation visant la mise sur pied d'une *Commission vérité et justice pour la réconciliation nationale* afin de faire la lumière sur les différents crimes politiques et de prévoir des mesures de réparation pour les victimes à travers « l'adoption d'un projet de loi d'amnistie et d'indemnisation ». Cette commission ad-hoc chargée de la réconciliation nationale (CRN) a été créée le 11 novembre 1999 par le décret n°99-418/PRES/PM et installée le 23 novembre 1999, soit à peu près quatre mois après la publication du rapport du Collège. Composée de vingt (20) membres et de quatre (4) facilitateurs, la Commission sera chargée d'examiner les dossiers de crime économique et politique de 1960 -date de l'indépendance- à 2000 et d'établir des orientations pour leur traitement. La Commission remettra son rapport au Premier ministre, Kadré Désiré Ouédraogo le 22 février 2000 au terme de trois mois de travaux. On ne retrouve que deux femmes parmi les vingt-quatre personnes qui y participent : Joséphine Kanazoé-Ouédraogo et

région du Centre-Sud (Manga) et depuis avril 2008 ambassadeure extraordinaire et plénipotentiaire du Burkina en Tunisie. Ouvrons une parenthèse pour dire que pour la signature du rapport, les noms des deux femmes viennent en dernière position. Il semble que l'honorabilité (ancien chef d'État, notabilité religieuse) et/ou le droit d'aînesse aient joué. A-t-il été le cas également pour le travail ? Seules les personnes qui ont produit le document pourraient répondre !

⁴³ De large ouverture composé des partis politiques de la majorité présidentielle, des partis politiques de l'opposition et de la Société civile.

Cécile Béloum-Ouédraogo⁴⁴ représentant toutes les deux les associations féminines. Trois cent soixante quatorze dossiers dont 92 concernant les crimes économiques : 176, la violence en politique et 106 autres traitant de crimes divers seront examinés. Parmi les actions proposées pour la réalisation concrète de la réconciliation, figure l'organisation d'une *journée de pardon*. Toujours, dans le but de promouvoir la culture de la paix et des droits humains, un Secrétariat d'État chargé de la Promotion des Droits de l'Homme fut créé en novembre 2000⁴⁵, puis érigé en département ministériel en juin 2002. Le poste de secrétaire d'État chargé de la promotion des Droits de l'Homme, puis celui de ministre de la Promotion des droits humains ont été occupés par Monique Ilboudo, juriste, jusqu'au 4 juin 2007⁴⁶. A cette date, elle a été remplacée par Salamata Sawadogo-Tapsoba, magistrat.

Les études étiologiques menées par le collège des sages ont révélé des violations des droits de l'homme dans le pays ainsi que des insuffisances dans la gestion des biens publics ; la création de la *Commission Réconciliation* ainsi que la mise en œuvre de certaines actions ont permis de résorber la crise et de préserver la paix sociale. Toutefois, le chemin de la démocratie est encore semé d'embûches. Déjà en 1998, avant l'évènement tragique de Sapouy, International IDEA (1998 : 26) notait que « [c]'est une démocratie surveillée, contrôlée, impulsée d'en haut à bien des égards, un changement dans le régime issu du coup d'État du 15 octobre 1987 et non pas un changement de ce régime ». La situation n'a pas beaucoup évolué. Rien n'échappe à l'emprise du pouvoir majoritaire. La séparation des pouvoirs est une illusion au Burkina, ce qui fait dire à Giroux (2002 : 22) : « Entre l'exécutif, le législatif et le

⁴⁴ Cécile Béloum a été députée du parti présidentiel pendant la troisième législature et jusqu'à mars 2004 dans la quatrième législature. À cette date, elle a été nommée ministre déléguée chargée des relations avec le parlement.

⁴⁵ Outre le contexte social tendu, c'était l'une des recommandations du symposium de Bamako en 2000.

⁴⁶ Monique Ilboudo a été nommée ambassadeure du Burkina au Danemark le 16 avril 2008.

judiciaire, les liens et les rapprochements paraissent toujours réglés sur les intérêts du parti majoritaire, le CDP [parti majoritaire] ».

Retenons que le dossier Nibert Zongo et de ses trois compagnons n'est pas encore clos. La justice burkinabé, par la voix du juge Wenceslas Ilboudo, a prononcé un non-lieu le 16 juillet 2006, mais le Collectif des organisations démocratiques de masse et de partis politiques (CODMPP) travaille à la réouverture du dossier. Ce collectif a, dans le cadre de la commémoration du 10 anniversaire de cet événement malheureux, organisé plusieurs activités dont des marches-meetings dans plusieurs localités du pays. Les étudiants-es et les élèves se sont joints-es au mouvement, contraignant les autorités à fermer les établissements scolaires et universitaires en décembre 2008.

2.4 Les principales institutions

2.4.1 La Commission Nationale Indépendante

Comme nous venons de le mentionner, la CENI a été créée, le 7 mai 1998, en remplacement de la Commission Nationale d'Organisation des Élections (CNOE) créée en octobre 1991 qui se termine avec les élections législatives de mai 1997. Organe permanent, disposant d'une autonomie d'organisation et de fonctionnement, la CENI a pour rôle essentiel, « l'organisation et la supervision des opérations électorales et référendaires ». Sa première formule a été revue sous de fortes pressions sociales, notamment par la loi n°014-2001 du 3 juillet 2001. La CENI, nouvelle formule, bénéficie de pouvoirs plus étendus aux termes de la loi. Elle a en charge l'établissement des listes, des cartes électorales et la proclamation provisoire des résultats du scrutin. L'administration n'intervient plus dans l'organisation des élections. Sa composition, telle qu'arrêtée par la loi, favoriserait l'équilibre entre les trois composantes de la société que sont la majorité présidentielle, les partis de l'opposition et la société civile (représentants des communautés religieuses, des autorités coutumières, et des associations de défense des droits de l'homme et des

libertés.) Depuis septembre 2006, les membres du bureau exécutif (bureau permanent) sont/ont été : Michel Tapsoba, président ; Véronique Kando 1^{ère} vice présidente, Idrissou Kouanda, 2^{ème} vice président ; Marie Agnès Compaoré-Sanou, rapporteur (jusqu'en septembre 2008, 2 mandats)⁴⁷ ; Jean Bambara, rapporteur (remplacement d'Agnès Compaoré-Sanou en 2008), Mousbila Sankara, rapporteur (remplacement de Paul Paré en 2008), soit en 2009, une femme sur les cinq membres (20 %). Le bureau précédent 2000-2005 ne comportait aucune femme.

L'existence de la CENI et son contenu traduisent la volonté du pouvoir de répondre aux exigences de transparence des opérations électorales et d'équité entre majorité et opposition. Mais, entre les textes et les pratiques sur le terrain, le fossé est grand et l'efficacité de la CENI, même restructurée, est remise en cause. Elle est ainsi accusée, à tort ou à raison, de faire le jeu du pouvoir comme l'attestent les propos de Ousmane Nacro, président de la Ligue pour la démocratie, la justice et la liberté (LIDEJEL) repris par Ramata Soré⁴⁸ :

Lors de l'organisation de l'élection [2006], il s'est passé des faits suffisamment graves qui constituent autant d'irrégularités à la loi et contraires à la morale et à l'éthique. L'attention du CGD [Centre pour la Gouvernance Démocratique] a été attirée sur le risque de voir le crédit qui lui a été accordé par les associations de défense des droits de l'homme et des libertés s'effriter. Face au refus du CGD à entendre raison et à promouvoir la démocratie qui nous est tous chère, les quatre candidats ont protesté et on quitté la salle. Mais le bureau de séance présidé par Jonas Hien et le professeur Augustin Loada a poursuivi. Et ce simulacre de vote a eu lieu malgré notre absence.

⁴⁷ Le président et les vices-présidents-es sont élus-es pour cinq ans tandis que le mandat des rapporteurs est renouvelé chaque an.

⁴⁸ Soré Ramata « CENI. Élection calamiteuse sur fond de boycott ». Dans le journal *L'Évènement* http://www.evenement-bf.net/pages/dossier_2_98.htm, (page consultée le 1^{er} septembre 2006).

La composition et les responsabilités de la CENI ont encore été changées en juin 2009 en vue des élections de 2010.

2.4.2 Journée du souvenir, de promotion des droits humains et de la démocratie

Conformément aux recommandations de la *Commission Réconciliation Nationale*, les autorités ont organisé une journée Nationale du Pardon le 30 mars 2001. A cette occasion le Président Blaise Compaoré a, devant une foule nombreuse, demandé pardon à la nation pour tous les crimes commis sur des Burkinabé par d'autres Burkinabé au nom ou sous le couvert de l'État, depuis l'indépendance en 1960 jusqu'à ce jour. Il a aussi pris sept engagements dont « l'institutionnalisation du 30 mars chaque année comme journée du souvenir, de promotion des droits humains et de la démocratie » et la « mise en œuvre de mesures de réparation dont la création d'un fonds d'indemnisation en faveur de toutes les familles des victimes de la violence en politique ». La *journée du souvenir, de promotion des droits humains et de la démocratie* est organisée chaque 30 mars par le ministère de la promotion des droits humains. Le fonds d'indemnisation des personnes victimes de la violence en politique, lui, a été créé par le décret n° 2001-275/PRES/PM du 8 juin 2001. Sa mise en place effective est intervenue en septembre 2001 et, « après plusieurs mois de travail de collecte des requêtes, a été doté, en mars 2002, d'un budget de six milliards (6.000.000.000)⁴⁹ de francs CFA pour une période de cinq ans » (Ilboudo, 2005).

Soulignons que toutes les victimes de violence politique n'ont pas adhéré au principe d'indemnisation et réclament la vérité sur la disparition de leurs proches. C'est le cas de la famille du Président Thomas Sankara assassiné, le 15 octobre 1987. Mariam Sankara, veuve de l'ancien Président et ses deux enfants ont refusé la somme de quarante trois millions quatre cent quarante cinq mille (43.445.000) francs CFA que

⁴⁹ Quinze millions de dollars canadiens sur la base de 1 dollars = 400F CFA

leur a proposée le gouvernement en dédommagement de la disparition de Thomas Sankara (Touré, 2008). La famille attend toujours la vérité qui, espérons-le, verra le jour. Le prince Johnson, ancien chef de guerre très redouté du Libéria a, d'ailleurs, révélé le 29 août 2008 devant la commission « Vérité et réconciliation »⁵⁰ avoir pris part à l'assassinat du président révolutionnaire burkinabé (RFI, *Libéria*, 30/08/2008).

2.4.3 Les autres organes consultatifs

D'autres organes consultatifs dont les premiers-ères responsables sont nommés par le Président du Faso complètent le cadre démocratique. Les principaux sont le Conseil Économique et Social (CES), le Conseil Supérieur de la Communication (CSC), le Médiateur du Faso (MF).

Le Conseil Économique et Social (CES) a été créé la première fois le 19 mai 1959 par le colonisateur français suite à l'adoption de la constitution du 15 mars 1958. Le 11 février 1962, il fut réorganisé, puis supprimé en 1966. Il réapparaît le 25 février 1985, en pleine révolution, sous l'appellation du Conseil National Révolutionnaire Économique et Social (CRES). En juin 1991, il reprend son appellation initiale du Conseil Économique et Social (CES). Le CES a été réformé en mai 1993, puis en mai 2001. Ses membres, au nombre de quatre vingt dix (90) sont nommés par le Président du Faso pour une période de trois ans. La première femme à diriger cette structure a été Juliette Bonkougou-Yaméogo de 1997-2003. Sept hommes ont dirigé le CES avant que Juliette Bonkougou-Yaméogo accède à ce poste.

Le Conseil Supérieur de la Communication (CSC) -anciennement Conseil Supérieur de l'information-, créé en 1995, puis réformé en 2000 et 2005, est chargé de veiller au respect des règles d'éthique et de déontologie dans la presse écrite et audiovisuelle

⁵⁰ http://www.rfi.fr/actufr/articles/104/article_71763.asp

La Commission vérité et réconciliation (TRC) a été instaurée par la présidente Ellen Johnson Searleaf, élue en novembre 2005 dans le but de pacifier la société libérienne.

tant chez les diffuseurs privés que publics. Elle fixe, entre autres, les règles de production et de diffusion des messages lors des campagnes électorales. La première femme Présidente du CSC est Béatrice Damiba, nommée depuis le 9 juillet 2008.

Le Médiateur du Faso (MF), créé en mai 1994, est une sorte d'Ombudsman dont la mission est de régler les litiges entre l'administration et les citoyens. Il s'agit, d'une part, de protéger les citoyen-ne-s contre les abus des organismes publics et de les assister en regard de leurs devoirs et, d'autre part, de faire des propositions pour un climat social paisible et stable. La première femme à assumer cette charge est Amina Ouédraogo-Traoré⁵¹, magistrate, et cela depuis 2005.

2.5 La restauration du multipartisme

Pour Gramsci cité par Grisoni et Maggiori (1973 : 225), un parti politique est une « organisation pratique (ou tendance pratique), c'est-à-dire [un] instrument pour la solution d'un problème ou d'un ensemble de problèmes de la vie nationale et internationale ». Au Burkina, la loi réglementant les partis et les formations politiques⁵² définit un parti ou une formation politique comme » toute association à but non lucratif regroupant des burkinabè, fondée sur une plate-forme politique pour la conquête et l'exercice du pouvoir d'État en vue de la défense des intérêts du peuple burkinabè et dans le respect des textes en vigueur ». Depuis le retour du multipartisme consacré par la Constitution en 1991, on dénombre plus d'une centaine de partis politiques au Burkina qui promettent tous, un mieux-être et un mieux-avoir aux populations burkinabé s'ils avaient les rênes du pouvoir. Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la décentralisation (MATD) dénombrait au 31 décembre 2007, 129 partis officiellement reconnus dont cinq ayant pour Secrétaire

⁵¹ Décret no 2005-185/PRESS du 1^{er} avril 2005.

⁵² LOI N°032-2001/AN AN du 29 novembre 2001(JON°01 2002).

Générale, une femme. Il s'agit de l'Alliance pour le Progrès et la Liberté (APL) avec Joséphine Tamboura-Sama, de la Ligue pour l'Intégration Africaine (LIA) avec Fatoumata Kamboulé, du Parti du Progrès pour le Renouveau (PPRN) avec Yiro Drabo, du Parti pour la Défense de la Démocratie (PDD) avec Colette Kaboré et enfin, du Parti pour le Progrès, la Liberté et le Développement avec feu Déborah Nazi Boni. Excepté, l'APL qui a eu un député (T. Abel Coulibaly) aux élections législatives de mai 2002, aucun de ces cinq partis n'est entré en lice aux élections législatives ou municipales.

Un grand nombre de ces 129 partis sont méconnus du public et peinent à se positionner ; la grande majorité d'entre eux ayant un rayonnement régional (Loada 1998 ; Meunier 1998). Aux législatives du 24 mai 1992, du 11 mai 1997 et du 06 mai 2002, un total de 27, 13 et 47 partis respectivement avaient présenté des candidats et des candidates. Pour les dernières législatives de 2007, 47 partis ont pris part au scrutin, mais seuls 13 ont réussi à faire élire au moins un député. Voir le tableau 2-1 où nous donnons aussi à titre de comparaison les résultats des élections législatives de mai 2002 et de mai 1997 des partis qui étaient représentés également à ces législatures.

Tableau 2-1
Résultats des élections législatives de 2007, avec des résultats partiels de 2002 et de 1997

Parti Politique	Nombre de sièges	Nombre de sièges en 2002	Nombre de sièges en 1997
CDP	73	57	101
ADF/RDA	14	17	4 ⁵³
UPR	5	-	-
UNIR/MS	4	3	-
CFD/B	3	5	-
PDS	2	2	-
PDP/PS	2	10	6
RDB	2	0	-
UPS	2	-	-
PAI	1	5	0
PAREN	1	4	-
RPC	1	-	-
UDPS	1	-	-
Total	111	*	*

* Tous les partis de 1997 et de 2002 ne sont pas listés

Source : Assemblée Nationale

Le tableau 2-1 permet de se rendre compte du grand recul du Progrès pour la Démocratie et le Progrès/Parti Socialiste (PDP/PS)⁵⁴, puisque celui-ci était avec le CDP (parti présidentiel) et l'ADF/RDA, les partis politiques qui ont obtenu au moins cinq pour cent des suffrages en 1997. Avec 6 députés en 1997, il était considéré comme le principal parti d'opposition, place qu'il a perdue au profit de l'ADF/RDA en 2002 et en 2007. Le tableau 2-1 permet de réaliser aussi à quel point l'opposition est quasi-inexistante dans la vie parlementaire. Pour la présente législature (2007-

⁵³ 2 sièges pour l'ADF et 2 sièges pour le RDA. L'ADF et le RDA étaient 2 partis distincts en 1997.

⁵⁴ Le PDP/PS était la Convention Nationale des Patriotes Progressistes/Parti Démocrate Social (CNPP/PDS) en 1992 et le Parti pour le Développement et le Progrès (PDP) en 1997.

2010), le CDP réunit à lui seul 73 députés, les partis dits de la mouvance, 12 députés et l'opposition, 26 députés dont 14 pour le groupe parlementaire ADF/RDA⁵⁵.

Les partis politiques les mieux connus, selon un sondage réalisé par le Centre pour la Gouvernance Démocratique en 2006 (CGD, 2007 : 62), sont respectivement le CDP, l'ADF/RDA, l'UNIR/MS, le PDP/PS, le PAREN, l'UNDD, le PAI et enfin les autres partis. En effet, l'une des réalités au Burkina est que nombre de partis politiques n'apparaissent que lors des consultations électorales ; aucune vie politique n'est maintenue avec les militants-es après les élections. Qui plus est, le CDP est le seul parti d'envergure nationale (Meunier, 1998 ; Loada, 1998).

2.6 Du contre- pouvoir

2.6.1 L'opposition

Sous la révolution, nombre d'hommes politiques ont été contraints à l'exil dont la figure légendaire de l'opposition burkinabé, le professeur Joseph Ki-Zerbo, premier Africain agrégé d'histoire à la Sorbonne. Plusieurs autres sont rentrés au pays à la faveur du retour de l'État de droit avec la garantie du pouvoir qu'aucune poursuite ne serait engagée à leur encontre. La vie politique fut réactivée avec des anciens et des nouveaux partis membres du Front Populaire au pouvoir et d'autres de l'opposition. Un grand parti de l'époque, la Convention Nationale des Démocrates Progressistes (CNPP), parti social démocrate créé le 23 janvier 1988 dont le Président était Pierre Tapsoba avait été admis au sein du Front populaire le 20 février 1998, pour en être exclu en mars 1991 pour divergences idéologiques (Kaboré, 2002 : 240-241). Celui-ci et cinq autres partis, c'est-à-dire un collectif de six partis, portés à 13 par la suite, se sont réunis dans une Coordination des Forces Démocratiques (CFD) pour

⁵⁵ Il importe de mentionner que l'ADF/RDA se dit parti d'opposition mais a soutenu le candidat du parti au pouvoir, Blaise Compaoré pour la présidentielle de 2005.

revendiquer la convocation d'une conférence souveraine en 1991. Le Pouvoir refuse et organise en lieu et place un forum de réconciliation le 11 février 1992. Celui-ci sera clos moins de 10 jours après, le 19 février 1992, « en raison de blocages sur la rediffusion directe ou non des débats » (Kiemdé, 1996 : 360-361).

En décembre 1991, l'opposition adoptera une stratégie de boycott de l'élection présidentielle qui se soldera par un taux de participation des plus faibles, soit 25 %. Le Président Blaise Compaoré remportera néanmoins cette élection avec 86 % des voix (Kaboré, 2002 : 259). L'opposition, composée de plusieurs partis dont l'ADF, le GDP, le PDP/PS et le RDA et regroupée en un front appelé le *Groupe du 14 février*, adoptera à nouveau cette même stratégie lors de l'élection présidentielle de 1998 n'ayant pas eu gain de cause dans son ralliement pour obtenir l'organisation d'élections transparentes et impartiales. Résultat : Blaise Compaoré sera réélu au premier tour de scrutin avec à nouveau une forte majorité, 87,52 % des voix. Il y a lieu de remarquer que l'opposition burkinabé est caractérisée par son émiettement ainsi que par son manque de ressources financières et de stratégies. Elle rencontre donc la même déconfiture aux législatives de 1992 et de 1997 où la victoire écrasante du parti présidentiel, qui a remporté respectivement 78/107 et 101/ 111 sièges, témoigne de son incapacité à présenter une opposition crédible et efficace.

Pour faire suite aux recommandations du collège des sages et en raison des fortes pressions suscitées par l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, le pouvoir accepte de mettre en place, en novembre 2000, un gouvernement « d'Union nationale » dans lequel participent quatre partis d'opposition dont l'Alliance pour la Démocratie et la Fédération (ADF) dirigé alors par Herman Yaméogo. Cette ouverture concédée à l'opposition par le pouvoir en place a permis à Marlène Zebango-Kiello de diriger le département ministériel de la Jeunesse et des Sports, même si elle y a passé des moments très difficiles comme l'illustre son témoignage que nous relevons dans le chapitre six. Une autre partie de l'opposition, notamment le « Groupe du 14 février »

refusera de s'engager dans ce gouvernement d'ouverture. Ces nombreuses dissensions auront raison de l'opposition affaiblie par son manque de ressources tant financières qu'humaines et sa difficulté à se faire entendre à l'Assemblée nationale. « On est très peu écouté, nous les députés de l'opposition. C'est comme une goutte d'eau dans la mer. La plupart des lois sont des ratifications⁵⁶ » déplore Étienne Traoré, député PDS/PS. Qui plus est, les militants des partis d'opposition font l'objet de tracasseries. C'est le cas de Norbert Tiendrébéogo du FFS qui sera emprisonné six fois en raison de son opposition au régime au pouvoir⁵⁷. Pensons également au cas de l'opposant politique Oumarou Clément Ouédraogo dont l'assassinat à la grenade en 1991 avait provoqué la mise sur pied d'une commission dont les conclusions n'ont jamais été rendues publiques.

Pour favoriser un financement équitable des partis et assurer, par voie de conséquence, une meilleure représentation de l'opposition, la loi no 012-2000/An du 2 mai 2000, concernant le financement des activités des partis et formations politiques et des campagnes électorales, a été adoptée, puis révisée par la loi 012-2001/An du 28 juin 2001. L'analyse montre que cette disposition juridique favorise le méga parti présidentiel. En effet, pour les campagnes électorales, la loi prévoit une répartition des ressources à égalité entre les candidats à l'élection présidentielle, mais au prorata du nombre de candidats présentés pour les élections législatives. Les barrières pour les petits partis s'avèrent plus importantes pour les activités hors campagne. La loi prévoit que 50 % de la contribution de l'État soit répartie entre les partis ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au prorata du nombre de suffrages ; et les autres 50 % à répartir de façon égalitaire entre tous les partis légalement reconnus et ayant pris part à au moins un scrutin (Boly et Sampinbogo,

⁵⁶ Propos repris par Abdoul Razac Napon, « Faiblesse de l'opposition. Les conséquences sur la vie parlementaire », *L'Évènement* du 25 février 2009, p.12.

⁵⁷ Dans Bakari Ouoba, « Panel sur la démocratie. Regards croisés sur le processus démocratique burkinabé », *L'Évènement* du 25 février 2009, p.5.

2006). Point n'est besoin de grandes analyses pour remarquer que ces dispositions viennent renforcer le rapport de force déjà existant entre le parti au pouvoir et les autres formations politiques. En effet, le parti présidentiel, grâce à sa main mise sur l'appareil d'État, dispose de ressources nécessaires pour ses différentes campagnes (Loada 1995 : 219). En plus de distribuer argent, vivres, vêtements et gadgets, plusieurs leaders du parti au pouvoir s'arrogent la paternité, à coup de grandes publicités, des projets financés dans le cadre de la coopération du Burkina avec d'autres pays. Le parti présidentiel ainsi que le relève Loada (1998 : 65) rassemble donc l'essentiel des élites tant administratives qu'économiques et sociales tandis que l'opposition est confrontée à des défections de ses militants-es « attirés[-es] par d'alléchantes perspectives de rétribution politique par le parti présidentiel ». La dernière relecture effectuée par la loi no 008-2009/AN du 14 avril 2009 a toutefois ramené le nombre de suffrages pour bénéficier du financement de 5 % à 3 %⁵⁸.

La nature même de parti d'opposition pose problème au Burkina. La définition commune dit qu'un parti d'opposition est un parti qui n'est pas au pouvoir, or plusieurs faits laissent penser qu'il y a collusion entre pouvoir et opposition au Burkina. En 2005, Laurent Bado, fondateur du Parti de la Renaissance (PAREN), parti d'opposition a reconnu que le Président de la République avait remis trente millions de francs CFA à l'opposition afin de favoriser l'avènement d' « une opposition forte capable d'assurer l'alternance demain »⁵⁹. L'ADF/RDA a aussi un comportement qui a été largement décrié. Ce parti est le chef de file de l'opposition depuis 2002 en vertu de la Loi N°007-2000/AN (Journal Officiel n°30, 2000). Selon l'article 12, « le chef de file de l'opposition est le premier responsable du parti de l'opposition ayant le plus grand nombre d'élus à l'Assemblée nationale. En cas d'égalité de sièges, le chef de file de l'opposition est le premier responsable du parti

⁵⁸ Journal Officiel no 21 du 21 mai 2009, p.4060-4061.

⁵⁹ Entrevue accordée à Joël Tourré dans le journal *L'Indépendant* du 02 août 2005.

ayant totalisé le plus grand nombre de suffrages exprimés aux dernières élections législatives ». L'ADF/RDA a, en effet, obtenu 14 sièges déclassant ainsi le PDP/PS (2 sièges). Malgré son statut d'opposition, ce parti a soutenu le président Blaise Compaoré lors de la présidentielle de novembre 2005. Le tout nouveau chef de file de l'opposition, installé en grandes pompes, dit Germain Nama, a basculé » sans état d'âme dans le camp présidentiel et devint un des porte-étendards de la campagne de Blaise Compaoré. La présidentielle terminée, Gilbert revendiqua son indépendance »⁶⁰. Pour pallier à cette situation ambiguë, une nouvelle loi a été édictée en 2009⁶¹. Selon l'article 2 de cette nouvelle loi « est considéré comme parti politique de l'opposition, tout parti légalement constitué se déclarant opposé au parti ou au groupement de partis participant au gouvernement ou soutenant l'action gouvernementale » (Journal Officiel n°21 du 21 mai 2009, p. 4062). En outre, les militants et militantes d'un parti d'opposition ne doivent pas occuper « des postes politiques du genre hautes fonctions » à savoir « les fonctions de Premier ministre, de président du Conseil économique et social, de ministre, toute fonction de rang ministériel, de directeur de cabinet des institutions et des ministères, les fonctions de représentation spéciale et toute autre haute fonction de nature politique dont l'occupation est incompatible avec le statut d'opposant » (Journal Officiel n°21 du 21 mai 2009 : 406). Ainsi, il a toujours été difficile et peu intéressant de lutter au sein de l'opposition, mais cela s'avère d'autant plus vrai aujourd'hui dans le cadre de ces réformes qui manquent leur cible en écartant toute personne de l'opposition de la sphère des hautes fonctions de l'administration publique et du gouvernement. Ne serait-ce que quiconque rêve d'une carrière professionnelle rayonnante dans le pays sera amené à réfléchir par deux fois avant de s'opposer au pouvoir en place, et cela risque d'être encore plus vrai dans le cas des femmes, comme nous le verrons au

⁶⁰ Germain Bitiou Nama, « le pavé de Cyril Goungounga », le journal *L'Évènement*, page en ligne consultée le 17 octobre 2006.

⁶¹ Loi n°009-2009/AN portant statut de l'opposition politique

chapitre 6. Avant même l'instauration de cette réforme, Marlène Zebango-Kiello soulignait, en décembre 2007⁶², la force du pouvoir quand elle disait « le système électoral est tellement bien contrôlé par le parti majoritaire que ses leaders peuvent même décider à la limite, de qui va être à l'Assemblée et de qui ne va y pas être ! » Le constat de Michel Rocard (2001 : 80) à savoir qu'« [e]n Afrique, le pouvoir est tout et l'opposition n'est rien : ni ressources, ni influence, ni presse, ni respect social et le risque fréquent de se retrouver emprisonné » est donc bien réel au Burkina. Mais si l'opposition est largement muselée dans la structure politique actuelle par le pouvoir en place et que sa capacité de résistance est réduite en raison de l'hétérogénéité des factions qui la composent (radicale, modérée, institutionnelle), depuis la décennie 1990 une certaine résistance se développe au sein de la société civile.

2.6.2 La société civile

Il n'existe pas de définition universelle et univoque pour définir la société civile qui dans son sens généralement accepté renvoie à l'éventail d'institutions et d'organisation, qui entre le Marché et l'État, jouent un rôle au sein de la société. La Banque mondiale (2010) par exemple,

désigne par société civile le large éventail d'organisations non gouvernementales et à but non lucratif qui animent la vie publique, et défendent les intérêts et les valeurs de leurs membres ou autres, basés sur les considérations d'ordre éthique, culturel, politique, scientifique, religieux ou philanthropique : groupements communautaires, organisations non gouvernementales (ONG), syndicats, organisations de populations autochtones, organisations caritatives, groupements d'obédience religieuse, associations professionnelles et fondations privées.⁶³

⁶² Entrevue qu'elle nous a accordée le 14 décembre 2007.

⁶³ Banque Mondiale. 2010. « Définition de la société civile ». In *La société civile* [En ligne] <http://go.worldbank.org/AEW96YZKF0>, page consultée le 29-4-2010.

Pour Nicanor Perlas (2003), la société civile est un concept large qui englobe des notions d'humain, de social, de culturel ainsi que d'écologie et qui, constitue une troisième force mondiale (troisième pouvoir) à côté des gouvernements (ou États) et des instances du marché. C'est « un ensemble d'institutions culturelles activement engagées, à travers des manifestations ou des partenariats divers, dans la construction d'une mondialisation orientée vers un développement durable vrai ou un développement durable global et intégré » (Nicanor Perlas, 2003 : 55-56). Selon lui, l'un des exemples de la tripolarisation du monde a été la Bataille de Seattle en 1999.

Outre la polysémie du concept, sa pertinence pour décrire ou analyser la dynamique socio-politique des sociétés africaines est mise en doute par plusieurs auteurs. Ainsi Bertrand Badie (1992 : 116-121) dans *l'État importé : Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique* ainsi que Patrick Chabal et Jean-Pascal Daloz (1999 : 29-44) dans *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique* rejettent l'analyse du pouvoir politique sur un mode binaire État/Société civile et relativisent l'existence d'une société civile en Afrique subsaharienne. Chabal et Daloz parlent des « illusions de la société civile » tandis que Badie dit qu'elle y est « introuvable ». Dans la même veine, Kerou (1989) citée par Stéphane La Branche (2001 : 362), refuse d'utiliser le concept dans un contexte non occidental. Pour Badie (1992), le concept de société civile repose minimalement sur les trois principes suivants : la différenciation des espaces privés et publics ; l'individuation des rapports sociaux qui détachent l'individu « d'une volonté naturelle dont le groupe est porteur pour lui substituer une volonté rationnelle, faisant place au calcul et à l'évaluation » ; et enfin l'horizontalité des rapports sociaux qui favorisent une logique associative, libérant ainsi l'individu de ses « identifications particularistes au profit de l'identification stato-nationale » (Badie, 1992 : 116). Or, ces caractéristiques font défaut en Afrique au Sud du Sahara. En effet, et ainsi que le souligne Amadou Barry (2006 : 13), les arguments avancés par ces auteurs pour réfuter/nuancer la réalité d'une société civile en Afrique subsaharienne sont, entre autres, la non ou la faible différenciation entre

sphère privée et sphère politique, la grande emprise de la communauté sur l'individu, les agissements des acteurs dits de la société civile qui révèlent que, loin d'être un outil pour contrer des abus et exactions des pouvoirs centraux, la société civile est souvent une façade pour drainer de l'aide ou re(conquérir) du pouvoir politique.

Quoi qu'il en soit, au Burkina Faso, l'expression désigne un ensemble composite regroupant les syndicats, la chefferie coutumière, les communautés religieuses, les mouvements de défense des droits de l'homme, les ONG, les associations et les groupements, etc. (Otayek et *al*, 1996 : 17 ; Loada, 1999 ; DGEP, 2001 : 27). La société civile, dans ce cas, est constituée d'organisations en principe autonomes de l'État, susceptibles d'exercer des pressions, voire de jouer un rôle de contre-pouvoir permettant un certain contrôle de l'action étatique. D'autres auteurs encore, tel que International IDEA (1998 : 103), classent dans la société civile du Burkina des institutions qui, malgré leur caractère étatique, « ne constituent pas moins un support et un canal d'expression pour la société civile ». Ce sont le Conseil Économique et social, le Médiateur du Faso, etc. International IDEA (1998 : 102) attire aussi l'attention sur le statut particulier des partis politiques qui ne relèvent ni de la société civile ni de l'État mais constituent « le moyen d'articulation entre la société et l'État ».

Soulignons qu'au Burkina, il y a une tendance à l'idéalisation de la société civile et à la diabolisation de l'État. Il n'est pas rare d'entendre des réflexions telles que *je ne fais pas de la politique, je suis de la société civile*. Or, la société civile présente aussi des insuffisances dans son fonctionnement (autoritarisme, corruption, gestion patrimoniale, détournement, manipulation au service du capital international, etc.) (International IDEA, 1998 : 102 ; Antrobus, 2007 : 207 ; Chabal et Daloz, 1999 : 35-39). Qui plus est, comme l'a souligné le Président du Mouvement Burkinabé des droits de l'Homme, Chrysogone Zougmore, la pratique électorale au Burkina montre que les religieux et les coutumiers -deux composantes de la société civile burkinabé-

« ont beaucoup d'accointances avec le parti majoritaire ».⁶⁴ La société civile s'avère ainsi selon Nama et B. Ouoba (2008), une excroissance du pouvoir en place.

Quelles que soient ses failles, l'apparition d'une société civile forte et dynamique au Burkina est récente, datant des années 90. Ainsi, Viviane Compaoré-Ouédraogo qui fut ministre et députée, explique que dans sa volonté de prendre une part active à la destinée du Burkina, la voix la plus efficiente qui s'offrait à elle dans les années 1983 était le front politique, car la société civile n'était pas très développée à ce moment. Aujourd'hui, la société civile est un acteur important, voire incontournable soutenue par nombre d'organismes internationaux et de bailleurs de fonds. Sa place importante est reflétée par la présence de ses représentants-es dans des institutions républicaines (CENI). Et comme le note International IDEA (1998 : 103), c'est la vitalité de la société civile -à travers des organisations telles le Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP)- qui a permis d' « imposer des reculs » au pouvoir en place.

2.7 Le mode de scrutin : Entre intérêts du parti majoritaire et la nécessité d'une présence de l'opposition

Comme déjà noté, le Burkina a connu plusieurs réformes électorales et institutionnelles sous des pressions nationales et internationales. Pour les élections présidentielles, Blaise Compaoré a toujours été, sous la quatrième République, élu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Ces élections n'ont jamais nécessité un deuxième tour tant l'écart entre le Président Compaoré et ses concurrents a toujours été très grand. Rappelons qu'avec un taux de participation de 25,28 % en 1991, Blaise Compaoré a été élu à 86,41 % des suffrages exprimés ; en 1998 et en 2005, il a été réélu respectivement avec 87, 53 % et 80, 35 % des suffrages exprimés.

⁶⁴ Chrysogone Zougmore interviewé par Germain Bitiou Nama et Boukari Ouoba dans *L'Évènement*, mis en ligne le 17 août 2008.

Pour les élections législatives, le mode de scrutin utilisé en 1992 et en 1997 a été le système proportionnel avec listes fermées à la plus forte moyenne (International IDEA 1998 ; Compaoré, 2002 ; Sawadogo 2006). Les résultats ont donné une victoire écrasante du parti au pouvoir, le CDP. En effet, le CDP a obtenu 72,8 % des sièges à l'Assemblée, soit 78/107, ce qui laissait que 29 sièges aux huit autres partis qui étaient représentés⁶⁵. En 1997, le CDP fit un score en obtenant 101 des 111 (91 %) des sièges. Outre le CDP, seuls trois partis ont pu être représentés à l'Assemblée: le Parti pour le Développement et le progrès (PDP) avec six députés et 10, 11 % des voix, l'Alliance pour la Démocratie et la Fédération (ADF) avec deux députés et 7,4 % des voix et le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) avec deux députés et 6, 44 % des voix. Loada (1998 : 64) qualifie ces résultats d'une « victoire électorale embarrassante par son ampleur ». Une telle situation mit en lumière le caractère excluant du mode de scrutin adopté pour les petits partis. Il « favorise systématiquement les plus grands partis et pénalise les plus petits partis » (International IDEA, 1998 : 123). En 2002, sous des pressions nationales consécutives à l'assassinat du journaliste Zongo et des pressions internationales, le pouvoir précéda à l'aménagement de la représentation proportionnelle pour tenir compte du « plus fort reste ». En outre, la réforme électorale introduit un nouveau découpage électoral qui en lieu et place des quarante-cinq provinces établit 13 régions électorales, les circonscriptions électorales correspondant aux circonscriptions administratives. La répartition ainsi obtenue comporte une circonscription nationale de 15 sièges et 13 circonscriptions régionales de 2 à 10 sièges. Cette refonte permettra une meilleure répartition des sièges lors de l'élection de 2002, l'opposition, composée de treize partis politiques, voit alors sa part de sièges passer de 7 à 54 contre 57 pour le CDP qui conserve une majorité simple. Loada et Santino (sans date) parlent d'élections historiques. Mais, si ce changement dans le paysage démocratique a pu

⁶⁵ International IDEA (1998 : 71) précise qu'il restait seulement cinq partis à l'Assemblée Nationale en fin de magistrature.

être perçu comme le signe d'un changement démocratique, cette mouvance ne sera pas consolidée. Car, il apparaît que pour le parti au pouvoir, s'il faut faire place à l'opposition pour répondre aux exigences de la démocratie, il n'est pas par ailleurs question de le faire en limitant son emprise. Ainsi, celui-ci a vite fait de remplacer la proportionnelle « au plus fort reste » qui défavorise les grands partis et le met en danger. « Le parti A peut avoir la majorité des voix des électeurs dans une circonscription et se retrouver avec deux députés sur cinq sièges. Et un parti qui a peut-être le 10ème de ces voix se retrouve avec un siège [...]. Or, il faut une majorité confortable pour gouverner ! » explique le député Achille Tapsoba. Aussi, fort de sa majorité, le parti au pouvoir a maintenu le mode de scrutin, mais a de nouveau modifié le découpage électoral en faveur des provinces au nombre de 45 en 2007. Madeleine Bonzi présente bien les avantages du changement de nature des circonscriptions électorales pour le parti au pouvoir.

Heureusement, pour cette campagne [2007], le mode de scrutin a été modifié et les circonscriptions électorales ont été les provinces au lieu des régions. L'opposition avait pu avoir quelques postes avec la région comme circonscription électorale. Parce qu'étant donné que le mode de calcul est le plus fort reste, cela favorise les petits partis. En tant que grand parti [parti présidentiel], si nous prenons un député, il est évident que notre reste sera inférieur aux voix d'un petit parti puisqu'il s'agit d'un reste. Le petit parti prend aussi un député même s'il a 3000 voix et nous, 13.000, 16.000. Mais avec la province comme circonscription électorale, nous avons la garantie d'avoir un député par province. C'est le minimum, et au niveau des restes, on voit maintenant qui a le plus fort reste (Madeleine Bonzi, Ouagadougou, le 4 septembre 2007).

Enfin, pour les élections municipales, c'est le scrutin de liste majoritaire qui a été appliqué pour les élections de 1995. Pour celles de 2000, comme de 2005, c'est la proportionnelle à la plus forte moyenne qui a été la base de calcul. Le député Achille

Tapsoba⁶⁶ explique le maintien de ce mode de scrutin- défavorable aux petits partis- à l'échelon local par la taille des circonscriptions électorales : le secteur, le village. La proportionnelle au plus fort aura, selon ce député du parti au pouvoir, le désavantage d'une représentation d'un grand nombre de partis sans qu'aucun obtienne une majorité. Dans un tel contexte, il faudra nouer des alliances et le développement local risque d'en pâtir étant donné le phénomène migratoire des édiles selon leurs intérêts personnels. Cet argument, s'il est politiquement correct, cache mal la volonté du parti au pouvoir d'écraser l'opposition et de rester le seul maître d'œuvre des lois qui régissent le pays. Déjà en 1998, International IDEA (1998 : 5) soulignait « l'interpénétration, voire la symbiose entre [le CDP] et l'État ». Et la question qui était posée de savoir si la majorité serait assez sage pour partager son pouvoir avec l'opposition reçoit, au regard des pratiques, une réponse négative (International IDEA (1998 : 30).

Un projet de relecture du mode de scrutin est encore en cours au Burkina. Il est vraisemblable « qu'une assemblée politiquement monocolore n'est pas mauvaise en soi, mais quel est le rôle d'une telle institution face à un système judiciaire mus par les mêmes forces politiques ? » (International IDEA, 1998 : 43). Relevons en effet avec Emmanuelle Meunier (1998 : 158) que la volonté du parti présidentiel de contrôler au maximum le processus électoral paraît paradoxale eu égard à la faiblesse de l'opposition et à sa prépondérance dans toutes les instances du pouvoir (exécutif, législatif et judiciaire). Blaise Compaoré lui-même a eu à dire en 1996 que « *Moi, je n'étais pas à l'Assemblée quand ils votaient la loi. Moi, ce que je crois, c'est qu'avec ces élections, j'ai fait un petit calcul et je suis me suis aperçu que je n'aurais pas de cohabitation, quelle que soit la formule utilisée* »⁶⁷. Même la programmation des

⁶⁶ Entrevue qu'il nous a accordée le 12 novembre 2007.

⁶⁷ Le journal *L'observateur paalga* du 26 décembre 1996, p.2 repris par Emmanuelle Meunier, 1998, p.158.

élections – leur agencement – procède d'un anéantissement de l'opposition. Jean-Pierre Jacob (2006 : 6-7), par exemple, explique la demande de report des élections municipales par la CENI – qui devaient être organisées dès mai 2005, le mandat des conseillers arrivant à terme, au 12 février 2006 – par le manque de ressources financières et logistiques (manque d'argent pour réviser et informatiser le fichier électoral et les cartes des électrices et des électeurs). Selon lui, la tenue préalable de l'élection présidentielle le 13 novembre 2006 a permis de résoudre ces difficultés. Il avance que les élections municipales ont coûté aux environs de 500.000.000 de francs CFA contre de un à trois milliards de francs CFA pour les élections présidentielles de novembre 2005⁶⁸. Or, nombre d'observateurs et d'observatrices et même des militants-es du CDP que nous avons pu rencontrés-es expliquent ce fait par des calculs électoralistes qui visaient à maintenir la suprématie du CDP dans les conseils municipaux. Les propos d'un cacique de ce parti ultra-majoritaire confortent ce dernier argument :

C'est une technique électorale qu'on utilise pour pouvoir fidéliser l'électorat. C'est un peu ça. Parce que si vous mettez les choses à l'envers, ça peut vous effriter votre électorat. Un parti qui estime que le candidat à la présidentielle est un candidat consensuel, s'il a la possibilité de manier le calendrier électoral, il fera passer les présidentielles avant. Mais si votre candidat à la présidentielle n'est pas consensuel, s'il est contesté, il vaut mieux faire passer les autres élections avant pour ne pas prendre le risque de perdre votre électorat (Un cacique du pouvoir, Ouagadougou, décembre 2007).

Ainsi, il faut rechercher et maintenir la consécration à tout prix et ce, dans un contexte où le nombre de « députables » et de personnes à récompenser est tel qu'il faut plusieurs mandats pour les satisfaire. Le pouvoir a toujours montré sa capacité d'imposer ses choix et sa loi (Meunier, 1998 : 150).

⁶⁸ Il se réfère à M. Hilgers et J. Mazzocchi (sous la dir.) 2006 pour l'estimation du coût des élections présidentielles de novembre 2005.

CONCLUSION DE LA PARTIE I

Malgré les programmes d'ajustements structurels et les différents projets de développement, le Burkina reste un pays pauvre très endetté (PPTE). Son histoire politique a été très mouvementée depuis l'indépendance en 1960 : six régimes constitutionnels et quatre régimes d'exception⁶⁹. Le pays a renoué avec une vie constitutionnelle à partir de juin 1991, alors que le portrait tracé ci-avant a mis en lumière le fait que la démocratie ne se décrète pas, mais se construit difficilement sous diverses contraintes. Les différents dispositifs mis en place pour garantir une transparence et/ou une équité dans le jeu politique tels la Commission Électorale Indépendante et la journée nationale du pardon l'ont été sous la pression de la rue et de la société civile. Malgré les différents dispositifs, le parti présidentiel reste un méga parti hyperpuissant avec une capacité de contrôle insoupçonnée qui, par moments, pour bien paraître, se fabrique une opposition. Le régime de Blaise Compaoré n'a cessé, à l'image de gouvernements de nombre de pays africains, de faire modifier la constitution à son avantage. La révision du système judiciaire par l'éclatement de l'ancienne Cour suprême en quatre entités aurait dû permettre un réel exercice du pouvoir par les juges, mais, dans la pratique, nombre d'entre eux sont militants du parti présidentiel (CDP) et tous et toutes subissent de fortes pressions de la part du pouvoir en place. Dans le rapport du Réseau National de Lutte Anti-Corruption (REN-LAC)⁷⁰ (2007 : 30), la justice est passée parmi les secteurs socio-économiques les plus corrompus, de la septième place en 2000 à la quatrième en

⁶⁹ Les régimes d'exception sont ceux intervenus après un coup d'État.

⁷⁰ Le REN-LAC est une organisation non gouvernementale qui a été créée le 20 décembre 1997 par des organisations de la société civile en vue de lutter contre la corruption au Burkina.

2006. Même quand des faits avérés de mauvaise gestion ou de corruption sont établis, des sanctions ne suivent pas toujours. En exemple, malgré l'existence de la cour des comptes qui révèlent les noms des mauvais payeurs caciques du pouvoir, ceux-ci ne sont nullement inquiétés. A contrario, les amendes et emprisonnements pour petits délits (vols de moutons de chèvres, etc.) défraient la chronique.

Soulignons que le tripatouillage des constitutions est un phénomène qui gagne progressivement l'ensemble du continent africain et qui révèle le fait que la greffe de la démocratie à l'occidentale n'a pas pris. Loin de masquer des démocraties de façade, nombre de leaders africains révisent à leur gré les textes constitutionnels⁷¹. Cet état de fait est largement dénoncé par les partis politiques d'opposition et les organisations œuvrant pour la défense des droits humains. Alioune Tine, le secrétaire général de la Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme (RADDHO)⁷² par exemple, dit que « toucher aux Constitutions est un crime de haute trahison »⁷³. Ces tripatouillages rendent difficiles l'alternance à la tête de l'État et émiettent l'opposition. Cette dernière est au Burkina, en 2009, affaiblie à un point tel que l'on peut parler de fantôme. Des institutions formelles ont été mises en place

⁷¹ Outre le Burkina, nous pouvons donner l'exemple de la Tunisie et de la Guinée où la modification des Constitutions sont intervenues en 2002 maintenant respectivement le Président Ben Ali au pouvoir depuis 1987 et Lansana Conté au pouvoir de 1984 au 22 décembre 2008, date de son décès; du Gabon où la révision constitutionnelle a été faite en 2003 avec le maintien d'Omar Bongo au pouvoir de 1967 au 8 juin 2009, date de son décès; du Togo où Faure Gnassingbé Eyadéma a succédé, à la manière d'un régime monarchique, à son défunt Président père Eyadéma Gnassingbé en février 2005⁷¹; et de l'Algérie où la clause limitative du mandat du Président a été supprimée en novembre 2008 donnant ainsi la possibilité au président Abdelaziz Bouteflika de se faire élire une troisième fois en avril 2009 avec plus de 90% des voix.

⁷² RADDHO est une ONG qui a été créée le 21 avril 1990 à Dakar. Composée d'intellectuels africains dont la majorité sont des chercheurs et enseignants à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar, cette ONG a pour buts de promouvoir, défendre et protéger les droits de l'homme au Sénégal et en Afrique en général (Source : Alioune Tine « Toucher aux Constitutions est un crime de haute trahison. » Propos recueillis par Cheick Beldh'or SIGUE, le journal *Le Pays* du vendredi 14 au dimanche 16 novembre 2008).

⁷³ *Ibid.*

suite à diverses pressions, mais la démocratie réelle sur le terrain, notamment par une participation importante des deux sexes reste à construire. Par ailleurs, les écarts entre les femmes et les hommes, comme souligné et comme nous le verrons plus en détails au chapitre trois, sont très grands. Absentes de la sphère décisionnelle traditionnelle, et n'existant qu'à travers les mâles (leurs père, frères, époux, fils), les femmes burkinabé restent, malgré le vent de démocratisation, prisonnières du machisme. Elles restent le groupe cible le plus frappé par le déficit démocratique et l'exclusion sociale, malgré différents dispositifs juridiques, la création d'un ministère de promotion des femmes, et/ou les discours des autorités politiques⁷⁴, etc.

⁷⁴ Dans son document intitulé *Le progrès continu pour une société d'espérance* (2005 : 26-27), on peut aussi lire que « la consécration du principe de l'égalité des sexes [sic] a permis de mettre en relief les potentialités de la femme dans l'éducation, dans la vie politique [...] ».

PARTIE II

LE PROBLÈME, LES INTENTIONS DE RECHERCHE ET LE MODÈLE D'ANALYSE

INTRODUCTION DE LA PARTIE II

La première partie offre un portrait global du terrain caractérisé par des indicateurs socio-économiques pas très avantageux, surtout pour les femmes. Elle a aussi fait ressortir, d'un côté, les faits qui ont marqué l'histoire politique du pays et, de l'autre, les principales caractéristiques du pouvoir en place depuis 1991. Bien que peu nombreuses, certaines femmes sont parvenues à assumer des mandats tant nominatifs qu'électifs. Pour le pouvoir législatif, par exemple, le Burkina selon le classement de l'Union interparlementaire, occupait avec 17 femmes sur 111 (15,3 %) au parlement, la 77^{ème} place sur 188 pays au 28 février 2009. Il devance ainsi la Grèce, pays berceau de la démocratie qui occupait le 80^{ème} rang sur les 188 pays. L'on pourrait être tentée de dire qu'il s'agit là d'une moyenne acceptable au regard de la situation mondiale qui situe à 18,4 %, pour la même période, la proportion de sièges occupés par des femmes dans les chambres basses ou uniques⁷⁵. Les comparaisons régionales révèlent néanmoins de grandes disparités, alors que les pays nordiques viennent en tête avec une participation de 41,4 %, suivis des Amériques (21,7 %), de l'Europe sans les pays nordiques (19,3 %), de l'Afrique subsaharienne (18,1 %), de l'Asie (18,0 %), du Pacifique (13,0 %) et enfin des États arabes (9,7 %). Pour le classement par pays, le Rwanda est en tête avec 56,3 % de femmes au Parlement, un résultat lié à des réalités démographiques -beaucoup d'hommes morts pendant la guerre ou emprisonnés- confortées par une volonté politique qui a imposé un quota de 30 % de femmes (Bertrand, 2006). Plusieurs pays tels, le Qatar, le Palaos et l'Arabie Saoudite, ne comptent toujours pas de femme parlementaire. Mais au-delà des chiffres, la réalité

⁷⁵ Les différentes données ont été collectées sur le site de l'Union interparlementaire sur <http://www.ipu.org/wmn-f/classif.htm>. Site consulté le 03 mai 2009.

est plus complexe. Pour tenter de la saisir, nous traçons, dans un premier temps, au chapitre trois un portrait de la participation politique des femmes. Ce chapitre s'arrête sur le profil des femmes politiques burkinabé, ainsi que sur la nature de leur participation. Il met en relief le problème que nous voulons examiner et permet, par voie de conséquence, de mieux comprendre nos intentions de recherche ainsi que la question générale que nous nous posons. Dans un deuxième temps, au chapitre quatre, nous passons en revue les différentes interprétations de la sous représentation politique des femmes proposées dans la littérature. Enfin, dans un troisième temps, le chapitre cinq examine les théories féministes développées autour de la question et présente le cadre théorique et conceptuel qui sous-tend notre démarche et nous mène à lier sous-représentation politique des femmes et division sociale des sexes. Nous terminons le chapitre en relatant comment nous avons procédé pour mener à bien cette recherche.

CHAPITRE III

SITUATION POLITIQUE DES FEMMES

Ce chapitre ouvre sur la présentation de l'évolution de la participation politique des femmes aux trois niveaux de pouvoir (exécutif, législatif et municipal) pour la période allant de 1957⁷⁶ à décembre 2009, période au cours de laquelle le Burkina Faso a connu quatre régimes constitutionnels et six régimes d'exception. Outre la question de la participation féminine aux instances de pouvoir, il présente le profil socio-démographique de femmes politiques et celui des responsabilités qu'elles ont assumées.

3.1 La situation politique des femmes au burkina

3.1.1 Les femmes dans les gouvernements de 1957 à décembre 2009 : augmentation timide et prédominance de profils en lettres et sciences humaines

De mai 1957 à décembre 2009, le Burkina a connu quatre régimes constitutionnels et six régimes d'exception⁷⁷. Au cours de cette période, 52 gouvernements se sont succédés dans lesquels 38 femmes, certaines toujours en fonction, ont assumé 124

⁷⁶ Date (17 mai 1957) à laquelle un conseil fut mis en place par Paris pour gouverner la Haute-Volta devenue Burkina en 1984 suite à l'adoption de la loi cadre le 23 juin 1956. Cette loi visait entre autres à donner plus d'autonomie aux colonies.

⁷⁷ Les régimes d'exception désignent ceux qui sont intervenus après un coup d'État.

mandats à titre de ministre, de ministre déléguée ou de secrétaire d'État⁷⁸, soit 10,3 % de l'ensemble des 1198 mandats⁷⁹ recensés (voir appendice A et B).

Tableau 3-1
Nombre de mandats ministériels par sexe de 1957 à décembre 2009

Nombre de gouvernements de 1957 à avril 2009	Nombre total de mandats	Nombre de mandats assumés par des hommes	Nombre de mandats assumés par des femmes	Pourcentage mandats femmes
52	1198	1074	124	(10,3 %)

Source : Kaboré (2002) et Fofana (2004) et <http://www.gouvernement.gov.bf/> (27 décembre 2009).

Il convient de noter avec Fofana (2007 : 281-282), que les premiers gouvernements du Burkina « relevaient de la seule et unique volonté du Président⁸⁰ » et que c'est avec les constitutions apparues en 1970 puis en 1977 et surtout avec l'institution de la fonction de premier ministre en tant que chef de gouvernement⁸¹, que « le décret de proclamation d'un gouvernement devient vraiment le résultat d'une décision concertée entre le Président de la République ou du Faso et le premier ministre, le tout dans un contexte de multipartisme ».

Le tableau 3-2 offre un aperçu de la participation des femmes sous les différents régimes. On y observe que, sous le Conseil du gouvernement, une femme a assumé au moins un mandat : Célestine Ouezzin-Coulibaly-Traoré a siégé en 1958 dans les deux derniers conseils à titre de ministre des Affaires sociales, de l'Habitat et du

⁷⁸ À titre de comparaison, pour la même période, 35 femmes ont été élues députées (voir appendice C); Il est à noter que la fonction de ministre n'est pas conditionnée par l'élection au poste de députée au Burkina. De notre échantillon, six femmes ont été députées.

⁷⁹ Les hommes ont assumé 1074 mandats.

⁸⁰ Les gouvernements étaient proclamés par de simples arrêtés ministériels.

⁸¹ Voir le décret n° 71/72/PRES du 22 février 1971 portant composition du gouvernement de la République de Haute-Volta. Kango Gérard Ouédraogo est nommé premier ministre et ministre des Anciens Combattants.

Travail. Soulignons que cette dernière a été appelée au Conseil après le décès, en septembre 1958, de son époux, Daniel Ouezzin-Coulibaly, qui a été respectivement vice-président et président du Conseil. Tout s'est passé alors comme s'il fallait entretenir la mémoire de l'illustre disparu à travers sa femme même si, comme le souligne Badini-Folame (2003 : 1114), Célestine Ouezzin-Coulibaly avait le profil pour occuper ledit poste. Institutrice, elle était l'une des rares femmes lettrées et diplômées de l'époque⁸².

⁸² Dans les archives de l'Assemblée nationale, notamment la liste de députées pendant la période 1960-1965, la profession indiquée pour Célestine Ouezzin-Coulibaly-Traoré est ménagère.

Tableau 3-2

Taux de participation des femmes au gouvernement sous les différents régimes de 1957 à 2009

Régime	Années	Total de membres	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% de femmes
Conseil du gouvernement	1957 et 1958	8 à 12	8 à 11	0 ou 1	0,0 à 08,3
1^{re} République	11/12/1958 - 3/01/ 1966	9 à 16	9 à 16	0	0,0
1^{er} régime militaire	3/01/ 1966 – 29/06/ 1970	11 et 12	11 et 12	0	0,0
2^e République	29/06/ 1970 - 8/02//1974	16	16	0	0,0
2^e régime militaire	8/02//1974 - 27/11/1977	12 à 18	12 à 17	0 ou 1	0,0 à 05,5
3^e République	27/11/1977 - 25/11/ 1980	20	19	1	5,0
Comité militaire*	25/11/1980 - 7/11/1982	17 et 22	16 et 21	1	4,5 et 5,8
Conseil du salut du peuple	7/11/1982 – 4/08/ 1983	19 à 21	17 à 19	2	9,5 à 10,5
Conseil national de la Révolution	4/08/ 1983 - 15/10/ 1987	20 à 28	19 à 24	1 à 5	5,0 à 20,0
Front populaire	15/10/ 1987 – 11/06/ 1991	26 à 29	23 à 25	3 à 5	11,5 à 14,8
4^e République	11/06/ 1991 ⁸³ - 3/09/ 2008 3/10/2008- 31/12/ 2009	25 à 36 34	20 à 33 27	3 à 6 7	8,3 à 17,6 20,5

* **Comité militaire de redressement pour le progrès national**

Source : Kaboré (2002) et Fofana (2004) et <http://www.gouvernement.gov.bf/> (27 décembre 2009)

Il faudra attendre seize ans après l'accession du pays à l'indépendance, en 1960, pour qu'une autre femme soit à nouveau membre de gouvernement. La 1^{re} République, le 1^{er} régime militaire et la 2^e République n'ont donc compté aucune femme dans les

⁸³ Nous avons considéré la date de la promulgation de la Constitution (11 juin 1991) au lieu de celle de l'adoption (2 juin 1991) comme dans Rouamba et Descarries (2010).

gouvernements. C'est sous le 2^{ème} régime militaire que Fatimata Traoré-Sigué sera appelée au gouvernement. D'abord, secrétaire d'État aux Affaires sociales en 1976, elle est nommée ministre des Affaires sociales en 1978. Le décret de nomination l'identifie comme « M^{me} Traoré Moïse Allassane née Fatimata Sigué », ce qui illustre combien, dans les représentations collectives, les femmes n'existent qu'à travers un homme, en l'occurrence leur époux.

De 1976 à 1983, le nombre de femmes au gouvernement variera de 1 à 2, avec une première pointe atteinte sous la révolution en 1984, c'est-à-dire 3 femmes sur 22 ministres (soit 13,6 %) et une seconde en 1986, avec 5 femmes sur les 25 ministres (soit 20 %). Le retour à une vie constitutionnelle en 1991 sous la 4^e République n'a pas vu la représentation féminine s'améliorer. Jusqu'en février 2008, le nombre de femmes au sein du Conseil des ministres variera de 3 à 5, pour un taux de représentativité allant de 8,3 % à 17,6 %. Ce n'est qu'en septembre 2008 que ce taux passera à nouveau à 20,5 %, alors que le Conseil de 34 ministres comptera 7 femmes. Cette situation montre, comme l'ont relevé plusieurs auteurs et auteures (Lamoureux 1997 : 40 ; Diaw 1998 ; Collin 1999 : 83 ; Ba et Diop 2005 : 135) que la démocratie ne suffit pas à garantir une équitable représentation des femmes au sein des appareils de pouvoir et, ajouterions-nous, à transcender les mentalités patriarcales qui en limitent l'accès (Halimi 1978 ; Matoko 1996 ; Dental 2004 : 65 ; Houngnikpo 2004 : 13).

Pour les 38 femmes qui ont été ou qui sont membres d'une équipe gouvernementale, le nombre de mandats par femme s'étend de un à neuf et, à quelques exceptions près, ceux-ci se sont prolongés au-delà d'un an. Le tableau 3-3 établit la liste des femmes qui ont eu plus de deux mandats gouvernementaux. Si une telle liste met en relief une certaine durée de présence pour ces femmes qui accèdent au gouvernement, elle indique également que l'élite gouvernementale féminine se renouvelle peu. Ainsi,

Alice Tiendrébéogo-Kaboret a été sollicitée à dix reprises pendant 12 ans⁸⁴. Elle est suivie par Juliette Bonkougou-Yaméogo, neuf fois en 8 ans⁸⁵, puis par Gisèle Guigma-Diasso et Béatrice Damiba qui, elles, ont été membres de gouvernements à six reprises chacune, respectivement pendant 8 et 6 ans⁸⁶. Monique Ilboudo a été sollicitée à cinq reprises sur une période de 7 ans⁸⁷.

Tableau 3-3

Femmes ayant été membres du gouvernement avec le plus grand nombre de mandats de 1957 à 2009

Nom, prénom	Nombre mandats	Années
Tiendrébéogo-Kaboret, Alice	9	1988, 1989, 1991 (1), 1991 (2), 1992 (1), 1992 (2), 1993, 1994, 1997, 1999 (1)
Bonkougou-Yaméogo, Juliette	8	1991 (1), 1991 (2), 1992 (1), 1992 (2), 1993, 1994, 1995, 1996, 1997
Damiba, Béatrice	6	1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1991
Guigma-Diasso, Gisèle	6	1999 (2), 2000, 2002, 2004, 2005, 2006
Ilboudo, Monique	5	2000, 2002, 2004, 2005, 2006
Lamizana, Mariam	4	2002, 2003, 2004, 2005
Ouédraogo-Guissou, Joséphine	4	1983, 1985, 1986, 1987
Ouandaogo-Maiga, Bana	4	1995, 1996, 1997, 1999 (1)
Bonkougou-Balima, Odile	4	2006, 2007, 2008 (1), 2008 (1)
Tamini-Bihoun, Pascaline	4	2006, 2007, 2008 (1), 2008 (1)
Belembaogo, Akila	3	1992, 1993, 1994
Compaoré-Ouédraogo, Viviane	3	1995, 1996, 1997
Traoré-Sigué, Fatimata	3	1976, 1977, 1978
Sanou-Dao, Bernadette	3	1986, 1999 (1), 1999 (2).

Source : www.petiteacademie.gov.bf (17 juin 2009)

⁸⁴ Elle a été ministre de 23 août 1988 au 10 juin 1995 et du 9 juin 1997 au 11 octobre 1999, soit neuf ans de mandat gouvernemental.

⁸⁵ Juliette Bonkougou-Yaméogo a été ministre du 16 juin 1991 au 13 janvier 1999.

⁸⁶ Gisèle Guigma-Diasso a été ministre du 12 octobre 1999 au 09 juin 2007; Béatrice Damiba a été ministre du 31 août 1985 au 25 juillet 1991.

⁸⁷ Elle a été nommée secrétaire d'État des Droits de l'Homme le 6 novembre 2000 puis ministre de la promotion des droits humains à partir du 6 juin 2002 jusqu'au 4 juin 2007.

- Certaines années, il y a eu 2 gouvernements, ce qui explique l'utilisation des chiffres (1) et (2).

L'étude du profil scolaire de ces femmes révèle une dominance des formations en lettres et en sciences humaines, alors que nombre des responsabilités qu'elles ont assumées ou assument se situent dans le prolongement des rôles sociaux de sexe. Seules quatre d'entre elles sont issues de filières scientifiques ou techniques (Ingénieure statisticienne, biochimiste, économiste, gestionnaire). Les autres ont des formations dans les domaines de la santé, de l'éducation, des lettres, de l'administration et des affaires sociales (dentiste, médecin, pharmacienne ; institutrice, professeure d'histoire-géographie ; poète, professeure d'anglais, journaliste ; secrétaire de direction ; sociologue, assistante sociale.) Elles ont toutes fait des études universitaires, exceptées Célestine Ouezzin-Coulibaly-Traoré et Fatimata Traoré-Sigué qui étaient institutrices et qui s'inscrivent dans le niveau général de scolarité de la population de cette époque⁸⁸ où peu de personnes avaient accès à des études supérieures. Dans les différents gouvernements, les femmes ont sensiblement le même bagage scolaire que leurs homologues masculins.

En dehors des régimes d'exception, les postes gouvernementaux assumés par les femmes correspondent à leur profil de formation. La grande majorité sont des portefeuilles à sensibilité féminine : l'éducation et l'alphabétisation, l'action sociale, la promotion de la femme, les droits de la personne, la culture. Notons que le ministère de l'Action sociale a été confié plusieurs fois à des hommes, mais que le ministère de la Promotion de la femme a toujours été, depuis sa création en 1997, dirigé par des femmes.

Dans les régimes d'exception, des femmes nommées ministres ont été promues à des postes clés, certains n'ayant pas toujours de lien avec leur formation initiale. Ainsi,

⁸⁸ Les années visées ici sont 1956 et 1976.

Adèle Ouédraogo, cadre de banque, a été ministre du Budget en 1984, tandis que Marie Louise Nignan-Bassolet, professeure d'anglais, a dirigé le ministère de la Justice et a été Garde des sceaux de 1982 à 1983, alors que Béatrice Damiba, journaliste, a eu en charge le ministère de l'Environnement et du Tourisme de 1983 à 1987. Les professions ainsi que les ministères qui ont été confiés à des femmes peuvent être consultés en appendice B.

3.1.2 Les femmes dans les fonctions électives (législatif et municipal) : Augmentation en nombre absolu par le jeu de suppléances

Les premières élections législatives ont été organisées en 1959 suite à la proclamation de la République de Haute-Volta, le 11 décembre 1958. De 1959 à décembre 2009, 52 (7,6 %) mandats législatifs ont été assumés par des femmes contre 630 par des hommes comme le montre le tableau ci-après.

Tableau 3-4
Nombre de femmes dans les législatures depuis 1959*

No	Législatures	Nombre total de parlementaires	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% de femmes
1^{ère} République					
1	Avril 1959 – octobre 1965	74	73	01	1,3
2	7 novembre 1965 ⁸⁹ - 3 janvier 1966	50	48	02	04
2^{ème} République					
1	29 juin 1970 – 8 février 1974	57	57	00	00
3^{ème} République					
1	30 avril 1978- 25 novembre 1980	57	56	01	1,7
4^{ème} République					
1	17 juin 1992 – juin 1997	107	102	06	5,6
2	juin 1997 – juin 2002	111	102	10	09
3	juin 2002 – juin 2007	111	98	14	12,6
4	juin 2007 à nos jours	111	94	18	16,2
Total		678	630	52	7,6

Source : Assemblée Nationale, mars 2009

* Nous avons pris en compte toutes les femmes qui ont assumé un mandat législatif quel qu'en soit la durée.

Les 52 mandats ont été assumés par exactement 37⁹⁰ femmes (voir appendice B). Sous les trois premières Républiques, trois femmes ont été au moins une fois députée : Célestine Macoucou Ouezzin-Coulibaly-Traoré (1959-1965 et 1965-1966), Somé-Rouamba Léontine (1965-1966) et Nignan L. Florence (1978-1980). C'est surtout à partir de la quatrième République, actuellement en cours depuis le 2 juin 1991 que les femmes parlementaires sont plus visibles. L'appendice D donne la liste des députées sous la quatrième République avec leurs partis d'appartenance. Leurs professions sont présentées dans l'appendice C. Plusieurs éléments peuvent y être notés. Un premier est que sous la quatrième République, le nombre de femmes

⁸⁹ Les archives que nous avons consultées n'indiquent pas le mois.

⁹⁰ Dans Rouamba et Descarries (2010), le nombre de députées est de 35 parce que ce sont les listes validées en fin de magistrature qui ont été utilisées.

parlementaires a augmenté régulièrement passant de 4 à 6 sur 107 (3,7 % et 5,6 %), puis à 5 (4,6)⁹¹ à la première législature 1992-1997 ; à 9 sur 111 (8,1 %) à la deuxième législature 1997-2002⁹² ; à 14 (12,61) et ensuite à 13⁹³ sur 111 (11,7 %) à la troisième législature 2002-2007 et enfin à 17 sur 111 (15,3 %) à la quatrième législature (2007-2012)⁹⁴. Il y a donc une lente évolution avec le temps, mais ce fait est favorisé surtout par le jeu de suppléance, c'est-à-dire par le remplacement de personnes élues – en général en tête de liste – appelées à d'autres fonctions par celles qui les suivaient immédiatement sur les listes électorales. Pour la présente législature (2007-2012) par exemple, au 30 avril 2009⁹⁵, 6 députées sur les 17, soit 35,29 %, étaient des suppléantes.

Deuxième élément à noter : les femmes parlementaires sont issues en grande majorité du parti au pouvoir. A la première législature, une seule députée militait dans un parti d'opposition, le RDA. Cette dernière a démissionné du RDA en faveur du parti présidentiel, le CDP, en 1996. A la deuxième législature, elles appartenaient toutes au

⁹¹ Leur nombre est passé à six à un moment de la législature, puis de nouveau à 5. Clément Sanou auquel l'une avait suppléé est revenu occuper son poste lorsqu'il a été démis de la fonction de ministre.

⁹² Elles ont été 10 à un moment de la législature.

⁹³ Bana Ouandaogo-Maiga a rendu sa démission en mars 2007 pour se mettre à la disposition de la justice dans une affaire de détournement dite de 674 millions.

⁹⁴ 18 femmes ont été/sont parlementaires mais le nombre de députées est constant de 17 avec la nomination de Béloum-Ouédraogo à un poste de ministre en 2008 et le remplacement de Hypollite Ouédraogo par Joséphine Drabo-Kanyoulou.

⁹⁵ Il s'agit de Kadiatou Korsaga-Keita, suppléante de monsieur Salifou Diallo reconduit au poste de ministre de l'eau, de l'Hydraulique et des ressources halieutiques jusqu'en mars 2008 et nommé ensuite ambassadeur en Autriche; de Naba Diané-kambiré, suppléante de monsieur Thomas Sanon qui fut plusieurs fois ministre et qui est le Président du Conseil Économique et Social depuis novembre 2003; de Eulalie Yerbanga-Ouédraogo, suppléante de Sawadogo Pengwendé Clément, reconduit au poste de Ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation; de Irène Yaméogo-Yaméogo suppléante de Tandaogo Jean Huber Yaméogo, Directeur Général de la Société Nationale des Hydrocarbures (SONABHY); de Cécile Ouoba-Larba, suppléante de Ernest Paramanga Yonli qui fut premier ministre du novembre 2000 au 3 juin 2007; et de Joséphine Drabo-Kanyoulou qui a suppléé à Hyppolite Ouédraogo nommé ambassadeur à Dakar en avril 2008.

CDP. C'est à la troisième législature que 5 militantes de partis autres que le CDP ont été élues députées (5/13)⁹⁶. Dans la présente législature, seules 4 femmes parlementaires sur les 17 (23,5 %) ont accédé à l'hémicycle sous les couleurs d'autres partis⁹⁷. Il y a lieu aussi de remarquer que pour la première fois dans l'histoire du parlement burkinabè, un homme et son épouse siègent en même temps à l'Assemblée⁹⁸. Enfin, un coup d'œil rapide sur les commissions parlementaires de 2009-2010 par exemple révèle qu'à l'image des femmes ministres, les députées sont concentrées dans les affaires générales et droits humains (50 %) et sociales et culturelles (26, 3 %). Sur les 27 membres, une seule députée siège à la commission des Finances et du budget. Il en est de même à la commission du développement qui compte, pour sa part, 24 membres. A l'exception de la Commission des affaires étrangères et de la défense que préside Kadiatou Korsaga-Keita, l'épouse de l'ex-premier ministre, les quatre autres commissions ont pour présidents des hommes.

⁹⁶ Il s'agit de Marie Suzanne Coulibaly- Kondé du PDP/PS, d'Aissata Sidibé de l'ADF/RDA, de Marlène Zebango- Kiello de UNDD, de Joséphine Drabo-Kanyoulou du PAREN⁹⁶ ainsi que de Ramata Diallo de la CFD.

⁹⁷ Ce sont Yoffu Valentine F. Edwige Nikiema-Bessin-Bamouni de l'UNIR/MS, d'Aissata Sidibé de l'ADF/RDA, de Makoura Tou-Hema de la RDB et de Joséphine Drabo-Kanyoulou de l'ADF/RDA. On constate le changement de parti de Drabo-Kanyoulou. Elle a d'ailleurs opéré la migration vers l'ADF/RDA en cours de mandat 2002-2007.

⁹⁸ Il s'agit du député Laya Sawadogo et de la députée Blandine Sawadogo-Ouédraogo, tous les deux du CDP

Tableau 3-5
Commissions parlementaires 2009-2010

Commissions	Total des membres	hommes	Femmes
Commission des Finances et du budget	28	27	1 (3,7 %)
Commission du développement économique et l'Environnement	22	21	1 (4,7 %)
Commission des Affaires générales, institutionnelles et des droits humains	18	12	6 (50 %)
Commission de l'Emploi et des Affaires sociales et culturelles	24	19	5 (26,3 %)
Commission des affaires étrangères et de la défense	-	-	-

Source : Site web de l'Assemblée nationale <http://www.an.bf> (23 juin 2009)

Pour ce qui est du pouvoir municipal, c'est à partir de septembre 1995, date des premières élections communales de la quatrième République que nous avons des données sur la représentation féminine. Tall (2001 : 9) affirme que le « pourcentage de femmes élues dans les conseils municipaux [...] est passé de 9 % en 1995 à 21 % en 2000, soit une augmentation de 76 conseillères en chiffre absolu ». En 2006, on recensait 6 400 conseillères, soit 35,7 % des 17 916 postes⁹⁹. Si ces statistiques révèlent une meilleure participation des femmes au monde politique municipal, il demeure qu'elles continuent d'être nettement sous-représentées au plus haut poste électif, soit à la mairie où elles n'ont jamais occupé plus de 7,3 % des postes de maire. En 1995, elles étaient 3 mairesses sur 41 (7,3 %) édiles ; en 2000, également 3 sur 57¹⁰⁰ (5,26 %) et en 2006, 20 sur 359¹⁰¹ édiles (5,57 %). Leur nombre est passé à 22 sur 359 (6,1 %) en 2008 puis à 23 (6,4 %) en fin 2009. La liste des mairesses avec leurs partis d'appartenance, leurs niveaux d'études et leurs professions des trois mandatures peut être consultée en appendice E.

⁹⁹ Source : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation.

¹⁰⁰ 49 communes urbaines, 5 arrondissements à Ouagadougou et 3 arrondissements à Bobo-Dioulasso.

¹⁰¹ Sur la base de 49 communes urbaines, 302 communes rurales et 8 arrondissements.

3.1.3 Des femmes mieux positionnées dans les petits partis, mais sous valorisées partout

Le tableau 3-6 relatif aux listes nationales des législatives de 2007 révèle que si le CDP est le parti qui a le plus de femmes représentées à l'Assemblée, il n'est pas celui qui leur offre un bon classement. Pour la liste des titulaires, c'est seulement dans les petits partis que sont l'Alliance pour le Progrès et la Liberté (APL), le Parti Écologiste pour le Développement du Burkina et le Rassemblement Populaire des Citoyens (RPC) que des femmes sont en tête de listes. Au CDP, il y avait 2 femmes sur les 15 candidats-es, mais elles étaient classées en 12^{ème} et 14^{ème} positions. C'est sur la liste des suppléants-es qui compte 3 femmes sur 15 candidats-es que le CDP offre la première place à une femme, en l'occurrence à Kadiatou Korsaga-Keita, épouse de l'ancien premier ministre ; les deux autres sont classées 8^{ème} et 13^{ème}. L'Alliance des Citoyens Patriotes (ACP) et le Parti Républicain pour l'Intégration et la solidarité ont chacun 8 femmes sur 15 candidats-es (53,33 %) sur la liste des suppléants-es avec une femme en première position mais ce sont des partis peu connus et qui avaient très peu de chance de passer. Ils ne sont pas représentés à l'Assemblée. En effet, comme le dit Jean-Pierre Jacob (2006 : 12) « [l]es candidatures CDP sont les seules pour lesquelles il y ait de véritables enjeux, parce que les prétendants, une fois choisis, sont à peu près sûrs de se faire élire ».

Tableau 3-6

Nombre de candidates et leur classement par Parti sur les listes nationales législatives de 2007

	Partis	Liste titulaires Nbre/15	%	Position Candidates	Liste suppléantes Nbre /15	%	Position Candidates
1	ADF/RDA	2	(13,3)	8, 15	3	(20)	2, 3, 12
2	ACP	3	(20)	3, 5, 13	8	(53, 3)	1, 3, 5, 6, 8, 10, 12, 14
3	ADF	7	(46,6)	5, 6, 7, 8, 9, 10, 11	4	(26,6)	3, 4, 5, 6
4	APL	6	(40)	1, 3, 6, 7, 8, 11	2	(13,3)	13, 14
5	CDP*	2	(13,3)	12, 14	3	(20)	1, 8, 13
6	CFD	1	(6,6)	2	2	(13,3)	1, 12
7	MPS/PF	3	(20)	3, 6, 10	4	(26,6)	4, 7, 12, 15
8	PAI	1	(6,6)	3	4	(26,6)	6, 7, 8, 11
9	PRN	6	(40)	3, 5, 7, 12, 13	1	(6,6)	1
10	PEDB	1	(6,6)	1	4	(26,6)	4, 5, 8, 14
11	PCPF	4	(26,6)	4, 5, 8, 14	2	(13,3)	2, 7
12	PDS	2	(13,3)	5, 12	2	(13,3)	2, 8
13	PARIS	2	(13,3)	4, 7	8	(53, 3)	1, 4, 6, 7, 9, 10, 11, 13
14	RDEB	1	(6,6)	4	2	(13,3)	2, 3
15	RPC	1	(6,6)	1	1	(6,6)	8
16	RDB	3	(20)	5, 10, 12	3		2, 10, 11
17	UPS	2	(13,3)	3, 9	1	(6,66)	2
18	UNDD	2	(13,3)	2, 4	0	(20)	-
19	UDPS	0	(00)	-	2	(13,3)	1, 6
20	UNIR/MS	1	(6,6)	7	2	(13,3)	2, 9
21	UP	4	(26,6)	7, 8, 9, 14	1	(6,66)	8

* Parti au pouvoir

Source : CENI, édition Internet consultée le 27 juin 2008.

Dans la même veine, l'étude sur la place des femmes dans les élections municipales réalisée en 2001 par Kadidia Tall étaye le fait que, même si le CDP est le parti qui a le plus de femmes aux postes électifs (députées, mairesses, conseillères municipales), il n'est pas celui qui offre un meilleur positionnement aux femmes. Elle note qu'en

2000, le parti des « VERTS proposait 25 % de femmes en 1^{ère} place, l'ADF-RDA 21, 3 %, contre 14, 3 % à l'ULD, 9,5 % au CDP, 7,8 % au PAI » (Tall, 2001 : 7). En plus d'être mal positionnées, les femmes sont les premières à faire les frais quand il y a fusion ou agrandissement quelconque du parti. Ainsi en 1997, à la création du CDP qui résulte de la fusion de plusieurs partis, il a été difficile d'arrêter la liste des candidats-es pour la députation. Il fut alors décidé d'organiser des primaires (en réalité des élections par les responsables locaux du parti) afin de départager les candidats. Et c'est surtout les femmes qui ont été sacrifiées en premier lieu. Roger Bila Kaboré (2002 : 279) rappelle le fait que « [d]ans le Gourma, la dame de fer, Fatimata LEGMA, fut éconduite au profit de Moussa BOLY et Justin THIOMBANO ».

Il se pourrait même que le bon classement des quelques femmes du CDP soit en partie dû à la vigilance de celles qui occupent des postes stratégiques au sein du parti. Deux femmes politiques nous ont, en effet, confié que, de par leur position, elles ont eu accès aux listes avant leur publication définitive et ont ainsi pu exercer une pression pour améliorer leur classement, qui à l'origine ne leur laissait aucune chance d'être élues. Ce classement leur apparaissait comme un règlement de comptes de leurs adversaires. Niveau de position sur les listes rime en effet avec niveau de position dans le parti. De même, Badou (2003 : 24) note parmi d'autres facteurs (origine ethnique, capacité financière, expérience politique, etc.) que « les affinités avec les "bricoleurs" de la liste, [...] [ainsi que] le rang dans la hiérarchie partisane c'est-à-dire le poste occupé dans le bureau national ou local » entrent en ligne dans la confection des listes électorales à Parakou au Bénin.

En plus d'être mal classées sur les listes électorales, les femmes sont sous valorisées dans les partis politiques. Constituant 52 % de la population, elles sont d'un grand poids électoral et l'ensemble des partis du Burkina disposent d'un secrétariat chargé de les organiser et de les mobiliser. Mais, non seulement comme les statistiques le

démontrent elles sont fort peu nombreuses à accéder aux postes de pouvoir, mais encore elles ont plus de chances d'être électriciennes, cuisinières et hôtesse que responsables des instances dirigeantes des partis. Rappelons que l'étude du CGD (2005) situe à moins de 15 %, soit une moyenne d'environ 9 femmes par parti, la représentativité des femmes au sein des bureaux exécutifs des 5 principaux partis (CDP, PDP/PS, ADF/RDA, UNDD, PAI). Et ces femmes occupent généralement des postes reliés à la promotion de la femme, la culture, l'éducation et la trésorerie. L'allocation des postes aux 37 membres du bureau exécutif national du parti au pouvoir, mis en place en juillet 2009, reflète bien une telle situation. Le tableau 3-7 présente la nomenclature des postes qui ont été attribués aux 8 femmes qui en sont membres.

Tableau 3-7
Femmes membres du Bureau National Politique du CDP mis en place en juillet 2009

	Nom Femmes	Responsabilités
1	Béloum-Ouédraogo Tibo Cécile	Secrétaire adjointe à l'information et à la communication
2	Bonkougou-Balima Odile	Secrétaire adjointe chargée de l'éducation
3	Dicko-Agaloué Adoua maria Goretti	Secrétaire adjointe chargée de la décentralisation et des relations avec les élus locaux
4	Diendéré-Diallo Fatoumata	Secrétaire chargée des femmes
5	Guigma-Diasso Marie Gisèle	Deuxième secrétaire à l'organisation
6	Korsaga Kadiatou	Secrétaire aux affaires sociales et culturelles
7	Tamini Pascaline	Secrétaire à la trésorerie
8	Séré/Serémé Saran	Secrétaire à l'intégration.

Source : Sanou, Lassina Fabrice, « Congrès du CDP, Roch toujours à la barre, Salif largué », journal *Le pays* du lundi 27 juillet 2009, édition Internet consultée le 28 juillet

3.1.4 Des femmes politiques plus formées que leurs homologues masculins

Au niveau du pouvoir exécutif, les femmes ont toutes un niveau universitaire ou l'équivalent et ont sensiblement le même bagage scolaire que leurs homologues masculins, avons-nous déjà mentionné. Par contre au niveau législatif et municipal, les femmes politiques sont plus formées que la moyenne de leurs homologues

masculins. Contrairement à certains hommes, aucune femme députée n'est analphabète. Pour la première législature par exemple, 9 députés, soit 7 % des députés-es, selon André Bakiono (2007 : 42), tous des hommes, étaient non scolarisés, alors que les 4 femmes députées en début de cette législature avaient toutes un diplôme universitaire ou l'équivalent¹⁰². Ce fait conforte le constat que la société est plus exigeante à l'égard des femmes d'une manière générale et dans le domaine politique, en particulier. Notons toutefois que le niveau d'études des femmes qui ont été parlementaires de la quatrième législature est cependant un peu plus varié. Trois des 18 femmes députées (ou ex-députées) n'ont qu'un certificat d'Études Primaires Élémentaires (CEPE) et 2 autres, le Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC) ou l'équivalent. Les 13 autres députées possèdent au moins un BAC ou un niveau équivalent. L'entrée de quelques députées sans diplôme universitaire nous incite à dire que le temps a, selon toute vraisemblance, permis un certain éveil politique qui amène des femmes moins instruites à faire le saut en politique. Les tableaux 3-8 et 3-9 présentent respectivement le niveau d'instruction des femmes députées de la quatrième législature (2007-2011) et de celui des mairesses de la troisième mandature (2006-2010) au moment du dépôt de leurs candidatures pour les élections. Les mairesses considérées sont celles qui étaient en poste au 31 mars 2009.

¹⁰² Une première avait un doctorat en pharmacie, une deuxième une maîtrise en Histoire-géographie et les deux autres des diplômes équivalents à BAC + 2.

Tableau 3-8

Niveau d'instruction des femmes députées de la quatrième législature, en mars 2009

Diplômes	CEPE et plus	BEPC, CAP ou équivalent et plus	BAC ou équivalent et plus	Licence ou équivalent	Maîtrise	DEA ou équivalent	Doctorat	Total
Députées	3 (16,66 %)	2 (11,11 %)	4 (22,22 %)	2 (11,11 %)	6 (33,33 %)	1 (05,55 %)	0 (00 %)	18 ¹⁰³ 100 %

Source : Bakiono (2007) et enquête de terrain

Tableau 3-9

Niveau d'instruction des mairesses

Diplômes	CEPE Et plus	BEPC, CAP ou équivalent et plus	BAC	Licence	Maîtrise	Non précisé	Total
Nombre mairesses	4 (18,2 %)	9 (40,9 %)	4 (18,2 %)	1 (4,5 %)	3 13,6 %	1 (4,5 %)	22

Source : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation

Les députées, elles, sont moyennement plus instruites que les mairesses : Elles sont 13 sur 18 à détenir au moins un BAC ou un diplôme/une formation équivalent-e, alors que ce n'est le cas de moins de la moitié des mairesses qui ne sont que 8 sur 22 à avoir obtenu un diplôme universitaire. Toutefois, ces dernières sont, en moyenne, plus instruites que leurs homologues masculins. Le constat est en effet, que si ça et là, on trouve des maires analphabètes, aucune mairesse n'est analphabète comme l'indique l'appendice E. Il faut dire que le faible niveau de formation d'une grande majorité des édiles est compréhensible du fait que le pouvoir municipal est celui qui est le plus proche de la population, largement encore analphabète. Mais dans le cas

¹⁰³ Le nombre de députées a toujours été constant à 17. Mais en considérant la nomination de Cécile Béloum-Ouédraogo au poste de ministre et la venue de Joséphine Drabo-Kanyoulou en remplacement de Hypollite Ouédraogo, nommé ambassadeur 18 femmes ont été/ sont députées sous la quatrième législature en date du 31 décembre 2009.

des femmes, il ressort qu'il leur faut un prérequis minimum d'alphabétisation pour accéder au pouvoir local.

3.1.5 La révolution d'août 1983 et les femmes

La présentation de l'évolution de la participation des femmes dans les gouvernements de 1957 à décembre 2009 a révélé que c'est à partir de la révolution d'août 1983 que la participation des femmes à la vie politique est devenue plus importante. On ne peut en effet traiter du thème de *femmes et politique au Burkina* ou même de *la condition des femmes au Burkina*, sans faire un retour sur la révolution d'août 1983.

Contrairement à la révolution française de 1789, qui a consacré l'exclusion politique des femmes françaises -fermeture de clubs de femmes, interdiction de fréquenter des assemblées politiques, déni de citoyenneté (Marques-Pereira, 2003 ; Godineau, 2004, Ilboudo 2006 : 137)-, la révolution burkinabé a posé la libération de la femme comme condition d'une révolution sociale véritable (Sankara, 2001a : 46). Comme le souligne l'Union des Femmes du Burkina (sans date : 4) « *C'est la Révolution du 4 août 1983 qui a permis de poser la question de la femme, de comprendre le système d'exploitation de la femme, d'en saisir la vraie nature et toutes ses subtilités pour réussir à dégager des actions susceptibles de conduire à un affranchissement total de la femme. Elle lui a ainsi ouvert des perspectives nouvelles* ». Les changements prônés par la Révolution ont visé tant l'évolution des mentalités que l'accès des femmes à l'indépendance économique ; deux aspects interreliés dans la reproduction de la division sexuelle du travail et qui expliquent pourquoi « le Burkina Faso fut souvent présenté comme un pionnier en Afrique dans le domaine de la libération de la femme » (Jaffré 1989 : 107). C'est grâce à l'engagement personnel du président Sankara, sa détermination et son charisme que, parler d'égalité entre les sexes au Burkina est devenu moins tabou. Dans sa lutte pour l'émancipation des femmes, objectif clairement affiché, il s'est aliéné une grande partie de la population masculine puisqu'il n'a pas hésité à s'éloigner de l'univers normé du patriarcat et de

son cortège de conséquences pour les femmes. En affirmant, dans son discours du 8 mars 1987, qu'il « n'y a de révolution sociale véritable que lorsque la femme est libérée », Thomas Sankara (2001a : 46) postule que la libération de l'Afrique passe par l'émancipation civile des femmes et exige que ces dernières aient les mêmes droits que les hommes. Elles ne doivent plus passer après leurs père, frères, époux ou fils et leur situation matrimoniale ne doit pas être un facteur de discrimination ou d'exclusion. Des femmes célibataires sans enfant se sont vues ainsi nommées dans le gouvernement et à de hauts postes de l'administration publique. La Réforme Agraire et Foncière (RAF) effectuée par l'équipe de Sankara en 1984¹⁰⁴ a permis à un plus grand nombre de femmes, mariées ou non, d'être propriétaires de titres fonciers au même titre que les hommes, même si le droit des femmes à la propriété foncière est absent de l'imaginaire traditionnel burkinabé. En effet, en 2005, nous avons participé à un recensement de la population d'une ville moyenne -Boromo- aux fins de lotissement¹⁰⁵, où nombre d'hommes, de personnes âgées surtout, étaient étonnés qu'on prenne en compte les femmes. « Mais, on recense les femmes aussi. Ah bon, je ne savais pas ! » ; « Je fais recenser un seul enfant parce que les autres enfants sont petits, les autres sont des filles » étaient des propos récurrents les deux premiers jours de l'opération. Ces attitudes se réfèrent à la tradition qui exclut les femmes du droit de propriété foncière, étant donné qu'elles quittent leur village d'origine par le mariage. La loi sur la RAF s'expliquait, comme le rappelle Jean-Pierre Jacob (2005 : 6), non seulement par des visées politiques internes, notamment la volonté d'affaiblir les chefferies coutumières chargées traditionnellement de la gestion foncière, mais aussi par une volonté de débloquent l'accès au foncier urbain pour le plus grand nombre, sans discrimination aucune. La RAF en consacrant le droit des femmes à des

¹⁰⁴ La RAF a été relue en 1991 et 1996.

¹⁰⁵ Le lotissement est défini comme une opération qui a pour but « la division d'un terrain nu en plusieurs lots équipés et destinés à l'habitation et aux activités connexes » (Article 2 de l'Arrêté conjoint n°2002/013/MIHI/MATD du 02 mars 2002, p.2).

biens immobiliers, les soulage des problèmes de logement en cas de séparation ou de divorce : elles peuvent acheter des terrains et construire en leur propre nom. L'accès au foncier en effet, est d'un enjeu central dans ce pays où la spéculation immobilière constitue l'un des principaux fronts économiques.

La Révolution visait aussi un décloisonnement des rôles de sexe par l'accueil de femmes dans des domaines traditionnellement masculins (armée, police, transport public, etc.) et l'organisation d'actions de sensibilisation, telle que la journée « Les maris au marché » tenue le 22 septembre 1984¹⁰⁶. Le mouvement révolutionnaire a également instauré un cadre organisationnel politique propre aux femmes, d'abord par la direction de la mobilisation et de l'organisation des femmes, puis par la création de l'Union nationale des Femmes du Burkina (UFB) le 19 septembre 1985. L'UFB avait des sections et des sous-sections dans les provinces. Les femmes responsables dans ces structures rencontraient, toutefois, des difficultés pour faire passer le discours sur l'émancipation des femmes en raison, d'une part, des réalités socioculturelles et, de l'autre, du fait qu'elles étaient vues par leurs sœurs des villages comme des privilégiées ne vivant pas leurs réalités. « Les femmes qui [...] dirigeaient [les comités UFB] étaient le plus souvent issues de la petite bourgeoisie et avaient du mal à faire passer ce discours nouveau parmi les femmes. Les actions les plus efficaces demeurent sans doute celles qui consistaient à tenter de trouver des revenus aux femmes en leur apprenant un métier » (Jaffré 1989 : 108). Même de nos jours, les activités rémunératrices constituent une bonne porte d'entrée pour la sensibilisation des paysan-ne-s à d'autres réalités, telles la gestion des ressources naturelles, la planification familiale, l'éducation des enfants et l'excision. C'est aussi sous la révolution que la construction de maisons de la femme, considérées à l'époque

¹⁰⁶Ce jour-là, les époux ont été invités à faire le marché à la place de leurs épouses pour leur faire prendre conscience de la difficile tâche assumée par ces dernières et pour favoriser un changement de mentalité en décloisonnant les rôles de sexes. Si des auteurs-es tel Kanse (1989 : 69), trouvent que cette journée a été un échec, l'observation montre que, à la suite de cet événement, davantage d'hommes font le marché au Burkina Faso. Toutefois, une telle action n'a pas été répétée depuis lors.

comme les poumons de la révolution, a été entamée (UFB, sans date). Ces locaux servent, aujourd'hui, de cadre pour diverses activités en direction des femmes. Enfin, la Révolution s'est invitée dans les foyers et a sommé époux et épouses de militer dans les structures révolutionnaires. Tout homme qui s'opposait à l'engagement militant de sa conjointe était traité de réactionnaire et susceptible d'être sévèrement puni par les responsables des comités de défense de la Révolution : licenciement ou dégageant de la fonction publique et même bastonnade. La pensée révolutionnaire a ainsi remis en cause le droit de contrôle des époux sur la liberté de pensée et de mouvement de leurs épouses et dénoncé les représentations et les pratiques machistes, en reconnaissant les femmes en tant que sujets libres de leur choix de vie.

Il convient de souligner aussi que le président de la révolution, Thomas Sankara, appliquait les principes de la révolution d'abord à lui-même, une sorte de caution par le haut. Ainsi, dans sa volonté de forger l'homme burkinabé intègre, fier de son identité, ayant du respect pour la chose publique et comptant d'abord sur ses propres forces, Sankara encouragea la création d'une *Commission du Peuple Chargée de la Prévention de la Corruption (CPPC)*. Comme son nom l'indique, cette commission avait pour mission essentielle de travailler à la lutte contre la corruption par la nomination de personnes de bonne moralité et la répression des personnes fautives. La première séance de la CPCPC fut convoquée, le 19 février 1984 au palais de justice de Ouagadougou, la capitale, pour entendre la déclaration de biens de certaines personnalités. Thomas Sankara fut le premier à se livrer à l'exercice devant une foule nombreuse et un auditoire radiophonique. Nous avons encore en mémoire les rires et les exclamations d'étonnement du public quand il déclara que « Nous [son épouse et lui] avons deux salaires : mon salaire, (confirme la fiche de solde émise par la Direction de l'Intendance Militaire) révèle un net de 138.736F CFA par mois (rires dans la salle). Mon épouse a un salaire de 192.698F CFA (rires dans la salle) » (Bila Kaboré, 2002 : 188). Ce fait nous avait profondément marquée alors que nous avions 16 ans : voilà un homme, qui plus est, Président de la République qui ne se gêne pas

pour rendre public que le revenu de son épouse est plus élevé que le sien ! Cette attitude du premier responsable du pays suggère qu'indépendance et même supériorité économique des femmes ne riment pas avec discorde ou irrespect pour les hommes. D'ailleurs, Mariam Sankara, contrairement à la grande majorité des premières dames, ne mettra pas en veilleuse sa carrière professionnelle lorsque son mari sera à la présidence. Elle conservera son poste de chef de service au Conseil Burkinabé des Chargeurs (CBC). Cette histoire personnelle du Président a une symbolique forte qui remet en cause la tradition qui veut que vis-vis de l'extérieur, la femme soit dans une position économique inférieure à son époux. Donner l'exemple est un moyen efficace pour entraîner un changement des mentalités et l'essentiel de la démarche de Sankara allait dans ce sens. S'appliquer à lui-même ses principes était l'une des assises de son credo politique. Fait à noter plus qu'à titre anecdotique, son escorte motorisée était exclusivement composée de femmes (Jaffré, 1989 : 109-110).

La Révolution a ainsi bâti les fondations de nombreux droits formels concédés aux femmes burkinabé, telle la possibilité de posséder des titres fonciers à l'image des hommes. Ces différents gains confirment la thèse de Alzon (1978 : 344) qui dit que pour la suppression d'une inégalité,

la prise de conscience des dominants est au moins aussi importante que celle de leurs victimes. L'histoire montre éloquemment que si la révolte part d'en bas, elle ne peut aboutir que si elle trouve un écho en haut. Aussi longtemps que les dominants sont convaincus, à tort ou à raison, de leur bon droit, toute révolte est d'avance vouée à l'échec. C'est quand certains d'entre eux doutent de la justesse de leur cause, ébranlant les convictions des autres, qu'un changement réel peut avoir lieu.

Soulignons toutefois avec force que si la révolution a bâti des fondations de droits des femmes, les différentes mesures n'ont pas, par la suite, toujours été accompagnées d'un maintien d'un engagement politique fort et concret en faveur de l'égalité entre hommes et femmes au Burkina. Les normes machistes restent fortes et la division

sociale traditionnelle des sexes reste le référent dans la vie quotidienne des Burkinabé.

3.1.6 Récapitulatif des grands moments dans le comportement politique des femmes burkinabé

Globalement, l'on peut identifier quatre grandes périodes dans l'évolution du comportement politique des femmes au Burkina. Pour avoir une idée plus précise des étapes de la participation politique des femmes au Burkina, voir l'appendice F qui présente les divers jalons de la participation des femmes à la gestion des affaires publiques au Burkina. La première période, de l'indépendance à la révolution (1960-1983) peut être considérée comme une *période d'initiation*. La deuxième, la période révolutionnaire (83-87) a été celle *de l'éveil des consciences*, de *décollage*. La troisième, de 1987 à 1995 -fin de la première législature-, a été une période de *participation-observation*. Enfin, la quatrième période, *celle de la « revendication » en faveur de la participation féminine* s'amorce en 1995 et prend son véritable envol à partir 2006-2007. Cette dernière phase est caractérisée par une volonté plus explicite d'augmenter le nombre de candidatures féminines de tous les niveaux de formations, aux différentes élections, donc de faire sentir la présence des femmes dans l'espace politique burkinabé par l'intensification d'activités de lobbying.

Malgré cet élan positif, les femmes restent, comme il a été déjà fait mention, de bonnes électrices et militantes utilisées pour mobiliser la base électorale, mais rarement considérées comme des candidates ou des élues potentielles. Au regard de la présence accrue des femmes dans le champ politique, on pourrait croire celles-ci participent de mieux en mieux à la construction du processus démocratique, d'une « démocratie avec les femmes ». Or, dans les faits, il s'avère qu'elles n'ont pas accès aux positions qui leur permettraient d'avoir une influence significative sur les grandes décisions. Les statistiques le confirment : le leadership politique est essentiellement masculin au Burkina Faso. La division sexuelle du champ et de l'action politique les

confinent dans la sphère domestique. Tiendrébéogo-Kaboret (sans date : 3) citant Diaw (1998) qui évoque la « théâtralisation » du pouvoir politique africain dit que « les femmes sont à la fois « spectatrices » et « ouvreuses », plus rarement des actrices ou des metteurs en scène de ce théâtre ».

3.2 La question et les intentions de la recherche

3.2.1 La délimitation du sujet : toute une recherche en soi !

Le thème Femmes burkinabé et luttes politiques est d'un grand intérêt pour nous depuis quelques années, comme nous l'avons déjà mentionné. Mais pendant longtemps, nous avons hésité au sujet de l'angle d'observation à privilégier. Mettre en lumière *la mémoire oubliée ou encore la contribution occultée de figures féminines burkinabé* nous est apparu une thématique intéressante, car il semble bien que dans la soixantaine d'ethnies que compte le pays, seule la mémoire des pères ou des oncles maternels, qui est transmise de mères en filles, est gardée vivante. Oui, ce thème semble original et promet de nous sortir des thèses classiques, avec peut-être en corollaire des félicitations du jury pour un travail original ! Mais pour cela, il nous fallait en mesurer la faisabilité. Nous sommes donc allée, à la manière d'un industriel qui veut lancer un nouveau produit, prospecter le terrain. Les premiers résultats furent décevants eu égard aux ressources dont nous disposions. En effet, ainsi que l'ont relevé nombre d'auteurs-es dont Monique Ilboudo (2007 : 164), « [l]'histoire orale [burkinabé] a retenu très peu de noms ayant bravé la loi patriarcale ». Elle est essentiellement unijambiste ; les mémoires féminines burkinabé sont rares, voire absentes de la production historique burkinabé en général et de l'historiographie féministe en particulier.

Le premier séjour de terrain (pré-terrain) a donc mis en relief la difficulté que nous aurions à mener à terme une telle recherche dans le temps qui nous était imparti et avec les moyens humains (nous seule) et financiers dont nous disposions. La grosse

faille historique de l'occultation de la contribution des femmes que nous voulions corriger a constitué en elle-même une contrainte de taille. Mais, loin de nous décourager, cette situation a nourri notre réflexion : le devoir de mémoire ne concerne pas uniquement le passé, mais aussi le présent. Travailler à rendre visibles les femmes, aujourd'hui actives en politique, est aussi une démarche qui rompt avec l'invisibilisation des femmes dans la sphère publique. Nous avons donc en main le sujet de notre recherche, soit la *participation des femmes à la vie politique au Burkina Faso* !

3.2.2 La question de recherche et l'objectif général

Comme souligné en introduction, plusieurs travaux très intéressants dénoncent l'insuffisante représentativité des femmes en politique au Burkina Faso et en brossent les facteurs explicatifs (barrières socioculturelles, économiques, liées aux pratiques politiques). M. Ilboudo (2006 : 132), par exemple, propose trois facteurs pour expliquer cette sous-représentation des femmes dans le champ politique burkinabé. D'abord, sur le plan intellectuel, les femmes, en raison d'une éducation et d'une scolarisation non épicènes et inégalitaires, sont mal préparées à la politique. En outre, étant confinées dans les foyers, elles ne développent pas une ouverture d'esprit et des prédispositions à cet effet, contrairement aux hommes qui ont l'occasion de débattre de politique dans les lieux publics. Ensuite, la socialisation normative des femmes, qui veut qu'une bonne épouse soit discrète et évolue à l'ombre de son mari, fait que, tant sur le plan psychologique que stratégique, les femmes africaines sont défavorisées ; la politique demande d'être visible et d'avoir suffisamment d'assurance pour tenir les rênes du pouvoir. Il faut également considérer que les impératifs et les contraintes liées aux tâches de reproduction et d'entretien assignées aux femmes leur laissent bien peu de temps pour s'adonner à la politique. A l'image de l'analyse de M. Ilboudo (2006), plusieurs travaux pointent les aspects normatifs régissant les prédispositions et comportements des deux sexes, mais aucun, à notre connaissance,

n'étend l'analyse sous l'angle privé des rapports de sexe. Notre contribution, à travers cette recherche, est de voir comment la division sociale des sexes opère dans l'univers politique du Burkina et, sur la base de cette analyse, proposer des pistes d'actions pour une meilleure représentation et participation des femmes en politique.

Ainsi, reconnaissant d'entrée de jeu l'existence déterminante de facteurs socioculturels, religieux, politiques et économiques dans la construction du rapport des femmes à l'espace politique, la question qui traverse la présente recherche est de savoir *comment la division sociale des sexes se traduit et se reproduit dans l'univers politique du Burkina* Faso, alors même que depuis quelques années des organisations nationales et internationales, œuvrent à augmenter la participation des femmes à la vie politique ? Concrètement, à partir de témoignages de femmes, qui, en dépit de multiples contraintes, sont actives au sein des instances gouvernementales, parlementaires et municipales, nous travaillerons à comprendre, à partir de leurs discours et à la lumière de leurs trajectoires personnelles, qu'est-ce qui a favorisé leur accès à des instances de pouvoir, comment vivent-elles et exercent-elles le pouvoir et comment entrevoient-elles la possibilité de changement en regard de la situation au Burkina. Il s'agit donc d'examiner les trois dimensions suivantes : *les facteurs catalyseurs et les barrières à l'entrée des femmes en politique, le rapport au politique des femmes*, c'est-à-dire les idées et les stratégies qu'elles développent et les *propositions pour une meilleure participation des femmes à la vie politique au Burkina*.

L'idée qui guide ce travail est que l'idéologie et les structures socio-matérielles du mode d'organisation patriarcale de la société burkinabé (machisme, faible taux de scolarisation des femmes, conservatisme religieux, polygamie, etc.) sont des forces structurantes des positions que les individus occupent dans la société. Nous souhaitons, à travers cette recherche, donner une synthèse des perspectives examinées sur la vie politique au Burkina et, contribuer à une meilleure compréhension de

l'insuffisante présence des femmes sur la scène politique en faisant ressortir des spécificités africaines et burkinabé. Cet éclairage devrait permettre de penser des stratégies idoines pour une meilleure participation des femmes à la gestion des affaires publiques. Notre souhait est que cette recherche stimule la réflexion autour de la problématique *femmes et vie politique en Afrique* et, amène de plus en plus d'élites féminines burkinabé à s'engager de façon active dans la vie politique et qu'elle lève le tabou qui frappe le débat autour du thème *carrière professionnelle des femmes et vie d'épouse et de mère*. Si, comme nous l'ont confié plusieurs femmes politiques, les formations données par le National Democratic Institute for international affairs/ Burkina -structure intervenant dans l'encadrement des femmes en politique- leur ont donné plus de confiance en elles-mêmes, nous souhaitons que le présent travail contribue à donner à d'autres femmes le désir de s'impliquer en politique et leur fasse voir la pertinence, voire la nécessité d'une meilleure représentation féminine dans les instances de pouvoir au Burkina.

3.2.3 Les objectifs spécifiques

Ainsi que nous l'avons déjà démontré, les femmes sont encore largement sous représentées dans les grandes sphères de décision au Burkina. Il s'agit donc, dans un deuxième temps, *de questionner cette insuffisante présence des femmes* dans la sphère politique du Burkina Faso afin de mettre en lumière non seulement les contraintes, mais aussi les conditions nécessaires sinon suffisantes pour favoriser un meilleur taux de participation. Ainsi, en se basant sur les parcours, les motivations et les représentations de quelques unes qui ont assumé ou assument des mandats nominatifs et électifs, nous dégagerons *les facteurs positifs ainsi que les contraintes qui président à l'accès des femmes au pouvoir politique au Burkina*. Souscrivant au devoir de mémoire qui a été à l'origine de notre projet, la présente recherche permet également, *de repérer des précurseuses et de sortir leur contribution de l'ombre*. Enfin, l'analyse des données et des témoignages recueillis nous mène à dégager des

pistes d'actions susceptibles de contribuer à l'augmentation de la participation et de la visibilité des femmes dans le champ politique, en particulier au Burkina. Tels sont les quatre objectifs spécifiques que nous poursuivons à travers cette recherche.

CHAPITRE IV

LA PARTICIPATION DES FEMMES À LA POLITIQUE : L'APPORT DE LA LITTÉRATURE

Ce chapitre fait une recension des travaux relatifs à notre thème, notamment les écrits sur les causes de la sous-représentation des femmes en politique et sur le rapport des femmes au pouvoir. Il discute de la potentielle existence du matriarcat, des différentes catégories de contraintes à la participation politique des femmes identifiées dans la littérature traitées dans différentes études, tout comme de la question des différences de comportement selon le sexe dans le domaine politique. Enfin, il révèle aussi la polysémie du concept de politique en fonction des perspectives retenues (libérale, féministe...). C'est au chapitre suivant que nous mettrons en débat les théories féministes autour de la question du pouvoir.

4.1 Matriarcat, sociétés « matristes » : un mythe

Lorsque la question du rapport des femmes au pouvoir est abordée, une question légitime vient à l'esprit : *y a-t-il eu des sociétés où le pouvoir politique était détenu par les femmes ?* A ce propos, Collin (1987 : 110) note que « pour démontrer le pouvoir des femmes, il faut qu'il y ait eu un jour une société qui aurait fonctionné sur [le principe du matriarcat] et aurait été « meilleure » que les sociétés patriarcales, [contemporaines] sinon idéale ». Avec des motifs différents (étude de l'évolution des sociétés), ethnologues et marxistes ont cherché à démontrer l'existence de sociétés matriarcales ou de sociétés prépatriarcales, c'est-à-dire de sociétés où le pouvoir était exercé par les femmes ou tout au moins de sociétés dans lesquelles elles avaient une

position politique privilégiée. Ont participé de cette problématique les travaux de Johann Jakob Bachofen, *le Droit maternel* (1861), *Du règne de la mère au patriarcat* (1980), de Robert Briffault *The mothers : the matriarchal theory of social origins* (1993), de Jacques Marcireau, *Le Matriarcat, 1981*, de Françoise d'Eaubonne *Les femmes avant le patriarcat* (1977) et de Dominique Brunet, *La femme expliquée. L'histoire d'un truquage* (1982).

Dominique Brunet (1982 : 14), par exemple, affirme qu'«entre l'époque de l'apparition de l'homme de Néanderthal de cent mille à trente mille ans avant notre ère, jusqu'à la fin de la période néolithique, il y a environ cinq mille ans, la femme représente **le sexe dominant**¹⁰⁷ du fait qu'elle assume une position sociale prépondérante ». En raison de leurs activités, la cueillette puis la culture, leurs responsabilités – dans l'approvisionnement du clan, la garde et l'entretien du feu, la domestication d'animaux sauvages, la fabrication d'ustensiles de cuisine, la confection de vêtements, la construction d'habitations, leurs connaissances médicinales –, les femmes constituaient la force motrice du clan. Elle soutient son propos sur la base de travaux d'anthropologues tels Robert Briffault (1927), Françoise d'Eaubonne (1977) déjà cités, Evelyn Reed (1975), Ernest Borneman (1979) qui montrent que les femmes ont été les premières à développer la médecine et l'architecture notamment. Brunet (1982 : 16-17), pour sa part, postule que la prééminence des femmes dans les sociétés prépatrilas ne résidait pas uniquement dans leur contribution pour la survie et le bien-être du clan, mais relevait surtout de leur fonction procréative : la fonction de l'homme dans le cycle de la procréation leur étant alors inconnue, un pouvoir surnaturel dont seules les femmes étaient dépositaires était en conséquence associé à la maternité. Elles étaient ainsi déifiées. Le sexe féminin, poursuit-elle a donc été « le premier à avoir une représentation divine. Les dieux mâles n'apparaissent que tard dans notre histoire humaine : ils se

¹⁰⁷ C'est nous qui soulignons

présentent en conjonction avec l'établissement des sociétés patriarcales, entre trois mille et mil (sic) cinq cent environ avant notre ère » (Brunet 1982 : 16-17).

Françoise d'Eaubonne adopte une position plus nuancée dans *Les femmes avant le patriarcat* (1977). Elle n'affirme pas que le matriarcat ait existé, mais soutient qu'il y a eu des *formes intermédiaires* de sociétés entre le matriarcat et le patriarcat – deux formes extrêmes – où le sexe féminin avait du pouvoir et était sacralisé. Ce serait, selon elle, l'avènement de l'agriculture mâle et la prise de conscience du rôle des hommes dans la fécondation qui a amené la perte de pouvoir des femmes dans la société planétaire. Elle reproche à Bachofen, le ténor de la thèse du matriarcat, d'avoir confondu ce système d'organisation sociale et matriarcat. Dans la même veine, Borgeaud *et al* (1999 : 239) ont scruté « l'atelier », le lieu de travail et de recherche, de Bachofen et en sont même arrivés à la conclusion qu'il s'agissait d'un « laboratoire imaginaire où s'expérimentent les limites du possible social, la gynécocratie restait [...], confinée dans le mythe [...] ». Ces auteurs ont mis en exergue la part de rêve dans l'élaboration d'une telle théorie.

Ainsi, la majorité des chercheurs, chercheuses et féministes s'accordent pour classer les travaux sur le matriarcat dans la mythologie. **Ils, elles sont presque unanimes pour affirmer qu'il n'y aurait jamais eu de véritables sociétés matriarcales**, c'est-à-dire de sociétés où le pouvoir aurait été exercé directement par les femmes, mais que des sociétés matrilineaires, soit des sociétés où l'exercice du pouvoir, l'héritage ou la filiation se font en ligne maternelle, ont existé. C'est le cas, entre autres, des sociétés Dagara¹⁰⁸ et lobi au Burkina Faso. L'existence d'une domination masculine sous différentes formes et degrés divers est donc généralement considérée comme un phénomène constant de l'organisation des sociétés connues.

¹⁰⁸ Cette société est communément classée dans les sociétés matrilineaires du fait que les enfants portent traditionnellement le patronyme de leur mère mais Dabiré (1989 : 54) parle plutôt de « filiation bilinéaire hiérarchisée avec une priorité du patriclan sur le matriclan ».

A partir de ce constat, plusieurs thèses seront développées pour expliquer l'état de subordination des femmes dans la société et singulièrement leur faible présence dans la sphère politique.

4.2 Les contraintes et obstacles à la participation politique des femmes

Afin d'étayer notre question de recherche sur la *division sociale des sexes et le rapport des femmes au politique*, il nous paraît important de présenter les facteurs invoqués par les uns-es et les autres pour expliquer la sous-représentation des femmes en politique. La grande majorité des études concerne des situations occidentales, mais demeurent néanmoins, pertinentes pour la construction de notre grille d'analyse, même si une mise en contexte s'impose afin d'inscrire, en autant que faire se peut, la réalité africaine et particulièrement burkinabé dans cette lecture. Les différentes analyses mettent, en effet, en évidence les processus socioculturels et politiques qui prennent racine dans la division sociale des sexes et structurent la place des sexes dans la vie publique.

4.2.1 Le facteur physiologique

Les auteurs-es qui évoquent des facteurs physiologiques ou psychologiques pour expliquer la domination des femmes par les hommes établissent généralement une hiérarchie entre les sexes. Du côté de l'homme, la raison, la force, la chaleur, l'endurance et du côté de la femme, l'émotion, l'affection, la faiblesse, la veulerie (Aristote, *Politique I*, 2 ; Tönnies, 1977). Freud comme Aristote expliquent la domination masculine par une logique de *présence/absence*. Pour ce dernier, les femmes seraient privées de la capacité d'engendrer, « [s]eul le mâle peut être considéré comme fécond, parce qu'il produit la semence qui transmettra à l'embryon l'essence de l'espèce » (Agacinski, 1998 : 45). Freud ([1925] 1973) pour sa part, considère qu'il y a une seule sexualité, celle de l'homme, ce qui en l'occurrence

explique sa supériorité, d'autant que ce serait, selon lui, l'absence de pénis qui constitue la caractéristique principale du féminin.

Pour ces auteurs et ceux et celles qui s'en inspirent, c'est donc les manques, les carences qui caractérisent tant la biologie des femmes – l'absence du pénis – que leurs attitudes et prédisposition (manque de rationalité et d'objectivité) qui expliqueraient leur infériorisation dans la société et leur marginalisation de la vie publique. Bref, ce seraient des déterminismes physiologiques et intellectuels qui justifieraient la domination des hommes sur les femmes. Les seules conclusions à tirer d'une telle conception, serait, selon Alzon (1978 : 13) que :

Si la femme n'a d'autre sexualité que celle de l'homme, pleinement réalisée chez lui, mais avortée chez elle [la femme], le comportement qui en dérivera sera lui aussi marqué par l'inachèvement et l'échec. C'est parce qu'il disposera de l'énergie qui lui confère un phallus que l'homme pourra se montrer entreprenant. C'est parce qu'elle n'en dispose pas que la femme est vouée à subir.

D'autres auteurs-es, sans se référer directement aux caractéristiques biologiques ou aux traits physiques et psychiques des femmes et des hommes, constatent que les femmes constituent un enjeu de pouvoir. Ainsi, Alzon (1978 : 27) constate que « Les femelles [dans le monde animal] sont écartées du pouvoir en même temps qu'elles en sont l'objet. Là est la caractéristique fondamentale de l'oppression du deuxième sexe, que nous retrouvons chez l'Homme, [...] et qui dure toujours ». Cette affirmation vient en écho de témoignages de personnes âgées au Burkina qui nous ont raconté comment les membres masculins de leurs groupes respectifs ont dû livrer bataille (à l'arme blanche) à d'autres groupes pour récupérer une ou des femme-s. La femme, en l'occurrence, constitue un enjeu en raison de sa fonction de reproduction.

Aujourd'hui, les explications basées sur la nature des femmes sont largement rejetées et ont été déconstruites par nombres d'auteurs-es dont les féministes. Ces dernières telles Simone de Beauvoir dans le *Deuxième sexe* (2001), Shulamite Firestone dans la

Dialectique du sexe (1970 : 95) ou Poala Tabet dans *La construction sociale de l'inégalité des sexes* (1998) reconnaissent que l'oppression des femmes est spécifique, liée à leur sexualité et à leurs fonctions reproductives, mais expliquent celle-ci par une construction sociale autour du physique des femmes et non en raison de leur physique en lui-même. Dans ce sens, Collin (1985 : 148) soutient que l'oppression sexuelle des femmes est la plus radicale de toutes parce qu'elle s'insinue dans leur vie physique, intime et relationnelle.

L'opresseur n'est pas pour elles un ennemi extérieur : il est leur partenaire le plus intime, installé au cœur de leur vie privée, et même de leur corps. Il est leur amant, leur frère, leur père, leur époux, leur fils, autant que leur patron, prêt à sévir, et à faire rapport. Contre lui, il n'y a donc pas de refuge nulle part. Les femmes ne peuvent, comme les autres opprimés, réserver un espace privé, collectif ou individuel, qui leur donne une position de repli par rapport à l'espace d'exploitation.

Ainsi, ces féministes, convaincues que l'oppression des femmes est largement fondée sur une volonté d'appropriation de leur sexualité et de leurs fonctions reproductives, vont chercher à mettre en évidence les différents processus sociaux qui rendent une telle appropriation possible.

4.2.2 Le facteur sociologique : Les barrières socioculturelles

Un grand nombre d'auteurs-es soutiennent que la fonction reproductive des femmes et leur assignation à l'univers domestique ont été utilisées pour les écarter de la sphère publique, du pouvoir (Collin, 1975 ; Mathieu, Tabet, 1985 ; Mathieu, 1991 ; Collin *et al*, 1992 ; Gaspard, 1994 ; Tahon, 1997 ; Marques-Pereira, 2003, Tiendrébéogo-Kaboret sans date). Les différentes sociétés ont fait de la condition biologique de la femme un destin. dit Collin (1975 : 72) justifiant l'introduction sociale d'une division/hiérarchie entre privé et public : aux femmes, la sphère privée d'éducation des enfants, de soins aux enfants et aux personnes et aux hommes, la sphère publique et les activités économiques hors du foyer. En un mot, les tâches

moins gratifiantes et moins valorisées ont été attribuées à la femme et celles valorisantes, à l'homme (Sen, Grown et DAWN, 1992 ; Godelier 1982). Cette division sociale des sexes, caractérisée par une *séparation de sphères et une ségrégation spatiale* (Tremblay 1993), est légitimée par différents mécanismes de socialisation à travers lesquels les individus acquièrent les valeurs, les normes, les modèles du groupe auquel ils appartiennent. Outil de contrôle social, la socialisation vise à amener les individus à se comporter selon ce que la société attend d'eux en fonction de leur âge et de leur sexe pour assurer une intégration harmonieuse des statuts et des rôles des uns et des autres. Bien que variable dans le temps et l'espace, la socialisation à l'identité de sexe s'exerce généralement au bénéfice des hommes et se double, dans certaines sociétés, d'un enfermement physique des femmes. Ainsi, les discours religieux à travers l'histoire ont représenté un important agent de socialisation. Ils ont fortement contribué à légitimer le maintien d'un ordre inégalitaire entre les sexes et justifier l'effacement des femmes par la volonté divine. C'est encore aujourd'hui ce que préconise, par exemple, avec un succès inquiétant l'islam intégriste qui incite à l'exclusion des femmes de la sphère publique, terre des hommes, pour répondre à la volonté d'Allah. Mais la religion n'est pas la seule instance socialisatrice à l'œuvre dans la reproduction des rapports sociaux de sexe. On n'a qu'à penser aux messages véhiculés de nos jours par les médias, les publicités, les jeux vidéos et les vidéo-clips, tout comme aux représentations du féminin et du masculin que véhiculent les univers de la littérature ou des jeux présentés aux enfants en bas âge par les parents et l'école. Plus près de nos propos d'analyse, l'absence de modèle de mixité que présentent les hautes sphères des mondes de la finance ou de la politique intervient sans aucun doute dans la façon dont les femmes sont appelées à envisager leurs trajectoires professionnelles et leur contribution citoyenne.

Pour plusieurs auteurs, il est indéniable que les femmes sont donc moins susceptibles de s'intéresser à la politique parce qu'elles sont moulées dans une culture qui les en détournent. Par ricochet, cet environnement socioculturel ne favorise pas le

développement d'une personnalité apte à faire face aux rouages du politique (Duverger, 1955 : 133 ; Fournier, 1978 : 27 ; Badini-Folame, 2003: 1108-1110 ; Ba et Diop, 2005 ; NDI, 2005 : 5-6 ; Ilboudo 2006 ; Pardell, 2005 : 527 ; Zakane, 2006 : 10-11). Certaines femmes ont ainsi intériorisé le syndrome de la non compétence ou éprouvent des sentiments de malaise face à l'ambition et à la compétition. D'autres encore rebutent le champ politique fait de duels fratricides et d'injustices. « Le pouvoir, dit Louise Harel¹⁰⁹, est un exercice cruel : on peut avoir raison et perdre ou avoir tort et gagner. Cela va à l'encontre de l'héritage culturel féminin, où une personne est récompensée lorsqu'elle agit bien et inversement » (Guéricolas, 2006 : 10).

Les contraintes environnementales sont amplifiées, pour les femmes, par des contraintes « situationnelles » liées à leur rôle et statut. Indéniablement, sous le poids de leurs responsabilités domestiques et familiales, la grande majorité d'entre elles manque de temps et de « quiétude d'esprit » pour s'adonner à la politique (M. Ilboudo, 2006 ; CGD, 2005 ; Badini-Folame, 2003). Qui plus est, pour les femmes africaines, l'accord familial n'est pas toujours facile à obtenir et « c'est pourquoi les femmes politiques sont, bien souvent, veuves ou divorcées. Celle qui n'est pas prête à sacrifier sa vie privée ne peut pas faire de politique¹¹⁰ » observe Marie Angélique Savané, féministe sénégalaise. De même, Aoua Keita voit dans l'opposition du mari le principal obstacle (Coquery-Vidrovitch, 1994 : 283-286). Les contraintes situationnelles vont aussi pousser plusieurs femmes à briguer les suffrages à un niveau plus proche de la base, municipal ou local (Pitre, 1997 : 10). Les activités à ces niveaux requièrent moins de déplacements, donc moins d'absences du foyer. En

¹⁰⁹ Louise Harel est députée depuis plus de 25 ans au Québec. Elle est interviewée par Pascale Guéricolas, « On a fait encore des princesses de nos filles ». *Gazette des femmes*, Mai-juin 2006, Vol. 28, no 1, p.10-11.

¹¹⁰ Marie Angélique interviewée par Valérie Thorin dans *Jeune Afrique* no 2356 du 5 au 11 mars 2006, p. 34.

Afrique, au Burkina, cette stratégie a aussi l'avantage de contourner la barrière de la langue ; la langue de travail peut être nationale, locale (Ilboudo, 2006).

Enfin, des femmes leaders pointent le manque de solidarité et la jalousie entre femmes, à la manière de « nul-le n'est si bien trahie que par les siens-nes ». Des élues interviewées par Tardy en 1982 au Québec comme par Pitre (1997) au Nouveau-Brunswick, deux provinces du Canada, soulignent ce facteur qui a été relevé aussi par des responsables d'associations féminines lors de notre préterrain en juillet 2006 et terrain de septembre à décembre 2007.

[...] I think that females take a lot of criticism from a lot of females. Women, I think, maybe because of upbringing or societal traditions and things like that, tend to revere a male much more than a female. A female is like: "Who does she think she is ?" Where a man, they won't ask these types of things. (Une mairesse, Pitre, *Ibid.* : 70)

4.2.3 Le facteur historique : la colonisation et les religions dites révélées

Comme déjà souligné, nombre d'auteurs-es telles Lebeuf (1960), Awori (1975), Deves (1975) Coquery-Vidrovitch (1997), Knibieller et Goutallier (1985), Odile Goerg (1997), Pala et Ly (1997) soutiennent que les femmes occupaient, dans la société africaine précoloniale, une position sociale privilégiée qui a été dégradée par des facteurs extérieurs, notamment la colonisation et les religions dites révélées, judéo-chrétiennes et islamique. Boserup (1983) tout comme Sophie Dulucq (1997 : 2-3) et Coquery-Vidrovitch affirment que la colonisation a modifié les circuits sociaux, économiques et politiques au détriment des femmes.

Marie-Christine Brugaillère (1987 : 91) se basant sur les travaux d'Yvonne Knibieller et Régine Goutalier (1985) abonde dans le même sens en affirmant qu'en Afrique noire, les femmes étaient en réalité les nourricières de leur communauté. Les activités de culture des champs leur procuraient de petits revenus qui leur assuraient une modeste indépendance économique. La colonisation a cependant ruiné ce modeste

équilibre et creusé un fossé encore plus profond entre les hommes et les femmes, au détriment des secondes en ayant uniquement les hommes comme groupe cible dans le processus de modernisation. Avec la même position, Odile Goerg (1997 : 2) dit que :

Abordant des sociétés extrêmement diversifiées, les colonisateurs cherchèrent rarement à adapter leur politique en fonction des structures sociopolitiques antérieures. Ils restèrent aveugles aux réalités de pouvoir qui concernaient certaines catégories de femmes en fonction de leur âge, de leur statut social ou encore de leur poids économique. Les rôles politiques des femmes furent ainsi dénigrés dans le cadre de la sujétion coloniale.

S'appuyant aussi sur le document de Perrot et Van Dantzig (1994), elle souligne le fait que des femmes, des chefs Ashanti du Ghana, ont perdu avec la colonisation leur rôle officiel d'intérimaires en cas d'absence de leurs conjoints (Goerg (1997 : 7).

Ndri-Lumumba (1996) ainsi que Taylor (2002), pour leur part, affirment sans ambages que les femmes avaient un meilleur *pouvoir politique* dans la société précoloniale et que c'est la colonisation qui les a placées à la périphérie de celui-ci. Ainsi Taylor (2002) citant Assié Lumumba (1999) dit que la définition libérale de la démocratie se centre davantage sur la raison, les lois et les libertés de choix et oublie de prendre en compte « les contingences historiques qui ont limité les chances des femmes d'exercer leur liberté. Au contraire, dans le cas de l'Afrique, les organisations politiques précoloniales [...] connaissaient [...] un équilibre entre les sexes dans la formulation et la mise en œuvre des politiques, ainsi que la participation des femmes dans le processus politique » (Taylor, 2002 : 36-37). Édouard J. Maunick (1976), tout comme Sorel et Simone Pierron Gomis (2004), eux, évoquent les biographies d'un certain nombre de figures féminines qui auraient marqué « l'époque du temps jadis », l'histoire politique précoloniale. Sont citées par exemple, les princesses Yennenga et Pabré de la société *moaga* du Burkina Faso, Yaa Asantiwa, reine mère Ashanti au Ghana qui aurait opposé une résistance au pouvoir britannique

et Kimpa Vita, plus connue sous le nom de Dona Béatrice, qui elle, se serait opposée au colonialisme portugais, etc.

En ce qui concerne les religions, Tassé (1927 : 32) affirme, dans le cas de l'Europe, que le christianisme a eu un impact négatif sur l'influence et la liberté des femmes dans l'empire romain. En écho, Françoise Gange (2007 : 11-18) nous fait savoir qu'il a existé un premier christianisme différent de celui de Rome, le courant gnostique (de gnose : vérité). Bien que se réclamant aussi l'enseignement de Jésus, le courant gnostique, contrairement au courant judaïsant, avait une pratique égalitaire entre les hommes et les femmes. Gange précise que pour le courant gnostique, « Jésus se définissait non pas comme le fils du Dieu Père, mais comme le « Fils de la Mère/l'Esprit », se rattachant ainsi à un aspect féminin du divin [...] » et les femmes étaient reconnues comme des disciples à part entière. Ainsi, poursuit-elle, « Marie de Magdala, que *l'Évangile selon Philippe* présente comme la compagne de Jésus, y était-elle considérée comme le « disciple préféré », disciple à la vaste intellection, qu'on voit capable, dans *l'Évangile selon Marie*, de prendre la succession de Jésus, après son exécution » (Gange, 2007 : 11). Ce courant gnostique, égalitaire a été effacé par le courant judéo-chrétien, patriarcal qui considère l'homme comme le chef de la femme. Les textes gnostiques ont été brûlés au IV^{ème} siècle, sous le règne de l'empereur Constantin. Quiconque était retrouvé en leur possession était condamné à mort.

Aujourd'hui, ce sont les quatre évangiles canoniques¹¹¹, textes fondateurs de l'Église de Rome, qui régissent les sociétés africaines. Ainsi, dans la bible, Saint Paul dans le cinquième chapitre de son épître aux Éphésiens recommande à la femme d'être soumise à son mari et à celui-ci, de l'aimer et de se donner à elle comme le Christ s'est donné à l'Église ? Pour Paul (I.Cor.XI, 7-10) cité par Gange (2007 : 12), « [c]e

¹¹¹ Évangiles selon Mathieu, Marc, Luc et Jean.

n'est pas l'homme qui a été tiré de la femme mais la femme de l'homme. Et l'homme n'a pas été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme ». Certes, les paroles bibliques et coraniques doivent être replacées dans leur contexte respectif. Des théologiens et des féministes entreprennent, depuis peu, de les relire pour re/placer l'égalité des êtres humains et/ou des sexes (Dubesset 2007 ; Badran 2007 ; Moghadam, 2007 ; Wadud, 2007 ; Kaprawi, 2007). Mais pour le citoyen ou la citoyenne lambda non formé-e à l'herméneutique ou à la rhétorique, la parole de Dieu ne souffre d'aucune ambiguïté : la femme- être fragile, voire maléfique créé en deuxième position et seulement à partir de la côte de Adam - DOIT se soumettre à l'homme – qui, qu'il soit- lui apporte dans sa toute puissance, sa protection ! L'Église reste, comme le dit Alzon (1978 : 44), hier comme aujourd'hui, « le grand défenseur de l'ordre phallocratique ». C'est ce modèle de famille chrétienne occidentale où l'homme est le pourvoyeur des ressources de la famille qui a été développé par les missionnaires en Afrique. Cela eut pour conséquence l'exclusion des femmes de la sphère économique, renforçant ainsi leur assujettissement à leurs époux selon Hugon (1997). Ainsi, « Dieu, la Nature et la Société, voilà bien la trinité de la différence [hiérarchie] des sexes » (Perrot, 1996 : 50).

Au Burkina Faso, les autorités de la quatrième République ont travaillé à s'assurer le soutien des autorités traditionnelles et religieuses. Des leaders religieux sont, comme nous l'avons vu, membres d'institutions républicaines, notamment de la CENI, et le régime a renoué, depuis quelques années, avec la pratique du financement public du pèlerinage à la Mecque. Il n'est sans doute pas exagéré de dire que dans ce pays, la quasi-totalité des femmes et des hommes politiques fréquentent assidument les lieux de culte que sont le temple, l'église et la mosquée.

Bref, on retiendra que la colonisation, notamment à travers l'Église catholique, n'a pas eu qu'une dimension émancipatrice pour les femmes (institution de la monogamie, interdiction du mariage forcé, du mariage de filles mineures). Elle leur a

aussi retiré divers avantages (autonomie vis-à-vis de l'époux pour certaines activités, écart entre situation économique, bagage intellectuel des hommes et des femmes non considérable...). Mais quelle que soit notre lecture de la position politique des femmes africaines dans la société précoloniale, il ne fait aucun doute que l'État colonial, en n'ayant que les seuls hommes comme interlocuteurs privilégiés de ses pratiques de développement -instruction, cultures de rente- a contribué au renforcement des disparités entre les sexes¹¹² et à l'apparition de nouveaux facteurs de division (Boserup, [1970]1983 ; Sen, Grown et DAWN, 1992). Ce qui suggère qu'il y a eu, dans la société africaine en général et celle burkinabé en particulier, **rencontre de plusieurs systèmes de pouvoir** qui se sont renforcés mutuellement et ont provoqué un élargissement des clivages sociaux et politique. Cela étant, pour Andrée Michel (1980 : 7-8), il y a peu d'utilité sociale à adopter une attitude *chronocentriste* « qui consiste à apprécier une condition passée par rapport aux normes féministes de la société contemporaine ». Tout comme elle, nous croyons qu'il est surtout primordial d'évaluer la condition des femmes par rapport aux pouvoirs et aux privilèges des hommes de leur temps, tout en étant sensible aux leçons du passé.

4.2.4 Les contraintes économiques

En Afrique, il est souvent reproché aux édiles « leur politique du ventre » qui se manifeste par une gestion peu transparente des ressources publiques (Éla, 1990 : 39-40). Les hommes et les femmes politiques dans ce continent sont rarement indépendants-es des revenus que le métier politique est susceptible de leur procurer. La quasi-totalité *vit de la politique* et une grande majorité de ces personnes s'aventure

¹¹² Marie Angélique Savané (1986 : 19) adopte une position nuancée en affirmant que les pratiques de modernisation n'ont pas eu une influence négative sur toutes les femmes. Elle avance que l'impact négatif « ne résulte ni du fait que les Européens ont " méconnu " les relations de production, ni du fait que les planificateurs africains ont "oublié " les femmes. Il résulte de la pénétration du capital dans l'agriculture et de la réorganisation du travail agricole en fonction des besoins du capital ».

sur ce terrain dans le seul but de se constituer un patrimoine solide (Max Weber¹¹³, 1963 : 38-39). Mais, si l'exercice du pouvoir donne une emprise sur l'économie, l'accès au pouvoir nécessite en amont des ressources financières. Doris Bonnet et al (1983 : 51) soulignaient en 1983 le fait que les marchandes étaient représentées à l'Assemblée Nationale au Ghana. Ba et Diop (2005 : 138) rappellent que pour exercer le métier politique, « [i]l faut avoir les moyens d'entretenir quotidiennement toute une clientèle de militants, souvent « alimentaires », dont les rangs grossissent avec la pauvreté croissante, pour s'assurer des alliances en vue d'une victoire ». Les votes ne sont souvent pas basés sur des positions idéologiques, mais sont « affectifs », sur la base de l'offre. Ces deux auteures donnent l'exemple de Marième Ly Wane du Sénégal, responsable du PARENA -seul parti politique dirigé par une femme- qui, par faute de moyens et de sources de financement- a été obligée de nouer des alliances pour rester en lice lors des élections municipales du 12 mai 2002. Au Burkina, le retrait de la candidature de Deborah Nazi Boni à la présidentielle de 1998 est aussi expliquée par une incapacité financière. Elle n'a pas réussi à verser la caution de trois millions qui était exigée des personnes candidates (M B. Ouédraogo, 2006 : 27).

Les femmes en Afrique, du fait de leur faible niveau d'éducation sont surtout actives dans les secteurs de l'agriculture et de l'économie informelle, deux secteurs peu rémunérateurs où les revenus sont irréguliers. Dans le commerce, elles sont en grande majorité dans la vente au détail de fruits, de légumes et de céréales, dans la restauration aux bordures des rues tandis que le secteur moderne, les grandes boutiques, la vente en gros et demi-gros sont surtout aux mains des hommes (Boserup, 1983 : 95 ; Bosch, 1985 : 37). Même les secteurs traditionnellement féminins, telle la commercialisation de noix et de beurre de karité, sont investis par

¹¹³ Max Weber, dans le chapitre « le métier et la vocation d'homme politique » du document *Le savant et le politique*, (1963 : 38-39) développe l'idée qu'il y a deux façons de faire de la politique : vivre « pour » la politique, ou bien « de » la politique. Ces deux façons ne sont pas exclusives l'une de l'autre, mais se renforcent, de manière générale, mutuellement.

les hommes qui s'accaparent d'une grande partie des revenus sans pour autant apporter une plus value aux produits (Rouamba, 2001). Pour les femmes qui accèdent à un emploi salarié, elles occupent en majorité des postes précaires mal payés ne nécessitant pas une grande qualification (Preiswerk et Zwahlen, 1998 ; CBDF, 2004). La faiblesse de leurs revenus rend encore plus difficile la collecte de fonds pour financer des campagnes politiques ; les institutions de financement ne sont pas enclines à les soutenir dans les campagnes électorales (Tremblay 1993 : 11 ; NDI 2005). C'est ce qu'exprime une étude du PNUD qui avance que *« les femmes [politiques] n'ont pas accès à des sources de financement auxquelles ont facilement accès les hommes qui se présentent à des élections ; ce qui constitue un obstacle qu'il faut surmonter par la voie de la participation politique »* (PNUD, 1996 : 10 et repris dans CGD, 2005 : 69).

4.2.5 Le facteur politique : Les contraintes institutionnelles

Les barrières institutionnelles ont trait aux systèmes juridique et législatif qui sanctionnent et légitiment la subordination des femmes. Le code Napoléon dont a hérité le Burkina a longtemps fait des femmes des mineures soumises à leurs époux. Elles devaient avoir l'autorisation de ces derniers pour exercer un travail salarié, donc pour évoluer dans la sphère publique, alors même que le produit de leur travail ne leur appartenait pas. Elles devaient remettre leurs salaires aux époux. Le droit est donc au fondement de l'exclusion des femmes du gouvernement de la cité. Comme le précisent Gaspard, Servan-Schreiber et Le Gall, (1992 : 64-65), les textes fondateurs du gouvernement démocratique reposent sur l'idée d'un contrat originel librement consenti entre les membres de la société. Or, ce contrat des origines, appelé *contrat social* par Rousseau, a limité les femmes au gouvernement domestique et les a exclues de la société civile. Ainsi, selon elles, « les citoyennes restent sous-représentées dans les assemblées, parce que leur légitimité à y siéger n'est pas inscrite dans le droit, sinon de façon indirecte, sous la formulation abstraite des Droits de

l'Homme, ces bien-nommés » (Gaspard, Servan-Schreiber et Le Gall, 1992 : 33). Dans la même veine, Lamoureux (1997 : 40) dit que l'accession des femmes aux droits politiques ne s'est pas accompagnée d'un réaménagement de l'espace politique qui prendrait en compte les femmes au même titre que les hommes. Ce qui, en partie, explique que les femmes politiques constituent des exceptions.

Des réformes juridiques récentes ont été opérées dans nombre de pays dont le Burkina pour donner aux femmes des droits plus ou moins égaux à ceux des hommes mais, le fond reste essentiellement inchangé. « Ni la théorie politique des origines ni le vocabulaire employé [masculin générique] n'ont jamais été dénoncés et remplacés dans [le] droit » (Lamoureux, 1997 : 69). « L'égalité des frères et des sœurs n'a pas encore trouvé son expression institutionnelle » et l'illégitimité politique originelle à l'égard des femmes continue de nourrir les pratiques (Lamoureux, 1997 : 70). A ce niveau, les contraintes institutionnelles sont relatives aux règles du jeu, aux techniques des modes d'élection, aux rapports politiques entre les sexes. Collin (1999 : 83) par exemple, précise que « si la démocratie égalise, elle n'égalise jamais que certains : ceux qui sont à l'intérieur des frontières géographiques et juridiques qu'elle s'est fixées, de sorte qu'elle inclut non pas accidentellement mais structurellement la sélection et même la guerre ». Ba et Diop (2005 : 135), elles, soulignent qu'au Sénégal le système de représentation descriptive est favorable en théorie aux femmes. En pratique, la parité n'étant pas requise, les femmes, comme dans le cas du Burkina, se classent loin derrière les hommes. On comprend donc, ainsi que le précise Réjane Sénac-Slawinski (2004 : 146), que les ONG se soient prononcé pour la *parité* et non les quotas lors de la conférence de Pékin en 1995, Quatre principales raisons ont présidé à ce choix. La première est que les représentantes étaient attachées à la valeur d'égalité entre hommes et femmes. La deuxième est qu'elles trouvaient dans le système des quotas un caractère humiliant : on ne saurait réserver un pourcentage inférieur à 50 % pour les femmes, alors que plus d'un humain sur deux est une femme. La troisième réside dans la peur que les

pourcentages retenus deviennent des plafonds de fer, des seuils infranchissables. Enfin, cette position se justifiait par « la volonté des femmes d’être présentes comme personnes humaines à part entière ». Pour Gaspard, Servan-Schreiber et Le Gall (1992 : 10), la parité devrait prendre dans la loi la forme suivante : " « Les assemblées élues, au niveau territorial comme au niveau national, sont composées d’autant de femmes que d’hommes »".

Nombre d’autres auteures sont contre toute politique qui réserverait des postes aux femmes. Micheline Amar, dans *Le piège de la parité, arguments pour un débat* (1999) présente les textes de plus d’une trentaine d’auteurs-es (Badinter, 1999 : 18-22 ; Sallenave, 1999 : 23-25 ; Deforges, 1999 : 49-5 ; Badinter, Pisier, Sallenave, 1999 : 56-57 ; Julliard, 1999 : 58-61 ; De Fontenay : 76-79 ; etc.) qui récusent l’idéologie des quotas et/ou de la parité parce que, selon eux/elles, au-delà du sentiment d’humiliation qu’elle suscite, une telle stratégie risque de provoquer des dérives communautaires où nombre de groupes minorisés demanderaient à être représentés (Noirs, homosexuelles, musulmans, protestants, handicapés, islamistes, etc.). Dans le débat sur la parité survenu en France, les adversaires de ce principe invoquent, entres autres, le fait que l’application du principe de la parité constitue un retour à la surestimation de la différence des sexes qui a traditionnellement été utilisée pour exclure les femmes. Pour Kintzler (1999 : 89) comme pour Redeker (1999 : 158), la parité c’est un retour à la nature biologique. Robert Badinter (1999 : 35), lui, affirme : « je ne crois pas et je n’ai jamais cru qu’il existe une différence de nature entre homme et femme que l’on puisse ériger en principe politique ». C’est aussi la position d’Élisabeth Badinter, ardente opposante de la parité, interviewée par Girard et Rayski (1999 : 41) qui souligne que les progrès obtenus en matière d’égalité des sexes l’ont été sur la base du principe de la « ressemblance » et non de la différence. Pour elle, la République est une et indivisible et la politique est un choix idéologique où la spécificité sexuelle n’a pas droit de cité. Ainsi, tout en étant pour une modification de la loi (révision constitutionnelle visant uniquement les partis

politiques), elle estime que la solution d'une meilleure représentation des femmes en politique n'est pas dans l'imposition de seuils de représentation, mais, dans l'actualisation des égalités de chances devant la candidature ; l'investiture des candidats-es devrait se faire par les femmes et les hommes de la base et non par les instances dirigeantes des partis qui sont largement masculines (E. Badinter 1999 : 21). Mais faut-il le souligner, rien ne permet d'affirmer que l'établissement des listes de candidature par le niveau local garantit un meilleur positionnement des femmes sur les listes électorales ; les états-majors des partis au niveau national se réservant le droit d'apprécier la qualité des candidats-es désignés-es et, conséquemment de procéder à des « aménagements ». Ce fut le cas pour les élections législatives de 1997 où le parti au pouvoir, le Congrès pour la démocratie (CDP) a organisé des élections à la base mais a gardé le dernier mot au niveau central (Loada, 1998 : 65). Les femmes seront donc mieux positionnées que si les membres de l'instance dirigeante suprême y sont favorables. Tiendrébéogo-Kaboret (sans date : 11) pense d'ailleurs qu'au Burkina Faso les femmes ont plus de chances d'être retenues comme candidates dans un système centralisé « qui ne laisse pas uniquement « la base du parti » décider, celle-ci étant souvent conservatrice envers les femmes, et généralement dirigée par des hommes ». Pour elle donc, plus on monte dans l'instance dirigeante des partis, plus les chances d'atténuer les effets machistes dont sont victimes les femmes augmentent.

Les partisans et partisanes de la parité, pour leur part, fondent leur revendication de la parité essentiellement sur le poids numérique des femmes en société. Et à défaut de parité, et ainsi que le dit l'adage populaire « un tien, vaut mieux que deux, tu l'auras », plusieurs pays, et singulièrement des partis politiques, ont opté pour l'imposition de quotas en matière de représentation des femmes dans les instances politiques. Parmi eux, on retrouve le Maroc, l'Ouganda, le Rwanda et plus récemment le Burkina, le 16 avril 2009, à travers l'adoption de *la loi portant fixation de quotas aux élections législatives et municipales au Burkina Faso*. L'idée de quotas

a en effet pour but de prendre en compte et/ou d'améliorer la représentation, c'est-à-dire le poids numérique d'un ou de plusieurs groupes minoritaires dans un domaine ou une organisation donné-e. Les quotas peuvent être basés sur la race, le sexe, la religion, la langue, l'ethnie, la région, etc. Appliqué à la participation politique des femmes, le quota basé sur le sexe est une mesure formelle ou informelle de discrimination positive qui garantit la présence des femmes dans les instances décisionnelles, les listes électorales, les gouvernements, etc., selon un certain pourcentage. Cette mesure vise à corriger les inégalités structurelles dont elles sont victimes ainsi que les préjugés qui les frappent. En effet,

[I]es quotas pour les femmes en politique visent précisément à tenir compte du fait que celles-ci ne s'engagent pas dans une compétition électorale dotées des mêmes ressources que les hommes et que, conséquemment, des mesures doivent être prises afin de limiter les effets négatifs sur les femmes du déficit de ressources qui les frappe au départ par rapport aux hommes » (Manon Tremblay 2008 : 144).

Le principe de quotas est défendu par les Nations Unies qui considèrent que la « masse critique », c'est-à-dire la proportion de représentation qu'il faut pour qu'un groupe minoritaire puisse constituer une force et défendre ses intérêts au sein d'une organisation est de 30 % (quota de 30 %).

Pour revenir au mode d'élection, le scrutin proportionnel de liste est aussi dénoncé au Burkina, notamment par Nestorine Compaoré (2003) citée par CGD (2005 : 69) qui souligne que ce mode de scrutin ne favorise pas réellement la participation politique des femmes puisque celles-ci sont, de manière générale, positionnées en fin de liste. C'est aussi ce qu'expriment Gaspard, Servan-Schreiber et le Gall (1992 : 27) :

Il y a certes davantage de candidates lorsque le scrutin est proportionnel. [...] Une liste sans elles fait mauvais effet. Mais la crainte de passer pour misogynes ne va pas jusqu'à conduire les responsables des partis à sacrifier les candidats masculins qui ont leur confiance : sauf exception, les candidates se trouvent reléguées sur les listes dans des eaux incertaines, juste à la limite inférieure de

l'élection possible et plus souvent au-dessous de cette limite. Pour les partis, l'apparence est sauve, ils ont présenté des femmes. Et ce sont des hommes, en majorité, qu'ils ont fait élire.

Pour être efficace, la règle proportionnelle doit donc être, selon Mariette Sineau citée par Achin (2005 : 301) accompagnée d'une *volonté politique* de bien positionner les femmes et *techniquement*, elle doit s'appliquer dans un cadre large. Plus le cadre est large, plus, il est aisé « d'imposer » des candidates femmes en position éligible. « L'étroitesse du cadre d'application, le département, [pour le cas de la France] a pour effet de redonner la prime aux notables implantés localement ». C'est également ce que souligne Tiendrébéogo-Kaboret (Sans date: 11) au Burkina, où elle note que la chance des femmes d'être retenues candidates varie positivement avec l'importance de la magnitude des circonscriptions électorales. Plus il y a des sièges à pouvoir, plus, elles sont susceptibles d'être retenues dans un contexte où l'homme a préséance sur la femme. La force des partis politiques dans lesquels les femmes briguent les suffrages est aussi un facteur d'importance puisque plus les partis sont populaires, plus les candidates ont de chances d'être élues.

D'autres pratiques telles le cumul de mandats et le mode de désignation des ministres ou de nomination aux postes de hautes responsabilités défavorisent les femmes. Ces dernières pratiques relèvent de la discrétion du chef de l'État, du gouvernement ou des chefs des départements ministériels et constituent souvent une récompense pour un soutien politique antérieur ou, dans certains cas, servent d'une manière subtile à éloigner ou neutraliser des opposants. « Beaucoup d'hommes politiques déçus sont nommés à des postes importants et stratégiques et continuent de bénéficier de certains privilèges, alors que leurs homologues femmes restent dans les oubliettes » (Ba et Diop, 2005 : 141). La possibilité d'accéder à un bon positionnement apparaît donc comme une condition essentielle, même dans la pratique des quotas (Marques-Pereira et Vanclaire, 2005), afin d'éviter non seulement que les femmes candidates ne soient que des « femmes alibis » ou des « femmes-fleurs » selon Pouillet-Peemans (1992),

mais encore ne soient les premières à être sacrifiées lorsque les partis politiques se trouvent affaiblis.

Les différentes barrières institutionnelles observées ont amené Kirkpatrick (1974, cité par Tremblay, 1993 : 11 et Tremblay et Pelletier, 1995 : 12) à parler de conspiration du pouvoir masculin pour s'arroger tous les avantages ; ce pouvoir résistant à l'entrée des femmes dans les structures que sont les syndicats, les partis politiques et les organisations économiques (Aubemas 1992 : 51). Et plusieurs auteurs-es notent que même lorsque celles-ci arrivent à déjouer les contraintes structurelles, les attitudes et les comportements sexistes de leurs pairs peuvent en décourager plus d'une. Dans ce sens, le témoignage de Lise Payette (1982 : 54), ministre québécoise des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières de novembre 1976 à mai 1980 dans une société perçue comme des plus favorables à l'égalité entre les femmes et les hommes, est éloquent : « Au conseil des ministres, quand je ruais dans les brancards, le premier ministre parlait de « mes états d'âme ». D'un collègue, il aurait préféré dire qu'il avait des principes. Autre sexe, autre langage. Je n'étais pas la seule victime de ces attitudes sexistes ». Le pouvoir exige toujours des femmes la perfection, et Payette (1982 : 54) d'ajouter « j'en avais appris des choses. Qu'une femme politique, par exemple, devrait avoir l'âge convenable, la silhouette élégante, une certaine beauté en plus de l'intelligence, pour travailler aux côtés de ces brummels bedonnants, chauves ou moumoutés, qui ont parfois les yeux pochés, le teint blafard et souvent mal lavés ».

Plusieurs auteures et auteurs, tel que l'observe Bourdieu (1998 : 100), s'accordent pour affirmer que l'opinion publique se révèle souvent moins tolérante, plus exigeante à l'égard des femmes. Ainsi, en Afrique, les partis politiques prétexteront plus souvent qu'autrement leur manque d'expérience, leur analphabétisme, leur timidité pour les écarter des postes de responsabilité, alors qu'on permet aux hommes de surmonter ces limites par l'exercice du pouvoir (Ba et Diop, 2005 : 145). Ainsi

constate Collin, (1975 : 73-74), « c'est le pouvoir qui engendre l'illusion de la compétence des hommes. La parole de tel homme politique, de tel professeur, fait autorité non en raison de son contenu mais parce que celui qui la profère occupe une place privilégiée. S'il la prononçait incognito, elle perdrait tout crédit ». Autrement dit, certains n'ont pas le pouvoir parce qu'ils sont compétents, mais sont compétents parce qu'ils ont le pouvoir !

De nombreux facteurs interviennent donc pour expliquer la sous-représentation des femmes en politique. Les barrières socioculturelles présentes dès la plus tendre enfance se voient, nous l'avons vu, confortées par différents facteurs socioculturels et économiques à l'âge adulte : analphabétisme, manque de confiance en soi, modicité de revenus, surcharge de travail, conspiration des hommes, etc. Il devient donc fort intéressant de comprendre comment au Burkina certaines femmes, en dépit des difficultés mises en évidence, parviennent à se positionner en politique. Quels sont les principaux facteurs qui favorisent leur accès au pouvoir politique et dont, par conséquent, on pourrait s'inspirer pour développer des conditions favorables à une participation plus massive des femmes en politique.

4.3 La politique au féminin

4.3.1 Le profil des femmes en politique

Plusieurs auteurs-es dont Jacqueline Aubemas (1992 : 53) notent le fait que les femmes entrent en politique plus tardivement que les hommes. « Toutes les adhérentes à un parti politique, dit-elle, peuvent témoigner de la difficulté à faire carrière : si elles y arrivent, c'est plus longuement et plus durement que les hommes (10 ans d'écart) et la plupart du temps quand la conjoncture l'exige ». Cet état de fait est observé même dans les pays réputés démocratiques, notamment au Canada, où l'État de droit serait effectif. Ainsi, selon Tremblay (1993 : 12-15), les Canadiennes s'engageraient en politique après que leurs enfants soient devenus grands, ce qui n'est

pas le cas des hommes. Tremblay ajoute que les politiciennes canadiennes sont en moyenne plus éduquées que les autres femmes, mais sont moins éduquées que leurs collègues masculins. La position des femmes en politique, peut selon elle, être caractérisée par une double vision, verticale et horizontale. Dans la position verticale, plus les structures politiques considérées sont élevées, moins les femmes y sont présentes et, dans l'horizontalité, elles occupent des postes liés à leurs tâches traditionnelles d'éducation, de santé, de bien-être. La recherche d'Achin (2005 : 341-346) confirme également que jusque dans les années 1990, les femmes occupaient, en Allemagne comme en France, des portefeuilles ministériels peu prestigieux, jugés « en adéquation avec les rôles féminins ». Ces mêmes phénomènes sont relevés dans une étude de Ballmer-cao sur le personnel politique en Suisse. Son analyse en 1988, révélait que la majorité des députées suissesses étaient âgées entre 40 et 55 ans et que la plupart avait fait des études supérieures dans les branches considérées traditionnellement « féminines ». L'auteure résume ainsi le profil des femmes députées en Suisse : « 1) Une carrière politique commencée assez tard ; 2) Une formation de type plus humaniste que technique ou scientifique ; 3) Une sous-représentation aux postes de haut niveau, et dans les secteurs privé et politique » (49).

Les rôles de sexe sont aussi reflétés dans le profil des femmes politiques en Afrique (Ba et Diop, 2005 ; Tiendrébéogo-Kaboret, 2002 et sans date ; CGD, 2005). Au Burkina, le premier département ministériel confié à une femme sous l'indépendance a été celui des affaires sociales en 1978. Le ministère de la promotion de la femme créé en 1997 a toujours été occupé par des femmes. À un niveau plus local, l'étude de la CGD (2005 : 17) sur la participation politique des femmes au Burkina Faso met en lumière le fait que dans les partis politiques, les femmes sont surtout titulaires des postes de mobilisation féminine, d'éducation, d'affaires sociales et d'environnement. Ces différents constats corroborent l'affirmation d'Aubemas (2005 : 53) à savoir qu'« on n'admet pas la rupture de rôle [mais] seulement l'extension d'un rôle ».

Il y a donc, dans le domaine politique, une *reproduction du rôle social* traditionnel assigné à la femme.

Arrivée tardive, formation dans les sciences humaines et sociales, postes moins prestigieux caractérisent donc, d'un pays à l'autre, le profil des femmes en politique.

4.3.2 Le rapport au pouvoir des femmes

La notion de rapport au pouvoir des femmes recouvre non seulement leurs diverses perceptions du pouvoir politique, mais aussi la manière dont elles l'exercent. Nous savons déjà qu'un grand nombre de femmes ont une réticence face à la politique qu'elles associent à une lutte entre acteurs et dont les règles de compétition vive et la présence d'ambitions personnelles parfois démesurées les en distancent. Comme le note Marie Angélique Savané¹¹⁴, un tel constat ne surprend pas puisqu'il est généralement admis que les femmes « sont plus préparées à l'écoute et au dialogue » et savent mieux – ou cherchent mieux – que les hommes à bâtir des consensus. Cela était déjà, en 1881, clamé haut et fort par Hubertine Auclert qui disait : « Ah ! si les femmes avaient la main au gouvernail, elles n'agiraient pas aussi légèrement que les hommes ; elles ne conduiraient pas la nation française à la guerre comme on conduit un troupeau de bétail à l'abattoir¹¹⁵ » (Dans Alzon, 1978 : 60). La supériorité morale au féminin n'est cependant pas vérifiée dans les faits, du moins si nous nous référons aux exemples des gouvernements d'Indira Gandhi, de Golda Meir, de Margaret Thatcher ou de Benazir Bhutto. Leurs actions politiques, note Badinter (1999 : 20) étaient loin de porter le « sceau de la féminité » et révélaient des qualités et des défauts analogues à celles des hommes politiques. Aussi, pour Jacqueline Ki-Zerbo (1975 : 26) « parer la femme d'une nature morale supérieure à l'homme », c'est

¹¹⁴ Marie Angélique Savané interviewée par Valérie Thorin dans *jeune Afrique*, no2356, 2006. p 34.

¹¹⁵ *La Citoyenne*, 17 avril 1881 dans Alzon, 1978, p 60.

verser dans un sexisme à l'envers. Jean-Philippe Trottier (2007 : 31) reproche, quant à lui, au féminisme de réclamer le pouvoir exercé traditionnellement par les hommes sans assumer le fait que les femmes puissent aussi l'exercer à des fins répréhensibles.

Par ailleurs, nombre d'auteurs-es, sans se prêter à une vaine tentative d'hierarchisation des femmes et des hommes sur le plan moral, font remarquer que les femmes ont, en raison de leur socialisation et expérience du quotidien, d'autres compétences, interprétations et besoins. De ce fait, leur plus grande participation à l'exercice du pouvoir politique ne pourrait que l'améliorer, l'enrichir et lui permettre de répondre aux critères de démocratie, notamment à ceux de liberté, d'équité et de justice. C'est ainsi que M. Ilboudo (2006 : 136), sans faire référence à une quelconque nature ou essence des femmes, pose l'hypothèse qu'une entrée massive des femmes en politique pourrait engendrer des réformes politiques radicales. Ayant souffert elles-mêmes de discrimination, on peut envisager qu'« elles seront animées d'une réelle volonté de changement »¹¹⁶. Des études révèlent toutefois qu'il n'y a pas systématiquement de lien entre le pourcentage des femmes dans les instances politiques et le « féminisme » des lois qui y sont votées (Achin, 2005). Tremblay (1999), pour l'une, postule que des politiciens de gauche peuvent être de meilleurs défenseurs de la cause féminine que des femmes parlementaires de droite/conservatrices. Elle distingue dans son étude de 1993, trois idéaux types de l'attitude des élues face aux revendications féministes. Ce classement-synthèse, forcément réducteur, offre néanmoins une description schématique intéressante du rapport au pouvoir de ces femmes. Sont ainsi distinguées :

¹¹⁶ Elle a toutefois reconnu lors de l'entretien qu'elle nous a accordé à Ouagadougou que ce n'est pas toujours le cas. « Maintenant et concrètement et vue l'expérience que j'ai vécue, je sais que ce n'est pas le cas. C'est une question de prise de conscience. Et ce n'est pas toutes les femmes qui ont le réflexe de toujours faire attention pour que des décisions ou mesures qui accentueront les discriminations [entre les femmes et les hommes ne soient pas prises » (Monique, Ilboudo, Ouagadougou, le 10 octobre 2007).

Les hiérarchiques qui ont une *perspective traditionnelle* des rapports de sexe. Dans cette optique, leur présence en politique permet de maintenir, de renforcer et de revaloriser le rôle lié à la reproduction pour la femme. « Elles voient la raison d'être de leur présence sur la scène électorale dans la représentation des intérêts du foyer et de la famille » (19).

Les égalitaires, une perspective d'indifférenciation : pour ces élues, les statuts, les rôles et les responsabilités des femmes et des hommes dans la société devraient être indifférenciés. « Elles veulent un statut égal pour toutes les personnes, l'équité de leurs rôles et de leurs fonctions prenant appui sur le référent masculin comme étalon de mesure » (20-21). Pour ces dernières, l'inégalité de fait entre femmes et hommes trouve ses racines dans les rôles et fonctions socialement imposés à chaque sexe ; l'émancipation des femmes ne peut donc être obtenue que par un changement de mentalités.

Les autonomistes : une perspective féministe : pour ces élues, la biologie ne saurait être une base légitime pour assigner des statuts et des rôles aux individus. Pour elles, les femmes devraient pouvoir avoir une multiplicité de choix et donner, de façon autonome, l'orientation qu'elles veulent à leur existence. « Dans cette perspective, elles endossent le droit à l'accessibilité à l'avortement sur demande, les congés de paternité et la responsabilité parentale plutôt que la seule accommodation des responsabilités maternelles », c'est dire des mesures pour favoriser l'autodétermination des femmes (23).

Selon Tremblay, des politiciennes québécoises s'inscrivent dans chacun de ces modèles et nous formulons l'hypothèse qu'il en est de même pour les femmes politiques burkinabé.

4.3.3 Le comportement électoral des femmes

Ballmer-cao (1988 : 5) note que plusieurs études menées avant 1971-1972, notamment celles de Almond, Verba (1965) et de Verba et Nie (1972) confirment la thèse de l'abstentionnisme et du conservatisme féminins. Ces recherches avaient, précise t-elle, pour cadre la politique « politicienne » qui se limitait aux aspects tels que les décisions gouvernementales, les débats parlementaires et les campagnes électorales. L'élargissement du contenu de la politique à des domaines tels l'écologie, le régionalisme, l'égalité des droits entre les sexes permet, à présent, de prendre en compte de nombreuses luttes des femmes dans l'étude des phénomènes politiques (Ballmer-cao (1988 : 5 ; Mossuz-Lavau et Sineau, 1983 : 7-10). Les travaux plus récents intégrant une perspective féministe sont, de ce point de vue, selon Ballmer-Cao (1988) plus nuancés et plus critiques au sujet du prétendu conservatisme féminin. Tout en reconnaissant l'existence d'une différence de comportements et d'attitudes entre les sexes, ces travaux mettent en cause les méthodes et les modèles dominants de pensée et leur influence sur les jugements portés. Selon les arguments avancés, Ballmer-Cao (1988 : 6-7) distingue trois catégories d'interprétation du phénomène :

- Une tendance *réformiste* qui attribue à la *méthodologie* utilisée le phénomène de conservatisme observé chez les femmes. Pour ces auteurs-es, ce résultat est dû au fait que l'analyse se limite uniquement à la politique politicienne et ne prend pas en compte la sphère parapolitique où les femmes sont plus actives. La prise en compte de cette dernière dimension, c'est-à-dire une approche plus globale, réduirait considérablement les différences de comportements entre les sexes qui ont été notées.
- Une tendance *égalitariste* qui met l'accent sur le décalage *temporel*. Selon celle-ci, les différences de comportement électoral entre les sexes proviendraient des discriminations structurelles qui frappent les femmes. Le clivage entre les sexes s'atténuerait de ce fait avec l'élimination progressive des

inégalités entre les sexes. Les auteurs-es de cette tendance considèrent donc le conservatisme féminin comme un phénomène passager.

Et enfin, une tendance *radicale* dont les réflexions sont d'ordre *conceptuel*. Elle suppose que la spécificité des attitudes et des comportements féminins est liée à l'existence d'une culture propre aux femmes. Faisant référence à Boals (1975), Millman, Kanter (1975) et Jaquette (1976), Ballmer-cao affirme que pour cette catégorie d'auteurs-es, « l'étude de la relation entre les femmes et la politique nécessite l'invention de méthodes et concepts nouveaux compatibles avec la spécificité féminine ».

Les travaux de la politologue Janine Mossuz-Lavau citée par Françoise Gaspard (2004 : 113-114) permettent en effet de nuancer les premières perceptions en matière de conservatisme féminin. Pour la période 1945 jusqu'à la fin des années 1970, Mossuz-Lavau repère trois étapes dans le comportement électoral des Françaises: « le temps de l'apprentissage », « le temps du décollage » et enfin celui de l'autonomie. Dans la première (jusqu'à la fin des années 60), les femmes s'abstiennent plus que les hommes et leur choix politique est plus conservateur. Dans la deuxième (années 70), l'écart entre les deux sexes se réduit tant au niveau des abstentions que du choix partisan. Dans la dernière enfin (milieux des années 80), certains scrutins ont vu un nombre plus élevé de femmes que d'hommes voter pour la gauche.

Ballmer-cao (1988 : 17-19) pour sa part, analyse le phénomène du conservatisme politique en posant l'hypothèse de « l'existence d'une culture *féminine*, et son *hétérogénéité*¹¹⁷ » (19). Selon elle, le phénomène est lié à la « culture féminine », c'est-à-dire un « ensemble de normes et valeurs communes aux femmes » (19). Cette culture est composée de deux groupes de valeurs. Qualifiées de « primaires », les

¹¹⁷ Selon Ballmer-cao, le contenu et la performance de cette culture varient.

premières sont liées à la division sexuelle du travail et fortement encouragées par la société (éduquer les enfants, être belle, plaire, etc.), alors que les secondes dites « dérivées » supportent les valeurs primaires, mais ne sont pas intégrées dans la culture dominante masculine (amour, paix, etc.). « Cette ambivalence de la culture féminine explique son caractère à la fois conservateur et révolutionnaire. Conservateur, car elle privilégie ordre et continuité. Révolutionnaire, car elle présente des contre-valeurs à la culture dominante masculine » (18). Tout modèle d'analyse du phénomène doit donc tenir compte à la fois des dimensions culturelle et structurelle.

Ces différentes analyses mettent en lumière le fait que le comportement électoral ne peut être expliqué à la lumière de la théorie de l'électeur rationnel¹¹⁸. Dérivée de l'économie libérale, cette dernière considère que le vote est un choix politique motivé par l'intérêt personnel. Le citoyen ou la citoyenne vote pour le parti politique ou le candidat/la candidate susceptible de lui procurer le plus d'avantages. Cette théorie suppose comme le note bien Berger (1988 : 6) que les individus seraient relativement égaux dans la capacité à anticiper les bénéfices et avantages qu'ils pourraient retirer de leur participation dans le champ politique. Or, des facteurs sociologiques doivent aussi être pris en considération (analphabétisme de la population, pauvreté de la population avec pour corollaire, un fort degré de corruption, etc.)

Conclusion du chapitre

La littérature nous renseigne sur les multiples obstacles socioculturels, économiques et matériels qui entravent la pleine participation des femmes à la politique d'une manière générale et au Burkina, en particulier. Parmi ces facteurs figurent de manière déterminante l'analphabétisme, la pauvreté, le manque de temps qu'entraînent la

¹¹⁸ Le principal théoricien de la rationalité utilitaire est Anthony Downs. 1957. *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row.

surcharge de travail, le manque de confiance des femmes en elles-mêmes, la mainmise des conjoints sur la liberté de pensée et d'opinion des femmes, et aussi la peur de la diffamation ou d'être vilipendées (M. Ilboudo, 2006 : 134-135 ; CDG 2005.). Le terrain violent de la politique rebute par ailleurs une grande majorité de femmes burkinabé. Le propos de Cyprien Nanéma (2007) donne une idée sur l'atmosphère qui règne sur le terrain du politique au Burkina :

Éviter la « mal-cause »

En 2006, les élections municipales nous ont donné à voir des empoignades d'individus à Gourcy. Aujourd'hui, encore à Pô, et puis au Zoundwéogo, la lutte est engagée en terme de « pour ou contre » Zéphirin Diabré, une personnalité qui a de très grandes compétences et qui n'est pas moins patriote que d'autres.

Alors, j'interpelle tous les politiciens, tous bords confondus, à cesser d'avoir pour armes, bagages, tactiques et stratégies la « mal-cause », l'injure, le **dénigrement systématique** de l'adversaire, voir la paille dans l'œil d'autrui en oubliant la poutre dans le sien, etc.¹¹⁹ (Nous soulignons).

Un des conseils que notre propre mère nous a donné, en 1980¹²⁰ avec l'intention de nous protéger est le suivant : « Même si je venais à mourir, ne fais jamais de politique ! *Votre* famille n'a pas de chance dans ce domaine. Que des déchirures, des emprisonnements ! ». Le terme *votre* met en évidence qu'elle a intériorisé le fait que la femme est étrangère dans la famille de son époux. Mal outillées et face à un environnement hostile à leur entrée en politique, nombre de femmes burkinabé s'investissent donc surtout dans le domaine associatif où les tensions leur apparaissent moins vives, les duels fratricides plus rares, la probabilité d'y laisser sa peau très faible, alors que les résultats anticipés sont perçus comme plus utiles pour la

¹¹⁹ Cyprien Nanéma. Journal *Le pays* du 06/03/2007, édition internet.

¹²⁰ C'était après la chute de la troisième République suite au coup d'État militaire du Comité Militaire de Redressement pour le Progrès National (CMPRN) où des femmes et hommes politiques dont des personnes avec lesquelles nous avons des liens de parenté ont été faites prisonnières.

communauté (M. Ilboudo, 2006 : 133). Les femmes se tournent donc vers des associations et des collectifs qui sont généralement des organisations de services et de subsistance. Étant donné l'extrême pauvreté de la grande majorité de la population, c'est, non sans raison d'ailleurs, la lutte pour la survie qui préoccupe les femmes. Ainsi, elles se mettent ensemble pour bénéficier de crédits, de formations, de moulins, etc. Leurs organisations ont rarement des visées politiques (amélioration des statuts et positions des femmes, leur participation à la gouvernance politique). Malgré leurs insuffisances, de telles structures féminines s'avèrent des « espaces de pouvoir et de parole¹²¹ » (Camara, 2000). Elles constituent et ont constitué un tremplin pour nombre de femmes en politique au Burkina Faso (Vokouma 2006 : 8).

¹²¹ Titre de l'article de Camara.

CHAPITRE V

LE CADRE THÉORIQUE ET CONCEPTUEL AINSI QUE LA DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

L'expression *pouvoir politique* est si couramment utilisée que nous pouvons penser que son contenu est sans équivoque. Or, au contraire, la polysémie du terme est manifeste dans la littérature et les définitions proposées ont largement évolué. En effet, quels que soient les facteurs retenus pour justifier l'exclusion des femmes ou pour expliquer leur faible représentation dans la sphère politique, les féministes ont élargi le champ de la politique aux rapports sociaux de sexe. Certaines ont fondé leur revendication d'une participation active des femmes à la vie politique sur la base de *l'égalité des sexes*, d'autres sur la *différence*, d'autres encore en essayant d'articuler l'une et l'autre. Les femmes africaines, elles, insistent sur la *complémentarité des sexes*. Ce chapitre met en débat les principaux courants de pensée féministe dans leurs analyses de la participation politique des femmes ainsi que des modes d'inclusion proposés.

5.1 Le cadre théorique et conceptuel

5.1.1 Pouvoir et politique

5.1.1.1 Qu'est-ce que le pouvoir ?

Mot très courant, *le pouvoir*, c'est l'autorité, la puissance, de droit ou de fait détenue sur quelqu'un ou quelque chose. Il est à la fois *interaction* et *domination structurelle*.

Pour Max Weber (1922), il est « *la chance de faire triompher, au sein d'une relation sociale, sa propre volonté, même contre la résistance d'autrui.* » (Dans Chazel, 1999 : 414-415 ; Dortier, 2004 : 662). Cette définition qui est celle du *pouvoir sur une personne ou un groupe de personnes*, met en évidence la possibilité de divergences et de conflits de volontés et d'intérêts dans l'interaction entre deux ou plusieurs acteurs ou actrices. Le pouvoir est donc une relation dans laquelle chacun-e des acteurs et/ou des actrices va chercher à maximiser sa marge de manœuvre et minimiser celle de l'autre ou des autres. Il est donc l'enjeu de stratégies de personnes ou groupes de personnes dans des positions sociales inégales. Ceux et celles qui sont dotés-es de plus de capitaux (culturels, financiers, politiques, sociaux) dominent les personnes qui en possèdent moins ou en sont privées. Ainsi, pour être accepté, le pouvoir (la domination) des uns, des unes sur les autres, souligne Weber (1959 : 114-116 et 1971 : 220), doit être légitimé, c'est-à-dire accepté tacitement par ces derniers-ères. Cette légitimité, poursuit-il, peut être *traditionnelle*, fondée sur le respect des coutumes, *charismatique*, résultant de la personnalité exceptionnelle d'un individu ou encore, *légale*, caractéristique des sociétés modernes. Dans la même veine, Godelier (1993 : 109) souligne que la domination d'un sexe par l'autre « implique toujours-le partage au moins partiel des mêmes représentations par les deux sexes, partage qui induit dans la conscience et dans la volonté des individus une certaine forme de consentement, donc de coopération à leur propre subordination ». Pour exclure, soumettre l'autre, il faut le dénigrer et s'arroger des qualités et des compétences, c'est-à-dire se grandir *idéellement* et rabaisser l'autre *idéellement* également. La domination a donc besoin d'être sous-tendue par une idéologie qui, entre autres, définit la nature du système politique et ses règles de jeu. Celle-ci est donc d'une importance fondamentale dans la représentation.

Notons que Rocher (1969, tome 3 : 411) souligne qu'il importe d'établir une distinction entre pouvoir et autorité. Le pouvoir s'attache à la personne qu'il soit basé, comme l'a précisé Weber, sur la force physique, le talent, le charisme ou la fonction

occupée, alors que l'autorité s'applique strictement au poste occupé ou au rôle joué dans une organisation sociale. Cette distinction apparaît clairement dans la définition que Darhendorf donne à l'autorité en tant que « probabilité qu'un ordre ayant un certain contenu spécifique entraînera l'obéissance d'un groupe donné de personnes » (Cité par Rocher, 1969, tome 3 : 411). Par comparaison, le pouvoir politique confère un droit légitime d'agir au nom des autres. Il est une domination structurelle destinée à préserver et à développer la société (Debbasch et Daudet, 1984 : 301). Il exerce un contrôle social, c'est-à-dire qu'il édicte des règles qui rendent les comportements des individus plus prévisibles. Mais si le pouvoir politique est relié à une structure sociale plus qu'à un individu, ce que l'on classe dans le domaine du politique ne fait pas l'unanimité.

5.1.1.2 Qu'est-ce que la politique et le politique ? Qu'est-ce qui est politique ?

Pilon-Lê (1979 : 206) présente la distinction que Poulantzas opère entre *le politique* et *la politique* :

Le politique est une instance d'un mode de production ; il appartient aux structures. Il est aussi un niveau où se concentrent toutes les contradictions d'une formation sociale. La politique se situe du côté des rapports sociaux et en particulier d'une pratique spécifique de classe, la pratique politique. Ainsi, plus concrètement, le politique se manifeste au niveau de l'intervention de l'État dans l'économie, alors que la politique concerne la constitution des partis politiques et la prise du pouvoir.

Bielman (2002), pour sa part, fait remarquer que le domaine politique a longtemps été vu *stricto sensu* comme composé des secteurs militaire, des finances publiques, des alliances ou des traités. La politique que l'on peut définir comme la manière d'exercer l'autorité dans un État ou une société¹²² était très technocratique et

¹²² Larousse des noms communs, 2008, p. 1078.

administrative, selon les termes de Mossuz-Lavau et de Sineau (1983 :7). C'est ainsi que les hiérarchies de sexes ont été longtemps exclues du champ politique, considérées comme relevant du privé, du personnel, de l'affectif, voire de la nature (Mathieu, 1991 ; Pisier et Varikas, 2004). Rousseau par exemple, pose dans le *Contrat social* une dissociation entre famille et Cité (État), c'est-à-dire entre gouvernement domestique et gouvernement politique (Fraisie, 2000 : 16). Ce fut également la position de John Locke qui est mise en lumière par Pisier et Varikas (2004). Ces auteures montrent que John Locke, dans l'*Essai sur le gouvernement civil*, part de l'hypothèse d'une égalité et d'une indépendance naturelles entre les individus et limite le pouvoir politique à des rapports contractuels fondés sur le *consentement*, source de toute sujétion légitime. Il dissocie le pouvoir politique du pouvoir paternel qui, selon lui, est « naturel ». Selon Locke, par le châtement infligé à Ève, la première femme, Dieu a annoncé « Comment il ordonnerait » le destin de la femme « de telle sorte qu'elle soit assujettie à son mari » (Pisier et Varikas (2004 : 70). La sujétion de la femme à son mari a donc, pour lui, un fondement naturel et une analogie ne saurait être faite entre puissance conjugale, c'est-à-dire le pouvoir exercé par l'homme, chef de famille et puissance /pouvoir politique. « A l'abri du contrôle politique, la famille devient le lieu d'une domination « naturelle », et pour cela invisible, qui prive les femmes des attributs constitutifs de la liberté civile et politique » (Pisier et Varikas (2004 : 71). Qui plus est, font remarquer les deux auteures, faire de la nature, la pierre angulaire de la puissance conjugale c'est affirmer « la supériorité générale de tout homme sur toute femme dans et en dehors de la famille, réfutant par là même l'égalité et l'indépendance de tous les individus » (Pisier et Varikas, 2004 : 71). Cela, Mary Astell l'a bien vu et reproche à Locke la naturalisation de l'assujettissement des femmes. C'est ainsi qu'elle proteste dans *Reflecting Marriage* -déjà en 1700- en ces termes : « Si tous les hommes naissent libres, comment se fait-il que *toutes* les femmes naissent esclaves ? » (Pisier et Varikas, 2004 :73). Pour elle, la soumission de la femme au mari est bien une domination politique. Cette position est confortée par Carole Pateman, qui, dans *The*

Sexual Contract (1988), met au jour le fait que derrière le contrat social de Rousseau se profile un contrat sexuel. La division sociale des sexes est d'ailleurs centrale dans les théories féministes. Les féministes radicales, comme nous le verrons, dénonceront l'arbitraire de la division privée/publique.

5.1.2 La division sociale des sexes : théories et stratégies des principaux courants de pensée occidentale

5.1.2.1 Qu'est-ce que la division sociale des sexes ?

Toute société connue est organisée selon une division sexuelle du travail, c'est-à-dire qu'elle attribue divers rôles, responsabilités et activités aux femmes et aux hommes en fonction de ce qu'elle considère comme acceptable, convenable. Le travail est la base matérielle des rapports sociaux et trois grandes catégories de celui-ci peuvent être distinguées : le travail lié à la production, le travail lié à la reproduction et celui lié à la collectivité¹²³. Le travail lié à la production inclut la production de biens et services en vue de la consommation et du commerce (agriculture, élevage, pêche, travail rémunéré...). Le travail lié à la reproduction, lui, a trait aux soins et à l'entretien du ménage, aux soins donnés à ses membres, y compris le fait de donner naissance aux enfants (corvée d'eau, de bois, préparation des mets, etc.). Le travail lié à la collectivité comprend l'organisation collective des activités et services sociaux (cérémonies, fêtes, etc.).

La division du travail selon le sexe peut varier sur certains aspects d'une société à une autre, mais de façon générale, les femmes s'acquittent de pratiquement tout le travail lié à la reproduction et d'une bonne partie du travail lié à la production. Deux principes généraux, soulevés par Kergoat, 2004 : 36) l'organisent. Le *principe de séparation* (travaux féminins et travaux masculins) et le *principe hiérarchique* (les

¹²³ Canadian Council for International Co-operation, *outils de l'analyse GED : applications aux programmes, projets et politiques*, OTTAWA, 1991.

travaux masculins sont plus valorisés que ceux féminins). Des études (Tabet 1979 ; Godelier, 1982) ont, en effet, montré que « dans chaque société certaines tâches sont interdites aux femmes, et ce, en fonction du degré de technicité des outils, les hommes se réservant les possibilités de *contrôle* des moyens de production clés et des moyens de défense (d'où la maîtrise de l'organisation symbolique et politique) » (Mathieu 1991 : 265). De façon concrète, souligne Bourdieu (1998 : 101), les structures de la division sexuelle, notamment celles anciennes, fonctionnent sur la base de trois principes pratiques. Le premier est que « la fonction convenable aux femmes est celle dans le prolongement des fonctions domestiques (enseignement, soins, service) ». Le second est qu'« une femme ne peut avoir autorité sur des hommes ». Le troisième enfin, donne aux hommes « le monopole du maniement des objets techniques et des machines ». Cette analyse met en exergue le fait que la division sociale des sexes attribue des ressources économiques, politiques et sociales différentes aux deux sexes (Descarries-Bélanger, 1980 : 20). Elle suggère aussi que celle-ci a une influence sur la représentation politique des hommes et des femmes, qu'il y a une certaine concordance entre ordre social et ordre politique.

La femme, cuisinière, toujours au service de l'homme qui qu'il soit

1994, nous venons d'être recrutée comme chef du bureau genre et développement d'un projet installé dans le nord du Burkina -Gorom-Gorom- à près de 300 kilomètres de Ouagadougou, la capitale. En attendant que nous trouvons une maison à louer, la direction du projet nous loge avec d'autres stagiaires dans une maison destinée aux personnes en mission au projet. C'est mardi soir, nous sommes rentrée du travail et avons fait à manger. Une heure environ plus tard, arrive une mission de Ouagadougou. Le chef de mission fait sa toilette et rejoint ses amis. Nous constatons que le chauffeur est visiblement épuisé par la route qui est exécrable. Le soir, c'est très difficile de trouver à manger dans la petite ville. Nous lui donnons gracieusement un plat de notre nourriture que nous nous étions réservée pour le lendemain. Il finit de manger et nous interpelle « la cuisinière peux-tu venir ramasser tes plats, je voudrais aussi boire de l'eau ! ». Nous lui demandons simplement de bien vouloir ranger le plat et lui indiquons où il pouvait avoir de l'eau à boire.

Figure 5-1 La femme, cuisinière, toujours au service de l'homme qui qu'il soit

En résumé, nous retiendrons avec Kergoat (2004 : 36) que :

La division sexuelle du travail [division sociale des sexes] est la forme de division du travail social découlant des rapports sociaux de sexe ; cette forme est modulée historiquement et socialement. Elle a pour caractéristiques l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.).

Les féministes occidentales à partir des années 1970 remettent en cause cette division sociale des sexes.

5.1.2.2 La reproduction sociale

La reproduction sociale qu'elle concerne les rapports sociaux de classes ou de sexes obéit à une même logique de différenciation et de hiérarchisation (Poulantzas, 1974 ; Bourdieu, 1979, 1998 ; Descarries-Bélanger, 1980). Descarries-Bélanger (1980) s'appuie sur Poulantzas (1974 : 20) pour souligner deux aspects indissociables dans les mécanismes de reproduction des rapports sociaux, « le premier étant la reproduction objective des fonctions et des places qui déterminent la place ou position des agents dans la structure sociale, indépendamment de leur volonté, et le second, la reproduction des agents et de leurs prédispositions à se ventiler, à se distribuer dans ces places et fonctions ». Cette situation est bien explicitée par Bourdieu (1979 ; 1994) qui fait remarquer que la position des individus dans le *champ* social (structure objective) façonne leur vision du monde, leur donne des prédispositions, des goûts, des aptitudes, c'est-à-dire un *habitus*¹²⁴ qui, structure incorporée, influence en retour les choix et stratégies (*prises de position*) et conforte par conséquent, la position dans la structure objective. Les dispositions jouent un rôle déterminant dans les trajectoires des individus. Chacun-e a un comportement

¹²⁴ L'étude sur *la rationalité des comportements politiques* (1998) de Berger est largement basée sur la théorie de l'*habitus* de Bourdieu.

cohérent, souvent perçu comme naturel mais qui, en réalité est le produit d'expériences sociales. De par l'action pédagogique (fonctionnement de l'école, de la politique), la réussite scolaire ou en politique, par exemple, est influencée par l'origine sociale et l'appartenance sexuelle (Bourdieu, 1970, 1979 ; Descarries-Bélanger, 1980 ; Baudelot et Establet, 1971).

L'effet du titre scolaire n'est pas dans son principe aussi différent qu'il le paraît de l'effet du statut sexuel : ce qui est en jeu, dans les deux cas, c'est autant un droit statutaire sur la politique qu'une simple culture politique, condition d'exercice de ce droit dont se dotent ceux qui se sentent en droit de l'exercer. La compétence technique est à la compétence sociale ce que la capacité de parler est au droit à la parole, à la fois une condition et un effet (Bourdieu, 1979 : 478-479).

Pour Bourdieu, la culture scolaire est la culture des catégories dominantes. Il y a par conséquent, rupture entre culture scolaire et culture familiale des catégories dominées. Selon lui, (1998 : 90), la famille, l'école et l'Église constituent les trois principales instances de la reproduction sociale.

5.1.2.3 Théories et stratégies des principaux courants de pensée occidentale

La première revendication majeure des féministes fut le suffrage féminin, dès 1865 en Angleterre. Celui-ci fut l'un des thèmes fédérateurs d'une première vague que l'on peut qualifier d'égalitariste ou d'universaliste. Héritières de la tradition libérale, les suffragettes, les premières, revendiquent une réforme du système socio-politique en vue de l'atteinte de l'égalité formelle entre hommes et femmes. Reconnaisant que la politique est sexuée au bénéfice des hommes, les féministes égalitaristes proposeront, au fil des ans, des réformes du système politique, dans un premier temps, pour acquérir le statut de citoyenne, le droit de vote et d'éligibilité puis, par la suite, pour favoriser l'intégration d'un plus grand nombre de femmes à la vie politique et sociale. L'hypothèse soutenant leur action, quelle que soit la période considérée, est qu'« une représentation plus effective des femmes dans un pluralisme politique dès lors plus

inclusif est la clé du changement » (Masson, 1999 : 6). Cette perspective mise sur l'occupation par les femmes des instances et des espaces politiques existants. Il s'agit, en l'occurrence, de revoir les règles du jeu politique (mode de scrutin, mode de candidature, etc.) pour rejoindre et intégrer le plus grand nombre possible de femmes. C'est un féminisme qui s'accommode aux structures sociopolitiques en place et prend pour objet d'étude l'individu et les conditions d'accès à ces structures. Il ne s'attaque pas au pouvoir politique dans sa structure, mais dans sa forme, ralliant ainsi un grand nombre d'hommes et de femmes puisqu'il préconise une plus grande participation des femmes, sans nécessairement contester le pouvoir des hommes. Les femmes peuvent ainsi, note Bernard (1998 : 1) investir la sphère publique et celle du politique, en particulier, sans insécuriser les hommes.

Une telle position, soutiennent les féministes radicales, ne saurait améliorer la position politique des femmes dans la société (Descarries, 2005, 2002). Leur analyse propose une perspective radicale, axée davantage sur la transformation, voire l'abolition des structures de pouvoir actuel. De filiations marxiste ou socialiste, le courant radical s'en démarque en considérant que l'oppression des femmes est un problème spécifique qui ne peut être analysé à la seule lumière des luttes de classes (Delphy 1970, 1998, 2001). Les féministes radicales identifient le patriarcat comme un système autonome possédant sa propre logique et ses propres moyens de reproduction (Descarries, 1998). Elles empruntent aux marxistes la notion de « classes » de sexe et analysent les rapports entre les sexes en termes de rapports sociaux, autrement dit en termes de rapports de pouvoir, de rapports conflictuels (Kergoat, 2001, 2009). Si les marxistes voyaient dans la famille, un lieu spécifique de reproduction de la main-d'œuvre au service du capital, les féministes radicales la désignent à prime abord comme le lieu de l'exploitation patriarcale des femmes à travers l'appropriation de leur temps, des produits de leurs corps, de l'obligation sexuelle et de la charge physique de membres de la société (Guillaumin, 1978, 1992 ; Delphy, 1998, 2001). Pour les radicales matérialistes, la famille ou encore, selon les

auteurs, l'appropriation individuelle ou collective du corps des femmes et de leur force de travail, est la base du patriarcat, système socio-économico-politique de domination des femmes. Ce qui les amène à concevoir que l'oppression des femmes ne disparaîtra pas, comme le pensent les marxistes, en même temps que le capitalisme (Firestone, 1970 ; Atkinson, 1975 ; Delphy, 1998, 2001, Guillaumin, 1978). Elles reprochent dès lors à la posture marxiste de réduire les phénomènes sociaux aux phénomènes économiques et de ne pas concevoir le patriarcat comme un système à la fois autonome et « consubstantiel » au capitalisme (Kergoat, 2009). Pour les radicales, donner du pouvoir aux femmes passe donc par la suppression du patriarcat *car « il est impossible de réaliser l'égalité entre hommes et femmes à l'intérieur de structures institutionnelles qui présupposent l'inégalité entre hommes et femmes »* (Beck, 2003 : 244). Elles voient dans la thèse de la complémentarité des sexes l'outil idéologique de la reproduction de la division sociale des sexes (Descarries, 2002 : 31) et revendiquent une citoyenneté des femmes à part entière.

Pour Lamoureux (1997 : 41-42), la deuxième vague du féminisme a repris la thématique inclusive de la première vague en l'étendant dans trois principales directions. Premièrement, elles ont travaillé à l'élimination du « *double standard* », c'est-à-dire à l'élimination des discriminations à l'égard des individus de sexe féminin. C'est une lutte pour l'égalité juridique afin d'offrir les mêmes droits dont bénéficient les hommes aux femmes, c'est-à-dire un « mouvement d'individuation des femmes ». La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), adoptée en 1979 par l'Assemblée Générale des Nations Unies procède de cette lutte. Aujourd'hui, celle-ci est un instrument international de référence en matière de droits des femmes. Deuxièmement, il y a eu une volonté d'élargir la sphère du droit au domaine du « personnel », à ce qui était considéré comme privé. Troisièmement enfin, « c'est la remise en cause de l'universalité de la loi et des autres catégories de l'analyse politique ».

La troisième direction rompt partiellement avec la logique de l'inclusion. C'est la position des différentialistes, notamment de Luce Irigaray (1989) citée par Lemay (2001 : 1-2), qui préconise que les femmes n'investissent pas les structures traditionnelles de pouvoir afin de ne pas les reproduire. Ainsi que le note Lamoureux (1997 : 44), pour Irigaray, l'indifférenciation signifie la caution et le triomphe de la norme unitaire masculine. Les féministes de la différence reprennent en effet un discours sur le dualisme humain, la complémentarité des sexes. Le titre de l'ouvrage de Carol Gilligan, une des penseuses du féminisme de la différence, *Une si grande différence* est révélateur de la position de ces féministes. Elles défendent l'idée d'expériences et de pouvoir-savoir des femmes (Descarries et Roy, 1988 : 16-17). « Critiques face à la gouvernance publique, les féministes de la différence en attribuent les carences à l'absence de prise en compte de la bisexualité de l'humanité et arguent de la nécessaire représentation des intérêts sociaux dont les femmes sont porteuses », note Lamoureux (1997 : 39). Dans la même foulée, Gaspard, Servan-Schreiber et le Gall (1992 : 14) identifient la quasi-monopolisation de la représentation politique par les hommes comme un des éléments de la crise que traverse le système politique français. De façon plus large, plusieurs auteurs-es notent que la non ou l'insuffisante intégration des femmes dans les structures de gouvernance freine la croissance économique, le développement durable et la réduction de la pauvreté (Tiendrébéogo-Kaboret, sans date : 8).

Carole Pateman, pour sa part, a développé l'idée d'une « citoyenneté différenciée selon le genre qui donnerait une signification politique à la maternité, celle-ci devenant l'équivalent des vertus civiques de la citoyenneté républicaine fondées sur l'habilité à porter les armes » (Citée par Bérengère Marques-Pereira, 2004 : 131). Les féministes différentialistes élaborent donc les revendications politiques, notamment le droit de voter et de prendre part à l'exercice du pouvoir, au nom de la spécificité des femmes. Leur position suggère que l'entrée des femmes en politique va favoriser une *autre pratique de la politique, une praxis plus riche et surtout, améliorera la vie*

en société. Il convient de souligner avec Pateman (1989) que revendiquer la participation politique des femmes au nom de l'égalité ou de la différence place les femmes devant le dilemme de « Wollstonecraft »¹²⁵. D'un côté, invoquer l'humanité commune aux hommes et aux femmes, donc l'égalité des sexes, sous-entend que les femmes peuvent être représentées par des hommes, qu'il n'y a aucune distorsion dans ce fait. De l'autre, revendiquer la représentation féminine au nom de la différence, c'est courir le risque que les différences des sexes soient hiérarchisées et que les femmes soient, par voie de conséquence, des citoyennes de seconde zone (Dans Lamoureux, 1997 : 39-40).

Souvent caractérisées comme dominantes et occidentales, les problématiques théoriques et stratégiques féministes développées dans le cadre des courants égalitariste, radical et différentialiste ont été, au cours des récentes décennies, l'objet de critiques internes et externes qui leur reprochent leur incapacité à tenir compte de l'expérience et des réalités des femmes de sociétés d'ailleurs, notamment colonisées.

5.1.3 Les féminismes dissidents

5.1.3.1 Les premières scissions au sein du féminisme occidental

Les féministes noires des États-Unis ont été parmi les premières à poser la spécificité du statut des femmes racisées en mettant à nu l'articulation des rapports sociaux de sexe, de « race » et de classe (Hooks, 1981 ; Collins, 1990). Constatant qu'elles vivaient une synthèse de ces trois types d'oppression et, même pour certaines d'une quatrième qui est l'hétérosexisme, elles ont travaillé à faire émerger, à la fin des

¹²⁵ Pateman a donné le nom Wollstonecraft à ce dilemme en mémoire de l'auteure du célèbre essai sur les droits politiques.

années soixante, un féminisme noir, le *black feminism*. Ainsi naquit, dès 1973, un groupe féministe noir qui devint la *National Black Feminist Organization* (NBFO)¹²⁶.

De façon plus large, les femmes noires, afro-américaines ou africaines vivent des oppressions de la part des hommes (Blancs et Noirs), mais elles subissent aussi celles des femmes blanches (de la classe colonisatrice). Pour ces femmes, le racisme, le sexisme et le système de classes sont trois axes de domination liés tant du point de vue de l'analyse que du vécu (Curiel, 1999 : 44-45). Le *patriarcat*, le *capitalisme* et le *colonialisme* sont en effet consubstantiels (Kergoat, 1984), se renforçant mutuellement pour déterminer leur statut et position. Pour plusieurs auteurs-es, ces femmes partagent donc avec leurs hommes « plutôt qu'avec l'ensemble des femmes des sentiments d'appartenance ethnique, raciale et nationale » (Ship, 1991 : 15). Tremblay (2008 : 39) donne l'exemple du Kenya, une colonie britannique où les femmes d'origine européenne ont pu voter dès 1919, les femmes et les hommes asiatiques en 1923, alors que les femmes et les hommes noirs n'ont pas pu le faire avant 1957, en période de décolonisation.

Si, pour reprendre l'expression de Bell Hooks, « [t]ous les Noirs ne sont pas des hommes et toutes les femmes ne sont pas des Blanches », il va de soi que, selon les conjonctures, certaines femmes se sentiront d'abord (ou autant) Noires, Blanches, Ivoiriennes, Burkinabè, Camerounaises, Françaises, Suissesses, Marocaines, etc. avant de sentir femmes !¹²⁷ Une telle réalité appelle à « déconstruire l'idée d'une « femme universelle » très présente dans la pensée féministe dominante, tout en

¹²⁶ Nous invitons la lectrice ou le lecteur à lire la Déclaration de 1977 du Combahee River Collective, publiée toutefois en 1979.

¹²⁷ Simone de Beauvoir avait dès 1949, dans *Le deuxième sexe I* ([1949], 2001 : 19), fait ressortir la spécificité des rapports entre femmes qui n'ont pas, à l'image des minorités ethniques, une tradition, une culture, une religion qui leur est propre. « Elles vivent dispersées parmi les hommes. [...] Bourgeoises elles sont solidaires des Bourgeois et non des femmes prolétaires; Blanches des hommes blancs et non des femmes noires [...] Le lien qui l'unit [la femme] à ses oppresseurs n'est comparable à aucun autre ». Face à la pluralité des identités des femmes, celle raciale prend le devant.

maintenant l'idée d'un rapport social universel de domination patriarcale, évidemment variable dans le temps et l'espace » (Descarries, notes de cours, 2009).

Pour les femmes afro-américaines et africaines, l'ennemi principal pour emprunter le terme de Delphy, n'est pas nécessairement dans leur expérience quotidienne le patriarcat, mais bien le racisme et le néocolonialisme ! Ainsi, bon nombre de femmes, africaines ou non, hésiteront ou refuseront d'embarquer dans le train de la lutte féministe « à l'occidentale » accusée, à tort ou à raison, d'ethnocentrisme et de prôner la non mixité, en d'autres mots la guerre des sexes.

5.1.3.2 Le féminisme postcolonial

Tout d'abord précisons avec Laetitia Dechaufour (2007) que « [le féminisme postcolonial désigne non pas une aire géographique correspondant aux pays ayant arraché leur indépendance aux mains des colonisateurs, mais [correspond] plutôt à une relecture critique et anticolonialiste des effets qu'ont occasionnés le colonialisme et l'impérialisme sur les rapports sociaux de sexe »¹²⁸. Il s'agit d'une lecture critique de l'hégémonie du féminisme occidental par des femmes racisées : africaines, arabes, latino-américaines, asiatiques. Nombre de ces femmes ne se reconnaissent pas nécessairement dans la figure que les femmes occidentales dressent trop souvent d'elles, à savoir des femmes violentées, battues, exploitées, bâillonnées, excisées, infériorisées, échangées à l'instar de marchandises, répudiées pour un rien, victimes de lapidation en cas d'adultère, etc., bref des victimes passives de toutes sortes d'oppression. Elles lisent leur situation d'oppression à la lumière du fait colonial et ne considèrent pas nécessairement que le sexe soit le caractère premier de leur oppression. Adrienne Rich exprime bien les privilèges liés à la blancheur (race) quand elle dit qu'elle a été catégorisée comme Blanche avant de l'être comme femme

¹²⁸ DECHAUFOUR, Laetitia. « Introduction au féminisme postcolonial et genèse de ce courant ». <http://www.resistingwomen.net/spip.php?article108>, consulté le 20-7-2007.

lorsque, dans la maternité où elle est née, elle fut placée dans la salle réservée aux bébés blancs (Dans Lewis et Mills, 2003 : 20). Les femmes de couleur ont un parcours d'obstacles différents (barrière de la langue, difficulté d'accès à l'emploi, au logement) qui fait qu'elles sont les plus exposées à la pauvreté et à la précarité. Et un programme de soutien à leur intention ne saurait ignorer la variable race.

Le féminisme postcolonial considère donc le colonialisme comme un phénomène sexué avec des effets sur les structures patriarcales. Il travaille à croiser sexe, classe et race, donc à penser en termes d'intersectionnalité, ce qui exige de prendre en compte l'intersection de multiples facteurs de division et de hiérarchie : race, classe, sexe ou encore de leur recouvrement et de leur interdépendance (K.W. Crenshaw, 2005 ; Nancy Fraser, 2005). Ce féminisme vise, comme le souligne Lewis et Mills (2003 : 3-4) deux objectifs principaux, à savoir, introduire la variable race dans le féminisme et la question de genre dans le colonialisme et le post-colonialisme. Ce féminisme a, selon Laetitia Dechaufour (2007), opéré deux ruptures majeures. La première a été la déconstruction de la figure de la femme non occidentale telle que le présente le féminisme occidental ; la deuxième a consisté à poser la question des conditions de production du savoir *qui parle pour qui ?* Les critiques ont, en effet, mis en exergue le fait que la position que l'on occupe joue sur la façon de voir les choses. Ainsi, alors que les féministes blanches bourgeoises brandissaient l'accès au travail salarié comme condition à l'émancipation des femmes, les femmes africaines et afro-américaines réalisaient déjà des activités génératrices de revenus ou étaient manœuvres dans des plantations et/ou encore domestiques dans des familles blanches, sans pour autant bénéficier d'un égal accès aux ressources socioéconomiques.

Ainsi, des femmes racisées désirent formuler leurs revendications à partir de leur propre réalité. Dans le monde arabo-musulman, par exemple, des mouvements de femmes se revendiquant féministes vont utiliser le droit musulman comme base de leur combat. Elles se construisent une identité en dehors du modèle

« d'émancipation » proposé par l'Occident. Pour elles, « il ne s'agit pas de se confronter au religieux, à l'islam en tant que tel, mais bien à une interprétation politique rigoriste et rétrograde du religieux » (Touati, 2006 : 112). L'islam reste la référence politique, même s'il s'agit d'un islam revisité. Ces femmes, féministes musulmanes ou islamiques, s'affirment par le religieux, et ont travaillé et travaillent à une relecture du droit de la famille et du droit successoral, comme cela a été le cas au Maroc avec l'adoption d'un nouveau code de la famille en 2004.

5.1.3.3 Le féminisme africain.

Les femmes féministes africaines -qu'elles écrivent à partir du continent où de l'extérieur (Amérique du Nord, Europe)- manifestent aussi une volonté de se distancer du féminisme occidental, bien que celui-ci dans ses tendances plus contemporaines évolue vers un « féminisme solidaire » (Descarries, 2002) fondé sur une politique de coalition ouverte aux différences (Haicault, 2000 ; Yuval Davis, 1997 ; Spelman, 1988) et à la « diversité des modes d'assujettissement des femmes » (Fougeyrollas-Schwebel *et al.*, 2005). Cette volonté de distanciation explique en partie que nombre d'entre elles ne se reconnaissent pas dans l'œuvre de l'écrivaine Beyala, *Lettre d'une africaine à ses sœurs occidentales* où le ton est volontairement acharné. Elle dit, par exemple, que « seules les tricheuses rêvassent sur des nouvelles formes de relations homme-femme et parlent de complémentarité dans les couples ». Pour Assiba d'Almeida (1999 : 34), c'est Awa Thiam à travers *La parole aux négresses* qui « a su sortir d'un silence complice les problèmes auxquels les femmes d'Afrique sont quotidiennement confrontées ». L'écrivaine camerounaise Licking (1988) à laquelle elle se réfère également, manifeste surtout une volonté d'élaborer un féminisme conceptualisé en Afrique. Licking a ainsi inventé le mot « misovire »¹²⁹

¹²⁹ Dans la langue française, il existe le terme misogynie pour désigner une personne qui hait les femmes mais l'équivalent du côté des femmes, c'est-à-dire une personne qui hait les hommes n'existe pas.

qui devrait dire qui hait les hommes, mais qu'elle définit comme « une femme qui n'arrive pas à trouver un homme admirable » (Almeida, 1999 : 37). Elle évite donc « l'antimâlisme » et cherche plutôt à adopter une stratégie d'équilibre et de négociation.

C'est dans cette ligne de recherche de rapports équilibrés entre les sexes que Champagne (1997) s'aligne derrière les chercheuses africaines des années 1980 qui ont mis en sourdine la dénonciation des *rapports de subordination* des femmes aux hommes -mis au jour par les féministes occidentales- et qui ont plutôt adopté une perspective égalitariste en mettant l'accent sur *les rapports de complémentarité* entre hommes et femmes. Il s'agit de « faire valoir des espaces de manœuvres ou de liberté des femmes dans des contextes divers [...] pour claironner une certaine forme de pouvoir féminin en Afrique » (131), et favoriser l'accès des femmes à certaines ressources sociétales. Cette idée de complémentarité est reprise par Houetto (1975) pour l'ethnie Fon du Dahomey traditionnel (actuel Bénin) et par Halimatou Ba et Rosalie Diop (2005) pour le Sénégal. Ces deux auteures disent que :

Identifiée comme **le sexe faible**¹³⁰, la femme doit s'occuper du foyer et de l'éducation des enfants, pendant que l'homme affronte le monde extérieur. **Au Sénégal, ces rôles se complètent et chaque partie est socialement valorisée**¹³¹. Seulement les conséquences de cette distinction, de même que les rôles sociaux établis ont inhibé les aspirations des femmes à participer à la vie publique et politique. La femme est perçue comme un être nécessitant soins et protection (Ba et Diop 2005 : 137).

Il ne fait aucun doute que le partage du travail rend les femmes et les hommes interdépendants et les désigne à travers des rôles complémentaires, étant donné que « les espaces d'action, attribués socialement, ne peuvent être ni échangés ni

¹³⁰ C'est nous qui soulignons

¹³¹ C'est nous qui soulignons

transgressés » (Roth, 1996 : 8). C'est pourquoi nous pouvons nous demander avec Jacqueline Ki-Zerbo (1975 : 24) si l'assignation des femmes à la sphère privée où elles sont considérées « autonomes » n'est pas un moyen subtil de les tenir loin de la sphère des décisions essentielles ?

La citation de Ba et Diop laisse clairement apparaître l'inégalité structurelle entre les sexes, la subordination du groupe des femmes au groupe des hommes, même si elles insistent sur la complémentarité des sexes¹³². De façon plus large, la vie quotidienne en Afrique met en lumière le contrôle social normatif exercé par les hommes sur les femmes. Si ce ne sont pas des rapports de domination et d'occultation de l'autre, comment justifier le fait que l'on donne -en milieu rural- systématiquement à boire aux hommes avant les femmes ? Comment justifier que quand une femme -cadre supérieure de son état- va régler un loyer, le propriétaire lui remette sans demander son avis, un reçu au nom de son mari ? Comment justifier le fait qu'un mari occupe le siège réservé aux malades pendant que sa femme très souffrante est debout ? Comment justifier que l'on donne un petit tabouret à même le sol à une femme enceinte de huit mois qui peine à marcher et que l'on donne la chaise à son mari ? Comment justifier le fait que dans de nombreux villages africains, la mère doit s'agenouiller pour donner à manger à son jeune fils et retourner ramasser les plats vides quand celui-ci a fini de manger, etc. ?

Ces gestes du quotidien sont, selon nous, des facteurs qui contribuent le plus à la sous-estimation des femmes et à la dévalorisation du féminin ! En effet, si la femme que le jeune garçon est censé aimer le plus au monde lui doit cette déférence -à la manière de sujets à l'égard de leur chef-, comment peut-il considérer cette femme,

¹³² Nous convenons que sur les plans de l'identité individuelle et des rapports interpersonnels, des espaces de négociation existent dans la vie familiale, rendant les rapports entre hommes et femmes plus égalitaires ou moins inégalitaires; une gestion matriarcale existe même sous certains toits! Mais sur le plan sociologique, de *l'identité sociale des femmes*, les rapports de domination masculine sont très visibles; le travail lié à la reproduction (maternage) est moins valorisé que celui lié à la production.

comme toutes les autres, comme son égale ? Toute autre femme ne peut être qu'à son service, que sa servante qui lui doit une obéissance inconditionnelle ! Il nous semble comme le note Collin (1992) que défendre la complémentarité vient en partie de la crainte d'ébranler l'ordre familial et social, et contribue à reconduire des rapports inégaux entre les hommes et les femmes.

Chez tous ces « penseurs » de l'infériorité ou de la complémentarité, derrière le recours philosophique ou scientifique à la nature, se profile en fait de manière insistante la crainte de voir l'émancipation des femmes venir ébranler l'ordre familial et social fondé sur la domination patriarcale. Leur accession au savoir est tout à la fois présentée contradictoirement comme une impossibilité et comme un danger. Des femmes « savantes » risqueraient en effet de désertir les tâches maternelles et de service qui leur sont dévolues Collin (1992 : 12-13).

C'est ce qui explique aussi en partie la hantise du terme *égalité* entre hommes et femmes en Afrique. En 2001, nous étions en mission au Bureau International du Travail/Yaoundé (BIT/Yaoundé) pour le compte du bureau pour l'égalité entre hommes et femmes à Genève où une haute responsable de l'administration publique était visiblement agacée par le terme « égalité des sexes ». « Vous parlez d'égalité, d'égalité, peut-être qu'il faut ajouter de chances, est-ce que la femme est égale à l'homme ? Est-ce que la femme a la force physique comme l'homme ? » martela-t-elle ! Or, l'égalité des sexes est définie sous trois aspects selon l'étude de la Banque mondiale, *Genre et développement économique* (2003 : 3) : égalité devant la loi, égalité d'opportunités et égalité d'influence.

Ajoutons que si plusieurs femmes africaines prennent leur distance par rapport au féminisme occidental, c'est aussi parce que ce dernier défend l'homosexualité comme pratique sexuelle, ce qu'une forte majorité de femmes et d'hommes africains condamne, lorsqu'ils/elles n'en nient l'existence. « Ce que je déplore, c'est le fait que l'on fasse l'amalgame entre l'homosexualité et le féminisme. Et puis non, elles, elles ne veulent pas faire des enfants et elles disent à moi d'en faire pour qu'elles adoptent, ah, non ! ». Ces propos d'une femme politique burkinabé illustrent une conception du

féminisme occidental largement répandue en Afrique : des femmes qui veulent tout pour les femmes, qui revendiquent la liberté de vivre entre elles tout en ne faisant pas le deuil de la maternité.

Malgré une volonté de distanciation, le féminisme africain rejoint néanmoins dans sa philosophie et sa stratégie de lutte le féminisme égalitariste occidental qui est le courant dominant dans tous les pays. Il est en quelque sorte le féminisme officiel de tous les organismes gouvernementaux et para gouvernementaux, et préconise l'accès de toutes les femmes aux diverses ressources sociétales (Descarries, 2005). Ainsi, « dans le féminisme à l'africaine », précise Marie-Angélique Savané (Thorin, 2006 : 35), « il n'y a jamais eu de rejet de l'autre sexe. Au quotidien, nous ne rejetons pas le pouvoir masculin, nous tentons de nous l'approprier ». L'enjeu central devient donc de favoriser l'accès aux institutions politiques et sociales déjà en place.

5.1.4 Nouvelles perspectives féministes

De nos jours, les féministes s'accordent pour dire qu'il faut adapter l'analyse et les stratégies au nouveau visage du pouvoir. Celui-ci a subi diverses transformations consécutives aux mouvements sociaux dont le féminisme. Les jeunes femmes ne se reconnaissent pas forcément dans le discours féministe jugé victimisant des années 70 où un *nous femmes universel* est posé comme dominé, opprimé, approprié par *eux*, les hommes, le patriarcat. En outre, elles veulent poser leurs spécificités (Bernard 1998). Le défi est comme le dit Lamoureux (1997) de parvenir à penser une politique qui prenne sa source dans le féminisme, tout en sortant de l'ornière du féminin. Selon elle, il s'agit de « penser les conditions d'une démocratie inclusive, où l'inclusion ne se limite pas à l'égalité des droits, mais permet de façonner différemment le mode d'organisation politique. [...] [Celui-ci] doit d'emblée poser de nouvelles fondations qui permettent de respecter les différences tout en n'en faisant pas un objet de stigmatisation » (Lamoureux, 1997 : 34). C'est plus qu'une simple tolérance ou

quelques accommodements pour rencontrer des groupes « minorisés », en l'occurrence les femmes.

Pour Lamoureux, le concept d'équité permet de résoudre quelques unes des apories liées au concept de l'égalité moderne en prenant acte des différences de position dans la formulation des politiques juridiques et sociales. « C'est sur la base de la notion d'équité qu'on peut faire de l'égalité un horizon en ne se contentant pas de sa simple proclamation tout en tenant compte de la complexité qui caractérise nos sociétés et de la diversité des rapports sociaux qui la traversent » (Lamoureux, 1997 : 45). Cette notion permet aussi de soulever le problème de l'hétérogénéité du groupe des femmes ainsi que celui de la non uniformité des statuts des hommes et des femmes. Il y a en effet, aujourd'hui, quasi-unanimité à l'effet que les différences entre hommes et femmes et entre les femmes ne peuvent être attribuées à la seule œuvre du patriarcat, mais proviennent également d'autres facteurs tels la différence de classes et d'ethnies (Bourdieu, 1979 ; Poutlanzas, 1974). Ainsi, Iris Young dans « Gender as seriality » (1994) emprunte le concept de série à Sartre dans *La critique de la raison dialectique* pour montrer que les femmes peuvent lutter pour une cause commune sans avoir une identité commune ou partager les mêmes attributs.

Il convient de relever que la notion d'équité a donné lieu à des politiques de discrimination positive qui consiste à réserver des postes et des positions pour les femmes même si, comme déjà mentionné, l'application de telles dispositions dans l'univers politique a généré une division entre les féministes, notamment entre celles qui sont pour la parité et celles qui sont contre.

5.1.5 L'influence des théories féministes sur les approches Femmes et Développement

Pour ce qui est de l'Afrique, écrit Assié-Lumumba (1996 : 147), l'imaginaire occidental représentait les femmes africaines comme des êtres dominés, bêtes de

somme soumises aux hommes, et on leur appliquait le modèle de « la femme du colon, inactive et effacée », alors que les Africaines jouaient un rôle-clé dans les activités de production, dans l'économie. Considérées comme « groupe vulnérable et pauvre » (Hesseling et Logoh, 1997 : 4), la philosophie qui préside au développement dans les années 50-60 à leur égard a été en conséquence une « démarche assistantielle » ou de « bien-être social » visant l'allègement de la pénibilité des travaux domestiques. Les actions étaient centrées sur le rôle de mère des femmes à travers des activités de protection maternelle et infantile, d'hygiène, de soins de santé primaire, etc. (CQFD, 2004 : 14-15). Les résultats réels de ce type d'intervention seront questionnés toutefois dans les années 70 par les institutions de développement international. Le document d'Ether Boserup (1970) *Women's rôle in economic development* met en lumière la contribution des Africaines dans les activités de production, notamment dans l'agriculture et en conséquence, la marginalisation des femmes qu'induisaient les politiques de développement qui avaient comme interlocuteurs privilégiés les hommes : les hommes augmentaient considérablement leurs revenus et leur pouvoir en investissant par exemple les cultures de rente tandis que les cultures vivrières d'autosubsistance étaient reléguées aux femmes. On entreprit alors d'intégrer les femmes au développement en fonction d'une autre dynamique.

Dans la foulée des idées forces du mouvement des femmes et, particulièrement, des théories féministes, trois grandes approches, se chevauchant dans le temps, ont été alors expérimentées pour une prise en compte des femmes dans le processus de développement. Ce sont respectivement l'intégration des femmes au développement (IFD), les femmes et le développement (FED) et l'approche genre et développement (GED) (Hesseling et Logoh, 1997 : 3-5 ; Gansoré, 2001 : 73-78 ; CQFD, 2004 : 17-24).

Comme son nom l'indique, l'approche d'Intégration des Femmes au Développement (IFD), issue de la théorie féministe libérale (égalitariste) et de la théorie de la modernisation¹³³ vise à prendre en compte les femmes dans le développement, mais sans questionner les instances de développement et de pouvoir en place. Des activités et des actions pour augmenter leur productivité traditionnelle ainsi que leurs revenus furent initiées. L'approche IFD travaille à faire des femmes des émules des hommes à travers une socialisation différente des filles, l'accès des femmes aux méthodes contraceptives, aux nouvelles technologies et au marché du travail etc. (Descarries, 2002b). Les rapports d'inégalité entre les hommes et les femmes n'y sont pas questionnés, mais les pratiques d'intervention reposent sur l'hypothèse que l'amélioration du pouvoir économique des femmes changera positivement les rapports sociaux entre les sexes (Dagenais et Piché 1994 cité par CQFD, 2004 : 18 et 19 ; Rathgeber, 1992 : 9 cité par Gansoré, 2001 : 74).

En réaction aux limites d'une telle hypothèse, une autre approche, *Femmes et Développement* (FED), fondée sur la théorie de la dépendance¹³⁴ et d'obédience marxiste, voit le jour au cours des années 70. « Selon cette approche, ce sont les inégalités entre les classes et les structures internationales qui sont responsables de la subordination des femmes » (CQFD, 2004 : 19). L'approche FED se fonde donc sur l'idée implicite que l'égalité entre les sexes se réalisera avec la suppression de l'inégalité entre les classes et l'avènement de structures internationales plus

¹³³ La théorie de la modernisation a été développée par l'Américain Walt Whitman Rostov et a dominé la pensée sur le développement dans les années 50 aux années 70. Le développement était conçu de façon linéaire et on s'imaginait que les pays en développement pourraient atteindre le niveau de développement des pays du Nord au fur et à mesure de leur industrialisation et de l'augmentation de leurs niveaux de croissance, c'est-à-dire de leur passage progressif de la société traditionnelle (fermée à l'innovation) vers la société moderne.

¹³⁴ La théorie de la dépendance s'oppose à la théorie de la modernisation. Selon celle-ci, ce n'est pas un retard culturel qui explique le sous-développement des pays du Sud mais bien les rapports Nord-Sud, l'organisation structurelle de l'économie mondiale. Les pays du Nord maintiennent les pays du Sud dans un état de dépendance économique, politique et technologique à travers des échanges inégaux.

équitables. Tout comme l'IFD, le FED est centré sur les femmes et ne remet pas en cause la division sociale des sexes. Les actions initiées en leur faveur, telles que les activités génératrices de revenus, ont en l'occurrence un impact limité. Elles sont centrées sur « la production aux dépens des aspects reproductifs du travail et de la vie des femmes » (Gansoré, 2001 : 76 ; CQFD, 2004). Face à ces insuffisances, une autre approche, Genre et Développement (GED) ou *Gender and Development* apparaît dans les années 80.

Développée par des chercheuses du Sud regroupées au sein du réseau DAWN (*Development Alternatives with Women for New era*), l'approche GED contrairement aux deux premières, explique l'oppression des femmes par la division sexuelle du travail et vise leur *empowerment* (acquisition de pouvoir des femmes) (CQFD, 2004 : 20). Ses partisans et partisanes dénoncent le principe de la subordination de la sphère de reproduction, où l'on a cantonné les femmes, à celle de la production. Rejetant le déterminisme biologique pour expliquer l'état de subordination dans lequel sont cantonnées les femmes, l'approche GED postule que les rapports entre les sexes sont des rapports socialement construits et peuvent, de ce fait, être changés. Ainsi, l'approche GED ambitionne de transformer les rapports entre les femmes et les hommes non seulement en cherchant à satisfaire leurs besoins pratiques (besoins quotidiens de manger, se loger, se vêtir, se soigner, etc., soit les conditions matérielles de vie) mais aussi en cherchant à répondre à leurs intérêts stratégiques (capacité et possibilité de participer à la gestion des affaires publiques, de faire des choix de vie, etc.). La perspective GED aspire donc à changer la condition des femmes, mais surtout leur statut social, c'est-à-dire la position qu'elles occupent au sein de la société. En conséquence, « elle entraîne inévitablement un réexamen fondamental des structures et institutions sociales et, en fin de compte, la perte de pouvoir des élites séculaires produisant ainsi différents impacts sur la vie des femmes et des hommes » (Rathgeber dans Dagenais, Piché, 1994 et repris par CQFD, 2004 : 20). La conférence mondiale des femmes qui s'est tenue à Beijing (Pékin) en 1995

par exemple a, pour un meilleur impact des actions de développement sur les femmes et les hommes, recommandé l'application systématique du GED dans les différents programmes et projets de développement (CGD, 2005 : 54 ; Coulibaly et Ouattara, 2007 : 7). Le Burkina aussi en a fait son credo pour la promotion des droits des femmes par l'adoption, comme déjà mentionné, d'une politique nationale genre dont l'objectif général est « de promouvoir un développement participatif et équitable des hommes et des femmes (en leur assurant un accès et un contrôle égal aux ressources et aux sphères de décision) dans le respect de leurs droits fondamentaux » (MPF, sans date : 28).

5.2 Hypothèses

Selon Raymond Quivy et Luc Van Campenhoudt (2006 : 113), un travail n'est une véritable recherche que s'il se structure autour d'une ou de plusieurs hypothèses. Et tout comme Andrée Michel (1980 : 7-8) qui rejette une lecture chronocentriste pour appréhender l'expérience contemporaine des femmes, notre analyse se penche sur la vie politique des femmes burkinabé en regard du pouvoir et des privilèges dont bénéficient les hommes. Pour mener cette recherche, nous posons comme première hypothèse qu'il y a un lien explicatif entre les rôles dévolus aux femmes par la société au Burkina et le fait qu'elles sont très peu représentées dans le champ politique. Cette hypothèse qui pose la relation entre *le rôle social des femmes* et leur *participation politique* traduit notre question centrale de recherche, *comment la division sociale des sexes se traduit-elle et se reproduit-elle dans l'univers politique du Burkina Faso ?* ». Elle permet de mettre en lumière les liens entre les rôles sociaux et la participation à la gestion des affaires publiques, entre les positions sociales des deux sexes et leur présence respective dans l'univers politique. Nous la confortons et l'affinons par une deuxième qui examine l'expression des normes sociales dans la vie privée des femmes politiques. Ainsi, la deuxième hypothèse qui encadre notre réflexion est à l'effet que la principale contrainte susceptible d'expliquer la faible représentation des

femmes en politique au Burkina Faso est l'univers normatif dans lequel elles évoluent et qui appelle la soumission à leur époux et leur assignation prioritaire à la sphère privée. En tel cas, nous envisageons que plus les femmes peuvent compter sur le soutien de leur époux, plus leur longévité et leur visibilité politiques seront grandes et inversement. Car comme le dit l'adage africain, « même si la femme est de grande taille [et est riche], elle n'est pas cheffe de famille ! ». Cette deuxième hypothèse est « bivariée »¹³⁵ en ce qu'elle associe *soumission au mari* et *faible présence en politique*.

5.3 La démarche méthodologique

5.3.1 L'échantillonnage

Même si le nombre de femmes ayant accédé aux différents paliers de pouvoir, législatif, exécutif et/ou municipal depuis l'accession du pays à l'indépendance reste faible, par exemple 38 pour les ministres et 37 pour les députées¹³⁶, nous ne pouvions évidemment pas les rejoindre toutes et il nous a donc fallu constituer un échantillon. Consciente par ailleurs que la crédibilité d'une recherche tient aussi à la rigueur des opérations de sélection de la population enquêtée, nous avons combiné plusieurs principes et critères pour constituer un échantillon assurant la plus grande fiabilité possible des résultats.

Dans un premier temps, nous voulions un échantillon à la fois hétérogène et homogène. Homogène, en ce qu'il est constitué de femmes actives dans le champ politique, qu'elles aient accédé ou non à des postes de responsabilité, et hétérogène

¹³⁵ Ce terme est utilisé par Maurice Angers (1992) cité par Dépelteau (2000 : 163). Angers parle d'hypothèse « univariée », « bivariée » et « multivariée » selon que nous sommes en présence d'une, de deux ou plusieurs variables.

¹³⁶ Certaines femmes pour avoir été ministres et députées se trouvent comptabilisées dans les deux nombres.

rejoignant, d'un côté, des femmes de plusieurs strates politiques (ambassadeures, ministres, députées, gouverneures, maires/adjointes au maire/ conseillères municipales), et, de l'autre côté, des militantes ou des responsables tant du parti au pouvoir, de la mouvance présidentielle¹³⁷, que de l'opposition, de même que des candidates non élues et des personnes ressources actives dans le champ politique. Ces deux caractères, homogénéité et hétérogénéité, de l'échantillon doivent permettre d'avoir une compréhension riche du phénomène et d'effectuer des comparaisons (Savoie-Lajc, 2007 : 104).

A l'exception de Juliette Bonkougou-Yaméogo et d'Alimata Salembéré-Ouédraogo qui ont été rencontrées à Montréal, les autres répondantes de notre enquête ont été interviewées lors d'un de nos trois séjours sur le terrain au Burkina : préterrain de juillet à août 2006, terrain de septembre à décembre 2007 et post-terrain de janvier à mars 2009.

Au niveau du pouvoir exécutif, nous avons, parmi les femmes ambassadeures, interviewé deux des cinq femmes qui étaient en fonction jusqu'au mois de décembre 2007¹³⁸. La première, Béatrice Damiba, ambassadeure du Burkina en Autriche, a été rencontrée lors d'une de ses missions au mois de novembre 2007 à Ouagadougou. C'est à Montréal, le 5 décembre 2008, que nous avons rejoint Juliette Bonkougou-Yaméogo, ambassadeure du Burkina à Ottawa. Pour ce qui est des ministres, nous avons demandé audience auprès des cinq qui étaient en fonction à l'époque de notre terrain, soit de septembre à décembre 2007. Trois nous ont répondu favorablement. Il s'agit d'Odile Bonkougou-Balima, ministre de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation de Masse, de Céline Yoda-Konkobo, ministre de la promotion de la femme et de Salamata Sawadogo-Tapsoba, ministre de la promotion des droits

¹³⁷ Les partis politiques qui soutiennent la candidature du président de la République.

¹³⁸ Elles étaient cinq mais deux avaient été appelées au gouvernement et n'avaient encore pas été remplacées.

humains. Nous avons pu rencontrer aussi au cours de cette même période, la ministre de la promotion des droits humains qui venait tout juste de quitter son poste, Monique Ilboudo. Six autres femmes, qui ont été ministres, ont également été interviewées. Parmi elles, trois ont été aussi parlementaires. Lors du post-terrain de janvier à mars 2009, nous avons demandé audience auprès de deux autres ministres sans succès. Signalons que le nombre de femmes ministres est passé à six en mars 2008 avec la nomination de Cécile Béloum-Ouédraogo comme ministre chargée des relations avec le parlement et, à sept en septembre 2008 avec la nomination de Marie Thérèse Drabo-Kéïta au poste de ministre déléguée auprès du ministre de l'Économie et des Finances chargée du Budget. Enfin, concernant la catégorie des gouverneures, deux des trois qui étaient en fonction à l'automne 2007 nous ont reçues. Ce sont Ruth Yaméogo-Sawadogo, gouverneure de la région du plateau central (Ziniaré) et Fatimata Legma-Zetyenga, gouverneure du centre Nord (Kaya). Elles ont été respectivement nommées conseillère technique et gouverneure de la région des Cascades (16 juin 2008- 14 octobre 2009).

Au niveau du pouvoir législatif, le tableau ci-dessous présente la répartition au sein de l'univers politique des femmes que nous avons rencontrées.

Tableau 5-1

Députées sous la quatrième République qui ont été interviewées (Sur la base des listes validées en fin de législature pour les trois premières législatures et en date de mai 2008 pour la quatrième législature)

Législatures	Parti au pouvoir		Mouvance présidentielle		Opposition	
	Nombre députées	Nombre interviewées	Nombre députées	Nombre interviewées	Nombre députées	Nombre interviewées
1^{ère} législature	5	3 (60 %)	0	0	0	0
2^{ème} législature	9	5 (55,55 %)	0	0	0	0
3^{ème} législature	8	5 (62,5 %)	1	1 (100 %)	4	3 (75 %)
4^{ème} législature	13	7 (53,8 %)	1	1 (100 %)	3	2 (66,6 %)

NB : Certaines députées ont eu plus d'un mandat.

Comme l'indique le tableau, c'est surtout à partir de la troisième législature que l'Assemblée Nationale a compté des femmes de l'opposition ainsi que de la mouvance présidentielle. Nous avons rencontré au total quatre députées de l'opposition. Ce sont mesdames Aïssata Sidibé, Marlène Zebango-Kiello¹³⁹, Joséphine Drabo-Kanyoulou¹⁴⁰ et Nikiéma-Bessin-Bamouni Valentine Edwige. Pour les partis dits de la mouvance présidentielle, deux députées ont été rencontrées : Ramata Diallo¹⁴¹ et Makoura Tou-Héma.

Pour les députées du parti majoritaire, nous avons tenu à rencontrer, d'une part, des députées ayant une grande visibilité médiatique, mais aussi des députées peu connues du grand public et, d'autre part, des députées de la liste nationale ainsi que des listes

¹³⁹ Zebango-Kiello a été ministre et est la fondatrice du défunt parti le Parti de la Convergence pour les Libertés et l'Intégration (PCLI).

¹⁴⁰ Joséphine Drabo-Kanyoulou a, de nouveau, rejoint l'Assemblée en juin 2008 en remplacement de Mr. Hypolite Ouédraogo nommé ambassadeur à Dakar.

¹⁴¹ Ramata Diallo a aussi été mairesse et haut-commissaire.

provinciales¹⁴². Dix (10) députées du parti au pouvoir, les quatre législatures confondues, ont été rencontrées. Parmi elles, une a été haut-commissaire de province et gouverneure de région (Fatimata Legma-Zetyenga), une deuxième, mairesse (Fatoumata Diendéré-Diallo), et une troisième, Naba Diané-Kambiré, a été rencontrée alors qu'elle était adjointe au maire ; cinq autres ont été ministres (Viviane Compaoré-Ouédraogo, Alice Tiendrébéogo-Kabore, Gisèle Guigma-Diasso, Aline Koala-Kaboré et Vivianne Compaoré-Ouédraogo qui est gouverneure de région depuis 2008) ; Cécile Béloum-Ouédraogo qui a quitté le poste de parlementaire en 2007 pour celui de ministre a aussi été interviewée ainsi que Adoua Maria Goretti Dicko-Agaloué, députée de la première législature qui est revenue à la quatrième. Pour récapituler, trois parlementaires sur quatre de la première législature, cinq sur neuf de la deuxième, cinq sur huit de la troisième et sept sur treize de la quatrième législature ont été interviewées. Précisons qu'une des quatre députées de la première législature, Françoise Coulibaly-Sanon est décédée en 2001 ; elle était également députée de la deuxième législature.

Enfin, pour le pallier municipal, nous avons pu rencontrer deux mairesses sur trois de la première mandature ; une sur trois de la deuxième mandature et six sur vingt deux¹⁴³ pour la présente mandature, 2006-2011 (Voir tableau 5-2). Ce dernier nombre a été renforcé par l'interview de quatre (4) adjointes au maire/à la mairesse, ainsi que de trois (3) conseillères municipales, soit un total de 13 femmes politiques interviewées pour le pouvoir municipal, mandature 2006-2011. Une des mairesses, Josiane Kabré-Zoungana a été préfète et secrétaire générale de province et une conseillère, Awa Êve Sanou-Sanon, a été la première haut-commissaire de la province du Sanguié.

¹⁴² En rappel, le Burkina est divisé en 13 régions qui se subdivisent à leur tour en 45 provinces. Les circonscriptions électorales correspondent aux circonscriptions administratives.

¹⁴³ Le nombre de mairesses était de 20 en début de mandature en 2006. Il a été porté à 22 en fin 2008 en raison de démissions et de décès. Il a atteint 23 en 2009.

Tableau 5-2

Mairesse sous la quatrième République qui ont été interviewées (Liste à la date de janvier 2009)

Mandature	Parti au pouvoir		Mouvance présidentielle		Opposition	
	Nombre Mairesse	Nombre interviewées	Nombre Mairesse	Nombre interviewées	Nombre Mairesse	Nombre interviewées
1 ^{ère} Mandature	3	2	0	0	0	0
2 ^{ème} Mandature	3	1	0	0	0	0
3 ^{ème} Mandature	22	6	0	0	0	0

Il convient d'ajouter qu'une présidente de parti d'opposition (le PAREN), Jeanne Traoré-Coulibaly, ainsi qu'une militante de base et épouse d'un grand opposant politique (Jacqueline Ki-Zerbo-Coulibaly), de même que trois autres militantes qui n'ont pas encore accédé à un poste électif, deux du parti au pouvoir et une de l'opposition (Mariam Ouattara et Maoua Ouattara pour le parti au pouvoir et Marie Madeleine Poussi-Pittroipa pour l'opposition) ont aussi accepté de nous accorder une entrevue.

Cette présentation met en évidence le fait que le cercle des femmes politiques au Burkina est restreint et relativement stagnant. Ce sont globalement les mêmes personnes qui occupent les hauts postes tant nominatifs qu'électifs : ambassadeure, ministre, gouverneure, Haut-commissaire, députée, maire, etc. Au total, 45 femmes politiques toutes positions confondues ont été interviewées (voir la liste des personnes interviewées en appendice G)¹⁴⁴. Dépelteau (2000 : 234) dit à propos de la taille de l'échantillon qu' « il n'existe pas de formule magique ou mathématique permettant de déterminer la taille idéale d'un échantillon exemplaire. Certains auteurs précisent que 30 cas constituent un seuil acceptable ». Deslauriers (1991 : 84) qu'il cite à la page 235 lui, dit qu'il « faut se rappeler que le chiffre 30 constitue le point à

¹⁴⁴ Nous avons pu rencontrer d'autres personnes en 2010 dont une présidente d'un parti d'opposition, Joséphine Tamboura-Sama. Elle n'a pas été prise en compte dans l'analyse globale du corpus.

partir duquel il devient possible de procéder à des opérations statistiques ». Dans le même sens, Claire Couratier et Christian Miquel (2007 : 135) trouvent qu'un échantillon de plus de 40 personnes est inutile dans une enquête qualitative. En somme, enquête plus qualitative que quantitative, la représentativité statistique (taille de l'échantillon) a moins pesé ici dans sa constitution que la stratification (âge, niveau d'étude, niveau de poste politique, région d'élection urbaine/rurale, majorité/opposition). Il s'agit d'un échantillon exemplaire, par « choix raisonné », « intentionnel » (Dépelteau, 2000 : 226-227) qui, par ailleurs, a aussi une haute qualité de représentativité compte tenu des fortes proportions de femmes rejointes dans chacune des catégories.

Outre les femmes politiques, nous avons rencontré une quarantaine de personnes ressources au cours des trois moments de notre collecte de données : pré-terrain, terrain, post-terrain afin de confronter et comparer les différents discours. Ce sont des représentants du seul village qui était traditionnellement administré par une femme, le village de *Gueye* ; des femmes et des hommes du village de *Kaatinga*, une femme du village de *Donse*, deux députés hommes, un responsable de l'Association des Maires du Burkina, la présidente de la Marche mondiale des femmes/Burkina, quatre professeurs d'université (deux femmes, deux hommes), le Directeur Général du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique ainsi qu'un chargé de recherche dudit centre, des cadres de diverses professions, une responsable au NDI/Burkina, une responsable et une consultante du Centre pour la Gouvernance Démocratique, le Directeur exécutif du Centre pour la Gouvernance démocratique, le directeur régional de la promotion des femmes des Hauts-Bassins (Bobo-Dioulasso), un groupement féminin de Bobo-Dioulasso et trois époux de femmes politiques. Bref, plus de 80 personnes ont été interviewées dans le cadre de cette thèse, dont 64 de façon individuelle et formelle. Soulignons que la rencontre de quelques époux visait à avoir une idée sur leurs états d'âme en tant que conjoints de femmes publiques, mais non à comparer ou à confronter leurs paroles avec celles de leur conjointe. Nous

avons l'accord de principe de deux autres époux pour des entretiens, mais ceux-ci n'ont pas pu avoir lieu dans l'intervalle de notre séjour sur le terrain (post-terrain). Il convient en effet de préciser que c'est après l'exploitation du premier corpus obtenu entre septembre et décembre 2007 que nous avons trouvé important de rencontrer des époux.

5.3.2 La collecte des données.

Les données utilisées dans la présente recherche proviennent essentiellement de deux sources : l'exploitation documentaire et une enquête par entretiens qui a permis de recueillir des trajectoires singulières de femmes politiques au Burkina.

5.3.2.1 L'exploitation documentaire

Plusieurs types de documents ont été exploités : des ouvrages généraux sur le pouvoir politique, le féminisme, les femmes et le pouvoir, et sur le Burkina ; des documents officiels tels les codes électoraux, la loi portant sur le statut du député ; des archives parlementaires ; des coupures de presses sur les différentes élections ; des articles de la rubrique *Féminin pluriel* du journal quotidien *L'Observateur Paalga* ; des conférences publiques de certaines femmes politiques diffusées à la télévision nationale ; des documents produits par le CGD, le NDI et la CBDF, institutions impliquées dans la promotion des femmes en politique ; des rapports d'évaluation spécifiques. Les sites web de l'Assemblée Nationale, de l'Association des Maires du Burkina, du premier ministère ainsi que les documents de Kaboré (2002), du CGD (2005), de Bakiono (2007) et l'article de Badini-Folame (2003) nous ont aidée dans la construction d'une base de données sur les femmes politiques au Burkina. C'est ce qui nous a permis, par un travail de comparaison et d'enquêtes complémentaires¹⁴⁵,

¹⁴⁵ Nous avons pu compléter certaines données personnelles ou professionnelles des femmes politiques par les entrevues avec les femmes de notre échantillon et en mobilisant notre propre réseau social.

de dresser un portrait assez complet et détaillé de la situation politique des femmes au Burkina dans le chapitre 3. Pour certaines données quantitatives, nous nous sommes, comme déjà précisé, assurée que sur une période donnée chaque personne politique a été comptabilisée une seule fois. Il n'a pas été possible d'obtenir des effectifs globaux ou sexués de partis politiques. A cet effet, le député Achille Tapsoba du parti au pouvoir dira, « s'il y a une donnée qu'on ne peut savoir, c'est le nombre exact de nos militants ».

5.3.2.2 Les enquêtes sur le terrain

Pour le recueil des données sur le terrain, trois techniques d'enquêtes ont été utilisées : la conduite d'entrevues semi-dirigées, l'observation directe/observation participante et la conversation-dialogue. Les entrevues semi-dirigées ont été réalisées en trois temps : en 2006 (pré-terrain) où nous hésitions encore sur le sujet à traiter ; en 2007 (terrain) lors la collecte proprement dite ; et en 2009 (post terrain) où nous avons pu vérifier nos données et peaufiner nos analyses. En tout 69 entrevues individuelles (64 formelles et 5 non formelles) dont 45 avec des femmes politiques et quatre collectives ont été réalisées (Voir liste en appendice G). La réalisation de ces entrevues a donné lieu à des moments de grandes émotions (pleurs), de grands rires, de complicité, de divergences de vues, mais jamais d'énervement. Nous pouvons dire sur ce point que nous avons eu une stratégie de communication réussie. Pour reprendre le propos de Jacques Coenen-Huther (2001 : 13), nous étions habitée par un « sentiment diffus d'une exigence de réciprocité » qui nous a amené à livrer une partie de nous-même à chaque entrevue. Cela s'est même avéré nécessaire pour assurer la profondeur des échanges. La dynamique des entrevues a ainsi été plus un dialogue entre femmes qui s'est traduit par la variation des questions d'une femme politique à l'autre. Chaque entretien a ainsi suivi sa propre dynamique (Combessie, 2003 : 25).

Cette thèse en effet, comme déjà souligné, procède de notre engagement pour la cause des femmes ! C'est une démarche pour un changement social. On pourrait donc parler de subjectivisme, mais nous avons, à chaque fois, laissé parler nos interlocutrices avant de leur donner notre point de vue. Les femmes interviewées, toutes au parcours exceptionnel et beaucoup au caractère trempé, ne nous ont pas raconté ce qu'elles croyaient correspondre à nos attentes, mais ce qu'elles vivent et ont exprimé librement leur point de vue. La preuve est que très peu nous ont suivie quand nous leur avons dit que nous étions féministe, et beaucoup n'ont pas manqué de nous dire que les Canadiennes en font trop en matière de féminisme et auraient même reconnu ce fait. Le dialogue ne les a pas amenées à épouser forcément nos idées, mais plutôt à défendre leur point de vue avec un argumentaire qu'elles travaillaient à rendre plus solide ! Il y a une qui a même fait allusion au faible degré de « violation de l'intimité de nos questions » en nous disant, « j'ai participé à des entrevues plus en profondeur que ça où on a collecté des informations détaillées sur nos rapports avec notre père, notre mère, nos frères et sœurs. C'est une enquête qui se déroulait sur plusieurs jours selon la disponibilité des interviewées ». Cette remarque nous a mise plus à l'aise pour poser des questions un peu plus personnelles. Certes, il y avait visiblement des dissimulations, mais n'est-ce pas le propre de tout être humain que d'avoir son jardin secret ? À la personne chercheuse de faire son travail de décryptage !

Il convient de noter que d'une manière générale, les personnes rencontrées nous donnaient moins que notre âge et cela a mis à l'aise plusieurs personnes qui se sont prises pour notre mère. C'est même dans notre stratégie d'interaction avec les populations à la base que d'appeler les femmes, mamans, cela indépendamment de leur âge. C'est ainsi que lors du pré-terrain, la présidente du groupement de femmes que nous avons rencontré, alors âgée de 32 ans, nous a présentée aux autres membres comme sa fille (et non sa sœur, ce qui serait l'usage) qui était là pour échanger avec elles, alors que nous avions 38 ans. Lors de ce même séjour, une présidente d'un collectif de renom ayant un âge avancé, nous a fixé un premier rendez-vous qui a été

reporté en raison d'un évènement malheureux. Elle nous donna un deuxième rendez-vous chez elle où elle nous fit attendre 45 minutes. Quand elle arriva et nous vit -à ses yeux très jeune-, elle ne se gêna pas du tout pour renvoyer l'entrevue à une prochaine fois. Mais, de façon globale, les femmes politiques rencontrées ont fait preuve de disponibilité et d'ouverture. Cela a été, en partie, favorisé par notre réseau personnel. Aline Koala-Kaboré, députée et ancienne ministre évoque pour sa part, la solidarité féminine ! Dans le même sens, Béatrice Damiba a souligné qu'on hésite moins à accorder une entrevue à une femme qu'à un homme, car on présume qu'elle en fera moins mauvais usage.

La présence sur le terrain nous a donné l'occasion de constater à quel point les journées des femmes politiques en fonction étaient chargées, entre l'obligation de participer aux nombreux évènements sociaux, de recevoir des responsables d'institutions, tant nationales, qu'internationales, des chercheurs-es, des étudiants-es etc. Il y a eu des jours où nous étions sur le « qui-vive » dans l'attente d'une hypothétique confirmation d'un rendez-vous qui pourrait s'insérer entre d'autres. A une certaine heure, nous comprenions que la mairesse ou la gouverneure ou encore la députée n'avait pas pu se libérer. Mais, de façon globale, elles étaient de bonne volonté. Ainsi, après plusieurs semaines d'attente et de relance, l'une d'entre elles - grande sœur d'une amie- s'est avisée à nous recevoir convalescente sur son lit. Une autre nous a également reçue chez elle à la sortie d'une réunion, de 19h à 22 h, une autre encore de retour d'une mission, de 17h à 18h15, etc. Il nous a paru toutefois que les mairesses, les ministres, les gouverneures, ou les responsables d'institutions avaient une marge de manœuvre plus faible dans l'organisation de leur journée de travail que les femmes députées. Le cumul d'une autre fonction avec celle de parlementaire n'étant pas autorisé, elles avaient donc -en dehors de la période des sessions parlementaires- une plus grande liberté dans la planification de leur journée. Cela a été confirmé par une députée qui nous a confié qu'elle avait moins de pression

pour l'organisation de son temps que lorsqu'elle était employée d'une structure privée.

En fait, l'étape de la collecte des données a été marquée par des temps forts et des temps plus faibles. Les mois de septembre et de novembre 2007 ont été les plus fructueux. En effet, la troisième législature venait de prendre fin et les anciennes députées non réélues n'avaient pas encore, pour celles qui sont employées de la fonction publique, rejoint leurs nouveaux postes administratifs ; elles étaient donc disponibles. Les entrevues dans ces cas se sont déroulées à domicile, entrecoupées de visites de parents-es et/ou d'amis-es, et ont quelquefois débordé largement les trois heures. Il en a été de même pour certaines ministres. Le nouveau gouvernement était en place, depuis moins de trois mois, soit le 11 juin 2007, et plusieurs attendaient leur réaffectation/nouvelle nomination. A l'inverse, les mois d'octobre et de décembre 2008 ont été moins fructueux en matière d'entrevues. La commémoration du 20ème anniversaire de l'assassinat de l'ancien président Thomas Sankara et, en contrepartie, de l'accession au pouvoir de l'actuel président Blaise Compaoré le 15 octobre 1987, ainsi que la préparation de la fête nationale le 11 décembre (fêtée en 2007 après plus de 10 ans de rupture) et celle de fin d'année ont joué négativement sur notre capacité à obtenir des rendez-vous. Mais, malgré la réduction du nombre de rendez-vous, nous avons eu l'occasion d'observer un autre phénomène : comment les femmes et les hommes politiques rivalisent pour organiser des actions médiatisées -à la radio et à la télévision- durant le temps des fêtes : remise de présents à des villageoises et des villageois, organisation d'un arbre de Noël pour des enfants, etc.

Les entrevues ont été enregistrées avec l'accord des répondantes et des répondants. Nous arrêtons le dictaphone pour prendre des notes lorsque nous abordions des points très sensibles, afin de mettre nos interlocutrices et interlocuteurs à l'aise. Dans un seul cas, la femme politique, en raison d'une certaine parenté par alliance qui existe entre elle et nous, a refusé l'enregistrement et s'en est tenue à des réponses

« institutionnelles ». Ces types d'attitudes font partie des contraintes que l'on rencontre lorsqu'on réalise des enquêtes dans son propre milieu. Car apparaissent les aspects, « de quelle famille, ethnique, es-tu ? », « quelles sont les familles auxquelles tu es allié-e ? », etc. Et comme le dit l'adage populaire, le monde est petit et, il est surtout plus petit en Afrique ! Quoi que nous fassions, nous ne pouvons évacuer complètement notre *être* et *paraître* dans les enquêtes.

Ainsi, comme nous l'avons dit plus haut, nous avons travaillé à établir le plus de confiance possible entre nous et nos interlocutrices et interlocuteurs. Et pour éviter des réponses toutes faites, nous n'avons pas, comme l'ont demandé certaines interlocutrices, remis notre guide d'entrevue à l'avance. Nous avons, pour les quelques notes que nous consignons par écrit, toujours posé notre calepin de telle manière que notre interlocutrice ou interlocuteur puisse les lire. Nous avons aussi maintenu le contact par courriel avec certaines informatrices et avons revu quelques-unes lors de notre dernier passage en 2009. Les opinions n'avaient pas beaucoup changé ; nous avons plutôt complété et éclairci certaines zones d'ombre.

Soulignons que nous avons préparé, comme l'exige le cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), un formulaire de consentement à l'intention de la population d'enquête, mais avons renoncé à le faire signer par nos interviewés-es. Comme il est souligné dans ledit protocole d'éthique de la recherche, « [d]ans certaines cultures ou sphères d'activités, le consentement est basé, non pas sur un document écrit, mais sur une entente verbale convenue entre la chercheuse, le chercheur et son sujet hôte ». En effet, en milieu africain où l'oralité est de mise, les écrits qui restent font toujours peur. Demander à une personne de signer un document devient trop sérieux et s'inscrit dans un rapport d'autorité. La méfiance est d'autant plus grande qu'il s'agit du milieu politique (Giroux 2002 : 115) et que les personnes concernées peuvent craindre qu'on leur revienne pour leur demander des comptes. Nous nous sommes

donc juste contentée de demander à chacune et à chacun si elle ou il acceptait d'être nommément cité-e dans le document et la réponse a été positive pour la totalité des personnes rencontrées. Et quand cela a été possible, nous leur avons fait lire des passages pour nous assurer que nous n'avions pas déformé leurs idées. En effet, il ne s'agissait pas pour nous de mesurer les connaissances des femmes politiques, mais de les écouter, de prendre connaissance d'un pan de leur vie, de leurs conceptions et représentations ainsi que de leurs combats dans une société encore peu ouverte aux besoins des femmes.

Nous avons aussi recueilli des informations, des commentaires sur la vie politique du pays dans des occasions et milieux divers. C'est ce que nous appelons la conversation-dialogue. Concrètement, nous avons exploité les occasions de conversation-d'échanges qui se sont présentées. Mais plus que des conversations imprévues et incontrôlées, c'était plus des « conversation[s] imprévue[s] mais prise[s] sous contrôle » (Coenen-Hutter, 2001 :19).

Les moments d'entretien ont été des moments d'observation participante (OP). Nous préférons le concept d'observation participante à celui de participation observante, car nous n'avons pas eu l'occasion de prendre part à des sessions parlementaires ou à de conseils municipaux dirigés par des femmes. Soulé Bastien (2007 : 135) dit en effet à propos de la participation observante (PO) qu'« [a]u delà de la diversité des usages [...] l'expression PO sert [...] à souligner la priorité accordée, au quotidien, à la participation. La qualité du recueil des données pâtit éventuellement de la mise au second plan de l'observation, [...] ». Dans notre cas, il y avait une prépondérance de l'observation/écoute. Nous prenions peu de notes.

5.3.3 Le traitement et l'analyse des données.

Le traitement des données consiste, dans un premier temps, en leur manipulation (segmenter, classer, reconstruire...) afin d'en permettre une interprétation ; et dans un

deuxième temps, en un « travail de construction de sens », c'est-à-dire en leur interprétation (Miron et Gragon, 2007 : 158). Jean-Claude Combessie (2003 et 2007) pour les mêmes opérations, parle d'analyse (ordonner, classer, établir des liaisons statistiques, comparer) et de synthèse. Les entretiens ont été transcrits intégralement avec les rires, les hésitations et nos relances (Bardin 1996 : 93 ; Combessie, 2003 : 28 et 2007 : 27). Le style langagier des personnes interviewées a été conservé.

Nous avons, d'abord, passé à travers chaque texte pour répertorier tous les thèmes et sous-thèmes, puis les avons classés. Cette première étape a permis de mieux définir et compléter nos catégories d'analyse et de cibler les personnes à revoir. Le post-terrain a permis d'effectuer le travail d'homogénéisation des catégories (Combessie, 2003 : 25-26 et 2007 : 24-26). Les catégories et sous catégories obtenues sont présentées dans le tableau 5-3.

Tableau 5-3
Catégories et sous catégories d'analyse

	Catégories	Sous Catégories
1	Les motivations à l'entrée en politique	<ul style="list-style-type: none"> - développer sa région, sa communauté - développer la visibilité de sa région - développer sa propre visibilité - sens du sacrifice - événement marquant décisif
2	Les facteurs habilitants de l'implication/participation en politique	<ul style="list-style-type: none"> - rôle de l'entourage familial (père, mère, autres membres) - rôle de l'encadrement scolaire - rôle de sa propre personnalité - rôle de la révolution d'août 1983 - implication dans une vie associative ou mouvement quelconque - solidarité féminine
3	Les barrières à l'entrée et les difficultés de l'exercice du métier politique	<ul style="list-style-type: none"> - manque /insuffisance de compétences - manque de confiance en soi - statut inférieur attribué à la femme - opposition du conjoint - non considération de la parole des femmes - récupération des idées des femmes - occultation de la contribution des femmes - découragement conduisant à l'abandon - manque de solidarité féminine - harcèlement psychologique, moral et sexuel - ragots sur sa vie privée
4	Le rapport au pouvoir	<ul style="list-style-type: none"> - définition du pouvoir - influence sur les autres femmes - actions spécifiques en faveur des femmes
5	Le rapport au féminisme	<ul style="list-style-type: none"> - définition du féminisme - se reconnaît ou non féministe
6	La conciliation vie politique/vie de famille	<ul style="list-style-type: none"> - réussite versus échec des enfants - opposition/soutien/neutralité époux
7	Les gratifications liées au métier politique	<ul style="list-style-type: none"> - reconnaissance sociale - grande visibilité
8	Situation économique avant et après engagement politique	<ul style="list-style-type: none"> - acquisition d'une voiture confortable - construction de bunkers, réfection de villas - missions et vacances à l'étranger
9	Données personnelles ainsi que celles du conjoint	Ethnie, âge, niveau d'instruction, confession religieuse, situation matrimoniale, profession, appartenance politique, nombre d'enfants

Par la suite, nous avons procédé à une analyse horizontale par catégorie du discours de chacune des répondantes. Cette étape a permis de mettre à jour « les constances, les ressemblances, les régularités » (Bardin, 1996 : 96 ; Combessie, 2003 : 65). Enfin, nous avons réalisé une analyse verticale de chaque entretien pour identifier les faits qui ont été marquants pour chaque femme ainsi que les domaines que chacune considère comme prioritaires.

Le premier niveau d'analyse a été essentiellement qualitatif en prenant en considération la *présence* ou *l'absence* de certaines caractéristiques ; le deuxième niveau, outre l'aspect qualitatif, a été aussi quantitatif par l'examen de la *fréquence*. Ces deux types d'analyse comme le soulignent de nombreux auteurs ne s'excluent pas, mais sont imbriquées et s'enrichissent mutuellement (Couratier et Miquel 2007 : 34 ; Ibrabim Dia, 2000). Elles nous ont permis de lire non seulement les contenus manifestes de notre corpus, mais aussi de creuser les contenus latents qui « *renvoient [...] aux éléments symboliques du matériel analysé* » (L'Écuyer 1990 : 22-23). L'Écuyer souligne que dans toute analyse de contenu, il est « essentiel de ne jamais oublier que *« le contenu de ce qui est dit (contenu manifeste) constitue une réalité tout aussi significative et importante à connaître et à approfondir que le contenu de ce qui n'est pas dit (contenu latent) »* » (L'Écuyer 1990 : 29).

5.3.4 La validité de la méthodologie et les problèmes déontologiques

Selon Alex Mucchielli (1991 : 111), les critères pour évaluer les recherches qui utilisent les méthodes qualitatives « sont l'acceptation interne, la complétude, la saturation, la cohérence interne et la confirmation externe ». Notre recherche répond, de notre point de vue, à ces critères, sauf possiblement celui qui touche la saturation.

Le premier critère, *l'acceptation interne*, est rencontré en ce que nous-même et notre recherche avons été accueillies à bras ouverts par les actrices qui en font l'objet. Nos premiers résultats partiels, que nous avons présentés à quelques-unes lors de notre

post-terrain, n'ont pas non plus été contestés ; il y a donc acceptation interne. Concernant le second critère de complétude, notre recherche -sans prétendre avoir épuisé tous les aspects de la participation politique des femmes au Burkina- répond néanmoins à cette qualité. Elle a, en effet, examiné nombre d'aspects, et les résultats que nous présentons permettent « une compréhension globale du phénomène » (Mucchielli, 1991 : 113) ; ce qui répond également au quatrième critère de *cohérence interne*. Cette complétude et cohérence interne ont été favorisées par la triangulation qui est le fait de recouper les informations. Nous avons mis en rapport le niveau d'étude de l'époux avec le soutien ou non à la femme politique, le rapport au féminisme avec le rapport au pouvoir. Toutefois, bien que le niveau de représentation de l'échantillon soit assez élevé, nous n'avons pas atteint une situation de *saturation optimale* (troisième critère) mais quand même un niveau de saturation qui a permis de dégager des traits caractéristiques de la participation politique des femmes au Burkina. Enfin, nous pouvons nous féliciter que notre démarche réponde au cinquième et dernier critère de *la confirmation externe*, étant donné que vous avez le document entre vos mains. Ce dernier critère concerne en effet « l'adhésion et l'acceptation des résultats de la part des personnalités scientifiques : experts, spécialistes de la question, les chercheurs du même domaine » (Mucchielli, 1991 : 117).

Nous voudrions avant de clore ce chapitre, confesser que bien que l'utilisation d'un outil informatique ne rime pas forcément avec crédibilité, c'est-à-dire qu'il ne faut pas confondre instrumentation et scientificité (Miron et Dragon 2007 : 154), nous avons été habitée pendant un bon moment d'un sentiment de malaise pour n'avoir pas *combine*¹⁴⁶ un traitement informatique au traitement manuel de nos données. En ce temps de mondialisation de l'Internet où l'ordinateur tend à devenir un jouet pour enfant, il y a une certaine violence symbolique qui vient nous rappeler que nous

¹⁴⁶ Le traitement informatique a ses limites dans l'analyse qualitative

sommes en dehors du train quand nous réalisons manuellement un travail scientifique ! Quels-les sont ces grands diplômés-es et chercheurs-es qui n'ont pas une connaissance minimale de l'analyse de textes assistée par ordinateur ? Au-delà de notre cursus universitaire -étudiante de la vieille génération-, c'est aussi la fracture numérique entre le Nord et le Sud qui est mise en relief. Mais en définitive, compte tenu du nombre de verbatims (moins d'une centaine), la méthode traditionnelle manuscrite s'est révélée efficace pour l'analyse de notre corpus.

Par ailleurs, à l'opposé de nombre d'auteurs (Mucchielli 1996 ; Combessie 2003 et 2007 ; Kalifa Traoré, 2006) qui soulignent la grande utilité du journal de bord, l'utilisation de cet outil a été marginale dans la rédaction de cette thèse. C'est ce que confie également Colette Baribeau, professeure associée à l'Université du Québec à Trois Rivières qui y a enseigné des cours de méthodes tant à la maîtrise qu'au doctorat. Dans son article « Le journal de bord du chercheur », elle se propose d'« approfondir et nuancer cette instrumentation » (Baribeau, 2004 : 98). Elle précise qu'elle a plusieurs façons de colliger des notes : annotations de procès verbaux dans la marge des documents, notes à la volée, collage de billets auto-collants sur les documents, etc. Elle n'a pas systématisé la tenue d'un journal de bord et les corpus ainsi obtenus n'interviennent pas dans son travail d'analyse. Elle écrit :

Force m'est aussi de constater que je n'ai jamais fait appel à ce type de corpus dans le traitement des données ; certes, ce que je pourrais qualifier *d'entours* des entrevues est intuitivement pris en compte dans l'analyse (de la même façon que le sont les impressions, les images de l'entrevue elle-même qui demeurent en mémoire et remontent à la surface lorsque je lis la transcription des échanges (Baribeau, 2004 : 99).

Mais notre plus grand malaise a été de nous positionner le plus « objectivement » possible face aux témoignages recueillis. Comment rendre compte des réalités dégagées par l'analyse, des effets directs et pervers de la division sociale des sexes sans trahir la confiance que les femmes politiques interviewées ont manifestée en

acceptant de nous dévoiler des pans de leur vie (Combessie 2007 : 28) ? Et cela, dans un contexte où les postes qu'elles occupent demandent justement qu'elles soignent leur image et qu'il leur importe que leur autorité ne soit pas remise en cause par nos propos. Le rapport sur l'étude de la gouvernance au Burkina Faso (CGD, 2007 : 11), note justement que le refus de répondre aux questions est plus élevé chez les femmes que chez les hommes.

Mais, tous ces questionnements déontologiques inhérents à toute recherche n'ont pas, de notre point de vue, entaché la qualité de la recherche. Nous avons, d'un côté, laissé parler les données en utilisant du matériel accessible et peu coûteux : papier, crayon, colle et surligneur... ; et de l'autre, comme vous le constaterez, nous avons analysé les résultats de la manière la plus fidèle possible à partir d'une grille d'interprétation conceptuellement fondée et en utilisant des pseudonymes quand c'était nécessaire afin de protéger les personnes interrogées. Notre expérience de terrain de près de quinze ans dans plusieurs zones du Burkina notamment dans les provinces du Bam, des Balé, de la Comoé, du Ganzourgou, du Houet, du Kadiogo, du Namentenga, de la Sissili, du Ziro et de l'Oudalan a été mise à contribution dans la rédaction de cette thèse. Elle comporte donc une partie de nous-même (Bourdieu 2003 : 51 et 55) et pour emprunter les termes de Bouilloud (2007 : 76) est une autobiographie malgré nous : le processus d'analyse « contient des éléments autobiographiques sous-jacents, implicites ou masqués ».

CONCLUSION DE LA PARTIE II

Cette partie de notre thèse a permis de dresser le portrait de l'accès des femmes au gouvernement ainsi qu'aux postes électifs au Burkina Faso. Elle a mis en évidence le fait que c'est la révolution qui a ouvert la porte politique aux femmes au Burkina Faso, notamment par l'augmentation de leur nombre au gouvernement et en les nommant à des postes traditionnellement réservés aux hommes (Budget et défense). Le pourcentage de femmes au gouvernement a longtemps stagné, depuis la restauration de l'État de droit en 1991, autour de 5 % pour atteindre 20,5 % en 2008. Quant aux fonctions électives, les femmes parlementaires étaient à l'Assemblée Nationale 4,6 % en 1992, 8,1 % en 1997, 11,7 % en 2002 et 15,3 % en 2007. Sur le plan local, les mairesses étaient 5,26 % en 1995 et en 2000, 5,5 % en 2006 et 6,1 en 2008. Cette progression féminine, en partie par le jeu de suppléance, dénote d'un certain éveil politique où de plus en plus de femmes osent faire le pas électoral. A l'inverse de la situation canadienne où Tremblay (1993 : 12-15) note que les politiciennes sont en moyenne plus éduquées que les autres femmes, mais sont moins éduquées que leurs collègues masculins, les femmes politiques au Burkina sont globalement plus formées que leurs homologues masculins. Contrairement à ces derniers, aucune n'est analphabète, confirmant, d'une part, la plus grande exigence des sociétés à l'égard des femmes que des hommes et, d'autre part, le fait que les femmes elles-mêmes ont intériorisé que pour être en politique, elles devraient être mieux outillées que les hommes.

Après avoir conclu à l'inexistence de véritables sociétés matriarcales, les chercheurs et les chercheuses pointent des facteurs de plusieurs ordres (sociologique, culturel, économique et politique) pour expliquer l'état de subordination des femmes dans la

société et, singulièrement, leur faible présence dans la sphère politique. Les arguments naturalistes ou psychologiques ont largement été déconstruits par nombre d'auteurs et principalement d'auteures féministes. Les théories féministes, à l'image des théories politiques modernes, prônent les valeurs démocratiques qui reposent sur trois principes principaux : « l'égalité devant la loi [...], l'égale participation de [toutes et] de tous aux affaires publiques, [et] la liberté d'opinion » (Raynal, 2006 : 9). La Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne de 1791 d'Olympe de Gouges par exemple, comme le notent Bataille et Gaspard (1999 : 21) est calquée sur celle des droits de l'homme et du citoyen. Elle dit que « [n]ul ne doit être inquiété pour ses opinions, mêmes fondamentales. La femme a le droit de monter sur l'échafaud. Elle doit avoir également celui de monter à la tribune » (dans Bataille et Gaspard, 1999 : 21 et dans de Gouges, 1989 : 53). Hubertine Auclert s'est également opposée au principe de la démocratie censitaire : "« Je ne vote pas. Je ne paie pas »" disait-elle (dans Bataille et Gaspard 1999 : 22). La démocratie –avec l'avènement du suffrage universel– est, en effet, en principe, caractérisée par l'égalité de conditions. Tous les individus, quel que soit leur sexe, quelle que soit leur origine, naissent égaux en droit. La théorie démocratique tient pour acquis que chacun-e peut jouir de la possibilité d'accéder à n'importe quel statut social. Les féministes cependant, et c'est là où elles prennent leurs distances avec les théories politiques classiques, contestent un tel postulat. Elles dénoncent notamment les inégalités structurelles et systémiques entre les sexes dont une des manifestations est l'exclusion ou la sous-représentation des femmes dans la sphère politique. Elles soutiennent également que les causes de celles-ci sont à rechercher dans les pratiques et les lois élaborées par des humains, c'est-à-dire dans des facteurs socioculturels, religieux, historiques, économiques et politiques et non dans une quelconque *nature* des femmes. C'est à ce titre que des féministes déconstruisent le discours religieux pour « *re/place[r] l'égalité des sexes et de la justice sociale* » au centre des valeurs sociales (Badran 2007 : 49).

Au sein des différentes tendances du féminisme, on peut donc identifier une pensée qui se rapproche du *libéralisme/néolibéralisme* en ce qu'elle revendique l'autonomie et la liberté de choix pour la femme (Raynal, 2006 : 72). La pensée féministe radicale, quant à elle, s'inspire davantage de l'univers conceptuel et stratégique du *socialisme/marxisme* en ce qu'elle conçoit l'univers politique comme un champ de pouvoir duquel les femmes, en raison de leur sexe, ont été historiquement exclues et y vivent un rapport de pouvoir qui les place dans une position de dominées. En affirmant que *le personnel est politique* et que les rapports de sexe sont donc des rapports de pouvoir, des rapports politiques socialement construits, elles posent que la famille est un lieu d'oppression et d'exploitation des femmes. Elles remettent ainsi en cause la division/hiérarchie des rapports de sexes, ou pour emprunter les mots de Françoise Héritier (1996), « la valence différentielle des sexes ». Elles mettent aussi en lumière le fait que la vie de couple et de famille n'est pas faite que d'entraide et de coopération mais se caractérise aussi par des conflits d'intérêts et des rapports compétition. Mais comme le dit Collin (1985 : 145), « [e]n réalité, il n'y a aucune servitude qui ne comporte quelque bénéfice secondaire, et il n'est aucune servitude qui recouvre l'entièreté de l'expérience ». Si la division sociale traditionnelle des tâches confine les femmes dans la sphère privée et les assignent à des tâches domestiques non valorisées, il demeure qu'il y a des femmes qui ne vivent pas nécessairement cette situation comme une oppression, mais y voient, -toute leur socialisation les amène dans cette direction-, une façon d'être utiles et de se réaliser. Évidemment, la majorité des femmes trouve un véritable épanouissement dans la relation maternelle. Et dans le contexte africain, il nous faut reconnaître qu'il est encore difficile, voire impossible de dissocier femme et maternité : le refus de la conjugalité ou de la maternité est un luxe que la grande masse des femmes africaines ne peut s'offrir étant donné le contexte culturel et les difficultés économiques qui seraient les leurs en de telles conditions. De ce point de vue, l'avenue qui voit uniquement de l'oppression dans les rapports de sexe, tout comme celle qui met en relief la complémentarité des sexes, nous apparaît partielle et réductrice. Il s'agit en

tel cas d'éviter de regarder les rapports femmes-hommes uniquement sous l'angle négatif des structures de domination patriarcale ou sous le seul angle positif d'espaces féminins de « pouvoir ». Une politique de promotion féminine doit donc travailler à élargir les niches de « pouvoir » et de « liberté » des femmes.

Pour notre part, nous nous proposons d'examiner les effets de la division sociale des sexes sur la présence féminine dans la sphère politique. Pour ce faire, nous avons retenu un échantillon à la fois homogène et hétérogène afin de parvenir à des analyses fines par des comparaisons et/ou confrontations. L'exploitation documentaire et les entrevues semi-dirigées ont constitué les principales techniques de collecte de données qui ont été traitées manuellement. Les résultats de l'analyse sont présentés dans la partie suivante.

PARTIE III

PRÉSENTATION ET ANALYSE DES RÉSULTATS

INTRODUCTION DE LA PARTIE III

Cette partie porte sur l'analyse des résultats et montre *comment la division sociale des sexes se traduit et se reproduit dans l'univers politique du Burkina Faso*. Elle dégage à partir des itinéraires des 45 femmes politiques interviewées, d'abord les facteurs catalyseurs et les contraintes à la participation politique des femmes, puis le rapport qu'elles entretiennent avec le pouvoir, pour enfin proposer des pistes d'action afin d'augmenter la participation politique des femmes au Burkina. Elle examine donc nos trois dimensions de recherche avec au centre de l'analyse la vérification de notre hypothèse centrale qui est, rappelons-le, l'existence d'*un lien explicatif entre les rôles dévolus aux femmes par la société au Burkina et le fait qu'elles sont très peu représentées dans le champ politique*. En effet, les échanges que nous avons eus avec les femmes ont non seulement permis de connaître les circonstances de leur nomination et de leur élection, soit les rapports de force qui étaient en présence ainsi que les ressources qu'elles ont mobilisées pour les campagnes électorales, mais ont aussi révélé un pan de leur vie privée (nombre d'enfants, confession religieuse, situation matrimoniale, réseau social ; niveau d'études, profession, âge et religion de l'époux ; soutien ou non de celui-ci pour le métier politique ; partage des tâches domestiques à l'intérieur du couple ; etc.). Cela nous permet de vérifier également notre hypothèse secondaire qui anticipe que *plus les femmes peuvent compter sur le soutien de leur époux, plus leur longévité et leur visibilité politiques seront grandes et inversement*. Plus spécifiquement, les chapitres six et sept permettent de voir comment les capitaux des femmes, et les ressources qu'elles détiennent et développent, peuvent favoriser ou non leur accès à des instances décisionnelles, mettant ainsi en lumière les facteurs déterminants de la participation politique.

CHAPITRE VI

LES FACTEURS CATALYSEURS ET LES BARRIÈRES À L'ACCÈS AU POUVOIR PAR LES FEMMES

Les femmes politiques burkinabé : qui sont-elles ?

Élaboré à partir des informations recueillies sur le terrain, le présent chapitre permet de tracer un portrait des femmes politiques burkinabé et d'identifier certains des facteurs qui favorisent ou au contraire limitent la participation politique des femmes au Burkina.

Les politiciennes que nous avons interviewées ont toutes un niveau d'instruction nettement supérieur à la moyenne des femmes burkinabé, les moins instruites ayant le niveau de la classe de 5^{ème}¹⁴⁷ (Tableau 6-1).

Tableau 6-1
Répartition des femmes politiques interviewées, selon le niveau d'instruction

Niveau d'études	Primaire CEPE	Secondaire		Supérieur BAC ou équivalent			Total
		Sans BEPC ou équivalent	Avec BEPC ou équivalent	BAC /DEUG ou équivalent	Licence/ Maîtrise ou équivalent	DEA/ DESS/ Doctorat	
Nombre	0	8	6	5	15	11	45
	0	(31,8)		(68,8)			100

¹⁴⁷ Correspond au secondaire 2 au Québec

Elles sont pour la plupart mariées (32/45 ; 70,45 %) (Tableau 6-2) et se retrouvent dans une forte proportion dans la tranche d'âge de « 40 à 60 ans » (35/45 : 79,5 %) (Tableau 6-3).

Tableau 6-2

Répartition des femmes politiques interviewées, selon la situation matrimoniale

Situation Matrimoniale	Nombre	% dans L'échantillon
Mariées	32	(71,1)
Séparées	5	(11,3)
Divorcées	4	(8,8)
Célibataires	2	(4,4)
Veuves	2	(4,4)
Total	45	(100)

Tableau 6-3

Répartition des femmes politiques interviewées, selon l'âge en 2007

Tranches d'âge	Nombre	% dans l'échantillon
30-40	3	(6,6)
40-50	14	(31,11)
50-60	21	(46,66)
60-70	6	(13,33)
70 et plus	1	(2,22)
Total	100	(100)

Ces répondantes sont, sans exception des mères, et la taille de leur famille varie de 1 à 6 enfants. Elles appartiennent à une dizaine d'ethnies (Moose, Peul, Bobo, Nouni, Dagara, Lélé, Kassina, Zomsé, Tiéfo, Bwaba, Lobi) et se disent toutes croyantes et pratiquantes dans l'une des trois principales religions du pays. 28 d'entre elles sont catholiques, 3 protestantes et 14, musulmanes.

Issues en majorité de familles polygames¹⁴⁸, leur position dans la fratrie (ainées, cadettes, benjamines) varie beaucoup et ne peut donc constituer en soi un critère interprétatif de leur accès à la politique.

Enfants de paysans, d'artisans, de commerçants ou de fonctionnaires, les 45 femmes politiques que nous avons rencontrées sont issues de milieux socio-économiques variés (pauvre, moyen, aisé). Seulement cinq d'entre elles disent avoir connu une enfance où trouver la pitance quotidienne était un parcours du combattant. Sur les cinq, trois ont perdu leur père très tôt, tandis que les deux autres ont vécu cette situation chez un oncle paternel. Pour les autres, même celles qui disent être issues de milieux pauvres, c'est-à-dire avoir traversé l'enfance avec peu de moyens matériels et d'argent, la situation précaire de leur famille n'apparaît pas avoir été une source majeure de problème tel que l'illustre le témoignage de Salamata Tapsoba-Sawadogo qui dit : « Je suis d'une famille très modeste, mais je ne me suis pas sentie enfant de personnes démunies parce que le minimum que je voulais, je l'ai eu ».

En assez grand nombre (19 sur 45), les répondantes affirment, par ailleurs, avoir grandi dans des familles politisées (chefferie traditionnelle ou pouvoir moderne). À l'exception de quatre d'entre elles¹⁴⁹, toutes, à des degrés divers toutefois, ont pris part au processus révolutionnaire, soit en participant à la tête ou à la base des structures révolutionnaires de leur établissement scolaire ou universitaire, ou encore de leur service et/ou quartier de résidence. Plusieurs l'ont relevé « sous la révolution, veut ou veut pas, on était obligé ! ». Selon toute vraisemblance, c'est donc ce

¹⁴⁸ Le régime matrimonial de l'Afrique traditionnelle étant la polygamie, nombre de fidèles chrétiens (catholiques et protestants) avaient ou ont des parents qui étaient ou sont polygames.

¹⁴⁹ Par celles-ci, deux étaient à l'extérieur du pays ; une, antérieurement active en politique, reprochait au régime révolutionnaire son manque de reconnaissance à l'égard de l'ancienne classe politique et une quatrième avait dû suivre son époux contraint à l'exil.

momentum révolutionnaire qui aurait ouvert la porte politique aux femmes au Burkina.

6.1 Les facteurs catalyseurs à l'accès et à l'exercice du pouvoir par les femmes

Au-delà des facteurs conjoncturels qui ont ouvert la porte du monde politique burkinabé à quelques femmes, l'analyse des itinéraires des femmes politiques interviewées permet d'identifier un certain nombre de traits, caractéristiques ou faits ayant eu un impact positif sur l'accès des femmes au champ politique du Burkina. Ces derniers sont regroupés en trois catégories, soit les facteurs liés aux attitudes et aux capacités personnelles des femmes politiques, les facteurs liés à leur vie familiale et environnement social, et enfin les mécanismes politiques.

6.1.1. Les facteurs liés aux attitudes et aux capacités personnelles des femmes politiques

Les femmes qui accèdent au pouvoir politique partagent certains traits et caractéristiques que nous qualifions d' « atouts pour l'entrée ».

6.1.1.1 Une forte personnalité : un atout important

Le Larousse (2009) définit la *personnalité* comme l'« ensemble des comportements, des aptitudes, des motivations, etc. dont l'unité et la permanence constituent l'individualité, la singularité de chacun ». Sans verser dans une hagiographie excessive qui fait des femmes politiques « des femmes d'exception », nous savons déjà que celles-ci sont nettement plus éduquées que la moyenne des femmes du pays. Outre leur niveau de scolarité, un certain nombre de traits caractéristiques les distinguent de la grande masse des femmes et les éloignent des attributs généralement dits féminins : timorée, réservée, calme, voix douce, gestes posés, soumise, effacée, inculte, etc. Au contraire, nombre de femmes de notre échantillon

nous sont apparues comme des femmes de poigne, des femmes d'autorité. Lisons quelques extraits d'entrevues qui nous permettent de mieux les camper.

Mais bon, moi, je suis quelqu'un, j'aime les défis et puis je ne me laisse pas aussi intimider par un certain nombre de choses et quand je pense que quelque chose est bien pour la majorité des personnes que je sers, vraiment moi, je fonce (Fatimata Legma-Zetyenga, Kaya, décembre 2007).

[...]Parce que jusqu'à aujourd'hui, il y a des choses que je n'accepte pas. Je n'accepte pas être piétinée. Je n'accepte voir noir et qu'on exige que je dise blanc (Awa Ève Sanou-Sanon, Bobo-Dioulasso, 27 septembre 2007).

Je vous dis qu'à une session, un des conseillers, le doyen [il a des enfants plus âgés que moi] s'est montré comme un super conseiller, mais je n'ai pas hésité à lui faire comprendre qu'il n'est pas plus conseiller que les autres conseillers qui étaient dans la salle et que donc s'il n'était pas prêt à l'accepter, qu'il laisse la place à ceux là qui sont là pour le développement de la commune (Une mairesse).

Cette capacité à s'imposer semble, pour certaines, acquise dès le jeune âge, comme le montrent les propos de Béatrice Damiba, Monique Ilboudo et Cécile Béloum-Ouédraogo.

[Pour être en politique], il faut dès le départ depuis toute petite fille être d'un tempérament assez fort, d'une personnalité assez trempée. Je sais que quand j'étais enfant, je contestais tout et même à la maison, j'aimais discuter les instructions qu'on donnait, de même qu'à l'école. Ça veut dire que je n'ai jamais voulu être là à suivre ce que d'autres décidaient pour nous, y compris avec les parents. Je ne le faisais pas exprès mais c'était comme ça. (Rires). C'est maintenant même avec le recul que je m'en rends compte. Voilà, je me faisais donc remarquer entre griffes sans le rechercher (Béatrice Damiba, Ouagadougou, 15 novembre 2007).

Les gens pensent toujours que c'est parce que je suis allée en France faire des études que je suis revenue avec de telles idées [féministes]. Mais non, on vous trouvera même des anecdotes quand j'étais petite où je trouvais que c'était injuste que mes frères puissent aller jouer après l'école et que moi, je reste à la maison pour aider ma mère. Je me rebellais et les suivais et bien sûr, il y avait les

conséquences. Chez nous, on n'admet pas ça. Donc, j'étais parfois punie (Monique Ilboudo, Ouagadougou, 10 octobre 2007).

C'est vraiment difficile de s'apprécier mais ce que je sais, c'est qu'au niveau de la famille, je suis la première fille de ma famille et mon père n'a pas eu tôt les garçons. Les garçons sont venus longtemps après, donc il m'a responsabilisée. Déjà enfant, il m'a confié de grandes responsabilités. Il avait un grand troupeau. [...] Quand je rentrais pour les vacances, j'étais cheffe d'équipe pour conduire le troupeau et rester en brousse pendant toute la durée des vacances. Il y avait même des adultes bergers mais c'est moi qui étais la responsable (Cécile Béloum-Ouédraogo, 14 novembre 2007).

Plusieurs autres femmes se sont aussi fait remarquer dès leur jeune âge telles Fatimata Diendéré-Diallo qui aimait s'habiller en garçon et préférait jouer au football avec les garçons qu'avec les filles à la marelle ; Odile Bonkoungou-Balima qui a dû être retirée de l'école des filles et placée dans une école mixte en raison d'une adaptation difficile à un cadre uniquement féminin. Un trait partagé par la quasi-totalité des ministres ou ex-ministres et quelques députées est qu'elles brillaient à l'école et, de ce fait, faisaient la fierté de leur père avec lequel elles affirment avoir bénéficié d'un lien privilégié. Fortes de cet amour et du renforcement positif qu'il leur procurait, elles disent s'être efforcées d'être à la hauteur des attentes familiales.

Quand je dis éducation, c'est non seulement dans ma famille comme à l'école. Je pense que j'étais la plus aimée de mon père. Mon père n'était pas quelqu'un qui était allé à l'école, qui connaissait bien les choses mais, dès le départ moi j'avais pris l'école au sérieux, donc il était très fier de dire que je suis sa fille. Donc il m'a poussée. Il a eu l'intelligence de me pousser sans que je sache. Et aujourd'hui, c'est extraordinaire quand je pense à ce qu'il m'a fait, je me dis mais, comment il a pu imaginer ces choses là pour soutenir ma motivation ? (une femme politique).

Comme j'avais des aptitudes à l'école, mon père disait que j'étais sa préférée. En tout cas, je voyais qu'il était fier de moi, quand je ramenaient des bonnes notes (Une femme politique).

[...] Mon père et moi étions vraiment très proches. Ma mère trouvait d'ailleurs que j'étais la préférée de mon père et mon père disait que ma fille, elle va être

une patronne.¹⁵⁰ C'est vrai que ça n'a l'air de rien mais c'est comme un pari que tu prends avec le père pour ne pas le décevoir. Parce qu'en plus, il était le doyen de la mosquée du quartier [...] (Une femme politique).

Mais, selon toute vraisemblance, amour et fierté des parents s'accompagnaient d'une grande rigueur et fermeté dans l'éducation. Cela a été relevé par toutes les répondantes. La fermeté dans l'éducation a été quelquefois si pesante que deux ex-ministres nous ont confié qu'à un certain moment de leur enfance, elles se sont demandées si leurs parents étaient réellement leurs parents biologiques. Quoi qu'il en soit, ainsi que le montrent les différents extraits, la figure du père apparaît déterminante dans la trajectoire des répondantes. En ce sens, plusieurs ont explicitement mentionné avoir cherché à répondre aux attentes de leur père, voire à lui ressembler dans le cas de celles qui avaient un père cadre de la fonction publique. Cette tendance est également relevée par Pionchon (2007 : 51) qui souligne que des études telles celle de Margaret Hennig et Anne Jardim (1978) sur les *Carrières de femmes*, ont montré que la grande majorité des femmes de pouvoir ont eu une relation exceptionnelle avec leur père :

avant d'être distinguées dans un rôle public de premier plan, elles ont été élues par leur propre père, qui s'est particulièrement soucié de leur formation, qui leur a montré sa fierté et sa confiance dans leurs capacités, qui a fondé sur elles un projet ambitieux. Grâce à cette relation de confirmation, elles ont pu se construire en étant préservées des tabous ordinaires qui entravent psychologiquement les femmes.

Même constat de la part d'Isabelle Lasvergnas (1988 : 33) qui affirme que chez la majorité des scientifiques qu'elle a interviewées « la qualité du rapport noué avec le père semble avoir eu un impact en ce qui concerne l'éveil à la pensée abstraite et le plaisir que l'enfant y a trouvé ».

¹⁵⁰ C'est l'enfant qui aimait l'école et avait un bon parcours scolaire.

Mais si la figure du père apparaît déterminante dans la majorité des cas, deux des répondantes disent avoir davantage été marquées par l'influence de leur mère que par celle de leur père, comme en rendent compte leurs témoignages.

La personne qui m'a influencée, c'est surtout ma mère [...]. C'est surtout ma maman que je voyais qui était une battante. Je pense que ça, ça m'a beaucoup influencée. Parce que c'est une dame qui avait des ambitions surtout de voir ses enfants réussir. [...] j'avais envie de travailler rapidement pour prouver à ma mère qu'elle n'a pas souffert inutilement. Ce qui m'a marquée en elle, je sentais que c'était une femme qui était pieuse, qui se battait et qui n'avait personne pour la secourir. [...] Moi, mon idéal était de faire en sorte que ma maman ne regrette jamais d'avoir envoyé sa fille à l'école. [...] Mon père m'a amenée chez ses frères à Ouaga pour que je fréquente, mais il ne s'est plus préoccupé de voir si on m'a réellement inscrite ou pas. [...] C'est ma mère qui est venue me chercher et m'a amenée à Kaya m'inscrire [...] Ah ! je pense que c'est le rôle naturel des femmes. C'est à nous de suivre souvent les enfants, les hommes n'ont jamais le temps (Une femme politique).

A la mort de mon père, j'avais 10 mois. Donc, je ne l'ai pas connu. Ma mère était métisse. Dès que mon père est mort, on a dit, c'est le lévirat. Elle devait donc épouser le petit frère de mon père, elle a refusé. Elle a été menacée et elle a fui du Burkina avec moi. Elle aurait pu m'abandonner aussi dans sa fuite. Mon oncle n'a pas mis ses filles à l'école. [Donc je ne serai probablement pas non plus allée à l'école] (Alice Tiendrébégo-Kaboret, Ouagadougou, 21 novembre 2007).

Deux autres répondantes ont aussi mentionné le rôle déterminant joué par leur mère en ce qui a trait à la poursuite de leurs études. Une première dira : « ma mère m'a beaucoup encouragée à bien travailler, surtout qu'elle-même gérait ses propres frustrations, celles de n'avoir pas pu poursuivre des études collégiales comme une de ses copines qui était institutrice ». Il transparaît de ce propos que la mère de cette femme politique a reporté son projet de carrière professionnelle non réalisé sur sa fille. La mère de Fatoumata Diendéré-Diallo, elle, a dû, avec la complicité de son frère, vendre ses bœufs pour permettre à sa fille de poursuivre ses études à l'insu de son mari. Celui-ci avait, à l'image de la grande majorité de la population burkinabé,

une attitude conservatrice sur les rôles de sexe et estimait ainsi que le diplôme du Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC) était suffisant pour une fille.

Si la socialisation primaire par la famille a joué un grand rôle dans la formation des attitudes des femmes politiques en les responsabilisant, en leur témoignant une marque de confiance ou en les « ramenant à l'ordre », le parcours scolaire a aussi été déterminant pour plusieurs d'entre elles dans le développement de leur confiance en soi, tel que le confie Gisèle Guigma-Diasso.

[...] j'ai eu le soutien de mon maître d'école qui était le directeur. Il me faisait confiance. Je me rappelle que j'avais la clé du magasin de fournitures. Le maître m'avait responsabilisée. Quand on voulait des fournitures, c'est moi qui devais servir tous les maîtres des autres classes. Et puis [...], l'école avait beaucoup de manguiers et il fallait vendre les mangues à l'époque pour pouvoir soutenir la caisse de l'école, là aussi j'avais été responsabilisée. [...] (Gisèle Guigma-Diasso, Ouagadougou, 14 septembre 2007).

L'école servira d'ailleurs pour plusieurs répondantes, comme il en sera fait état au point suivant, de cadre pour l'apprentissage de la vie publique.

6.1.1.2 Les expériences acquises au cours du parcours scolaire ou universitaire et hors cadre universitaire

Les structures connexes offertes par les milieux scolaire et universitaire (Âmes vaillantes, Jeunes Étudiants Catholiques, Jeunes Témoins du Christ, etc.), de même que les différents événements politiques survenus pendant leurs études, ont constitué pour la grande majorité des répondantes le cadre de leur apprentissage de la vie publique. C'est ce que révèlent les témoignages suivants :

Quand il y a eu le coup d'État de 1983, j'étais étudiante à Abidjan. J'étais la présidente des étudiants voltaïques à l'époque (Gisèle Guigma-Diasso, Ouagadougou, 14 septembre 2007).

Disons qu'à l'université, on n'a pas eu beaucoup de choix. Quand nous sommes allés à l'université, nous sommes arrivés, on a débarqué de l'avion, on nous a mis dans le car pour nous amener là où on devait loger. La première chose qu'on nous a dite est que celui qui ne milite pas, qu'il crève. Je n'oublierai jamais cette phrase. C'était à Lomé. C'est le responsable de l'association des étudiants burkinabé qui a dit ça. C'était dans les années 77-78. [...] A l'université de Ouagadougou, je n'ai pas milité comme ça, mais on a pris une part active dans les mouvements de grève. C'était les piquets de grève (rires). [...] Oui, je me souviens que quand j'étais au secondaire, premier cycle, la surveillante générale m'a taxée de meneuse. J'étais étonnée, j'ai dit mais, je mène qui ? Je ne conceptualisais pas. Peut-être que je ne réalisais même pas ce je faisais (Viviane Compaoré-Ouédraogo, Ouagadougou, 23 octobre 2007).

Quand j'étais en France, j'ai milité au sein de la Fédération des étudiants de l'Afrique noire ainsi que dans l'Union Générale des Étudiants Voltaïques, à l'époque UGEV, mais je n'avais pas de poste de responsabilités (Alice Tiendrébéogo-Kaboré, Ouagadougou, 21 novembre 2007).

Au collège de Loumbila, j'ai toujours été dans le bureau : chef de réfectoire, responsable de ceci. Au collège de Kologh-naba, j'étais également dans le bureau de l'établissement, donc quand les mots d'ordre de grève de l'ASEO ou de l'AVEO [organisations étudiantes] tombaient, c'est le bureau qui se réunissait pour décider si on allait en grève ou pas. C'était des grandes discussions. Quand je suis arrivée à l'université, j'ai milité dans l'ANEB. Dans l'ANEB, je suis restée militante de base, je n'y ai pas occupé de responsabilités (Aline Koala-Kaboré Ouagadougou, 8 novembre 2007).

Certaines ont souligné que la rigueur et le sens de la responsabilité acquis en famille puis à l'école, les accompagnent dans tout ce qu'elles entreprennent et particulièrement sur le plan professionnel. « J'accorde beaucoup de valeur au travail, au travail bien fait » dit Viviane Compaoré-Ouédraogo. Attitude que partage également Aline Koala-Kaboré : « il faut dire que moi, j'aime le travail. Même quand on me confie une petite responsabilité, je prends à cœur et j'essaie de faire, comme on dit, extraordinairement bien les choses les plus ordinaires ». Quelques-unes d'ailleurs, telle Alice Tiendrébéogo-Kaboré, soutiendront que c'est leur souci du travail bien fait qui explique, en partie, leur longévité et mobilité politiques :

Après le Secrétariat d'État chargé de l'action sociale, on m'a confié le ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation où il y avait de gros défis en matière d'alphabétisation. Vraiment, ça me passionnait. J'étais passionnée par mon travail. C'est pour cela, je dis souvent que j'étais plus technique. Je faisais vraiment un beau travail technique. Mes adversaires avaient beau vouloir critiquer, ça ne marchait pas (Ouagadougou, 21 novembre 2007).

Hors le cadre académique, plusieurs autres expériences et lieux d'apprentissage de la vie publique des répondantes ont déterminé leur parcours politique : syndicat, ONG, affaires, organisations professionnelles, défense de droits humains et surtout, mouvements associatifs féminins. Ce dernier lieu d'engagement, nous le verrons, a souvent été un tremplin pour briguer des postes électifs et un moyen pour s'y maintenir. Chacune des femmes politiques interviewées a été, à un moment de sa vie, impliquée dans un ou l'autre de ces lieux.

6.1.1.3 Tenir tête aux caciques du pouvoir

Si avoir une forte personnalité est un atout important pour l'engagement des femmes en politique, ce trait de caractère aidant à renforcer l'image de soi, celle-ci pourtant ne se déploie pas en tout temps avec la même intensité, car les « stéréotypes sexistes sont profondément intériorisés par l'individu et sont susceptibles d'être mobilisés à son insu » (Pionchon, 2007 : 32). Dans les interactions sociales entre hommes et femmes et particulièrement entre individus-es en position de pouvoir et les personnes subordonnées, certains types de réponses sont attendus de part et d'autre, soit de l'affirmation pour les uns-es et de l'effacement pour les autres. Et, comme le fait remarquer Pionchon (2007 : 34),

les femmes peuvent à la fois affirmer leur refus du statut traditionnellement inférieur des femmes et reproduire ce modèle, sans en prendre conscience, dans la confrontation pratique avec les hommes. Il existe donc une discordance chez les femmes entre « *l'identité revendiquée* » et « *l'identité agie* ».

La capacité à s'affirmer ne relève donc pas du seul tempérament de l'individu. Il faut aussi tenir compte des stéréotypes de sexe et des situations de mixité qui prescrivent aux hommes de s'affirmer et de s'imposer aux femmes (*même si, par tempérament, ils sont plutôt des « dominés »*), et aux femmes de s'effacer et d'occuper les positions subalternes (*même si, par tempérament, elles sont plutôt des « leaders »*).

Heureusement, certaines répondantes manifestent une continuité entre « *l'identité revendiquée* » et « *l'identité agie* ». Il est, en effet, ressorti clairement de trois récits de femmes politiques que leur capacité à contredire l'autorité, le pouvoir en place, a séduit et favorisé leurs promotions professionnelle et politique. Juliette Bonkougou-Yaméogo par exemple, a, lors d'une visite de Blaise Compaoré au tribunal du travail de Ouagadougou qu'elle présidait, alors qu'il était ministre de la justice, dénoncé sans détour certaines pratiques qui avaient cours pendant la période révolutionnaire. Ce courage devant la deuxième plus grande autorité du régime révolutionnaire, a, manifestement séduit Blaise Compaoré qui, une fois parvenu à la tête du pays, l'a promue à de nombreux postes de responsabilités (directrice de la télévision nationale, ministre, présidente du Conseil Économique et Social, etc.).

Quand il est arrivé, je lui ai présenté les dossiers pendants à mon niveau en lui disant que les recommandations que j'y propose sont conformes à nos lois et règlements. J'ai même ajouté : les gens qui vous diront le contraire, ne sont pas sincères avec vous. Je vis avec la population, je sais qu'elle adhère aux objectifs fondamentaux de la Révolution en tant que système de promotion sociale, mais elle reste attachée à une justice qui soit rendue selon les règles de l'art. [...] Je me dis qu'il a dû se dire ouah, c'est pour cette franchise et ce courage qu'on en veut à la femme ! [...] En tout cas, il ne m'a pas sanctionnée, et quand il est arrivé au pouvoir, il m'a promue. [...] Dans la vie personnelle, comme dans la vie professionnelle, il faut savoir oser, avoir de l'audace, mais avant l'audace, il faut surtout avoir des convictions et accepter prendre des risques pour les défendre. (Juliette Bonkougou-Yaméogo, Montréal, 5 décembre 2008).

Salimata Salembéré-Ouédraogo, membre fondatrice du Festival Panafricain du Cinéma de Ouagadougou (FESPACO) a également obtenu une promotion après avoir défendu énergiquement son émission radiophonique « Nul-le n'est censée ignorer la

loi » devant Thomas Sankara. Son émission était dénoncée par des citoyens-nes comme perturbatrice de l'équilibre des rapports hommes femmes en société et particulièrement dans les foyers. Thomas Sankara, alors Président du Faso, voulait en conséquence la suppression de ladite émission¹⁵¹. Salimata Salemberé-Ouédraogo, selon son témoignage, a défendu avec vigueur la pertinence d'une telle animation publique. Véronique Kando pour sa part, est portée par les femmes à la tête d'une association de femmes de leur quartier¹⁵² après avoir osé faire des remontrances à des membres des Comités de Défense de la Révolution (CDR) dans le cadre d'une distribution de vivres dans son quartier de résidence. Elle leur a reproché leur manière de faire peu respectueuse à leur égard. « On voulait nous brimer, je me suis opposée à cela. Je ne savais même pas que ça allait avoir un effet quelconque et puis un jour, j'étais chez moi et des femmes sont arrivées. Elles m'ont dit, on est en train de mettre un bureau en place, on souhaite que tu viennes avec nous ». Des témoignages concordants affirment également que Zoenabo Drabo-Ouédraogo qui a abandonné son bâton de mairesse pour celui de députée en 2008, se serait présentée à la députation contre l'avis des caciques masculins de son parti.

Mais cette capacité à dire non quand on s'attend à ce que l'on se fasse tout petit n'est pas toujours porteuse de promotions étant donné qu'elle dépend de la volonté d'autrui. Ainsi Juliette Bonkougou-Yaméogo mentionne ailleurs :

[...] Comme je suis du genre à affirmer mes convictions et à les défendre avec acharnement en toutes circonstances, j'ai souvent eu fort à faire avec certains de mes collègues ou vis-à-vis masculins qui prennent souvent la mouche, et adoptent une attitude d'hostilité vis-à-vis de moi. En maintes occasions, j'ai eu l'impression qu'en moi, ils voient d'abord la femme avant la responsable, la

¹⁵¹ Ce fait venant du Président Sankara peut étonner étant donné le combat personnel qu'il a mené pour la promotion des droits des femmes. Mais, il se pourrait que la situation soit plus complexe ou que le Président basait son opinion sur une lecture d'opportunité.

¹⁵² Association de femmes du quartier *dapoya*, son quartier de résidence de l'époque.

collègue. Ce qui veut dire certainement pour eux, un être qui leur est inférieur et qui leur doit, sinon allégeance du moins préséance. Or, pour moi, une telle vision des choses est totalement aux antipodes de ma vision des choses, et heurte même mon moi profond. Je ne vois pas pourquoi, il faut faire courbette comme si on s'excusait d'être ce que le Bon Dieu m'a fait, c'est-à-dire femme. Un jour même, un collègue ministre m'a dit : « Pourquoi toi tu ne peux pas faire comme les autres femmes, tu marches comme un homme ! » Des réflexions comme ça, je peux t'en citer des milliers, mais écoute je suis comme je suis (rires), et je peux même dire, désolée de ne pas être conforme à vos standards, ça ne m'intéresse pas. [...] Tu sais, ces attitudes des sexistes vont parfois très loin, mais heureusement que bien d'autres hommes, d'autres collègues s'en démarquaient (Montréal, le 5 décembre 2008).

Affirmer sa personnalité ou prendre son indépendance vis-vis des caciques du pouvoir peut donc aussi s'avérer un suicide politique pour les femmes si elles ne sont pas encore bien enracinées dans le champ politique. Les femmes politiques sont donc, de ce point de vue, placées dans une situation paradoxale : sans forte personnalité et motivation, peu de chances d'accéder à des postes de pouvoir, alors que l'expression d'une trop forte personnalité ou d'une motivation non équivoque les expose à une opposition nourrie par la stéréotypie sexuelle.

6.1.1.4 De grandes motivations

Les motivations peuvent être définies comme l'ensemble des facteurs dynamiques qui suscitent un désir chez une personne, et qui orientent et déterminent son comportement. Avant de présenter les différentes motivations données par les femmes politiques pour leur engagement en politique, il importe de souligner qu'à l'exception d'Awa Êve Sanou-Sanon qui était séduite par le parcours politique de son père (militant de l'opposition) et qui voulait suivre ses pas, les autres affirment n'avoir pas toujours nourri des ambitions politiques. Plusieurs ont même explicitement souligné leur répugnance de la chose politique avant leur engagement. Marlène Zébang-Kiello, fondatrice du défunt Parti pour la Convergence et des Libertés individuelles, confie à cet égard :

Au début de ma carrière administrative, j'avais horreur de tous ceux qui s'engageaient dans la politique, surtout les jeunes qui étaient dans la politique et étaient absents de leur poste de travail. J'estimais que c'était en quelque sorte une fuite de responsabilités. Pour moi, la politique était un domaine réservé aux gens qui avaient déjà fait leurs preuves en travaillant pour le pays [...] Et puis la révolution est arrivée. J'étais à l'époque directrice des Études et de la Planification du Ministère de l'Éducation. Et je me souviens très bien de quelque chose qui m'avait marquée et qui m'avait même fait pleurer. Nous étions partis à des négociations, je ne citerai pas le pays, et lors de ces négociations, nos partenaires, malgré la présence de notre ministre, s'étaient montrés vraiment vulgaires. Malgré la présence du ministre, il n'y avait aucun respect parce que nous étions des quémandeurs. Nous ne pouvions même pas avoir un peu de dignité [...] J'ai aimé les idéaux de la révolution qui disaient de compter sur ses propres forces et surtout l'idée nouvelle qu'ils avaient apportée qui disait de pousser les femmes (Ouagadougou, 14 décembre 2007).

Disons que moi au départ, je ne voulais pas faire la politique. La politique ne m'intéressait pas parce que j'ai eu un oncle qui a fait la politique [...]. Il avait tout le pouvoir entre les mains. [...] Il avait les moyens, la puissance, la popularité. Chez lui, lors des fêtes de Noël, il y avait plusieurs troupes de danse qui étaient là. Mais à partir du moment où il a pris sa retraite, moi je l'ai trouvé seul. [...] A un moment donné, il n'avait même pas de moyen de locomotion. Tout cela a fait que moi, la politique, ça ne me tentait pas (Viviane Compaoré-Ouédraogo, Ouagadougou, 23 octobre 2007).

Même son de cloche chez Dicko-Agaloué qui aurait subi des brimades de la part de son maître d'école en raison de l'engagement politique de son père et qui avait, en réaction, décidé de ne jamais faire la politique : « J'ai dit à mon père à l'époque que moi, je ne ferai jamais la politique ! ».

Pour revenir à la question des motivations, Max Weber (1959 : 123-124) distingue deux manières de faire la politique, à savoir vivre « pour » la politique ou vivre « de » la politique. Une personne qui vit « pour » la politique en fait sa raison d'être parce qu'elle trouve satisfaction dans le simple fait de posséder le pouvoir, ou y trouve un équilibre interne et un moyen d'expression de sa valeur personnelle « en se mettant au service d'une « cause » qui donne sens à sa vie. « Au contraire, une personne qui vit « de » la politique « voit dans la politique une source permanente de revenus ».

Toutes les femmes interrogées, comme l'illustrent les citations qui suivent, affirment vivre « pour » la politique, c'est à dire qu'elles poursuivent, à travers la politique, une cause qui est surtout le développement de leur communauté et la possibilité d'influencer les décisions -en contribuant à réparer l'injustice et à rétablir l'équilibre- pour le bien-être de celle-ci. Les sources de motivation évoquées par les femmes politiques rencontrées se résument dès lors à quatre principaux éléments :

a) promouvoir le développement de sa localité voire de sa communauté d'origine ou de résidence/son pays ; b) influencer le niveau décisionnel et par conséquent avoir une visibilité sociale ; c) servir de modèle ou ressembler à des femmes modèles politiques ; et d) protéger ses intérêts.

6.1.1.4a La promotion du développement de son milieu d'appartenance

La motivation de servir son pays est commune aux 45 femmes politiques interviewées. Elles disent toutes être habitées par la fibre patriotique et le désir de servir.

C'est un secret peut-être, j'ai été en Chine en 1973 du temps de Mao Tsé-toung. A l'époque quand je suis arrivée, j'ai apprécié l'idéologie qui était plus ou moins communiste et qui disait qu'il faut savoir partager avec son prochain et ne pas tout garder pour soi-même. Puis dans mon fond intérieur, je me demandais, mais est-ce qu'une telle idéologie viendrait un jour en Afrique ? J'ai gardé cela secret. [...] Je voyais des injustices diverses dans la société burkinabé. Lorsqu'il ya eu l'avènement de la révolution, j'ai dit tiens, voilà une ère nouvelle qui s'offre à nous pour nous exprimer (Gisèle Guigma-Diasso, Ouagadougou, 14 septembre 2007).

Dans mon plan de vie, je n'avais pas prévu être ministre ou dans le gouvernement. Moi, ce que je voulais faire, c'est un engagement citoyen et puis l'enseignement bien sûr. [...] Quand on m'a appelée au gouvernement, ce n'était pas pour une question de routine. C'était pour la promotion des droits humains [...], il n'y avait jamais eu ça dans le gouvernement. C'était comme un défi. [...] Vous vous souvenez en 98, c'était la mort de Norbert Zongo. Les deux mois qui ont suivi, c'était une période tellement difficile que de vous appeler et de vous

dire de vous occuper justement de droits humains dans ce contexte là n'était pas un cadeau. Mais je me suis sentie obligée d'accepter parce que j'avais pris la parole publique pour dire qu'il faut faire de la place aux femmes dans le gouvernement, dans les instances de décision. Et puis, deuxièmement, je suis patriote et je pense que si de par mon profil, on pouvait donner confiance à certains qu'on va essayer de faire des efforts pour faire avancer la question de la démocratie, des droits dans notre pays, je n'avais pas le droit de refuser (Monique Ilboudo, Ouagadougou, 10 octobre 2007).

Les femmes élues veulent surtout servir la communauté ou les communautés de leurs circonscriptions électorales (communauté d'origine, d'alliance et/ou de résidence). Chez certaines, la fibre patriotique est souvent d'abord ethnique. Cette relation a d'ailleurs été développée ou a été renforcée par le pouvoir de Blaise Compaoré qui a eu recours aux filles et fils de la région sur tout le territoire national pour mobiliser l'électorat. Le sondage mené par le CGD (2007 : 41) montre que les personnes interrogées disent d'abord faire confiance aux membres de leurs familles, puis aux membres de leur groupe ethnique avant leurs voisins et les Burkinabé d'autres groupes ethniques. Et les femmes politiques jouent le jeu. Il s'agit pour elles d'utiliser leur position de pouvoir pour développer des projets en faveur de leurs localités d'origine ou de résidence. « Je voyais qu'avec le métier que j'avais choisi [employée d'une entreprise privée], je ne pouvais pas atteindre mes objectifs qui étaient d'être médecin ou de porter secours, d'être utile à la société » (Aïssata Sidibé, Ouagadougou, le 13 décembre 2007).

Tout ce que je cherche, c'est le bonheur de ma province, de mes frères et sœurs. J'ai eu la chance d'aller à l'école. Vous savez qu'à Dori, dans le milieu fulafone, ce n'est pas évident que les filles aillent à l'école et atteignent un grand niveau d'instruction, et puis assument des postes de responsabilité. Donc aujourd'hui, il y a des femmes qui sont fières de moi, qui s'identifient à moi (Ramata Diallo, Ouagadougou, le 4 septembre 2009).

Au début, j'ai suivi le mouvement comme ça. C'est le mari d'une copine qui était maire qui m'a encouragée. Mais après j'ai compris que je pouvais faire quelque chose pour ma communauté. Si tu n'es pas en politique, personne d'autre ne fait quelque chose pour ta communauté. Je ne sais pas si vous connaissez l'histoire

des Tiéfos, ce peuple vaillant qui a fait la bataille de Noumoudara. Une communauté qui a eu, en tout cas, à s'illustrer par des guerres, par la bravoure et qu'aujourd'hui, cette communauté est presque dans l'anonymat, j'avoue que c'est quelque chose qui donne un pincement au cœur. Ne serait-ce que s'intéresser, parler de ça, parler de mon ethnie, c'est important. Voilà moi, j'ai eu l'occasion [par cette entrevue] de parler de mon ethnie, ça donne une fierté (Sita Ouattara-Ouattara, Bobo-Dioulasso, septembre 2007).

[...] Nous avons été élevés dans le secteur. Tout le monde sait que je suis très fière d'être *Bobo*. Dans la famille, je suis celle qui s'est vraiment intégrée dans les coutumes *bobo*. Il n'y a pas une coutume *bobo* pour laquelle on peut me prendre au piège. La langue, je la manie comme je veux et je suis restée dans le milieu, mes amies d'enfance sont restées comme elles étaient avec moi. [...] Je n'hésite pas à dire ce que je pense, même si je dois perdre la vie pour les gens de mon quartier (Awa Ève Sanou-Sanon¹⁵³, Bobo-Dioulasso, 27 septembre 2007).

Ainsi qu'il ressort dans le propos d'Awa Ève Sanou-Sanon qui se dit prête à donner sa vie pour défendre les intérêts de sa communauté, Béatrice Damiba et Fatimata Legma-Zetyenga trouvent que les femmes politiques sont des sacrifiées. « [...] Il faut aussi avoir le sens du sacrifice. [...] Je considère que je suis une sacrifiée, parce qu'il faut sacrifier ses intérêts personnels pour plutôt s'occuper de l'intérêt général » dit Béatrice Damiba.

6.1.1.4b La volonté d'influencer le niveau décisionnel et d'être visible

Il transparaît également des témoignages, la volonté d'être des agentes de changement, d'influencer le niveau décisionnel et donc d'apparaître et être *une* personne qui compte dans le pays. Céline Yoda-Konkobo -ministre de la promotion féminine depuis 2007- qui a démissionné du Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) pour accepter le poste de Secrétaire Général du ministère de la promotion féminine en 1997 confie : « Au niveau du système des Nations Unies, [ma position] était moins visible, alors que là, au niveau politique, c'est vraiment visible.

¹⁵³ Awa Ève Sanou-Sanon est métisse. Sa mère est Française.

Et là, je me sens membre d'une locomotive qui est là pour servir de modèle à mes jeunes sœurs ». Le même sentiment est exprimé par Viviane Compaoré-Ouédraogo qui a été ministre plusieurs fois et députée.

Les gens m'appréciaient beaucoup pour le travail et puis à un moment donné, je me suis rendue compte que je ne pouvais plus aller de l'avant. Je ne pouvais plus avancer. C'est-à-dire, il y avait des sphères où la décision se prenait, et moi, je ne pouvais pas accéder à ces sphères là. Et pourtant j'abattais un gros travail mais je n'étais pas visible dans la décision. J'ai analysé ça, j'ai dit comment je vais faire pour avancer quand même dans la prise de décision, pour pouvoir fabriquer la décision, la suivre, jusqu'à ce qu'elle soit prise et même qu'elle soit appliquée. Voilà ce qui m'a motivée à aller en politique (Viviane Compaoré-Ouédraogo, Ouagadougou, 23 octobre 2007).

Je suis allée en politique parce que la politique, c'est une des voies royales de pouvoir pour, d'abord promouvoir ses idées et si l'occasion se présente, servir son pays au niveau où on peut influencer sur la décision (Juliette Bonkougou-Yaméogo, Montréal, 5 décembre 2008).

6.1.1.4c Servir de modèles et s'identifier à des modèles de femmes politiques

Certaines des femmes qui veulent compter, être des grands noms de la politique burkinabé, cherchent à exercer une influence positive sur d'autres femmes et souhaitent, comme l'a dit Yoda-Konkonbo, leur servir de modèle pour les encourager à faire le saut en politique. Les témoignages de Marie-Madeleine Poussi-Pitroipa, de Korotoumou Bagaré-Sanon et de Saly Bonou-Tanou illustrent également que certaines répondantes ont elles-mêmes été inspirées par des modèles de femmes en politique. Poussi-Pitroipa confie que l'un des éléments qui l'a poussée en politique, c'est la personnalité de la première femme qui fut ministre au Burkina Faso, Célestine Ouezzin-Coulibaly-Traoré. Elle dit :

Moi, je sais que ce qui m'a marquée pour que j'aie en quelque sorte la fibre de la politique, ce sont [premièrement] des actions que je retiens des années 57-58 avec la femme du regretté Ouezzin-Coulibaly. C'est une femme qui était très

dynamique à Bobo, qui mobilisait beaucoup au niveau de Bobo et qui a beaucoup essayé de mobiliser ici au niveau de Ouagadougou aussi. Et nous, on était jeunes filles à ce moment [...].

Bagaré-Sanon pour sa part dit : « Il y a Juliette Bonkounbou qui m'a beaucoup plu. Quand je la voyais à la télé, quand je l'entendais parler et tout, c'est vraiment, c'est une qui m'a toujours beaucoup impressionnée ». « Moi, c'est Fatoumata Diendéré qui m'impressionne » (Saly Bonou-Tanou, Ouagadougou, 19 février 2009).

6.1.1.4d Protéger ses intérêts

Parmi les éléments de motivation relevés, il y a aussi le désir de protéger ses intérêts propres. Le conseil très perspicace de Guy Somé à sa femme exprime bien ce fait :

A la communalisation intégrale qui implique tout le monde, on a dit dans tous les villages, il faut une femme, lettrée ou pas lettrée, il faut une femme. Alors, c'est là qu'un de ses cousins et moi on a dit : on est en train de faire une communalisation intégrale, il faut aller te présenter comme candidate pour au moins siéger dans le conseil municipal. Parce que de nos jours si tu n'es pas dans une structure, tout ce que tu entreprends, on peut le détruire. On en parle dans les sessions, toi, tu n'y es pas. Même ne serait-ce que pour défendre ton investissement, il faut y aller (Guy Somé, Bobo-Dioulasso, 2 février 2009).

La protection de ses intérêts par la participation au pouvoir ouvre sur la motivation financière. Bien que n'ayant pas été mentionnée par les femmes politiques, cette motivation est très présente. Marie-Madeleine Ouédraogo-Compaoré qui a été fort active sous la révolution et députée de la première législature dit : « Maintenant, ce n'est plus comme de notre temps, ce n'est plus le plein engagement. Il y a le côté matériel ! ». Dans la même veine, une conseillère municipale nous a confié qu'elle préférerait la fonction de député-e à celle de mairesse parce que la première procure plus d'avantages que la personne élue peut mettre au service des personnes qui la soutiennent. Rappelons aussi que face à l'impossibilité de cumuler deux fonctions électives, Zoenabo Drabo-Ouédraogo a préféré le poste de députée à celui de

mairesse. La fonction parlementaire est, en effet, formellement mieux rémunérée que celle de mairesse. En ce qui concerne la rémunération au niveau local, une mairesse dit :

[...] sinon, notre fonction ne nous donne pas des indemnités en tant que tel. Moi, je peux le dire sans cacher. J'ai 105.000F [CFA] à la fin du mois en tant que maire. Ce n'est pas la même chose comme d'autres fonctions où les gens ont un million, un peu plus d'un million ! Mais aujourd'hui, ma seule satisfaction, elle n'est pas pécuniaire, c'est parce que je rends service. Et je sais que le bienfait n'est jamais perdu sur terre (Une mairesse).

Simon Compaoré, maire de la commune Ouagadougou, la plus grande commune du Burkina, renchérit :

Les maires n'ont pas de salaire. Nous avons des indemnités. Moi, je suis fonctionnaire de l'État avant d'être maire. En 1995, lorsque j'arrivais à la tête de la ville, le cumul des indemnités était de 190000 FCFA [475 dollars canadiens]. Et ce n'est que récemment que le Premier ministre et le gouvernement ont revu à la hausse ces indemnités. Aujourd'hui, pour le maire que je suis, nous sommes autour de 400 000, 450 000 FCFA [1000 à 1125 dollars canadiens] et les maires d'arrondissements un peu en dessous¹⁵⁴.

Notons que ces montants ne tiennent pas compte des indemnités des sessions municipales qui varient selon le budget de chaque commune ou arrondissement.

Concernant, cette fois, les émoluments des députés-es, Bakiono (2007 : 51) écrit que les parlementaires de la première législature 1992-1997 « ont sous-estimé les charges qui les attendaient durant leur mandat. Comme le pays venait de sortir d'une longue période de régimes d'exception, les Burkinabé ne croyaient plus à un retour à la vie démocratique. Les députés, par peur de la pression de la rue, se sont fixés des émoluments assez bas, soit 242.000F (contre 630.000 aujourd'hui) ». Il s'agit en

¹⁵⁴ *L'Observation Paalga*, « grand merci à Simon et aux internautes », no. 7499 du vendredi 30 octobre au lundi 2 novembre 2009 (édition internet).

réalité de l'indemnité parlementaire permanente car ce dernier montant est renforcé par des indemnités de session parlementaire qui avoisineraient les 50.000F CFA par jour¹⁵⁵ et d'autres avantages.

Soulignons que nous avons approché le premier questeur de l'Assemblée nationale, Blaise Kyelem, au mois de mars 2007 pour connaître le montant exact des émoluments des députés, mais celui-ci ne nous a pas communiqué d'information sur les sommes versées. Il nous a plutôt donné les valeurs de l'indice et du point indiciaire¹⁵⁶ à partir desquels sont calculés, selon lui, lesdits émoluments, soit respectivement 2175 et 2132F CFA. Avec ces données, les parlementaires sont classés-es, par exemple, dans la catégorie des professeurs-es d'universités (maîtres de conférences) de classe exceptionnelle. Pour un indice de 2175 et un point indiciaire de 2132 F CFA, le salaire brut mensuel d'un fonctionnaire est de 386.425F CFA¹⁵⁷. Ceci ne représente vraisemblablement qu'une partie de la rémunération du parlementaire burkinabé. Blaise Kyelem a, en effet, communiqué les précisions suivantes :

- l'indemnité permanente parlementaire comprend une indemnité de fonction et une indemnité compensatrice ;

¹⁵⁵ La session parlementaire ordinaire de l'année 2009 par exemple a consisté en 90 jours de travaux. (Mentionné dans le discours de clôture (1^{er} juin 2009) de son excellence monsieur Roch Marc Christian kaboré sur <http://www.an.bf/Discours/DiscoursclotSessionOrdi2009.pdf>) Ce qui donne une moyenne de 7, 5 jours mois pour les sessions ordinaires uniquement. L'Assemblée tient chaque année plusieurs sessions extraordinaires.

¹⁵⁶ L'indice est une valeur qui permet de calculer le solde indiciaire, c'est à dire le niveau de rémunération des fonctionnaires. Un barème de solde fixe les différents indices des différentes couches de travailleurs de la Fonction publique (cf. article 27 et suivant de la loi 13/98). Le point indiciaire, lui, est une variable prévue par la loi et qui permet à l'État d'apprécier ou de déprécier les salaires des fonctionnaires.

¹⁵⁷ Le salaire brut mensuel est obtenu en multipliant l'indice par le point indiciaire, le tout divisé par 12. Le montant de 386.425F correspond à environ 966 dollars canadiens.

- les parlementaires bénéficient de différents avantages : dotation mensuelle en carburant aller-retour en fonction de la distance séparant la circonscription électorale du député ou de la députée et la capitale, Ouagadougou, versée aux deux mois ; remboursement du carburant aller-retour pour la participation aux sessions parlementaires ; somme forfaitaire de 200.000F CFA pour les frais de secrétariat ; indemnité de fonction mensuelle de 70.000F à 125.000F pour les présidents-es de groupes parlementaires, de commissions et de membres de bureaux ; allocation familiale de 2000F pour chaque enfant ; assurance maladie qui couvre les accidents et les décès¹⁵⁸, etc.

En considérant par exemple, le montant de 630.000F CFA comme indemnité permanente mensuelle et 50.000F CFA comme taux journalier pour les sessions parlementaires ordinaires (moyenne d'au moins 7, 5 jours par mois) ainsi que les autres avantages, les émoluments du député burkinabé dépassent, comme il est véhiculé dans l'opinion publique, la somme de 1.000.000 F CFA par mois, soit environ 2500¹⁵⁹ dollars canadiens.

Il convient toutefois de raffiner l'analyse en relativisant, à l'instar de la mairesse Hélène Bouda-Sama – cadre supérieure employée dans une société parapublique ayant l'une des meilleures grilles salariales du pays –, la supériorité des avantages reliés à la fonction de députée sur ceux reliés à la fonction de mairesse. En effet, étant donné que le mandat législatif, contrairement au mandat municipal, n'est pas cumulable avec certaines fonctions tant publiques que privées (à l'exception par exemple du personnel enseignant de l'enseignement supérieur et des médecins

¹⁵⁸ La loi portant statut du député ne donne aucune donnée chiffrée en ce qui concerne l'indemnité parlementaire. Il en est de même du document de Seydou Zagré (2001), *Le député burkinabé* qui traite des avantages inhérents à la fonction parlementaire.

¹⁵⁹ Sur la base de un dollar égale 400 F CFA.

spécialistes¹⁶⁰), il est préférable pour une personne ayant un salaire avoisinant ou dépassant le million de francs de CFA d'être maire, ou mairesse. Cela lui permet de conserver son niveau de revenu qui était déjà plus ou moins égal à celui d'un ou d'une parlementaire et de l'améliorer par les indemnités et les avantages reliés à la fonction d'édile.

Quoi qu'il en soit, même si toutes les femmes politiques de notre échantillon affirment vivre « pour la politique », elles vivent également de la politique ! L'amélioration nette de la situation socioéconomique des unes et des autres en est la parfaite illustration (véhicule tout terrain, construction de bunkers, agrandissement/réfection des anciennes maisons, voyages en première classe, envoi des enfants pour études en Europe ou en Amérique du Nord, soins médicaux à l'étranger, etc.). Max Weber (1959) souligne d'ailleurs très bien que ces deux façons de faire de la politique ne s'excluent pas l'une et l'autre, mais qu'en général les personnes engagées en politique le sont pour les deux motifs. Le lien entre fonction politique et situation socioéconomique confortable est bien réel au Burkina Faso. Et nombreux sont les politiciens qui, une fois qu'ils ont démissionné ou qu'ils sont démis de leur poste politique, peinent à trouver leur pitance quotidienne. Par ailleurs, il transparaît aussi à travers les propos des politiciennes que l'activité politique leur permet, malgré les difficultés inhérentes au métier, de trouver pour reprendre les termes de Weber, un équilibre interne et d'exprimer leur valeur personnelle. Plusieurs y trouvent « un moyen de jouissance dans la simple possession du pouvoir » (Weber, 1959) comme l'une d'entre elles qui dit que : « Être maire/députée/adjointe au maire siii [interjection pour exprimer sa satisfaction]. Les gens savent que tu es maintenant

¹⁶⁰ A titre d'exemple, le député ne peut pas cumuler la fonction de maire et de député (depuis 2007) et ou la fonction de député et celle d'employé-e de la fonction publique, à l'exception du personnel enseignant du supérieur et des médecins spécialistes (Source : enquête de terrain). Il existe des incompétences relatives où le député ou la députée peut bénéficier d'une dérogation, par exemple, dans le cas d'une mission publique confiée par le pouvoir exécutif. Voir Zagré, 2001, p. 41 pour ce dernier élément.

supérieure à eux, donc ils te respectent !¹⁶¹ ». Et Aline Koala-Kaboré, ancienne ministre et députée depuis 2007 identifie la possibilité de combler son besoin de reconnaissance sociale ou de visibilité au cœur des gratifications offertes par la vie politique.

C'est la reconnaissance sociale, c'est quand même une petite richesse qui donne de la visibilité. Chaque être humain quelle que soit l'échelle où il se trouve a besoin de reconnaissance sociale. Et l'anonymat amène certains au suicide. Vous avez vu des gens des fois très riches, qui ont tout et qui vont aller se suicider. C'est dire que la reconnaissance sociale, c'est humain. Ça flatte l'égo de l'homme. Ça fait que tu te sens vivre et quand même le fait que tu aies un petit titre, quand on t'appelle, tu te retournes, on n'appelle pas tout le monde comme ça (Aline Koala-Kaboré, Ouagadougou, 8 novembre 2009).

En résumé, cette première catégorie de facteurs montre l'importance de la personnalité quand on veut s'engager en politique. Une personnalité affirmée, de fortes motivations, qu'elles aient été influencées par la figure du père, de la mère ou d'un membre du corps enseignant sont essentielles. La relation avec le père apparaît comme particulièrement déterminante dans la majorité des cas et peut trouver son explication dans le fait que, dans les familles traditionnelles, c'est le père « qui incarne le pôle actif et dominant de la famille, et son ouverture sur l'extérieur » (Achin, 2005 : 476) Nous avons vu qu'un parcours scolaire brillant pouvait être le ciment d'une relation forte et privilégiée entre père et fille, mais également que des pères pouvaient aussi avoir des attitudes conservatrices et inhibitrices à l'égard de l'éducation des filles, les filles ayant plus de chances d'être soutenues par les pères en l'absence du fils. Plusieurs récits de vie de nos répondantes vont, en effet, dans le sens des théories du « garçon manquant ou défaillant » qui voudraient que les filles aient plus de chances de réussir sur les plans scolaire et professionnel lorsque les parents manquent de garçon en qui investir leurs ambitions sociales (Lasvergnas,

¹⁶¹ La femme politique interviewée a cité sa propre fonction. Nous en citons trois pour éviter son identification.

1988). Dans les cas qui nous intéressent, les répondantes étaient pour les unes soit fille légitime unique ou pour les autres, faisaient partie d'une fratrie où leurs frères n'avaient pas été scolarisés, avaient quitté très tôt l'école, ou encore, n'aimaient du tout pas l'école ou y excellaient moins. Bien évidemment, il y a des familles, celles privilégiées en particulier, et c'est de plus en plus le cas parmi l'élite burkinabé, où les membres des deux sexes de la fratrie ont fait des études universitaires. Cela étant, au-delà du contexte familial, il appert très clairement que la ressource formation est un atout essentiel pour permettre l'engagement des femmes en politique et leur offrir l'opportunité de se lancer dans la poursuite de plusieurs objectifs à travers le métier politique.

6.1.2 Les facteurs liés au cadre familial et social

Des facteurs reliés à la vie familiale et à l'environnement social tels le soutien de l'époux ainsi que sa position politique et/ou économique, la position et le soutien de sa famille d'origine, les liens personnels avec un responsable de parti ou un cacique du pouvoir ainsi que le statut maternel, constituent des facteurs qui favorisent l'accès des femmes au pouvoir politique.

6.1.2.1 Le soutien de l'époux ainsi que sa position politique et/ou économique

Depuis 1990, date de l'entrée en vigueur du Code des Personnes et de la Famille (CPF), la législation au Burkina ne confère plus -comme dans le droit Napoléon hérité de la colonisation- aux époux un droit de veto pour s'opposer à la carrière professionnelle de leurs épouses. Toutefois, dans la vie quotidienne, ces derniers ont souvent le dernier mot en ce qui concerne les ambitions professionnelles et/ou politiques de leurs épouses. Ainsi, bon nombre se sont opposés à une implication quelconque de leurs épouses dans la vie politique nationale et elles y ont cédé ; elles n'ont pas osé les contrarier ! Toutes les femmes mariées de notre échantillon ont

opéré le saut en politique avec l'accord, voire l'encouragement de leur époux- ou tout au moins sa neutralité-, même si pour certaines, le soutien ne s'est pas poursuivi. Seules deux disent avoir mis leur époux devant le fait accompli, mais ces derniers n'ont pas fait de difficulté majeure. Il y a globalement trois attitudes que les hommes adoptent quand leurs épouses veulent embrasser une carrière politique: une *position neutre*, le *refus*, le *soutien plus ou moins actif*.

Pour les femmes mariées et divorcées de notre échantillon, nous avons mis en rapport le soutien/ou non soutien de leurs époux avec le niveau d'instruction ainsi que la confession religieuse de ces derniers. Nous n'avons pas entrevu de lien causal entre ces différentes variables. Il y a des hommes moins instruits que leur femme qui la soutiennent et des hommes plus instruits qui ne la soutiennent pas. Principalement trois cas de figure se présentent:

- Les époux qui restent neutres, pas d'opposition, pas de soutien actif. Parmi ces époux, certains sont plus instruits que leur épouse, mais d'autres pas. Il y a des hommes musulmans, catholiques et protestants. « Même si ce n'est pas un non, il y a des moments où tu sens que ce n'est pas un oui non plus ! » dit une femme ministre.
- Les hommes qui étaient d'accord, qui ont même initié et encouragé l'engagement politique de leur femme, et qui se sont rétractés par la suite (cas des femmes séparées et/ou divorcées)¹⁶². Parmi ces hommes, certains sont plus instruits que leur femme et d'autres non. Tout se passe comme si la réussite des femmes nourrissait un complexe d'infériorité chez certains hommes qui ne supportent pas ce fait. Plus leurs épouses montent en hiérarchie, plus ils se sentent abaissés. Leur grandeur d'esprit disparaît

¹⁶² Nous ne saurions cerner tous les contours sous-jacents d'un divorce ou d'une séparation. Certaines femmes politiques ont souligné que la participation politique de la femme est souvent un prétexte, mais toutes ont reconnu que c'est un facteur sans nul doute aggravant.

devant l'ascension de leur épouse. Et leur évolution parallèle sur le plan professionnel et/ou politique devient un impératif (Centre pour le leadership féminin, 2002 : 26) !

Des témoignages concordants racontent comment les rapports étaient devenus très difficiles dans le foyer d'une femme politique dont l'époux avait perdu son emploi. Des visiteurs venus rendre visite à la femme politique et non à *Raprawa* [non fictif qui veut dire l'homme des hommes, le plus viril des hommes] auraient vu les mangues qu'ils avaient apportées mitraillées de balles. Cet époux avait visiblement un ras-le-bol de tout ce défilé chez lui pour voir son bien (son épouse) échapper à son contrôle. Selon d'autres témoignages, ce même homme a déjà violemment giflé sa femme en public, alors qu'elle n'exerçait pas encore une fonction politique. La femme politique concernée dira « vous savez, la violence physique quelquefois vaut mieux que tout ce qu'on te fait subir ». Elle a dû quitter son foyer en laissant tout ce qu'elle avait investi derrière elle. Une autre femme politique qui est toujours mariée et en couple dira : « Avoir un soutien actif de son mari pendant très longtemps est une bénédiction de Dieu, ils commencent mais ils ne-terminent-pas ! ».

- Enfin, les femmes qui ont un soutien total et actif de leurs époux. Korotoumou Koté-Abou confie : « Moi, j'ai le soutien de mon mari. Sans cela je ne me serais pas engagée parce que ça aurait été au détriment de mon foyer. Il m'a beaucoup aidée à battre campagne ». Il en est de même pour Aline Koala-Kaboré dont le mari est du même village qu'elle :

Je n'ai pas du tout de résistance de la part de mon mari, il me soutient complètement ! Pendant la campagne, s'il n'était pas là même, ça aurait été dur. Comme il y a l'opposition, quand il y a des difficultés, c'est lui qui va d'abord balayer le terrain. Tu sais, les hommes des fois, malgré tout, ils écoutent les hommes. Il m'a accompagnée à tous mes meetings et tout et tout, des fois même quand il y a des problèmes, c'est lui qui descend [...].

Véronique Somé-Somé a aussi confié que c'est sur insistance de son époux, dans le but notamment comme nous l'avons vu, de protéger ses intérêts, qu'elle est allée en politique municipale. Parmi ces hommes qui sont aux côtés de leur épouse, il y a également des moins et des plus instruits que ces dernières. Toutefois, un fait a retenu notre attention. À l'exception d'un cas, dans les situations où les époux sont moins instruits, ils sont néanmoins plus nantis économiquement. « Au contraire, c'est moi qui [silence]. Combien gagne une cadre supérieure de la fonction publique ? » dit l'un d'entre eux.

Le soutien ou non d'un époux à son épouse dans le cadre de sa carrière politique relève d'une multitude de facteurs (réactions de l'entourage, personnalité de l'homme, histoire du couple, modalité de gestion des charges familiales, rapports maritaux, comportement de la femme, etc.) qui s'influencent mutuellement pour faire du cas de chaque femme, un cas unique. Mais quoi qu'il en soit, *avoir son époux à ses côtés est un des premiers facteurs d'accès et de réussite en politique*, car un tel état de fait commande le respect de la société vis-à-vis de la femme politique. Cela permet d'échapper notamment au stéréotype de la femme encline à du libertinage sexuel que certains adversaires brandissent contre les femmes non mariées. Ce fait a été souligné par certaines personnes dans la recherche de Lagacé (2008) sur les femmes et la politique au Bénin. Dicko-Agaloué, elle, confie :

Au moment de la campagne pour la députation [en 92 alors que je n'étais pas encore mariée], ils disaient, qu'est-ce que vous allez faire d'une femme célibataire qui veut gérer un mandat, elle n'a même pas de famille, comment-elle peut gérer une province ? Elle n'a pas de mari, c'est une femme légère, elle n'est pas sérieuse. J'ai subi tout ça. Mais je n'ai pas eu besoin de me défendre ; des gens sur le terrain m'ont défendue puis sont venues me rendre compte (Maria Dicko-Agaloué, Ouagadougou, 20 novembre 2007).

En effet, comme le note Monique Ilboudo (2006), le célibat n'est jamais considéré comme un choix véritable, mais comme un échec pour la femme africaine et il

n'existe même pas de terme pour désigner les femmes matures non mariées dans certaines cultures.

Chez les Moose au Burkina Faso, il existe un terme pour désigner les « vieux célibataires » (*rakonré*), mais le féminin de ce terme désigne les veuves (*pougkonré*). Les femmes qui ne sont pas mariées ne sont pas nommées parce qu'on estime que cela n'existe pas. Et, de fait, cela n'existait pas puisque toutes les filles étaient mariées. [...] Le célibat est vilipendé, considéré comme source de désordre et de vice (M Ilboudo, 2006 : 108).

Selon la position politique et/ou économique des hommes, leurs épouses peuvent être sollicitées pour porter le flambeau. C'est le cas de Fatoumata Diendéré-Diallo et d'Hélène Bouda-Toé qui, indépendamment du fait que ce sont des femmes battantes et compétentes, ont été sollicitées à faire la politique, à la place de leurs maris. L'époux de la première est militaire donc interdit de politique et celui de la seconde est un opérateur économique qui manque de temps à consacrer à la politique. Plus terre à terre, à tout seigneur, tout honneur ! Guy Somé, ancien ministre des finances et époux de la mairesse Véronique Somé-Somé exprime bien l'importance de l'époux dans la carrière politique d'une femme quand il dit que « le plus important pour la femme, c'est la compréhension et la confiance du mari. Si le mari est d'accord, la femme peut tout faire ! ». La confiance est en effet le maître mot dans les présents cas. Elle s'avère indispensable à la cohésion du couple, car la liberté de mouvement des femmes fait très peur aux hommes burkinabé. Guy Somé dira : « Si une personne vient me dire que ma femme m'a trompé, je vais pouffer de rires tellement je la connais ! ».

L'indispensable contrôle des va-et-vient des femmes par leurs époux intériorisé par les femmes

En 1995, lors d'un séjour de terrain dans un village dans le nord du Burkina, une femme nous demanda comment notre époux a pu nous *autoriser* à séjourner plusieurs jours dans leur village ? Elle conclut qu'il devait avoir installé une sorte de chaîne ou d'appareil à nos pieds qui lui donnait notre position et lui décrivait nos activités à chaque instant. Cette femme, qui visiblement n'avait jamais quitté son village, était aussi, entre autres, étonnée qu'une femme puisse monter sur une mobylette !

Figure 6-1 L'indispensable contrôle des va-et-vient des femmes par leurs époux intériorisé par les femmes

6.1.2.2 La position et le soutien de sa famille d'origine

La position de la famille d'origine des femmes peut aussi les aider dans leur engagement politique. Il peut s'agir d'un parcours professionnel ou politique d'un père, d'une mère, d'un oncle, d'un cousin, d'un frère, qui a marqué positivement les esprits. Parmi d'autres, les quatre récits suivants attestent ce fait:

Mon père n'a pas fait de politique, c'est plutôt mon oncle. Dès l'âge de 5-6 ans, je suis partie de ma famille pour faire des études chez mon oncle. Il était très influent à Fada et j'en ai eu des retombées. Parce que pour la députation par exemple, quand nous arrivions dans certaines localités et que l'on me présentait comme la fille d'un tel [son oncle, grand frère de son père chez qui elle a habité], les gens disaient montrez-nous le bulletin, ça suffit. Donc, on n'avait même pas besoin de faire beaucoup de discours (Fatimata Legma-Zetyenga, Kaya, mars 2007).

Dans mes campagnes de sensibilisations pour amener les gens à aimer et à adhérer au CDP, un jour, il y a quelqu'un qui a demandé la parole et qui a dit : je vous dis hein, cette femme là, elle a hérité, je vais vous le dire, j'étais élève de son papa (rires) (Marie Aimée Ira-Sanon, Bobo-Dioulasso, septembre 2007).

Mon père était très connu parce qu'à l'époque, il était fonctionnaire de l'État et le seul fonctionnaire de sa zone. Dans le quartier là-bas [un quartier où une équipe du CDP s'était rendue pour battre campagne], il a rendu beaucoup de services aux gens. [...] Et notre famille ici [à Ouaga] était vraiment devenue une auberge. Tous les ressortissants qui venaient de Tiébélé en partance pour la Côte-d'Ivoire, ou encore de la Côte d'Ivoire pour aller sur Tiébélé étaient pratiquement chez

nous. Ceux qui venaient de Tiébélé, de Pô ou d'ailleurs étaient logés souvent chez nous. Donc, beaucoup nous connaissaient ; beaucoup aussi ont gardé un souvenir de mon papa qui était très gentil et très accueillant pour la plupart de ces gens. [...] Ainsi, quand nous sommes arrivés dans un village, il y avait un homme lépreux qui était couché sous un arbre imperturbable, mais quand on a dit Agaloué, la fille de Adoua, il s'est levé et est venu me saluer. Il a invité la population à voter pour moi. [...] Ils ont trouvé que pour les bienfaits de mon papa et de maman, j'étais la personne la mieux indiquée pour les représenter. Donc ça, ça m'a beaucoup réconfortée et je suis allée en campagne (Maria Dicko-Agaloué, Ouagadougou, 20 novembre 2007).

Quand le parti [politique] est parti pour me présenter dans ma province, les vieux ont dit, bon en tout cas, nous on la connaît, on l'a vue grandir ici, on a cohabité avec son papa ; il nous a beaucoup rendu service. Ah, si elle se comporte comme son père, nous on n'aura pas de problème. Nous l'acceptons. Voilà comment je suis arrivée sur la liste (rires) (Aïssata Sidibé, Ouagadougou, 12 mars 2007).

Ces témoignages mettent en évidence l'importance du « qui es-tu ? », « d'où viens-tu ? » en Afrique et au Burkina en particulier. Une bonne ascendance légitime les prétentions à la représentation des autres. Ceux et celles qui n'ont pas un tel réseau familial doivent se faire valoir par d'autres canaux tels le capital scolaire ou économique ou par d'autres liens personnels, en l'occurrence l'amitié.

6.1.2.3 Les liens personnels avec un responsable de parti ou un cacique du pouvoir.

L'importance des familles d'origine et d'alliance (positions sociales, soutien ou non de leur fille ou belle-fille) dans l'accès des femmes au pouvoir politique met en lumière le fait que, très souvent ce sont les liens de parenté et/ou d'amitié qui ont favorisé le saut de nombre de femmes en politique active. Badini-Folame (2003) et Compaoré (2002) soulignent l'importance du rôle joué par les liens personnels des femmes avec les caciques du pouvoir dans leur accession aux sphères de décision. Toutes les femmes que nous avons rencontrées nous ont mentionné l'importance de l'appartenance à un réseau pour obtenir la confiance des pairs tout comme celle de la population, et se distinguer : « Sinon, des femmes et des hommes méritants, il en

existe des milliers au Burkina ! » dit l'une d'entre elles. Une autre confie : « Je connaissais personnellement le Président Thomas Sankara ainsi que le Président Blaise Compaoré. Et surtout, sans le rechercher, nous nous sommes fait connaître par nos différentes actions et activités si bien, qu'à un moment donné, quand il fallu envoyer faire ceci ou cela, forcément, on pensait à nous ».

Voici quelques exemples sur les liens des femmes politiques avec des figures masculines. Au niveau des députées et anciennes députées, Alice Tiendrébéogo-Kaboret est la fille d'un des premiers députés du pays, Philippe Zinda Kaboré et a eu comme élève le Président de la République Blaise Compaoré quand elle était professeure. Elle est également l'épouse d'Issa Tiendrébéogo qui fut ministre de l'Enseignement sous le Conseil National de la Révolution ; Korotoumou Koté-Abou est l'épouse de Zakalia Koté, ministre de la justice sous la quatrième République ; Aïssata Sidibé est la fille d'un homme politique qui fut actif dans la branche voltaïque du Parti du Rassemblement Africain (PRA) et qui était l'ami de l'homme politique Gérard Kango Ouédraogo, père de Gilbert Noël Ouédraogo, ministre des transports sous la quatrième République et président de l'ADF depuis 2003 ; Fatoumata Diendéré-Diallo est fille d'un politicien et épouse du Colonel Gilbert Diendéré, chef d'état major à la présidence et promu chef de brigade le 31 décembre 2008 ; Cécile Ouoba est la cousine de l'ancien premier ministre Ernest Paramanga Yonli ; Kadiatou Korsaga-Kéita est l'épouse de l'ancien ministre des finances Frédéric Korsaga ; Blandine Sawadogo-Ouédraogo est l'épouse de l'ancien ministre des enseignements secondaire et supérieur et également député ; le père de Marie Madeleine Ouédraogo-Compaoré a été chef de cabinet du ministre des anciens combattants ; Aline Koala-Kaboré est fille d'un chef de canton. Plusieurs membres de sa famille, frères et oncles étaient très et sont très actifs en politique, etc.

Au niveau du pouvoir exécutif, on peut citer Béatrice Damiba qui est la sœur de Pierre Claver Damiba qui fut ministre du développement de janvier 1966 à février

1971, député de la deuxième et troisième Républiques (1971-1974 et 1978-1980) et est fonctionnaire international. Elle précise cependant qu'elle est allée en politique d'elle-même. « On n'a pas eu besoin de venir me chercher » dit-elle ; Juliette Bonkougou-Yaméogo est issue d'une grande lignée de chefs traditionnels¹⁶³ ; Céline Yoda-Konkobo est la femme du cousin d'Alain Bédouma Yoda qui a eu en charge plusieurs départements ministériels (transport et tourisme, commerce et promotion de l'entreprise et de l'artisanat, santé) et qui est depuis le 3 septembre 2008 Ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération régionale, etc.

Au niveau municipal, Awa Ève Sanou-Sanon, conseillère, est la fille de Sitapha Sanon, un politicien de l'opposition (UPV¹⁶⁴) qui fut député dans la deuxième et la troisième Républiques et qui était très connu dans la ville de Sya (Bobo-Dioulasso) ; la mairesse Séraphine Ouédraogo-Ouédraogo est la fille du regretté député Lallé Martin Ouédraogo et la sœur du député Bonaventure Ouédraogo qui est également chef coutumier du village de Sao ; Fatimata Kafando-Ouelogo est la première épouse du chef coutumier du village de Salogo ; Makoura Tou-Héma est la fille d'un conseiller municipal ; Louïse Somé-Somé est l'épouse de l'ancien ministre des Finances Guy Somé ; Korotomou Bangaré-Sanon est la fille d'un politicien qui était ami de Sitapha Sanon ; Marie Aimé Ira-Sanon est la fille d'un cacique du vieux parti RDA¹⁶⁵ dans la ville de Sya. Sa mère a aussi été militante CDR (Comité de Défense de la Révolution) de son service, etc.

¹⁶³ Elle est princesse de *Burkina Naab Yiiri*, un des quartiers de Koudougou qui a donné son nom au pays, à savoir *Burkina*. Koudougou est situé dans le Centre Ouest du Burkina Faso. C'est le fief du premier Président du pays, Maurice Yaméogo.

¹⁶⁴ Union Progressiste Voltaïque

¹⁶⁵ Rassemblement Démocratique Africain

Toutefois, il y a des exceptions. Certaines dont l'ex députée Ramata Diallo, affirment que ce sont des femmes qui les ont amenées en politique en plaçant leur confiance en elles.

Disons que ce sont les femmes elles-mêmes qui m'ont introduite dans la politique. Quand il y a eu les événements du 4 août 83 et après que les institutions aient été mises en place par le régime révolutionnaire, il était question de CDR [Comités de Défense de la Révolution] de services, de CDR de quartiers, de CDR de secteurs. Et quand il a fallu élire les CDR dans les secteurs à Dori [ville au nord du Burkina], les femmes m'ont proposée pour être leur représentante. J'ai refusé, j'ai hésité mais les femmes ont insisté en disant que les cinq années que j'ai passées là-bas à résoudre leurs problèmes, à m'occuper d'elles dans les domaines économique et social [en tant que coordonnatrice d'un projet de coopération avec les États-Unis], je suis la mieux indiquée pour les représenter (Ouagadougou, le 4 septembre 2007).

Définitivement, l'héritage familial et les attaches personnelles sont importants pour mobiliser le capital politique et social nécessaire de l'engagement politique. Étudiant l'accès des femmes à la sphère politique, Tremblay (2008 : 199) note que plusieurs des femmes élues en politique « sont issues de familles politisées, incarnant parfois une figure masculine (un père ou un mari), un phénomène particulièrement présent en Asie ». Et nous pourrions ajouter au Burkina. Le constat qui se dégage est donc que l'accès des femmes au pouvoir dépend d'un ensemble de facteurs marqués par une appartenance de classe, une appartenance à une certaine élite et il est opportun de se demander dans quelle mesure les femmes en dehors de ces cercles peuvent accéder au champ politique burkinabé.

6.1.2.4 L'importance du statut maternel

Il peut être tentant d'affirmer, eu égard au nombre de femmes non mariées qui ont occupé ou qui occupent des hautes fonctions politiques, que le célibat ne constitue pas au Burkina un handicap à l'accès des femmes au pouvoir politique. Cependant, la réalité est plus complexe. Une femme politique haut placée a confié que certains de

ses collègues font quelquefois référence à son statut civil et se plaisent à l'appeler *mademoiselle* pour la déprécier. Le célibat des femmes reste, comme nous l'avons déjà souligné, un handicap à l'engagement politique au Burkina, mais ce dernier semble en partie compensé par le statut maternel qui, faut-il le rappeler, fait partie intégrante de l'identité féminine en Afrique et est source de respect. Nous remarquons, en effet, qu'en dehors des régimes d'exception, les femmes qui ont été ou sont ministres ou ambassadeures, même quand elles ne sont pas mariées, sont au moins mère d'un enfant. Béatrice Damiba, non mariée mais mère de deux enfants dira, « moi, je ne sens pas qu'on ne me respecte pas, tout au contraire ! ». Un dicton africain dit d'ailleurs que la « beauté de la femme, c'est l'enfant » (Koné et Hien Winkoun, 2004 : 15). Paradoxalement, dans un pays où les pratiques conjugales sont encore très défavorables aux femmes, la monoparentalité peut s'avérer être un avantage pour les femmes qui veulent s'engager en politique. L'ancienne ministre et ancienne ambassadeure poursuit ainsi son témoignage :

[...] Il faut dire que dans mon cas, mon statut social aussi m'a aidée. Je n'étais pas dans un foyer, dans une vie de couple, une vie de famille classique et cela m'a permis d'être plus disponible pour le travail qu'imposait mon engagement politique. [...] Je pense que cette disponibilité là compte beaucoup dans la durabilité [dans le métier politique] qu'on constate chez moi. C'est bien vrai que j'avais des petits à élever, mais le fait que je ne vivais pas maritalement m'a quand même enlevée une certaine épine du pied. Certaines de nos camarades ont eu des difficultés parce que ce n'était pas toujours facile de concilier la vie d'épouse, de mère et de militante. Donc en quelque part, cela m'a servi aussi au positionnement. Ça aurait pu être le contraire aussi ! Parce que quand on est seule à s'occuper d'enfants tout petits et qu'il faut encore trouver du temps pour faire tout le reste, je dis aussi que c'est une question d'organisation (Béatrice Damiba, Ouagadougou, 15 novembre 2007).

D'autres femmes seules (célibataires, séparées ou divorcées) ont également affirmé que cela facilitait leur engagement politique, car elles n'ont pas à subir le courroux éventuel d'un époux ou à s'imposer des renoncements selon ses humeurs comme le révèlent ces différents témoignages. « Moi mon mari faisait chaque fois irruption

dans la salle quand on était en réunion, ce n'était pas beau à voir ». « Moi, mon fiancé envoyait des lettres de demandes d'explication à la présidence du parti. Sur le terrain, il a même battu campagne contre moi, mais heureusement les populations ne l'ont pas suivi. Elles ont dit que je suis toujours là quand elles ont un problème ». « Il a fait beaucoup de pression, ce n'était pas beau à voir. J'ai dû quitter [refuser d'autres postes gouvernementaux] ».

Les femmes non mariées jouissent donc à leurs yeux d'une plus grande liberté de choix et de mouvement, qui leur apparaît essentiel à leur pleine réalisation professionnelle. Béatrice Damiba a même pu prendre une disponibilité d'un an pour travailler pour le compte de son parti, l'ODP/MT à l'époque, et sillonné les 30¹⁶⁶ provinces du pays pour faire la promotion de la Constitution en 1991.

6.1.3 La volonté et les mécanismes politiques

Outre les ressources personnelles, il ressort de l'analyse des verbatim que certains éléments relevant de mécanismes politiques contribuent à l'augmentation des femmes élues ou nommées au Burkina. Parmi ceux-ci, on retiendra la participation des époux à la nomination de leurs épouses, l'imposition de quotas pour l'établissement des listes de candidatures et la neutralité politique ou le militantisme au sein du parti au pouvoir ou tout au plus dans un parti de mouvance présidentielle.

6.1.3.1 L'information préalable de l'époux par la hiérarchie

Sans généraliser la situation à toutes les nominations de femmes ministres ou ambassadeures, plusieurs des femmes que nous avons rencontrées ont précisé que le Président de la République, Blaise Compaoré, avait informé leur mari avant de confirmer leur nomination. Monsieur Pascal Bonkoungou nous dira au sujet de la

¹⁶⁶ Le nombre de provinces a été porté à 45 en 1996.

nomination de sa femme au poste de ministre : « Je pense que pour une femme mariée, c'est *normal* qu'on informe d'abord son mari avant de la nommer. C'est une question de bon sens. La preuve est que vous venez de dire *Zaksoba* (chef de famille) [en parlant de moi !] » (Ouagadougou, mars 2009). Ce « bon sens » est ainsi bien appliqué quelque soit le milieu (urbain, rural). Une délégation des parents de la mairesse Saly Bonou-Tanou a eu, elle aussi, à demander l'autorisation à l'époux de leur fille pour qu'elle puisse briguer un mandat municipal pour les représenter.

Il est évident que le fait de recueillir au préalable l'approbation de l'époux pour les décisions concernant l'épouse facilite les rapports dans un couple traditionnel. Un adage populaire dans la langue *moore* dit, en effet, que lorsqu'une personne, généralement de statut supérieur vous voue du respect, elle vous met dans l'embarras, l'honneur reçu commandant beaucoup de sollicitude ! Impliquer l'homme dans la nomination de son épouse, c'est lui reconnaître un droit et un rôle de décision -que la Révolution avait tenté de supprimer ou du moins de tempérer- par rapport à son épouse, revigorant ainsi son ego d'homme. « J'ai beaucoup apprécié cette démarche [du Président de la République] » ajoute Dr Pascal Bonkougou. Mais, cette précaution peut s'avérer insuffisante comme l'illustre le témoignage d'une ex-ministre : « Moi mon mari faisait irruption dans la salle quand on était en réunion, ce n'était pas beau à voir, mais... ». A contrario, point n'est besoin d'informer une femme que l'on va nommer son époux à tel ou tel poste. Nul-le n'a le temps pour un tel rituel !

6.1.3.2 L'imposition d'un quota de candidatures féminines

Nous avons déjà noté que le parti majoritaire, le CDP a expérimenté le principe de quotas lors des élections municipales de 2006 et législatives de 2007, et qu'une *loi portant fixation de quotas aux élections législatives et municipales au Burkina Faso* a

été adoptée le 16 avril 2009¹⁶⁷. Il convient de camper quelques positions de femmes et d'hommes burkinabé sur la question.

De façon globale, les femmes comme les hommes sont partagés-es sur cette question. Les femmes qui se sont battues pour se faire une place au soleil ne sont généralement pas d'emblée pour le système de quotas. C'est le cas de la ministre Odile Bonkougou-Balima dont la réputation n'est plus à faire. Elle confie :

Vous savez, moi je suis contre le système de quotas hein ! S'il s'agit des femmes du milieu rural, on peut parler quotas, mais nous les femmes instruites là, on doit modérer un peu notre langage à ce niveau, et dire que nous devons nous battre pour obtenir ce que nous voulons. Et quand c'est fait comme ça, tu es plus à l'aise. [...] Seul le travail paie. Si une femme en fait son principe de vie, elle a résolu 90 % de ses problèmes. Parce que quand je regarde autour de moi, les femmes qui souffrent le plus, ce sont les femmes qui n'ont rien. Il leur faut tous les jours demander (Ouagadougou, 12 novembre 2007).

Dans la même veine, Safiatou Bikienga, secrétaire de direction à l'Union Européenne dira :

Il n'est pas utile de mettre en place un système de quota qui fausserait le jeu démocratique, dévaloriserait le combat de certaines femmes et inculquerait une culture de facilité chez d'autres. Ce système de quota est peut être même un piège que les hommes ont fabriqué pour montrer que les femmes sont incapables de se faire une place dans les sphères décisionnelles (Ouagadougou, 14 novembre 2008).

C'est la même position qu'adopte la Coordination Politique de l'Opposition (CPO) de la quatrième législature. Celle-ci est pour les quotas dans les postes nominatifs,

¹⁶⁷ Il y a eu 87 députés-es pour, 13 contre, 1 abstention, 1 bulletin nul.

mais non électifs. On peut lire, en effet, dans le rapport de la commission ad hoc sur les quotas (2008 : 14)¹⁶⁸ que :

Tout en reconnaissant les compétences des femmes pour l'occupation des fonctions de décision, elle [CPO] estime prématurée et complexe l'adoption de cette loi. Le quota par la loi pose un problème de légalité (Constitutionnalité), de légitimité (popularité), et d'applicabilité (démocratie). Il viserait une réparation des injustices faites aux femmes par une injustice faite aux hommes. La scène politique reste le lieu de confrontation des idées et du leadership. Les hommes ne se faisant pas de cadeau entre eux, il n'y a aucune raison d'en faire aux femmes qui ne veulent pas, qui ne peuvent pas ou qui ne supportent pas cette confrontation.

Une telle position fait silence sur l'iniquité des rôles prescrits selon le sexe ainsi que la sous-représentation, sinon l'exclusion des femmes des institutions démocratiques. Nous avons examiné la liste de présence à l'audition de la CPO par la commission ad hoc sur les quotas, et avons constaté que celle-ci (CPO) était représentée par Bénewendé Sankara qui est avocat, Pargui Émile Paré, un économiste banquier qui a un doctorat, Djejouma Sanon, urbaniste de formation qui a eu à occuper le poste de ministre délégué auprès du ministre des Infrastructures, de l'Habitat et de l'Urbanisme, chargé de l'Habitat ainsi que de Mahama Bonkougou, professeur certifié de lycée. Aucune femme n'en faisait partie. La seule femme représentante de l'opposition dans la commission ad hoc était Valentine Bessin-Bamouni¹⁶⁹ qui a un certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) comme diplôme. Était-elle autorisée, en tant que membre de la commission, à intervenir sur le point de vue de la Coordination Politique de l'Opposition ? Nous ne connaissons pas les règles de travail qui ont été établies au sein de cette commission, mais même si elle en avait le

¹⁶⁸ Rapport en ligne. <http://www.an.bf/Rapport/Rapportscommissionsad hoc/Rapport1.pdf>

¹⁶⁹ Quand nous l'avons rencontrée, elle était pour le principe de quotas.

droit, dans quelle mesure, aurait-elle pu faire le poids devant ces hauts intellectuels, ou même s'opposer à son patron, maître Benewendé Sankara¹⁷⁰ ?

Étienne Traoré, enseignant à l'université de Ouagadougou, lui, dénonce les conditions dans lesquelles la loi a été votée et se félicite de la contestation des partis d'opposition.

S'agissant de la loi sur les quotas, le débat a été très difficile et par moments, on était sur une ligne de chantage insupportable : « Celui qui ne vote pas la loi est contre les femmes », entendait-on. Pour une loi aussi importante, il aurait fallu réaliser un consensus. Cela n'a pas été le cas puisque l'opposition (parlementaire et extraparlamentaire) a unanimement rejeté cette loi aux motifs essentiels de sa non-opportunité et de sa quasi-impossible applicabilité au regard des réalités politiques et socioculturelles, qui sont les nôtres au Burkina Faso. J'ai la conviction que dans ce vote, il y a eu beaucoup d'hypocrisies et de peur d'être traité de misogyne (celui qui hait les femmes). Enfin, j'aurais préféré que cette loi inclue des mesures plutôt incitatives poussant les partis à mieux positionner les femmes sur les listes électorales. Au lieu de cela c'est plutôt des mesures punitives : tout parti n'ayant pas 30 % de femmes sur ses listes, perd 50 % des sous alloués par l'État.¹⁷¹

D'autres femmes, bien qu'étant de celles qui ont initié et encouragé la directive des quotas au sein du parti majoritaire, ont des inquiétudes. L'une d'entre elles dit :

Avec les quotas, les hommes peuvent nous mettre des bâtons dans les roues, et je suis en train de me demander si à un moment donné, ça ne va pas être néfaste. Parce que lorsqu'ils vont arriver à la situation où il faut des femmes, ils vont prendre des femmes qu'ils maîtrisent, ce qui ne fera pas avancer la cause des femmes [...] Même si vous regardez certaines configurations, [...] on voit que les

¹⁷⁰ Il convient de noter que maître Bénéwendé Sankara est membre du Groupe de Recherche et d'Initiative pour la Libération de l'Afrique (GRILA) qui, entre autres, « soutient activement des forces démocratiques et progressistes qui luttent pour l'émancipation des femmes, l'amélioration de leurs conditions de vie et le changement des mentalités masculines » (Prospectus de présentation du GRILA). Il semble que maître Sankara n'a pas adhéré à cet objectif du GRILA.

¹⁷¹ Entrevue accordée à Aristide Ouédraogo dans le journal hebdomadaire *San Fina* no 512 du 27 avril au 03 mai 2009, édition Internet.

femmes de forte personnalité, on s'en débarrasse ! Je reste un peu perplexe (Ouagadougou, novembre 2007).

Malgré les résistances et les inquiétudes, la loi qui institue un quota de 30 % en faveur de l'un et l'autre sexe sur les listes de candidatures aux élections municipales et législatives a été adoptée. Tout parti politique qui, dorénavant, ne respecterait pas les clauses de cette loi, s'expose à une coupure de 50 % de son financement public. Les partisans-es de la loi invoquent les raisons suivantes : donner de l'espace aux femmes dans la vie politique est une question de justice et un baromètre de la démocratie, et cela permet de se mettre en conformité avec les instruments internationaux ratifiés.

Ainsi que l'indique le cadre circonscrit par la loi, soit les fonctions électives, la commission ad hoc a travaillé uniquement sur les fonctions électives et s'est refusée de légiférer sur celles nominatives. « Sur la question des quotas dans les postes nominatifs, elle estime préférable de se référer au gouvernement pour sa prise en compte par des mesures réglementaires » (Assemblée Générale 2008a : 12). Cette position était déjà celle du président de la commission, Achille Tapsoba que nous avons interviewé en novembre 2007. Tout se passe comme si la loi s'adressait uniquement aux autres citoyennes et citoyens et non au premier citoyen du pays. Marlène Zébango-Kiello dénonce et déplore ce fait dans l'interview qu'elle a accordé au journal national hebdomadaire, *San Finna* en juin 2009 :

J'avais aussi espéré que sur le quota, outre l'aspect électif, ceux nominatifs et de positionnement seraient pris en compte. Je déplore actuellement la récupération de cette loi par le parti au pouvoir, alors qu'elle est de portée nationale et a impliqué un bon nombre d'acteurs pour qu'elle voie le jour ; je le déplore particulièrement parce que le parti majoritaire n'est pas le pionnier en matière de défense des droits des femmes au Burkina Faso, sinon on ne serait pas là après plus de vingt ans de leur pouvoir, à chercher des quotas (Lamine Koné, 2009).

Quoi qu'il en soit, les différents témoignages mettent en lumière le fait que la directive informelle du CDP sur les quotas a eu un impact positif sur l'accès des femmes à des postes électifs. Ce parti a, en 2006 et 2007, recommandé à ses différentes structures d'inscrire sur les listes électorales, 25 % et 50 % de femmes, respectivement en milieu urbain et en milieu rural, mais sans contrainte aucune quant à leur classement ; les éventuels réaménagements ont été effectués par le niveau central. On peut noter une certaine aporie avec ces pourcentages, car là où des femmes compétentes et formées pour le métier politique sont susceptibles d'être plus nombreuses, en l'occurrence le milieu urbain, le pourcentage retenu est de 25 %, alors que là où le taux d'analphabétisme est très élevé et les femmes moins susceptibles de s'intéresser aux affaires publiques, le milieu rural, il est de 50 %. Malgré l'aspect regrettable d'une telle proposition, les choix opérés s'expliquent à la lumière des enjeux rencontrés en milieu urbain : le nombre de candidats députables, de personnes à récompenser y étant très élevé, convier les femmes en plus forte proportion ne ferait que rendre l'exercice encore plus difficile ! Grâce à cette directive toutefois, les femmes ont pu être plus nombreuses à revendiquer une place sur les listes. Des hommes ont même, à l'image de Guy Somé, encouragé leurs femmes à prendre les places qui leur étaient faites. Cécile Béloum-Ouédraogo raconte :

Notre parti a donné des directives. On a dit dans chaque village que s'il y a deux conseillers, il faut un homme et une femme. S'il y en a trois, il faut au moins une femme. Nous avons insisté sur le fait que nous n'étions pas le seul parti. Nous avons donc dit aux gens que vous votiez bien ou pas, on [le CDP] aura un conseiller et ça sera l'homme, donc, il faut voter massivement pour que la femme passe. Si la femme ne passe pas, on ne parlera pas des femmes de votre village au conseil municipal. Et tout le monde est parti avec ce message. Effectivement, on a mis un homme et une femme, et toutes les femmes du département étaient deuxièmes. C'est ainsi qu'on a eu plus de 200 conseillers municipaux dont quelques conseillères dans la province du Yatenga qui compte 37 villages (Ouagadougou, 14 novembre 2007).

La conseillère Awa Ève Sanou-Sanon, pour sa part, confie :

J'étais quatrième sur la liste. C'est au niveau de Ouaga [niveau central] qu'on a trouvé que ce n'était pas normal que je sois quatrième parce qu'on avait dit de donner une place à la femme [application de la directive du quota de 25 % en milieu urbain], donc on m'a mise troisième. Donc, j'étais avant dernière sur la liste (Bobo-Dioulasso, 27 septembre 2007).

Ces différentes positions et témoignages suggèrent également les constats suivants :

Les revendications des femmes ne sont pas forcément mieux portées par les femmes que les hommes (Achin, 2005 ; Tremblay 1999). Bataille et Gaspard (1999, 181) disent que « [l]es femmes ? Les hommes ? Une fois encore, et pour finir, il n'est pas question de dire qu'elles sont toutes d'un côté, qu'ils sont tous de l'autre. Des hommes aussi aspirent à l'égalité et savent ce qu'elle peut apporter » ;

Des instruments juridiques à caractère coercitif, malgré leurs insuffisances, peuvent s'avérer importants et nécessaires pour promouvoir les droits des femmes. Les données révèlent que c'est la volonté politique du parti au pouvoir qui impose des directives qui favorise l'élection des femmes. C'est la position du professeur Loada, directeur exécutif du Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD) corroborée par les faits. Plusieurs femmes dont Fatoumata Diendéré-Diallo, Monique Ilboudo, Alice Tiendrébéogo-Kaboret, Awa Ève Sanou-Sanon, Marie-Madeleine Compaoré-Ouédraogo ont, pour leur part, souligné le fait que c'est plus facile pour les femmes d'être nommées que d'être élues ;

Les femmes changent la politique par leur simple présence, même si ce n'est souvent que symboliquement, mais les hommes leur opposent une forte résistance (Bataille et Gaspard, 1999 ; Mbonimpa, 1994 : 105).

6.1.3.3 La militance dans le parti au pouvoir

Nous avons vu que la grande majorité des femmes politiques qui ont occupé des mandats nominatifs ou électifs appartiennent à un certain réseau gravitant autour du pouvoir. Il faut donc être dans les bonnes grâces de ceux et celles qui ont le pouvoir de nommer ou à défaut, de référer, pour espérer occuper une haute fonction politique ou administrative. De ce fait, la militance dans le parti majoritaire est un passage obligé. Les propos de Traoré, enseignant à l'université de Ouagadougou et député de l'opposition, mettent en lumière la *monopolisation* du pouvoir par le parti présidentiel, majoritaire :

Je regrette notamment que nos intellectuels et cadres se mettent dans une logique de l'arbinisme à tel point que si Blaise [le Président de la République] dit aujourd'hui que le soleil se lève au nord, il trouvera toujours des intellectuels pour l'applaudir en disant que le soleil se lève à l'extrême nord ! Malheureusement, nous sommes le seul pays de la sous-région où plus de 98 % des intellectuels et cadres engagés en politique militent pour le pouvoir en place¹⁷².

Plusieurs des femmes participant au gouvernement, et qui n'étaient pas nécessairement membres d'un parti politique, ont fini par prendre la carte du parti au pouvoir pour marquer leur solidarité de l'action gouvernementale et leur allégeance au chef de l'État, Blaise Compaoré. C'est le cas de Odile Bonkougou-Balima qui, après avoir occupé le poste de secrétaire générale du gouvernement de 2002-2005, puis été nommée ministre de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation de Masse en 2005 -fonction qu'elle assume jusqu'à présent- a fini par prendre la carte du CDP en 2006.

Alice Tiendrébéogo-Kaboret a aussi quitté, comme déjà souligné, un parti d'opposition, le Groupe des Démocrates et Patriotes créé par son époux, pour

¹⁷² Extrait de l'entrevue qu'Étienne Traoré a accordée à Adama Ouédraogo (2007).

rejoindre le CDP. Si cette dernière affirme qu'elle n'était plus en accord avec certaines pratiques du GDP, elle souligne aussi le fait qu'il était devenu difficile de travailler efficacement, du fait de son affiliation à un parti d'opposition.

Parce que quand je suis arrivée au gouvernement [en 1987 sous le Front populaire], je n'appartenais à aucun groupe politique. Or, le Président Blaise Compaoré avait appelé les différentes sensibilités à se retrouver, c'est alors que mon mari a créé le Groupe des Démocrates et Patriotes dont je faisais partie [1989 à 1995]. Mais dans la vie ministérielle, il y avait beaucoup, je ne sais pas comment dire, des oppositions. Il y avait beaucoup de problèmes et souvent des clans et on vous posait des problèmes, non parce que vous étiez incompetent ou quoi, mais parce que vous n'apparteniez pas à tel ou tel clan. Ca, ça été vraiment une grosse difficulté pour moi (Alice Tiendrébéogo-Kaboret, Ouagadougou, 21 novembre).

Il se trouvait donc des gens pour lui créer des difficultés dans son parcours professionnel du fait de sa non inscription au CDP. Or, elle avait à cœur de réussir la mission qui était la sienne, à savoir engager des réformes dans le domaine de l'éducation de base, afin que le plus grand nombre de personnes et notamment les jeunes filles soient alphabétisées et instruites. En écho à sa décision, son époux interviewé par Halidou Ouédraogo¹⁷³ en 2007 a parlé de la discordance partisane dans leur couple en ces termes : « J'accepte aussi que les gens puissent avoir des contraintes et des ambitions ». Ainsi, adhérer au parti au pouvoir [en 1996] était la solution idoine pour s'entourer d'une équipe partante pour les réformes, et surtout, cela participait d'une marque de reconnaissance envers le Président du Faso¹⁷⁴ qui lui a fait confiance. Vers la fin de l'entrevue, nous l'avons encore relancée sur les raisons qui l'ont amenée à quitter un parti d'opposition pour le parti au pouvoir en ces termes : « *Je reviens un peu en arrière, quand vous avez quitté le GDP, vous avez*

¹⁷³ *L'Observateur* du 09 octobre 2007

http://www.lobservateur.bf/Oarticlearchive.php3?id_article=6999

¹⁷⁴ Veut dire Président de la République.

rejoint le parti au pouvoir plutôt qu'un parti d'opposition, or, vous êtes une femme de gauche [élément ressorti lors de l'entrevue], pensez-vous que les idéaux du parti au pouvoir correspondent à ceux de la gauche ? ». Sa réponse a été : « Je n'ai pas analysé ça comme ça. Disons que depuis la Révolution, j'ai suivi un certain parcours, j'ai travaillé là-dedans. J'ai été ministre à plusieurs reprises. Pour moi, ça me semblait tout naturel d'intégrer le parti qui m'a fait confiance. Parce qu'il y a quand même cet aspect là ! » . Elle a souligné combien la confiance du Président du Faso a été un élément extrêmement important dans sa carrière ministérielle. « Si je n'avais pas eu cette confiance là, je ne sais pas si j'aurais pu mener les réformes » dit-elle. Il convient de faire remarquer que dans tous les cas où il y a discordance partisane dans le couple, la femme est toujours du côté du pouvoir, et le mari de l'opposition. Tout se passe comme si l'affirmation de soi des femmes dans le foyer et leur autodétermination en général passent par un pouvoir externe -une volonté politique- qui les soutienne et les protège contre d'éventuels abus de pouvoir des époux, comme l'illustre ce propos de l'un d'entre eux : « [...] Même Chantal [l'épouse du Chef de l'État] est venue voir ses activités. Si avec tout ça, moi, je lui fais des difficultés... ».

Une autre femme politique, qui a payé de sa carrière professionnelle sa militance dans l'opposition, est Marie Madeleine Poussi-Pitroipa. « Fidèle et soumise à son mari » selon ses propres termes, elle a d'abord milité dans l'opposition aux côtés de celui-ci jusqu'à la fin de la troisième République. Elle a participé activement aux législatives de 1974 et de 1978. Par contre, elle a été absente de la scène politique sous la Révolution et sous le Front Populaire. « La Révolution est venue ostraciser l'ancienne classe politique et j'étais dégoûtée, un peu dégoûtée de la politique, car j'ai quand même posé des pierres qui montraient que j'avais un patriotisme et un nationalisme qui étaient quand même assez valables » dit-elle. Mais à la faveur du processus d'ouverture enclenché à partir de 1987, elle fut invitée en septembre 1988 par Béatrice Damiba, alors ministre de l'Environnement et du Cadre de vie, à participer à la préparation d'un congrès de l'Union des Femmes du Burkina, et de façon plus

large, aux activités de la section féminine de l'ODP/MT, parti au pouvoir à l'époque. Encouragée par son mari, elle accepte puis finit par se retrouver dans le bureau exécutif de l'UFB, chargée de l'administration et des finances. Elle y restera près de quatre ans, de 1988 à 1991, jusqu'à l'adoption de la Constitution. Cette expérience, dit-elle, « a été très constructive pour moi mais également décevante ». Considérée comme transfuge par certaines camarades, elle y passa des moments très difficiles. « De toute ma carrière, je n'ai jamais été aussi stressée du fait des camarades de bureau » confie t-elle. Animée d'un sentiment de révolte, elle ne prît pas la carte de l'ODP/MT, parti au pouvoir, mais celle de la CNPP, alors premier parti d'opposition. Elle militera également dans un parti de mouvance présidentielle, le PARIS. Ce que l'on peut retenir de ce parcours est que, bien que militante de première heure, elle n'a pu jusqu'à ce qu'elle ait décidé à l'âge de 67 ans de ne plus être à l'avant scène de la politique, décrocher un mandat électif ou nominatif, parce qu'ayant pratiquement de tout temps milité dans l'opposition. Sa carrière professionnelle en a également pâti. Elle n'aurait pas eu la chance, alors qu'elle était dans une école dite école d'application, de subir une deuxième évaluation de la part d'un directeur de l'inspection du premier degré de l'école primaire. Si cette évaluation s'était avérée positive, elle serait passée du statut d'institutrice¹⁷⁵ à celui d'institutrice principale. Le directeur en question aurait refusé de se présenter parce les personnes candidates étaient en majorité militantes de l'opposition. Un autre exemple est le concours de conseiller pédagogique qu'elle a passé plusieurs fois. A toutes les fois, elle était sur la liste d'attente. La deuxième fois, une personne qui était dans le jury lui aurait dit qu'elle avait réussi, mais à la publication des résultats, elle était sur la liste d'attente.

L'expérience de Marlène Zébango-Kiello, militante de l'opposition qui a pu accéder au gouvernement grâce au vent d'ouverture survenu suite à l'évènement Norbert

¹⁷⁵ Poussi-Pitroipa a dû passer le concours d'institutrice après la classe de première en raison du décès de son père. Elle devait s'occuper de ses frères et sœurs.

Zongo est également édifiante. « C'était une expérience épouvantable. Même le choix du ministère, c'était exprès. [...] C'était un piège parce que ce ministère était géré par des militaires qui l'avaient façonné de telle sorte que tout le monde était du parti majoritaire. Même les mouches qui volaient là-bas portaient l'emblème du parti majoritaire. Ils avaient tout préparé et ils m'attendaient tous » confie t-elle. Elle fut ainsi confrontée à des rétentions de dossiers et d'informations importants, à des attitudes de contournement de son autorité, de gestion de comptes importants par son ministre délégué, etc. En tant que ministre, Zébango-Kiello n'avait même pas, au début de son mandat, un bon véhicule de fonction.

J'étais obligée à chaque fois d'aider mon chauffeur et les petits *garibouts*¹⁷⁶ qui venaient nous prêter main forte pour pousser le véhicule. J'ai, entre temps, dit en conseil qu'on me donne donc l'autorisation d'utiliser ma mobylette ! Le Président s'en est étonné et a demandé s'il n'y avait pas de véhicule pour le ministre dans ce département ? Le ministre des Finances qui répond qu'une semaine avant la mise en place du gouvernement, lui, il a envoyé une GTA¹⁷⁷ toute neuve au ministère. [...] Ils m'en ont fait voir de toutes les couleurs (Marlène Zébango-Kiello, Ouagadougou, le 14 décembre 2007).

Qui plus est, son ministre délégué, militant du parti majoritaire, aurait même menacé de la frapper devant ses agents en ajoutant que « qui ne sait pas comment les femmes viennent au gouvernement ? ». Le Président du Faso, informé de l'altercation, serait revenu sur ce propos en conseil de ministres. Ce besoin de réplique du Président peut possiblement être interprété comme une volonté de montrer aux autres membres du gouvernement qu'il n'avait pas de relations personnelles avec la ministre.

¹⁷⁶ Les enfants confiés aux maîtres coraniques et qui sont obligés de mendier pour leur pitance quotidienne.

¹⁷⁷ Grand Theft Auto

A défaut de militer dans le parti au pouvoir, des femmes politiques sans un bon ancrage dans le CDP se tournent vers des partis dits de mouvance présidentielle¹⁷⁸, jugeant sans doute, comme le dit la sagesse populaire, qu'il vaut mieux « être la tête d'une souris que la queue d'un éléphant ». Ramata Diallo, députée de la troisième législature confie : « Moi, je ne serais jamais allée à l'Assemblée si j'étais restée dans le parti majoritaire. Le premier scrutin de 1992 comme je vous l'ai dit, on m'a classée troisième suppléante. Là où je n'ai même pas la chance de passer ».

Selon certaines femmes politiques, être positionnée est en soi un acte de reconnaissance, voire un marqueur de l'importance du candidat ou de la candidate ! Dans cette optique, l'adjointe au maire Sita Ouattara-Ouattara confie :

Non, non, je n'étais pas bien positionnée. J'étais 4^{ème} suppléante sur la liste provinciale, mais, c'est que j'ai eu la chance d'être positionnée ! Nous étions plus de trente candidats et on voulait 12 candidatures. Ça veut dire qu'on reconnaît quelque part que tu es là. [...] Moi, en fait, c'est l'idéologie du parti qui m'a plu. Moi aujourd'hui je le dis, si j'étais du côté de l'opposition, je serai députée parce que ma communauté porte sa confiance en moi (Bobo-Dioulasso, septembre 2007).

Mais, même déçus-es, peu de candidats malheureux et candidates malheureuses du CDP, comme l'affirme Diawara (2006 : 9), rompent définitivement avec le parti, de peur que leur carrière politique comme leurs activités professionnelles soient bloquées. « Ceux d'entre eux qui sont tentés par une telle aventure sont ceux qui n'ont rien à perdre ». Même quand la rupture survient, ces personnes adhèrent le plus souvent à un parti de la mouvance présidentielle.

J'étais même au Congrès constitutif du CDP. Mais à Dori, les camarades comme on s'appelait au niveau de Dori, se livraient une lutte terrible. Moi, j'ai préféré me retirer et me positionner dans un autre parti, un parti de la mouvance

¹⁷⁸ Ce sont tous les partis, rappelons-le qui soutiennent la candidature et la politique du Président de la République.

présidentielle, la CFD, là où, c'est plus restreint, plus facile à gérer quoi, plus facile de s'exprimer au lieu de se tirailler. Je crois que le terrain est vaste, on peut s'exprimer partout ! Donc, j'ai préféré aller là-bas avec un certain nombre de camarades du CDP. Je n'étais pas la seule. Nous étions nombreux qui avons préféré nous retirer pour aller constituer un autre groupe dans la mouvance présidentielle. Nous soutenons, en tout cas, le programme du Président depuis le début jusqu'à maintenant (Ramata Diallo, Ouagadougou, le 4 septembre 2007).

De même, Korotomou Bagaré-Sanou a quitté temporairement le CDP -sans le signifier officiellement- en 2000 avant d'y retourner pour se faire élire adjointe au maire en 2006. Pour elle, il s'agissait de montrer sa capacité de mobilisation, l'importance de son réseau social, afin d'obtenir un bon classement pour les élections futures. « Je n'ai pas écrit que je quittais le CDP. Je suis partie tout simplement. J'ai milité, les municipales passées dans les verts, mais je n'ai pas combattu le CDP. C'était juste pour leur montrer que moi aussi j'ai une force à faire valoir » dit-elle.

6.1.4 En résumé : Trois trajectoires-types d'accès au pouvoir

En résumé, au-delà des caractéristiques personnelles, socioculturelles et politiques identifiées, trois types de personnalités, non exclusifs les uns des autres, peuvent être dégagés pour décrire la trajectoire d'accès des femmes burkinabé aux sphères décisionnelles. Nous pouvons ainsi distinguer *les femmes techniques politiques, les femmes techniques cooptées politiquement et les leaders d'associations cooptées politiquement*. Une telle taxinomie, inspirée de la « filière d'accès » des femmes au parlement en France et en Allemagne proposée par Achin (2005)¹⁷⁹ n'épuise évidemment pas l'ensemble des possibilités et est forcément réductrice. Elle nous permet néanmoins de mettre en lumière les convergences.

¹⁷⁹ Voir le chapitre 4, p. 215-289 de son étude sur « Le mystère de la chambre basse » Comparaison des processus d'entrée des femmes au parlement France-Allemagne 1945-2000.

Les premières, *les femmes techniques politiques* sont, en grande majorité, des femmes qui ont été actives sous la Révolution. Elles ont milité dans des structures révolutionnaires (Comités de Défense de la Révolution (CDR) de leur service ou de leur quartier de résidence), puis par la suite, dans des partis politiques. Parmi ces dernières, deux d'entre elles ont créé leur parti avant de rejoindre l'une (Juliette Bonkougou-Yaméogo¹⁸⁰) le parti au pouvoir et l'autre (Marlène Zébango-Kiello¹⁸¹), l'opposition. Quand elles sont militantes du parti au pouvoir, les femmes techniques politiques, selon leurs caractéristiques personnelles, sociales et professionnelles (formation supérieure, réseau personnel fort, grande capacité de mobilisation) sont, d'abord, nommées à un poste exécutif plus haut que celui qu'elles occupent (responsable d'un haut poste de l'administration publique, ministre, etc.), puis, briguent, après, un poste électif. Quelques-unes briguent directement un mandat électif. Quand elles sont dans l'opposition, elles recherchent surtout des mandats électifs. Cette catégorie de politiciennes persévère en général, malgré les diverses pressions, notamment familiales, dans le métier politique.

Les deuxièmes, *les femmes-techniques cooptées politiquement* sont des femmes qui arrivent au pouvoir sans être militantes d'aucun parti politique. Ces dernières se démarquent, non seulement, par le fait qu'elles possèdent toutes un diplôme universitaire ou l'équivalent, mais se font aussi remarquer par leur plume, leur charisme et/ou leur leadership. Elles sont ainsi cooptées par le régime en place qui les nomme à un poste exécutif, notamment de ministre, d'ambassadeure, ou de Secrétaire Générale d'un ministère, etc. En effet, contrairement à certains pays tels le Canada ou

¹⁸⁰ Juliette Bonkougou-Yaméogo était qualifiée de réactionnaire sous la Révolution parce qu'elle osait critiquer des directives du pouvoir révolutionnaire ainsi que des pratiques de responsables de Comités de Défense de la Révolution. Elle a créé l'Union des Sociaux Démocrates du Burkina (UDS) en 1990 avant de rejoindre le parti au pouvoir (CDP) en 1996.

¹⁸¹ Marlène Zébango-Kiello a créé le Parti de la Convergence pour les Libertés et l'Intégration avant de rejoindre l'ADF/RDA, puis l'UNDD en 2003.

la France, on n'a pas besoin au Burkina, de passer par la députation pour être nommé-e, par exemple, ministre. La situation inverse est plus fréquente. L'analyse révèle, en effet, que les femmes ont plus de facilité à se faire élire après avoir occupé un poste au niveau exécutif où elles se sont faites connaître. Après quelques années de fonction au poste politique exécutif qu'elles occupent, une partie des *femmes techniques cooptées politiquement* reste active en politique (se professionnalise) et brigue des postes électifs tandis qu'une autre partie s'investit uniquement dans la vie professionnelle et associative. Notons que *les femmes techniques cooptées politiquement* sont aussi cooptées par des partis d'opposition qui leur confient des responsabilités dans les appareils des partis et leur offrent des opportunités pour briguer des mandats électifs.

L'analyse des itinéraires de ces deux premières catégories de femmes révèle une caractéristique commune, à savoir que la quasi-totalité d'entre elles ont été actives dans des mouvements (associations) scolaires ou étudiants.

La troisième catégorie de femmes politiques, *les leaders d'associations cooptées politiquement*, sont des femmes avec une éducation au dessus de la moyenne (mais pas forcément universitaire). Leaders d'associations féminines ayant plus ou moins une grande notoriété, elles mobilisent beaucoup de femmes à la base. Elles sont ainsi courtisées, tant par les caciques du parti au pouvoir que par l'opposition. Une fois cooptées, elles sont plus ou moins bien classées pour briguer un poste électif.

Quelque soit la trajectoire empruntée, les femmes politiques rencontrent des difficultés qu'elles travaillent à surmonter. C'est ce dont il sera question dans les pages qui suivent.

6.2 Les principales contraintes et barrières des femmes dans l'accès et l'exercice du pouvoir politique

Nous avons, comme pour les facteurs catalyseurs, dégagé les contraintes et les barrières à l'accès ainsi qu'à l'exercice du pouvoir par les femmes à trois niveaux : au niveau personnel des femmes, du milieu familial et social et enfin institutionnel (politique).

6.2.1 Les facteurs reliés aux compétences et aux ressources des femmes

De l'analyse des récits des femmes politiques, l'analphabétisme ou un niveau de formation trop faible ainsi que l'insuffisance de ressources financières, apparaissent comme les principales contraintes de leur accès au pouvoir politique.

6.2.1.1 L'analphabétisme ou un niveau de formation trop faible

L'analphabétisme constitue l'une des grandes barrières à l'accès des femmes au pouvoir politique. Des hommes analphabètes, comme nous l'avons vu, arrivent au niveau local à se faire élire maire, puis s'entourent de conseillers instruits. Pour les femmes, ne pas savoir lire et écrire en français leur laisse peu de chances pour briguer des mandats électifs. Hélène Bouda-Toé, mairesse, fait observer que « l'analphabétisme des conseillères et des conseillers est un réel problème. On ne peut pas tout traduire ». Marie Aimée Ira-Sanon, ancienne conseillère, elle, n'est pas de cet avis :

J'ai vu dans un journal que l'analphabétisme des élus pose problème. Je dis ah non ! On n'a pas dit que si tu n'es pas parti-e à l'école, tu es bête. Il faut qu'on prenne des dispositions pour faire des traductions dans les trois langues nationales, le *fulfulde*, le *moore*, le *dioula*. Peut-être, apporter le système de casques pour la traduction. Au Sénégal, les grands commerçants qui ne comprennent pas français, mais que les gens élisent, ils portent leurs casques et parlent *wolof* (Bobo-Dioulasso, septembre 2007).

Malgré cette réflexion de Ira-Sanon, l'analphabétisme est un gros handicap pour les femmes au Burkina, handicap qui ne leur permet pas de dépasser le statut de simples militantes de base utilisées pour mobiliser d'autres femmes et organiser des activités folkloriques. Les femmes politiques en sont conscientes et ont la volonté d'améliorer leurs niveaux de formation. Même l'adjointe au maire, Assita Ouattara-Ouattara qui est attachée de santé, donc d'un niveau BAC + 2, souhaite améliorer celui-ci.

Une femme qui se lance dans la politique, il faut d'abord qu'elle se cultive beaucoup. Se cultiver, ça veut dire qu'il y a des textes fondamentaux dans chaque parti qu'il faut maîtriser pour ne pas être ridicule. Il faut se cultiver non seulement sur son parti, mais il faut chercher à acquérir des connaissances nouvelles pour pouvoir faire passer tes idées, tes points de vue. Pour être considérée, il faut avoir un certain niveau intellectuel. Même si au départ tu n'as pas un bon niveau, il faut chercher à améliorer ce diplôme. Le problème, c'est le manque de temps des femmes politiques. Moi, je veux m'inscrire pour des formations, mais je ne trouve pas de temps (Assita Ouattara-Ouattara, Bobo-Dioulasso, septembre 2007).

De même, très persévérante, la mairesse Asséta Ilboudo tient à avoir le baccalauréat : « Je compte même reprendre les études. C'est parce que nous sommes à la première mandature, c'est difficile. L'année prochaine, je compte reprendre les études pour voir ce que ça va donner ». Définitivement, le fait d'être scolarisée est un atout pour les femmes qui souhaitent faire le saut en politique active.

Bon, l'avantage qu'on a est que dans le milieu féminin, on n'a pas beaucoup de femmes qui s'intéressent à la politique, donc nous les quelques-unes qui nous intéressons et qui sommes un peu lettrées, ça nous facilite bien sûr la tâche. Parce que quand on parle de l'approche genre, on va regarder dans le lot et on va dire ounh, comme elle, elle comprend mieux, il faut la mettre, c'est ça l'avantage [d'être femme en politique] (Assita Ouattara-Ouattara, Bobo-Dioulasso, septembre 2007).

Cinq femmes ont d'ailleurs souligné le fait que leur niveau d'instruction et la fonction qu'elles occupaient ont constitué des facteurs déterminants dans leur désignation comme candidates idéales pour être à la tête de groupes de femmes.

6.2.1.2 L'insuffisance de ressources financières

Le manque ou l'insuffisance de ressources financières constitue sans nul doute un handicap majeur pour certaines femmes qui veulent faire le saut en politique. Sept femmes politiques appartenant tant à la majorité qu'à l'opposition sur les quarante cinq interviewées affirment avoir déjà dû contracter un prêt pour financer leur campagne électorale, dont les montants varient de un (1) million à cinq (5) millions de francs CFA. Lisons quelques confidences à ce sujet :

Moi, c'est vrai que je ne note pas tout, mais pour les six mois, précampagne, campagne, j'étais pratiquement à 22 millions [...] J'ai payé les dettes de campagne que j'ai contractées auprès de commerçants, d'opérateurs économiques de la zone et d'amis pendant deux ans (Une femme politique).

Moi selon mon expérience, 10 millions, c'est le minimum qu'on puisse utiliser aujourd'hui pour une campagne parce que les populations attendent beaucoup des députés. Les choses ont évolué. En 2002, notre parti était petit, n'avait pas suffisamment de moyens. On a demandé à chaque candidat d'apporter ses propres moyens. Et moi, j'ai utilisé mes propres moyens. J'avais un véhicule. J'ai contracté un prêt à la banque pour avoir le minimum quand même pour aller me présenter aux populations pour dire que je suis candidate. Et le prêt, je l'ai remboursé durant ces cinq ans (Une femme politique d'un parti dit de la mouvance présidentielle).

Oui j'ai eu à contracter des crédits pour la campagne de 2002. Vraiment, on a besoin d'argent. Si vous avez moins de 10 millions, ce n'est pas la peine de battre campagne pour être députée. Moi personnellement, j'ai mis 3 millions dedans. Sans oublier que le parti m'avait donné plus de 7 millions. Et les gens de gauche à droite m'avaient soutenue, ça aussi, ça approchait le million. Un seul voyage là, rien que pour y aller et revenir, vous n'avez pas moins de 100.000F de carburant. Et si vous avez 500.000F, c'est pour trois jours (Une femme politique de la majorité).

Quand on voulait nous positionner, il y a d'autres qui ont dit que les conseillers n'ont qu'à apprêter 500.000F pour la campagne. Moi j'ai dit, je suis salariée, ça ne peut donc pas constituer une barrière pour moi. J'avais pris un crédit, je voulais acheter des choses, j'ai été obligée d'abandonner pour faire la campagne.

[...] Je n'ai pas vraiment évalué mes dépenses mais ça peut atteindre un million cinq cent (Une femme politique de la majorité).

J'ai été obligée de pendre un crédit pour pouvoir faire ma campagne, satisfaire mon monde (Une femme politique de la majorité).

Il ressort de ces différents témoignages que 2 à 5 millions suffisent pour se présenter à des élections municipales, mais que pour les législatives, il faut compter au moins 10 millions, et cela depuis 2002, c'est-à-dire après la deuxième législature. Les politiciennes du parti majoritaire qui affirment avoir contracté un prêt l'ont fait à un moment où elles n'étaient pas encore bien positionnées dans le parti et n'avaient pas un réseau associatif large. L'insuffisance de ressources financières des candidates est en effet atténuée, voire ne constitue plus un problème majeur, lorsque qu'elles sont membres du parti majoritaire, pour deux raisons essentielles. La première est que ce parti est doté de plus de ressources pour soutenir ses candidats-es. La deuxième est que, même quand les personnes candidates n'ont pas un soutien substantiel du parti, elles peuvent être référées pour obtenir du crédit : l'assise du parti augmentant le taux de succès des personnes candidates, les personnes ou structures prêteuses peuvent avoir plus confiance qu'elles seront remboursées. En outre, la solvabilité des candidats-es du parti au pouvoir est moins problématique étant donné que même en cas d'échec, nombre d'entre eux/elles sont récompensés-es par des hauts postes aux salaires intéressants. Le facteur le plus important est donc le capital social, c'est-à-dire le pouvoir de mobiliser un électorat imposant. Ainsi Saran Seré-Seremé, qui est très active dans le domaine associatif dans sa province, s'est imposée au CDP en 2002 comme candidate idéale, alors qu'elle n'avait pas une réelle assise dans ce parti.

Tiego Tiemtoré (2007 : 27) explique :

[...] elle est devenue populaire dans sa région en raison de ses multiples activités de soutien au sport, aux femmes et à la culture. Quand elle se décide à entrer en politique malgré les intimidations, elle sait qu'elle peut compter sur des femmes et des hommes auxquels elle a toujours apporté son soutien et sur une région qui

lui témoigne sa reconnaissance [...] C'est sans surprise qu'elle est élue député lors des législatives de juin 2002, marquant de belle manière son entrée dans le cercle politique de premier plan. Elle a été réélue en 2007 dans sa région.

A partir de ces différentes données, nous nous devons de conclure que la politique au Burkina est source d'endettement pour les candidates. Celles qui sont militantes de petits partis avec peu de moyens sont contraintes à un surinvestissement personnel comme l'illustre le témoignage de Valentine Bessin-Bamouni, députée UNIR/MS, un jeune parti d'opposition. Elle était vendeuse dans une pharmacie privée, gagnait moins de 100 dollars US par mois, mais affirme ne s'être jamais endettée. Elle dit avoir préparé sa campagne sur plusieurs années, en achetant petit à petit les différents cadeaux à offrir. Ces cadeaux ont été renforcés par les gadgets que son parti a offerts aux candidats-es pour l'électorat.

L'assise financière reste donc importante. Une ex-députée a été priée de faire de la place à un homme plus nanti.

Pour le choix des candidats, la base au niveau de notre province m'a proposée en tête de liste. Mais au niveau national, ils ont remanié la liste. Ils ont dit de céder ma place à un autre député d'un parti d'opposition qui venait d'adhérer à notre parti, au motif qu'il était plus populaire que moi, et qu'il avait au moins 17 conseillers. [...] Pour calmer les gens, ils ont expliqué que même si je n'étais pas positionnée titulaire, si le parti obtenait un siège, le titulaire proposé est un homme d'affaires, et de ce fait, ne siégerait pas longtemps. Et puis, le parti avait besoin de son argent pour la campagne. Ils ont donc dit que c'est de façon stratégique qu'ils ont placé cet homme d'affaires en tête de liste, et moi en tant que sa suppléante, je passerai. Il a dit qu'il siégera entre 4 mois et un an au maximum. Donc j'attends.¹⁸²

Dans la région de l'Ouest également, selon des témoignages concordants, le richissime Djandjinaba Barro aurait imposé son fils comme maire de l'arrondissement de Konsa, alors qu'au début, le parti CDP voulait au moins qu'il y

¹⁸² Cette femme était lasse d'attendre et a migré vers un autre parti en 2008.

ait une mairesse dans un arrondissement, notamment dans celui de Konsa. Par contre, une femme de la région de l'Ouest aurait également été nommée à un poste de responsabilité qui n'a pas été mis en compétition, en raison de son grand investissement, y compris financier, pour le parti CDP. Le moins que l'on puisse dire est que l'argent est l'un des nerfs de la guerre en politique, et que de ce point de vue, les femmes risquent ici encore, sauf exceptions, de se voir défavorisées sinon tassées au profit de candidats mieux nantis qu'elles.

6.2.2 Les facteurs liés aux pesanteurs socioculturelles

Outre les contraintes bien réelles induites par l'absence de scolarisation ou de ressources financières, le machisme de la société burkinabé constitue un obstacle majeur à la participation politique des femmes. Retenons pour notre propos que le Larousse (2009) définit le machisme comme une « idéologie fondée sur l'idée que l'homme domine socialement la femme et que, à ce titre, il a droit à des privilèges de maître ». Plusieurs contraintes découlent effectivement de cette posture idéologique pour les femmes politiques au Burkina, où le machisme prend plusieurs formes et configurations, et se voit reflété autant dans les structures que dans les interactions.

6.2.2.1 La loi sociale fondamentale de la préséance de l'homme sur la femme

Le principe de la préséance de l'homme sur la femme au Burkina a été noté par Jacob (2006 : 13) et Diawara (2007). La quasi-totalité des femmes interviewées l'a aussi souligné. Conséquemment, il faut au moins deux postes dans une circonscription électorale pour espérer la présence d'une femme ! C'est ce que confirme l'ancienne députée Cécile Béloum-Ouédraogo qui précise que pour les élections municipales de 2006, toutes les femmes étaient, après l'ordre du parti qui imposait des candidatures féminines, deuxièmes dans la province du Yatenga. Dans la même foulée, l'ex-députée Madeleine Bonzi dit : « C'est dommage, mais ce sont les mentalités. Un

village ne va pas accepter être représenté par une femme. Et c'est ça qui nous a posé des problèmes. On met d'abord l'homme qui était déjà délégué du village ou fils de chef et qui ne veut pas perdre sa place ». L'ex-députée Ramata Diallo, elle, dit : « En 1992 comme en 2002 [et même en 2007] j'ai participé aux élections législatives en tant que suppléante. Vous savez, les pesanteurs sociologiques sont toujours là, surtout pour une région comme le Sahel. Mettre une femme en tête de liste, ce n'est pas encore rentré dans leurs mentalités ! ». De même, au niveau international, Tremblay (2008 : 72-73) note qu'il y a une quasi unanimité dans les recherches sur les femmes et la politique à l'effet que les formations politiques sont plus enclines à sélectionner des femmes dans des scrutins où elles présentent plusieurs candidatures et non une seule par district électoral.

La conclusion qui s'impose d'un tel constat est qu'au Burkina, comme ailleurs, des circonscriptions électorales à forte magnitude (plus de deux sièges), confortées d'une intervention du niveau central qui impose le principe de candidatures féminines en position éligible, favorisent le positionnement des femmes sur les listes électorales et leur élection.

6.2.2.2 Les conflits d'intérêts entre familles d'origine et familles d'alliance

C'est un truisme que de dire qu'en Afrique, les femmes sont considérées comme étrangères dans la famille de leur époux et étrangères en sursis dans leur propre famille. Un nombre impressionnant d'écrits relève une telle dynamique (Badini-Kinda 2003 ; Champagne 1997 ; Vinel 2005 ; Droy 1990), dynamique qui joue sur les possibilités de « choisir » le milieu de leur implication politique ainsi que sur l'accueil susceptible de leur être réservé. Les propos mentionnés dans le point 6.2.2.5 tenus par des intellectuels politiques à l'égard de leurs adversaires féminines procèdent de deux traditions sur l'identité des femmes mariées qui se retrouvent dans la société burkinabé.

La première est que la femme mariée fait toujours partie de sa famille d'origine. Elle est seulement en « mission » dans la famille de son mari en ce qui concerne la reproduction (faire des enfants). Cette position est symbolisée par le fait que dans certaines communautés¹⁸³, outre les obsèques organisées par la famille d'alliance, la famille d'origine offre également des funérailles aux femmes mariées. Le témoignage de Juliette Bonkougou-Yaméogo est exemplaire à ce sujet :

Mes adversaires et frères du *Boulkièmdé* m'ont toujours fait un procès en légitimité politique, au motif qu'en tant que femme mariée, j'appartiens à une autre famille, celle de mon mari, et que par conséquent, j'ai perdu tout droit dans ma famille d'origine, particulièrement, celui d'y compétiir à des élections. Ils ont tenu des meetings où comme une ritournelle, ils répétaient à l'envie : « Bonnes Gens de Koudougou, vous avez donné Juliette aux gens de Ouaga, et ces derniers vous ont donné les colas [dot selon la coutume] que vous avez acceptées et croquées en guise d'alliance. Est-ce normal qu'elle revienne chez vous pour briguer une chefferie avec ses frères ? »¹⁸⁴ Vois-tu, le mariage est devenu un argument de campagne, et je t'assure que ça faillit prendre. Il a fallu que moi aussi, je recours à nos coutumes pour démontrer qu'au contraire de ce qu'ils disent, la femme mariée ne quitte pas sa famille, et démontrer qu'une des preuves la plus éclatante constitue le rituel funéraire chez les Moosi où le *peogo* [panier avec quelques effets] apporté au moment du mariage est retourné à sa famille, après son décès, signe de son retour dans sa famille d'origine pour lui permettre de rejoindre ses ancêtres, et non ceux de son mari dans l'au-delà. Et en principe, la femme mariée ne peut être enterrée avant que sa famille d'origine soit informée de son décès [...] De toute façon, même celles qui ont tenté de compétiir dans le fief familial de leur mari se sont vues opposer les arguments exactement inverses pour tenter de les exclure des élections (Montréal, 5 décembre 2008).

La deuxième tradition veut que la femme mariée quitte définitivement sa famille pour appartenir définitivement à la famille de son époux (Laurent Bado, 2006 : 28-29). Ainsi, si elle décède en voyage, ou même dans sa famille d'origine, sa dépouille doit

¹⁸³ C'est le cas dans le village de *Kaatinga* situé à environ une quarantaine de kilomètres de Ouagadougou, la capitale.

¹⁸⁴ Ce dernier passage a été traduit par nous. L'interviewée l'a dit en langue nationale *moore*

être transférée dans son village d'alliance. Adhérant à cette deuxième position, Diendéré-Diallo, parlementaire de la région de son époux, dira :

[...] Je souhaiterais que vous fassiez une autre enquête pour voir où se trouve la place politique de la femme, dans son village d'origine ou dans le village de son mari ? Parce que ça fait l'objet de débats et de problèmes politiques pour la femme. Parce que finalement, on est devenu des sans domiciles fixes. Mais moi, j'ai toujours dit, quand nous prenons la tradition, parce qu'il ne faut pas aussi qu'on s'éloigne trop [...], une fois que la femme est mariée, elle appartient à la famille de son mari. A tel point que si les choses ont suivi la voie normale, même si elle meurt au cours d'un voyage, le corps est rapatrié chez le mari. Si je reste sur ce terrain, moi je pense qu'une fois que la femme est mariée, elle doit exercer ses pouvoirs chez son mari. Parce que la bible dit que l'homme quittera son père et sa mère, la femme aussi et on forme un couple. Mais on n'a jamais vu un homme qui a rejoint la femme pour aller vivre chez ses parents. C'est toujours la femme qui rejoint l'homme. Moi, je pense que vu de cette manière, les femmes devraient pouvoir se positionner chez leur mari (Ouagadougou, 11 novembre 2007).

Ces deux façons de concevoir l'identité, l'appartenance des femmes mariées ont été et sont mobilisées par les femmes politiques et par leurs adversaires pour légitimer ou délégitimer leurs candidatures selon les lieux où elles sont candidates. Les propos sus cités de Juliette Bonkongou-Yaméogo montrent comment cette dernière a utilisé son appartenance initiale pour légitimer sa candidature dans sa région d'origine. Certaines personnes, telle Awa Somé-Traoré, une des responsables à NDI, voient la double appartenance familiale comme un avantage. Mais dans la pratique, les différents témoignages révèlent que leur légitimité est souvent remise en cause de part et d'autre. Certains faits semblent indiquer cependant que si les femmes conservaient leur nom de naissance (leur propre nom de famille) comme c'était le cas dans la tradition africaine ancestrale, elles auraient possiblement moins de difficultés à se présenter dans leur famille/région d'origine. C'est du moins ce que l'on peut déduire des propos d'une politicienne divorcée qui a repris son nom de naissance, et qui a été présentée par le doyen de sa grande famille aux autres membres de la famille dans les termes suivants : « Tu es femme mais c'est toi qui fais rayonner le nom de la famille,

alors nous te soutenons ! ». Des politiciennes du Bénin ont aussi dit qu'il était plus facile pour elles de se faire élire dans leur propre village (Lagacé, 2008 : 55). Les femmes sont, toutefois, partagées en ce qui concerne la conservation de leur nom de naissance dans la vie courante. Plusieurs femmes, pas forcément politiques, nous ont confié qu'elles regrettaient le fait que les femmes doivent porter le nom de leur époux. Aline Koala-Kaboré, elle, dit : « Je ne suis pas féministe mais sur ce point [que la femme conserve son nom] je suis d'accord ! ». A contrario, Jacqueline Ki-Zerbo dira, « moi, ça ne m'a pas gêné de changer de nom ».

Il convient de souligner que la candidature politique des femmes ne rencontre pas tout le temps des résistances de la part de la fratrie ou de la belle-fratrie. Il y a des situations inverses. Quand les femmes politiques ont eu l'occasion de faire leurs preuves, les résistances deviennent moindres et elles peuvent être réclamées de part et d'autre : village d'origine, village d'alliance et village d'adoption. C'est le cas de Zoénabo Drabo-Ouédraogo et de Fatoumata Diendéré-Diallo qui étaient réclamées tant par une partie des membres de leurs familles d'origine que par des membres de leurs familles d'alliance. Mais qu'elle vienne de leur famille d'origine ou de leur famille d'alliance, la mobilisation familiale autour du projet politique des femmes est un gage de son succès et de sa longévité.

6.2.2.3 Une pression plus grande à la soumission à l'époux

Le soutien de l'époux est un prérequis essentiel pour l'engagement politique des femmes, mariées avons-nous vu. Dans le cas contraire, les contraintes s'accumulent. Une ancienne ministre ayant détenu plusieurs postes nous a confié à ce sujet qu'elle a dû abandonner sa « carrière de ministre » sous la pression de son époux. Cette femme, selon toute vraisemblance, a adopté une dynamique de concession, de repli au sein de l'univers domestique. D'autres, moins drastiquement, ont cherché à ménager les apparences et maintenu une très nette distinction entre le privé et le politique. Le témoignage d'une ancienne ministre burkinabé est édifiant à cet égard :

Dans ma carrière politique, je n'ai jamais connu de résistances de la part de mon époux, parce que je ne lui ai jamais donné l'occasion. Ça veut dire que moi, je suis restée la même, la femme de Victor [nom fictif]. La femme politique c'est dehors, quand je reviens à la maison, je suis madame Saye Victor [...] Le dimanche, personne ne fait la cuisine et quand je peux rentrer un peu tôt, je m'efforce de le faire. Bref ! Je fais le distinguo très net entre celle qui doit tenir le discours politique dehors et l'épouse que je suis à la maison dans ses rapports avec son époux qui sont sur un autre registre qui n'ont rien à voir avec la politique [...], ce qui a facilité les choses.

Une autre, plus pragmatique, dira : « Moi qui suis ministre, quand j'arrive à la maison, vous ne pouvez pas imaginer tout ce que je fais. Mais si malgré cela, il est frustré, je ne peux rien pour son problème ». Ainsi, même quand elles sont en position de pouvoir dans l'espace public, plusieurs de ces femmes continuent de veiller au bon fonctionnement de leur foyer et de prendre des dispositions pour que leur époux ne subisse pas des conséquences de leur engagement politique. Les pressions venant de l'époux peuvent être d'autant plus fortes qu'il n'y a pas, comme l'illustre le texte de l'encadré ci-dessous, point ou peu de recours pour des femmes désemparées au Burkina.

La femme désemparée dans un système instauré en faveur du sexe masculin

Quand l'époux d'une de nos tantes paternelles prit une deuxième femme, elle n'avait que ses yeux pour pleurer et n'a pu probablement « sauvegarder » son foyer que par le fait que le terrain sur lequel ils habitaient leur a été donné par notre grand-père, donc lui appartenait !

En effet, tous ses frères vers lesquels elle s'était tournée étaient polygames et ne pouvaient, de ce fait pas, la sauver sur ce plan. Nos grands-mères (coépouses de sa mère) d'ailleurs, fortes d'une délégation de trois personnes, sont parties la féliciter pour avoir eu de l'aide ! (sic). La nouvelle venue elle, cependant, n'en avait cure d'un quelconque soutien et mettait la pression sur son mari pour que notre tante soit répudiée. C'est seulement à ce niveau que notre pauvre tante eut une bouffée d'oxygène. « Ses pères » (oncles paternels) et ses frères volèrent à sa rescousse en rappelant à l'époux que le terrain était celui de son beau-père et que, par conséquent, le nouveau couple avait intérêt à vivre leur idylle en laissant notre tante tranquille.¹⁸⁵ Et c'est ce qui fut fait. Une coquette, même si elle était petite, maison en matériaux définitifs vit le jour, nez à nez (et c'était le plus dur de notre point de vue) de la grande et vieille maison en banco qu'occupait notre tante et où l'époux y avait définitivement élu domicile avec sa dulcinée. Le spectacle était d'une violence psychologique inouïe mais passe pour anodin, voire normal en Afrique. Il y avait souvent de la joie, des rires, de l'animation (cocktail de l'amour, de la jeunesse et des visites au chef de famille) sur la terrasse qui jouxtait presque la porte d'entrée de la maison où était notre tante. Les grands enfants de notre tante, des filles, étaient mariées et avaient déjà quitté la cour. Son garçon et les deux autres filles ne lui étaient pas d'un grand secours.

Nous ne saurions rentrer dans l'intimité d'un couple, mais aux dires de notre tante, son époux avait oublié totalement qu'elle était femme depuis la venue de sa jeune femme. Malgré l'amour de ses enfants, notre chère tante, princesse adorée de son père, mais non « protégée », sombra dans une dépression jusqu'à la fin de ses jours, dépression que l'on attribua à un accident de la circulation dont elle avait été victime.

Figure 6-2 La femme désemparée dans un système instauré en faveur du sexe masculin

Des histoires comme celle de l'encadré, il est possible d'en relater des milliers, mais, nous avons retenu celle-là pour montrer le manque de recours des femmes burkinabé, leur désarroi total face à une décision de leur époux qui va à leur rencontre. Dans ce cas présent, le comportement de l'époux -le fait de prendre une deuxième femme- a même été salué par la famille de la première épouse, notamment par « ses mères » (les coépouses de sa mère) ; elle a juste haussé un peu le ton du fait que sa fille était

¹⁸⁵ La tradition d'ailleurs en Afrique est d'éviter d'accepter des présents de la famille de sa femme car cela peut entacher un peu la fierté d'homme!

menacée de répudiation. En fait, et comme le fait bien remarquer Monique Ilboudo (2006 : 23), la définition générale de la violence qui implique « l'idée d'un écart ou d'une infraction par rapport aux normes et aux règles qui définissent les situations considérées comme naturelles, normales ou légales » ne convient pas dans le cas des femmes ; la violence contre les femmes paraît normale même aux yeux de certaines victimes. Fait confirmé par Awa Ouédraogo-Dabiré, présidente de l'Association Marche Mondiale des Femmes/Action Nationale du Burkina Faso (MMF/ANBF) qui dit :

Quand nous avons commencé nos activités en 98, les femmes au niveau des villages, je dirai une fois sur trois, trouvaient que la violence était normale parce qu'une femme qui n'est pas violentée par son mari, c'est signe que le mari ne l'aime pas. Et nous étions vraiment déçues de faire ce constat. Nous avons développé des stratégies pour les amener à percevoir la violence (Ouagadougou, 13 décembre 2008).

Violentées ou non, plusieurs femmes politiques se retrouvent monoparentales pendant l'exercice de leurs fonctions.

6.2.2.4 Des femmes géographiquement célibataires !

Le principe de la virilocalité déjà mentionné des sociétés burkinabé structure tant les représentations que la vie des couples, y compris celle des femmes politiques qui en subissent d'énormes conséquences. Ainsi, toutes les ambassadeures et ex-ambassadeures ont été ou sont monoparentales au moment d'exercer leurs fonctions. Les époux sont peu enclins à déménager dans les résidences de fonction de leurs épouses. Nous n'avons pas connaissance d'un époux qui ait suivi sa femme diplomate dans son pays d'affectation.¹⁸⁶ À l'intérieur du pays, ce célibat géographique touche

¹⁸⁶ Il y a des couples qui servent dans des ambassades, mais la femme n'est pas l'ambassadeure. On cite le cas d'un couple qui travaillait déjà dans une ambassade et où la femme, en l'absence de l'ambassadeur, a assumé ce rôle avant la nomination d'une personne attitrée.

aussi les gouverneures de région, les hauts-commissaires, les secrétaires générales de province, les préfètes de départements ainsi que des mairesses. Deux de nos interviewées nous ont respectivement confié : « Quand j'ai été nommée secrétaire générale [de province], nous avons discuté de notre déménagement et il était d'accord. Mais quand il a échangé avec ses amis et sa famille, il s'est rétracté sous prétexte que ce sont des fonctions incertaines, qu'on ne sait jamais quand est-ce que ça va prendre fin » ; « Il avait la possibilité d'obtenir un détachement pour travailler à l'ambassade, mais vous comprenez que le mari qui vient sous la coupe de son épouse, nos mentalités ne sont pas prêtes ici en Afrique ».

Ne pas jouir au vu et au su de tous et de toutes du bien public dont bénéficie son épouse est la ligne de conduite que s'imposent tous les hommes au Burkina. Même pour des cérémonies officielles ou autres activités publiques où ils sont présents avec leurs femmes, voire les accompagnent, ils se rendent par leurs propres moyens de déplacement plutôt que de prendre place dans une voiture de fonction à leurs côtés. Un époux nous dira : « Après la nomination de ma femme, nombre de gens me demandaient si nous logions toujours au même endroit. Je leur ai répondu bien sûr que oui, où voulez-vous qu'on aille ? ». Laurent Bado (2006 : 28) interprète cette attitude fort répandue parmi les époux des femmes politiques : « C'est un déshonneur pour le mari de laisser sa femme entretenir sa famille [à plus forte raison lui-même] ; c'est une honte que l'entourage ne manque pas de souligner, même en public ! ». Et cette violence symbolique est d'autant plus forte que les textes du coran et de la bible sont interprétés de manière à confirmer que l'homme est le chef de la famille et que c'est à lui de pourvoir aux besoins des enfants et de sa femme ou de ses femmes !

6.2.2.5 Les enfants en bas âge : une contrainte mineure

Simone de Beauvoir l'avait bien relevé, c'est la fonction reproductive des femmes (maternité et maternage) qui fait qu'elles sont distancées par les hommes sur plusieurs plans. La conciliation *carrière professionnelle* et *vie familiale* est une

équation délicate à résoudre pour une grande majorité de femmes. L'un des aspects prend le dessus sur l'autre et une femme ministre a reconnu que c'est la carrière professionnelle -et non politique- qui l'a amenée à limiter le nombre de ses enfants à deux parce qu'elle avait des grossesses très difficiles. Mais, comme le demandait Condorcet « [p]ourquoi des êtres exposés à des grossesses et à des indispositions passagères ne pourraient-ils exercer des droits dont on n'a jamais imaginé de priver les gens qui ont la goutte tous les hivers, et qui s'enrhument facilement ? » (Cité par Godineau 2004 : 271). Les contraintes de la maternité et du maternage sont, en effet, relativement passagères. En Afrique, l'articulation de la *carrière professionnelle* à la *vie familiale* devient moins lourde, une fois la gestation et l'accouchement passés, car les femmes ont de l'aide de la famille élargie pour le maternage (mère, belle-mère, tantes, cousines, gouvernantes, etc.). Elles peuvent ainsi bénéficier de meilleures conditions pour mener de front carrière professionnelle/politique et éducation des enfants. Diendéré-Diallo, par exemple, explique que son premier fils a surtout vécu avec sa mère à tel point qu'il s'exprime bien en *fulfulde*, sa langue à elle. Il en est de même pour la mairesse de Loumbila. Son deuxième enfant, une fille, est née trois semaines après son élection au poste de mairesse, et l'investiture est intervenue 15 jours après l'accouchement. Surnommée *Namsigui* par les journalistes, ce qui signifie l'avènement du pouvoir pour traduire le fait que sa mère a été investie d'un pouvoir, cette petite fille est, depuis l'âge de sept mois, gardée surtout par sa grand-mère maternelle. Point très important à retenir dans ces exemples, c'est que l'attitude favorable de l'époux à la garde des enfants par d'autres personnes, que ce soit des parentes ou des aides familiales, est une condition essentielle du succès de la conciliation de la vie d'épouse et de mère avec celle de militante politique. C'est une des richesses de l'Afrique en général et du Burkina en particulier que des membres de la parentèle puissent garder les enfants en bas âge sur de longues périodes.

Notons que toutes les femmes politiques sans exception affirment que leur implication en politique n'a pas été déterminante sur le nombre d'enfants qu'elles ont

eu, et que c'est moins la politique que la carrière professionnelle qui a eu une incidence à cet égard. D'ailleurs, les enfants, selon les témoignages recueillis, n'apparaissent pas constituer une contrainte majeure à l'activité politique, notamment parce que les horaires de travail n'y sont pas rigides ou que les enfants de plusieurs des répondantes sont déjà des adultes au moment de notre enquête. Pour la plupart, leur implication en politique ne semble pas non plus avoir entaché la qualité des soins qu'elles ont accordés à leurs enfants. Seules trois des répondantes, l'une qui vit en séparation de corps depuis plus de dix ans et les deux autres, mariées, estiment avoir été quelque peu défaillantes en matière d'éducation de leurs enfants, en raison de leur carrière politique. Les autres, mariées ou non, sont pour la plupart fières de dire combien leurs enfants ont excellé dans les études ou réussi dans la vie.

J'ai trois enfants. [...] L'une d'entre elles vient de finir un master en informatique. Elle a fait une année en plus pour faire commerce international et elle est sortie majeure de sa promotion à Paris. Si c'était ici, on allait dire que c'est peut-être les relations que j'ai qui expliquent son classement, mais non. Il y a une femme qui a dit la dernière fois que ce qu'elle admire en Assétou [nom fictif] c'est que bien qu'elle fasse ce travail là, elle a toujours mis le paquet pour la réussite de ses enfants (Une femme politique).

Béatrice Damiba se félicite aussi de la réussite de ses enfants, même si elle n'était pas en couple. À l'exception des trois femmes précitées, les autres femmes politiques, que leurs enfants aient bien réussi ou non, n'associent pas cette situation à leurs activités politiques. Elles y voient davantage les conséquences des difficultés rencontrées par tout parent dans son rôle d'éducateur ou d'éducatrice, bien qu'il s'avère que le Burkina est confronté à un phénomène d'incivisme grandissant parmi les enfants des hautes personnalités, comme le dénonce Jolivet Emmaüs (2009) :

Comment un enfant peut-il imposer ses caprices suicidaires à ses parents ? En appliquant la clé du coffre-fort de ses parents sur du savon, le fils d'un couple de magistrats insoupçonnés est parvenu à la dupliquer et à se servir en millions de F CFA pour ses randonnées enivrantes. Des enfants de présidents d'institutions, d'élus, de ministres, de hauts cadres de l'État, d'officiers supérieurs ou

d'opérateurs économiques "fabriqués", hier sans aucune assise financière, fréquentent lycées, collèges, boîtes de nuit ... à bord de grosses cylindrées avec des sommes colossales et des bons considérables de carburant en poche¹⁸⁷

Il est de notoriété publique que les tâches liées à la reproduction continuent de peser essentiellement sur les épaules des femmes et, de ce fait, comme l'exprime Béatrice Damiba, celles qui décident d'avoir une vie publique doivent faire preuve d'une bonne organisation :

Quand vous êtes femme ambassadeuse, c'est vous-même qui êtes le chef de mission, et en même temps, c'est vous qui devez assurer que ça fonctionne à la maison, qui devez recevoir, organiser les dîners, faire les courses, etc. Quand c'est un homme qui est ambassadeur, il n'a pas tout ça à faire. Il a probablement son épouse, en tout cas au moins une femme qui s'en occupe. Mais en s'organisant bien, on peut arriver à faire tout ça [et s'occuper de tout-petits enfants] ! (Béatrice Bamiba, Ouagadougou, le 15 novembre).

Bien que toutes patriarcales, les femmes possèdent davantage d'espaces de liberté dans certaines sociétés que dans d'autres.

6.2.2.6 La plus grande fermeture des sociétés centralisées et des politiciens intellectuels à la participation politique des femmes

Nous avons vu dans la présentation du cadre de l'étude que le Burkina regroupe essentiellement deux types de sociétés, les sociétés dites centralisées où la hiérarchie sociale est très forte et celles dites acéphales¹⁸⁸ où cette dernière est faible : les femmes ayant une plus grande liberté d'expression et de mouvement dans les secondes que dans les premières. A ce propos, Maria Dicko-Agaloué dit :

¹⁸⁷ Jolivet Emmaüs, « Éducation : Hécatombe des parents infanticides », *Sidwaya* du 27 avril 2009, édition Internet.

¹⁸⁸ Des sociétés qui n'ont pas de chefferie au niveau central.

Cette semaine même à Pô, pour le renouvellement des structures, on a tous fait remarquer à quelqu'un qui n'était pas de notre ethnie que c'est vrai qu'il y a des pesanteurs socioculturelles, mais la société *kassina* est assez particulière. [...] Chez nous, les femmes sont plus émancipées, elles prennent facilement la parole. Les femmes s'expriment aisément et elles ne sont pas confinées dans les maisons (Ouagadougou, 20 novembre 2007).

Même son de cloche chez Juliette Bonkougou-Yaméogo.

Tu sais, je suis de l'ethnie mossi, mais de Koudougou qui, à cause de son histoire propre, sa géographie (proximité avec le territoire Gourounsi), de l'ouverture avec l'extérieur, notamment par la régie de transport Abidjan-Niger a toujours eu ses particularités (ouverture d'esprit, franc parlé, courage, distance avec les considérations protocolaires, population extrêmement entreprenante etc.). [...] Sur le plan de l'organisation du travail, mes parents étaient classiques, mais dans leurs rapports quotidiens, ma mère avait son mot à dire. Ils nous ont donné une éducation qu'on peut qualifier de moderne pour l'époque en ce qu'ils se sont efforcés d'entretenir une égalité entre leurs filles et leurs garçons. A titre d'exemples, on pilait le mil ensemble, on allait aux puits, on lavait les assiettes à tour de rôle et les habits ensemble (Montréal, 5 décembre 2008).

En comparant la carte des communes dirigées par des mairesses à la carte de types de sociétés, on voit que la différence des positions sociales traditionnelles des femmes dans ces deux types de sociétés intervient dans le jeu électoral (Femmes effacées versus femmes plus visibles en public). Le tableau 6-4 construit à partir de la liste des mairesses à la fin mars 2009 ne permet pas de voir cela de prime abord, étant donné qu'il donne le même nombre de mairesses dans les deux types de sociétés. Mais qui connaît le Burkina repérera rapidement que l'arrondissement de *Boulmiougou* regroupe des secteurs de la capitale Ouagadougou et des villages se situant dans un rayon de 30 kilomètres. Il en est de même pour les communes de *Komki-ipala* et de *Saaba* qui regroupent des villages environnants de Ouagadougou. Le village de *Saaba* situé à environ 15 kilomètres de Ouagadougou est même pratiquement intégré dans cette ville. Ces localités étant pratiquement intégrées à la grande ville, les pesanteurs sociologiques reliées aux sociétés centralisées perdent un peu de leur force. *Ramongo* (village moaga qui a donné son nom à la commune) se situe

également dans la province du *Bulkiemdé*, dans le centre-ouest du pays où sont fortement installés les *Lélé*, société où les femmes jouissent de plus liberté que dans la société *moaga*. On peut donc déduire que les sociétés qui, traditionnellement, font plus de place aux femmes sont celles également qui leur font le plus de place dans l'exercice du pouvoir moderne.

Tableau 6-4

Communes ou arrondissements du Burkina avec à leur tête unemairesse

Communes avec mairesses dans des sociétés à pouvoir acéphales	Communes avec mairesses dans des sociétés à pouvoir centralisés
Bakata, Dano, Dissin, Kassoum, Kougny, Kiembara, Niabouri, Piéla, Niabouri, Nouna, To.	Bagaré, Boulmiougou, Komki-ipala, Kokologho, Koumbri, Loumbila Nasseré, Ramongo, Saaba, Samba, Salogo,
11 communes	11 communes

Source : Association des Municipalités du Burkina

Mais si le modernisme affaiblit d'une manière générale les lois traditionnelles et le machisme en particulier, il subsiste quelquefois des résistances importantes là où l'on s'attend le moins. Ainsi, plusieurs de nos informatrices nous ont confié que le machisme est aussi important voire plus développé chez certains intellectuels que chez les personnes analphabètes. Douze d'entre elles partagent l'avis à l'effet que ce ne sont pas les hommes du milieu rural, les paysans, qui sont les plus machistes, mais bien les hommes dit intellectuels. Dans la représentation collective, mieux habiletés à nourrir le débat parce qu'instruits, ils ne manquent pas d'arguments pour renvoyer les femmes aux casseroles et aux couches avec des propos tels ceux qui suivent : « Comment pouvez-vous vous faire représenter et/ou commander par une femme ? Je ne vous reconnais plus. Êtes-vous des hommes [virils] ou pas ? » ; « Comment pouvez-vous voter pour cette pute qui n'est même pas mariée et qui couche avec tous

les gros culs¹⁸⁹ de Ouaga ? » ; « Pourquoi ne vas-tu pas te présenter chez tes maris. Tu n'es plus de chez nous, quand tu vas mourir, où est-ce qu'on va t'enterrer ? » ; « Pourquoi elle ne va pas se présenter chez elle. Ne pensez-vous pas que nous avons des fils et filles capables ici ? » ; « Une femme qui vient pour chercher le pouvoir ! Une femme, quand elle vient chez elle, c'est pour chercher une petite pour son mari ; elle ne vient pas disputer le pouvoir à ses frères ! ». Ces différents propos ont été, selon trois femmes politiques, tenus par leurs adversaires.

Jacob (2006 : 15-16) relève aussi le fait qu'à Boromo, « les cadres locaux du CDP ont refusé catégoriquement de faire de la place pour des candidatures féminines, et ce, malgré les délégations venues spécialement de Ouagadougou pour les sermonner ». Or, observe Piote (1970 : 22-23), les intellectuels sont parmi ceux qui dictent à la société la direction à suivre avec l'assentiment passif ou actif des autres classes. La résistance d'intellectuels à des candidatures féminines est, dans ce sens, d'autant plus nuisible à la cause des femmes que ces derniers sont investis d'une fonction idéologique au Burkina, légitimée par leur niveau d'instruction. A l'opposé, la parité a été acceptée dans les villages, même si, ainsi que poursuit Jacob (2006 : 16), ce fait ne traduit pas une sensibilité à la question du genre, mais bien plus un respect pour la parole venue d'en haut ainsi qu'une volonté « de se maintenir dans l'unanimité politique dominant ». Le respect de la directive du quota des candidatures féminines a, selon Diawara (2007 : 13), eu pour conséquence l'éviction d'un grand nombre d'hommes, candidats « naturels » : « les femmes ont remplacé leurs maris ».

Le machisme des hommes intellectuels met en lumière une dynamique qui reste présente dans toutes les sociétés du monde, même dans les pays qui se targuent d'être des grandes démocraties, à savoir que même avec la scolarisation, la modernité et l'éducation moderne, il y a un certain fonds de valeurs, de normes et de

¹⁸⁹ Expression utilisée pour désigner des personnalités, des personnes nanties.

comportements sociaux qui résiste au changement, légitimé par *l'idée de la préséance sociale des hommes sur les femmes* que nous avons développée. Cette représentation, comme nous l'avons déjà vu, est entérinée, sacralisée par toutes les religions et en constitue le dénominateur commun ! Révélateur de cette préséance accordée au sexe masculin, une répondante nous a confié que son père n'avait pas adressé la parole à sa mère pendant un mois lorsqu'elle a mis au monde sa sœur, mais lui a par contre donné une gourmette en or quand elle a accouché de son frère. Une autre a également confié qu'« il semblerait que quand je suis née, mon père a dit de ne pas donner à manger ma mère. Mon père n'a pas du tout apprécié que ma mère ait aligné des filles [...] ». Nous-même avons été personnellement témoin des comportements différentiels de nos oncles selon que leurs enfants étaient filles ou garçons.

Paradoxalement, ces attitudes des pères ont créé un certain sentiment de révolte chez les femmes politiques qui ont travaillé à montrer qu'elles pouvaient, autant que les hommes, sinon mieux que ces derniers, entreprendre avec succès de multiples activités, telles mener des études supérieures et occuper des postes prestigieux. Cette combativité les accompagne dans le champ politique.

6.2.2.7 L'ethnicité

Selon Mbonimpa (1994), la construction de la démocratie en Afrique ne peut faire l'économie de la variable ethnique, car le contexte africain est encore celui de l'homme tribal. A contrario, Otayek, Sawadogo et Guingané (1996 : 18) affirment que :

Contrairement à bon nombre de pays subsahariens, le Burkina est assez largement exempt des phénomènes de polarisation ethnique. Les particularismes locaux s'y expriment plutôt sur des bases régionales (par exemple, le pays *moaga* contre l'Ouest centré sur l'ancienne métropole commerciale que fut Bobo-Dioulasso) [...] Les élections législatives de mai 1992 et, plus récemment, les municipales de février 1995 ont montré à cet égard l'inexistence d'un vote ethnique, même si les tropismes locaux ont joué un rôle non négligeable,

s'incarnant ça et là dans la préférence donnée à « l'enfant du pays » et confortant l'influence des « grandes familles » qui cumulent légitimité sociale et légitimité politique.

Ces propos concordent avec les résultats du sondage du CGD (2007 : 49) où, sur le plan des *identités*, plus de 50 % des personnes interrogées s'identifient davantage au Burkina qu'à leur groupe ethnique. Si la position de Otayek et de ses collaborateurs était avérée, les femmes auraient eu moins de difficultés pour déposer leur candidature dans la circonscription électorale de leur choix et pour leur éligibilité. Nous avons, en effet, trouvé ces résultats surprenants au vu de ce que nous avons observé sur le terrain et retenu des témoignages des femmes politiques que nous avons interviewées. Le professeur Augustin Loada qui est en accord avec cette position¹⁹⁰, l'a mieux explicitée, lors d'une entrevue qu'il nous a accordée en 2008. Selon lui, la carte politique du Burkina ne correspond pas, comme dans d'autres pays tels la Côte-d'Ivoire, à la carte ethnique. Même si nous sommes d'accord avec cette précision, nos résultats nous amènent à moduler une telle analyse. On ne peut, en effet, soutenir, de notre point de vue, que les dynamiques politiques soient déconnectées des rapports ethniques au Burkina. La mémoire politique burkinabé est pleine d'exemples de femmes et d'hommes qui ont été évincés-es en raison de leur ethnie. Il est vrai qu'une région regroupe plusieurs ethnies et que, même à l'intérieur d'une ethnie, il y a des querelles de régions notamment entre le pays *moaga* central et le *Yatenga* (Otayek et *al*, 1996 : 18 ; Pillet-schwartz, 1996 : 23), mais la limite entre la région et l'ethnie est parfois mince, voire floue. La pluriethnicité régionale ne saurait évacuer le fait ethnique du politique. « Tu sais, il y a longtemps que Naba Diané est en politique. Elle aurait dû être députée depuis longtemps. Mais elle a été bloquée du fait qu'elle n'est pas Bobo » nous confie une femme politique que nous avons interviewée. Ouattara (2006 : 161) souligne aussi que les phénomènes de

¹⁹⁰ Il défend cette position avec René Otayek dans leur article « Les élections municipales du 12 février 1995 au Burkina Faso », *Politique africaine*, 58, juillet 1995, p.135-142.

polarisation ethnique et régionaliste sont bien présents au Burkina. Il soutient son affirmation en prenant l'exemple d'une manifestation de rue qui a eu lieu en 2001 à Bobo-Dioulasso.

A Bobo-Dioulasso, lors de l'installation du nouveau maire de la ville, Célestin Boyo Koussoubé, en remplacement d'Alfred Sanou, le samedi 10 février 2001, les partisans d'Alfred Sanou, natifs de Bobo-Dioulasso, ont organisé une manifestation de protestation qui s'est soldée par un mort dans les rangs des forces de l'ordre et deux morts du côté des manifestants. A Koudougou et dans d'autres villes du pays, des citoyens sont chassés ; leurs biens saccagés (Ouattara, 2006 : 164).

C'est à cette occasion que des personnes, dont Awa Êve Sanou-Sanon, ont fait quelques jours de prison. Il convient de noter que bien que le problème ethnique touche les deux sexes, il sert également à renforcer l'idée du statut d'étrangère des femmes.

6.2.2.8 La non reconnaissance du mérite des femmes et l'insuffisance ou l'absence de formations adéquates

Parmi les contraintes que rencontrent les femmes politiques se trouvent la non reconnaissance de leur mérite et le peu de considération accordé à leur parole. Les propos de Béatrice Damiba résument bien le fait que la parole des femmes est souvent négligée et leurs compétences non reconnues.

Je pense qu'il faut avoir une forte personnalité pour s'engager en politique. Au début, ça n'a pas été facile, et ce n'est pas seulement chez nous, même si on rapporte au monde, c'est la même chose. Même dans les pays du Nord, les pays occidentaux, les femmes ont des problèmes. Parce que la pensée et la parole de la femme sont toujours négligées. Il y a toujours des préjugés par rapport aux femmes. Donc pour se faire entendre, ce n'est pas facile. On va envoyer du revers de la main votre opinion, et en tournant, c'est votre opinion qui va triompher à la fin, mais on ne reconnaîtra pas que c'était la vôtre. Ça, c'est ce que j'ai toujours constaté. Parce que j'ai toujours été dans les organes de décision et je me suis rendue compte que, souvent, quand j'exprimais une idée, on la combattait ou on

la négligeait et au fil des débats, bon, c'est cette idée là qui est retenue. Donc, j'ai souvent eu raison même très tôt, mais c'est à la fin de la réunion, voire des mois ou même des années après que ces opinions triomphent (Béatrice Damiba, Ouagadougou le 15 novembre 2007).

Elle poursuit :

En politique, ce n'est pas toujours le mérite qui vaut les positions, que ça soit dans l'appareil du parti ou dans l'appareil de l'État. Ce sont d'autres considérations. Et quand vous voyez que même du point de vue de la compétence, on promeut des médiocres à votre détriment parce que simplement vous êtes femme, ça aussi, ce n'est pas juste. Tout cela constitue des barrières qui font que très rapidement les femmes ont tendance à abandonner. Et moi, ça m'est arrivé plusieurs fois de vouloir abandonner, de même un peu baisser les bras avant de me ressaisir. Beaucoup se sont découragées. Elles ont baissé les bras, se sont retrouvées dans des refuges professionnels ou autres, si bien que parmi les pionnières, on n'est plus tellement nombreuses ! (Béatrice Damiba, Ouagadougou le 15 novembre 2007).

Séréotypes et préjugés ont raison de la confiance en soi de nombre de femmes. Dans le rapport de l'étude pour l'élaboration d'un répertoire d'une base de données des femmes leaders en politique au Burkina (Hien, Boro, Barry et al, 2005 : 14), c'est près de quatre femmes sur dix (38,09 %) qui ont mentionné le manque de confiance en elles-mêmes comme l'un des obstacles les empêchant de jouer un rôle de leader. De nos répondantes, cinq parmi celles qui ont fait le saut électoral ont dit, qu'à leur début, elles avaient peur de n'être pas la hauteur de la mission qui leur était confiée, peur d'échouer. Le cas de la mairesse Véronique Somé-Somé est illustratif à cet égard. Portée en tête de liste par des femmes, elle est élue conseillère contrairement à un de ses oncles qui était aussi candidat. Paniquée, (le mot n'est pas trop fort), elle écrit à la Commission Électorale Nationale Indépendante pour se désister en faveur de son colistier et oncle. Mais les textes ne prévoyaient pas de suppléance pour les

personnes élues au niveau municipal¹⁹¹. L'autorité refuse donc sa démission et attire son attention sur le fait que son secteur d'affiliation se retrouverait sans représentation si elle n'assumait pas son mandat. Elle se ravisa et à la faveur d'un bras de fer entre deux caciques hommes du CDP, elle fut élue à la tête de la mairie malgré quelques résistances au début¹⁹². En quelques mois, avec le soutien très actif de son époux et de son conseil, elle fut à l'origine de suffisamment de réalisations pour se mériter le titre de meilleure personnalité politique 2008 de la région de l'Ouest. Son époux dira « je connais ma femme, quand elle entreprend quelque chose, elle va jusqu'au bout, elle ne lâche jamais. Elle réussit toujours ». Aujourd'hui, il ne vient plus à l'idée de Somé-Somé de quitter la politique. « Même si je ne suis pas allée loin dans les études, je sais que je peux faire des choses comme celui qui a des diplômes universitaires » dit-elle.

Le manque de confiance des femmes à l'égard du métier politique s'explique aussi par le fait qu'il manque d'occasions et de structures pour développer une telle confiance. La révolution d'août 1983 avait mis l'accent sur la formation idéologique et civique par le biais de conférences-débats et de meetings populaires diffusés quelques fois à la radio ainsi qu'à la télévision ; sur la formation de ses membres dans des écoles de formation politiques et idéologiques ; sur la formation militaire dans les collèges et lycées et à l'université, etc. La formation à l'idéologie¹⁹³ était une discipline imposée dans tous les concours avec une note éliminatoire obligeant les uns-es et les autres à suivre l'information nationale et internationale et à lire des documents politiques. « Par ailleurs, la politique du CNR [Conseil National de la

¹⁹¹ La suppléance au niveau des personnes élues conseillères a été introduite avec la dernière relecture du code en 2009.

¹⁹² Le maire ou la mairesse est élue par les personnes conseillères municipales.

¹⁹³ L'idéologie était considérée comme une matière à l'image des sciences naturelles, du français ou des mathématiques.

Révolution] imposait la présence de femmes dans les différentes structures des CDR, tandis que la Direction de la mobilisation des femmes et plus tard l'Union des Femmes du Burkina (UFB) constituaient des cadres de formation de femmes au leadership en politique » (Hien, Boro, Barry et *al*, 2005 : 28). Les femmes pouvaient ainsi acquérir des connaissances idéologiques, et développer des compétences de prise de parole en public ainsi qu'en techniques de communication et d'animation, et en conséquence, être à l'aise sur la scène publique.

Aujourd'hui, il n'existe plus ce dispositif systématique de formation idéologique politique. Des institutions comme le National Democratic Institute (NDI) et le Centre pour la Gouvernance Démocratique travaillent à pallier ce manque, manque qui est plus pesant pour les femmes le plus souvent confinées dans les foyers que pour les hommes qui eux, en raison de leurs activités, fréquentent des lieux publics, et ont, par conséquent, l'occasion de débattre de politique.

6.2.2.9 Le manque de solidarité entre femmes

On pointe souvent le manque de solidarité féminine comme un obstacle à la participation politique des femmes. Ce facteur est, par exemple, ressorti dans la recherche de Lagacé (2008 : 83-84) sur les femmes et la politique au Bénin. Alice Tiendrébéogo-Kaboret dit à ce propos :

Ce que je déplore, c'est le manque de solidarité féminine dont on parle tout le temps. Bon, les hommes ne sont pas plus solidaires mais, chez nous, c'est plus crucial. C'est plus crucial et je crois que nous les femmes, on aurait plus intérêt à soutenir celles qui sont sur le terrain pour leur permettre d'ouvrir la porte aux autres. Parce que, plus une femme est compétente, plus on sait que quand on va nommer une femme, ça va marcher. Alors que nous, nous faisons le truc inverse. On essaie de détruire celle qui est sur place pour pouvoir la remplacer. Mais c'est toujours une femme qui remplace une autre. Donc, c'est un cercle vicieux. C'est ça que je déplore (Ouagadougou, le 21 novembre 2007).

Mais ce manque de solidarité entre les femmes, s'il est, dans certaines circonstances, réel, est aussi généré et entretenu par la société. Selon Monique Ilboudo (2006 : 134), « [i]l est vrai que les femmes, en général peu convaincues de leurs propres capacités, sont les premières à refuser leur confiance à l'une d'entre elles qui a émergé : quand on arrive à vous faire croire que vous n'êtes que le produit d'un os surnuméraire, on vous sape votre assurance ! ». Dans la même veine, le collectif Féminisme et Démocratie au Québec (2006 : 21) pointe « les attitudes et présomptions culturelles qui associent inconsciemment la compétence politique à un modèle masculin » comme l'un des obstacles majeurs à l'élection d'une assemblée représentative des femmes. Les femmes ont donc moins confiance en elles-mêmes et aux femmes qu'aux hommes, en raison de la socialisation qui les a moulées comme des êtres inférieurs, mais, en plus, elles se livrent une âpre compétition. Toutes les répondantes sans exception ont, en effet, souligné que si elles sont soutenues par les femmes à la base, elles ont fréquemment maille à partir avec leurs homologues. En l'occurrence, la compétition apparaît plus vive entre femmes politiques de même catégorie sociale ou professionnelle. Une ancienne ministre et ancienne parlementaire dira, à cet effet, que « le champ politique est un lieu de compétition. Pourquoi voulez-vous donc que les femmes s'aiment et soient solidaires les unes des autres, n'est-ce pas le même pouvoir ? ».

Il faut dire que la solidarité féminine est loin d'être facile à réaliser même dans la population à la base, compte tenu du nombre de facteurs qui entrent en ligne de compte dans l'attribution d'un vote. « Vous savez, il y a aussi cette histoire de parenté qu'on ne peut pas mettre de côté. Quand bien même une femme voudrait vous soutenir, à la maison, le mari lui dit : si tu vas voter pour la femme, tu restes là-bas parce qu'un tel, il est de la famille, et à ton mariage, il était là. Des choses comme ça » explique la mairesse Assèta Ilboudo. Pour l'élection de la Présidente ou du Président de l'Assemblée Nationale en 2002 où l'ex-députée de l'opposition Marlène

Zebango-Kiello¹⁹⁴ était candidate, une homologue députée du parti majoritaire lui aurait dit : « J'aurais bien voulu te soutenir pour qu'une femme passe, mais je ne peux pas voter contre mon Président [de parti Roch Marc Christian Kaboré] ». Plusieurs marqueurs identitaires (appartenance politique, ethnique, familial...) seront donc priorisés avant le sexe. C'est d'ailleurs ce que confirme l'observation de Manon Tremblay (2008 : 56) : « En effet, par delà leur sexe anatomique, rien ne permet de penser les femmes comme un groupe défini par un critère commun partagé par toutes [...]. Bien plus d'éléments éloignent les femmes les unes des autres qu'il n'y en a pour les rapprocher ». Ainsi, au Burkina, des femmes sont mariées d'autres pas, une minorité est riche tandis que la majorité est pauvre, certaines sont scolarisées et vivent en milieu urbain, d'autres sont analphabètes et habitent le milieu rural, beaucoup sont mères, d'autres n'ont pas d'enfants ; elles sont d'ethnies différentes, etc., etc., caractéristiques qui peuvent, selon le cas, jouer en faveur ou en défaveur d'une candidate.

Des dispositions sont toutefois prises pour susciter ou renforcer la solidarité entre les femmes politiques du Burkina Faso, telle la mise sur pied d'un Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires, section du Burkina Faso (REFAMP/BF). Nous avons, en effet, des contre exemples qui indiquent que la solidarité féminine peut aussi jouer en faveur de candidates. Cela a été la situation vécue par la mairesse de la commune de Loubila Assèta Ilboudo¹⁹⁵ ainsi que par une adjointe au maire et

¹⁹⁴ Elle était militante de l'ADF/RDA

¹⁹⁵ La commune de Loubila que préside la mairesse Assèta Ilboudo a connu des difficultés de fonctionnement sur plusieurs années en raison d'une scission des conseillers par rapport au choix du terrain pour la construction du siège de la mairie. En octobre 2009, un arrêté ministériel en date du 12 octobre a suspendu la mairesse à compter du 15 octobre pour un mois en raison de « fautes graves de gestion. » On reproche à la première responsable de cette commune rurale érigée en 2006 « la mauvaise gestion des recettes, les dépenses extrabudgétaires [qui] ont créé un préjudice financier de 1 298 500 F à la commune. » (Dans le journal *L'observateur paalga* no 7499 du 30 octobre au 02 novembre 2009) La population est divisée au sujet de cette sanction. Nombre de personnes pensent

une conseillère d'un arrondissement de la ville de Bobo-Dioulasso. La conseillère Awa Ève Sanou-Sanon raconte.

Nous sommes 35 conseillères sur 111 personnes, mais notre force vous savez, c'était quoi ? On a décidé de travailler à l'unanimité sans faire de distinction entre parti d'opposition ou parti majoritaire. Je pense qu'à Bobo, c'est ça qui a été notre force. Nous avons, dès le départ, formé un comité de conseillères qui regroupait toutes les conseillères aussi bien du parti majoritaire, de la mouvance que de l'opposition. Et lorsqu'il y a une activité qui se passe, nous faisons appel à toutes les femmes conseillères pour venir faire le travail. Donc, quand il a été question de passer au vote, nous avons fait des sensibilisations entre nous [...] Pendant que les hommes allaient pour leur pause-déjeuner nous, nous sommes allées nous concerter pour désigner des responsables, et avons décidé de demander la parole avant le début du vote pour présenter ce que nous avons arrêté [que les femmes qui ont quitté leurs postes pour d'autres fonctions soient remplacées par des femmes, plus précisément par celles qu'elles ont choisies] (Bobo-Dioulasso, septembre 2007).

La suite du récit indique que le vote fut réalisé dans les règles de l'art, en entérinant les décisions des conseillères, ce qui leur a permis de sauvegarder au moins les postes qui étaient déjà occupés par des femmes. Mais, nous nous devons de souligner que cette solidarité a été très éphémère. La division des femmes dans la ville de Bobo-Dioulasso a défrayé la chronique des journaux nationaux sur plusieurs mois. Malgré l'intervention de différentes autorités (ministre de la promotion de la femme, maire de la commune, chef de village, etc.), il a fallu plusieurs mois pour parvenir à la mise en place d'un bureau consensuel des femmes dans cette ville qui est la deuxième du pays. La presse a également relaté en 2005 que deux députées, à l'image de ce qu'on

qu'Ilboudo est victime des dissensions dans le conseil et même au sein de la population en ce qui concerne le choix du terrain pour abriter le siège de la mairie.

observe au niveau des hommes dans les parlements internationaux, en sont venues aux mains dans l'enceinte de l'Assemblée Nationale¹⁹⁶.

6.2.2.10 Le harcèlement en tout genre mais surtout sexuel

Sur le terrain politique, il est courant que les hommes et les femmes politiques aient des mentors qui sont des personnes qui contribuent à leur formation idéologique, et les encadrent sur le terrain. Martine Blanc et Christine Cuerrier (2006 :54-55) confirment à cet égard que :

Le mentorat en politique constitue un mode d'accompagnement privilégié, gratuit et volontaire qui mise sur un investissement relationnel entre une ou un mentor expérimenté en politique et un ou une mentorée qui l'est moins. Il peut s'agir d'une personne élue pour un premier mandat ou d'une personne qui aspire à faire acte de candidature. La relation mentorale met l'accent sur les apprentissages expérientiels dans un contexte de complexification des rôles et des fonctions de la personne élue ; elle prend aussi en compte l'aspect partisan du pouvoir politique. Cette relation se déroule dans le respect de la confidentialité et de l'anonymat.

Au lieu du concept de *mentor*, celui de parrain est plus courant au Burkina. La grande majorité des femmes politiques ont un lien plus ou moins direct avec les caciques hommes et/ou femmes du pouvoir qui sont leur parrain ou marraine. Mais le sens que les uns et les autres donnent au concept de parrain est large, voire flou et parfois porteur de contradictions. Ainsi, Awa Êve Sanou-Sanon dira :

[...] A un certain moment de ma vie politique, j'ai eu des propositions [de relations intimes], propositions que j'ai refusées. Ils sont devenus des ennemis. C'est des gens aujourd'hui quand je les vois, c'est à peine s'ils répondent à mon bonjour. Et je sais qu'il y a un particulièrement qui a eu à me dire, qu'il faut que je sache concilier les deux choses, c'est-à-dire que dans ma vie politique, c'est de

¹⁹⁶ Il s'agit de Véronique Kando et Saran Seré-Serémé. Voir à ce propos l'article de Kassim Kongo, « Députés Véronique Kando et Saran Sérémé, les bagarreuses de l'hémicycle », journal *Bendré* du 14 juillet 2005.

mon devoir de chercher un parrain. Parce que lorsqu'il s'agit des places, c'est les parrains qui donnent la place (Bobo-Dioulasso, septembre 2007).

Ces propos sont confortés par ceux d'une autre femme politique qui dit que :

Non, je n'ai pas été victime d'harcèlement sexuel. Tu sais, les hommes, ils sont très vicieux. C'est toucher sans avoir l'air d'y toucher. Si tu mords à l'hameçon, ils en profitent. Si tu ne le fais pas, ils font comme si de rien n'était, alors que c'était leur intention. Mais, il m'est revenu par la suite que mes choses se sont gâtées parce qu'on a vu en moi une femme que ces choses n'intéressaient pas du tout. Je ne dirais pas que je suis plus vertueuse que d'autres, mais il semble que j'aurais été plus compréhensive que certaines choses ne seraient pas arrivées (Ouagadougou, novembre 2007).

Une troisième nous a fait lire un mot d'un de ses harceleurs, sans nous révéler son nom, qui lui disait comment sa beauté sublime l'empêchait de se concentrer lors des séances de travail politique.

Qu'il provienne des femmes ou des hommes, le harcèlement traduit un fait réel de la vie en société et particulièrement en Afrique, à savoir, et cela transparait dans le propos de la politicienne-sus citée, que dans les relations professionnelles entre hommes et femmes (relations hétérosexuelles), « il flotte souvent [...] une ambiguïté dans la relation, comme une atmosphère d'échange érotisé qui vient se superposer à l'échange intellectuel, voire même lui faire obstacle, et qui, de toute évidence en transforme les règles du jeu [...] même si tout ne se passe souvent qu'au niveau très subtil du fantasme plus ou moins bien recouvert au niveau conscient de part et d'autre » (Lasvergnas, 1988 : 39).

Le harcèlement n'est pas seulement sexuel. Les femmes, à l'image des hommes politiques, font face à d'autres types d'intimidations : menaces physiques, menaces verbales, sabotage de leurs activités, sacrifices en tout genre dans ou à côté de leur

domicile¹⁹⁷, et d'autres procédés d'intimidations sophistiquées difficilement repérables tels mettre beaucoup de temps sur les dossiers ou ne pas transmettre des informations importantes à la première responsable, etc. Rappelons que suite à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo, la cour des parents de Juliette Bonkougou-Yaméogo a été brûlée et leurs tombes profanées. « Je pense que de toutes les femmes, je suis celle qui a payé le plus lourd tribu. On a tiré des tracts contre moi, on a profané à l'occasion des événements de 98 les tombes de mes parents, on a brûlé la maison de mes parents, il n'y a pas une femme qui a payé comme moi » dit-elle. Madeleine Bonzi, pour sa part, explique comment elle a passé des nuits et des nuits blanches parce qu'on l'avait accusée d'avoir détourné des vivres. « Jusqu'à présent, ça me fait toujours mal. C'est ce qui me fait le plus mal ! » dit-elle. Le harcèlement pour vol est difficilement vécu par les femmes politiques du fait que la société attend d'elles, plus que des hommes, des qualités d'honnêteté, de générosité, tout au moins, de moins de cupidité ! Enfin, une femme politique a confié qu'elle a versé des larmes en conseil de ministres en raison du haut degré d'agressivité et de brutalité de ses collègues hommes. « [...] Les gens ne s'imaginent pas comment parfois les conseils peuvent [être difficiles]. J'ai fini par craquer, mais j'ai réussi à faire passer le dossier » dit-elle.

L'examen de cette deuxième catégorie de contraintes met en lumière l'effet structurant de la division sociale des sexes sur la vie des femmes politiques. Registre traditionnel et registre moderne s'interpénètrent sans évacuer le principe de la préséance sociale des hommes sur les femmes. Le machisme reste présent dans les sociétés burkinabé, moins accentué dans celles où l'organisation sociopolitique tourne autour du doyen de la communauté ou du lignage que dans celles à pouvoir

¹⁹⁷ Les sacrifices sont un trait caractéristique de l'Afrique où tradition (charlatanisme) et modernité se côtoient. D'ailleurs, « la stratégie mise en œuvre [par les hommes et femmes politiques] combine [souvent] les recettes électorales classiques (meetings publics, porte à porte, affiches, tracts) et le recours aux forces occultes pour se concilier l'électorat » Otayek (1992 : 50).

centralisé. Considérées comme étrangères en sursis dans leur famille d'origine et comme étrangères dans leur famille d'alliance (Badini-Kinda, 2003), les femmes, une fois mariées, sont conscientes que le soutien de leur époux est déterminant pour leur engagement en politique où elles n'ont pas toujours le soutien de leurs homologues femmes, et dans un contexte où il existe peu de recours pour femmes désemparées. L'articulation entre ordre social et ordre politique est ici bien concret et met en relief le fait que le privé est politique.

6.2.3 Les contraintes institutionnelles et situationnelles

6.2.3.1 Le refus des candidatures indépendantes au niveau local¹⁹⁸

Rappelons que pour aplanir certains obstacles auxquels elles font face, une des revendications formulées par les femmes a été de pouvoir, sans allégeance partisane et individuellement, être candidates pour les postes de conseillères municipales. Awa Ouédraogo-Dabiré, Présidente de la Marche Mondiale des Femmes/Burkina, par exemple, affirme : « Personnellement, j'ai participé à des actions de plaidoyer pour les candidatures indépendantes. [...] Si ça, ça devenait un acquis, j'irais en politique, ça, c'est sûr. J'ai mes convictions qui ne sont pas liées à un parti politique¹⁹⁹ ». Pour le Mouvement Burkinabé des Droits de l'Homme et des Peuples (MBDHP), le Code électoral viole la constitution en posant que seuls les partis ou les regroupements de formations politiques peuvent présenter des candidats aux élections législatives et municipales²⁰⁰ (Diouldé Sadou Diallo, 2007)²⁰¹. Les femmes n'ont pas eu pour autant

¹⁹⁸ Ces candidatures sont autorisées par la Constitution pour l'élection présidentielle.

¹⁹⁹ Entrevue qu'elle nous a accordée le 13 décembre 2007 à Ouagadougou.

²⁰⁰ Article 157 et 246 du code électoral.

²⁰¹ Voir Diouldé Sadou DIALLO, « Candidatures indépendantes. Quand le Code électoral viole la Constitution », *Quotidien le Pays* no 3828 du 14/03/2007.

gain de cause (Ilboudo 2006 : 133). Au Burkina, il semble bien que l'inscription d'un article sur l'acceptation des candidatures indépendantes au niveau local dans la Constitution prendra encore du temps, comme le confirme le député Achille Tapsoba, technocrate du parti au pouvoir :

En fait, on n'a pas une position d'hostilité vis-à vis des candidatures indépendantes, mais c'est plutôt une démarche progressive qu'on veut adopter. Parce que déjà, si on regarde le contexte électoral de notre pays, même les partis politiques qui semblent assez bien organisés et par lesquels, on a demandé que les élections puissent se dérouler, même ces partis politiques ont du mal à trouver leur marque du point de vue de l'organisation des élections. Et aujourd'hui, si on veut prendre en compte les candidatures indépendantes, dans la pratique, ça va être compliqué. Parce qu'il y a trop de partis. Là où on fait des candidatures indépendantes, c'est des endroits où il y a quatre, cinq partis, pas plus de 10 partis. Mais si vous avez 33, 40 partis qui sont en compétition et que vous alignez les sigles des 33 partis dans un seul bulletin, plus la photo de chaque candidat indépendant, ah, ça va être compliqué. Donc, il y a un travail préalable qu'il faut faire pour diminuer le nombre de partis (Achille Tapsoba, Ouagadougou, 12 novembre 2007).

Ce serait donc, selon ce témoin de l'actualité, le nombre pléthorique des partis politiques qui freine l'acceptation de candidatures indépendantes. Le gouvernement a d'ailleurs pris des dispositions en 2009 pour limiter le nombre de partis dans la course électorale, en instituant des conditions plus contraignantes : pour la fonction de Président du Faso par exemple, tout-e candidat-e doit, dorénavant, être parrainé-e par cinquante personnes élues, députées et/ou conseillères municipales, réparties dans au moins sept des treize régions du pays ; la caution à verser au trésor public par les candidats-es, passe de 5 à 10 millions de francs CFA. Les femmes peuvent donc continuer leur lobby en faveur des candidatures indépendantes, mais à court et à moyen termes, elles n'ont d'autre choix que de rester en marge de la politique active ou de s'inscrire dans un parti politique dont l'idéologie ne correspond pas nécessairement à leurs valeurs.

6.2.3.2 L'éloignement des chefs lieux de communes des résidences principales des femmes

Les femmes burkinabé qui disposent d'un certain bagage socioculturel (éducation, activité professionnelle et confiance en soi, etc.) habitent généralement dans des grands centres qui ne sont pas forcément leur région d'origine. Or, la tradition politique au Burkina veut que chacun-e entre en lice prioritairement chez lui/elle. Il s'ensuit un facteur spatial d'éloignement qui décourage plus d'une femme, d'autant que les petites localités qui les ont vues grandir n'offrent pas nécessairement des infrastructures intéressantes pour l'éducation des enfants, alors même, comme nous l'avons déjà vu, que les époux ne sont pas prompts à déménager pour répondre aux besoins de leur épouse. Plusieurs mairesses sont ainsi soumises à l'obligation de faire des va-et-vient entre le chef lieu de leur commune et leur principal lieu de résidence. La mairesse de Dano²⁰², par exemple, qui n'a plus d'enfant en bas âge et est à la retraite de son activité professionnelle, est souvent absente de son principal lieu de résidence, Bobo-Dioulasso, pour des périodes pouvant aller jusqu'à un mois. Les routes de certaines localités sont difficilement praticables et très exténuantes avec tous les risques d'accidents. La députée Korotomou Koté-Abou, par exemple, a été victime de deux accidents en 2008²⁰³. Dans ce contexte, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, l'accès au pouvoir municipal souvent perçu comme un premier créneau plus facilement accessible pour les femmes en raison de sa proximité géographique, (Bodrie 1985 cité par Pitre 1997 : 9) peut se confirmer dans le cas des grandes villes et non dans celui des petites localités. Ces dernières sont, en effet, souvent si déficientes en termes d'infrastructures que les femmes élues hésitent à s'y établir en permanence.

²⁰² Dano est à environ 150 kilomètres de Bobo-Dioulasso à environ deux heures de route.

²⁰³ Voir *L'Observateur paalga* du 14 novembre 2008, « Une lettre pour Laye : Des amazones burkinabé au Darfour. », <http://www.lefaso.net/spip.php?article29663&rubrique45>

Conclusion du chapitre

En puisant à l'expérience des femmes politiques interviewées, et par l'observation de la praxis politique au Burkina, ce chapitre a identifié les principaux facteurs favorables et défavorables à l'accès des femmes au pouvoir politique ainsi qu'à leur longévité dans le métier politique. Plusieurs éléments se conjuguent pour rendre unique la trajectoire de chacune de ces femmes politiques qui veulent réussir et laisser leur marque à titre d'actrices importantes dans leur domaine, dans leur parti. Une forte personnalité et une confiance en soi stimulées par le cadre familial ou scolaire ainsi qu'universitaire sont des atouts importants pour le métier politique auxquelles se greffent les motivations de servir les autres ou de protéger ses propres intérêts. Plusieurs, brillantes à l'école avaient un rapport privilégié avec leur père, et ont travaillé à répondre aux attentes de celui-ci, et même à lui ressembler pour certaines. La figure du père a, en effet, été plus déterminante que celle de la mère pour la majorité des femmes rencontrées, et pourrait s'expliquer par le fait que le père incarne le pouvoir dans les familles traditionnelles.

Si certaines se sont découvertes une conscience politique dès l'enfance en raison de l'inégalité de traitement entre elles et leurs frères, aucune ne trouvait pour autant, à ce moment là, les rapports entre leur mère et leur père asymétriques. La féministe Monique Ilboudo qui s'est révoltée très tôt contre le traitement différencié de ses parents entre elle et ses frères dit « [...] Pour nous, bon, ça nous apparaissait normal que la mère est à la maison, disponible, et que le père n'est jamais là [soit à l'extérieur à la recherche d'un revenu]. Enfin, quand il rentre, on est content de le retrouver quand il est de bonne humeur ». La prise de conscience des rapports inégalitaires entre hommes et femmes intervient souvent plus tard dans la vie adulte. Il est d'ailleurs apparu que, pour une femme mariée qui a un minimum d'éducation et qui voudrait se lancer en politique, le plus grand obstacle peut venir de sa vie de couple. Son époux est au cœur de sa capacité à accéder ou non au pouvoir politique.

Aucune des répondantes n'aurait osé se lancer en politique si son mari s'y était foncièrement opposé. Le Président de la République, lui-même, prend le soin d'informer des époux avant de nommer leur femme ambassadeure ou ministre. Ces difficultés des femmes mariées ne sont pas exclusives au domaine politique, mais surviennent dès que des femmes veulent s'occuper hors du foyer, et aspirent à une indépendance économique. Nous avons personnellement une camarade d'université qui, après sa licence de sociologie, n'a jamais pu exercer parce que son époux s'est toujours opposé à ce qu'elle se construise une carrière professionnelle. Muriel Devey dans *Découverte Burkina* (sans date : VIII) résume bien la situation :

[M]ême s'ils reconnaissent les avantages financiers que leur dame tire de ses activités, les conjoints ont du mal à accepter le partage des responsabilités et du pouvoir au sein du foyer et de la société qu'entraîne cette indépendance. Difficile donc pour madame de percer, si elle n'a pas l'appui de son époux. Des femmes avouent d'ailleurs qu'elles n'ont pu parvenir à leurs fins que parce que leur conjoint les a soutenues. Ou, tout au moins, parce qu'il ne s'y est pas opposé. Dans certains cas, la réussite économique du « deuxième sexe » peut déboucher sur des divorces. Dépossédé de ses « prérogatives », monsieur préfère alors se tourner vers une personne plus « soumise ».

Ainsi, toutes les femmes politiques mariées ont eu, au début, l'accord de leur époux avant de se lancer dans l'arène politique. Les résistances qu'elles ont éventuellement expérimentées sont venues après. La sphère privée est donc un front de bataille redoutable, et cela se joue sur plusieurs plans (rapports avec l'époux, la belle-famille, utilisation du rapport familial par les adversaires pour déstabiliser, etc.). C'est dans ce domaine que les adversaires politiques agissent pour déstabiliser les femmes politiques en distillant, par exemple, de fausses informations sur des liaisons qu'elles auraient avec des caciques du pouvoir ou de l'économie. Au regard de cette situation, la présence d'enfants en bas âge constitue, en revanche, une contrainte mineure que les femmes résolvent avec l'aide de parentes ou de personnel de maison. Ces différents éléments vont dans le sens de nos deux hypothèses à l'effet, d'une part, qu'il existe un lien explicatif entre les rôles dévolus aux femmes burkinabé par la

société et le fait qu'elles soient très peu représentées dans le champ politique et que, d'autre part, plus les femmes peuvent compter sur le soutien de leur époux, plus leur longévité ainsi que leur visibilité politiques seront grandes et inversement.

Plusieurs autres aspects sont ressortis de l'analyse. L'insuffisance de ressources financières des femmes peut constituer un handicap majeur pour l'accès au métier politique, mais elle peut être palliée par le capital social ou politique. Globalement, l'assise financière, les liens personnels avec un responsable politique ou les caciques du pouvoir ainsi que l'origine géographique combinée à la capacité de mobilisation d'un réseau social sont les principaux critères²⁰⁴ sur lesquels les partis politiques se basent pour recruter les femmes. Des instruments juridiques à caractère coercitif telle l'imposition des quotas peuvent aussi s'avérer des outils importants pour augmenter la participation féminine.

Il va de soi que tous les efforts investis pour augmenter la participation des femmes à la gestion des affaires publiques sont à saluer. Dans l'inconscient collectif burkinabé, même dans les contrées les plus reculées, il n'est plus inhabituel de poser le problème de l'exercice du pouvoir moderne par des femmes. Mais quels comportements les femmes adoptent-elles une fois au pouvoir ? Quel est leur rapport au pouvoir ? C'est à ces questions que nous tenterons de répondre dans le prochain chapitre.

²⁰⁴ Nestorine Compaoré (2002 : 58-88) pour sa part, identifiait cinq principaux critères selon lesquels les partis politiques recrutaient les femmes : « le paiement d'une caution, les liens personnels avec un responsable politique, le besoin d'attirer l'électorat féminin, l'origine géographique des candidates et enfin leurs compétences ».

CHAPITRE VII

LES REPRÉSENTATIONS ET LES STRATÉGIES DES FEMMES POLITIQUES AU BURKINA

À partir des récits des femmes politiques, le chapitre précédent a permis de dégager, d'une part, les facteurs qui favorisent leur accès et leur maintien dans des postes de pouvoir, et de l'autre, les principaux obstacles et contraintes qui en limitent au contraire cet accès. Dans le présent chapitre, nous nous intéressons aux rapports au pouvoir et au féminisme que ces femmes entretiennent avec l'intention de vérifier si les praxis du pouvoir ainsi que les stratégies qu'elles développent étayent la thèse de la participation différentielle des hommes et des femmes au pouvoir politique. Et plus particulièrement, il s'agit de se demander si leur présence en politique produit une gouverne politique plus sensible aux problèmes des femmes.

7.1 Des représentations

7.1.1 Le pouvoir politique selon les femmes

Au cours des entrevues, les répondantes nous ont parlé du pouvoir de manière principielle et théorique, faisant souvent place à une interprétation de ce qui devrait être plutôt qu'à ce qui est. Pour Odile Bonkoungou-Balima, « le pouvoir politique, c'est cette possibilité qui est accordée à des citoyens de s'exprimer, de participer à la gestion de la vie publique, à la gestion de la chose publique ». A sa suite, Séraphine Ouédraogo-Ouédraogo dit que « la politique de façon générale, c'est assurer le bien-être des populations à quelque niveau que ce soit. Qu'il s'agisse du niveau central, du

niveau législatif ou du niveau local ». Marie Madeleine Ouédraogo-Compaoré, pour sa part, précise : « Sans rentrer dans les théories, le pouvoir politique est un système organisé pour encadrer, gérer les hommes dans le sens de leur bien-être et dans l'intérêt du pays. C'est comme ça que je vois le pouvoir. Mais quand le pouvoir devient ce qu'il est parfois, je me dis qu'il est passé à côté de sa mission ».

De ces définitions, il ressort que les femmes politiques entretiennent une vision idéaliste du pouvoir qui doit être utilisé au service des autres. Elles sont conscientes, comme le témoignent les propos de Marie-Ève Sanou-Sanon, que le pouvoir est le fait d'une élite en qui une autre partie de la population a placé sa confiance pour qu'elle agisse pour son bien-être :

Ouf, vous savez, le pouvoir politique pour moi, le pouvoir politique ce n'est pas avoir la force ou le moyen de décider ce qu'on veut. C'est satisfaire un peuple qui a eu confiance en vous, qui vous a désigné-e. C'est lui permettre d'avoir le bien-être, pas la richesse mais le bien-être, c'est-à-dire avoir à manger et vivre dans la paix. Je pense que le pouvoir politique, c'est ça. C'est ce que je suis en train d'entreprendre pour mes militants (Bobo-Dioulasso, Awa Sanou-Sanon).

Toutes reconnaissent également que le pouvoir, quel que soit le pays, s'édifie sur la violence et s'avère un lieu de vive compétition, et cela qu'il soit exercé par des hommes ou par des femmes. C'est ainsi que Viviane Compaoré-Ouédraogo s'insurge, comme déjà mentionné, contre la tendance à évoquer le manque de solidarité entre les femmes comme cause du faible accès de ces dernières aux instances de décision. Selon elle, la compétition est inhérente à la conquête du pouvoir et les régicides sont principalement l'œuvre des hommes :

Vous avez vu les hommes se partager le pouvoir où ? Ce qu'il y a chez les hommes là, c'est ce qu'il y a chez les femmes. Ce n'est pas la croix rouge, c'est la conquête du pouvoir. [...] Pour la conquête du pouvoir, ils ne sont pas solidaires. On a vu des gens se tuer pour la conquête du pouvoir. Les guerres et tout ça, c'est pour le pouvoir mais pourquoi voulez-vous que les femmes fassent l'exception, c'est le même pouvoir !

Ainsi, bien que la plupart des femmes politiques affirme qu'à travers leur accession au pouvoir, elles cherchaient à se mettre au service des autres, elles sont par ailleurs

suffisamment réalistes pour être conscientes qu'elles ont eu ou auront à mettre en œuvre des stratégies compétitives et combatives pour accéder ou se maintenir au pouvoir

7.1.2 L'égalité entre hommes et femmes, c'est l'égalité de droits et de chances, c'est la complémentarité !

L'analyse des verbatim révèle que les femmes politiques ont assimilé les représentations et positions « officielles », politiquement souhaitables d'une égalité formelle de droits qui s'appuie essentiellement sur des changements de structures ou de politiques, mais qui ne sont pas nécessairement suffisantes pour assurer une égalité de fait. Ainsi, seules 5 femmes politiques sur les 45 ont répondu à la question « que pensez-vous de l'égalité entre hommes et femmes » sans prendre la précaution d'en préciser le contenu. Vivianne Compaoré-Ouédraogo par exemple avant de répondre a tenu à dire :

On s'entend bien, égalité en droits. Parce que nous les femmes, nous avons une responsabilité dans le fait que l'égalité entre hommes et femmes est mal perçue par la société. Je dis qu'on a trop mal compris. Certaines ont mal compris, elles ont cru qu'égalité, c'est ton pied, mon pied²⁰⁵. Non, on n'a pas besoin de faire mon pied, ton pied pour être l'égale de l'homme. L'égalité, c'est dans les responsabilités et dans les droits (Ouagadougou, 23 octobre 2009).

Joséphine Kanyoulou-Drabo, elle, insiste davantage sur l'association égalité-complémentarité pour expliciter sa représentation de l'égalité de droits.

Moi, c'est la façon dont [l'égalité entre hommes et femmes] c'est dépeint qui ne me plaît pas. Je crois à l'égalité entre l'homme et la femme au niveau des droits.

²⁰⁵ Poser les mêmes actes que les hommes. Se comporter comme ces derniers.

Voilà, au niveau des droits, droits écrits. Mais au niveau de la vie quotidienne, moi je vois une complémentarité. [...] Moi personnellement, je préfère complémentarité. J'ai peur de tomber de l'autre côté en voulant réclamer ce que je ne suis pas en réalité. Côté droits, droits écrits, je n'ai rien à discuter, nous sommes égaux, mais dans la vie quotidienne comme ça, on est complémentaire parce que l'égalité, elle ne peut pas être sur tous les points (Ouagadougou, 16 février 2009).

Même parmi les cinq qui ont répondu de façon spontanée sans demander qu'on explicite auparavant le concept d'égalité, leur position concerne les droits formels. C'est le cas notamment d'Alice Tiendrébéogo-Kaboret qui dit : « C'est comme l'égalité entre tous les hommes [humains]. Moi, l'égalité, c'est le fait que l'homme et la femme aient les mêmes droits et les mêmes devoirs ».

Paradoxalement, les déclarations de certaines femmes révèlent que celles-ci, tout en réclamant l'égalité formelle pour les femmes, ont bien intériorisé le statut d'infériorité des femmes. Une position qui peut en effet surprendre est celle de cette femme politique et pas des moindres qui dit : « C'est vrai qu'on lutte pour que les femmes aient les mêmes droits que les hommes, mais de là à penser que la femme est l'égale de l'homme, ben ! Est-ce que les femmes peuvent réaliser les durs travaux physiques ? ». Une telle conception rejoint celle de l'employée du Bureau International du Travail que nous avons mentionnée dans le chapitre 5 et qui, sur la base de la faiblesse physique des femmes, est à la limite choquée qu'on parle d'égalité entre hommes et femmes sans plus. Dans la même foulée, un homologue masculin d'une adjointe au maire, qui fit son entrée alors que nous étions en entretien, tint les propos suivants après quelques minutes d'échanges : « Même si vous êtes maires, il faut que vous compreniez que vous restez des femmes, vous êtes inférieures aux hommes ». L'adjointe au maire n'ayant pas réagi, nous nous sommes permise de lui répondre que nous n'étions pas inférieures aux hommes. Il s'énerva et tonna : « Et si on vous dit que vous êtes supérieures aux hommes ! ». À quoi nous répondîmes, « ni moi ni le maire n'avons dit ça [que nous étions supérieures aux

hommes] mais nous ne sommes pas inférieures aux hommes ». Il dit « bon », prit les documents qu'il était venu chercher, quitta le bureau et nous laissa continuer l'entrevue.

La tension entre *égalité* et *complémentarité* versus *supériorité* et *infériorité* a toujours été réelle mais avant de revenir sur cette question, il convient de noter que nous avons eu le sentiment que les différents cadres d'échanges et de formation auxquels les femmes politiques ont participé, ont eu de l'influence sur le besoin qu'elles ressentent à préciser le sens qu'elles accordent à l'enjeu d'égalité entre les femmes et les hommes. Thomas Sankara par exemple, chantre et fervent défenseur de l'égalité entre femmes et hommes au Burkina, comme nous l'avons déjà souligné, ne fait pas exception lorsqu'il précise dans son Discours d'Orientation Politique (DOP) du 2 octobre 1983 que le but final de la Révolution était de :

Construire une société libre et prospère où la femme sera l'égale de l'homme dans tous les domaines. Cependant, il convient d'avoir une juste compréhension de la question de l'émancipation de la femme. Elle n'est pas une égalité mécanique entre l'homme et la femme, acquérir les habitudes reconnues à l'homme : boire, fumer, porter des pantalons. Ce n'est pas cela l'émancipation de la femme. Ce n'est pas non plus l'acquisition de diplômes qui rendra la femme égale à l'homme ou plus émancipée. Le diplôme n'est pas un laissez-passer pour l'émancipation. [...] La vraie émancipation de la femme, c'est celle qui force le respect et la considération de l'homme (Thomas Sankara, 2001b : 28).

Ainsi, même le premier des Burkinabé d'alors, qui a osé braver l'ordre traditionnel patriarcal, prenait bien soin de dire qu'il ne s'agit pas d'une égalité mécanique. Depuis, des consultants nationaux se chargent de relayer cette distinction. Lors de la formation des femmes dans les exécutifs des communes organisée par NDI-Burkina-Faso en septembre 2007, on peut lire dans la communication de Coulibaly et Ouattara (2007 : 4) que l'égalité « doit être prise sur le plan de l'égalité de droits et non sur le plan mathématique. Il s'agit de l'égalité des chances ». C'est ce que précise également un document de WILDAF-FeDDAF/Burkina (2002c : 11) : « [l']égalité

n'est pas une égalité mathématique mais elle explique une distribution plus juste des biens économiques, du pouvoir politique et des avantages sociaux ». C'est donc assez évident que c'est principalement la notion juridique de l'égalité qui prévaut comme objectif social. Et les opinions des femmes politiques quant à la possibilité d'atteindre un tel objectif sont fort diversifiées se distribuant sur un continuum allant des *fatalistes aux optimistes, en passant par les défaitistes*. Pour la première catégorie, une de nos interviewées dira : « Quand on dit égalité, c'est des mots ! Nous les femmes, on veut que ça change, mais il ne peut y avoir d'égalité entre les hommes et les femmes. De part la nature même, nous sommes venus au monde et avons trouvé que l'homme est supérieur à la femme. Regarde les coutumes ». D'autres plus positives, et partant du fait que ce sont les coutumes qui sous-tendent cette inégalité, pensent que la situation pourrait s'améliorer.

L'égalité, ça dépend du départ, de l'éducation. Parce que c'est à la base que le problème se pose. Là, il n'y a même pas d'égalité. On a été formé que c'est la femme qui doit être soumise. Nous avons reçu cette éducation et on grandit avec. Donc il faut qu'on travaille à ce niveau là. Dans les études [scolaires et universitaires], il n'y a pas de problème, les filles ont montré qu'elles sont même mieux que des hommes. Donc, les hommes aussi commencent à comprendre. Quand on parle d'égalité comme ça, ce n'est pas l'égalité physique, c'est l'égalité intellectuelle. [...] L'égalité de droits, c'est un autre problème. Dans les documents, c'est effectif, mais dans les faits, c'est une lutte quotidienne (Marie Madeleine Compaoré-Ouédraogo, Ouagadougou, septembre 2007).

Je pense que [l'égalité entre hommes et femmes] est une équation possible mais que pour y arriver, il faut, en tout cas en ce qui concerne notre cas et notre culture, il faut faire un travail de très très longue haleine. Je dis ça très souvent, quand je me compare à ma mère, à ma tante, je peux vraiment me mettre à côté de mon mari, je peux lui tenir tête dans des discussions. C'est possible et je crois que ma fille, ma petite-fille, les générations à venir seront encore mieux que ce que nous sommes actuellement. Donc c'est possible sur tous les plans, intellectuel, politique, économique. Nos mères n'ont pas pu le faire parce qu'elles n'ont pas reçu une éducation, mais nous, nous avons reçu une éducation, peut-être les mêmes formations que les hommes. Donc nous pouvons revendiquer cette égalité là (Céline Yoda-Konkobo, Ouagadougou, 12 novembre 2007).

Mais quelle que soit leur position sur les probabilités d'atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes dans un plus ou moins court terme, toutes partagent l'avis que celle-ci devra se faire dans le respect de la *complémentarité*. Le principe de complémentarité entre les sexes qui entretient une assignation à des statuts et des rôles différenciés selon le sexe, constitue en effet, comme nous l'avons soulevé dans le cadre théorique, le dénominateur commun à la grande majorité des femmes africaines et burkinabé en particulier. Le risque qu'il induit de re/conduire des positions et statuts inégaux est peu ou pas pris en considération. Au contraire, à l'instar de Thomas Sankara, plusieurs femmes ont tendance à croire que le combat contre l'oppression des femmes peut être gagné « si nous [hommes et femmes] retrouvons notre complémentarité, si nous nous savons nécessaires et complémentaires, si nous savons enfin que nous sommes condamnés à la complémentarité » (Sankara, 2001 : 17). Représentation que partage Marie Madeleine Ouédraogo-Compaoré lorsqu'elle affirme en entrevue : « Moi, je me dis qu'il faut un équilibre. L'homme a besoin de la femme, la femme a besoin de l'homme. La société a besoin des deux. Et ce n'est que dans l'harmonie qu'on pourra aboutir à quelque chose de très positif ».

La notion d'égalité est ainsi semée d'ambiguïtés et de tensions. Admettre l'égalité de droits entre hommes et femmes, équivaut à remettre en question le postulat de la supériorité masculine qui sous-tend toute l'organisation sociopolitique des sociétés. Or, les définitions que les femmes politiques ont données de l'égalité montrent qu'elles partagent une conception juridique de l'égalité de droits et de responsabilités entre les sexes, mais qu'elles sont loin d'adhérer aux représentations et positions nécessaires pour permettre l'avènement d'une égalité de fait. En reprenant la définition de l'égalité entre hommes et femmes par la Banque mondiale (2003 : 3) mentionnée dans le chapitre 5, à savoir qu'il s'agit de trois éléments : « égalité devant la loi, égalité d'opportunités et égalité d'influence », nous pouvons, sur la base des discours des femmes, dire qu'elles souscrivent aux deux premiers aspects et non au

troisième. En effet, il ressort en sourdine de leurs propos que « la femme doit avoir les mêmes droits et chances que l'homme mais ce dernier reste le chef ». Or, l'égalité de fait entre les femmes et les hommes demande plus que des politiques sociales de non-discrimination et d'inclusion. Elle appelle à un changement des mentalités, des rapports hommes-femmes et à l'instauration de la mixité, non seulement dans l'espace public, mais bien aussi dans l'espace privé (partage des responsabilités, soins aux enfants, etc.). La définition de l'égalité de fait proposée par la commission européenne relève fort à propos les conditions sociales essentielles à son atteinte :

Cette notion signifi[e], d'une part, que tout être humain est libre de développer ses propres aptitudes et de procéder à des choix, indépendamment des restrictions imposées par les rôles réservés aux femmes et aux hommes et, d'autre part, que les divers comportements, aspirations et besoins des femmes et des hommes sont considérés, appréciés et promus sur un pied d'égalité (Commission européenne, 1998 : 27).

Au vu d'une telle définition, il ne fait aucun doute à nos yeux qu'il reste un long chemin à parcourir avant que l'égalité des sexes ne devienne une réalité au Burkina.

L'encart ci-dessous vient en appui à cette évaluation.

A quand l'émancipation des femmes ?

Une journée dans un salon de coiffure à Ouagadougou au Burkina Faso peut saper le moral de plus d'une militante féministe pour plusieurs jours ! Les salons de coiffure sont, en effet, des lieux privilégiés de retrouvailles. Après une journée de travail bien chargé, passer au salon peut être relaxant ! On y a quelquefois la joie de retrouver des camarades de l'école primaire, de lycée, d'université avec lesquelles comme on dit, on échange « de tout et de rien ». Mais, mais, si vous êtes féministe engagée, c'est-à-dire activiste en matière de recherche d'égalité entre hommes et femmes, vous pouvez y perdre vos moyens et vous demandez si vous ne prêchez pas dans le désert, si vous ne vivez pas dans un monde loin de celui de vos consœurs !

Eh oui, la grande majorité de ces dames n'ont d'objectif que de séduire, séduire et encore séduire l'homme. Entre la femme intellectuelle occupant des hautes responsabilités dans une grosse entreprise de la capitale qui, à plus de 40 ans, continue de rouler les yeux comme pour allumer nous ne savons qui et la vendeuse d'arachides au jean, taille basse qui laisse entrevoir le string -sous-vêtement des filles branchées (Sic)-, la différence n'est pas bien grande. C'est plaire, plaire et plaire, sur le plan physique plus que les autres femmes, la coépouse, la sœur, la cousine, la rivale. Et les discussions sont en général centrées sur la chance qu'a eu une telle d'avoir un foyer, l'attente qui se fait trop longue pour telle autre et la répudiation qui frappe une troisième, etc. Un bémol néanmoins, celles-ci sont entrecoupées de récits de succès scolaires des membres de l'entourage, mais rarement, de la gravité de la corruption dans le pays, de la grande majorité qui se paupérise pendant qu'une élite s'enrichit, du bilan du maire de telle ville ou tel village, de l'inégalité d'accès à la scolarisation des filles, de la place des femmes dans l'espace public, etc. Pire, on souligne le manque de charme de telle femme politique ou le manque de finesse de son grain de peau.

Le constat d'une telle situation a amoindri le choc que nous avons reçu quand ce haut cadre burkinabé, employé dans le système des Nations-Unis depuis plus de vingt ans et très respecté dans le pays nous a tenu les propos suivants : « Ma collègue des Nations-Unies chargée du genre, elle parle d'égalité entre hommes et femmes. Je lui dis, elle raconte sa vie ouais ! ».

Mais pourtant, nous ne nous décourageons pas. Car en tant que féministe, nous comprenons que ces comportements sont reliés à la socialisation qui a appris aux femmes qu'elles n'existaient qu'à travers un homme ; à l'hyper sexualisation de la société voire à la « pornographisation » de l'espace public. Les femmes ne sont pas les alter ego des hommes et leur estime de soi est encore fortement fondée sur l'appréciation, le regard du mâle !

Figure 7-1 A quand l'émancipation des femmes ?

7.1.3 Le genre à la place du féminisme !

L'adhésion à la perspective de la complémentarité sous-tend des critiques vives de la part de femmes politiques à l'égard du féminisme occidental. Notre recherche nous permet, en effet, de dégager le rapport que les femmes burkinabé entretiennent avec

le féminisme. Un premier constat est que le féminisme effraie et est à la limite tabou (Ilboudo, 2007 : 163). Se réclamer féministe est diversement interprété par nos 45 femmes politiques.

Une première interprétation est que cela veut dire *avoir un comportement féminin c'est-à-dire en adéquation avec les qualités dites féminines* comme cette femme politique qui dit : « Vous-même, vous voyez de part mon comportement que je ne suis pas féministe. Mon caractère n'est pas du tout féminin » (Une femme politique). Une deuxième interprétation est qu'il s'agit de *lutter uniquement pour les femmes* ainsi que l'exprime l'adjointe au maire Sita Ouattara-Ouattara : « Ounh, ounh ! [hésitations] Non, je ne suis pas féministe. Ce qui me dérange aujourd'hui chez les hommes, c'est le fait que l'homme trouve qu'il est le plus fort. C'est ce qui me dérange chez les hommes, donc, je ne vais pas transporter la même chose à l'état féminin. Le féminisme, c'est quoi ? C'est quelque chose qui prône que tout doit être féminin ! » (Bobo-Dioulasso, septembre 2007). Enfin, cela est perçu comme *lutter uniquement pour les femmes et contre les hommes* : « Qu'est-ce que ça veut dire ? C'est le soutien exagéré aux femmes ! Non [je ne suis pas féministe], il faut définir d'abord » (Séraphine Ouédraogo-Ouédraogo, mairesse, Ouagadougou, 14 novembre 2007).

A partir de ces différentes définitions qu'elles donnent du féminisme, les femmes politiques peuvent être globalement regroupées en deux catégories, à savoir celles qui ne se définissent pas féministes (14/45) et celles qui se définissent comme tel, mais en revendiquant l'africanité de leur conception (31/45). Les femmes qui refusent le qualificatif de féministes dénoncent, ainsi qu'il transparaît dans le propos de Ouédraogo-Ouédraogo, des excès du féminisme occidental et le fait que ce mouvement serait concentré uniquement sur les femmes, voire contre les hommes.

Lisons d'autres réactions qui mettent en relief les diverses interprétations du concept.

Bon, le féminisme, c'est un comportement mais je ne pense pas [que je sois féministe]. Je suis légaliste. Je respecte les deux sexes. Je ne suis pas forcément féministe. Quand c'est en faveur de la femme et que c'est bon, je dis que c'est bon. Quand ce n'est pas bon aussi, je dis que ce n'est pas bon. Je ne suis pas trop féministe. Parce que quand on est trop féministe, on peut échouer dans sa mission (Gisèle Guigma-Diasso, ancienne ministre de la promotion de la femme et députée Ouagadougou, 14 septembre, 2007).

Non, je ne suis pas féministe. Parce que je ne suis pas d'accord qu'on ramène tout à la femme. [...] Moi, je suis pour l'émancipation de la femme par elle-même. [...] Même les mouvements qu'on taxait de féministes là, ce n'était pas si féministe que ça hein. Ce sont des femmes qui se battaient pour une cause, alors, on les a taxées de féministes. Ce ne sont pas des féministes ! Non, elles ne sont pas des féministes. Elles se battaient pour améliorer leurs conditions de vie, pour se faire entendre, pour se faire accepter par la société. Si on appelle ça féminisme, peut-être, on va me taxer de féministe (Ramata Diallo, ex-députée, Ouagadougou, 4 septembre 2007).

Moi, je mène le combat de la femme de façon raisonnable, sans quand même perdre aussi mes valeurs africaines. Donc, je ne sais pas si j'ai répondu à la question (Aïssata Sidibé, députée, Ouagadougou, 12 mars 2008).

Je pense qu'à un certain moment, j'ai dû être féministe. Peut-être dans les années 70 (Alice Tiendrébéogo-Kaboret, ancienne ministre de la promotion de la femme et ancienne députée, Ouagadougou, 21 novembre 2007).

Les femmes qui se définissent féministes le font souvent à partir d'une posture mitigée, voire ambiguë et prennent bien soin de qualifier leur propos. Céline Yoda-Konkobo, ministre de la Promotion de la Femme depuis 2007 dit : « Féministe dans le style européen non. Féministe à promouvoir la femme jusqu'à l'extrême, jusqu'à renier certaines valeurs de chez nous. Moi, je ne suis pas de ce féminisme là. J'essaye d'adapter mon féminisme à mon contexte. [...] Parce que le lesbianisme, c'est du féminisme exagéré ». Monique Ilboudo, ancienne ministre de la promotion des droits humains connue comme féministe à travers ses différents écrits qui dénoncent les rapports inégalitaires de sexe, elle, dit :

Oh, si féministe veut dire juste lutter pour donc plus de justice, plus d'égalité à l'égard des femmes, oui, je suis féministe.[...] Moi, je suis féministe et je n'ai aucune gêne à le dire mais je sais que rarement vous trouverez des femmes ici, qui se disent féministes [...] Oui [je suis féministe] mais pour ne pas faire peur à certaines personnes, je leur explique ce que ça veut dire être féministe, sinon les gens n'écoutent pas votre discours (Ouagadougou, 10 octobre 2007).

Ainsi, l'abolition de la division sociale des sexes telle que réclamée par les féministes radicales est mal comprise, galvaudée et rapidement assimilée par plusieurs à une guerre contre les hommes que les femmes politiques burkinabé veulent éviter à tout prix. Elles sont dès lors à la recherche d'autres concepts et stratégies plus aptes, à leurs yeux, de favoriser une culture d'harmonie entre les sexes. C'est la position de Denise Badini-Folame, Maître-assistante à l'université de Ouagadougou, qui insiste sur le fait qu'il faut trouver un autre concept si on veut gagner le combat de la promotion des droits des femmes. Et à cet effet, le concept *genre* qui ne désigne pas les femmes uniquement, mais la construction sociale des rapports de sexes semble faire l'unanimité, et leur apparaît participer à une culture de dialogue puisqu'il suscite l'adhésion des différents acteurs, incluant les responsables politiques, de la société civile et les bailleurs de fonds. L'approche genre est définie par le ministère de la Promotion de la Femme ainsi qu'il suit :

Une philosophie du développement qui vise à promouvoir le développement du pouvoir des femmes et des hommes, des pauvres en les aidant à accroître leur capacité, leur accès aux ressources, aux pouvoirs politiques nécessaire pour atteindre et maintenir un niveau de vie satisfaisant.

[...]

L'approche Genre engendre une meilleure connaissance des relations, des conflits et des dépendances entre les différents groupes, ce qui permet d'engager

des actions favorisant un développement plus équilibré entre hommes et femmes²⁰⁶.

Les femmes politiques associent l'approche Genre et Développement à un processus participatif qui ne serait lié ni au sexe, ni à la religion, mais viserait l'équité entre les sexes. Viviane Compaoré-Ouédraogo, ancienne ministre et ancienne parlementaire exprime bien la position de la grande majorité des femmes politiques burkinabé :

Féministe dans le sens de tout pour la femme, non. Non, moi, je ne suis pas féministe. Moi, je suis, comme quelqu'un le dirait, un soldat du développement. Moi, je suis d'accord pour l'analyse genre, pour qu'on fasse tout sous l'angle du genre. Féministe tout pour la femme, même si elle a fait une bêtise, il faut la défendre non ! [...] Le mot genre est mieux. Dans la conception populaire là, féministe, c'est celle qui défend bec et ongles les femmes quelle que soit la situation, genre c'est mieux.

Selon les femmes politiques rencontrées, la dynamique dont promeut l'approche genre permettra aux femmes de prendre du pouvoir dans la négociation avec les hommes. Et ces derniers en sont conscients. Une anecdote personnelle en est l'illustration. En 1995, alors que nous étions la responsable du bureau genre d'un projet de coopération entre le Burkina et les Pays-Bas, un de nos collègues nous demanda après une formation sur *Genre et Développement* (GED) que nous avions organisée : « Lydia, quel est l'objectif caché du GED ? (Rires) Parce que je vous vois venir ? Vous voulez le pouvoir ! ».

Les femmes politiques burkinabé veulent donc, comme déjà noté dans le cadre théorique, *lutter dans la mixité*. Il n'est nullement question pour elles de remplacer une domination par une autre domination. Selon elles, pouvoir négocier avec les hommes, c'est déjà une forme d'égalité. Elles rejoignent ainsi un certain nombre

²⁰⁶ Ministère de la promotion de la femme, *La Politique Nationale Genre*, <http://www.mpf.gov.bf/png.html>. Page consultée le 22 mai 2010.

d'auteurs-es de l'Occident qui invitent à penser les relations entre les sexes autrement qu'en termes d'égalité/inégalité (Lasvergnas, 1988 ; Champagne, 1997).

D'un point de vue individuel, elles ont, toutes, tendance à circonscrire la lutte pour les droits des femmes au domaine public. Elles refusent de conceptualiser les rapports de sexe en termes de conflits. Tout en déplorant le fait que les hommes burkinabé continuent de s'impliquer peu dans les tâches ménagères²⁰⁷, elles ne remettent pas en cause le principe de l'homme chef de famille, et assument le fait qu'elles soient principalement responsables des tâches domestiques. Et comme nous le voyons à travers le propos de Céline Yoda-Konkobo, il n'est pas question surtout de défendre des droits d'homosexuels qu'elles jugent comme étant des positions féministes abusives !

Il convient de faire observer que, si pour les femmes africaines le concept genre, permet de préserver la complémentarité des sexes, Sarcey-Riot (1994) au contraire, fait remarquer que ce concept permet de questionner, de remettre en cause la complémentarité. Elle dit :

A l'encontre de l'idée de complémentarité, si souvent avancée pour légitimer une domination, le concept de genre offre la possibilité de penser les rapports de sexe dans le processus politique qui engendre et renouvelle la hiérarchie. Mode de penser qui rend possible la mise en question de cet invariant qu'est la « complémentarité hiérarchique » et dont partout sont victimes les dominés en général (Sarcey-Riot, 1994 : 19).

En effet, en dépit de l'adhésion qu'elle reçoit des femmes politiques, l'approche genre risque de faire trop de place au relativisme culturel et à une « implicite » reconnaissance de la hiérarchie sexuée. Cela transparaît dans le rapport de 2009 de Jacqueline Terrillon et Nestorine Sangaré - deux consultantes en genre - sur l'*analyse*

²⁰⁷ Ce phénomène est mondial. Plusieurs documents relèvent le fait que les tâches domestiques continuent de peser plus sur les femmes (Badini-Kinda, 2004; Barrère-Maurisson 2004; Roux, 1999).

de genre du secteur des organisations de la société civile au Burkina Faso. Ces deux auteures, d'un côté, y dénoncent les limites de l'approche Intégration des femmes au développement qui, entre autres, « ne remet pas en question les relations inégales entre les hommes et les femmes qui sont socialement construites et « protégées ». Le statut social inférieur de la femme n'est pas contesté [...] », mais d'un autre côté, elles écrivent dans la même page que :

[D]'autres actions ciblées spécifiquement sur les femmes le sont car elles répondent à un besoin particulier aux femmes (ex : santé de la reproduction, suivi périnatal, etc.). Cela ne veut pas dire que les hommes doivent être écartés de ces activités, bien au contraire. Ils doivent également être impliqués, mais en fonction de leur « rôle », à savoir décisionnel et de pourvoyeur au sein du ménage » (Terrillon et Nestorine : 26).

Ainsi, ces deux auteures dénoncent le statut social inférieur accordé aux femmes tout en reconnaissant un rôle décisionnel et de pourvoyeur aux hommes.

7.1.4 L'Occident a à apprendre de l'Afrique : nos actions doivent être endogènes

De façon plus large, les femmes politiques burkinabé ne veulent pas embarquer dans le train du féminisme à l'occidental ou dans la façon dont les femmes revendiquent le pouvoir dans cette région du monde. Selon elles, l'Afrique a des richesses dont l'Occident peut et doit s'inspirer. Ainsi, tout en notant l'effet d'entraînement que peuvent avoir les victoires des femmes d'ailleurs, elles insistent sur la nécessité de l'« endonégité » de l'action des Africaines.

Cinq femmes politiques, toutes de niveau universitaire ont, en effet, fait référence à des situations d'autres femmes politiques au niveau international : l'assassinat de Benazir Bhutto, les défaites de Ségolène Royal et de Hilary Clinton, l'ascension de Johnson Shirlef à la magistrature suprême et l'action de Simone Weil qui a pu faire passer la loi sur le droit à l'avortement en France. Juliette Bonkougou-Yaméogo dit :

Après des années ici au Canada, je peux dire que toute réflexion faite, la condition des femmes à travers le monde est similaire malgré les différences liées à l'histoire, aux conditions socio-politico-économiques des pays respectifs. Il faut qu'elles aillent chercher avec leurs dents ce que les hommes se battent pour obtenir. Si je m'en tiens à l'actualité récente, je constate que Ségolène Royal n'a pas été élue en France, aux États-Unis, tout en étant fière en tant que Noire de l'élection de Barack Obama., je constate qu'Hillary Clinton aussi n'a pas été élue. Leurs élections auraient constitué des signaux très forts dans nos contrées où on aime tant se référer à ces pays comme exemples. Leur échec constitue des contre-exemples qui imposent à nos femmes africaines encore plus d'efforts. Mais, ma fille, la grande question que nous devons nous poser aujourd'hui, est de savoir si la cause de la femme a réellement progressé. [...] Nous devons réinventer le féminisme, celui du 21^e siècle (Montréal, le 5 décembre 2008).

Mais bien que soulignant le fait que les résultats des luttes des femmes occidentales ont des retombées sur celles des femmes africaines, elles insistent, à l'instar de Juliette Bonkougou-Yaméogo, sur le fait que « nous africaines, nous devons veiller à une chose. Il faut savoir parfois ne pas automatiquement enfourcher le cheval de bataille des Occidentales parce que nous avons quand même des spécificités pour notre combat. [...] Je veux que nous sachions aussi faire valoir notre originalité ».

Se basant essentiellement sur trois faits, Bonkougou-Yaméogo défend la position selon laquelle, l'Occident a à apprendre de l'Afrique. Le premier est que l'allaitement artificiel a été considéré à un moment donné comme une grande trouvaille, mais que les spécialistes s'accordent à présent sur la supériorité de l'allaitement maternel qui a toujours été la pratique chez les Africaines. Les femmes africaines traditionnelles allaitent les enfants sur au moins un an, voire plus, soit jusqu'à ce qu'il/elle marche ou qu'un-e autre soit en route. L'occident a spéculé sur les bienfaits d'écourter ce temps d'allaitement maternel pour finir par reconnaître que plus il est long, plus il est bénéfique pour l'enfant. Le deuxième est le portage des enfants dans les poussettes qui est aussi considéré comme une avancée en Occident. Toutefois, on commence à

dire qu'il ne faut pas coucher les enfants face au public parce que cela les stresse²⁰⁸. On finira par reconnaître la supériorité des avantages du portage des enfants au dos dont l'un est que, cela laisse les mains libres pour d'autres activités.

[...] Tu sais, moi j'ai commencé à me méfier de la culture occidentale. Tu sais que dans les années 60-70, le biberon était considéré comme une avancée par rapport au lait maternel. Ils ont fini par dire que c'est le lait maternel qui est meilleur pour le bébé. Ils ont commencé par dire qu'il faut allaiter les enfants pendant six mois, maintenant ils disent deux ans. Tu sais que chez nous, les mères portent les enfants jusqu'à ce qu'ils marchent, ils courent et reviennent téter. L'autre jour, j'écoutais une émission où ils ont dit que les Kangourous [et les poussettes], il ne faut pas les porter face aux gens parce que ça donne le stress. Petit à petit, tu vas voir qu'ils vont revenir à notre portage au dos. Donc, c'est pour avoir observé des évolutions dans plusieurs faits que j'invite à la vigilance en fait (Juliette Bonkougou, Montréal, le 5 décembre 2008).

Le troisième enfin est qu'au Québec, par exemple, on est revenu sur la rétention du nom de naissance par la femme mariée, ce qui était et est le cas en milieu traditionnel africain.

Tu vois que de plus en plus, les femmes mariées gardent leurs noms de familles. Tu vois, Pauline Marois, son mari s'appelle comment ? C'est un retour à ce que notre culture connaissait au début. Tu sais bien que dans notre culture profonde, la femme mariée gardait son nom, c'est pour imiter un peu l'Occident que moi, je m'appelle Bonkougou, sinon ma mère, on va l'appeler par son nom de famille (Montréal, le 5 décembre 2008).

La position de ces femmes politiques qui prônent une « endogénéité » des actions des femmes africaines procède d'une critique de la société de consommation qui tend à universaliser le modèle de consommation occidental à l'échelle planétaire, et dont l'une des conséquences est la perte progressive des valeurs des autres sociétés et par conséquent, une suprématie de la culture occidentale et américaine. L'« endogénéité »

²⁰⁸ Une émission sur TVA en novembre 2008 à laquelle a fait également référence Bonkougou-Yaméogo.

des valeurs et des démarches s'avère, à leurs yeux, la clé du succès de la promotion des femmes en Afrique.

En résumé, pour les politiciennes rencontrées, faire la politique, c'est se mettre au service des autres en investissant le champ politique. Mais, bien qu'elles occupent la sphère publique d'une manière non traditionnelle, elles n'arrivent pas à surmonter les représentations qui associent les femmes prioritairement à la famille et les hommes à la sphère publique, en l'occurrence la politique. On pourrait dire que ce sont des femmes de « droite » libérale et des centristes. Elles combattent des pratiques traditionnelles telles l'exclusion des femmes des instances décisionnelles, le mariage forcé et l'excision, mais ne veulent pas endosser, par exemple, des luttes pour la défense de droits de personnes homosexuelles ou pour une transformation en profondeur des rapports privés entre les hommes et les femmes. Elles ont une position modérée entre conservatisme et progressisme. De telles positions et représentations s'expliquent possiblement en partie par l'attachement aux valeurs religieuses, alors que « par essence, la démocratie repose sur des règles civiles », élaborées par des humains et modifiables au besoin (Guilbault, 2008 : 34), et va de pair avec la laïcité. Le Conseil pontifical Justice et Paix dans le *compendium de la doctrine sociale de l'église* notamment, affirme que le génie féminin est nécessaire à la vie sociale et que l'accès au travail salarié des femmes doit, de ce fait, être garanti par leur formation professionnelle. Toutefois, il précise que les femmes restent prioritairement associées à la sphère privée de la famille :

[l]a reconnaissance et la tutelle des droits des femmes dans le contexte du travail dépendent, en général, de l'organisation du travail, qui doit tenir compte de la dignité et de la vocation de la femme, dont la « vraie promotion (...) exige que le travail soit structuré de manière qu'elle ne soit pas obligée de payer sa promotion par l'abandon de sa propre spécificité et au détriment de sa famille dans laquelle

elle a, en tant que mère, un rôle irremplaçable²⁰⁹ (Conseil pontifical justice et Paix, 2008 : 167).

Voyons à présent comment les femmes investissent le champ politique.

7.2. Des stratégies ou comment-on arrive à la politique

Un des constats forts retenus du chapitre précédent est que les femmes politiques, au Burkina, arrêtaient la politique à la porte du domicile conjugal. La règle d'or qu'elles appliquent est d'acheter par tous les moyens l'amour, le soutien et la considération de leur époux. Outre cette stratégie, elles utilisent plusieurs autres stratégies, mais aussi accommodements pour se faire une place dans le champ politique et s'y maintenir tel l'activisme dans le milieu associatif, la présence aux événements sociaux, la mise en sourdine de leur appartenance partisane dans leur circonscription d'élection, le réalisme dans les discours de campagne électorale, la fréquentation régulière des lieux de culte, etc.

7.2.1 La vie associative, un instrument efficace pour l'apprentissage et la survie politique. La présence aux grands événements sociaux, une stratégie électorale

Le milieu associatif est un lieu pour l'apprentissage et l'exercice d'un leadership effectif par les femmes, avons-nous vu. Les femmes au Burkina vont davantage vers le milieu associatif que vers le champ politique qui est vu comme un lieu de vive compétition (Tiendrébéogo-Kaboret 2002 ; Ilboudo 2006 ; Vokouma 2006). Cet engagement social dans des associations vouées au développement a été, pour la grande majorité des femmes politiques, un tremplin et un facteur déterminant dans leur décision de se présenter à un électorat. Les « associations de développement sont devenues aussi, à côté de leurs fonctions socio-économiques explicites, des moyens

²⁰⁹ Citation tirée de Jean-Paul II, Encycl. *Laborem exercens*, 19 : AAS 73 (1981) 628.

d'édification ou de renforcement des réseaux de clientèle et d'influence et, par conséquent, des instruments d'accès aux ressources et positions politiques » confirme Diawara (1996 : 230).

Joséphine Drabo-Kanyoulou pour sa part raconte :

Au début quand j'ai commencé à travailler avec les femmes dans le domaine associatif, je n'avais pas une vision politique. C'est au fur et à mesure, et le fait aussi de fréquenter les gens, puisque vous êtes dans un groupe. [...] Il y a les hommes et les femmes politiques qui vous fréquentent, et vous vous rendez compte que donc, mais, ah tiens (rires), moi aussi je peux franchir ce pas là donc. [...] Je n'avais pas cette vision là de franchir le pas. Je pensais toujours que c'était difficile mais, à force de rencontrer tout le temps des hommes politiques qui viennent à vous pour demander votre avis pour telle ou telle activité, vous vous rendez compte que vous pouvez franchir le pas (Ouagadougou, 16 février 2009).

Dans le même esprit, Sita Ouattara-Ouattara constate : « Une femme qui commence à émerger [...] qui draine beaucoup la frange féminine à travers son association, les politiciens vont lui faire la cour que ça soit l'opposition ou le parti au pouvoir ! ».

Une fois qu'elles accèdent à un poste politique, surtout électif, l'activisme associatif devient aussi une condition sine qua non de maintien et de longévité politiques des femmes. Même celles qui, jusque là, n'étaient actives dans aucune association féminine ont mis en place des associations pour le développement de leur région électorale ou ont réactivé d'anciennes associations, en y occupant des postes clés ou honorifiques. Plusieurs ont donc renoué le cordon ombilical avec leur village ou localité d'origine/d'alliance/de résidence par l'activisme associatif. Toutes sont ainsi soit fondatrices, soit membres d'au moins une association et militent dans plusieurs autres associations tant au niveau national, sous-régional qu'international. Les liens que chacune de ces femmes entretiennent avec différentes associations leur assurent une visibilité, notamment à travers la médiatisation des différents dons et activités qu'elles initient et développent au profit de ces dernières.

La visibilité, et par conséquent l'acquisition de la popularité, s'acquiert également par la présence et des contributions financières aux grands événements sociaux, plus particulièrement aux cérémonies funéraires (Badou 2003 : 23).

Pour réussir en politique, il faut être constamment sur le terrain. Il ne faut pas se laisser oublier. Une fois que la personne [électrice] dit tiens, je peux compter sur cette personne, [elle va voter pour vous]. Ce n'est pas pour rien que chaque fois qu'il y a des événements sociaux, nous courons. Quelqu'un est mort, il faut aller, une naissance, il faut aller. Il y a un malade, il faut aller rendre visite, c'est pour que la population ait confiance en toi. Ça, c'est politique, une fois que ce type sait qu'il peut compter sur toi là, même si quelqu'un lui apporte un million là, il sait que ce type vient uniquement pour avoir sa voix. Il peut prendre le million et ne même pas le voter (Une femme politique).

Les femmes politiques travaillent donc dans une culture de proximité, de personne à personne, ce que leurs homologues hommes tentent aussi de réaliser. Mais ces derniers, s'ils sont présents aux événements sociaux, sont moins actifs dans le domaine associatif.

7.2.2 Des campagnes électorales basées sur des discours réalistes et réalisables !

Nous venons de le voir, les femmes politiques particulièrement celles aux postes électifs travaillent, à l'image de leurs homologues masculins, à acquérir une grande popularité. Elles recherchent aussi, tout comme les hommes, l'appui des personnes ressources incontournables (chefs religieux, chefs traditionnels, caciques du pouvoir et de la finance) et distribuent également gadgets, argent et autres présents. D'ailleurs, en raison de ces obligations, la quasi-totalité des femmes déplore la flambée des coûts des campagnes électorales au Burkina. Viviane Compaoré-Ouédraogo par exemple dit : « Quand j'ai été élue en 97, on n'avait pas besoin de grands moyens, mais quand je vois les tonnes de moyens qu'on déverse actuellement, je trouve qu'il y a une dérive ». Certaines imputent la responsabilité de cette situation au parti majoritaire qui, fort de son pouvoir et ayant à sa disposition les ressources étatiques, a mis en

place une politique patrimoniale pour s'attirer et se fidéliser l'électorat, c'est-à-dire consolider les bases de sa domination. Mais, même si elles distribuent aussi des dons en nature et en espèces pour contenter l'électorat, les femmes politiques affirment que, contrairement à certains de leurs homologues masculins, leurs discours de campagne sont moins bâtis sur des promesses vides que sur des objectifs réalistes. Elles seraient moins enclines à la démagogie et accéderaient au pouvoir par un réel travail d'investissement personnel sur le terrain. La mairesse Hélène Bouda-Toé commente : « Nous les femmes, nous ne battons pas la campagne comme les hommes. Un homme peut arriver dans un village et promettre des routes, des dispensaires, tout en sachant que ça ne va pas se faire ; nous les femmes, on ne peut pas faire ça. Moi, dans ma campagne, j'ai dit qu'on allait travailler ensemble ». Même échos de Joséphine Drabo- Kanyoulou :

Je ne sais pas si vous vous rendez compte, les hommes ont une manière d'être en politique, parce qu'eux, ils ne se gênent de rien. Nous les femmes, on se gêne de certains langages, de certains comportements, de certaines promesses dont on est sûr qu'on ne va jamais les réaliser. Donc les hommes ne se gênent pas. Ils sont capables de vous promettre le goudron de là jusque là tout en sachant qu'ils ne donneront même pas un grain de sable (rires). Donc les hommes sont très redoutables en politique (Ouagadougou, 16 février 2009).

Rester très proches de la base est pour les femmes, plus que les hommes, l'une des conditions, pour rester dans la course. On demande toujours plus aux femmes qu'aux hommes ont-elles aussi toutes déplorées. C'est ce qu'exprime la ministre de la promotion de la Femme Céline Yoda-Konkobo quand elle dit : « On accordera plus de grâce, je veux dire, plus de pardon aux hommes quand ils échouent. Mais quand c'est une femme qui est dans cette position et qui échoue, là, on ne lui pardonne rien ».

Même réflexion chez Joséphine- Drabo Kanyoulou :

Je trouve quand même que la société est très sévère vis-à-vis des femmes et ça, ce n'est pas normal. Pour peu que nous posions un petit acte, la société va décortiquer ça. Les hommes posent des actes à longueur de journée, on ne décortique pas. Je me rappelle qu'une fois, on nous a dit que si on nous envoie à l'Assemblée, on va aller dormir. Nous, nous avons dit, mais les hommes dorment tout le temps à l'Assemblée là, mais rien ne s'est passé. Rien ne se passe quand les hommes dorment à l'Assemblée, pourquoi quand nous, nous allons allées dormir à l'Assemblée, quelque chose va se passer ? (Ouagadougou, 16 février 2009).

La nécessité d'adopter une attitude responsable basée sur des objectifs réalistes et réalisables est encouragée par des organisations d'encadrement des femmes qui souhaitent faire le saut électoral. Par exemple, en vue des municipales de 2006, NDI/Burkina a dispensé une formation en communication aux candidates positionnées en tête de listes. Dans un document préparé dans le cadre de cet atelier de formation et titré « organiser efficacement sa communication de campagne », on peut lire que le défi des femmes politiques est de livrer un message différent des hommes qui mette en relief les qualités féminines, soit, qui se conforme à ce qu'elles doivent incarner sur le plan de l'imaginaire social :

En tant que femme, votre politique doit en quelque chose être différent de celui des hommes. Mettez en valeur les qualités de femmes pour faire cette différence. Par exemple :

Nous les femmes sommes reconnues pour être de bonnes gestionnaires ;

La femme est l'économe du foyer ; elle saura gérer la collectivité... (NDI/Burkina, sans date a : 8)

Certaines femmes mobilisent l'attitude démagogique des hommes à leur profit. Une de nos interviewées relate : « Moi j'ai dit aux populations, les hommes vous ont toujours promis des écoles et des dispensaires et vous n'avez rien vu. Il faudrait aussi essayer avec les femmes. Il faut essayer avec les femmes pour que nous travaillions ensemble ».

Mais, ce ne sont pas uniquement les hommes qui sont défaillants. Il est ressorti de nos discussions informelles que des populations reprochent particulièrement à deux femmes politiques d'avoir oublié la base et particulièrement les femmes qui les ont soutenues. Elles n'auraient pas, après leurs élections, effectué suffisamment de sorties sur le terrain, et ce serait l'une des raisons qui expliquent qu'elles n'aient pas été repositionnées pour les élections suivantes en positions éligibles par leur parti d'affiliation.

Ainsi, les femmes politiques aspirent à se comporter selon les stéréotypes constitutifs du genre féminin : plus sincères, plus humaines, plus sensibles, moins matérialistes, plus proches des populations, etc. Mais, à l'image des hommes, il arrive qu'elles soient défaillantes.

7.2.3 Rencontrer certaines valeurs

Attardons-nous maintenant à dégager du discours des informatrices, les attitudes et les comportements qui, à leurs yeux, doivent être rencontrés pour assurer la longévité politique des femmes. Parmi les valeurs qui reviennent comme un leitmotiv dans leur discours, l'intégrité morale, la compétence technique, la qualité d'écoute, l'appui à la population de base indépendamment de l'appartenance partisane sont les valeurs ajoutées qu'introduisent la présence des femmes en politique.

Conserver une intégrité morale, c'est-à-dire n'avoir rien à se reprocher sur le plan de la gestion de la chose publique arrive pour plusieurs en tête de liste des principes à respecter pour assurer son accès et son maintien au pouvoir. « Même si on me donne deux cartons de sucre, les deux cartons de sucre, je ne les ouvre jamais en l'absence de mes militantes. J'ai un staff qui travaille avec moi et ce staff là quand je reçois quelque chose, je les appelle » (Awa Ève Sanou-Sanon, Bobo-Dioulasso, septembre 2007). C'est sans doute pourquoi également, plusieurs femmes politiques, bien qu'elles soient logées dans des maisons somptueuses, nous ont fait remarquer qu'elles

ne se sont pas enrichies en politique. Selon les femmes politiques, l'intégrité morale passe aussi par le *refus de concessions aliénantes*.

Je vais te dire par exemple, tu sais que l'intégrité de la femme est très importante en politique. Il ne faut pas par exemple, commettre une erreur et penser que tu peux compter sur tes charmes pour évoluer en politique. Tu auras tout faux. Parce qu'il faut que tu saches t'imposer dans ton intégrité. Parce que les hommes ont un truc, une fois qu'un homme a vu la culotte d'une femme, c'est comme s'il a pris un certain pouvoir sur elle. Parce que c'est *la question des alliances et des compromis qu'on peut faire*. Je pense que ça, c'est un point sur lequel, il ne faut pas faire de compromis parce que ça se retournera forcément contre toi. Et bon, quand je dis qu'il faut également accepter les contraintes de la règle du jeu, ça veut dire qu'il ne faut pas t'attendre à ce qu'on te fasse des cadeaux parce que tu es une femme. Et il faut savoir, Lydia, qu'il n'y a aucun pouvoir dans le monde là qui se donne. Tous les pouvoirs se conquièrent (Juliette Bonkougou, Montréal, le 5 décembre 2007).

Ainsi, pour les femmes politiques, il est important de soigner l'image qu'elles projettent et d'adopter des attitudes et des comportements qui ne compromettent pas leur dignité de femmes.

Ces types de discours ne reflètent probablement pas la pratique de toutes les femmes politiques burkinabé mais, ils indiquent que ces dernières sont conscientes des représailles qu'elles encourent si elles affichent certains comportements. Sous ce rapport, le remplacement d'une femme gouverneure de région par une autre en octobre 2009 a défrayé la chronique et a largement été interprété comme la conséquence d'une vie privée contraire aux « valeurs républicaines », comme l'illustrent les propos de deux internautes que nous reprenons textuellement²¹⁰. Le premier dit : « Le changement dans la région des cascades était prévisible et nécessaire. Il faut savoir raison garder lorsqu'on exerce certaines responsabilités. Qlq que soit le caractère et les habitudes, ne pas mêler service public et vie privée.

²¹⁰ Nous avons cependant ajouté les accents.

Comprenne qui peut... Bne journée qd même et courage hein ! »(Un internaute)²¹¹
 Quant au second, il écrit : « Bonjour, Il semble qu'elle se soit engagée dans une relation conjugale peu recommandable avec un commerçant de la région. Vu son rang cela n'a pas certainement plu en haut lieu surtout que son attention aurait été attirée quand ce n'était qu'au stade de rumeur. Que dieu l'éclaire à l'avenir au moins. Heureux ménage à elle » (Un internaute)²¹². Quel que soit le crédit à accorder à ces allégations, elles montrent que le public est très regardant sur la vie privée des politiciennes.

Être techniquement bonne, excellente. À ce propos, les femmes politiques dans leurs postes de responsabilité, surtout celles de la sphère exécutive, affirment avoir à travailler pour changer la perception des gens qui doutent des capacités des femmes en politique. Pour Vivianne Compaoré-Ouédraogo, l'enjeu devient d'être évaluée en fonction des mêmes critères que les hommes : « J'ai toujours dit que si un homme veut se comparer à moi, qu'il se compare sur le plan du travail » dit-elle, alors qu'Alice Tiendrébéogo-Kaboret, elle, affirmera que ses adversaires avaient de la difficulté à la déstabiliser en raison de son beau travail technique.

Enfin, *être d'une bonne écoute* s'avère également une condition nécessaire à la survie en politique. Pour Odile Bonkounbou-Balima, il s'agit là, d'un principe de base dans la gestion des ressources humaines :

Quand j'étais Directrice Générale de la fonction publique, ma porte était ouverte. Parce que je me suis rendue compte après quatre ans dans ce ministère que les fonctionnaires étaient mécontents parce qu'ils ignoraient beaucoup des procédures administratives. [...] Quand tu as un problème, tu viens, je t'explique et les gens retournent souvent satisfaits non pas parce qu'on a accédé à leurs requêtes mais parce qu'ils ont compris. Pour la gestion des ressources humaines

²¹¹ <http://www.lefaso.net/spip.php?article33639>

²¹² *Ibid.*

[...], il faut avoir le sens de l'écoute, il faut être proche de tes collaborateurs, mais tout ça dans la fermeté. Parce que les gens trouvent que moi je suis très rigoureuse (Odile Bonkougou-Balima, Ouagadougou, 12 novembre).

C'est pourquoi, plusieurs affirment privilégier le dialogue et être plus proches de la base que leurs homologues masculins.

Un quatrième élément propice à leur maintien en politique a été souligné par trois femmes, à savoir *la mise en sourdine de la partisanerie dans leur circonscription électorale* ainsi que la nécessité d'entretenir des relations familiales et amicales avec les personnes des partis adverses. Cette façon de faire autrement la politique, soulignent-elles, a séduit l'électorat en leur faveur, alors que la pratique traditionnelle de la politique dont les principaux artisans sont des hommes a divisé nombre de familles au Burkina.

Tels sont les principales stratégies et accommodements que les femmes politiques affirment mettre en œuvre pour obtenir plus de votes et s'adapter à l'univers politique. Mais, ainsi que le soulignent Tremblay et Pelletier, la « gestion au féminin » du pouvoir, même si elle s'opère avec moins de conflits, de compétition et plus d'écoute, résulte moins d'une morale supérieure des femmes que d'« un contexte qui accepte moins des comportements agressifs venant d'elles » (Tremblay et Pelletier, 1995 : 74).

7.2.4 Nous représentons tous les Burkinabé et non les femmes

Dans notre recherche, nous avons cherché à savoir si les femmes parlementaires représentaient ou non les intérêts des femmes. Tout d'abord, notons que la notion de représentation comporte au moins deux sens, « l'un symbolique, l'autre qui procède par les conduites » (Tremblay et Pelletier, 1995 : 129). Ces deux sens correspondent respectivement à ce que Hanna F. Pitkin (1967) appelle *standing for* et *acting for*. Concrètement, le premier angle (*standing for*) réfère à la composition sociologique

des structures politiques et à la participation des femmes. Ce type de représentation est aussi appelée *mirror representation*, dans le sens où les institutions politiques, en l'occurrence le parlement, devraient être un microcosme de la société en reflétant l'hétérogénéité de celle-ci, c'est-à-dire, en regroupant ses différentes composantes (Tremblay et Pelletier, 1995 : 129). Les différentes catégories sociales devraient donc se reconnaître dans les personnes élues bien que les systèmes politiques offrent rarement cette garantie (Tremblay et Pelletier, 1995 ; Gaspard, Schreiber, Le Gall, 1992). Le second angle (*acting for*) de la représentation, lui, tourne autour des idées, des représentations qui ne sont pas une simple « guerre de mots », mais sont la traduction de codes et de pratiques de pouvoir. Il s'agit de *l'être* et de *l'agir politique* (Masson, 1999), c'est-à-dire qu'elle concerne tant les discours des élus-es que leurs pratiques.

Ainsi, comme nous le disions, nous avons cherché à savoir si les femmes élues entreprennent, dans leur travail législatif, des actions spécifiques en faveur des femmes. À cette interrogation, leurs réponses ont plutôt été négatives. Plusieurs ont mis de l'avant le fait que la Constitution burkinabé leur interdit de travailler en faveur d'un groupe social au détriment d'un autre. Pour elles, c'est une question délicate parce qu'elles sont élues pour la nation et non pour les femmes. D'autant que des travaux montrent que la discipline de parti limite les marges de manœuvre des femmes parlementaires qui veulent promouvoir des intérêts particuliers (Tremblay et Pelletier, 1995 : 128 ; Tremblay 1999 : 103-104). Cette situation, comme le constate Tremblay (1995 : 24), met en lumière le fait que « la présence [des femmes] au sein des institutions électives ne garantit en rien une représentation politique en termes d'action, [de thématiques-femmes] ». Mais, malgré l'énonciation du principe de neutralité -qui est probablement nécessaire pour se faire élire-, les discours recueillis indiquent néanmoins que la préoccupation « femmes » demeure vivante pour certaines femmes politiques. Une ancienne députée a, par exemple, rappelé l'action de Simone Veil qui a pu arracher la décriminalisation de l'avortement en France en

janvier 1975, tout en déplorant le fait que les élues burkinabé n'aient pas initié une action de ce genre, alors qu'elles étaient toutes, lors la seconde législature, issues du même parti, le parti majoritaire. D'autres, avec une position plus nuancée, citent au crédit de la mobilisation des députées, la pénalisation de l'excision, l'adoption de la loi sur les quotas et l'augmentation de budgets communaux pour l'organisation de la journée de la femme, le 8 mars. La loi qui punit l'excision a, en effet, été élaborée par la commission « affaires sociales » de la première législature qui comprenait au moins une femme. Sans sous-estimer la contribution des élues, il convient de noter que les différentes causes citées ont été entendues grâce à la mobilisation de plusieurs actrices et acteurs de la société civile et des pressions internationales. Les luttes pour l'élimination progressive de pratiques dévalorisantes de la femme, notamment l'excision, ont été renforcées sous la Révolution. Cette dernière lutte a donné naissance en 1990 au Comité National de Lutte Contre la Pratique de l'Excision (CNLPE). L'adoption de la loi sur les quotas, elle, est le résultat de plusieurs années d'efforts conjugués de femmes politiques, d'Organisations Non Gouvernementales et de bailleurs de fonds. Quant à la journée du 8 mars, il semblerait que c'est grâce à l'action des députées de la deuxième législature de la quatrième République qu'elle n'a pas été supprimée. Si la célébration de la journée du 8 mars est un acte politique fort qui rappelle la lutte permanente des femmes pour l'obtention de droits économiques et sociaux, et qu'il convient de rappeler chaque année pour chercher des solutions en vue d'améliorer la condition féminine, nous avons personnellement été surprise en 2009, après quatre ans d'absence du pays, du développement qu'a pris cet évènement. Il est devenu un fonds de commerce et un instrument de marketing politique insoupçonné²¹³. Deux femmes politiques nous ont confié qu'elles ont offert les pagnes du 8 mars à leurs militantes de la base. Il semble que le flux des pagnes du

²¹³ Nous en étions ahurie : les femmes commerçantes au détail doivent veiller, certaines sans petit déjeuner ou sans déjeuner devant les boutiques des commerçants en gros pour espérer se procurer les pagnes du 8 mars, une véritable manne; certaines repartent bredouilles. Nous avons été un témoin privilégié de cette situation car notre mère à la retraite s'est convertie au commerce de pagnes.

8 mars des élus-es vers la population est un rituel auquel nul-le ne saurait se soustraire s'il/elle veut éviter un suicide politique. Ceux et celles qui ne peuvent pas - en raison de la modestie de leurs moyens- faire des cadeaux, doivent au moins s'assurer de la disponibilité des pagens à un coût raisonnable pour leur électorat. Car, toute la ville de Ouagadougou notamment, est aux couleurs des pagens du 8 mars, ce jour là. Dans un tel contexte, il est légitime de se demander quel est l'impact d'un plaidoyer pour l'augmentation du budget de la journée internationale de la femme ?

Ainsi, la plupart des femmes politiques au Burkina se comporte à l'image d'autres politiciennes dans le monde. Car « [n]ombreuses sont celles qui savent que pour faire carrière dans un milieu masculin, il vaut mieux faire oublier qu'elles sont des femmes, solidaires des femmes » (Bataille et Gaspard, 1999 : 180). Les femmes élues sont intervenues surtout dans des domaines qui avaient déjà fait du chemin - largement discutés par la société civile- dans la société. Cela étant, même en dehors de leur petit nombre, la capacité des femmes politiques burkinabé à influencer les règles de jeu politique n'est pas évidente. Si par leurs discours, elles montrent qu'elles sont conscientisées par rapport aux conditions discriminatoires que subissent les femmes, leurs pratiques révèlent une certaine distanciation par rapport à celles-ci. Comme le dit Ilboudo (2007 : 175), les femmes en général et les politiciennes en particulier sont « [d'] un point de vue individuel, [...] partagées entre leur désir de changer la situation et le risque de perdre parfois l'amour et plus souvent le soutien (pas seulement financier) d'un homme. Elles préfèrent la routine à l'aventure des luttes ouvertes contre le système ».

7.2.5 Prendre la parole à travers la société civile

Les femmes en général et politiques en particulier s'appuient sur la société civile pour se faire entendre. Rappelons que celle-ci regroupe, au Burkina, des organisations en principe autonomes de l'État et susceptibles d'exercer des pressions, voire de jouer un rôle de contrepouvoir permettant un certain contrôle de l'action étatique. On y

retrouve des organisations féminines et des Organisations Non Gouvernementales (ONG) très actives en matière de promotion des droits des femmes en général et de la participation politique féminine de façon spécifique. NDI/Burkina, le Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD), la Coalition Burkinabé pour les Droits de la Femme (CBDF) et WILDAF-FeDDAF/Burkina par exemple, outillent les femmes dans le domaine politique (formations et mise à disposition de différents guides) et en font des militantes mieux averties du métier politique. Ces ONG offrent un cadre de réseautage pour mener le débat de la participation féminine, ce qui n'est pas le cas des partis politiques intéressés davantage par leurs votes que par leurs candidatures. Ces différentes structures font des plaidoyers auprès des partis politiques pour un plus grand nombre de candidatures féminines et leur meilleur positionnement. En rappel, Le NDI/Burkina par exemple, a organisé un forum national sur « rôle et participation de la femme à la vie politique » le 6 et le 7 décembre 2005 à Ouagadougou. Cette rencontre a regroupé une centaine de personnes provenant de partis politiques de la majorité, de l'opposition, d'organisations de la société civile, des organisations non gouvernementales, des médias publics et privés (NDI/Coopération suédoise, 2005). NDI/Burkina a aussi appuyé le Groupe de Travail pour la Promotion de la Femme en Politique (GTFEP) pour l'organisation d'un atelier de réflexion sur le thème « L'émergence de la femme en politique au Burkina Faso » le 26 mai 2006 à Ouagadougou. Cet atelier a également réuni des hommes et des femmes de partis politiques, des représentants-es de la société civile, du ministère de la Promotion des Droits Humains et de celui de la Promotion de la Femme ainsi que des hommes et femmes de médias. La présence de ces dernières personnes garantit la visibilité des différents événements. Même si les résultats se font attendre, l'objectif de poser la problématique de la participation des femmes aux côtés des hommes dans la gestion des affaires de la cité est atteint.

La mobilisation de la société civile maintient ainsi le débat vivant, brise le statu quo et contribue à rendre les femmes plus dynamiques. Saly Christine Bonou-Tanou

confie que lors d'une formation des mairesses, le Directeur du CGD Augustin Loada, a eu à dire qu'« une femme doit savoir se positionner quelle que soit la situation » et qu'elle n'oubliera jamais cette phrase. La députée Makoura Tou-Héma aussi témoigne :

J'apprécie beaucoup le NDI. Quand ils rencontrent les femmes, ils essaient de les motiver. Je peux dire que moi, c'est le NDI qui m'a vraiment motivée pendant les législatives [de 2007]. Quand je dis motivée, je veux dire que ça m'a donné la force. Parce que j'ai assisté à un de leurs séminaires et ils nous ont vraiment conseillées ! Ils nous ont dit, femmes en politique, ne vous laissez pas ébranlées. Prenez votre courage à deux mains. Ça a beaucoup contribué [à ma détermination] ! (Banfora, septembre 2007).

Notons que d'autres femmes politiques, précisément deux universitaires, ont relativisé la qualité des formations données. Selon ces dernières, les formations dispensées sont des cadres pour mettre en relief les problèmes et contraintes rencontrés (déjà connus) par les femmes politiques, mais elles ne les outillent pas vraiment pour la levée de ces embûches. Mais quelles qu'en soient les insuffisances, ces types de rencontres permettent aux femmes politiques d'échanger sur leurs expériences. En outre, ces derniers témoignent comme le souligne Céline Yoda-Konkobo, du fait qu'« il y a une prise de conscience actuellement de ce besoin de faire de la place pour les femmes. Il y a une prise de conscience générale et il y a une volonté politique manifeste ».

Prendre la parole à travers la société civile est pour les politiciennes, un moyen efficace pour se construire une meilleure visibilité et pour défendre des positions, sans craindre des représailles sur le plan individuel, ou encore, comme le relève l'une d'entre elles, d'être « classées emmerdeuses et excitées » lorsqu'elles défendent des questions-femmes. Il s'agirait donc d'une stratégie qui protège de la marginalisation.

7.2.6 La foi, un fortifiant, la pratique religieuse, une obligation sociale

Les femmes politiques interviewées sont croyantes et la plupart pratiquante. Une qui n'avait pu aller au temple le jour de notre entrevue était mal en point et nous l'a fait savoir : « C'est comme si j'ai manqué quelque chose de tellement important ; on dirait que ma journée va finir mal » a-t-elle dit. Au cours de l'échange, elle ajouta : « Je pense que dans mon affaire, il y a la main de Dieu dedans. Malgré toutes les difficultés qu'on m'a faites, je suis passée ! ». Une autre confia : « Une fois j'étais à la messe et il y a une femme qui a dit à une autre, mais Edwige [nom fictif] va à la messe maintenant ! Comme si je n'y allais jamais ». Une troisième autre raconte : « [...] Je ne me laisse pas démonter par les attaques. Elles disent par exemple, elle est tout le temps au temple, elle dit qu'elle prie, mais regardez comment elle est habillée, comment elle marche. Est-ce qu'une protestante s'habille comme ça ? ». Même échos chez une quatrième qui dit : « Je ne me décourage pas. Je suis croyante. Je m'en remets à Dieu et ça va aller ». Dans la même veine, en 1997, Bana Ouandaogo-Maïga, alors ministre de l'Action sociale et de la Famille confiait à Carole Ouédraogo (1997 : 4) : « Je prends le temps de lire ma Bible, de prier pour préparer une bonne journée. Cela fait, je ne sens aucun coup sur mon corps, aucun regard malveillant ne me donne de l'assurance pour mener à bien toutes mes activités »²¹⁴. Par ailleurs, même celles qui ne fréquentaient pas des lieux de culte avant leur nomination dans la haute sphère de l'exécutif sentent le besoin de le faire depuis leur nomination.

En plus donc de leur donner une certaine quiétude d'esprit, c'est-à-dire d'atténuer l'anxiété existentielle, fréquenter les lieux de culte s'avère être une stratégie de survie électorale pour les femmes politiques et aussi pour les hommes politiques. Cela permet de bien paraître aux yeux de l'électorat. L'opinion publique présume en effet que les personnes pratiquantes sont susceptibles, mieux que les mécréantes, de mettre

²¹⁴ Entrevue réalisée par Caroline Ouédraogo " Bana Ouandaogo-Maïga. « La politique n'est pas incompatible avec la foi » ", Féminin Pluriel, l'Observateur paalga du 29 avril 1997, p. 4.

en pratique les préceptes religieux tels ne point voler, ne point commettre l'adultère, etc. La pratique religieuse protège ainsi, elle aussi, du rejet, de la marginalisation et est, en conséquence, sécurisante.

7.2.7 L'attachement au métier politique

L'on pourrait croire, vu la faible présence des femmes en politique et les difficultés qu'elles rencontrent, que peu s'y réalisent. Or, la réalité est plus complexe. Plusieurs qui, au départ éprouvaient une certaine aversion pour le métier politique, affirment ne plus pouvoir se passer de l'action politique. C'est le cas de Béatrice Damiba qui confiait qu'il lui est arrivé plusieurs fois de vouloir abandonner, de baisser les bras avant de se ressaisir, alors qu'aujourd'hui, elle voit difficilement comment elle pourrait abandonner le métier politique. Ce sentiment de lassitude a également été expérimenté par Marlène Zébango-Kiello qui raconte : « Un jour, j'étais excédée et j'ai eu à dire dans les journaux d'ici que je suis fatiguée de la politique. [...] Mais maintenant, je sais franchement qu'il me sera difficile de m'écarter totalement du domaine politique ». Marlène Zébango-Kiello a souligné que le soutien de son époux a été déterminant à ces moments. Comme Béatrice Damiba et Marlène Zébango-Kiello, deux autres ont également expressément dit qu'elles ne pouvaient plus se passer de la politique. Au cours de nos entrevues, nous n'avons pas rencontré de femmes vraiment blasées de la politique, tout au contraire. Elles sont toutes prises dans l'aporie d'une défense du principe d'alternance au pouvoir, tout en voulant pour elles, assurer leur longévité politique. « Perdre son poste politique » est perçu de plus en plus comme un désaveu du Président de la République et/ou du parti au pouvoir, lorsque la personne concernée n'est pas appelée à d'autres fonctions tout aussi, voire plus prestigieuses. Il nous a été aussi donné de constater la tristesse sinon la révolte de certaines femmes politiques qui n'ont pas été ré/élues aux élections législatives de 2007 ou municipales de 2006 : elles ressentent comme une trahison leur échec et s'accommodent mal de la perte de pouvoir qu'induit celui-ci.

Les femmes politiques que nous avons rencontrées nous sont apparues en effet, aimer leur métier, se réaliser dans la politique et aussi apprécier les avantages socio-économiques qui s'y greffent. Le témoignage de Céline Yoda-Konkobo résume les propos de plusieurs à ce sujet : « Déjà le fait d'être dans ce milieu-là qui est traditionnellement réservé aux hommes. Se retrouver, dans cette minorité de femmes dans ce milieu d'hommes, c'est satisfaisant pour moi ». Cette situation est favorisée par le climat de paix et de sécurité qui règne dans le pays. Séraphine Ouédraogo-Ouédraogo dit que « la fonction de maire, c'est vraiment une fonction très dure mais elle est exaltante. Parce que c'est une fonction qui te permet d'être en contact avec la base ». Il semble que les gratifications liées au métier politique sont telles que l'une d'entre elles reproche à son ex-époux de l'avoir autorisée à y faire carrière -avec tous les avantages y afférents- pour vouloir l'en empêchée après. « Ça, c'est quelle méchanceté ? » se demande-t-elle. Une autre dit : « Grâce à la politique, j'ai pu avoir ce petit emploi, sinon où est-ce que j'allais l'avoir ? Maintenant quand je porte mon boubou, je sors, je joue à la grande dame, on me respecte ! ».

Le métier politique a ainsi un effet positif sur la personnalité des femmes et leurs conditions de vie. Elles y développent une meilleure confiance en leurs moyens et y trouvent une grande satisfaction, ce qui améliore leur estime de soi. Toutefois, leur désir de se maintenir dans le champ politique peut aussi inhiber leurs capacités de sens critique et d'autodétermination. La longévité politique occasionne un silence politique qui, en retour, conforte la longévité. Comme certaines l'ont souligné, elles ne peuvent pas critiquer le pouvoir qui les a promues à des postes de décisions ; elles évoquent leur devoir de réserve et leur obligation d'être solidaires de l'action gouvernementale. La fonction ministérielle étant, en effet, nominative et non électorale, donc reliée à la confiance du Chef de l'État, les personnes appelées dans l'équipe gouvernementale lui restent redevables. Même la fonction parlementaire reste reliée à la confiance des caciques des partis en lice, étant donné que c'est la direction des partis qui arrêtent les listes définitives. Nul-le ne saurait couper la branche sur

laquelle il ou elle est assis-e. Monique Ilboudo par exemple, reconnaît qu'en tant que membre de gouvernement, elle ne pouvait plus se comporter comme une responsable d'une Organisation Non Gouvernementale. Elle a aussi relevé le fait que lorsqu'une personne est aux commandes, elle se rend rapidement compte que vouloir n'est pas pouvoir. « Quand on est au gouvernement, on se rend compte qu'il ne s'agit pas de vouloir pour changer. [...] Mais même étant dans le gouvernement, les convictions qui sont les miennes n'ont pas changé » dit-elle. Même commentaire de Fatou Ziba-Ouédraogo qui note que « quand tu es dehors, tu critiques, mais quand tu entres, tu comprends beaucoup de choses ». Ainsi, faut-il en déduire que l'attachement au pouvoir politique et la volonté de s'y maintenir qui mènent à l'acceptation d'un certain conformisme, sont aussi une des clés de la longévité politique.

Conclusion du chapitre

Faire la politique, c'est se mettre au service des autres, travailler pour le développement de sa communauté, de son pays disent les femmes politiques ; le pouvoir est un instrument pour servir sa communauté. Selon elles, accéder à un poste politique, notamment électif et s'y maintenir requiert un grand investissement personnel qui appellent des ressources multiformes et non uniquement le soutien de son parti d'affiliation. Car, notent certaines, notamment Fatoumata Diendéré-Diallo et Marlène Zébango-Kiello, les adversaires les plus redoutables sont souvent les personnes qui sont du même parti, étant donné que c'est seulement quelques personnes qui seront consacrées sur la liste électorale du parti. Les attaques internes seraient donc fréquemment les plus discourtoises et les plus virulentes.

Le front de bataille le plus redoutable demeure toutefois celui de la sphère privée. Les différentes délations à ce niveau confortées par le fait que nombre d'hommes ne veulent pas de femmes érudites qui leur font ombrage, mettent les femmes politiques dans une situation délicate. Elles jouent toutes le jeu de l'homme chef de famille à qui l'on doit déférence. « Si je sors, je suis obligée de donner en tout temps ma position à

mon mari, mais si lui il sort, je ne lui pose pas de question ; s'il veut il me dit là où il était, s'il ne le fait pas, je ne lui pose aucune question. N'est-ce pas ce que la tradition nous a enseigné ? » dit l'une d'entre elles. Cette attitude des femmes politiques qui révèle leur intériorisation du statut d'infériorité des femmes par rapport aux hommes les placent dans une situation d'aporie. Elles réclament une égalité des sexes sans endosser que cette dernière rime avec une transformation en profondeur des rapports femmes-hommes dans la sphère privée de la reproduction. Même dans le cas de femmes divorcées ou séparées, nous avons pu observer que tout en déplorant certains comportements et agissements de leurs ex-conjoints, ces femmes leur trouvaient des excuses et rejetaient la grande responsabilité de l'échec de leur vie de couple sur l'entourage social. Plusieurs, à l'exemple de Véronique Kando, ont souligné que la politique peut être un facteur aggravant de mauvaises relations dans le couple, mais ne saurait en être la cause.

Je dis souvent que je ne crois pas quand on dit que la politique casse les foyers. Je n'y crois pas. [...] On trouve prétexte à cela. Ça veut dire que s'il y avait un problème [et que la politique] vient se greffer, on dit, c'est la politique mais ce n'est pas la politique. Ce n'est pas vrai. Parce que généralement, quand une femme veut mener des activités politiques et que son mari est foncièrement contre, il va tellement l'exprimer qu'elle ne va même pas se lancer. [...] Je répète, un couple solide, la politique ne peut pas casser. Parce qu'un couple solide, il y a toujours le dialogue (Ouagadougou, 5 octobre 2007).

Insistant sur la complémentarité des rôles de sexes, les femmes politiques burkinabé se distancient du féminisme à l'occidental assimilé à une guerre des sexes. Plus ouvertes au concept genre, qui, selon elles, fait de la place aux femmes mais aussi aux hommes, qu'à celui du féminisme, elles prônent et revendiquent une « endogénéité » de leurs actions. Par ailleurs, toutes celles qui ont été rencontrées voudraient qu'au terme de leur mandat nominatif ou électif que leur intégrité soit conservée, voire renforcée. Qu'on ne puisse pas leur reprocher une mauvaise gestion de la chose

publique et qu'on ne leur colle pas l'étiquette de la féministe à l'occidentale. Elles veulent mener le combat des femmes aux côtés des hommes dans le dialogue.

Notre première intuition analytique à l'effet que la majorité des femmes politiques burkinabé se rencontre, selon la classification de Tremblay (1993), parmi les « hiérarchiques » se trouve donc confirmée : leur présence en politique renforce et revalorise le rôle des femmes lié à la reproduction. Les femmes politiques burkinabé adoptent donc une position ambivalente, voire sous tension. En effet, si dans la sphère publique, elles travaillent consciemment ou inconsciemment à s'émanciper des valeurs traditionnelles de la féminité, dans la sphère privée, à des degrés divers selon la personnalité de chacune, elles respectent les codes comportementaux prescrits pour leur sexe. Elles affirment ainsi faire la politique avec moins d'agressivité, en évitant la démagogie, les fausses promesses et en étant proches de la population à la base. Si de telles attitudes permettent de dire qu'elles participent différemment à la gestion des affaires de la cité, cela est moins dû à leur sexe (essence féminine) qu'à l'environnement sociopolitique qui les accueillent en autant que leurs comportements ne bousculent pas de fond en comble certaines traditions. La grande majorité des femmes politiques burkinabé reste sous tutelle des hommes qui sont prêts à faire la promotion de celles qui répondent à leurs attentes, bien que certaines arrivent à s'imposer tout en ne se conformant pas aux prescriptions sexuées qui leur sont adressées.

S'il ne fait aucun doute que la présence physique de femmes dans le champ politique influe sur l'imaginaire collectif qui ne peut plus le percevoir comme exclusivement masculin, cette présence féminine n'assure pas, pour autant, une gouverne ouvertement plus réceptive aux thématiques-femmes. Déjà, leur faible nombre constitue un handicap à la promotion de ces thématiques, mais tant leur intériorisation des prescriptions sociales que leur propre ambiguïté face à l'enjeu de l'égalité entre les femmes et les hommes constituent de sérieuses embûches à la formation d'un

front commun susceptible de constituer un contrepouvoir réel. En l'occurrence, en l'absence d'un consensus ou d'une solidarité affichée entre les femmes parlementaires, c'est surtout le travail de la société civile qui rend la gouverne politique burkinabé sensible à la problématique de la promotion des femmes.

CHAPITRE VIII

DES PISTES POUR UN RENFORCEMENT DE LA PARTICIPATION DES FEMMES AU BURKINA

Moi j'ai toujours vécu sans avoir besoin d'un homme, sans que l'absence d'un homme ne pose problème, mais voilà qu'arrivée en Inde, je ne pouvais plus fonctionner sans mon chum. Quand je posais des questions, on ne me répondait pas. J'étais obligée de dire les questions à mon chum pour qu'il leur pose et ils répondaient à mon chum pour qu'il me transmette les réponses (Une étudiante québécoise, Montréal, 2008).

L'amélioration de la participation politique des femmes ainsi que l'égalité entre hommes et femmes sont des problématiques récurrentes dans les discours des autorités politiques au Burkina. Le pays a ratifié des textes internationaux et mis en place des instruments juridiques dans cette optique. En dépit de ces différentes actions, la prise des décisions importantes et le pouvoir politique restent largement entre les mains des hommes. Notre recherche, surtout à travers les chapitres 6 et 7 a permis de mettre en lumière le fait que les enjeux de la participation des femmes à la vie politique et, d'une manière générale, l'amélioration de leur position en société sont essentiellement structurels. Prenant prétexte de la sécurité et de la stabilité des familles ainsi que de la sauvegarde de valeurs nobles, différentes sociétés, et celle burkinabé notamment, dont la quintessence est le patriarcat se montrent récalcitrantes face aux propositions visant à établir un autre contrat social entre les femmes et les hommes. Et la peur des femmes d'être rejetées, vilipendées contribue au maintien de l'ordre traditionnel. Les femmes intellectuelles et indépendantes économiquement

sont, en effet, victimes d'un ostracisme diffus (Sankara, 2001 : 32). Or, le défi de la participation équitable des femmes et des hommes à la prise de décision, ainsi que le souligne Alice Tiendrébéogo-Kaboret (sans date : 2) « va au delà de l'augmentation du nombre des femmes au sein des groupes gouvernementaux législatifs et municipaux » et nécessite des transformations dans les rapports sociaux de sexe. Le défunt président Thomas Sankara (2001 : 17) l'a bien noté : « Un homme, si opprimé soit-il, trouve un être à opprimer : sa femme. C'est là assurément affirmer une terrible réalité ». Or, nous l'avons vu, la participation des femmes mariées burkinabé à la vie politique est largement tributaire du consentement de leur époux. Toute proposition de solution doit donc en premier lieu s'adresser à la structure de la société burkinabé et à l'univers normatif et culturel qui la soutient. Ainsi, dans les pages qui suivent, nous discuterons de certains aspects qui exigent considération et action pour rencontrer les besoins des femmes, mais, surtout leurs intérêts stratégiques, c'est-à-dire leur émancipation et leur réalisation de soi.

8.1 Renforcement de dispositifs existants

Comme mentionné dans la présentation du cadre de l'étude, diverses mesures et actions ont été proposées pour améliorer la participation des femmes burkinabé à la vie publique. A cet effet, le pays a ratifié des instruments internationaux, régionaux et a mis en place un certain nombre d'autres au niveau national pour garantir un traitement égal des femmes et des hommes. Ce sont, entre autres, la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) ratifié le 28 novembre 1984, le protocole à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples relatif aux droits de la femme en Afrique ratifié le 31 mars 2006, l'adoption d'un Code des Personnes et de la Famille le 16 novembre 1989²¹⁵ et la Constitution votée le 2 juin 1991. Ces différents instruments garantissent un certain

²¹⁵ Entré en vigueur le 4 août 1990.

nombre de droits politiques, économiques, sociaux et culturels aux femmes : droit de voter et d'être éligible, droit à un travail décent, droit à l'avortement en cas de viol ou d'inceste, etc. (MPF/UNICEF, 2006). Une Politique Nationale Genre (PNG) dont l'objectif général « est de promouvoir un développement participatif et équitable des hommes et des femmes (en leur assurant un accès et un contrôle égal et équitable aux ressources et aux sphères de décision) dans le respect de leurs droits fondamentaux » (MEF, 2008 : 28) a été adoptée en 2009. Au regard du dispositif existant et à la lumière des témoignages des femmes politiques rencontrées ainsi que de nos propres observations, il est plus que manifeste que plusieurs actions doivent être développées ou consolidées pour atteindre de meilleurs résultats en matière de participation des femmes à la vie politique au Burkina.

8.1.1 Renforcement de l'éducation des filles et des femmes au niveau supérieur

De nos jours, les chercheur-e-s, les spécialistes du développement et les féministes s'accordent pour faire de l'éducation un facteur déterminant, sinon suffisant, du développement. Le droit à l'éducation est universellement reconnu et rappelé par de grands événements internationaux et régionaux tels la Conférence mondiale sur l'Éducation pour Tous tenue en 1990 à Jomtien (Thaïlande), la conférence panafricaine sur l'éducation des filles tenue à Ouagadougou en 1993, la conférence de 2000 de Dakar où la communauté internationale s'est, entre autres, engagée à éliminer les disparités entre filles et garçons dans l'accès à la scolarisation, etc. L'historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo (1990), soutient d'ailleurs que les pays en développement doivent éduquer leurs populations ou périr. De façon spécifique, concernant les femmes, Thomas Sankara dans son discours du 8 mars 1987 identifiait comme premiers obstacles à leur émancipation, « l'analphabétisme et le faible niveau de conscience politique, toutes choses accentuées encore par l'influence trop grande des forces rétrogrades dans nos sociétés arriérées » (Thomas Sankara, 2001 : 31).

En effet, même si l'école représente, en raison des barrières à l'accès et du contenu de son action pédagogique, un agent dynamique dans la reproduction des inégalités sociales et des stéréotypes sexistes (Bourdieu, 1970 ; Tiendrébéogo-Kaboret, sans date ; Chaponnière, 1988), il est tout aussi évident que l'accès à la scolarisation favorise une culture de changement et donne accès à la mobilité sociale. Ce qui fait dire à Menthong (2000 : 134) que « l'école en même temps qu'elle permet la conservation sociale prône l'innovation. Elle permet l'émergence d'une contre-culture porteuse de changement, de rupture, de contradictions dans le principe de vision masculine des rapports de domination entre les sexes ». Cette capacité de transformation de l'individu par l'école était sans doute perçue par Sylvain Maréchal, avocat de formation, lorsqu'il élaborait en 1801 le projet de loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes. Un de ses arguments pour s'opposer à l'instruction des filles était que « les femmes deviennent négligentes, paresseuses, hautaines, exigeantes, acariâtres, peu soumises, pour peu qu'elles sachent lire et écrire » (Maréchal, [1801] 2007 : 29). Même de nos jours, l'instruction des femmes continue de faire peur au sein de certains groupes sociaux. Une anecdote personnelle en fait foi. Un après-midi du mois de mars 2009, nous étions au secrétariat des questeurs de l'Assemblée Nationale du Burkina. Pendant que nous attendions monsieur le premier questeur, arriva un député du parti au pouvoir qui demanda à la secrétaire où pouvait-il joindre une de ses collègues. Celle-ci répondit que ladite collègue était en formation. Et le député de plaisanter : « Madame Sanou (nom fictif) est trop formée. Il faut qu'on arrête de la former maintenant, sinon on ne pourra plus la contrôler ! ». Il se retourna ensuite vers nous et dit : « Madame, vous n'avez rien entendu ! ». Quelques minutes après, entra un deuxième collègue de la secrétaire. Ils échangèrent amicalement mais de manière vive, ce qui amena ladite secrétaire à tenir son point de vue dans la discussion ! C'est alors qu'un troisième collègue qui était dans le bureau s'exclama : « Comment un homme ne peut pas une femme [ne peut-il pas dominer une femme dans une discussion pour l'amener à se taire, à céder] ? ». Et le collègue concerné de répondre : « Oh, celle-là, moi je ne peux pas, c'est cahit ! ».

Les paroles de ces hommes parlementaires qui ont été dites dans un cadre convivial, de plaisanterie, mais néanmoins dans un registre public traduit une réalité quotidienne vécue par les femmes au Burkina et cela, même dans l'appareil politique où une certaine réserve s'impose.

Dans leur essai intitulé *Pour ne pas mourir idiote. La FAC à 40 ans*, Nane Dujour et Isabelle de Broglie (1985) interviewent des mères de famille françaises âgées de quarante ans et plus qui, après plusieurs années de vie exclusivement familiale, revenaient aux études. Les auteures observent en l'occurrence que ce retour aux études leur avait permis d'atteindre une certaine égalité intellectuelle ou au moins de partager un bagage de connaissances avec leur époux. Dans le même sens, la présente recherche a révélé que plusieurs femmes politiques souhaitent et travaillent à relever leur niveau d'instruction. Il y a en effet un consensus sur le fait que l'éducation permet à l'individu de développer ses potentialités et de faire preuve de plus d'esprit d'initiative et de créativité. De manière consensuelle, l'éducation est donc vue à ces titres comme un facteur de développement et « est généralement considérée comme une des voies prioritaires pour l'accès des femmes à une plus large participation sociale, ainsi que pour un changement des rôles masculins et féminins dans la sphère publique comme dans la sphère privée » (Chaponnière, 1988 : 7).

Au Burkina, les efforts entrepris par les autorités avec l'aide de partenaires financiers se situent surtout au niveau de l'enseignement primaire, à travers notamment, la mise en œuvre du Plan Décennal de Développement de l'Éducation de Base (PDDEB). S'il est bien entendu que l'accession de toutes les petites filles burkinabé à l'instruction est une stratégie absolument nécessaire pour assurer une meilleure participation des femmes à la vie civile et politique, elle n'est cependant pas suffisante. Car, s'il est prioritaire de renforcer toutes les mesures susceptibles d'assurer une éducation de base à toutes et tous les citoyens-es burkinabé, le pays ne disposant pas d'assez de structures pour accueillir tous les enfants, l'instauration d'autres dispositifs pour

favoriser l'accès de la formation aux niveaux supérieurs (au moins le niveau du baccalauréat, système français) s'impose au vu des caractéristiques des quelques femmes qui ont réussi à pénétrer l'univers politique burkinabé. Il s'est, en effet, révélé que toutes les femmes ministres et ex-ministres, ainsi qu'une majorité de députées et ex-députées, étaient détentrices d'un titre universitaire. L'absence d'exception à cette règle semble indiquer que l'obtention d'un diplôme est le seul moyen dont dispose les femmes pour se hausser hors des positions d'exécution ou pour quitter les secteurs de l'économie informel et de l'agriculture où les femmes burkinabé sont fortement concentrées. D'autant que le relèvement du niveau d'instruction des femmes politiques leur permet de mieux maîtriser les règles du jeu politique et au besoin d'apporter des critiques, des points de vue contraires. Pour que l'éducation soit un outil efficace pour améliorer la participation des femmes à la gestion des affaires publiques au Burkina, il faudrait donc qu'un plus grand nombre d'entre elles aient accès, bien entendu, à l'enseignement primaire et secondaire, mais aussi et surtout à l'enseignement supérieur.

Il convient toutefois de noter qu'en accédant à un titre universitaire, les femmes burkinabé s'exposent à risquer leur « capital matrimonial » étant donné que l'accumulation de diplômes fait peur aux hommes (Lanctôt, 1989 ; Polony, 2007). Dans son essai *Droit de cité. Être femme au Burkina* (2006), Ilboudo note que des étudiantes expliquent la désaffection des filles à l'égard des études du troisième cycle par le fait que les « [l]es hommes n'aiment pas les femmes qui ont fait de longues études. Il faut donc choisir à un moment donné : le mari ou la carrière. Dans les conditions actuelles, on choisit plus souvent le mari ! ». Dans la même foulée, une ex-ministre dira « une femme très intelligente, très compétente n'est jamais la bienvenue ». Ce que confirme Makita-Makita (1989) qui observe que l'accumulation de titres scolaires, universitaires et professionnels fait peur, car il est source de pouvoir étant donné qu'il renforce le statut social, permet d'acquérir une autre identité que celle de mère et, par conséquent, de réaliser des aspirations personnelles,

individuelles et professionnelles. Surtout, qu'en dépit des résistances interindividuelles, il demeure que le titre universitaire fait autorité, comme l'atteste le propos de cette enseignante burkinabé, doctorante à l'université de Montréal : « Il faut que j'aie le doctorat. Les Salif [nom fictif d'un collègue enseignant d'université] ne respectent pas les femmes ».

Outre le relèvement du niveau d'éducation des femmes, il y aurait lieu, pour favoriser l'accroissement de la participation des femmes burkinabé à l'espace public et plus particulièrement aux instances de pouvoir politique, de penser un programme d'éducation qui permettrait aux femmes d'accéder, non seulement au savoir et au savoir-être, mais également au savoir-faire pour améliorer leurs habiletés sociales. Car, si le premier permet l'acquisition de connaissances académiques qui favorisent le développement d'un esprit critique et que le second favorise l'épanouissement personnel de l'individu (Gansoré, 2001 : 332), c'est par le biais du dernier que les femmes burkinabé pourraient mieux s'outiller pour le métier politique et acquérir les compétences pratiques qu'il requiert. Dans cette optique, il y aurait lieu de faire appel à l'expertise des femmes déjà en poste tant au niveau national, que régional et international.

8.1.2 Renforcement du pouvoir économique des femmes

La condition économique des femmes intervient fortement dans les types de rapports que les hommes et les femmes entretiennent. A ce propos, Odile Bonkougou-Balima, ministre de base et de l'alphabétisation dit :

Chaque fois que j'ai un conseil à donner aux femmes, je leur dit, seul le travail paie [l'application à la tâche en dehors du foyer conjugal]. Si vous en faites un principe dans votre vie, vous avez résolu 90 % de vos problèmes. Parce que quand je regarde autour de moi, les femmes qui souffrent [le plus], ce sont les femmes qui n'ont rien. Tous les jours, il leur faut demander.

Situation que notait déjà Jacqueline Ki-Zerbo (1975 : 21) en ces termes : « [...] Qui oserait nier la dépendance de la femme urbaine qui ignore souvent le salaire de son mari et a souvent tout le mal du monde pour obtenir de quoi acheter le savon ou le pétrole, parfois même la nourriture, tandis que le chef de famille ne se prive pas de choses aussi superflues que les cigarettes, les boissons alcoolisées ou le cinéma quotidien ? ».

De tels propos illustrent la relation qui existe entre la capacité pour les femmes de faire entendre leur parole, leur voix dans une relation, et particulièrement dans la relation conjugale et le fait d'avoir une certaine indépendance économique, même si celle-ci ne garantit pas, comme le notent Clara Coria (1986), Katherine Blunden (1982) et Mireille Lecarme-Frassay (2000), leur autonomie. Plusieurs représentations psychosociales liées au rôle assigné traditionnellement aux femmes entrent en effet en ligne de compte dans les rapports hommes-femmes et font que, même nanties économiquement, les femmes demeurent sous la tutelle de leur époux. Mais, même si l'indépendance économique ne leur procure pas les valeurs de liberté et d'autonomie recherchées par la vision libérale, elle leur permet toutefois d'être moins préoccupées par des problèmes de survie et leur ouvre la possibilité de nourrir d'autres ambitions et d'envisager comme plausible une carrière dans le champ politique. Le relèvement du niveau d'éducation et de formation participe de cet objectif puisqu'à meilleure éducation correspond hors de tout doute, meilleure situation économique. La Banque mondiale (2006 : iii) en effet, note qu'au Burkina Faso, « par rapport aux travailleurs sans aucune éducation, ceux avec un peu de formation primaire ou ayant complété le cycle primaire perçoivent des salaires 17 à 20 % plus élevés, cette différence salariale augmentant considérablement aux niveaux secondaire (73 %) et postsecondaire (121 %) ».

L'accès à une certaine aisance financière apparaît d'ailleurs, à la lumière des témoignages recueillis, comme un élément important pour concrétiser ses ambitions

politiques au Burkina. Les récits des femmes politiques au chapitre 6 confirment que plusieurs ont pu rester en lice parce que leur emploi/activité leur a donné accès à un crédit, crédit qui les a aidées à faire face, entre autres, aux cautions qui étaient exigées par des partis politiques. Rappelons le propos de cette femme de la majorité qui nous confiait : « Quand on voulait nous positionner, il y a d'autres qui ont dit que les conseillers n'ont qu'à emprunter 500.000F pour la campagne. Moi j'ai dit, je suis salariée, ça ne peut donc pas constituer une barrière pour moi. J'avais pris un crédit, je voulais acheter des choses, j'ai été obligée d'abandonner pour faire la campagne ». Makoura Tou-Héma, députée d'un parti de mouvance présidentielle aussi confirme que « pour être tête de liste, c'était conditionné, il fallait avoir un certain nombre de ressources. Il fallait pouvoir acheter le carburant pour les déplacements ». Une troisième ajoutera : « Moi, j'avais pris un crédit d'un million cinq cent parce que ma banque ne pouvait pas me donner plus avec le salaire que j'avais. Le remboursement, c'était sur 20 mois mais dès que j'ai été élue, j'ai accéléré le remboursement ».

L'absence ou la modicité de revenus des femmes constituent de fait des facteurs qui réduisent significativement leur mise en candidature. Pour contrer un tel handicap, il serait important de développer des réseaux militants pour soutenir les candidatures de celles qui souhaitent faire le saut en politique. Il faudrait également envisager la possibilité de mettre en place un fonds de soutien, à l'exemple du Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes (FAARF), mais en assurant un niveau de financement adéquat. Ainsi, de la même manière que le FAARF permet à des femmes du secteur informel qui n'ont ni titre d'enregistrement d'une entreprise ni salaire régulier à fournir comme garantie, de bénéficier de crédit, un tel fonds pourrait motiver les femmes, sans appui financier, à disposer du minimum de ressources les habilitant à se porter candidates aux différents paliers d'élection. Ce fonds d'appui à la participation politique des femmes devrait être une personnalité morale gérée par une organisation non gouvernementale, et alimentée par des subventions de bailleurs de fonds, d'entreprises nationales et/ou internationales. L'organisation d'évènements

ayant pour objectifs de lever des fonds pourrait aussi être un moyen d'alimenter ce fond.

L'opérationnalisation d'un tel fonds pourrait s'appuyer sur ce qui existe déjà. Il pourrait, par exemple, être greffé au fonds « Genre », mis en place en 2002 suite à une concertation d'une vingtaine de partenaires financiers et dont l'un des axes prioritaires est « l'appui à la participation des femmes aux sphères de décision » (Terrillon et Sangaré 2009: 18-19). En 2005, les cinq partenaires initiaux du projet (Canada, Danemark, Pays-Bas, Suisse, UNFPA) auxquels se sont greffés depuis l'Autriche, la Suède et l'UNDP, se sont engagés à approvisionner le fonds de 305 millions de francs CFA. En juillet 2009 (date du rapport des deux auteures), seuls 105 millions de francs avaient été versés au fonds. Mais quoi qu'il en soit, le fonds demeure toujours sous-utilisé, notent les auteures, puisque les institutions nationales, organisations de la société civile et du secteur privé à but non lucratif auxquels il s'adresse n'arrivent pas toujours à constituer des dossiers de demande satisfaisants. À la lumière même de sa mission prioritaire, ce fonds pourrait donc être ouvert, non seulement aux personnes morales, comme c'est le cas actuellement, mais également aux personnes physiques, et plus particulièrement aux femmes politiques. On pourrait y dégager une ligne budgétaire pour financer les activités politiques des candidates ou leur accorder des crédits sans intérêts ou à intérêt réduit. Les conditions pour y avoir accès pourraient être déterminées avec les femmes politiques lors d'une consultation publique ou un atelier de travail.

8.1.3 Application effective du principe de quotas et son élargissement aux fonctions nominatives

Comme vu dans la revue de la littérature, certains experts et expertes s'accordent sur le fait que le mode de scrutin proportionnel est le mode de scrutin qui favorise les petites formations politiques, l'élection des femmes et reflète le pluralisme politique

si le processus est accompagné d'une volonté politique de placer les femmes en position d'éligibilité (CGD, 2005 : 47 ; collectif féminisme et démocratie, 2006).

Dans le cas du Burkina, l'application du système proportionnel « au plus fort reste », en 2002, a permis à l'opposition de passer de 7 à 54 sièges contre 57 pour le parti présidentiel, mais n'a pas eu une grande incidence sur la représentation des femmes à l'Assemblée. Celle-ci est passée de 8 sièges sur 111 en 1995 à 11 sièges sur 111 en 2002. En effet, ainsi que le note l'étude du CGD (2005 : 49) « l'influence du système électoral sur le choix des femmes n'est pas encore perceptible dans le contexte burkinabè ». C'est moins le mode de scrutin que des facteurs tels les liens personnels avec les caciques du pouvoir ainsi que la capacité de mobilisation de l'électorat qui influent sur le recrutement et le positionnement des femmes sur les listes électorales. Ainsi, pour favoriser l'élection des femmes, nous recommandons l'application effective du principe du quota de 30 % pour l'un ou l'autre sexes sur les listes de candidature aux élections législatives et municipales, *mais avec encadrement de l'établissement des listes*. En effet, la loi est muette en ce qui concerne le classement des personnes candidates. Or, pour que cette mesure soit efficace, il faut que les femmes soient placées en position éligible, c'est-à-dire qu'il faut qu'il y ait obligatoirement une alternance entre les deux sexes. Les mesures incitatives ou coercitives (perte de 50 % du financement en cas de non respect de la loi) inscrites dans la loi, surtout la bonification financière prévue en fonction des élues et non des candidates, sont appréciables, mais non suffisantes. En effet, bien que l'article 6 stipule que :

Tout parti politique ou regroupement de partis politiques qui aura atteint ou dépassé le résultat de 30 % d'élus de l'un ou l'autre sexe, bénéficie d'un financement supplémentaire à la condition d'avoir respecté [le quota de 30 % de l'un ou l'autre sexe sur ses listes]. Le montant de ce financement public supplémentaire est égal au montant perçu par le parti ou regroupement de partis au titre du financement de la campagne [...] (Journal Officiel n°21 du 21 mai 2009 : 4064)

Il demeure qu'un meilleur encadrement des listes électorales de même qu'un *élargissement du champ de couverture de la loi* s'avèrent indispensables pour améliorer la participation féminine aux sphères décisionnelles. Le principe de quotas adopté concerne, en effet, uniquement les fonctions électives. Il est pourtant essentiel de l'étendre aux fonctions nominatives. Comme vu dans le chapitre 6, les témoignages de plusieurs femmes rencontrées (Fatoumata Diendéré-Diallo, Monique Ilboudo, Alice Tiendrébéogo-Kaboret, Awa Ève Sanou-Sanon, Marie-Madeleine Compaoré- Ouédraogo) soulignent qu'il est nettement plus facile pour les femmes, en raison des pesanteurs socioculturelles et des pratiques des partis politiques, d'être nommées qu'élues. Comme l'affirmait l'ex députée Véronique Kando, il faut que le discours change, car si l'absence d'éducation formelle est invoquée pour justifier la faible participation des femmes à la vie politique au Burkina, ce discours ne correspond plus à la réalité : des femmes formées et capables, il en existe des milliers au Burkina²¹⁶ et la présente recherche a révélé qu'au sein du gouvernement les femmes et les hommes ont sensiblement le même bagage éducationnel. La sous représentation politique des femmes doit donc être comprise comme une conséquence de la persistance de préjugés culturels à l'égard des femmes et du consensus patriarcal qui les en éloigne.

Notons que nous avons fait cette dernière remarque à un cacique du pouvoir qui nous a répondu ainsi : « Le domaine politique, c'est différent du domaine professionnel. Nous avons des hommes qui étaient de bons technocrates, mais qui ont eu des difficultés pour diriger des départements ministériels. Il faut nommer les femmes dans des postes moins importants pour qu'elles s'exercent avant de les appeler au gouvernement ». La pratique au niveau des responsabilités nominatives révèle, de ce point de vue, un grand écart entre les discours du pouvoir en place qui dit vouloir accorder une attention particulière à la participation égale des femmes et des hommes

²¹⁶ Entretien de septembre 2007

à la gestion des affaires publiques et les pratiques²¹⁷. Encore récemment, lorsque le pays a connu des inondations le 1er septembre 2009, inondations qui ont causé des pertes en vies humaines et d'importants dégâts matériels, un conseil de gestion des secours d'urgence a été nommé. Ledit conseil était composé de 14 membres, 12 hommes et 2 femmes (14,2 %), ces dernières nommées à des postes peu stratégiques. La première, Ruby Sandhu Rojon du PNUD, a été nommée au titre des partenaires techniques et financiers et l'autre, Félicité Somda, a été nommée avec un homme au titre des représentants des bénéficiaires. Or, faut-il le dire, un tel événement bouleverse tout particulièrement la vie des femmes puisqu'elles sont les gestionnaires du quotidien et de la survivance en de telles conditions. Pour un équilibre entre les femmes et les hommes, il est indispensable de nommer les femmes dans des postes importants et des domaines variés.

Enfin, précisons avec Alice Tiendrébéogo-Kaboret (sans date : 15)²¹⁸ que le principe de quota exige un certain nombre d'actions dont la réflexion sur « une modification du découpage électoral, car selon la division actuelle des circonscriptions électorales, il y a au total 15 provinces qui n'auront qu'un seul député à élire chacun. Dans ces circonstances, la compétition va être très rude entre hommes et contre les femmes à cause du nombre limité de postes à pourvoir ». L'application des quotas doit donc être accompagnée d'un *réaménagement des circonscriptions électorales*. Nous préconisons toutefois, une modification des circonscriptions électorales à l'intérieur des limites des circonscriptions administratives actuelles et non un élargissement indéfini de ces dernières. En effet, si la décentralisation peut être vue comme le moyen de rapprocher le pouvoir (l'administration) des administrés, il semble que ce processus réponde également à des calculs électoralistes afin de trouver de la place

²¹⁷ Rappelons que dans son document intitulé *Le progrès continu pour une société d'espérance*, Blaise Compaoré (2005 : 26-27) dit que « la consécration du principe de l'égalité des sexes [sic] a permis de mettre en relief les potentialités de la femme dans l'éducation, dans la vie politique [...] ».

²¹⁸ Elle a écrit le texte avant l'adoption de la loi sur les quotas.

aux personnes « députables et mairables » de plus en plus nombreuses. Or, l'augmentation indéfini du nombre des édiles est budgétivore, alors que le pays est pauvre et dépend grandement de l'aide extérieure.

8.1.4 Arrimage de l'action des organisations non gouvernementales féminines à celle des élues

Le Burkina compte plusieurs réseaux d'organisations des femmes. La coalition burkinabé pour les droits de la femme (CBDF)²¹⁹ par exemple regroupe plus d'une dizaine d'organisations féminines ou travaillant pour la promotion des femmes dont l'Association des Femmes Élues du Burkina (AFEB), ainsi que des ministères et des structures publiques en tant que membres aviseurs. Parmi ces derniers, on compte le ministère de la promotion de la femme, le ministère de la justice, le ministère de la promotion des droits humains ainsi que l'observatoire sur les conditions de vie des femmes. De telles structures permettent un échange et une mise en commun des idées. Elles informent, sensibilisent et forment des femmes et des hommes par rapport à la politique et sur la prise en compte de la dimension du genre dans leurs activités. Elles constituent donc une source d'encouragement et d'inspiration pour les femmes politiques comme le souligne Makoura Tou-Héma : « Le NDI m'a vraiment motivée. J'ai assisté à un de leurs séminaires là, on nous a vraiment conseillées ! Ils ont dit, les femmes en politique, ne vous laissez pas ébranlées. Prenez votre courage à deux mains. [...] Et puis, j'ai vu que les autres femmes étaient confrontées aux mêmes problèmes que moi » (Banfora, septembre 2007). En effet, bien que les femmes parlementaires aient affirmé qu'elles ne travaillaient pas spécifiquement en faveur des femmes parce que la constitution le leur interdit, nous avons vu à travers les discours de certaines que la question-femme est une préoccupation constante pour elles. Ainsi,

²¹⁹ La CBDF a été mise en place en 1998 sous l'impulsion du projet Droits et Citoyenneté des Femmes (DCF), mis en œuvre par le Centre Canadien d'Étude et de Coopération Internationale sur financement de l'Agence Canadienne de Développement Internationale (ACDI).

il faudrait que les femmes parlementaires participent davantage à des réseaux de femmes. Cela leur garantirait une dynamique de réflexion avec des femmes de diverses conditions et leur permettrait d'établir une plate-forme officielle de revendications sur laquelle elles pourraient s'appuyer.

Cet appel à l'instauration d'une collaboration systématique des femmes politiques avec les organisations de femmes est également soutenu par Ruth Yaméogo-Sawadogo :

Les femmes politiques doivent associer les associations, les ONG à leur combat. Les 11 ou 12 qui sont à l'Assemblée ne pourront rien faire à elles seules. Il faut qu'on sente que les femmes bougent. Parce que même si les premiers responsables veulent nous aider, ce n'est pas évident car, il y a des gens qui sont contre. Il y a un député qui a eu à dire qu'il faut renvoyer les femmes pour garder les enfants (Ziniaré, 29 novembre 2007).

Comme le font remarquer Masson (2002 : 59- 60) et Lanctôt (1989 : 63), les réseaux d'organisations de femmes restent, malgré leurs insuffisances (querelles de leadership, luttes pour la mobilisation de ressources), des espaces d'échanges privilégiés qui nourrissent l'action politique et favorisent une représentation adéquate des intérêts des femmes. Il faudrait donc veiller à arrimer systématiquement le travail des femmes des ONG à celui des femmes représentées dans le gouvernement et le parlement, ainsi qu'à celui des candidates potentielles. La mise en place d'activités, telles les colloques, les journées d'étude, les conférences-débats, etc. pourrait permettre d'atteindre cet objectif. Ces rencontres pourraient également être l'occasion d'améliorer les connaissances des femmes en matière d'instruments juridiques internationaux et nationaux qui leur sont favorables. Dans cette optique, la CBDF, WILDAF/Burkina et International NDI ont édité des documents qui peuvent permettre d'opérer ce transfert de connaissances. Il s'agirait alors d'offrir des sessions de formation afin de favoriser leur appropriation par les femmes politiques qui auraient avantage à s'en servir pour documenter et appuyer leurs revendications et

pressions auprès du gouvernement. Le Protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes, par exemple, définit en son article premier la discrimination à l'égard des femmes comme « toute distinction, exclusion, restriction ou tout traitement différencié fondés sur le sexe, et qui ont pour but ou pour effet de compromettre ou d'interdire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes, quelle que soit leur situation matrimoniale, des droits humains et des libertés fondamentales dans tous les domaines de la vie ». Plus précisément en ce qui concerne l'élimination *de la discrimination à l'égard des femmes* (article 2), le Protocole stipule que :

- Les États combattent la discrimination à l'égard des femmes, sous toutes ses formes, en adoptant les mesures appropriées aux plans législatif, institutionnel et autre.
- Les États s'engagent à modifier les schémas et modèles de comportement socioculturels de la femme et de l'homme par l'éducation du public par le biais des stratégies d'information, d'éducation et de communication, en vue de parvenir à l'élimination de toutes les pratiques culturelles et traditionnelles néfastes et de toutes autres pratiques fondées sur l'idée d'infériorité ou de supériorité de l'un ou l'autre sexe, ou sur les rôles stéréotypés de la femme et de l'homme.

De même, en ce qui a trait à la participation au processus politique et à la prise de décisions (article 9), le Protocole recommande que « [l]es États entreprennent des actions positives spécifiques pour promouvoir la gouvernance participative et la participation paritaire des femmes dans la vie politique de leurs pays, à travers une action affirmative et une législation nationale et d'autres mesures [...] ».

Certes, l'expérience démontre que les principes définis dans ces instruments nationaux et internationaux demeurent souvent lettres mortes et ne résultent pas nécessairement en actions positives. Néanmoins, il est indéniable qu'ils offrent une assise éthico-politique et une validation morale pour exiger une meilleure représentation des femmes en politique. C'est pourquoi les législatrices doivent

maîtriser ces instruments internationaux pour faire pression auprès du gouvernement en le mettant face aux différents engagements auxquels il a souscrit et l'amener ainsi à les respecter.

8.2 Développement de nouveaux mécanismes

Au Burkina, comme dans la grande majorité des pays, il y a un décalage réel entre le cadre légal formel et la réalité sociale (International IDEA, 1998 ; CGD, 2005 ; Ilboudo, 2006, Tiendrébéogo-Kaboret, sans date.) Sous ce rapport, nous notons avec Matoko (1996 : 209) que :

Le chemin à parcourir est encore long. Les facteurs d'ordre culturel, comme dans toute société, ne s'adaptent pas au progrès par la simple volonté des gouvernants ou par la simple mise en œuvre de projets de développement « intégrant la dimension féminine ». Car il ne suffit pas d'éduquer ou de former le plus grand nombre de filles et de femmes, il ne s'agit pas non plus d'augmenter arithmétiquement leur capacité économique de production, il s'agit surtout de faire en sorte que la société toute entière admette que le développement est un effort commun, un processus qui requiert la participation égale de tous les citoyens, sans discrimination quelconque.

Pour favoriser cette « participation égale de tous les citoyens », nous proposons dans les pages qui suivent diverses actions qui, en plus du dispositif existant, nous apparaissent susceptibles de contribuer à l'amélioration de la participation des femmes aux différentes sphères de décision. Les différentes données d'analyses présentées dans les chapitres 6 et 7 ayant montré comment le « privé » pouvait constituer un mur à la participation politique féminine, aux véritables changements, les témoignages recueillis auprès des femmes nous incitent donc à favoriser des actions pour développer une conscience citoyenne et plus largement pour favoriser un changement voire un renversement des mentalités.

8.2.1 Formation politique et civique soutenue de la population

Des études (CGD, 2005 : 49 ; Loada 1995) ainsi que les femmes politiques rencontrées ont relevé le peu de culture politique des populations au Burkina. En 1995, Loada (1995 : 220) relevait « la faiblesse notoire des capitaux culturels de l'élite partisane, qui rend particulièrement indigent le débat politique interne ». Près de 15 ans plus tard, la situation n'a pas beaucoup évolué et nombre des femmes que nous avons interviewées ont relevé leurs besoins de formation dans le domaine politique. Dans l'étude sur *la participation politique des femmes au Burkina Faso* du centre pour la gouvernance Démocratique (CGD, 2005 : 115), une grande majorité des femmes leaders rencontrées (66 %) retiennent la nécessité d'accéder à « une formation appropriée » comme condition essentielle pour réussir en politique ou dans un poste décisionnel. Le besoin est tel que la députée Drabo-Kanyoulou, forte de son expérience politique pense même, à l'avenir, intervenir dans le domaine de la consultance politique. Elle dit à ce propos :

Moi, j'ai toujours réfléchi à ma sortie de la politique. Pas quitter complètement la politique, mais ne plus être militante active et briguer des postes. Si vous voyez qu'à mon âge, je continue de m'inscrire à l'école, d'y aller tous les soirs, c'est parce que je réfléchis à ma sortie. [...] J'ai choisi le thème de la communication politique. Nous, on est tombé dedans [en politique] sans encadrement et au début, on avait de la difficulté pour s'exprimer. Dans ce domaine, il y a un besoin (Ouagadougou, 16 février 2009).

Un tel commentaire suggère, pour favoriser une augmentation de la participation politique féminine, la mise en place d'un programme d'éducation populaire dont les axes de développement seraient des thèmes concernant à la fois la gestion politique (démocratie, décentralisation, gestion politique et administrative de la cité, rôles des personnes élues, etc.) et la promotion sociale des femmes (dénonciation de la violence à l'égard des femmes, nécessité de leur participation dans les appareils de pouvoir, etc.). Dans le déroulement d'une telle formation, il importerait d'impliquer également les hommes et les garçons puisque s'ils sont partie prenante du problème,

ils sont également partie prenante de la solution. Ce sont eux qui occupent au Burkina la grande majorité des postes de pouvoir et d'influence et ce sont eux qui, pour le moment, déterminent les priorités en matière politique et législative et qui ont l'écoute de leurs pairs, comme le dit Aline Koala-Kaboré. Il importe donc par ces actions conjointes de tenter de les rejoindre puisque certains d'entre eux peuvent s'avérer d'efficaces alliés. Tous les canaux de communication (radio, télévision, forums, conférences-débats) devront être mobilisés pour assurer l'efficacité de ce programme d'éducation populaire et, outre le français, les langues nationales devront être utilisées pour assurer la plus grande pénétration possible du message véhiculé. A travers ces canaux, le gouvernement devrait travailler à faire reconnaître et valoriser par exemple, le rôle et les activités des femmes au foyer. Il devrait organiser des campagnes de sensibilisation pour mettre en exergue l'importance de ces activités pour la société car ainsi que le rappelle le programme d'action de Beijing, « [l]es femmes participent à la vie économique et à la lutte contre la pauvreté par leurs activités domestiques, communautaires et professionnelles rémunérées et non rémunérées » (ONU, 2002 : 45).

La lutte dans la mixité que nous recommandons, et qui est aussi prônée par de nombreuses femmes politiques burkinabé qui rejettent le féminisme à l'occidental assimilé à une guerre des sexes, doit, dans les circonstances, être envisagée comme stratégie de changement. Il est cependant des situations où la non mixité peut se révéler comme une stratégie transitoire plus opérationnelle et plus efficace. Ne serait-ce que, lors de nos observations sur le terrain, nous avons pu constater à quel point, même les femmes les plus dynamiques devenaient presque muettes en présence des hommes (mari ou beau-père). Phénomène de culture, de toute évidence, mais également phénomène d'intériorisation que Léa Cousineau, la première femme présidente du Comité exécutif de la Ville de Montréal de 1990 à 1994 résume en ces termes : « L'homme le moins doué se pense intelligent, la femme la plus douée doute d'elle-même » (Cousineau, citée dans Lacelle, 1999 : 48). Ainsi, pour être efficace et

rejoindre son objectif, les stratégies de transfert adoptées doivent permettre aux femmes d'entreprendre une démarche initiale entre elles afin de favoriser d'une part, la mise en commun de leurs expériences et d'autre part, de les inciter à trouver elles-mêmes des solutions à leurs besoins et à entreprendre des actions de promotion et de valorisation. Il y aurait lieu de faire des recommandations en ce sens à des structures telles NDI/Burkina, la CBDF, le CGD et à les encourager à poursuivre, mais surtout à renforcer leurs programmes de formation non mixte en direction des femmes politiques.

Enfin, il y aurait lieu aussi d'organiser un système de mentorat qui jumèlerait les femmes élues en fonction et les nouvelles candidates. Une telle pratique, ainsi que le fait remarquer le Collectif Féminisme et Démocratie (2006 : 73), permet de contrer l'isolement et le sentiment d'inexpérience ou d'incompétence. Si, en principe, la personne inexpérimentée choisit son mentor « dans son environnement, pour son expérience et son charisme et parce qu' [elle] croit qu'il possède les aptitudes pour lui servir de modèle » (Currier, 2003 :12), certaines structures auraient avantage à être mises en place pour faciliter la prise de contact. Tout porte à croire, en effet, que nombre de femmes politiques burkinabé ne disposent pas d'un réseau de relations sociales et professionnelles fort et que plusieurs d'entre elles risquent dans les circonstances d'avoir de la difficulté à se trouver un-e mentor-e. Il serait donc opportun de formaliser un programme de référence qui permettrait à chacune et à chacun d'avoir accès à ce type d'assistance. On pourrait aussi envisager développer un programme de cyber mentorat pour mettre en réseau des femmes politiques burkinabé avec d'autres femmes politiques africaines.

8.2.2 Établissement d'une reconnaissance officielle des femmes et des hommes politiques qui œuvrent pour l'égalité des sexes

Comme le note le Collectif Féminisme et Démocratie (2006 : 22), « [d]ans les faits, nous grandissons en entendant parler des pères fondateurs, des grands hommes politiques et des héros de la nation, mais peu souvent projette-t-on des symboles ou [des icônes] féminins politiques qui rejoignent l'imagination nationale, politique et identitaire ». Aussi, pour inciter, d'un côté, les femmes à entrer en politique et de l'autre, amener l'imaginaire collectif à accepter ce fait, il faudrait améliorer, par des campagnes de sensibilisation nationales, l'image des femmes politiques au sein de la population. La création, par exemple, d'un programme de récompenses local et national qui reconnaîtrait la contribution de certaines édiles politiques pourrait contribuer à atténuer le sentiment de transgression qui empêche certaines femmes à faire le saut en politique. Une telle initiative permettrait de récompenser publiquement des femmes et des hommes qui travaillent à réduire l'asymétrie entre les sexes et par conséquent, de faire des émules. Une telle action a été initiée en janvier 2010 par le Centre pour la Gouvernance Démocratique qui a procédé au lancement *du prix au maire qui aura le plus pris en compte le genre dans sa localité*²²⁰. Cette action qui avait pour but d'inciter davantage les autorités politiques locales à plus d'application de la parité dans la gestion des communes est louable mais non suffisante. Il faudrait que le pouvoir en place, à travers le ministère de la promotion de la femme et celui des droits humains institutionnalise un concours sur les bonnes pratiques en matière de promotion des droits des femmes en général, et pour leur engagement politique, en particulier. De tels événements pourraient inciter davantage les leaders des partis politiques à recruter plus de femmes candidates et à les placer en positions éligibles. Ils constitueraient, en outre, un atout pour plaider la

²²⁰ Pour cette première édition, ce prix a été décerné à cinq mairesses : Marie Madeleine Nana-Kaboré de la commune de Kokologho, Marguerite Somé-Somé de la commune de Dano, Saly Bonou-Tanou de la commune de pâ, Joséphine Niamoukara de la commune de Kiembra et Traoré-Sanou Aïcha de la commune de Koungny.

cause d'un plus grand accès des femmes aux différentes sphères de décision auprès des responsables coutumiers et des caciques du pouvoir.

Des chroniques dans les médias écrits ou télévisuels relatant les expériences ou les « combats » de femmes politiques pourraient également représenter une source d'inspiration pour les femmes et les inciter à l'engagement politique. De telles campagnes pourraient aussi être engagées en milieu scolaire afin de soutenir l'estime de soi des jeunes filles et les inciter à développer un projet de vie duquel une participation au champ politique ne serait pas exclue d'emblée. Ces recommandations s'inscrivent dans la foulée de celles formulées par Abdou Hamani dans son document *Les femmes et la politique au Niger* (2001 : 118), à savoir « [...] [qu'] il faudra bâtir des modèles, c'est-à-dire mettre en exergue des femmes qui ont réussi et qui peuvent servir de références pour les autres femmes tant du point de vue de leur performance que de leur moralité ». Notre propre recherche a révélé que les femmes politiques souhaitent être des références pour les autres femmes et des noms que retiendra l'historiographie politique burkinabé. « [...] La politique ouvre des portes. Partout, si on dit-madame Zan [nom fictif], même si on ne me connaît pas, le nom dit quelque chose » souligne l'une d'entre elles. Même écho chez Ruth Yaméogo-Sawadogo qui dit que « je trouve satisfaction en étant utile à la nation. Quoi qu'on fasse, un jour on va partir, donc, il faut se rendre utile. Qu'on puisse dire quand même après notre départ, elle a fait quelque chose pour son pays ».

8.2.3 Oser toucher le sensible, le tabou pour changer les mentalités !

Au Burkina, la prise en compte du genre dans le développement est consacrée par les autorités politiques et constitue un défi à tous les niveaux. Des campagnes de sensibilisation sur le genre sont menées par diverses structures gouvernementales et non gouvernementales à coup de millions pour la prise en compte de cette dimension. Il s'agit, dans cette perspective, de démontrer que l'ordre social ainsi qu'il est établi ne relève pas de la nature, mais qu'il est le résultat d'un construit social et peut, de ce

fait, être modifié. Des plaidoyers/sensibilisations sont donc faits pour un renforcement de la scolarisation des filles, la nomination de femmes à de hauts postes de responsabilités, le renforcement des activités génératrices de revenus pour les femmes, leur participation dans les assemblées villageoises, l'abandon de l'excision, du mariage forcé, du lévirat etc.

Ces actions, même si elles touchent l'autoréalisation des femmes restent dans le domaine du « public », au « dehors » et n'abordent pas les relations privées entre époux et la place des femmes dans la famille. Cette situation s'explique du fait que la remise en question des pouvoirs et des privilèges masculins, surtout au sein de l'univers domestique où l'homme est considéré comme le chef de famille, est un sujet difficile à aborder (Hesseling et Locoh, 1997 : 5) ; l'emprise de la culture patriarcale au Burkina constituant un frein important à cet égard. Les femmes elles-mêmes en général, et politiques en particulier, préfèrent ne pas soulever cette question des rapports quotidiens avec leur conjoint. Leurs témoignages révèlent également que plusieurs évacuent la mise en question de l'implication de ces derniers dans la réalisation des tâches ménagères ou de soins aux enfants, arguant que le problème ne se pose pas en Afrique du fait de la disponibilité d'un personnel de maison. Pourtant, pour un changement effectif des mentalités, il faudrait « interférer » à ce niveau avec pour groupe cible, les jeunes, c'est-à-dire les futures épouses et époux. Il faudrait d'une part, éliminer du matériel éducatif les messages qui tendent à donner une image de supériorité des hommes sur les femmes et d'autre part, introduire le thème des relations équitables et égalitaires entre conjoints dans le cursus scolaire des collèges et des lycées. L'implantation d'un cours sur ces questions dans la scolarité aurait pour objectif de déconstruire les préceptes et normes de nature discriminatoire qui légitiment l'exclusion des femmes de la sphère publique. Un tel programme devrait aussi s'attaquer au phénomène de la violence conjugale contre les femmes et favoriser une réflexion sur l'égalité des sexes et la mixité avant même que les « mauvaises habitudes » se soient incrustées et jugées normales. Car, comme le

constate Jacques Nonguierma (2009) dans une rubrique titrée « **Les femmes d'un côté, les hommes de l'autre** », hommes comme femmes répliquent dans la sphère publique les relations qu'ils-elles entretiennent dans la sphère privée.

Nous avons constaté – écrit-il - lors de la 1^{re} session du conseil municipal de Pissila [commune rurale du Burkina], que les femmes ne se mêlent pas aux hommes. Au nombre d'une vingtaine, elles ont choisi un coin où elles s'étaient agglutinées. C'est dire que même au conseil, elles observent les mêmes comportements qu'au village. Ce qui est dommage pour leur émancipation²²¹.

C'est effectivement l'effacement des femmes à tous les niveaux qui rythme la vie de la grande majorité des foyers burkinabé et qui les écarte de leur pleine réalisation en tant que citoyenne. Elles sont sujettes à un grand nombre de violences, des plus visibles (repassage des seins, excision, mariages arrangés, bastonnade, viol, prostitution forcée, accès inégal à l'éducation, accusation pour sorcellerie...) aux plus insidieuses. Ces dernières, invisibles mais plus courantes (restriction alimentaire arbitraire, accès inégal aux soins de santé, inceste, viol conjugal, maltraitance financière...), sont moins dénoncées et difficiles à combattre. A titre d'exemple, en raison de la virilocalité qui les place en situation d'étrangères, la société prend pour acquis que les hommes, contrairement aux femmes, ont le droit de recevoir comme ils veulent leurs parents et les membres de leur parentèle dans la maison conjugale, même quand celle-ci est en dehors de la cour de leurs parents. Très souvent, seules les photos des parents de l'homme y sont exposées. Or, les contextes ont changé. Nombre de jeunes couples sont obligés de contracter un crédit pour acheter une maison ou un terrain pour se construire une maison ; dans certaines situations, la contribution financière de l'épouse est même plus élevée que celle de l'époux. Dans ce contexte, en quoi les parents de celui-ci ont plus de légitimité que ceux de sa conjointe pour loger dans une telle maison ou pour y voir trôner leurs photos ?

²²¹ Édition internet non paginée.

Une autre forme de violence que vivent les femmes est le fait de les obliger à passer toutes les fêtes et à tous les ans dans leur belle-famille. Cette violence est d'autant plus forte en milieu urbain quand les deux familles (d'origine et d'alliance) sont dans la même ville.

Ces différentes formes de violence structurelle masculine à l'égard des femmes devraient être dénoncées dans le cours à implanter. Tout en étant consciente ainsi que l'affirment Patricia Roux, Valérie Perrin, Marianne Modak et Bernard Voutat dans leur essai titré *Couple et égalité, un ménage impossible* (1999 : 20) que « l'égalité et la justice [dans le couple] ne sont pas des faits objectifs ; elles se construisent au contraire, étant perçues et interprétées différemment selon les personnes, leurs origines sociales, leurs expériences, leurs croyances, les buts qu'elles poursuivent, parfois le moment et même l'humeur du jour », on travaillera à faire prendre conscience aux jeunes burkinabé que l'objectif de l'égalité entre les sexes participe également à leur bien-être et à celui de la famille. C'est ce que souligne la Déclaration de Beijing qui dit que « [l']égalité des droits, des chances et de l'accès aux ressources, le partage égal des responsabilités familiales et un partenariat harmonieux entre les femmes et les hommes sont essentiels à leur bien-être et à celui de leurs familles ainsi qu'à l'affermissement de la démocratie » (ONU, 2002 : 12). Par exemple, la situation économique confortable d'une femme profite à sa famille, notamment à ses enfants, donc aux membres du lignage de son époux du fait de la patrilinéarité. Dans le droit moderne, les femmes lèguent leurs biens à leurs enfants, donc aux membres du lignage²²² de leur époux et non de leur propre lignage. C'est d'ailleurs l'une des raisons, sinon la principale qui fait que la sagesse populaire dit que « mettre une fille au monde, c'est comme arroser le jardin de son voisin ». Nous avons pu constater comment le comportement agressif de deux hommes envers leur épouse a diminué après que nous ayons eu deux entretiens avec chacun d'eux sur les

²²² Membres descendants d'un même ancêtre mâle.

avantages de l'autonomie financière de cette dernière. Chacun a été sensible à la réflexion « que deviendront tes enfants s'il t'arrivait quelque chose alors que ton épouse est sans revenu », cela dans un contexte où le filet de sécurité social n'est pas très développé au Burkina ? Cela paraît évident, mais nombre d'hommes n'ont pas cela en vue quand ils s'opposent à ce que leur femme gagne un revenu indépendant du leur à l'extérieur du foyer. Ils sont surtout préoccupés par la sauvegarde de leur image de pourvoyeur.

Ces exemples parmi le grand nombre de violence quotidienne que subissent les femmes burkinabé mettent en relief la domination structurelle des hommes sur les femmes et le fait que le *privé est politique*. Les lois ne vont donc pas tout régler, loin de là. Les rapports inégalitaires entre les sexes seront amoindris lorsque chaque homme considérera chaque femme comme un partenaire égal. Le cours que nous préconisons instaurera avec les jeunes un débat public sur de nouveaux rôles des hommes et des femmes dans la société et dans la famille. Nous ne prôtons pas une confusion de rôles mais plusieurs positions et frontières traditionnelles entre les sexes peuvent être renégociées. C'est ce que stipule le préambule de la CEDEF qui dit « que le rôle traditionnel de l'homme dans la famille et dans la société doit évoluer autant que celui de la femme si on veut parvenir à une réelle égalité de l'homme et de la femme ». Il faudrait que les femmes mariées puissent exister comme des personnes à part entière et non en fonction du statut, des désirs et des besoins de leur époux.

Enfin, faire de la place à la femme dans la sphère privée implique également qu'elle puisse avoir une réelle liberté de choix sur l'identité qu'elle veut utiliser dans la vie quotidienne. Comme le dit Diane Lamoureux (1989 : 20) « [...] ; il ne semble être venu à l'esprit d'aucun député qu'une des façons d'encourager les femmes au mariage aurait pu être de préserver leur individualité légale dans le mariage ». Guillaume Carino (2005 : 56) pour sa part, dit que « [n]e pas nommer l'autre revient à l'occulter. Le phénomène est fondateur en politique ».

8.2.4 L'acceptation de candidatures indépendantes et le traitement spécifique des questions des femmes

Comme déjà souligné, le Burkina n'autorise pas les candidatures indépendantes aux élections législatives et municipales. Les femmes burkinabé avaient demandé l'acceptation de ces candidatures au niveau local (municipal), mais cela leur a été refusé (Ilboudo 2006). Le principe de candidatures indépendantes divise en effet. Il est revendiqué par le Mouvement burkinabé des droits de l'homme, par des syndicats²²³ et nombre d'organisations de la société civile (NDI, CGD, CBDF, etc.)²²⁴ qui estiment que cela permettrait de prendre en compte des femmes et des hommes compétents-tes, dotés-es de bons projets de sociétés pour le pays, mais qui ne veulent pas être affiliés-es à un parti politique. D'autres personnes et, en particulier, des responsables de partis politiques sont contre ce principe arguant qu'il génère des dispersions, des coûts électoraux importants et même de l'ethnocentrisme et du régionalisme.

Pour notre part, les résultats de notre recherche nous amènent aussi à recommander l'acceptation des candidatures indépendantes. Nous avons en effet vu que les partis politiques avaient des pratiques machistes et ne classaient pas les femmes toujours en position éligible sur les listes électorales. En plus, il y a des femmes qui s'autocensurent et se retirent au profit de candidats masculins. Les candidatures indépendantes permettraient d'éviter ces deux situations. L'absence de discipline de parti pour certaines politiciennes permettrait aussi la diminution de réactions comme vu au chapitre 6 « je voudrais bien voter pour qu'une femme passe mais je ne peux

²²³ Vingt organisations syndicales l'ont revendiqué dans leur message du 1^{er} mai 2007.

²²⁴ Cette revendication est présente dans la déclaration rédigée par onze organisations de la société civile. Voir Sidwaya, « Élections législatives du 6 mai 2007 : les femmes ont été oubliées », 2007. [En ligne] <http://www.lefaso.net/spip.php?article21329>

pas voter contre le président de mon parti ». Cela pourrait aussi favoriser la formation d'un front de femmes politiques pour la défense d'intérêts des femmes.

Et concernant les problèmes et besoins des femmes, nous préconisons qu'une attention particulière leur soit accordé à l'Assemblée Nationale. Contrairement à l'interprétation des législatrices rencontrées, cela n'est nullement anticonstitutionnel. La Constitution garantit l'égalité des citoyennes et des citoyens notamment en son article 1 qui dispose que « [t]ous les Burkinabè naissent libres et égaux en droits.[...] Les discriminations de toutes sortes, notamment celles fondées sur la race, l'ethnie, la région, la couleur, le sexe, la langue, la religion, la caste, les opinions politiques, la fortune et la naissance, sont prohibées », et en son article 4 qui dit que « [t]ous les Burkinabè et toute personne vivant au Burkina Faso bénéficient d'une égale protection de la loi ». Ces dispositions ne sauraient être interprétées comme une interdiction de travailler spécifiquement pour l'un ou l'autre groupe mais bien comme une invitation à œuvrer à l'élimination des inégalités dont sont victimes certains groupes, en l'occurrence les femmes. De même, la ratification d'instruments internationaux tels la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) exige l'adoption de lois répondant au contenu de ces textes. Ainsi, qu'elles relèvent de commissions spécialisées ou de commissions déjà existantes, les questions des femmes doivent être inscrites dans l'agenda parlementaire afin de contrer leur infériorisation économique et sociale. Pour respecter le principe d'égalité, ces commissions devront, dans la mesure du possible être composées d'autant de femmes que d'hommes.

CONCLUSION DE LA PARTIE III

Plusieurs facteurs se combinent pour favoriser ou au contraire limiter l'accès et le maintien des femmes dans le champ politique au Burkina Faso. La plupart des femmes leaders et politiques ont émergé de la période révolutionnaire. Un réseau familial et social très fort conforté d'un niveau universitaire et de compétences techniques est un atout pour le saut nominatif et électoral. Au contraire, un faible niveau d'instruction, un manque de confiance en soi ainsi que l'opposition de son époux peuvent se révéler être des contraintes importantes pour l'accès au pouvoir politique.

Les chapitres 6 et 7 ont beaucoup développé sur les rapports entre époux. Loin d'être des tentatives d'interprétations de phénomènes de la vie amoureuse, il s'agit d'une analyse sociologique dans une société où les véritables sujets sont les hommes. Nous avons vu que le pouvoir ne relève pas seulement de la gestion des affaires publiques. On le retrouve partout, dans la famille et plus précisément dans le couple. Il existe une relation positive forte entre le soutien du mari ou sa non opposition et l'engagement ainsi que la longévité politique des femmes telle que le stipule notre deuxième hypothèse. Ce qui est important à retenir, c'est que le pouvoir « se construit dans une relation où la force de l'un dépend de la résistance d'autrui » (Dortier, 2004 : 662). A ce niveau, les femmes politiques déploient de multiples stratégies pour concilier les qualités attendues des femmes et activité politique. Les représentations et comportements des femmes politiques burkinabé sont ainsi ambivalents oscillant entre valeurs traditionnelles et valeurs démocratiques. Elles rejoignent en majorité la catégorie des hiérarchiques identifiées par Tremblay (1993), c'est-à-dire qu'elles ont une perspective traditionnelle des rapports de sexe par une valorisation des rôles liés à

la reproduction des femmes. Quoi qu'il en soit, « [l]'égalité entre les femmes et les hommes suppose une volonté politique ferme de l'État et un engagement des partis politiques en ce sens par la mise en place d'un ensemble de mesures, certaines contraignantes d'autres incitatives et éducatives, pour atteindre cet objectif le plus rapidement possible » (Collectif et démocratie, 2006 : 55). Nous avons fait des propositions allant dans ce sens ainsi que dans celui de l'éducation et de la formation des esprits pour la réception de valeurs moins conservatrices. Nos différentes propositions ont pour but de faire progresser non seulement la cause des femmes mais également la démocratie au Burkina.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette recherche procède de notre engagement pour la promotion des droits des femmes en général et des Burkinabé en particulier. Nous cherchions à contribuer, d'une part, à la visibilité de celles qui, malgré toutes les contraintes et les obstacles se lancent dans le champ politique, et d'autre part, à une appréhension de la problématique *Femmes et pouvoir politique* au Burkina. Ainsi, nos objectifs étaient de questionner l'insuffisante présence des femmes dans la sphère politique de ce pays afin de mettre en lumière les contraintes et les conditions nécessaires, sinon suffisantes pour favoriser une meilleure présence ; de repérer les précurseurs et de sortir leur contribution de l'ombre ; enfin, de dégager des pistes d'actions susceptibles de contribuer à l'augmentation de la participation politique féminine au Burkina. Pour ce faire, nous avons posé comme première hypothèse qu'il y a un lien explicatif entre les rôles dévolus aux femmes par la société burkinabé et le fait qu'elles soient très peu représentées dans le champ politique. Notre deuxième hypothèse est que, plus les femmes peuvent compter sur le soutien de leur époux, plus leur longévité et leur visibilité politiques seront grandes et inversement. Au total, 47 femmes politiques, toutes positions confondues et une quarantaine de personnes ressources ont été interviewées. Les entrevues semi-dirigées ont été conduites individuellement auprès des femmes politiques et individuellement ou collectivement avec les autres (membres d'un groupement féminin, habitants du village de *Kaatinga* et de ceux de *Donse et Gueye*, responsables de structures chargées de l'encadrement des femmes). L'analyse a surtout porté sur le récit de 45 de ces femmes politiques, les deux autres ayant été rencontrées après l'exploitation globale du corpus.

La recherche met en évidence que l'histoire politique du pays a été très mouvementée. La citoyenneté politique a été concédée aux femmes et aux hommes

burkinabé à partir de 1956 avec l'adoption de la loi-cadre qui instaurait le suffrage universel dans les colonies françaises. De mai 1957²²⁵ à décembre 2009, le Burkina a connu quatre régimes constitutionnels et six régimes d'exception²²⁶ dont une révolution du 4 août 1983 au 15 octobre 1987. L'État de droit a été restauré en 1991 suite à l'adoption par référendum d'une nouvelle constitution, le 2 juin, et le pays abandonna l'idéologie marxiste au profit d'une idéologie d'inspiration sociale-démocrate. Aujourd'hui, le pays compte plusieurs instances et institutions de gouvernance (Assemblée Nationale, Cour des comptes, etc.) qui ont été, en partie, mises sur pied suite à la pression de la rue, notamment après l'assassinat du journaliste Norbert Zongo²²⁷. Sous de fortes pressions, tant au niveau national qu'au niveau international, le pouvoir a été contraint d'entreprendre une réforme institutionnelle et électorale pour apaiser les esprits et pour garantir le déroulement d'élections transparentes ainsi que la participation de l'opposition au gouvernement. Depuis lors, le pays organise régulièrement des élections. Cela ne s'est toutefois pas révélé suffisant pour permettre l'avènement d'une démocratie véritable qui se concrétiserait, notamment, par une participation égale des sexes à la gestion des affaires publiques. Les femmes restent à la périphérie du pouvoir avec 20,5% de ministres, 22, 7% des ambassadeures, 15,3 % des députées, 6,1% des mairesses en 2009. Elles sont également concentrées dans des postes dits à sensibilité féminine (mobilisation, éducation, assistance sociale...), des postes peu stratégiques. Nous l'avons déjà noté, cette situation démontre bien, comme l'ont relevé plusieurs auteurs et auteures (Lamoureux 1997 : 40; Diaw 1998; Collin 1999 : 83; Ba et Diop

²²⁵ En date du 17 mai 1957, un conseil a été mis en place par Paris pour gouverner la Haute-Volta – devenue Burkina en 1984 – à la suite de l'adoption de la loi-cadre le 23 juin 1956. Cette loi avait notamment pour objet de donner plus d'autonomie aux colonies.

²²⁶ Les régimes d'exception désignent ceux qui sont intervenus après un coup d'État.

²²⁷ Rappelons que ce journaliste d'investigation a été tué, avec trois autres personnes, le 13 décembre 1998.

2005 : 135), qu'il ne suffit pas d'établir un régime démocratique pour garantir une équitable représentation des femmes au sein des appareils de pouvoir.

Cette sous-représentation des femmes burkinabé et africaines en général dans les instances de pouvoir est largement expliquée dans la littérature. Une fois reconnue l'invraisemblance de l'existence de véritables sociétés matriarcales, c'est-à-dire de sociétés où le pouvoir aurait été exercé directement par les femmes, les principaux facteurs invoqués pour expliquer la sous représentation politique des femmes sont d'ordre physiologique, psychologique, historique, socioculturel, politique et économique. Eu égard aux facteurs physiologiques, il convient de noter que les arguments naturalistes ou psychologiques ont été largement déconstruits par nombre d'auteurs et principalement d'auteures qui, depuis Simone de Beauvoir ([1949] 2001) et Shulamith Firestone (1970), ont amplement démontré que ce sont les différentes sociétés qui ont fait de la condition biologique de la femme un destin (Collin 1975 : 72, Descarries, 1983), et que par conséquent, le poids des déterminismes biologiques ne devrait pas être mobilisé pour justifier la hiérarchie des sexes. Les arguments d'ordre historique, eux, pointent vers des facteurs extérieurs, notamment la colonisation et les religions dites révélées, soit judéo-chrétienne et islamique qui, selon certains-es auteurs-es, ont entraîné la dégradation de la position sociale des femmes africaines. Pour les autres facteurs, la division sexuelle du travail, l'inégal accès aux ressources éducatives, les insuffisances de revenus des femmes, ainsi que les règles du jeu politique sont fréquemment, parmi d'autres, dénoncés comme facteurs de reconduction de la sous-représentation politique des femmes. Les perspectives féministes insistent sur les différents aspects et effets socioculturels, de même qu'économiques, de la division sociale des sexes. En l'occurrence, elles ont contribué à élargir le champ de l'analyse du politique à celle des rapports sociaux de sexe. De cette lecture sont nées diverses plateformes de revendications exigeant la participation active des femmes à la vie politique, pour les unes, sur la base de *l'égalité des sexes* (de droits égaux entre les deux sexes), pour les autres sur celle de

la *différence* (besoin de représentation pour chaque groupe), *et* d'autres, enfin, reconnaissant que l'égalité formelle ne suffit pas pour mettre un terme aux inégalités dans un univers où la norme est le modèle masculin, réclament plus fondamentalement une égalité de fait, une égalité substantive afin de contrer les effets systémiques directes et indirectes résultant de la division sociale des sexes. Pour leur part, les femmes africaines insisteront, pour la plupart, sur la *complémentarité des sexes*, visant ainsi une « égalité dans la différence », et plus précisément une « égalité de droits dans la différence ».

Concernant le Burkina, nous avons, en nous inspirant des théories féministes et sur la base de l'analyse des récits des femmes politiques, pu identifier des grands moments de participation des femmes dans l'histoire politique moderne du pays ainsi que les facteurs catalyseurs et les obstacles et contraintes à cette participation. Globalement, il est probant d'identifier quatre périodes dans le comportement politique des femmes au Burkina. La première période, de l'indépendance à la Révolution (1960-1983) peut être considérée comme une *période d'initiation*. La deuxième, la période révolutionnaire (83-87) a été celle *de l'éveil des consciences*, de *décollage*. La troisième, de 1987 à 1995 -fin de la première législature de la quatrième République-, a été une période de *participation-observation*. Enfin, la quatrième période, *celle de la «revendication» de la participation féminine* s'amorce en 1995 et prend son véritable envol à partir de 2006-2007. Cette dernière phase se caractérise par une volonté mieux affirmée de susciter la participation des femmes à la vie politique à travers diverses actions : lobbying auprès des caciques du pouvoir et des autorités coutumières pour l'augmentation du nombre de femmes recrutées par les partis politiques ainsi que l'augmentation et un meilleur classement des candidates sur les différentes listes électorales, organisation de formations pour les candidates, revendication de quotas et pour l'acceptation de candidatures indépendantes pour les élections locales (municipales), etc. Quelques gains ont été obtenus tels l'adoption, le 16 avril 2009, par l'Assemblée nationale d'une loi en faveur d'un quota de 30 % de

l'un ou l'autre sexe sur les listes de candidature aux élections législatives et municipales (fonctions électives). Cette loi ne s'étend cependant pas aux fonctions nominatives qui restent sous le seul contrôle des personnes qui détiennent actuellement le pouvoir de nomination : Président, Premier ministre, ministres.

La Révolution a été, sous ce rapport, l'évènement le plus déterminant, puisqu'elle a ouvert des postes pour des femmes dans des milieux jusqu'alors hermétiques à leur participation : des femmes indépendamment de leur statut matrimonial se retrouvent dorénavant en grand nombre dans l'armée, la police, sont nommées haut-commissaires, préfètes, etc. Mouvement donc qui résulte dans un plus haut taux des femmes dans le milieu politique, mais aussi dans l'émergence d'une nouvelle représentation des femmes au sein de la vie publique du fait de leur présence : la sphère politique n'était plus perçue comme un domaine réservé aux hommes.

Aujourd'hui, les facteurs favorables à la participation politique des femmes sont essentiellement à associer à des facteurs relevant du privé et des réseaux associatifs. Il ressort en effet des témoignages recueillis que ce sont les liens familiaux et personnels avec les caciques du pouvoir, la capacité à mobiliser un réseau social en appui à la participation politique, la détention d'une scolarité hors normes, la confiance en soi que peut renforcer l'appui de l'époux qui constituent les éléments déterminants pour l'accès et le maintien des femmes au pouvoir politique. L'importance des liens familiaux ou personnels avec les caciques du pouvoir s'illustre par un plus grand nombre de femmes politiques dans les fonctions nominatives qu'électives. A ce propos, rappelons les propos de l'une d'elle : «C'est une question de confiance. Sinon, des femmes et des hommes méritants, il en existe des milliers au Burkina!». A ce niveau, il faut souligner que les femmes politiques sont globalement plus formées que la moyenne des femmes, et tout autant que leurs homologues masculins, tant au niveau du pouvoir législatif que de celui municipal. Dans les différents gouvernements, les femmes ont sensiblement le même bagage

scolaire et universitaire que leurs collègues masculins, alors que, contrairement à certains édiles municipaux, aucune mairesse n'est analphabète. Faut-il constater en tel cas que la société burkinabé pose des exigences plus élevées à l'égard des femmes que des hommes? Il est d'ailleurs intéressant de noter au passage que la figure du père, plus que celle de la mère, semble avoir joué un rôle déterminant dans les trajectoires professionnelles et politiques de la majorité des répondantes. Une telle situation doit, comme déjà noté, sans doute être comprise en regard du fait que c'est le père qui est le pôle de pouvoir dans la famille burkinabé.

A l'inverse, l'analphabétisme, la loi sociale fondamentale de la préséance de l'homme sur la femme, le refus de l'époux, l'insuffisance d'un réseau social et de ressources financières (pour les candidates des petits partis ou n'ayant pas une bonne assise dans le parti au pouvoir) constituent des contraintes majeures à l'accès des femmes en politique. La présence d'enfants en bas âge, en revanche, constitue une contrainte mineure, car les femmes politiques peuvent bénéficier, en général, de l'appui des membres de leur parentèle, ou font appel à du personnel de maison. Qui plus est, le statut de mère permet aux politiciennes célibataires d'être considérées et respectées en société, étant donné que la maternité fait partie intégrante de l'identité féminine en Afrique et est source de respect. À tout considérer, ce serait donc moins le mode de scrutin que ces différents facteurs qui influent positivement ou négativement sur la présence des femmes dans la sphère politique.

Pour ce qui est de leur posture politique et de leurs représentations sociales, les femmes politiques que nous avons rencontrées ont une position modérée entre conservatisme et progressisme. Elles veulent des réformes qui leur permettraient de partager largement le pouvoir. Cependant, même quand elles affirment vouloir corriger l'injustice, contester l'idéologie patriarcale et rétablir l'équilibre entre les

femmes et les hommes, elles le font à travers leur plume²²⁸ ou encore du lobbying, mais n'engagent jamais une lutte frontale et âpre contre le pouvoir en place. Comme le dit Monique Ilboudo (2007 : 175), les femmes politiques burkinabé «préfèrent la routine à l'aventure des luttes ouvertes contre le système. [...] Les femmes contestent l'univers façonné par les hommes et les injustices qu'elles y subissent, mais elles sont obligées de vivre avec les hommes, et elles aiment des hommes...Celles qui osent défier cet ordre les agacent et les importunent». Bien que le discours de quelques-unes laisse apparaître que les questions des femmes ont été une préoccupation constante, les législatrices affirment représenter et travailler pour tous les groupes de la population burkinabé et non spécifiquement pour les femmes car, selon elles, la Constitution burkinabé le leur interdit. La participation des femmes au pouvoir politique demeure ainsi accessoire et largement tributaire de la volonté ou des choix des caciques du pouvoir. Leur nombre à l'Assemblée Nationale est encore faible et ne leur permet pas de constituer une force pour faire passer, à elles seules, des lois favorables aux femmes; c'est surtout le travail de la société civile qui rend la gouverne politique burkinabé sensible à la problématique de la promotion des femmes.

Sur le plan personnel, leur conception de l'égalité qu'elles explicitent comme étant une égalité de droits et de chances les amène à davantage entrevoir les rapports entre les femmes et les hommes en termes de complémentarité plutôt qu'en termes de rapports de pouvoir. Cette posture est celle de Nestorine Compaoré²²⁹ (2000 : 98-99) qui dit que :

²²⁸ Monique Ilboudo, par exemple, dénonce les inégalités structurelles à l'égard des femmes par ses écrits.

²²⁹ Nestorine Compaoré épouse Sangaré est l'une des consultantes en matière de promotion des femmes au Burkina.

La complémentarité des sexes et la séparation des sphères d'activité et des rôles entre les hommes et les femmes sont plus des sources de pouvoir social et de satisfaction personnelle pour les femmes, même si elles ne favorisent pas l'égalité mathématique et illusoire.

La complémentarité entre les sexes est une stratégie de survie résultant d'un consensus social que les femmes n'ont aucun intérêt à abandonner. C'est pourquoi, nous rejetons l'idée d'une promotion féminine fondée sur l'intérêt ou le pouvoir économique individuel et l'égoïsme social, en faveur d'une interdépendance collective, volontaire, autonome, réfléchie et consciente dans des rapports non conflictuels et sécuritaires. La promotion des femmes dans un tel contexte consisterait alors à la valorisation de leurs rôles sociaux et à la lutte contre les nouvelles inégalités que génère la dualité économique et sociale.

Et guidées par le principe de la complémentarité, de «l'égalité dans la différence», les femmes politiques, comme l'ensemble de la population, adhèrent à l'idée que les rôles liés à la reproduction sont prioritaires pour les femmes. La fonction reproductrice garde son prestige social, et constitue également un diktat normatif prescriptif. Les mères continuent de bénéficier de plus de considération que les femmes sans enfant. Aucune des femmes mariées que nous avons rencontrées n'est allée en politique sans le consentement ou du moins, la non désapprobation de son époux. Et, même quand elles sont en position de pouvoir dans l'espace public, ces femmes continuent de veiller au bon fonctionnement de leur foyer à distance et de prendre les dispositions pour que leur époux ne subisse pas les conséquences de leur absence. Plusieurs sont, par ailleurs, monoparentales au moment d'exercer leur fonction, car le principe de virilocalité qui veut que la femme rejoigne l'homme et non le contraire, structure la vie des couples. Dans les couples engagés en politique, l'homme et la femme militent en général dans le même parti. Dans les rares cas de discordance partisane, nous avons pu noter que ce sont les époux qui militent dans l'opposition. Les épouses, elles, sont toujours du côté du parti au pouvoir. Tout se passe comme si le pouvoir en place apportait un crédit moral pour la femme dans le foyer conjugal.

Les différents éléments ou facteurs favorables et défavorables à la participation politique des femmes mis en évidence dans le cours de cette thèse ainsi que les représentations révélées par le discours de nos informatrices, viennent appuyer nos hypothèses à l'effet qu'il existe un lien causal entre les rôles dévolus aux femmes par la société au Burkina et le fait qu'elles sont très peu représentées dans le champ politique, et que plus les femmes peuvent compter sur le soutien de leurs époux, plus leurs longévité et visibilité politiques seront grandes et inversement.

La recherche a aussi mis en lumière l'attrait du milieu politique et du pouvoir pour celles qui le pénètrent. Certaines répondantes nous ont confié qu'elles ont eu, au départ, une certaine répugnance pour le métier de politicienne mais, qu'elles ne pouvaient plus s'en passer. Toutes les femmes politiques rencontrées évaluent, pour l'essentiel, positivement leur expérience, surtout dans le contexte de stabilité sociale qui caractérise le pays depuis quelques années. Croyantes et pratiquantes, souvent nommées par effet de réseau, elles affirment privilégier le dialogue et être plus proches de la base que leurs homologues masculins, situation qui pourrait en partie s'expliquer par le fait que les sociétés attendent des femmes qu'elles soient des égéries, de bonnes négociatrices, des artisanes de paix. En ce sens, elles chercheraient donc à se conformer aux modèles stéréotypés du genre féminin.

Il convient de noter que leur conception de l'harmonie entre les sexes amène plusieurs femmes politiques à se dire non féministes, et celles qui disent l'être, prennent souvent des précautions langagières pour marquer leur distance par rapport au féminisme à l'occidental qu'elles considèrent ethnocentriste, centré uniquement sur les femmes et porteur, en conséquence, d'une guerre des sexes. Le féminisme, comme nous l'avons vu, est en effet tabou au Burkina Faso où dans l'inconscient collectif, les féministes représentent des femmes agressives, hystériques. Les femmes politiques mobilisent plutôt le concept *genre* qui ne désigne pas les femmes uniquement, mais la construction sociale des rapports de sexe et qui, à leurs yeux,

participent davantage à une culture de paix. Ce concept suscite, en effet, l'adhésion des différents acteurs, y compris celle des responsables politiques, de la société civile et des bailleurs de fonds. Le pays a même adopté une *politique genre* le 8 juillet 2009 dont il est espéré qu'elle permettra de réaliser de gains importants dans le domaine de la promotion des droits des femmes.

Pour notre part, nous avons déjà fait remarquer que l'avenue qui voit uniquement de l'oppression dans les rapports de sexe, tout comme celle qui mise sur la complémentarité des sexes, était partielle et réductrice. Les rapports femmes-hommes ne sauraient être examinés uniquement sous l'angle négatif des structures de domination patriarcale ou sous le seul angle positif d'espaces féminins de «pouvoir».

Nous sommes d'avis toutefois avec les femmes politiques burkinabé que, pour mener une lutte efficace afin d'obtenir le respect des droits des femmes, il faut rechercher des concepts qui participent d'une culture de paix ou qui peuvent être mieux reçus par le public au Burkina. Le gros enjeu est de parvenir à élaborer une perspective plus inclusive qui met davantage l'accent sur les convergences, plutôt que sur les divergences des discours et des pratiques des femmes du Burkina et d'ailleurs, pour rejoindre le plus grand nombre de femmes possible : l'unité fait la force. En effet, dire dans le domaine de la lutte des femmes que toutes les cultures s'équivalent pose, de notre point de vue, problème, car ce serait accorder préséance au relativisme culturel plutôt qu'à l'égalité entre les femmes et les hommes. Qu'on nous comprenne bien, nous ne sous-entendons pas que la culture occidentale est supérieure en matière de promotion de femmes, surtout dans un contexte d'hypersexualisation et de «pornographisation» de l'environnement. Nous disons qu'au-delà de la diversité des conjonctures et des cultures, il demeure un *Nous femmes* construit à travers le discours et les pratiques patriarcales (supériorité des hommes sur les femmes) et que de ce fait, la lutte des femmes d'où qu'elle vienne doit reposer sur un socle de valeurs communes non négociables : toute femme quels que soient son ethnie, sa religion, sa

catégorie socio-professionnelle, sa race et son niveau d'éducation, a le droit de ne plus être battue, de choisir son époux, de choisir d'avoir ou non un emploi, d'aller à l'école, etc. En d'autres termes, l'universalité des droits des femmes ne devrait pas être sacrifiée au nom d'un relativisme culturel ou d'une pluralité de points de vue. La diversité doit s'organiser «autour d'une *opposition commune à l'oppression et à la hiérarchie basée sur le genre*» (Sen, 1992 : 20). La présence des femmes dans les tissus social, professionnel et politique passe par une renégociation des rapports sociaux des sexes, une déconstruction de l'idée d'une supériorité naturelle des hommes sur les femmes et des privilèges qui l'accompagnent. Ainsi, nous avons fait des propositions d'actions qui visent non seulement la satisfaction des besoins matériels des femmes, mais aussi leur réalisation de soi. Il s'agit notamment d'une sensibilisation des jeunes sur des rapports plus égalitaires dans la vie de couple, le renforcement des dispositifs pour l'accès des filles à l'enseignement secondaire, sinon supérieur, l'arrimage de l'action des organisations non gouvernementales de femmes avec celle des femmes politiques, l'élargissement du principe de quotas aux fonctions nominatives, la formation politique et civique de la population à travers des forums et des médias, la possibilité pour la femme de conserver son patronyme, etc. La mise en œuvre de ces différentes actions contribuera à augmenter la proportion des femmes nommées et élues, à améliorer la qualité de la participation féminine et de façon plus large, à contrer les effets de la discrimination systémique et culturelle toujours saillante dans le tissu social. L'accès d'un plus grand nombre de femmes aux institutions politiques passe en effet par une redéfinition des représentations sociales et des rôles au sein des espaces privé et public. Et la machine est en marche à ce niveau. Par exemple, ainsi que Rondeau (1994 : 327) le souligne pour les femmes senufo et minyanka du Mali, les femmes moose du Burkina «[a]utrefois [...] donnaient de l'eau à boire à leur mari en mettant un genou par terre²³⁰. De nos jours, il est rare de voir ce geste» en milieu urbain.

²³⁰ Signe de respect à une personne de statut supérieur.

En résumé, cette thèse a, sur le plan théorique, été l'occasion de mettre en débat les différents courants de pensée féministes autour de la participation politique des femmes, et de voir comment ceux-ci sont réinterprétés en terre africaine, et particulièrement, au Burkina Faso. Sur le plan empirique, elle met en lumière les dynamiques familiale et sociale qui se déploient autour de l'engagement et de l'accès des femmes burkinabé aux pouvoirs exécutif, législatif et municipal. Elle a permis ainsi de saisir comment des facteurs d'ordre macrosociologique (inégalités culturelles et économiques entre hommes et femmes), mésosociologique (règles du jeu politique) et microsociologiques (rapports au sein de la famille restreinte et élargie) influencent ou modulent les carrières des femmes politiques burkinabé.

Notons, enfin, que l'étude a également constitué une tribune d'expression des idées et positions de femmes et a révélé à certaines que, conformément à leurs souhaits, elles avaient inspiré d'autres femmes. Nous espérons donc qu'elle a conforté leur confiance en soi, et montrera aux autres que, malgré les tensions qu'elles peuvent vivre en politique et la vive concurrence qui est la quintessence de l'engagement en politique, ce dernier reste gratifiant! Nous comptons poursuivre la réflexion avec quelques-unes d'entre elles pour reconstruire des parcours exemplaires dans chacune des trois trajectoires-types identifiées.

APPENDICE A

NOMBRE DE FEMMES DANS LES GOUVERNEMENTS DE 1957 À DÉCEMBRE 2009

Tableau A-1
Nombre de femmes dans les gouvernements de 1957 à décembre 2009

N°	Gouvernements	Total membres	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Pourcentage des femmes
1	1957	12	12	00	00
2	1958 (1)	08	08	00	00
3	1958 (2)	12	11	01	8.3
4	1958 (3)	12	11	01	8.3
5	1959	16	16	00	00
6	1961 (1)	14	14	00	00
7	1961 (2)	10	10	00	00
8	1962	15	15	00	00
9	1963	14	14	00	00
10	1965	12	12	00	00
11	1966	11	11	00	00
12	1967	12	12	00	00
13	1971	16	16	00	00
14	1973	16	16	00	00
15	1974	12	12	00	00
16	1976	16	15	1	6.25
17	1977	18	17	1	5.5
18	1978	20	19	1	5
19	1980	17	16	1	5.8
20	1982 (1)	22	21	1	4.5
21	1982 (2)	20	18	2	10
22	1983 (1)	19	17	2	10.5
23	1983 (2)	20	19	1	5
24	1984 (1)	22	21	3	13.6
25	1984(2)	22	21	3	13.6
26	1985	22	20	2	9.09
27	1986	25	21	4	16
28	1987 (1)	28	24	4	14.28
29	1987 (2)	27	25	2	7.4

30	1988	27	23	4	14.8
31	1989 (1)	29	23	4	13.7
32	1989 (2)	27	24	3	11.11
33	1991 (1)	34	28	6	17.6
34	1991 (2)	34	29	5	14.7
35	1992 (1)	35	30	5	14.28
36	1992 (2)	29	26	3	10.34
37	1993	25	22	3	12
38	1994	23	20	3	13.04
39	1995	25	22	3	12
40	1996 (1)	25	22	3	12
41	1996 (2)	26	23	3	11.5
42	1997	29	25	4	13.7
43	1999 (1)	33	30	3	9.09
44	1999 (2)	36	33	3	8.33
45	2000	36	32	4	11.11
46	2002	30	27	3	10
47	2004	31	27	4	12.9
48	2005	31	27	4	12.9
49	2006	34	29	5	14.7
50	2007	34	29	5	14.7
51	2008 (1)	34	28	6	17.6
52	2008 (2)	34	27	7	20.5
Total	52	1154	1074	124	10.7

Source : Exploitation des données de la petite académie sur Internet, <http://www.gouvernement.gov.bf/> complétées par nous. Page consultée le 10 juin 2009 et le 27 décembre 2009.

APPENDICE B

FEMMES MINISTRES DE 1958 À DÉCEMBRE 2009

Tableau A-2
Femmes ministres de 1958 à décembre 2009

	Nom et Prénoms	Profession	Département(s) ministériel (s)
1	Bamba-Lougué Azzara	Médecin	Ministre de la santé
2	Bationo-Bonou Martine	Médecin	Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Information et de la Culture Chargée de la Culture
3	Belembaogo Akila	Magistrate	Ministre de l'Action Sociale et de la Famille
5	Béloum-Ouédraogo Tibo Cécile	Infirmière d'État	Ministre déléguée chargée des relations avec le Parlement
6	Bonkougou-Balima Odile	Diplômée de l'École Nationale d'Administration et de Magistrature	- Secrétaire Générale du Gouvernement - Ministre de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation de Masse
7	Bonkougou-Yaméogo Juliette	Magistrate	Ministre de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration
8	Compaoré-Ouédraogo Viviane	Planificatrice macro-économiste	- Ministre Déléguée auprès du Ministre des Travaux Publics, de l'Habitat et de l'Urbanisme, Chargée de l'habitat et de l'Urbanisme - Ministre des Transports et du Tourisme - Ministre de l'Intégration Régionale
9	Damiba Béatrice	Journaliste	- Ministre de l'Environnement et du Tourisme - Ministre de l'Information et de la Culture - Ministre de la Culture
10	Djiga-Touré Haby	Conseillère des affaires économiques	Secrétaire d'État au Plan
11	Drabo Marie Thérèse	Inspectrice des impôts	Ministre déléguée au Budget
12	Guigma-Diasso Gisèle	Professeure d'Éducation Physique	Ministre de la Promotion de la Femme

13	Ilboudo Monique	Juriste	Ministre de la Promotion des Droits Humains
14	Kambou-Hien Pauline	Conseillère des affaires économiques	Ministre des Affaires Sociales et de la Condition Féminine
15	Koala-kaboré Aline	Professeure de français	Ministre de la Culture
16	Konaté-Tondet Anne	Diplomate	- Ministre déléguée auprès du Premier Ministre chargée du Développement économique chargée de la Population et du SIDA - Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Économie et des Finances, chargée du Développement Économique de la Population et du Sida
17	Koné-Tou Victoire	Conseillère des affaires économiques	- Secrétaire Générale du Gouvernement et du Conseil des Ministres
18	Koné-Sanou Marie Madeleine	Chirurgien-dentiste	- Ministre des Affaires Sociales et de la Condition Féminine - Ministre des Affaires Sociales (81)
19	Lamizana Mariam	Assistante sociale et sociologue	Ministre de l'Action Sociale et de la Famille
20	Nacoulma-Ouédraogo Odile	Biochimiste, enseignante d'université	Ministre des Affaires Sociales
21	Nignan-Bassolet Marie Louise	Professeure d'anglais	Ministre de la Justice, Garde des Sceaux
22	Ouandaogo-Maiga Bana	Pharmacienne	Ministre de l'Action Sociale et de la Famille
23	Ouédraogo Adèle	Cadre de banque	Ministre du Budget
24	Ouédraogo-Guissou Joséphine	Sociologue et assistante sociale	Ministre de l'Essor Familial et de la Solidarité Nationale
25	Ouezzin Coulibaly-Traoré Célestine	Institutrice	Ministre des Affaires Sociales, de l'Habitat et du Travail
26	Palé-Rouamba Bernadette	Assistante sociale	Ministre des Affaires Sociales
27	Tiendrébéogo-Kaboret Alice	Professeure d'histoire-géographie Inspectrice de Mathématiques	- Secrétaire d'État à l'Action Sociale - Ministre de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation de Masse - Ministre de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation de Masse - Ministre de la Promotion de la Femme
28	Tamini Pascaline	Gestionnaire des	Ministre de l'Action Sociale et de la

		entreprises Cadre technique de développement	Famille
29	Traoré-Sigué Fatimata	Institutrice	- Secrétaire d'État aux Affaires Sociales - Ministre des Affaires Sociales et de la Condition Féminine
30	Salembéré- Ouédraogo Alimata	Journaliste	- Ministre de la Culture - Secrétaire d'État à la Culture
31	Sanogho-Guindo Bintou	Ingénieure statisticienne	Ministre des Finances
32	Sanou-Dao Bernadette	Écrivaine Poétesse	- Ministre de la Culture - Ministre de l'Intégration Régionale
33	Samaté-Cessouma Minata	Diplomate	- Ministre déléguée chargée des Affaires Étrangères
34	Sawadogo Rita	Secrétaire de direction	Ministre des Sports et Loisirs
35	Sawadogo- Tapsoba Salamata	Magistrate	Ministre de la Promotion des Droits Humains
36	Somé-Dombwa Jeanne	Inspectrice de l'enseignement du 1 ^{er} degré	Secrétaire d'État, chargée de l'Alphabétisation et de l'Éducation non Formelle
37	Yoda-Konkobo Céline	Économiste sociale et Familiale	Ministre de la Promotion de la Femme
38	Zebango-Kiello Marlène	Planificatrice	Ministre de la Jeunesse et des Sports

Source : Exploitation des données du site web de la petite académie
<http://www.gouvernement.gov.bf/>. Page consultée le 10 juin 2009 et le 27 décembre 2009.

APPENDICE C

LISTE DES FEMMES DÉPUTÉES DE 1959 À DÉCEMBRE 2009

Tableau A-3
Liste des femmes députées de 1959 à décembre 2009

No	Nom et Prénom députée	Profession	Républiques
1	Béloum- Ouédraogo Tibo Cécile	Infirmière d'État	4 ^{ème} République
2	Bessin-Bamouni Yoffu Valentine Edwige	Vendeuse dans une pharmacie	4 ^{ème} République
3	Bonzi K. Madeleine	Professeur d'Éducation physique	4 ^{ème} République
4	Bougma- Ouédraogo Fati	Infirmière d'État	4 ^{ème} République
5	Compaore-Ouedraogo viviane Yolande	Économiste-Planificateur	4 ^{ème} République
6	Coulibaly-Kondé Marie Suzanne	Professeur d'Anglais	4 ^{ème} République
7	Coulibaly-Sanou Françoise Odette	Pharmacienne	4 ^{ème} République
8	Diallo Ramata	Conseillère des affaires sociales	4 ^{ème} République
9	Diané-Kambiré Naba	Secrétaire	
10	Dicko-Agaloué Adoua Maria Goretti	Professeure de lycée	4 ^{ème} République
11	Diendéré-Diallo Fatoumata	Agente commerciale	4 ^{ème} République
12	Drabo-Kanyoulou Joséphine	Inspectrice des impôts	4 ^{ème} République
13	Drabo-Ouédraogo Zoénabo	Infirmière anesthésiste	4 ^{ème} République
14	Guigma-Diasso Mariam Marie Gisèle	Professeure d'Éducation physique	4 ^{ème} République
15	Kando Idiéma Véronique	Professeure de Français certifiée	4 ^{ème} République
16	Koala- Kaboré Koumbi Aline	Professeure de lycée	4 ^{ème} République
17	Korsago-Kéita Kadiatou	Professeure de lycée	4 ^{ème} République
18	Kote-Abou Korotimi	Ingénieure agricole	4 ^{ème} République
19	Kyemtore-Kambou Yéri Adèle	-	4 ^{ème} République
20	Legma- Zetiyenga Fatimata	Assistante de santé	4 ^{ème} République
21	Nignan L. Florence		3 ^{ème} République
22	Ouandaogo-Maïga Bana	Pharmacienne	4 ^{ème} République

23	Ouédraogo-Compaoré Marie Madeleine	Attachée administrative	4 ^{ème} République
24	Ouezzin-Coulibaly-Traore Macoucou Clémentine	Institutrice	1 ^{ème} et 2 ^{ème} Républiques
25	Ouoba Larba Cécile	Professeure de lycée	4 ^{ème} République
26	Sandwidi-Yamma Marie Thérèse	Agente de formation de jeunes agriculteurs	4 ^{ème} République
27	Sawadogo-Ouédraogo Marie Blandine	Conseillère des affaires sociales	4 ^{ème} République
28	Séré-Séré Saran	Économiste	4 ^{ème} République
29	Sidibé Aïssata	Comptable	4 ^{ème} République
30	Somé-Rouamba Léontine	-	2 ^{ème} République
31	Tiendrebeogo-Kaboret Alice Solange	Professeure d'Histoire-Géographie, Historienne	4 ^{ème} République
32	Tou-Héma Makoura	Comptable, Commerçante	4 ^{ème} République
33	Traoré N'Père Adèle	Inspectrice du travail et des lois sociales	4 ^{ème} République
34	Traoré-Sanou marcella	Assistante de formation des jeunes agriculteurs	4 ^{ème} République
35	Zebango-Kiello H. Marlène	Planificatrice	4 ^{ème} République
36	Yaméogo-Yaméogo Irène	Opératrice économique	4 ^{ème} République
37	Yerbanga-Ouédraogo Eulalie	Technicienne d'élevage	4 ^{ème} République

Source : Assemblée Nationale et André Bakiono (2007)

APPENDICE D

LISTE DES FEMMES DÉPUTÉES PAR LÉGISLATURE DE 1992 À DÉCEMBRE 2009 (PRISE EN COMPTE DE TOUTES LES FEMMES QUI ONT ÉTÉ PARLEMENTAIRES)

Tableau A-4

Liste des femmes députées par législature de 1992 à décembre 2009 (prise en compte
de toutes les femmes qui ont été parlementaires)

No	Nom et Prénom(s)	Parti politique	Observations
Première législature Mai 1992-juin 1997			
1	Agaloué Adoua Maria Goretti	ODP/MT	
2	Coulibaly-Sanou Françoise Odette	ODP/MT	
3	Legma-Zetiyenga Fatimata	ODP/MT	
4	Ouédraogo-Compaoré Marie Madeleine	ODP/MT	
5	Sandwidi-Yamma Marie Thérèse	ODP/MT	Suppléante
6	Traoré-Sanou Marcella*	RDA	Suppléante
Deuxième législature juin 1997-juin 2002			
1	Bougma/Ouédraogo Fati	CDP	
2	Compaoré-Ouédraogo Vivianne Yolande	CDP	
3	Coulibaly-Sanou Françoise Odette	CDP	
4	Diendéré-Diallo Fatoumata	CDP	
5	Kando Idiéma Véronique	CDP	
6	Ouandaogo-Maiga Bana	CDP	
7	Ouédraogo-Compaoré Marie Madeleine	CDP	
8	Sandwidi-Yamma Marie Thérèse	CDP	
9	Tiendrebeogo-Kaboret Alice Solange	CDP	
10	Traoré N'Père Adèle	CDP	
Troisième Législature juin 2002- juin 2007			
1	Béloum-Ouédraogo Tibo Cécile	CDP	Suppléante
2	Bonzi K. Madeleine	CDP	
3	Compaoré-Ouédraogo Viviane Yolande	CDP	Suppléante
4	Coulibaly-Kondé Marie Suzanne	PDP/PS	

5	Diallo Ramata	CFD	Suppléante
6	Diendéré-Diallo Fatoumata	CDP	
7	Drabo-Kanyoulou Joséphine	PAREN puis ADF/RDA	
8	Kando Idiéma Véronique	CDP	
9	Kyemtore-Kambou Yéri Adèle	CDP	
10	Ouandaogo-Maiga Bana**	CDP	
11	Sawadogo-Ouédraogo Marie Blandine	CDP	
12	Séré-Serémé Saran	CDP	
13	Sidibé Aïssata	ADF/RDA	
14	Zebango-Kiello H. Marlène	ADF/RDA puis UNDD	
Quatrième législature Depuis juin 2007			
1	Béloum-Ouédraogo Tibo Cécile***	CDP	
2	Bessin-Bamouni Yoffu Valentine F. Edwige	UNIR/MS	
3	Diané-Kambiré Naba	CDP	Suppléante
4	Dicko-Agaloué Adoua Maria Goretti	CDP	
5	Diendéré-Diallo Fatoumata	CDP	
6	Drabo-kanyoulou Joséphine	CDP	Suppléante
7	Drabo-Ouédraogo Zoénabo	CDP	
8	Guigma-Diasso Mariam Marie Gisèle	CDP	
9	Koala-Kaboré Koumbi Aline	CDP	
10	Korsaga-Kéita Kadiatou	CDP	Suppléante
11	Koté-Abou Korotimi	CDP	
12	Ouoba Larba Cécile	CDP	Suppléante
13	Sawadogo-Ouédraogo Marie Blandine	CDP	
14	Séré-Serémé Saran	CDP	
15	Sidibé Aïssata	ADF/RDA	
16	Tou-Héma Makoura	RDB	
17	Yaméogo-Yaméogo Irène	CDP	Suppléante
18	Yerbanga-Ouédraogo Eulalie	CDP	Suppléante

ADF/RDA : Alliance pour la Démocratie et la Fédération/Rassemblement
Démocratique Africain

CDP : Congrès pour la Démocratie et le Progrès

CFD : Convention des Forces Démocratiques

ODP/MT : Organisation pour la Démocratie et le Progrès/Mouvement du Travail

PAREN : Parti pour la Renaissance Nationale

PDP/PS : Parti pour la démocratie et le Progrès/Parti socialiste

RDB : Rassemblement pour le Développement du Burkina

UNIR/MS : Union pour la Renaissance/Mouvement Sankariste

UNDD : Union Nationale pour la Démocratie et le Développement

* Elle est restée 17 mois à l'Assemblée. Clément Sanon qu'elle avait suppléé est
revenu occuper son poste lorsqu'il a été démis de la fonction de ministre. Elle
milite depuis 1996 dans le parti présidentiel, CDP.

- * Présidente de la croix rouge burkinabé et élue députée pour la deuxième fois en 2002, Bana Ouandaogo-Maïga a rendu sa démission le 4 janvier 2007 pour se mettre à la disposition de la justice dans une affaire de détournement dite de 674 millions. Elle a été remplacée par le député Mikailou Maïga. (Voir p. 16 du rapport législatif annuel 2007 de l'Assemblée Nationale).

- ** Cécile Béloum-Ouédraogo a été nommée ministre en 2008.

Source : Assemblée Nationale

APPENDICE E

MAIRESSES SOUS LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE

Tableau A-5
Mairesse sous la quatrième république

N°	Nom et Prénom(s)	Parti Politique	Niveau d'études/ Diplôme	Profession
Première mandature (1995- 2000)				
1	Diendéré-Diallo Fatoumata	ODP/MT	BEPC CAP	Agente commerciale
2	Ouédraogo-Ouédraogo Séraphine	ODP/MT	Maîtrise	Professure de Lycée
3	Sandwidi-Yamma Marie Thérèse	ODP/MT	CEPE+	Agente de formation de jeunes agriculteurs
Deuxième mandature (2000-2005)				
1	Drabo-Ouédraogo Zoenabo	CDP	BAC	Infirmière Anesthésiste
2	Kondé Elisabeth	CDP		
3	Ouédraogo-Ouédraogo Séraphine	CPD	Maîtrise	Professeure de lycée
Troisième mandature (depuis 2006)				
1	Bagayoko-Dakuyo Aline*	CDP		
2	Bonou-Tianou N. Saly Christine	CDP	CEPE plus	Agente itinérante de santé, Commerçante
3	Bouda-Toé Marie Hélène	CDP	MASTER	Cadre à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale
4	Bouyain-Nignan Adiara	CDP	CEPE plus (niveau 4 ^{ème})	Employée à l'Office National des Télécommunications
5	Compaoré-Zizien Mariama Lassoua	CDP	BEPC plus	Commerçante
6	Djiguemde-Ouédraogo Ramasta	CDP	Licence CAPES	Professeure
7	Drabo-Ouédraogo Zénabou**	CDP	BAC	Infirmière anesthésiste
8	Fofana Mariam	CDP	BAC	Hôtesse de l'air

9	Ilboudo Assèta	CDP	BEPC plus (niveau terminal)	Adjointe administrative
10	Ilboudo Jacqueline	CDP	ENAM Cycle B	Intendante
11	Kafando-Ouelgo Fatimata	CDP	CEPE	Agente de bureau
12	Koné Aissata	CDP	CAP	Secrétaire
13	Mano-Tankoano Bahanla	CDP	BEPC CAP	Institutrice certifiée
14	Méda-Somda Véronique	CDP		Retraitée
15	Nana-Kaboré P. Marie Madeleine	ADF/RDA	BAC plus 2	Attachée de santé
16	Niamoukara Joséphine	CDP	BEPC plus	Agente de bureau
17	Nikiéma-Ouédraogo Hawa	CDP	BEPC plus (Niveau terminal)	Attachée de santé
18	Ouédraogo-Saba N. Hélène	CDP	BAC	Conseillère de gestion des ressources humaines
19	Ouédraogo-Ouédraogo Séraphine Solange	CDP	Maîtrise	Professeure
20	Sanou-Traoré Aïcha	CDP	BAC	Chimiste
21	Sanfo-Sawadogo Talaté	CDP	ENAM cycle A	Administratrice civile
22	Somé-Somé Louise Marguerite	CDP	BEPC, CAP	Employée de banque puis commerçante
23	Kabré-Zoungrana Josianne***	CDP	ENAM cycle A	Administratrice civile

* Décédée le 13 septembre 2008

** Députée- maire remplacée en 2008

*** Entrée en fonction le 15 novembre 2008 en remplacement d'un maire démissionnaire
à la suite d'une grosse crise au sein du conseil municipal

Source : Association des Maires du Burkina, février 2009

APPENDICE F

RÉCAPITULATIF DE L'HISTOIRE DE LA CITOYENNETÉ POLITIQUE DES FEMMES BURKINABÉ

Figure A-1

Récapitulatif de l'histoire de la citoyenneté politique des femmes burkinabé

1956 : Institution du suffrage universel dans les colonies françaises suite à l'adoption de la loi cadre, donc au Burkina, ex-Haute-Volta. Les premiers décrets d'application interviennent en 1957

1958 : Première femme ministre : Macoucou Célestine Ouezzin Coulibaly/Traoré le 10 décembre

1958 : Proclamation de la République voltaïque le 11 décembre

1960 : Le 5 août, déclaration d'indépendance du pays

1959-1965 : Première femme parlementaire : Macoucou Célestine Ouezzin Coulibaly-Traoré

1965 : Les femmes exercent leur droit de vote dans le cadre des premières élections au niveau national en octobre

1966 : Le 3 janvier, Jacqueline Ki-Zerbo-Coulibaly, épouse d'un grand leader syndicaliste des enseignants, Joseph Ki-Zerbo et directrice du cours normal des jeunes filles, descend dans la rue avec ses élèves. Le mouvement est suivi par les élèves du lycée Zinda Kaboré, puis par des personnes mécontentes du régime. Elle est emprisonnée puis libérée sous la pression de la rue. Ce mouvement de contestation renversa le pouvoir en place le même jour.

1969 : Création de l'Entraide Féminine Voltaïque devenue burkinabé

1972 : Création de l'Association des Femmes Voltaïques, signe précurseur de la naissance de l'Association Voltaïque pour le bien-être Familial (AVBEF)²³¹

1979 : Le 15 décembre, création de l'Association Voltaïque pour le Bien-être Familial (AVBEF) devenue l'Association Burkinabé pour le Bien-être Familial (ABBEF) par un groupe de femmes et d'hommes volontaires

1978 : Accolage du ministère des affaires sociales à la condition féminine (ministère des Affaires Sociales et de la Condition Féminine) : Fatimata Traoré-Sigué

1981 : Reconnaissance officielle de l'ABBEF comme association légalement constituée

1983 : Le 5 août, des femmes avec à leur tête Awa Ève Sanou-Sanon organisent une marche de soutien à Sankara à Bobo-Dioulasso

1983 : Création de la Direction de Mobilisation des Femmes burkinabé (DMOFB)

1984 : Pour la première fois, des femmes sont nommées Hauts-Commissaires et préfets

1984 : Suppression de l'impôt de capitation pour les paysans. Une épine de moins pour une grande majorité de paysannes qui devaient réunir elles-mêmes la somme qui leur était imputable.

1984 : Suppression également de l'impôt sur le bétail. Les femmes du Sahel (Nord du pays), particulièrement de l'ethnie peulh s'en trouvent soulagées.

1985 : Une Réforme Agraire et Foncière est adoptée. La terre appartient désormais à l'État et les femmes ont droit à la terre au même titre que les hommes.

1985 : le 19 septembre, création de l'Union des Femmes du Burkina (UFB)

1986 : Pour la première fois, la représentativité féminine dans le conseil de ministres atteint 20 %

²³¹ Selon certains témoignages, l'Association des Femmes Burkinabé regroupait surtout des épouses d'hommes du parti au pouvoir tandis que l'Entraide Féminine burkinabé réunissait des épouses de militants de l'opposition. Une des femmes interviewées nous a confié : « Les femmes du MLN [Mouvement de Libération Nationale] avec madame Joseph Ki-Zerbo avaient créé l'entraide féminine et j'ai compris après, que c'est pour contrebalancer qu'on a créé l'association des femmes voltaïques. Parce que tout ça, il ya toujours un fonds politique ».

1989 : Le 16 novembre, adoption d'un Code des Personnes et de la Famille (CPF)

1990 : Le 4 août, entrée en vigueur du Code des Personnes et de la Famille

1995 : 5,26 % de mairesses

1996 : Le 13 novembre, adoption d'une loi qui punit les mutilations génitales féminines

1997 : Le 10 juin, création du ministère de la promotion de la femme avec pour responsable Alice Tiendrébéogo-Kaboret.

1998 : La maison des parents de Juliette Bonkougou-Yaméogo alors ministre du parti majoritaire CDP est brûlée et leur tombe profanée suite à l'assassinat du journaliste Norbert Zongo

1999 : 10 février, procession des femmes en direction de l'Assemblée nationale pour dénoncer l'impunité et l'insécurité dans le pays

1999 : (?). « contre marche » pour soutenir le chef de l'État, Blaise Compaoré

1997 : Première femme présidente du Conseil Économique et Social (CES) : Juliette Bonkougou-Yaméogo

1998 : Déborah Nazi Boni annonce sa candidature à l'élection présidentielle mais n'entre pas en lice

2000 : Création d'un Secrétariat d'État chargé de la Promotion des Droits de l'Homme qui a été érigé en 2002 en ministère de la Promotion des Droits Humains. Première responsable : Monique Ilboudo

2002 : Le 10 février, manifestation de rue à Bobo-Dioulasso pour dénoncer l'évincement d'un maire autochtone (Alfred Sanou) au profit d'un étranger (Célestin Boyo Koussoubé). Des personnes sont emprisonnées dont des femmes. Awa Ève Sanou-Sanon, par exemple, passa une dizaine de jours en prison.

2002 : Création du Conseil d'État. Première responsable : Karidiata Dakouré-Séré

2002 : Marlène Zébangou-Kiello perd l'élection pour la présidence de l'Assemblée nationale contre Roch Marc Christian Kaboré

2005 : 1^{er} Avril, première femme médiatrice du Faso : Amina Mousso Ouédraogo-Traoré

2007 : 15,3 % de femmes à l'Assemblée

2007 : Présidente de la croix rouge burkinabé et élue députée pour la deuxième fois, BanaOuandaogo-Maiga rend sa démission le 4 janvier pour se mettre à la disposition de la justice dans une affaire de détournement dite de 674 millions.

2008 : Février–Avril, participation des femmes aux marches contre la vie chère à travers le pays.

2008 : Mars, première femme vice-présidente de la Commission Électorale Indépendante : Véronique Kando

2008 : Juillet, première femme à la tête du Conseil Supérieur de la Communication : Béatrice Damiba

2009 : Le 16 avril, adoption d'une loi instituant un quota de 30 % de représentativité de l'un et l'autre sexe sur les listes de candidature aux élections législatives et municipales

2009 : Le 8 juillet, adoption d'une politique nationale genre

Source : Construit à partir des documents suivants : CGD, *La participation politique des Femmes au Burkina Faso*, 2005, 128 p ; Roger Bila Kaboré, *Histoire politique du Burkina Faso 1919-2000*, 2002, Paris : l'harmattan, 667 p ; sites web de l'Assemblée nationale et de la petite académie ainsi que le témoignage de personnes interviewées.

APPENDICE G

LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES

Tableau A-6
Liste des personnes interviewées

	Nom et Prénom(s)	Fonctions au moment de l'entrevue	Autres fonctions politiques assumées
I Femmes politiques			
1	Bangaré-Sanou Korotimi	Adjointe au maire	-
2	Béloum-Ouédraogo Tibo Cécile	Députée	Membre du bureau exécutif régional du CDP
3	Bonkougou-Balima Odile	Ministre	Secrétaire Générale du gouvernement, membre du bureau exécutif national du CDP
4	Bonkougou-Yaméogo Juliette	Ambassadeure	Ministre, députée
5	Bessin-Bamouni Edwige	Députée	Conseillère
6	Bonou-Tianou Saly Christine	Mairesse	-
7	Bonzi Madeleine	Députée sortante	Conseillère
8	Bouda-Toé Marie Hélène	Mairesse	-
9	Damiba Béatrice	Ambassadeure	Ministre
10	Compaoré-Ouédraogo Viviane	Députée sortante	Ministre, gouverneure
11	Diallo Ramata	Députée sortante	Mairesse, Haut Commissaire
12	Diané-Kambiré Naba	Adjointe au maire	Conseillère
13	Dicko-Agaloué Maria Goretti	Députée	Députée 1 ^{ère} législature, membre du bureau exécutif national du CDP
14	Diendéré-Diallo Fatoumata	Députée, membre du bureau de l'Assemblée Nationale	Députée 1 ^{ère} , 2 ^{ème} législature, Mairesse, membre du bureau exécutif national du CDP
15	Drabo-Kanyoulou Josephine	Députée	Députée 2 ^{ème} législature
16	Guigma-Diasso Gisèle	Députée	Ministre, membre du bureau exécutif national du CDP
17	Ilboudo Assèta	Mairesse	-

18	Ilboudo Monique	Ministre sortante	Secrétaire d'État, ambassadeure
19	Ira-Sanon Marie Aimée	Conseillère	-
20	Kabré-Zoungana Josiane	Mairesse	Conseillère
21	Kando Véronique	Députée sortante	Vice-présidente de la CENI
22	Ki-Zerbo-Coulibaly Jacqueline	Militante de base à la retraite, épouse opposant politique	-
23	Koala-Kaboré Aline	Députée	Ministre
24	Koté-Abou Korotoumi	Députée	Conseillère
25	Legma-Zetiyenga Fatimata	Députée	Haut-commissaire, Présidente de l'Association des femmes élues, gouverneure, Secrétaire Générale de l'Union des Femmes du Burkina
26	Ouattara Mawa	Militante de base	-
27	Ouattara-Ouattara Fatimata	Militante de base	-
28	Ouattara-Ouattara Sita	Adjointe au maire	Présidente des femmes de la province du Houet
29	Ouédraogo-Compaoré Madeleine	Présidente des parlementaires retraités	Mairesse, députée 1 ^{ère} législature
30	Ouédraogo Mariam	Conseillère	-
31	Ouédraogo-Ouédraogo Séraphine Solange	Mairesse	Mairesse, 1 ^{ère} et 2 ^{ème} mandatures
32	Poussi-Pitroipa Marie Madeleine	Présidente du Conseil d'administration de RECIF/ONG	Militante de la CNPP (opposition), Membre du bureau exécutif du PARIS.
33	Tamboura-Sama Joséphine	Secrétaire générale de l'Alliance pour le Progrès et la Liberté (APL)	-
34	Tiendrébéogo-Kaboret Alice	Directrice générale du Fonds pour l'Alphabétisation et l'Éducation Non Formelle (FONAENF)	Ministre, députée
35	Tou-Héma Makoura	Députée	-
36	Traoré-Coulibaly Jeanne	Présidente du Parti pour la Renaissance Nationale (PAREN)	-
37	Salembéré-Ouédraogo Salimata	Retraité	Ministre, Secrétaire d'État
38	Sanou-Dao Bernadette	Directrice générale du Centre de Recherche, des Innovations Éducatives et de la Formation/ ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Ministre
39	Sanou-Sanon Eve	Conseillère	Haut-Commissaire
40	Sawadogo-Tapsoba Salamata	Ministre	Ambassadeure
41	Sidibé Aïssata	Députée	Députée 3 ^{ème} législature
42	Somé-Somé Louise Marguerite	Mairesse	-

43	Yaméogo-Sawadogo Ruth	Gouverneure	Préfet, Haut-commissaire
44	Yoda-Konkobo Céline	Ministre	Secrétaire générale d'un ministère
45	Zebango-Kiello Marlène	En poste au service statistique de la direction de l'enseignement privé	Ministre et députée de l'opposition
46	Ziba-Ouédraogo Fatou	Adjointe au maire	-
II Personnes ressources			
	Époux		
47	Bonkougou Pascal	Époux de l'ambassadeure Juliette Bonkougou	
48	Kabré Kouma Kotoka	Époux de la mairesse Josianne Kabré	
49	Somé Guy	Époux de la mairesse Véronique Somé	
	Hommes politiques		
50	Kyelem Blaise Lambert	Député CDP, premier questeur de l'Assemblée Nationale	
51	Koutou Mamadou	2 ^{ème} adjoint au secrétaire exécutif de l'Association des Municipalités du Burkina	
52	Tapsoba Marie achille	Député CDP	
	Encadrement des femmes		
53	Badini Alassane	Directeur Régional de la Promotion de la Femme des Hauts-Bassins	
54	Dabré Gisèle	Chargée volet femmes au Centre pour la Gouvernance Démocratique	
55	Loada Augustin	Directeur exécutif du Centre pour la Gouvernance Démocratique	
56	Ouedraogo-Dabiré Awa	Coordonnatrice de la Marche Mondiale des femmes/Burkina	
57	Sangaré-Compaoré Nestorine	Ambassade des Pays-Bas, Consultante pour le Centre pour la Gouvernance Démocratique	
58	Sirima-Fofana Mariam	Coordonnatrice de la Coalition Burkinabé pour les Droits de la Femme	
59	Somé- Traoré Awa	Chargé du volet femmes au National Démocratic Institute/Ouagadougou	
60	Bandé Tiens Régina	Chargée de programme au National Démocratic Institute/Bobo-Dioulasso	
	Habitants des villages de kaatinga, de Donse et de Gueye		
61	Simporé Nongdo	homme âgé de Kaatinga	
62	Simporé Pierre	Adulte de Katinga	
63	Simporé Ragulibasba	homme âgé de Kaatinga	
64	Simporé-Ilboudo Juliette	Habitante de Kaatinga	
65	Simporé-Ouédraogo Alizèta	Habitante de Kaatinga	
66	Simporé-Nongdo	Habitante de Kaatinga	
67	Tapsoba-Simporé Pognouga	Personne âgée de Donse	

68-70	3 représentants de la chefferie de Gueye (Ilboudo Salif Joel, Yerbanga Sibiri Salif)	Représentants de la chefferie de Gueye
<i>Autres</i>		
71	Badini Amadé	Maître de Conférences à l'université de Ouagadougou
72	Badini-Folame Denise	Maître-Assistante à l'université de Ouagadougou
73	Badini-Kinda Fatoumata	Maître de Conférences à l'université de Ouagadougou
74	Drabo Maxime	Chargé de recherche au Centre National de Recherche Scientifique et Technologique
75	Guisso Basile	Directeur Général du Centre National de Recherche Scientifique et Technologique
76	Maiga Alkassoum	Assistant Université de Ouagadougou
77	Nikiéma Lionel	Cadre de banque
78	Sawadogo Dassablaga*	
79	Zongo Dieudonné	Médecin
80+	Une quinzaine de personnes du groupement féminin	

* :Selon le témoignage de monsieur Dassablaga Sawadogo recueilli le 8 janvier 2010 à Ouagadougou, sa mère, yempoaka Ouédraogo, épouse Sawadogo a eu à assumer la fonction de cheffe traditionnelle après le décès de son grand-père maternel. Fille cadette mais à qui est revenu le statut d'ainée parce que sa grande sœur a eu à quitter son époux, sa mère assumait « la fonction de cheffe » (la fonction de wemba décrite à la page 29) dans son village d'origine, *Kondin* dans le département de *Tèma Bokin*, pendant trois ans (de 1977 à 1980). La coutume de ce village veut qu'après le décès d'un chef, on marque une pause de trois ans avant l'intronisation d'un nouveau chef. Pendant cette période de transition, le pouvoir est assumé par une *napoko* (chef de sexe féminin) qui a un devoir de chasteté durant tout le temps de son mandat.

NB : Nous avons rencontré madame la médiatrice du Faso Amina Mouso Ouédraogo-Traoré, mais l'entrevue n'a pas eu lieu. Madame Ouédraogo a considéré la rencontre comme une prise de contact et a proposé que nous prenions un autre rendez-vous. Nous n'avons pas pu le faire parce que nous étions en fin de notre séjour au Burkina.

APPENDICE H

PHOTO DES MAIRESSES PRIMÉES EN 2009 EN COMPAGNIE DU DIRECTEUR EXÉCUTIF DU CENTRE POUR LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE



Source : Photo prise par Hadiza Karantao

Figure A-2 Photo des mairesses primées en 2009 en compagnie du directeur exécutif
du centre pour la gouvernance démocratique

APPENDICE I

CARTE DU BURKINA AVEC LES NOMS DES VILLES OÙ SE SONT DÉROULÉES LES ENQUÊTES DE TERRAIN



Source : Site web de Afrique Planète

http://www.afrique-planete.com/burkina_faso/carte_burkina_faso.htm

Figure A-3 Carte du burkina avec les noms des villes où se sont déroulées les enquêtes de terrain

BIBLIOGRAPHIE

- ACHIN, Catherine. 2005. « *Le mystère de la chambre basse* » *Comparaison des processus d'entrée des femmes au parlement France-Allemagne 1945-2000*. Préf. de Frédérique MATONTI. Paris : Dalloz, 637 p.
- ADJAMAGBO-JOHNSON, Kafui. 1997. « Le politique est aussi l'affaire des femmes ». *Politique africaine : L'Afrique des femmes*, no 65, p. 62-73.
- AGACINSKI, Sylviane. 1998. *Politique des sexes*. Paris : Seuil, 204 p.
- ALMEIDA, Assiba Irène d' 1999. « Problématique de la mondialisation des discours féministes africains ». In *Changements au féminin en Afrique noire* sous la dir. de Danielle Lame de et Chantal Zabus. Vol. 2 Littérature, p. 27-47. Paris ; Montréal : L' Harmattan.
- ALMOND, G. A et Sidney VERBA. 1965. *The civic culture*. Boston: Little, Brown and Company.
- ALZON, Claude. 1978. *Femme mythifiée : femme mystifiée*. Paris : Presses universitaires de France, 424 p.
- AMAR, Micheline (éd.). 1999. *Le piège de la parité. Arguments pour un débat*. Paris : Hachette, 251 p.
- ANGERS, Maurice. 1992. *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*. Anjou : Centre éducatif et culturel inc, 365 p.
- ANTROBUS, Peggy. 2007. *Le mouvement mondial des femmes*. Trad. de l'anglais par Françoise Forest. Coll. « Enjeux planète », Montréal : Écosociété, 303 p.
- APPELBAUM, Erika. [2000] 2004. « Domination ». In *Dictionnaire critique du féminisme*. Coord. par Helena Hirita, Françoise Laborie et Hélène Le Doaré et al, 2ème éd. p. 44-49. Paris : Presses universitaires de France.
- ARISTOTE. 1962. *La politique I*. Nou.trad. de J. Tricot. Paris : J. Vrin, 336 p.
- ASSEMBLÉE NATIONALE DU BURKINA. 2002. *Loi no 026-2002/An portant fixation des indemnités des députés*.

- _____. 2008a. *Commission ad hoc sur les quotas. Rapport général*. [En ligne] <http://www.an.bf/Rapport/Rapportscommissionsad hoc/Rapport1.pdf>
- _____. 2008b. *Rapport législatif annuel 2007*. Ouagadougou, 90 p. [En ligne] <http://www.an.bf/Publication/rapportlegislatif2007.pdf>
- _____. 2009. *Loi n°009-2009/An portant statut de l'opposition politique*.
- ASSIÉ-LUMUMBA, N'dri Thérèse. 1996. *Les Africaines dans la Politique : Femmes baoulé de Côte d'Ivoire*. Paris : L'Harmattan, 206 p.
- ASTELL, Mary. 1996. *Reflections upon Marriage, 1700*. Chap. in *Astell, Political Writings* (éd.) de Patricia Springborg, Série « Cambridge texts in the history of political thought », p.... New York : Cambridge University Press.
- ATKINSON, Ti-Grace. 1975. *Odyssée d'une amazone*. Paris : Des Femmes, 280 p.
- AUBEMAS, Jacqueline. [1975] 1992. « Les femmes et la politique ». *Les Cahiers Du GRIF : La société des femmes*, p. 51-57. Bruxelles : Complexes.
- AUBERT, Nicole, Eugène ENRIQUEZ et Vincent de GAULEJAC (dir. publ.). 1986. *Le sexe du pouvoir. Femmes, hommes et pouvoirs dans les organisations*. Paris : Desclée de Brouer, 422 p.
- AUCLERT, Hubertine. 1879. *Égalité sociale et politique de la femme et de l'homme ~ [1 janvier 1879]*. Discours prononcé au Congrès ouvrier socialiste de Marseille. [En ligne] <http://www.marievictoirelouis.net/document.php?id=42&themeid=40>, page consultée le 17-3-2010.
- AVDLA, Efi. 1998. « Quand classe et genre s'opposent : Le cas de l'Historiographie grecque contemporaine ». In *L'Histoire sans les femmes est-elle possible ?*, sous la dir. d'Anne-Marie Sohn et Françoise Thélamon, p. 25-32. Rouen : Perrin.
- AWORI, Thelma. 1975. « The myth of the inferiority of the african women ». In *La civilisation de la femme dans la tradition africaine*. Colloque d'Abidjan organisé par la société Africaine de culture, Abidjan, 3-8 juillet 1972, p. 30-50. Paris : Présence Africaine.

- BA KONARÉ, Adame. 2000. « Histoire des femmes en politique au Mali ». In *Femmes « bâtisseurs » d'Afrique*, sous la dir. de Lisette Ferera avec la collaboration de Micheline Huard et d'Eugénie R. Aw, p. 171-181. Québec : Musée de la civilisation.
- BA, Halimatou et Rosalie DIOP. 2005. « Une présence des femmes à l'Assemblée nationale qui ne rend pas justice à leur engagement dans la société et dans les partis ». In *Femmes et parlements, un regard international*, sous la dir. de Manon Tremblay, p. 129-152. Montréal : Remue ménage.
- BACHOFEN, Johann Jakob. 1980. *Du règne de la mère au patriarcat*. Lausanne : Éditions de l'Aire, 164 p.
- _____. [1861] 1996. *Le droit maternel : recherche sur la gynécocratie de l'Antiquité dans sa nature religieuse et juridique*. Traduit de l'Allemand par Étienne Barilier. Lausanne : L'Âge d'homme.
- BADIE, Bertrand. 1992. *L'État Importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*. Paris : Fayard, 334 p.
- BADINI, Amadé. 1994. *Naître et grandir chez les Moosé traditionnels*. Paris : Sépia, Ouagadougou : A.D.D.B, 207 p.
- BADINI-KINDA, Fatoumata. 2003. « De la représentation de la naissance au destin social de la petite fille ». In *Mélanges en l'honneur du professeur Ambroise Zagré et du docteur Galli Médah à l'occasion de leur départ à la retraite*. Textes réunis par Norbert Nikiéma et Samuel Salo, p. 287-308. UFR/SH, UFR/LAC, CERLESHS, Ouagadougou : Presses universitaires de Ouagadougou.
- _____. 2004. « Vie professionnelle des femmes employées à l'université au Burkina Faso : rêves et réalités ». In *De Bretagne et d'ailleurs. Mélanges offerts à Anne Guillou*, coord. par Yvonne Guichard-Claudic, Philippe Lacombe et Christian Papinot, p. 64-77. Brest : Université de Bretagne Occidentale.
- BADINI-FOLAME, Denise. 2003. « La représentativité féminine dans les gouvernements du Burkina Faso de 1985 à 1991 ». In *Burkina Faso. Cent ans d'histoire, 1895-1995*, sous la dir. de Yénouyaba Georges Madiéga et d'Oumarou Nao, p. 1101-1129. Paris : Karthala.
- BADINTER, Élisabeth (éd.). 1989a. *Paroles d'hommes : 1790-1793*. Paris : P.O.L, 185 p.

- _____ (éd.). 1989b. *Qu'est-ce qu'une femme ?* Paris : P.O.L. 194 p.
- _____. 1999. « Non aux quotas de femmes ». In *Le piège de la parité. Arguments pour un débat*, Textes réunis par Micheline Amar, p. 18-22. (*Le monde*, 12 juin 1996), Paris : Hachette.
- BADINTER, Robert. 1999. « Séance au Sénat ». In *Le piège de la parité*. Textes réunis par Micheline Amar, p. 35-39. (Séance au Sénat du 26 janvier 1999. Extrait du *Journal Officiel*), Paris : Hachette.
- BADO, Kilachiu Laurent. 2006. *La femme traditionnelle était-elle discriminée ?* Lettre politique III, inédit.
- BADOU, Agnès Oladoun. 2003. *Partis politiques et stratégies électorales à Parakou*, Department of Anthropology and African Studies, Working Papers, no. 22, Mainz, 40 p. [En ligne] <http://www.ifeas.uni-mainz.de/workingpapers/Badou.pdf>
- BADRAN, Margot. 2007. « Le féminisme islamique en mouvement ». In *Existe-t-il un féminisme musulman ?* Coll. « Islam & laïcité.org (Collection) », p. 49-69. Paris : L'Harmattan.
- BAKIONO, André. 2007. *Dictionnaire Biographique des députés du Burkina Faso de 1992 à 1997. Analyse historico-critique*, Ouagadougou : Découvertes du Burkina, 173 p.
- BALLINGTON, Julie et Marie-José PROTAIS (dir. publ.) [1998] 2002. *Les femmes au parlement : au-delà du nombre*. (Version française), Stockholm : IDEA, 233 p.
- BALLMER-CAO, Thanh-Huyen. 1988. *Le conservatisme politique féminin en Suisse : mythe ou réalité*. Genève : Goerg, 211 p.
- BALLMER-CAO, Thanh-Huyen, Véronique MOTTIER et Lea SGIER (éd.) .2000. *Genre et politique. Débats et perspectives*. Paris : Gallimard, 542 p.
- BANQUE MONDIALE. 2003. *Genre et développement économique. Vers l'égalité des sexes dans les droits, les ressources et la participation*. Montréal : Éditions Saint-Martin, Paris : Nouveaux Horizons, 350 p.

- _____. 2006. *Création d'emplois pour la réduction de la pauvreté au Burkina Faso*. Rapport no 38335-BF, 68 p. [En ligne]http://siteresources.worldbank.org/INTLM/Resources/390041-1134749230121/BF_EmploymentStudy_Final_FR.pdf, téléchargé le 4-6-2010.
- _____. 2007. *Rapport sur le développement Équité et développement*. Washington : éditions Eska.
- _____. 2010. « Définition de la société civile ». In *La société civile* [En ligne] <http://go.worldbank.org/AEW96YZKF0>, page consultée le 29-4-2010.
- BARD, Christine, Christian BAUDELOT et Jeanine MOSSUZ-LAVAU (dir. publ.). 2004. *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*. Paris : Éditions de La Martinière, 382 p.
- BARDIN, Laurence. [1977] 1996. *L'analyse de contenu*. Paris : Presses universitaires de France, 291 p.
- BARIBEAU, Colette. 2004. « Le journal de bord du chercheur ». *Recherches qualitatives : L'instrumentalisation dans la collecte des données : choix et pertinence. Actes colloque à UQTR*, 26 novembre 2004, sous la dir. de Chantal Royer, Jocelyne Moreau et François Guillemette, Hors Série, no 2, p. 98-114. [En ligne][http://www.recherche-qualitative.qc.ca/ISSN_revis/CBaribeau %20HS2-issn.pdf](http://www.recherche-qualitative.qc.ca/ISSN_revis/CBaribeau%20HS2-issn.pdf)
- BARRÈRE-MAURISSON, Marie-Agnès. 2004. « Les transformations de la famille. Masculin/féminin : vers un nouveau partage des rôles ? ». In *Cahiers français : Famille(s) et politiques familiales*, no 322, septembre-octobre, p. 22-28.
- BARRY, Amadou. 2006. « Influence des organisations de la société civile sur les politiques de développement au Burkina-Faso : enjeux, dynamiques et perspectives ». Mémoire de DEA, Liège, Université de Liège, 92 p.
- BASSOLE, Angèle. 2000. « Les mémoires absentes ! Femmes, Afrique, parole et écriture ». In *Mots pluriels*, no 13 – Avril [En ligne] <http://www.arts.uwa.edu.au/MotsPluriels/MP1300anb.html> © Angèle Bassolé, page consultée le 02-12-05.

- BASTIEN, Soulé. 2007. « Observation participante ou participation observante ? Usages et justification de la notion de participation observante en sciences sociales ». *Recherches qualitatives : Fenêtre sur la riche diversité de la recherche qualitative* sous la dir. de Guillemette François Guillemette avec la coll. de Chantal Royer, Vol. 27, no 1, p. 127-140.
- BATAILLE, Philippe et Françoise GASPARD. 1999. *Comment les femmes changent la politique et pourquoi les hommes résistent*. Paris : La Découverte, 202 p.
- BATIANA, André. 2003. « Et si la colonisation européenne n'avait pas eu lieu ? ». In *Burkina Faso. Cent ans d'histoire, 1895-1995*, sous la dir. de Yénouyaba Georges Madiéga et d'Oumarou Nao, p. 195-207. Paris : Karthala.
- BAUDELLOT, Christian et ESTABLET Roger. 1971. *L'école capitaliste en France*. Paris : François Maspero, 340 p.
- BEAUVOIR, Simone de. [1949] 2001. *Le deuxième sexe I*. Paris : Gallimard, 408 p.
- BECK, Ulrich. 2003. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Trad. de l'allemand par Laure Bernardi. Paris : Flammarion, 521 p.
- BELL, Hooks. 1988. *Talking Back Thinking Feminist, Thinking Black*. Toronto: Between the Lines, 184 p.
- _____. 1981. *Ain't I a Woman Black-Women and Feminism*. Boston: South End Press, 205 p.
- BENABDESSADOK, Christine. 1985. « Femmes et révolution, ou comment libérer la moitié de la société ». *Politique africaine : Le Burkina Faso*, no 20, Décembre, p. 54-64.
- BENELLI, Natalie, Christine DELPHY, Jules FALQUET *et al* .2006. « Les approches postcoloniales : apports pour un féminisme antiraciste ». *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 25, no 3, p. 4-12.
- BENELLI, Natalie, Ellen HERTZ, Christine DELPHY *et al* .2006. « De l'affaire du voile à l'imbrication du sexisme et du racisme... ». *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 25, no 1, p. 4-11.
- BERGER, Pierre. 1998. « La rationalité dans les comportements politiques ». Mémoire de Maîtrise en Sciences politiques, Montréal, Université du Québec à Montréal, 138 p.

- BERNARD, Annie. 1998. « L'action féministe et le défi postmoderne ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 102 p.
- BERTINI, Marie-Joseph. 2002. *Femmes. Le pouvoir impossible*. Paris : Pauvert, 251 p.
- BERTRAND, Jordane. 2006. « Quand le pouvoir s'écrit au féminin ». *Jeune Afrique* no 2356 du 5 au 11 mars, p. 30-36.
- BEYALA, Calixthe. 1995. *Lettre d'une africaine à ses sœurs occidentales*. Paris : Spengler, 155 p.
- BIELMAN, Anne. 2002. *Femmes en public dans le monde hellénistique*. Paris : Sedes, 330 p.
- BIGO, Didier. 2004. « Genre et relations internationales ». In *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, sous la dir. de Christine Bard, Christian Baudelot et Janine Mossuz-Lavau, p. 80-97. Paris : Éditions de La Martinière.
- BISILLIAT, Jeanne, Florence PINTON et Mireille LECARME (éd.). 1992. *Relations de genre et développement Femmes et sociétés*. Paris : ORSTOM, 326 p.
- BLANC, martine et Christine CUERRIER. 2007. *Le mentorat en politique auprès des femmes : un mode d'accompagnement prometteur*. [Groupe Femmes, politique et démocratie]. Montréal : remue-ménage, 136 p.
- BLANQUART, Louissette. 1974. *Femmes, l'âge politique*. Paris : Éditions sociales, 183 p.
- BLUNDEN, Katherine. 1982. *Le travail et la vertu Femmes au foyer : une mystification de la révolution industrielle*. Paris : Payot, 251 p.
- BOALS, Kay. 1975. « Political Science ». *Signs*, Vol 1, no1, p. 161-174.
- BOILLEY, Pierre. 2006. « Burkina Faso ». In *L'état du monde. Annuaire économique géopolitique mondial 2006 ?* p. 105-107. Montréal : La découverte/ Boréal.

- BOLY, Abdouramane, et Salifou SAMPINBOGO. 2006. « Le mode de financement des partis politiques au Burkina Faso ». *Association des Cours Constitutionnelles ayant en partage l'Usage du Français (ACCPUF) : Le Statut, le financement et le rôle des partis politiques : un enjeu de la démocratie*, bulletin no 6, novembre 2006, p. 89-90 [En ligne], <http://www.accpuf.org/images/pdf/publications/bulletins/b6/tome1/Bulletin6-TI-Ch2.4-BurkinaFaso.pdf>, téléchargé le 8-8-2008.
- BOMPARD, Marie-Claude et Jacques BOMPARD. 1991. *Voyage autour de la femme d'Ève à Benazir*, Avignon : A Barthélemy, 190 p.
- BONNET, Doris. 1995. « Être femme au Burkina Faso : de la construction du « genre » en pays mossi ». *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, avec la coll. de Ephesia (groupe) et la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, p. 286-289. Paris : La Découverte.
- BORNEMAN, Ernest. 1979. *Le patriarcat*. Paris : PUF, 311 p.
- BOSCH, Elie. 1985. *Les femmes du marché de Bobo. La vie et le travail des commerçantes dans la ville de Bobo-Dioulasso au Burkina-Faso*. Leiden : Centre de Recherche et de Documentation Femmes et Développement, p. 186.
- BOSERUP, Ester. 1983. *La femme face au développement économique*. Trad. de l'anglais par Marie-Catherine MARACHE. Paris : Presses universitaires de France, 315 p.
- BOST, François, Laurent CARROUE et al (éd.). 2006. *Images économiques du monde 2007*, Paris : Armand Collin, 456 p.
- BOUDA, B. Pierre. 2003. « Pas de clerc : l'exhibitionnisme sophistique comme maladie infantile de l'intellectualisme politique ». In *Burkina Faso. Cent ans d'histoire, 1895-1995*, sous la dir. de Yénouyaba Georges Madiéga et d'Oumarou Nao, p. 301-316. Paris : Karthala.
- BOUILLOUD, Jean-Philippe. 2007. « Le chercheur, un autobiographe malgré lui ». In *La sociologie clinique. Enjeux théoriques et méthodologiques* sous la dir. de Vincent de Gaulejac, Fabienne Hanique et Pierre Roche, p. 75-89. Ramonville : Erès.
- BOURDIEU, Pierre. 1970. *La reproduction : éléments pour une théorie du système d'enseignement*. Paris : Éditions de Minuit, 279 p.

- _____. 1979. « Culture politique ». Chap. in *La distinction*, p. 463-541. Paris : Minuit.
- _____. 1994. *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil, 251 p.
- _____. 1998. *La domination masculine*. Paris : Seuil, 142 p.
- _____. 2003. « L'objectivation participante ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, no 150, p. 43-58.
- BRAUD, Philippe. 1995. « Sous-représentation des femmes et suspicion du système politique démocratique ». *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, avec la coll. de Ephesia (groupe) et la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, p. 490-494. Paris : La Découverte.
- BRIFFAULT, Robert. 1993. *The mothers : the matriarchal theory of social origins*. New York : H. Fertig, 451 p.
- BRUGAILLÈRE, Marie-Christine. 1987. Compte rendu de Yvonne KNIBIELHER et Régine GOUTALIER, *La femme au temps des colonies*, Groupe « Afrique noire », L'histoire des femmes en Afrique, cahier n°11, p. 82-93. Paris : L'Harmattan, Paris : Éditions du CNRS.
- BRUNET, Dominique. 1982. *La femme expliquée. L'histoire d'un truquage*. Montréal : le Jour, 185 p.
- CAMARA, Abdoulaye. 2000. « Les groupements : espaces de pouvoir et de parole ». In *Femmes « bâtisseurs » d'Afrique*, sous la dir. de Lisette Ferera avec la collaboration de Micheline Huard et d'Eugénie R. Aw, p. 147-158. Québec : Musée de la civilisation.
- CANADIAN COUNCIL FOR INTERNATIONAL COOPERATION. 1991. *Outils de l'analyse GED : applications aux programmes, projets et politiques*. OTTAWA : CCIC.
- CASTELLS, Manuel. 1999. « L'Ère de l'information ». In *Le Pouvoir de l'identité*, tome 2, Paris : A. Fayard.
- CARNINO, Guillaume. 2005. *Pour en finir avec le sexisme*. Paris : l'Échappée, 127 p.

CENTRE POUR LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE. 2005. *La participation politique des femmes au Burkina Faso*. Ouagadougou, 128 p.

_____. 2007. *État de la gouvernance au Burkina Faso. Description des résultats d'une enquête par sondage*. Ouagadougou, 140 p.

_____. Sans date. *La gouvernance locale à Ouagadougou. Regard des citoyens de la commune*. Ouagadougou, 30 p.

CENTRE POUR LE LEADERSHIP FÉMININ. 2002. *Enquête sociologique. Perceptions de la femme décideur[e] et acteur[e] politique au Maroc*. Casablanca : Association Démocratique des Femmes du Maroc.

CHABAL, Patrick et Jean-Pascal DALOZ. 1999. *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*. Paris : Economica, 196 p.

CHAMPAGNE, Suzanne. 1997. « Les difficiles conditions de solidarité féminine en milieu mossi (Burkina Faso) ». In *Équité et justice : études et pratiques féministes : Actes du Congrès sociétés savantes*, éd. de Dana Hearne, Marie Louise Lefbvre avec la coll. de l'Association canadienne des études sur les femmes, de l'Institut de recherches et d'études féministes, du Département des sciences de l'éducation de l'UQAM et du Congrès des sociétés savantes, p.130-138. Montréal : UQAM, Département des sciences de l'éducation.

CHAPONNIÈRE, Martine. 1988. « Introduction ». In *La formation des femmes : Perspectives actuelles* sous la dir de Martine Chaponnière, p.7-17. Genève : Le concept moderne.

CHAPONNIÈRE, Martine et Silvia RICCILEMPEN. 1991. « Les filles de Marx à cœur ouvert ». *Femmes Suisses*, no 11, Novembre, p. 8-12.

HAZEL, François. 1999. « Pouvoir ». In *Dictionnaire de sociologie*, sous la dir. de AKOUN André et Pierre ANSART, p. 414-415. Paris : Le seuil.

CLÉMENT-HÉMERY, Albertine [1801]1989. « Les femmes vengées de la sottise d'un philosophe du jour ». In *Opinions de femmes. De la veille au lendemain de la révolution française*. Préface de Geneviève Fraisse. Coord. Marie-Armande Gacon-Dufour et Olympe de GOUGES et al., p. 81-128. Paris : Côté-femmes.

CLIO. 1997. « Femmes d'Afrique ». *CLIO*, no 6.

COALITION BURKINABÉ DES DROITS DES FEMMES (CBDF). 2004. *Étude sur la situation des femmes dans l'administration publique et privée du Burkina Faso*. Ouagadougou, 57 p.

_____. 2005. *Campagne d'éducation civique adressée particulièrement aux femmes. Une réussite à partager*. Ouagadougou, avril, 22 p.

_____. sans date. *Quand la société civile se mobilise (avec la collaboration de l'État) pour la collaboration des droits et la citoyenneté des femmes*. Ouagadougou, 23 p.

COALITION BURKINABÉ DES DROITS DES FEMMES et AMBASSADE DU DANEMARK. 2006. *Promotion des femmes dans la politique locale/Renforcement de la participation politique des femmes aux communales. Du 23 avril 2006. Rapport final*, Ouagadougou, 11 p.

COENEN-HUTHER, Jacques. 2001. *A l'écoute des humbles. Entretiens en milieu populaire*. Paris : L'harmattan, 253 p.

COLLECTIF FÉMINISME ET DÉMOCRATIE. 2006. *La réforme, maintenant, mais pas n'importe comment ! Mémoire sur l'avant-projet de loi sur la Loi électorale*, 81 p.[En ligne]
<http://www.feminismeetdemocratie.ca/collectif/files/2005memoireCFD.pdf>

COLLIN, Françoise. 1975. « Pour une politique féministe, fragments d'horizon ». *Les Cahiers du Grif : Les femmes et la politique*, no 6, décembre, p. 68-74.

COLLIN, Françoise. 1985. » No Man's Land : Reflexion sur « l'esclavage volontaire » des femmes ». *Les Cahiers du Grif*, p. 141-158. Bruxelles : Complexe.

_____. 1986. « Du privé et du public ». *Les Cahiers du GRIF : Hannah Arendt*, no.33, p. 47-68.

_____. 1987. « Il n'y a pas de cogito-femme ». In *L'émergence d'une culture au féminin*, sous la dir. de Marisa ZAVALLONI, p. 107-116. Montréal : Saint Martin.

_____. 1991. « Pluralité. Différence. Identité ». *Présences*, no 38, octobre, p. 61-73.

- _____. 1992a. « Trajectoires. Entretiens avec Elisabeth Thouret-Lemaître, Françoise Gaill, Annie Baglin et cinq biologistes de l'Institut Pasteur ». In *Le sexe des sciences. Les femmes en plus*, sous la dir. de Françoise Collin, p.63-84. Paris : Autrement.
- _____. 1992b. « Parmi les femmes et les sciences ». In *Le sexe des sciences. Les femmes en plus*, sous la dir. de Françoise Collin, p. 10-27. Paris : Autrement.
- _____. [1990] 1992c. « La démocratie est-elle démocratique ? ». *Les cahiers du GRIF : La société des femmes*, p.43-50. Bruxelles : Complexe.
- COLLIN, Françoise et al. 1992. *Les enfants des femmes*. Bruxelles : complexe, 150 p.
- _____. 1995. « La raison polyglotte ou pour sortir de la logique des contraires ». In *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, avec la coll. de Ephesia (groupe) et de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, p. 669 – 677. Paris : La Découverte.
- _____. 1999. *L'homme est-il devenu superflu ? Hannah Arendt*. Paris : Odile Jacob, 332 p.
- COLLINS, Patricia Hill. 1990. *Black Feminist Thought Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*. New York : Routledge, 265 p.
- COMBESSIE, Jean-Claude. 2003. *La méthode en sociologie*. (Coll. Repères.) Paris : la découverte, 4^{ème} édition, 123 p.
- _____. 2007. *La méthode en sociologie*. (Coll. Repères.) Paris : la découverte, 5^{ème} édition, 124 p.
- COMELIAU, Christian. 1998. « Les abstractions de l'économie globale ». In *Les silences pudiques de l'économie*, textes réunis par Yvonne PREISWERK, p. 55-62. Genève : UNESCO, DDC, IUED.
- COMITÉ NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA ET LES IST. 2001. *Cadre stratégique de lutte contre le VIH-SIDA 2001-2005*, Ouagadougou : CSLS, 48 p.

- COMITÉ QUÉBÉCOIS FEMMES ET DÉVELOPPEMENT (CQFD). 2004. *Trousse de formation genre et développement*, « s. l. », Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), 148 p. [En ligne] http://www.aqoci.qc.ca/ressources/pdf/Guides_2004-03_GuideGED.pdf
- COMMAILLE, Jacques. 1993. *Les stratégies des femmes : travail, famille et politique*, Paris : La découverte, 188 p.
- COMMISSION ÉLECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE (CENI) du Burkina. 2003. *Candidatures féminines aux élections législatives de mai 2002*, « S. l. », 114 p.
- COMMISSION EUROPÉENNE. 1998. *100 mots pour l'égalité. Glossaire de termes sur l'égalité entre les femmes et les hommes*. Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes, 54 p.
- COMPAORE, Blaise. 1998. *Les voies de l'Espérance*. Ouagadougou : Grande Imprimerie du Burkina, 70 p.
- COMPAORE, Nestorine. 2002. « Le recrutement des femmes pour élections législatives au Burkina Faso ». In *Les femmes au parlement : au-delà du nombre*, sous la dir. de Julie Ballington et Marie-José Protais, p. 83-91. Stockholm : IDEA (version française).
- COMPAORE, Pabegwendé Nestorine. 2000. « Femmes, Développement et transfert de technologies. Le cas des presses à karité au Burkina Faso ». Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2000, 318 p.
- CONGO, Fati. 1982-1983. « Système de partis et régime politique sous la III^e République en Haute-Volta ». Mémoire de maîtrise, Université de Ouagadougou - École Supérieure de Droit, Ouagadougou, 57 p.
- CONOMBO, Daniel. Sans date. *Note d'information sur la politique nationale de formation des acteurs de la décentralisation*. Ouagadougou, 16 p.
- CONOMBO, Joseph Issoufou. 1989. *M'Ba Tinga. Traditions des Mossé dans l'empire de Moogho-Naba*. Paris : L'Harmattan, 185 p.
- CONSEIL PONTIFICAL JUSTICE ET PAIX. [2005] 2008. *Compendium de la doctrine sociale de l'église*. Paris : Bayart, 530 p.
- CONSTITUTION DU BURKINA FASO, adoptée par référendum le 2 juin 1991 et promulguée le 11 juin 1991.

CODE DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE (loi du 16 novembre 1989), entré en vigueur le 4 août 1990.

COQUERY-VIDROVITCH, Catherine. 1994a. *Les Africaines, Histoire des femmes d'Afrique Noire du XIXe au XXe siècle*. Paris : Desjonquères, 395 p.

_____. 1994b. « Femmes et politique : Résistance et action en Afrique de l'Ouest ». Chap. in *Les Africaines. Histoire des femmes d'Afrique noire du XIXe au XXe siècle*, p. 253-288. Paris : Desjonquères.

COULIBALY, Daniel. Sans date. *Note d'information sur la politique nationale de formation des acteurs de la décentralisation*, « s. l. », 16 p.

COULIBALY, Daniel et Mariamé OUATTARA. 2007. *La prise en compte du genre dans l'élaboration du plan de développement local. Cahier de la participante*, Ouagadougou, NDI-Burkina Faso, 18 p.

COURATIER, Claire et Christian MIQUEL. 2007. *Les études qualitatives : théorie, applications, méthodologie, pratique*. Paris : l'Harmattan, 238 p.

CORIA, Clara. 1986. « Quelques réflexions sur les limitations de l'autonomie économique chez les femmes économiquement indépendantes ». In *Les femmes et l'argent. Actes du colloque, novembre 1985* avec la coll. de Christiane Souriau, p.305-322. Aix-en-Provence : Université de Provence, Centre d'études féminines.

CUERRIER, Christine. 2003. « Synthèse canadienne ». In *Le mentorat et le monde du travail au Canada : recueil des meilleures pratiques* sous la dir. de Christine Cuerrier. Québec : Éditions de la Fondation de l'entrepreneurship, p. 11-38.

CURIEL, Ochy. 1999. « Pour un féminisme qui articule race, classe, sexe et sexualité: Interview avec Ochy CURIEL (République Dominicaine) ». *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 20, no3, p. 39-62.

CRENSHAW, Kimberlé Williams. 2005. « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur ». *Cahiers du Genre : Féminisme(s) : penser la pluralité*, no39, p. 51-82.

DABIRÉ, Kusiele Der Raphael. 1989. *La condition de la femme dagara : une infériorité institutionnalisée*. Mémoire de licence en sociologie. Pontificia Universitas, Gregorianu, Rome, 182 p.

- DACHER, Michèle. 1993. « Représentation de la paternité dans une société matrilineaire : Les gouins du Burkina Faso ». *Journal des Africanistes*, t.63, fasc.2, p. 25-49.
- _____. 1997. « Organisation politique d'une société acéphale : Les gouins du Burkina Faso ». *L'Homme*, vol 37, n°4, p. 7-29.
- DAGENAIS, Huguette et Denise PICHE. 1994 (éd.) *Femmes, féminisme et développement*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 440 p.
- DAGUI, N'gabo .1991. « La situation juridique de la femme en Afrique noire contemporaine : progression, stagnation ou regression ? ». In *Revue Juridique et Politique, Indépendance et Coopération*, no 2, mai- septembre, p. 193-235.
- DAHRENDORF, Ralf. 1959. *Class and Class Conflict in Industrial Society*. Stanford: Stanford University Press.
- DARSIGNY, Maryse et Francine DESCARRIES. 1992. *350 ans de vie de femmes qui ont bâti Montréal*. Avec la coll. de Lyne Kurtman et Évelyne Tardy. Montréal : UQAM, Centre de Recherche Féministe, non paginé.
- DAVIS-YUVAL, Nira. 1997. *Gender and nation*. London : Thousand Oaks, Calif. : SAGE Pub., 157 p.
- DE FONTENAY, Élisabeth. 1999. « L'abstraction du calcul contre celle des principes ». *Le piège de la parité*. Textes réunis par Micheline AMAR, p. 76-79. (Le Monde, 25 février 1999), Paris : Hachette.
- DE GOUGES, Olympe [1791] 1989. *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*. In *Opinions de femmes. De la veille au lendemain de la révolution française*. Préf. de Geneviève FRAISSE. Coord. Marie-Armande Gacon-Dufour et Olympe De Gouges et al., p. 51-57. Paris : Côté-femmes.
- DE SÈVE, Micheline. 1994. « Femmes, action politique et identité ». *Cahiers de recherche sociologique*, no 23, p. 25-40.
- _____. 1997. « Les études féministes : le chassé-croisé du savoir/pouvoir ». In *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada*, sous la dir. de Manon TREMBLAY et Caroline ANDREW, p.55-66. Montréal : Les éditions du remue-ménage.

- DEBBASCH, Charles et Yves DAUDET. 1984. *Lexique de politique : états, vie politique, relations internationales*. Avec la coll. de Jacques BOURDON, Jean-Marie PONTIER, Jean-Claude RICCI, 4^{ème} éd. Paris : Dalloz, 416 p.
- DECHAUFOUR, Laetitia. 2007. « Introduction au féminisme postcolonial et genèse de ce courant ». <http://www.resistingwomen.net/spip.php?article108>, consulté le 20-7-2007.
- DEFORGES Régine. 1999. « Absolument largués ». In *Le piège de la parité*. Textes réunis par Micheline AMAR, p. 49-51. (*L'Humanité*, 9 février 1999), Paris : Hachette.
- DELPHY Christine. 1970. « L'Ennemi principal », *Partisans*, « Libération des femmes année 0 », 54-55, novembre 1970 ; rééd. Paris, Maspero.
- DELPHY Christine. 1998. *L'Ennemi principal 1, Économie politique du patriarcat*. Paris : Syllepse.
- _____. 2001. *L'ennemi principal 2, Penser le genre*. Paris : Syllepse
- _____. 2002. « Une guerre pour les femmes afghanes ? ». *Nouvelles questions féministes*, vol. 21, n°1, p 98-109.
- DENTAL, Monique. 2004. « Notre féminisme vous appartient ». In *Féministes, féminismes. Nouvelles donne, nouveaux défis* Coord. Par Lilian Halls-French et Josette Rome-Chastanet, p. 61-68. Coll. « Espaces Marx », Paris : Syllepse.
- DÉPELTEAU, François. 2000. *La démarche d'une recherche en sciences humaines. De la question de départ à la communication des résultats*. Laval : les presses de l'Université de Laval. De Boeck Université. 417 p.
- DESANTI, Dominique. 1967. « La femme dans les sociétés d'Afrique noire ». In *Histoire mondiale de la femme : L'Orient, l'Afrique noire, l'Asie, l'Océanie et l'Amérique précolombienne*, sous la dir. de Pierre Grimal, p. 157-214. Besançon : Imprimerie moderne de l'Est.
- DESCARRIES, Francine. [1980] 1983. *L'école rose... et les cols roses. La reproduction de la division sociale des sexes*. Montréal : Éditions coopératives, Albert Saint-Martin et Centrale de l'enseignement du Québec, 128 p.
- _____. 1998. « Le projet féministe à l'aube du XXème siècle : Un projet de libération et de solidarité qui fait toujours sens ». *Cahiers de recherche sociologique*, no 30, p. 179-210. Montréal : Département de sociologie.

- _____. 2002b. « La maternité au coeur des débats féministes ». In *Espaces et temps de la maternité*, sous la dir. de Francine Descarries et Christine Corbeil, p. 23-50. Montréal : les éditions du remue-ménage.
- _____. 2002a. « Un féminisme aux multiples voix, un mouvement en actes : le féminisme québécois ». *Labrys, études féministes*, no. 1-2, juillet/décembre Brasília, <http://www.unb.br/ih/his/gefem/>.
- _____. 2003. « Le patriarcat : système distinct et instrumental de la reconduction de la division sexuelle du travail ». *Labrys, études féministes*, no 4, août-décembre. <http://www.unb.br/ih/his/gefem/labrys4/textos/francine2.htm>.
- _____. 2005. « Le mouvement des femmes québécois : état des lieux ». *Cités*, numéro spécial, Paris, CNRS, n° 23, p. 125-136.
- DESCARRIES-BÉLANGER, Francine et Shirley ROY. 1988. *Le mouvement contemporain des femmes et ses courants de pensée : Essai de typologie. Les documents de l'ICREF*, no 19. Ottawa : ICREF/CRIAW, 40 p.
- DESCOLA, Philippe, Jacques HAMEL et Pierre LEMONNIER. 1999. *La production du social autour de Godelier*. Paris : Fayard, 515 p.
- DEVEY, Muriel. Sans date. « Travailler, quelle entreprise ! Elles veulent réussir, mais il reste des obstacles à surmonter pour s'imposer ». *Découverte : Burkina. Parlez-moi d'elles*, sous la dir. de Emmanuelle Pontié, avec Alpha Barry et Muriel Devey, p. VII-VIII.
- DIA, Ibrahima Amadou. 2000. » Les méthodes qualitatives: une innovation salutare dans les sciences sociales en Afrique ». *Esprit critique*, vol. 2, no.08, Août, <http://espritcritique.ctw.net>
- DIA, Mamadou. 2005. *Musoya, malgré le silence*. Long métrage documentaire. Montréal : 7ème Art distribution, DVD, 75 min, son, couleur.
- DIABATE, Henriette. 1975. *La marche des femmes sur Grand-Bassan*. Abidjan : Nouvelles Éditions Africaines, 62 p.
- DIALLO, Diouldé Sadou. 2007. « Candidatures indépendantes. Quand le Code électoral viole la Constitution ». *Quotidien le Pays* no 3828 du 14-3-2007.

- DIAWARA, Mahamadou. 1996. « Mouvement associatif et transformation du champ politique ». In *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)* sous la dir. de René OTAYEK, Filiga Sawadogo et Jean-Pierre Guingané, p. 229-246. Paris : Karthala.
- DIKELE, Joséphine et Madeleine HIBA. 1975. « La femme dans la vie politique traditionnelle des sociétés à états du centre, de l'est et du sud-est de Côte-d'Ivoire ». In *La civilisation de la femme dans la tradition africaine*. Colloque d'Abidjan organisé par la société Africaine de culture, Abidjan, 3-8 juillet 1972, p. 377-388. Paris : Présence Africaine.
- DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA PLANIFICATION (Burkina Faso) avec la coll. du PNUD, du PRGE et de l'UNICEF. 2001. *Etude nationale prospective « Burkina 2025 », Étude rétrospective politique du Burkina Faso*, Ouagadougou, 59 p.
<http://www.medev.gov.bf/SiteMedev/burkina25/enp/etude-retro-politique.pdf> -
- DJIBO, Hadiza . 2001b. *Les femmes et la politique au Niger*. Paris : L'Harmattan, 157 p.
- _____. 2001a. *La participation des femmes africaines à la vie politique. Les exemples du Sénégal et du Niger*. Paris : L'Harmattan, 419 p.
- DOGAN, Mattei et Jacques NARBONNE. 1955. *Les Françaises face à la politique. Comportement politique et condition sociale*. Paris : Armand Collin, 191 p.
- DORLIN, Elsa. 2007. « Pas en notre nom ! Contre la récupération raciste du féminisme par la droite française (L'autre campagne) ». <http://www.resistingwomen.net/spip.php?article214>, page consultée le 19-11-2007.
- DORTIER, Jean-François (dir. publ.). 2004. *Le dictionnaire des sciences humaines*. Auxerre : Éditions Sciences Humaines, 875 p.
- _____. 2004. « Pouvoir ». In *Le dictionnaire des Sciences Humaines*, sous la dir. de Jean-François DORTIER, p. 662-663. Auxerre : Sciences Humaines.
- DOWNS, Anthony. 1957. *An Economic Theory of Democracy*, New York: Harper and Row.
- DROY, Isabelle. 1990. *Femmes et développement rural*. Paris : Karthala, 182 p.

- DUBY, Georges et Michelle PERROT (éd.). 1993. *Femmes et Histoire*. Colloque organisé par Georges DUBY et Michelle PERROT et les directrices de l'histoire des femmes en Occident. Paris : Plon, 197 p.
- DUJOUR, Nane et Isabelle de BROGLIE. 1985. *Pour ne pas mourir idiote. La fac à 40 ans*. Paris : Le centurion, 157 p.
- DULUCQ, Sophie. 1997. Compte rendu de *Les Africaines. Histoire des fem. d'Afrique noire du XIXe au XX siècle de Catherine Coquery-Vidrovi* (Desjonquères, Paris, 1994, 291 p). *CLIO : Femmes d'Afrique*, no 6, [En lig <http://clio.revues.org/documents397.html?format=print>, téléchargé le 22-11-2006]
- DULUCQ, Sophie et Odile GOERG. 2004. « Le fait colonial au miroir des colonisées. Femmes, genre et colonisation : un bilan des recherches francophones en histoire de l'Afrique subsaharienne (1950-2003) ». In *Histoire des femmes en situation coloniale : Afrique et Asie, XXe siècle*, sous la dir. d'Anne HUGON, p. 43-70. Paris : Karthala.
- DUVAL, Maurice. 1985. *Un totalitarisme sans état essai d'anthropologie politique à partir d'un village burkinabé*. Paris : l'Harmattan, 183 p.
- DUVERGER, Maurice. 1955. *La participation des femmes à la vie politique*. Paris : UNESCO, 240 p.
- EAUBONNE, Françoise d'. 1977. *Les femmes avant le patriarcat*, Paris : Payot, 239 p.
- ÉLA, Jean-Marc. 1990. *Quand l'État pénètre en brousse...Les ripostes à la crise*. Paris : Karthala, 268 p.
- EMMAÜS, Jolivet. 2009. « Éducation : Hécatombe des parents infanticides ». *Sidwaya* du 27 avril.
- ENGELS, Friedrich. 1979. *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État : à propos des recherches de L. H. Morgan / Engels*. Moscou : Éditions du Progrès, 239 p.
- FARGE, Arlette. 1984. « Pratique et effets de l'histoire des femmes ». In *Une histoire des femmes est-elle possible ?* sous la dir. de Michelle PERROT, p. 17-35. Marseille : Rivages.
- FARGE, Arlette. 1997. « De la différence des sexes ». Chap. in *Des lieux pour l'histoire*, p. 118-133. Paris : Seuil.

- FAURÉ, Christine (éd.). 1997. *Encyclopédie politique et historique des femmes. Europe, Amérique du Nord*. Paris : Presses universitaires de France, 885 p.
- _____. 1985. *La démocratie sans les femmes. Essai sur le libéralisme en France*. Paris : Presses universitaires de France, 263 p.
- FEMME ET POLITIQUE MUNICIPALE de l'ESTRIE. 2008. *Dans tous les cantons. Une étude sur les femmes en politique dans les petites municipalités de l'Estrie*. Sherbrooke : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 49 p.
- FIRESTONE, Shulamith. 1970. *La dialectique du sexe : Le dossier de la révolution féministe*. Trad. de l'américain par Sylvia Glead. Paris : Stock, 306 p.
- FOLBRE, Nancy. 1998. « Réflexions sur le genre et l'économie et le développement ». In *Les silences pudiques de l'économie. Économie et rapports sociaux entre femmes*. Textes réunis par Yvonne Preiswerk avec la coll. de Anne Zwahlen, p. 21-25. Genève : Commission nationale suisse pour l'UNESCO, Direction du développement et de la coopération suisse (DDC), IUED.
- FOND des NATIONS UNIES POUR LA POPULATION (FNUAP). 1995. *Conférence régionale des femmes africaines ministres et parlementaires*. Ouagadougou les 19, 20 et 21 juillet 1995, 41 p.
- FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL, Dominique. 2005. « Controverses et anathèmes au sein du féminisme français des années 1970 ». *Cahiers du Genre : Féminisme(s). Penser la pluralité du genre*, no. 39, p. 13-26.
- FOUGEYROLLAS-SCHWEBEL, Dominique, Éléonore LEPINARD et Eleni VARIKAS .2005. « Introduction au Dossier : Féminisme(s) : penser la pluralité ». *Cahiers du Genre : Féminisme(s). Penser la pluralité du genre*, no. 39, p. 5-13.
- FOUQUET, Catherine. 1984. « Le détour obligé des femmes passe-t-elle par celle de leur corps ? ». In *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, sous la dir. de Michelle Perrot, p.71-84. Marseille : Rivages.
- FRAISSE, Geneviève. 1992. « Raison de l'espèce, raison de l'esprit ». In *Le sexe des sciences. Les femmes en plus*, sous la dir. de Françoise Collin, p.122-128. Paris : Autrement.
- _____. 1995. *Muse de la raison : Démocratie et exclusion des femmes en France*, Paris : Gallimard, Folio histoire, 378 p.

- _____. 1998. « Avant-propos ». In *L'Histoire sans les femmes est-elle possible ?*, sous la dir. d'Anne-Marie Sohn et Françoise Thélamon, p. 13-14. Rouen : Perrin.
- _____. 2000. *Les deux gouvernements : la famille et la Cité*. Paris : Gallimard, 219 p.
- FRASER, Nancy. 2005. *Qu'est-ce que la justice sociale ? : reconnaissance et redistribution*. Paris : La Découverte, 178 p.
- FRASSY, Mireille. 2000. *Marchandes dakaroises entre maison et marchés. Approche anthropologique*. Paris : L'Harmattan, 267 p.
- FREEDMAN, Jane. 1997. *Femmes politiques : mythes et symboles*. Paris : L'Harmattan, 291 p.
- FREUD, Sigmund. [1925] 1969. « Quelques conséquences psychiques de la différence anatomique entre les sexes ». In *La vie sexuelle*, p. 123-132. Paris : Presses Universitaires de France.
- FRIEDAN, Betty. 1964. *La femme mystifiée*. Paris : Denoël-Gonthier, 430 p.
- FRISCHER, Dominique. 1997. *La revanche des misogynes. Où en sont les femmes après trente ans de féminisme ?* Paris : Albin Michel, 302 p.
- GANGE, Françoise. 2007. « L'autre christianisme : le Jésus de la gnose et les femmes ». In *Existe-t-il un féminisme musulman ?* p. 11-18. Coll. « Islam et Laïcité.org », Paris : L'Harmattan.
- GANSORE, Noëlie. 2001. « L'éducation des adultes au Burkina Faso. Étude de quatre approches alternatives selon une perspective genre et développement ». Thèse de Doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 398 p.
- GASPARD, Françoise. 1994. « De la parité : genèse d'un concept, naissance d'un mouvement ». *Nouvelles questions féministes*, vol. 15, no 4, p. 29-44.
- _____. 1997. « Système politique et rareté des femmes élues. Spécificités françaises ? ». In *Les femmes et la politique*, sous la dir. de Armelle Le Bras-Chopard et Janine Mossuz-Lavau, p. 97-118. Paris : L'Harmattan.
- _____. 2004. « Le genre et les travaux sur la citoyenneté en France ». In *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, sous la dir. de Christine Bard, Christian Baudelot et Janine Mossuz-Lavau, p.105-126. Paris : Éditions de La Martinière.

- GASPARD, Françoise, Claude SERVAN-SCHREIBER et Anne LE GALL. 1992. *Au pouvoir Citoyennes ! liberté, égalité, parité*. Paris : Seuil, 184 p.
- GAWAYA, Rose et Rosemary Semafumu MUKUSA. 2005. « The African women's protocol: a new dimension for women's rights in Africa ». *Gender and Development* Vol. 13, no 3, Novembre, p. 42-50.
- GIRARD, Isabelle et Benoît RAYSKI. 1999. « La parité est une régression. Entretien avec Élisabeth Badinter ». Textes réunis par Micheline Amar, p. 40-48. (L'Évènement du jeudi, 4 février 1999). Paris : hachette.
- GODELIER, Maurice. 1982. *La production des grands hommes : pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle Guinée*. Paris : A. Fayard, 370 p.
- _____. 1993. « Les femmes et le pouvoir politique. Point de vue d'un anthropologue ». In *Femmes et Histoire*, sous la dir. de Georges Duby et Michelle Perrot, p. 101-112. Paris : Plon.
- GODINEAU, Dominique. 2003. *Les femmes dans la société française : 16^e-18^e siècle*, Paris : Armand Colin, 253 p.
- _____. 2004. *Citoyennes tricoteuses : les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*. Paris : Perrin, 416 p.
- GODBOUT, Chantale. 1996. *Féminisme théorique et féminisme politique : une analyse conceptuelle (1960-1990)*. Québec : Université Laval, Laboratoire de recherches sociologiques, 141 p.
- GOERG, Odile. 1997. « Femmes africaines et politique : les colonisées au féminin en Afrique occidentale ». *CLIO : Femmes d'Afrique*, no 6 [En ligne] <http://clio.revues.org/index378.html>, consulté le 22-11-2005.
- _____. 1998. « Les femmes paradoxales en Afrique : Omniprésence sociale et invisibilité historique en France ». In *L'Histoire sans les femmes est-elle possible ?* sous la dir. d'Anne-Marie Sohn et Françoise Thélamon, p. 115-127. Rouen : Perrin.
- GONIDEC, P-F. 1984. *Évolution, Fédéralisme, centralisation et décentralisation*. Avec la coll. d'Alain Bockel, 2^e éd. Paris : Librairie générale de droit et de jurisprudence, 362 p.
- GRISONI, Dominique et Robert MAGGIORI. 1973. *Lire Gramsci*. Préf. de François Chatelet et Maria Antoinette Macciocchi. Paris : Éditions universitaires, 280 p.

- GUEGANE, Jacques et Binzaola Alain HIEN, Juillet 2001. « La journée nationale de pardon au Burkina Faso : une réconciliation sans vérité ni justice ? » [En ligne] <http://www.irenees.net/fr/fiches/dph/fiche-dph-5470.html>, consulté le 5-4-2008.
- GUÉRICOLAS, Pascale. 2006. « On a fait encore des princesses de nos filles ». *Gazette des femmes*, Mai-juin 2006, Vol. 28, no 1, p.10-11.
- GUILBAULT, Diane. 2008. *Démocratie et égalité des sexes*. Montréal : Sisyphe, 138 p.
- GUILLAUMIN, Colette. 1978. « Pratique du pouvoir et idée de Nature : 1. L'appropriation des femmes ». *Questions féministes*, no 2, février, p. 5-30.
- _____. 1978. « Pratique du pouvoir et idée de Nature: 2. Le discours de la Nature ». *Questions féministes*, no 3 mai, p. 5-28.
- _____. 1992. *Sexe. Race et Pratique du pouvoir. L'idée de Nature*. Paris : Côté-femmes, 239 p.
- GUISSOU, Basile. 2000. *De l'État patrimonial à l'État moderne au Burkina : esquisse d'une théorie de la construction de l'État-Nation en Afrique*. Thèse de doctorat d'État, tome 2, p. 166-359. Abidjan, Université de Cocody.
- _____. 2007. « Débat : la chefferie traditionnelle est politique ». *L'Observateur* no 6868 du 18 avril 2007 (édition internet).
- HAICAULT, Monique. 2000. *L'expérience sociale du quotidien. Corps, espace, temps*. Ottawa : Les presses de l'Université d'Ottawa, 222 p.
- HALBWACHS, Maurice. [1925]1994. *Les cadres sociaux de la mémoire*. Postface de Gérard NAMER. Paris : Albin Michel, 367 p.
- HALIMI, Gisèle. 1977. *La cause des femmes*. Propos recueillis par Marie Cardinal précédée de *La femme enfermée*. Paris : B. Grasset, 204 p.
- _____. 1978. « N'ayons plus peur les unes des autres ». Chap. in *Choisir la cause des femmes. Le programme commun des femmes*, p. 234-237. Paris : Bernard Grasset.
- HAMANI, Abdou. 2001. *Les femmes et la politique au Niger*. Paris : L'Harmattan, 160 p.
- HÉRITIER, Françoise. 1984-1985. « Le sang du guerrier et le sang des femmes ». *Les cahiers du GRIF : L'Africaine. Sexes et Signes*, no 29, p 7-21. Paris : Tierce.

- _____. 1985. « Étude comparée des sociétés africaines ». *Annuaire du collège de France*, p. 531-550. Paris.
- _____. 1994. *Les deux sœurs et leur mère : Anthropologie de l'inceste*. Paris : Odile Jacob, 376 p.
- _____. 1996. *Masculin/Féminin. La pensée de la différence*. Odile Jacob, 322 p.
- HÉRITIER-AUGE, Françoise. 1993. « Du pouvoir improbable des femmes ». In *Femmes et Histoire*, sous la dir. de Georges Duby et Michelle Perrot, p. 113-125. Paris : Plon.
- HERITIER-AUGE, F, ECHARD, N et C. QUIMINAL. 1991. « La valence différentielle des sexes au fondement de la société ? ». Entretien réalisé avec Françoise Héritier-Auge, *journal des anthropologues*, no 45, p.67-78.
- HESSELING, Gerti et Thérèse LOCOH. 1997. « Femmes, pouvoir, sociétés ». *Politique africaine : L'Afrique des Femmes*. no 65, p. 3-20.
- HIRATA, Helena Sumiko, Françoise LABORIE et Hélène LE DOARÉ et al (Coord.). 2004. *Dictionnaire critique du féminisme*, 2^{ème} éd. Paris : Presses universitaires de France, 315 p.
- HOUETO, Colette. 1975. « La femme, source de vie dans l'Afrique traditionnelle ». In *La civilisation de la femme dans la tradition africaine*. Colloque d'Abidjan organisé par la société Africaine de culture, Abidjan, 3-8 juillet 1972, p. 51-66. Paris : Présence Africaine.
- HUGON, Anne. 1997. « La contradiction missionnaire. Discours et pratique des missionnaires méthodistes à l'égard des femmes africaines de la Côte de l'Or ». *CLIO : Femmes d'Afrique*, no 6, [En ligne] <http://clio.revues.org/document374.html>, consulté le 22-11-2005.
- ILBOUDO, Armel. 2006. « Fait divers : Elle se fait exciser pour conserver son mari ! ». *Le pays* du 5 juillet 2006. [En ligne] <http://www.lefaso.net/spip.php?article14968>
- ILBOUDO, Monique. 2005. « Démocratie, droits et libertés au Burkina Faso ». [En ligne] <http://www.lefaso.net/spip.php?article10884>, page consultée le 16-11-2005.
- _____. 2006. *Droit de cité. Être femme au Burkina Faso*. Montréal : les éditions du remue-ménage, 165 p.

- _____. 2007. « Le féminisme au Burkina Faso. Mythes et réalités ». *Recherches féministes*, Vol 20, no 2, p. 166-177.
- IMAN, Ayesha, Amina M. MAMA et Fatou SOW (dir. publ.). 2004. *Sexe, genre et société. Engendrer les sciences sociales africaines*. Paris : Karthala, 461 p.
- INTERNATIONAL INSTITUTE FOR DEMOCRACY AND ELECTORAL ASSISTANCE. 1998. *La démocratie au Burkina Faso*. Sous la dir. de Roel von Meijenfeldt, Carlos Santiso et René Otayek, Stockholm, 182 p.
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DÉMOGRAPHIE (INSD). 1996a. *Analyse des Résultats de l'Enquête Prioritaire sur les conditions de vie des ménages*. Ouagadougou : INSD.
- _____. 1996b. *Le profil de Pauvreté au Burkina Faso*, 1^{ère} édition. Ouagadougou : INSD, 170 p.
- _____. 2003. *Profil pauvreté 2003*. Ouagadougou : INSD.
- _____. 2008. *Recensement Général de la population et de l'habitation (RGPH) de 2006 du Burkina Faso. Résultats définitifs*. Ouagadougou : INSD, 52 p. [En ligne] http://www.insd.bf/fr/IMG/pdf/Resultats_definitifs_RGPH_2006.pdf, consulté le 6-6-2009.
- IRIGARAY, Luce. 1977. *Ce sexe qui n'en est pas un*. Paris : Éditions de Minuit, 217 p.
- IZARD, Michel. 1977. « A propos de l'identité ethnique ». In *L'identité*, sous la dir. de Claude Levi-Strauss, p. 305-316. Paris : Grasset.
- JACOB, Jean-Pierre. 2005. *Sécurité foncière, bien commun, citoyenneté. Quelques réflexions à partir du cas burkinabé*, étude no 6. Ouagadougou : ACE-RECIT, Genève : IUED, 27 p.
- _____. 2006. *Un unanimisme politique presque parfait. Les élections municipales du 23 avril 2006 dans trois communes de la province des Balé (Centre-Ouest, Burkina Faso)*. Ouagadougou : Laboratoire Citoyennetés, Genève : IUED, 38 p.
- JACOB, Jean-Pierre, Julien KIEFFER et Lydia ROUAMBA avec la coll. de Issouf HÉMA. 2005. *L'État n'est le père de personne. Étude longitudinale de la mise en œuvre d'un lotissement dans la commune de Boromo (Province des Balé), 1^{ère} partie 2002-2005*. Ouagadougou : ACE/RECIT, Genève : IUED, 56 p.

- JAFFRÉ, Bruno. 1989. *Burkina Faso : Les années Sankara. De la révolution à la rectification*. Paris : L'harmattan, 332 p.
- _____. 1999. « Un journaliste face au pouvoir. Le Burkina Faso ébranlé par l'affaire Zongo ». *Le monde diplomatique*, août, p. 21.
- JAGGAR, Alison et Paula R. STRUHL (dir. publ.). 1978. *Feminist Frameworks: Alternative Accounts of the Relations Between Men and Women*. New-York: Mc Graw-Hill, 333 p.
- JENSON, Jane. 1989. « Paradigms and Political Discourse: Protective Legislation in France and the United States ». *Canadian Journal of Political Science*, Vol 22, no 2, p. 235-258.
- _____. 1991. « All the World's a Stage: Ideas, Spaces and Times in Canadian Political Economy », *Studies in Political Economy*, Vol 36, p.43-72.
- JAQUETTE, Jane S. 1976. « Review Essay : Political Science ». *Signs : Journal of Women in Culture and Society* 2, no 1, p. 147-164.
- JÉRÔME-FORGET, Monique. 1989. « Négocié de nouvelles règles du jeu ». *Gérer au féminin*, sous la dir. de Micheline Plasse et Carolle Simard, p. 105-109. Ottawa : Agence d'ARC.
- JORDANE, Bertrand. 2006. « Quand le pouvoir s'écrit au féminin ». *Jeune Afrique* no 2356 du 5 au 11 mars, p. 30-33.
- KABORE, Bila Roger. 2002. *Histoire politique du Burkina Faso 1919-2000*. Paris : L'harmattan 667 p.
- KANSE, Saoni Mathias. 1989. « Le CNR et les femmes : de la difficulté de libérer « la moitié du ciel » ». *Politique africaine : Retour au Burkina*, no 33, p. 66-72.
- KAPRAWI, Norhayati. 2007. « Promouvoir les droits de la femme en s'engageant dans le coran : l'expérience de Sisters in islam ». In *Existe-t-il un féminisme musulman ?* p. 83-95, Coll. « Islam et Laïcité.org », Paris : L'Harmattan.
- KERE, Catherine. 2003. « Biographie de madame KI-ZERBO ». In *Burkina Faso. Cent ans d'histoire, 1895-1995*, sous la dir. de Yénouyaba Georges Madiéga et d'Oumarou NAO, p. 1057-1072. Paris : Kathala.

- KERGOAT, Danièle .1984. « Plaidoyer pour une sociologie des rapports sociaux. De l'analyse critique des catégories dominantes à la mise en place d'une nouvelle conceptualisation ». In *Le Sexe du travail, structures familiales et système productif*, Collectif (éd.), p. 207-220. Grenoble : Presses de l'Université de Grenoble.
- KERGOAT, Danièle .2001. « Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion ». *Actuel Marx*, no 30, p.85-100.
- _____. 2004. « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe ». In *Dictionnaire critique du féminisme*, Coord. par Helena Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré *et al*, 2^{ème} éd., p. 35-44. Paris : Presses universitaires de France.
- _____. 2009. « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux ». In Elsa Dorlin (dir.) *Sexe, Race, Classe, pour une épistémologie de la domination*, p. 111-126. Paris : Presses universitaires de France.
- KI, Jean Martin. 2007. *État des lieux de la décentralisation au Burkina Faso*. Ouagadougou : Laboratoire Citoyennetés (ACE/RECIT), 64 p.
- KIEMDÉ, Paul. 1996. « Réflexions sur le référendum constitutionnel et les élections présidentielle et législatives de 1991 et 1992 ». In *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)*, sous la dir. de René Otayek, Filiga Michel Sawadogo et Jean-Pierre Guingané. Paris Karthala, p. 353-369.
- KINDA, Fatoumata. 1995. *Naître fille au Burkina Faso. Analyse de la situation des enfants et des femmes au Burkina Faso*. Ouagadougou : Ministère de l'action sociale, UNICEF.
- KINTZLER, Catherine. 1999. « La parité, ou le retour de la nature » In *Le piège de la parité. Arguments pour un débat*. Éd. de Micheline Amar, p. 88-93. Paris : Hachette.
- KI-ZERBO, Jacqueline. 1975. « Contribution du génie de la femme à la civilisation negro-africaine ». In *La civilisation de la femme dans la tradition africaine*. Colloque d'Abidjan organisé par la société Africaine de culture, Abidjan, 3-8 juillet 1972, p. 19-29. Paris : Présence Africaine.
- KNIBIEHLER, Yvonne. 1984. « Chronologie et histoire des femmes ». In *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, sous la dir. de Michelle Perrot, p. 49-57. Marseille : Rivages.

- KOME, Penney. 1983. *The Taking of Twenty Eight: Women Challenge the Constitution*. Toronto : Women's Press.
- KONATÉ, Désiré Lohé, Tinga SINARÉ, Michka SEROUSSI et INSD. 1994. *Enquêtes Démographique de Santé du Burkina Faso 1993*. Ouagadougou : INSD, Claverton : Macro International Inc, 296 p.
- KONE, Lamine. 2009. « A vue de pays. A bâtons rompus avec Madame Marlène ZEBANGO Vice-présidente de l'UNDD ». *San Finna* du 22 au 28 juin 2009 (édition internet.).
- KONE, M. Ahmed et Pauline HIEN WINKOUN. 2004. *Les stéréotypes et les préjugés dans le langage sur les femmes et les comportements à leur égard au Burkina Faso*, Ouagadougou : Marche Mondiale des Femmes, Ambassade du Canada, 39 p.
- KONGO, Kassim, 2005. « Députés Véronique Kando et Saran Sérémé, les bagarreuses de l'hémicycle ». *Bendré* du 14 juillet 2005. [En ligne] <http://www.lefaso.net/spip.php?article8435>, consulté le 2-4-2007.
- L'ÉCUYER, René. 1990. *Méthodologie de l'Analyse développementale de contenu. Méthode GPS et Concept de Soi*. Sillery : Presses de l'Université du Québec, 472 p.
- LA BRANCHE, Stéphane. 2001. « Le pouvoir de la codépendance. Réflexions sur l'occidentalisation et le développement chez les Asantes du Ghana ». Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 596 p.
- LACAN, Jean-Jacques. [1958]1987. « La signification du phallus ». Chap. in Ouvrir les *Écrits de Jacques Lacan* de John P. Muller et William J. Richardson, adaptation de Philippe Julien, p. 157-165. Toulouse : Érès.
- LAGACÉ, Catherine. 2007. *Femmes et politique au Bénin, un défi à relever*. Mémoire de maîtrise en science politique, Montréal, Université du Québec à Montréal, 148 p.
- LACELLE, Nicole. 1999. *À l'école du pouvoir*. Montréal : Éditions du remue-ménage, 137 p.
- LACHAUD, Jean-Pierre. 2003. *Dynamique de pauvreté, inégalité et urbanisation au Burkina Faso*. Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux, 280 p.

- LALLEMAND, Suzanne. 1995. « La littérature orale africaine sur l'origine des parties sexuelles : antagonisme, complémentarité, égalité, subordination ? ». In *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, avec la coll. de Ephesia (groupe) et de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, p. 267-271. Paris : La Découverte.
- LAMOUREUX, Diane. 1997. « Féminisme et citoyenneté : sortir de l'ornière du féminin ». In *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada*, sous la dir. de Manon Tremblay et Caroline Andrew, p. 33-54. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- LANCTÔT, Henriette. 1989. « Gérer au féminin ou gérer selon des valeurs nouvelles ». In *Gérer au féminin* sous la dir. de Micheline Plasse et Carole Simard, p. 59-65. Ottawa : agence d'ARC.
- LASVERGNAS, Isabelle. 1988. « Contexte de socialisation primaire et choix d'une carrière scientifique chez les femmes ». *Recherches féministes : A propos d'éducation*, p. 31-45. Vol. 1, no 1. [En ligne] <http://id.erudit.org/iderudit/057497ar>, consulté le 5-7-2009
- _____. 1994. « La sexuation de la science : une question purement imaginaire ? ». *Cahiers de Recherches Sociologiques : Critiques féministes et savoirs*, no 23, p. 57-77. Montréal : UQAM.
- LEBEUF, Annie M. D. 1960. « Le rôle de la femme dans l'organisation politique des sociétés africaines ». Chap. in *Femmes d'Afrique noire*. Coord. par Denise Paulme, p. 93-119. Paris : Mouton.
- LEJEAL, Frédéric. 2002. *Le Burkina Faso*. Paris : Karthala, 334 p.
- LEQUERET, Élisabeth. 2000. « Femmes oubliées du continent noir. Les mille et une (petites) mains de l'Afrique ». *Le Monde diplomatique*, janvier, p. 22-23.
- LES CAHIERS DU GRIF. 1985. *L'Africaine : sexes et signes*, no 29 Hiver 84-85, Paris : Tierce, 146 p.
- _____. 1992. *La société des femmes*. Bruxelles : Complexe, 154 p.
- LEVI-STRAUSS, Claude. [1967] 1971. *Structures élémentaires de la parenté*. Paris : Mouton, la Haye : Mouton, 591 p.
- LEWIS, Reina et Sara MILLS. 2003. « Introduction ». In *Feminist postcolonial theory. A reader*, p. 1-21. New-York : Routledge.

- LOADA, Augustin et Carlos SANTISO. Sans date. « Élections historiques au Burkina Faso : Vers une maturité démocratique ? ». 18 p. [En ligne] [http : www.cgdbf.org/french/documents/loadasantoso.pdf](http://www.cgdbf.org/french/documents/loadasantoso.pdf), consulté le 3-2-2008.
- LOADA, Augustin. 1999. « Réflexions sur la société civile en Afrique : le Burkina de l'après-Zongo ». *Politique africaine : La renaissance afro-asiatique ?*, no 76, décembre, p. 136-150.
- LOADA, Augustin Marie-Gervais. 1995. « Burkina Faso : les rentes de la légitimation démocratique ». In *Le meilleur, le pire et l'Incertain*. Coll. « L'Afrique politique », p. 217-233. Paris : Karthala.
- _____. 1998. « Les élections législatives burkinabé du 11 mai 1997 : des « élections pas comme les autres ? » ». *Politique africaine : Des élections « comme les autres »*, no 69, p. 62-74. Paris, Karthala.
- LOADA, Augustin et René OTAYEK. 1995. « Les élections municipales du 12 février 1995 au Burkina Faso ». *Politique africaine*, no 58, juillet, p.135-142.
- L'OPINION. 2006. « Affaire Mariam Sankara. La réponse du gouvernement ». Édition du 12 au 18 juillet 2006. [En ligne] <http://www.zedcom.bf/actualite/op457/01.htm>
- LOUIS, Marie-Victoire. 1995. « Quand le féminisme se confronte au libéralisme ». *La lettre de l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT)*, n°7 – Nouvelle série – Été, [En ligne] <http://www.marievictoirelouis.net/document.php?id=430&themeid=352>, page consultée le 10-9-2006.
- MAILLÉ, Chantal. 1988. « Dynamique de l'émergence d'une élite politique féminine : le cas du Québec ». Thèse de Doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, Vol.1, 304 p.
- MAKITA-MAKITA, Kasongo-Ngoy. 1989. *Capital scolaire et pouvoir social en Afrique. A quoi sert le diplôme universitaire*. Paris : L'Harmattan, 215 p.
- MARÉCHAL, Sylvain. [1801] 2007. *Projet d'une loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes*. Paris : Mille et une nuits, 108 p.
- MARCIREAU, Jacques. 1981. *Le Matriarcat*. Mont-Royal : Éditions le Nordais, 214 p.
- MARGARET, Hennig et Anne JARDIM. 1978. *Carrières de femmes*. Trad. de l'américain par Françoise CARTANO, Paris : Presses de la Renaissance, 248 p.

- MARIE-ANDRÉ DU SACRÉ CŒUR (sœur). 1954. « L'activité politique de la femme en Afrique noire ». *Revue juridique et politique de l'Union française*, p.474-491. Octobre-décembre.
- MARQUES-PEREIRA, Bérengère. 2004. « L'inclusion des femmes en politique et la théorie politique anglosaxone ». In *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, sous la dir. de Christine Bard, Christian Baudelot et Janine Mossuz-Lavau, p.127-141. Paris : Éditions de La Martinière.
- MAUNICK, Edouard J. 1976. *Elles ont marqué leur époque leur époque, la tradition a immortalisé leur nom. Africaines du temps jadis*. ABC, Paris (Dakar, Abidjan) : Presses de l'imprimerie SCIA-Danel, 47 p.
- MASSON, Dominique. 1999. « Repenser l'État. Nouvelles perspectives féministes ». *Recherches féministes*, Vol. 12, no 1, p. 5-24.
- MATHIEU, Nicole-Claude (éd.) .1985a. *L'arraisonnement des femmes : essais en anthropologie des sexes*. Textes réunis par Nicole-Claude Mathieu. Paris : École des hautes études en sciences sociales, 251 p.
- _____. 1985b. « Quand céder n'est pas consentir ». Chap. in *L'arraisonnement des femmes : essais en anthropologie des sexes*, p.169-245. Paris : École des hautes études en sciences sociales.
- _____. 1991. *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*. Paris : Côté-femmes, 291 p.
- MATOKO, Edouard. 1996. « La marginalisation de la femme ». Chap in *L'Afrique par les Africains. Utopie ou Révolution ?* p. 206-210. Paris : l'Harmattan.
- MAYER, Nonna. 2002. *Ces Français qui votent Le Pen*. Paris : Flammarion, 379 p.
- MBONIMPA, Melchior. 1994. *Ethnicité et démocratie en Afrique*. Paris : L'Harmattan, 127 p.
- MEILLASSOUX, Claude. 1992. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris : L'Harmattan, 251 p.
- MEUNIER, Emmanuelle. [1997]1998. « Burkina Faso : Blaise Compaoré et la consolidation du nouvel ordre politique ». In *Femmes d'Afrique* édité par le Centre d'Études d'Afrique Noire, coll. « l'Afrique politique », p. 147-174. Paris : Karthala.

- MENTHONG, Hélène-Laure. 2000. « Les cadres masculins de l'expérience féminine. Les représentations collectives des garçons sur les filles et leurs trajectoires scolaires ». In *La biographie sociale du sexe. Genre, société et politique au Cameroun*, sous la dir. de Luc Sindjoun, p. 79-147. Paris : Karthala.
- MICHEL, Andrée. 1980. *Le féminisme*. Coll.« Que sais-je ? », Paris : Presses universitaires de France, 125 p.
- MILLMAN, M et Moss KANTER (eds.). 1975. *Another Voice : feminist perspectives on social life and social science*. New-York : Anchor Press.
- MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES. 1998. *Étude sur la Pauvreté des Femmes au Burkina Faso*. Réalisée par Fatoumata Kinda, Ouagadougou.
- MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DU DÉVELOPPEMENT. 2004. *Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté*. Burkina Faso, Ouagadougou, 131 p.
- MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME. 2003. *Plan d'action 2003-2007 pour la promotion de la femme*. Ouagadougou, 73 p.
- _____. 2004. *Politique nationale de promotion de la femme*. Ouagadougou, 38 p.
- _____. 2006. *Plan d'action 2006-2010*. Ouagadougou.
- _____. 2010. *La politique nationale genre*. [En ligne] [Http://www.mpf.gov.bf/prig.html](http://www.mpf.gov.bf/prig.html), page consultée le 22-5-2010.
- _____. sans date. *Document de la politique nationale genre*, 56 p. [En ligne] http://www.wildaf-ao.org/fr/IMG/pdf/Politique_Genre_Burkina.pdf, consulté le 22-5-2010.
- MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME et UNICEF. 2006. *Guide des droits de la femme*, Ouagadougou : Imprimerie de l'avenir du Burkina, 86 p.
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ/DIRECTION DES ÉTUDES ET DE LA PLANIFICATION. 2007. *Annuaire Statistique/Santé 2006*, Ouagadougou, DEP, 233 p.
- MIRON, Jean-Marie et Jean-François DRAGON. 2007. « La recherche qualitative assistée par ordinateur pour les budgets mineurs, est-ce possible ? ». *Recherches Qualitatives*, Vol. 27, no 2, p. 152-175.

- MOGHADAM, M. Valentine. 2007. « Qu'est-ce que le féminisme musulman ? Pour la promotion d'un changement culturel en faveur de l'égalité des genres ». In *Existe-t-il un féminisme musulman ?* p. 49-69. Coll. « Islam et Laïcité.org », Paris : l'Harmattan.
- MONTOUSSE, Marc et Gilles RENOUEAU. 2003. *100 fiches pour comprendre la sociologie*. Rosny : Bréal, 234 p.
- MOSSUZ-LAVAU, Janine. 1995a. « Les femmes et la politique ». In *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, avec la coll. de Ephesia (groupe) et de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, p. 470-476. Paris : La Découverte.
- _____. 1995b. « Quand la politique se dit au féminin ». In *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, avec la coll. de Ephesia (groupe) et de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, p. 499-503. Paris : La Découverte.
- _____. 1998. *Femmes/Hommes. Pour la parité*. Paris : Presses de Sciences Politiques, 139 p.
- MOSSUZ-LAVAU, Janine et Mariette SINEAU. 1983. *Enquête sur les femmes et la politique en France*. Paris : Presses universitaires de France, 280 p.
- MOTTIER, Véronique, Lea SGIER et Thanh-Huyen BALLMER-CAO. 2000. « Les rapports entre le genre et la politique ». In *Genre et politique. Débats et perspectives*. Textes réunis et présentés par Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Sgier, p. 7-48. Paris : Gallimard.
- MOTTIN-SYLLA, Marie-Hélène. 1991. *les femmes et l'argent*. Document de synthèse. Dakar : Enda.
- MOUFFE, Chantal. 2000. « Féminisme, citoyenneté et démocratie plurielle ». In *Genre et politique. Débats et perspectives*, sous la dir. de Terrel Carver, Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Sgier, p. 167-202. Paris : Gallimard.
- MOUVEMENT BURKINABÈ des DROITS de l'HOMME et des PEUPLES (MBDHP). 2004. *Je suis citoyen. Je suis citoyenne*. Ouagadougou : Imprimerie Arts Graphique, 46 p.
- MUCCHIELLI, Alex. 1991. « Les critères de validation des méthodes qualitatives de recherche ». Chap. in *Les méthodes qualitatives*, p. 111-118, Coll. « Que sais-je ». Paris : Presses universitaires de France, 126 p.

- NAMA, Germain Bitiou. 2006. « Le pavé de Cyril Goungounga ». *L'Évènement*, [En ligne] <http://www.evenement-bf.net>, page consultée le 30-10-2006.
- NAMA, Bitiou Germain et Boukari OUOBA. 2008. « Élections : la CENI sert-elle encore à quelque chose ? Chrysogone Zougmore du MBDHP ». *L'Évènement* [En ligne] http://www.evenement-bf.net/pages/dossier_1_145.htm, page consultée le 10-6-2009.
- NANCY, Fraser. 2005. « Multiculturalisme, anti-essentialisme et démocratie radicale ». *Cahier du genre : Féminisme(s). Penser la pluralité du genre*, no 39, p. 29-50.
- NANÉMA, Cyprien. 2007. « Le carton rouge d'un citoyen à l'opposition ». *Le pays* du 06-03-2007, édition internet consultée le 7-3-2007.
- NAPON, Abdoul Razac. 2009. « Faiblesse de l'opposition. Les conséquences sur la vie parlementaire ». *L'Évènement* du 25 février 2009, p.12.
- NATIONAL DEMOCRATIC INSTITUTE/Burkina Faso .2006. *Organiser efficacement sa communication de campagne électorale. Atelier de formation des candidates têtes de liste/ Municipales 2006*, Ouagadougou 1^{er} février 2006, 8 p.
- NATIONAL DEMOCRATIC INSTITUTE et ASDI. Sans date. *Guide pratique de la candidate. Burkina Faso : Élections municipales 12 mars 2006*, 54 p.
- NATIONAL DEMOCRATIC INSTITUTE. 2005. *Rapport national sur le rôle et la participation des femmes à la vie politique*. Ouagadougou, 22 p.
- NODJILELEM, Lucie. 1997. « Le statut de la femme en Afrique noire contemporaine : Progression ou régression ? ». Mémoire de DES, Genève, Université de Genève, 96 p.
- NONGUIERMA, Jacques. 2009. « Les femmes d'un côté, les hommes de l'autre ». *Sidwaya* du 21 avril 2009, édition Internet consultée le 22 avril 2009.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES. 2002. *Déclaration et Programme d'action de Beijing suivis de Beijing +5. Déclaration politique et document Final*. New-York : ONU, 284 p.
- ORMAN, Suze. 2007. *Les femmes et l'argent : vous pouvez contrôler votre destin*, Montréal : les intouchables, 253 p.

- OTAYEK, René, Filiga Michel SAWADOGO et Jean-Pierre GUIGANÉ (dir. publ.). 1996. « Introduction ». In *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)*. Paris : Karthala, p.7-19.
- OTAYEK, René, Filiga Michel SAWADOGO et Jean-Pierre GUIGANÉ (dir. publ.). 1996. *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)*. Paris : Karthala, 387 p.
- OTAYEK, René. 1985. « Avant-propos ». *Politique africaine : Le Burkina Faso*, no 20, décembre, p. 3-9.
- _____. 1996. « Voter, ça veut dire quoi ? » Sur les élections législatives du 24 mai 1992 ». In *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)*, sous la dir. de René Otayek, Filiga Michel Sawadogo et Jean-Pierre Guingané, p. 43-58. Paris : Karthala.
- OUATTARA, Vincent. 2006. *L'ère Compaoré : crimes, politique, et gestion du pouvoir*. Paris : Klanba, 237 p.
- OUEDRAOGO, Halidou. 2007. « Issa Tiendrébéogo, ex-conseiller de Blaise Compaoré : "J'ai été naïf" ». *L'Observateur Paalga* du 09 octobre 2007. [En ligne] http://www.lobservateur.bf/Oarticlearchive.php3?id_article=6999 repris sur <http://www.thomassankara.net/spip.php?article452>, page consultée le 22-3-2010.
- OUEDRAOGO, Hamidou. 2010. « Chefs coutumiers du Ganzourgou, un front pour un statut constitutionnel ». *L'Observateur Paalga* du 11 mai 2010. [En ligne] <http://www.lefaso.net/spip.php?article36663>, page consultée le 11-5-2010.
- OUEDRAOGO, Idrissa. 2006. « Contraintes culturelles et sociologiques à la Représentation et à la Participation des femmes dans les sphères de décision ». Communication présentée au Forum national sur la participation et la représentation des femmes en politique, 6,7 juin 2006 de l'Assemblée Nationale, Ouagadougou, 17 p.
- OUEDRAOGO, Jean-Baptiste. 2003. « Contribution à propos de trois dates historiques ». In *Burkina Faso. Cent ans d'histoire, 1895-1995* sous la dir. de Yénouyaba Georges Madiéga et d'Oumarou Nao, p. 259-286. Paris : Karthala.
- OUEDRAOGO, Séraphine. 2000. « Donner de l'élan aux actrices du développement en milieu urbain : l'expérience du Burkina Faso ». In *Femmes « bâtisseurs » d'Afrique*, sous la dir. de Lisette Ferera avec la collaboration de Micheline Huard et de Eugénie R. Aw. p. 147-158. Québec : Musée de la civilisation.

- OUOBA, Valentin. 2001. *Le code burkinabé des personnes et de la famille. Une promotion des droits de la personne*. Villeneuve : Presses universitaires de septentrion, 479 p.
- PALMIERI, Joelle « Le féminisme, enjeu de la lutte anti-libérale ». (penelopes@penelopes.org III 30 janvier 2001). [En ligne] <http://eleuthera.free.fr/pdf/170.pdf>, page consultée le 11-11-2008.
- PATEMAN, Carole. 1988. *The Sexual Contrat*. Stanford (Californie) : Stanford University Press, 1988, 264 p.
- PAULME, Denise (éd.). 1960. *Femmes d'Afrique noire*. Paris : Mouton, 280 p.
- PAYETTE Lise. 1982. *Le pouvoir ? Connais Pas !* Montréal : Québec, 212 p.
- PEREIRA, Charmaine. 2004. « Une histoire qui n'est pas sans faille : une analyse de genre de la psychologie en Afrique ». In *Sexe, genre et société. Engendrer les sciences sociales africaines*, sous la dir. de Ayesha Iman, Amina M. Mama et Fatou Sow, p. 219-247. Paris : Karthala.
- PERLAS, Nicanor. 2003. *La société civile : le 3^{ème} pouvoir. Changer la face de la mondialisation*. Trad. de l'anglais par Anne Charrière. Barret-sur-Méouge (France) : Yves Michel, 331 p.
- PERROT, Michelle (dir. publ.) et à l'initiative d'Alain PAIRE. 1984. *Une histoire des femmes est-elle possible ?* Marseille: Rivages, 227 p.
- PERROT, Michelle. 1986. « Histoire et pouvoir des femmes ». In *Le sexe du pouvoir. Femmes, hommes et pouvoirs dans les organisations* sous la dir. de Nicole Aubert, Eugène Enriquez et Vincent de Gaulejac, p. 79-85. Paris : Desclée de Brouer.
- _____. 1996. « Identité, Égalité, Différence. Le regard de l'histoire ». In *La place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, avec la coll. de Ephesia (groupe) et de la Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, p. 39 -56. Paris : La découverte.
- PHILLIPS, Anne. 1995. *The politics of Presence*. Oxford : Clarendon Press.
- _____. 2000. « Espaces publics, vies privées ». In *Genre et politique. Débats et perspectives*, sous la dir. de Terrel Carver, Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Sgier, p. 167-202. Paris : Folio Essais.

- PILLET-SCHWARTZ, Anne-Marie. 1996. « Ethnicisme et régionalisme dans l'ancien Liptako: un effet de la sécheresse ou de la révolution ? ». In *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)* sous la dir. de René Otayek, Filiga Michel Sawadogo et Jean-Pierre Guingané, p. 23-41. Paris : Karthala.
- PILON-LÉ, Lise. 1979. « Le politique en anthropologie : une anthropologie politique ? » Chap. *Perspectives anthropologiques. Un collectif d'anthropologues québécois*, sous la dir. de Bernard Arcand, p. 191-216. Montréal : Renouveau Pédagogique.
- PITKIN, Hanna Fenichel. 1967. *The concept of representation*. Los Angeles: university of California Press, 323 p.
- PIONCHON, Sylvie. 2005. « La construction socio-culturelle des rôles et des identités de sexe, généralités, à l'école et le cas particulier des femmes de pouvoir ». In *Rapport du groupe de travail portant sur Les relations entre les filles et les garçons, un véritable enjeu pour l'éducation à la sexualité*, sous la dir. du Centre National d'Information des Droits des Femmes et des Familles (CNIDFF) et de l'Association Nationale des Centres d'Interruption de Grossesse et de Contraception (ANCIC), p. 25-55. [En ligne] http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/2006-Relations_filles-garcons.pdf, consulté le 5-6-2007.
- PIOTTE, Jean-Marc. 1970. *La pensée politique de Gramsci*. Ottawa: Parti Pris, 302 p.
- PISIER, Evelyne. 1999. « Universalité contre parité ». *Le piège de la parité. Arguments pour un débat*, Textes réunis par Micheline Amar, p. 15-17. (Le monde, 8 février 1995), Paris : Hachette.
- PISIER, Évelyne et Eleni VARIKAS. 2004. « De l'invisibilité du genre dans la théorie politique. Le débat Locke/Astell ». In *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, sous la dir. de Christine Bard, Christian Baudelot Christian et Janine Mossuz-Lavau, p. 64-79. Paris : Éditions de La Martinière.
- PITRE, Sonia. 1997. « Les femmes et le pouvoir municipal au nouveau-Brunswick ». Mémoire de Maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 107 p.
- POLITIQUE AFRICAINE. 1985. *Le Burkina Faso*. No 20, décembre. Paris: Karthala, 146 p.
- _____. 1997. *L'Afrique des femmes*, no 65, mars.

- _____. 2004. « Premières dames en Afrique ». *Politique Africaine*, no 95, Octobre, p. 5-107.
- POLONY, Natacha. 2008. *L'homme est l'avenir de la femme. Autopsie du féminisme contemporain*. Paris : JC Lattès, 247 p.
- POULLET-PEEMANS, Hedwige. [1978] 1992. « Le GRIF dans la longue marche des femmes ». *Les Cahiers du GRIF : La société des femmes*, p. 59-63. Bruxelles : Complexe.
- PREISWERK, Yvonne et Anne ZWAHLEN. 1998. In *Les silences pudiques de l'économie*. Textes réunis par Yvonne Preiswerk, p. 15-20. Genève : UNESCO, DDC, IUED.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD). 1996. *Les femmes en Afrique: portraits de dirigeantes*. Dakar : PNUD, 32 p.
- _____. 2002. *Rapport mondial sur le développement humain 2002. Approfondir la démocratie dans un monde fragmenté*, Bruxelles : DeBoeck Université, 277 p.
- _____. 2003. *Rapport mondial sur le développement humain 2003. Les objectifs du Millénaire pour le développement. Un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine*. Paris : Economica, 376 p.
- _____. 2005. *Rapport mondial sur le développement humain 2005. La coopération internationale à la croisée des chemins : l'aide, le commerce et la sécurité dans un monde marqué par les inégalités*. Paris : Economica, 385 p.
- _____. 2006. *Rapport mondial sur le développement humain 2006. Au-delà de la pénurie : pouvoir, pauvreté et crise mondiale de l'eau*. Paris : Economica.
- _____. 2007. *Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008. La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé*. Paris : La découverte, 2007, 382 p.
- PNUD-Burkina. 2001. *Rapport sur le développement humain Burkina Faso 2001. La Lutte contre le VIH-SIDA*. [En ligne] <http://www.pnud.bf/docs/LIVRE2.PDF>
- _____. 2003. *Corruption et développement humain. Rapport sur le développement humain durable*. Ouagadougou , 166 p.
- QUIVY, Raymond, CAMPENHOUDT Luc Van. 2006. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod, 3^{ème} édition, 256 p.

RADIO FRANCE INTERNATIONAL (RFI). 2008a. « Libéria, Vérité, réconciliations et révélations ». [En ligne] http://www.rfi.fr/actufr/articles/104/article_71763.asp, page consultée le 01-8-2008.

_____. 2008b. « Kenya. Un rapport sur les élections qui ne dit pas tout ». [En ligne] http://www.rfi.fr/actufr/articles/105/article_72543.asp, page consultée le 20-9-2008.

_____. 2008c. « Zimbabwe : Élection sous pression ». [En ligne] http://www.rfi.fr/actufr/articles/102/article_67947.asp, page consultée le 28-6-2008.

RAOUL, Fanny [1801]1989. « Opinion d'une femme sur les femmes ». In *Opinions de femmes. De la veille au lendemain de la révolution française*. Préf. de Geneviève Fraisse. Coord. Marie-Armande Gacon-Dufour et Olympe de Gouges et *al.*, p. 129-161. Paris : Côté-femmes.

Rapport de la mission d'observation de l'élection présidentielle du 13 novembre 2005 (Burkina Faso), 24 p [En ligne], http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/BURKINA_RMO13112005.pdf, consulté le 15-3-2007.

RAYNAL, Jean-Jacques. 1999. *Histoire des grands courants de la pensée politique*. Paris : Hachette supérieur, 159 p.

RATHGEBER, Eva M. 1992. « FED, FDD, SED : Tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement ». In *Un autre genre et développement : un guide pratique sur les rapports femmes-hommes dans le développement*, sous la dir. de Linda Moffat. Montréal : CCCI, 35 p.

REDEKER, Robert. 1999. « La parité ou la revanche de Joseph de Maistre ». In *Le piège de la parité*. Textes réunis par Micheline Amar, p. 158-163. Paris : Hachette.

REED, Evelyn. 1975. *Woman's evolution from matriarchal clan to patriarchal family*. New-York: Pathfinder Press, 491 p.

REPORTERS SANS FRONTIÈRES. 2006. *Affaire Norbert Zongo. Version définitive du rapport de la CEI rendue publique le 7 mai 1999*. [En ligne] http://www.rsf.org/IMG/pdf/Conclusions_du_rapport_de_la_CEI.pdf, 4 p, page consultée le 25-6-2009.

- REVAULT d'ALLONES, Claude. 1986. « Introduction. Masculin-féminin : pour une approche multidimensionnelle ». In *Le sexe du pouvoir. Femmes, hommes et pouvoirs dans les organisations*, sous la dir. Nicole d'Aubert, Eugène Enriquez et Vincent de Gaulejac, p. 13-19. Paris : Desclée de Brouer.
- REYNAL, Jean-Jacques. 2006. *Histoire des grands courants de la pensée politique*. 2^{ème} édition. Paris : Hachette Supérieur, 157 p.
- RICHTER, Marlène. 1993. *La situation de la femme dagara dans la province de la bougouriba au Burkina Faso*. Rapport final d'une étude de groupe-cible « femmes ». Diébougou (Burkina Faso): UP10, 91 p.
- ROCARD, Michel. 2001. *Pour une autre Afrique*. Paris : Flammarion, 137 p.
- ROCHER, Guy. 1968. « Ferdinand Tönnies : les fondements psychiques des rapports sociaux ». Chap. in *Introduction à la sociologie générale*, vol. 2, p. 189-196. Montréal : HMH.
- ROTH, Claudia. 1996. *La séparation des sexes chez les Zara au Burkina Faso*. Trad. de l'allemand par Anne Roth-Huggler et Robert Malfait. Paris : L'Harmattan, 254 p.
- ROUAMBA, P. Inès Zoé Lydia. 1990. « Étude d'une institution de développement en milieu rural burkinabé : La coopérative agricole et maraîchère de Mogtédou ». Mémoire de maîtrise, Ouagadougou, Université de Ouagadougou, 157 p.
- _____. 2001. « Transformations dans l'organisation sociale de la filière karité et rapports de pouvoir hommes- femmes au Burkina Faso ». Mémoire de DES, Genève, IUED/Université de Genève, 76 p.
- ROUAMBA-TAPSOBA, Lydia et Hettie HEERINK. 1995. *Profil genre de la province de l'Oudalan*. Gorom-Gorom : Programme Sahel Burkinabé/Pays-Bas, 82 p.
- ROUDINESCO, Élisabeth. 1999. « Une parité régressive ». In *Le piège de la parité*. Textes réunis par Micheline AMAR, p. 51-55. (L'Humanité, 9 février 1999). Paris : Hachette.
- ROUSSEAU, Jean-Jacques. [1762] 1995. *Émile ou de l'éducation*. Texte établi par Charles Wirz présenté et annoté par Pierre Burgelin. Paris : Gallimard, 1139 p.
- ROUX, Patricia, avec la collaboration de Valérie PERRIN, Marianne MODAK et Bernard VOUTAT. 1999. *Couple et égalité. Un ménage impossible*. Lausanne : Réalités sociales, 178 p.

- SAGE, Alexandra. 1998. « Premières dames et *First Ladies* : la femme du chef est-elle le chef du chef ? » In *Femmes d'Afrique* édité par le Centre d'Études d'Afrique Noire, p. 45-62. Coll. « L'Afrique politique », Paris : Karthala.
- SAGOT-DUVAUROUX, Jean-Louis. 2004. » Inventions politiques du féminisme ». In *Féministes, féminismes. Nouvelle donne, nouveaux défis*. Coord. par Lilian Halls-French et Josette Rome-Chastenet avec la participation de Cécilia Baeza-Rodriguez *et al*, p. 77-86. Paris : Syllepse et Espaces Marx.
- SAINT-JEAN, Armande. 1983. *Pour en finir avec le patriarcat*. Montréal : Primeur, 1983, 330 p.
- SALLENAVE, Danièle. 1999. « Le piège de la parité ». *Le piège de la parité. Arguments pour un débat*. Textes réunis par Micheline Amar, p. 23-25. Paris : Hachette.
- SANANKOUA, Bintou. 2004. « Femmes et Parlement au Mali ». *Afrique contemporaine*. Vol 210, p. 145-156.
- SANDWIDI, Kourita. 1996. « Syndicalisme et pouvoir politique. De la répression à la renaissance ». In *Le Burkina entre révolution et démocratie (1983-1993)*, sous la dir. de René Otayek, Filiga Michel Sawadogo et Jean-Pierre Guingané, p.325-352. Paris Karthala.
- SANKARA, Thomas. 2001a. *L'émancipation des femmes et la lutte de libération de l'Afrique*. 1^{ère} éd., New-York : Pathfinder, 49 p.
- _____. 2001b. « Une société nouvelle, débarrassée de l'injustice sociale et de la domination impérialiste ». In *Nous sommes les héritiers des révolutions du monde. Discours de la révolution au Burkina Faso. 1983-1987*, p. 9-34. New-York : Pathinder.
- SANOU, Bruno Doti. 1994. *L'émancipation des femmes madarǵ. L'impact du projet administratif et missionnaire sur une société africaine, 1900-1960*. Leiden, New-York, Koln : Brill, 254 p.
- SANOU, Fernand. 1989. « Qui a peur des langues nationales comme véhicules de l'enseignement ? ». In *Propos africains sur l'Éducation pour tous*, UNESCO-UNICEF (éd). Sélection d'articles présentés à l'occasion de la consultation régionale sur l'Éducation pour tous. Dakar, p.27-30.
- SANOU, Lassina Fabrice. 2009. « Congrès du CDP, Roch toujours à la barre, Salif largué ». *Le pays* du 27 juillet 2009, édition Internet.

- SAVANÉ, Marie-Angélique. 1986. « Introduction générale ». Chap. in *Femmes et développement en Afrique de l'Ouest. Incidences des transformations socio-économiques sur le rôle et le statut des femmes*, sous la dir. de Marie-Angélique Savané, p. 1-21. Genève : UNRISD.
- SAVOIE-ZAJC, Lorraine. « Comment construire un échantillonnage scientifiquement valide ? ». *Recherches qualitatives : Actes du colloque Recherche qualitative en Sciences sociales : les questions de l'heure*. Hors série, no5, p. 99-111.
- SAVONNET-GUYOT, Claudette. 1985. « Le Prince et le Naaba ». *Politique africaine : Le Burkina Faso*, no 20, Décembre, p.29-43.
- _____. 1986. *État et sociétés au Burkina : Essai sur le politique africain*. Paris : Karthala, 221 p.
- SAWADOGO, Dassabla. 2005. « Femmes et pouvoir politique au Burkina Faso ». Mémoire pour l'obtention du diplôme de l'école nationale d'administration et de magistrature, Ouagadougou, École nationale d'administration et de magistrature, 136 p.
- SAWADOGO, Mahama. 2006. « Élections au Burkina. Le code électoral est-il pertinent ? ». *Le pays* du 19 octobre 2006. [En ligne] http://www.lefaso.net/article.php3?id_article=17037, page consultée le 14-12-2006.
- SCOTT, Joan. 1988. « Genre : Une catégorie utile d'analyse historique ». *Les Cahiers du GRIF : Le genre de l'histoire*, no 37/38, p. 125-153.
- SEMBÈNE, Ousmane. 2005. *Mooladé : Le procès de l'excision. Burkina*. DVD-vidéo : son, coul., 120 min, Montréal : Les Films Séville : Warner Home Vidéo.
- SEN Gita avec la collaboration de Caren GROWN et DAWN. 1992. *Femmes du Sud. Autres voix pour le XXIe siècle*. Trad. de l'anglais par Alice Hodgson et Monique Perrot-Lanaud. Paris : côté-femmes, 157 p.
- SÉNAC-SLAWINSKI, Réjane. « Évaluation des lois sur les quotas et sur la parité ». In *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, sous la dir. de Christine Bard, Christian Baudelot et Janine Mossuz-Lavau. p. 142-170. Paris : Éditions de La Martinière, 2004.
- SERBIN, Sylvia. 2004. *Reines d'Afrique et héroïnes de la diaspora noire*. Sépia : Saint- Maur des Fossés, 301 p.

- SHIP, Judith Susan. 1991. « Au-delà de la solidarité féminine ». *Revue Québécoise de Science Politique*, no 19, p. 5- 36. Montréal : Société québécoise de science politique.
- SOCIETE AFRICAINE de CULTURE. 1975. *La civilisation de la femme dans la tradition africaine*. Colloque d'Abidjan, 3-8 juillet 1972. Paris : Présence africaine.
- SOHN, Anne-Marie. 1998. « Introduction ». In *L'Histoire sans les femmes est-elle possible ?*, sous la dir. d'Anne-Marie Sohn et Françoise Thélamon, p. 15-19. Rouen : Perrin, 1998.
- SOHN, Anne-Marie et Françoise THÉLAMON (dir. publ.). 1998. *L'Histoire sans les femmes est-elle possible ?* Colloque organisé par Anne-Marie Sohn, Françoise Thélamon et les membres du conseil scientifique : Évelyne Diebolt et al, Rouen : Perrin, 427 p.
- SOME, D. Valère. 1990. *Thomas Sankara. L'espoir assassiné*, Paris : l'Harmattan, 230 p.
- SOREL, Jacqueline et Simone PIERRON GOMIS. 2004. *Femmes de l'ombre et grandes royales dans la mémoire du continent africain*. Paris : Présence africaine, 278 p.
- SOTINEL, Thomas. 1999. « Norbert Zongo, mort dans l'après-midi ». *Le Monde* du 04 mai 1999, p. 14.
- SOUDAN, François. 2006. « Du rôle des premières dames ». *Jeune Afrique* du 05 au 11 mars 2006, p. 32
- SOW, Fatou. 2004. « L'analyse de genre et les sciences sociales en Afrique ». In *Sexe, genre et société. Engendrer les sciences sociales africaines*, sous la dir. de Ayesha Iman, Amina M. Mama et Fatou Sow, p. 45-72. Paris : Karthala.
- SOW, Siga. 1975. « Le matriarcat preuve historique de l'importance sociale de la femme et de son rôle dynamique dans la société africaine traditionnelle ». In *La civilisation de la femme dans la tradition africaine*. Colloque d'Abidjan organisé par la Société Africaine de Culture, Abidjan, 3-8 juillet 1972, p. 337-355. Paris : Présence Africaine.
- SPELMAN, Elizabeth V. 1988. *Inessential Woman: Problems of Exclusion in Feminist Thought*. Boston: Beacon Press, 221 p.

- TABET, Poala. 1985. « Fertilité naturelle, reproduction forcée ». In *L'arrondissement des femmes : essais en anthropologie des sexes*, sous la dir. de Nicole-Claude Mathieu, p.61-146. Paris : École des hautes études en sciences sociales.
- TABET, Poala. 1998. *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*. Paris, Montréal: L'Harmattan, 206 p.
- TAHON, Marie-Blanche. 1997. « La maternité comme opérateur de l'exclusion politique des femmes ». In *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada*, sous la dir. de Manon Tremblay et Caroline Andrew, p.19-31. Montréal : Les éditions du remue-ménage, 276 p.
- TALL, Kadidia. 2001. *La place des femmes aux élections municipales*. Ouagadougou : SIEXFO, 40 p.
- TARRAB, Gilbert, avec la coll. de Chris COENE. 1989. *Femmes et pouvoirs au Burkina Faso*. Boucherville : G Vernet ; Paris : l'Harmattan. 125 p.
- TASSÉ, Henriette. 1927. *La femme et la civilisation*. Montréal : Thérien Frères, 109 p.
- TAYLOR, Vivienne. 2002. *La marchandisation de la gouvernance. Perspectives féministes critiques du Sud*. Édité de l'anglais par Fatou Sow. Paris : L'Harmattan, 225 p.
- THIAM, Awa. 1978. *La parole aux négresses*. Paris : Denoël-Gonthier, 189 p.
- THORIN, Valérie. 2006. « Confidences de Marie-Angélique Savané ». *Jeune Afrique*, no 2356 du 5 au 11 mars, p. 34-35.
- TIEMTORÉ, Tiego. 2007. « 17 femmes au Parlement du Burkina Faso ». *Amina*, no 449, septembre, p. 24 et 26-27.
- TIENDREBEOGO-KABORET, Alice. 2002. « Burkina Faso : les obstacles à la participation des femmes au parlement ». In *Les femmes au parlement : au-delà du nombre* sous la dir. Julie Ballington et Marie-José Protais, p. 39-47. Stockholm : International IDEA.
- _____. Sans date. « Représentation et participation des femmes en politique : État des lieux et problématique ou enjeux ». Communication présentée lors du forum Assemblée nationale/Organisations de la société civile, les 2,3,4 décembre 2003, Ouagadougou.

- TISSOT, Sylvie. 2007. « Bilan d'un féminisme d'État » *Plein droit : Femmes, étrangers : des causes concurrentes*, no 75, décembre. [En ligne] <http://www.gisti.org/spip.php?article1072>, consulté le 29-10-2008.
- TONNIES, Ferdinand. 1977. *Communauté et société : Catégories fondamentales de la sociologie pure* (1887), Paris : Retz-CEPL, 285 p.
- TOURE, Djibril. 2008. « Plainte de Mariam Sankara contre l'Etat burkinabè : Echec et mat ! » *L'hebdo* du 13 mai 2008. [En ligne] <http://www.lefaso.net/spip.php?article26826/>
- TOURRE, Joël, 2005. « Crise au sein de l'OBU. Le dernier déballage de Laurent Bado ». *L'Indépendant* du 02 août 2005. [En ligne] . http://www.independant.bf/article.php3?id_article=164?&sq=archive
- TRAORÉ, Célestine et Luc Marius IBRIGA. 2004. *Étude sur le harcèlement sexuel en milieu de travail au Burkina Faso. État des lieux*. Ouagadougou, 51 p.
- TRAORÉ, Kalifa. 2006. « Étude des pratiques mathématiques développées en contexte par les Siamous au Burkina Faso ». Thèse de doctorat, Montréal, Université du Québec à Montréal, 328 p.
- TREMBLAY, Manon. 1993. *Les femmes en politique représentent-elles les femmes ? De quelques conduites des femmes et des hommes en politique au Québec à l'endroit des demandes exprimées par les mouvements féministes. Les cahiers de recherche du GREMF*, cahier 53, Université Laval, 233 p.
- _____. 1999. *Des femmes au Parlement : une stratégie féministe ?* Montréal : Remue ménage, 314 p.
- _____ (dir. publ.). 2005. *Femmes et parlements. Un regard international*. Montréal : Remue ménage, 671 p.
- _____. 2005. *Québécoises et représentation parlementaire*. Laval : Presses universitaires de Laval, 328 p.
- _____. 2008. *100 questions sur les femmes et la politique*. Montréal : Les éditions du remue-ménage, 326 p.
- TREMBLAY, Manon et Caroline ANDREW (dir. publ.). 1997. *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada*. Montréal : Les éditions du remue-ménage, 276 p.

- TREMBLAY, Manon et Nathalie BÉLANGER. 1997. « Femmes chefs de partis politiques et caricatures éditoriales : l'élection fédérale canadienne de 1993 ». *Recherches féministes*. Vol. 10, no 1, p. 35-75.
- TREMBLAY, Manon et Édith GARNEAU .1997. « La représentation des femmes par la voie(x) d'une démasculinisation du style parlementaire ». In *Femmes et représentation politique au Québec et au Canada*, sous la dir. de Manon Tremblay et Caroline Andrew, p. 69-100. Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- TREMBLAY, Manon et Réjean PELLETIER. 1995. *Que font-elles en politique ?* Sainte-Foy : Presses de l'Université de Laval, 284 p.
- TROTTIER, Jean-Philippe. 2007. *Le grand mensonge du féminisme*. Montréal : Michel Brûlé, 229 p.
- TSIKATA, Dzodzi. 2004. « Égalité entre les sexes et État au Ghana : quelques questions de politique et de pratique ». In *Sexe, genre et société. Engendrer les sciences sociales africaines*, sous la dir. d' Ayesha Iman, Amina M. Mama et Fatou Sow, p. 219-247. Paris : Karthala.
- UNICEF-Burkina. 2007. « Mutilations génitales féminines ». [En ligne] http://www.unicef.org/bfa/french/protection_1143.html, page consultée le 06-7-2008.
- UNION DES FEMMÉS DES FEMMÉS DU BURKINA. Sans date. *Les nouveaux droits de la femme dans le code des personnes et de la famille*. 51 p.
- UNIVERSITÉ DU QUÉBEC A MONTRÉAL. 2009. *Cadre normatif pour l'éthique de la recherche avec des êtres humains*. Montréal : UQAM.
- VERBA, Sidney et Norman NIE. 1972. *Participation in America, Political democracy and social equality*. New-York : Harper and Row Publishers.
- VILLANDRE, Jean-Jacques. 1950. « Les chefferies traditionnelles en Afrique Occidentale Française ». Thèse de doctorat, Paris, Université de Paris, Faculté de Droit.
- VINEL, Virginie. 2005. *Des femmes et des lignages. Ethnologie des relations féminines au Burkina Faso (Moose, Sikoomse)*. Paris : L'Harmattan, 289 p.

- VOKOUMA, Jocelyne. 2006. « Représentation et participation des femmes dans les sphères de décision au Burkina Faso : État des lieux, problématique des enjeux ». Communication présentée au *Forum national sur la participation et la représentation des femmes en politique*, 6,7 juin 2006, Assemblée Nationale, Ouagadougou, 18 p.
- VOLET, Jean-Marie. 1993. « Mariam Bâ : La polygamie en question ». Chap. in *La parole aux Africaines ou l'idée de pouvoir chez les romancières d'expression française de l'Afrique subsaharienne*, sous la dir. de Jean-Marie Volet, p. 155-181. Amsterdam : Rodopi B.V.
- WADUD, Amina. 2007. « Foi et féminisme : Pour un djihad des genres ». In *Existe-t-il un féminisme musulman ?*, p. 73-82, Coll. « Islam et Laïcité.org », Paris : L'Harmattan
- WEBER, Max. [1921] 1971. *Économie et société*. Trad. de l'allemand par Julien Freund et al, vol. 1, Paris : Plon, 650 p.
- WEBER, Max. 1959. *Le savant et le politique*. Paris : Plon, 230 p.
- WELZER-LANG, Daniel. 1998. « Déconstruire le masculin, problèmes épistémologiques ». In *L'Histoire sans les femmes est-elle possible ?* sous la dir. d'Anne-Marie SOHN et Françoise THÉLAMON, p. 291-303. Rouen : Perrin.
- WILDAF/FeDDAF-Burkina Faso. 2002a. *Pour la mise en œuvre au quotidien de la CEDEF au Burkina*. (Série pour le renforcement des capacités des acteurs judiciaires et extrajudiciaires en matière de droits des femmes), Lomé: Arc-en-ciel, 66p.
- _____. 2002b. *Pour une société sans violence à l'égard des femmes au Burkina*. (Série pour le renforcement des capacités des acteurs judiciaires et extrajudiciaires en matière de droits des femmes), Lomé: Arc-en-ciel, 41 p.
- _____. 2002c. *Plaidoyer pour une effectivité des droits de la femme au Burkina Faso*. Rédigé par Haridiata Dakouré, Maïmouna Tankouano et Yéréfelo Malle, (juillet), 60 p. [En ligne] [http : www.wildaf-ao.org/fr/IMG/pdf/plaidoyer_Burkina.pdf](http://www.wildaf-ao.org/fr/IMG/pdf/plaidoyer_Burkina.pdf).
- _____. 2004. « Situation des femmes Burkina Faso ». Rédigé par Haridiata Dakouré. In *Situation des femmes* sous la dir. WILDAF/FEDDAF-Burkina, 13 p. [En ligne] [http : www.wildaf-ao.org/fr/print.php3?id_article](http://www.wildaf-ao.org/fr/print.php3?id_article), page consultée le 04-12- 2005.

- WiLDAF/FeDDAF. Sans date a . *Femmes en politique. Manuel de formation*. Lomé: Arc-en-ciel, 102 p.
- WiLDAF/FeDDAF. Sans date b. *Répertoire simplifié sur les textes favorables aux femmes. « Guide pratique pour les associations de femmes »*. Ouagadougou : CECI/ACDI, 34 p.
- YAMEOGO, R. 1996. *La promotion de l'égalité des droits sociaux et politiques de la femme. Barrières légales, sociales et économiques à la participation des femmes en politique*. Ouagadougou : MBDHP, 60 p.
- YÉ, Bongnessan Arsène. 1995. *Burkina Faso, les fondements de la 4^{ème} République*. Ouagadougou : Presses universitaires de Ouagadougou, 266 p.
- _____. 2003. « L'évolution des parlements au Burkina Faso des origines à nos jours » . In *Burkina Faso. Cent ans d'histoire, 1895-1995*, sous la dir. de Yénouyaba Georges Madiéga et d'Oumarou Nao, p. 287-300. Paris : Karthala.
- YOUNG, Iris. 1994. « Gender as Seriality : Thinking about Women as a Social Collective » . *Signs*, vol. 19, no 3, p. 713-738.
- YUVAL DAVIS, Nira. 1997. *Gender and Nation*. London : Sage Publications, 157 p.
- ZAGRE, Seydou. K. 2001. *Le député burkinabé*, 1^{ère} édition, Ouagadougou : Sankofa éditions, 90 p.
- ZAKANE, Vincent. 2006. « Participation et une représentation des femmes dans les sphères de décision : aspects juridiques et réaménagements institutionnels » . Communication présentée au *Forum national sur la participation et la représentation des femmes en politique*, 6,7 juin 2006, Assemblée Nationale, Ouagadougou, 20 p.